



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques
n^{os} 16 et 17 p. 09-59

Questions au
Gouvernement p. 60-99

2023-2028

n° 8



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques p. 09-59

16^e séance du mardi 19 mars 2024 p. 09-40

17^e séance du mercredi 20 mars 2024 p. 41-59

Questions au Gouvernement p. 60-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

22/04/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



« L'accès aux soins pédiatriques doit s'améliorer »

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju), M. Charel Schmit, a mené une délégation à la Chambre des Députés, le 15 avril 2024, afin de présenter aux députés le rapport annuel 2023 de l'organisation de défense des droits des enfants qu'il dirige.

Un meilleur travail d'information, une accélération de la prise en charge médicale des enfants, un guichet unique pour la prise en charge du handicap, la simplification des procédures : dans la partie « thématique » de son troisième rapport, l'OKaju a souhaité mettre l'accent sur la prise en charge pédiatrique des enfants de 0 à 12 ans.

L'OKaju a émis dans ce contexte un ensemble de recommandations lors de son échange avec les députés. Parmi celles-ci figuraient l'organisation d'assises nationales de la pédiatrie et la mise en place d'une stratégie pédiatrique ainsi que la création d'un poste de coordinateur national.

Globalement, il faudrait « que la pédiatrie soit valorisée ». Il faudrait également « se donner des outils pour améliorer la pédiatrie afin qu'elle corresponde à la démographie et à la croissance du pays », évoquant un problème général de durée d'attente pour l'accès aux soins.

Pour l'OKaju et son équipe, la question de la santé mentale devrait également devenir « une priorité absolue ». M. Schmit a déploré un « manque de dépistage » en la matière, alors qu'au Luxembourg le dépistage serait globalement satisfaisant dans les autres domaines de santé. Il serait nécessaire de travailler à la détection d'un mal-être potentiel chez l'enfant dès le plus jeune âge.



De gauche à droite : M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

À la question d'une députée, M. Charel Schmit a répondu que le nombre d'outils d'évaluation était effectivement trop limité, soulignant que « trois rapports ne suffisent pas » et qu'il fallait aller plus vite, comme le temps jouerait un rôle important en ce qui concerne la prise en charge des enfants. « La temporalité n'est pas assez prise en compte par le système », a-t-il conclu.

Retrouvez le rapport annuel 2023 de l'OKaju en scannant le code QR suivant :



Visite parlementaire camerounaise à la Chambre



La délégation parlementaire camerounaise, en visite au Luxembourg, a été reçue à la Chambre des Députés.

Un an après la première visite parlementaire luxembourgeoise sur le continent africain, qui s'est déroulée au Cameroun, une délégation de l'Assemblée nationale camerounaise était de visite à la Chambre des Députés le 28 mars 2024.

Les parlementaires du Luxembourg et du Cameroun entretiennent des relations étroites. C'est ce qu'a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de l'échange de vues. Les membres de la délégation camerounaise, sous la

conduite du Vice-Président de l'Assemblée nationale, M. Hilarion Etong, se sont entretenus avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région sur des sujets d'actualité et sur la collaboration entre les deux Parlements.

Dans ce contexte a été évoquée l'existence d'un groupe d'amitié parlementaire entre l'Assemblée nationale du Cameroun et la Chambre des Députés du Grand-Duché, créé en 2011 ; la coopération se fait également au niveau multilatéral à l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF).

La diaspora camerounaise et son implication politique figuraient également parmi les sujets discutés. Quelque 871 ressortissants du Cameroun vivaient au Luxembourg en 2022.

Une toute première visite bilatérale du Parlement luxembourgeois sur le continent africain avait eu lieu en avril 2023 à Yaoundé et dans différentes régions du Cameroun. À cette occasion a été posée la première pierre du centre culturel luxembourgeois visant à faire vivre les relations entre les deux pays.

La délégation camerounaise a par ailleurs eu une entrevue avec le Président de la Commission de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, M. Jeff Boonen, ainsi qu'avec le Vice-Président du Conseil d'État, M. Alain Kinsch. En outre, M. Etong a été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc Héritier.

Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC)

« Légiférer sur l'espace – une affaire commerciale ? »



La Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) a été organisée cette année pour la première fois à la Chambre des Députés.

Une cinquantaine de parlementaires et d'experts se sont réunis le 25 mars 2024 à la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) sous le thème de « légiférer sur l'espace – une affaire commerciale ». Il s'agit de la première fois que la présidence revient au Parlement luxembourgeois.

Le cadre juridique international actuel des activités spatiales ainsi que les aspects juridiques de l'implication des États membres dans les activités spatiales européennes étaient au cœur des discussions entre

les parlementaires des 14 pays présents et des experts dans le domaine. Un autre sujet abordé lors de la conférence était la législation spatiale nationale.

11 membres de l'Union européenne ont adopté une législation spatiale nationale dans le but de mettre en œuvre l'article VI du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, autorisant les activités spatiales nationales.

Certains pays travaillent sur un projet de loi spatial, tandis que d'autres préparent des amendements à leur législation spatiale.

Dans son allocution de bienvenue, le Président de la délégation parlementaire luxembourgeoise, M. Gérard Schockmel, a rappelé le rôle pionnier du Grand-Duché en termes de législation nationale spatiale.

S'adressant à ses homologues et aux experts venus des quatre coins du monde, M. Schockmel a souligné que le cadre juridique spatial luxembourgeois est l'un des plus récents parmi les pays activement impliqués dans la politique spatiale. Il se compose actuellement de deux lois spécifiques : la loi sur l'exploitation et l'utilisation des ressources spatiales du 20 juillet 2017 et la loi générale sur les activités spatiales du 10 décembre 2020.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'EISC se compose de M. Gérard Schockmel, Président, MM. Laurent Zeimet, Franz Fayot et Sven Clement, membres effectifs, et de Mmes Octavie Modert et Carole Hartmann ainsi que de MM. Tom Weidig et François Bausch, membres suppléants.

Qu'est-ce que la Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) ?

Créée en 1999 en tant que forum permanent de coopération interparlementaire entre les parlements nationaux européens intéressés par la politique spatiale, elle vise à faciliter l'échange d'informations sur les activités spatiales et à promouvoir la compréhension mutuelle des politiques nationales en offrant un forum d'analyse des principaux enjeux du secteur spatial européen.

La COSAC s'engage pour la protection de la démocratie et des valeurs européennes

À l'approche des élections européennes en juin, la présidence belge du Conseil de l'Union européenne a tenu à mettre à l'ordre du jour de la 71^e séance plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) les perspectives stratégiques de l'UE. L'assemblée s'est réunie du 24 au 26 mars 2024 à Bruxelles pour évoquer les défis pour l'UE dans les années à venir et le rôle crucial que les parlements nationaux peuvent jouer dans ce contexte.

Les députés des États membres de l'UE se sont globalement mis d'accord sur plusieurs sujets, dont la guerre d'agression en Ukraine. La députée ukrainienne et Présidente de la Commission pour l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, Mme Ivanna Klymush-Tsintsadze, a lancé la discussion. Elle avait du mal à trouver les mots quand elle a décrit la situation sur place. À son avis, il est dans l'intérêt commun de toute l'Europe d'arrêter cette « guerre barbare » et d'agir aussi rapidement que possible. Elle a lancé un appel aux participants de ne pas détourner le regard de ce qui se passe dans le pays et

s'est exclamée : « Tout équipement non envoyé en Ukraine permet à la Russie de gagner encore plus de territoire. » De nombreux membres de parlements nationaux ont affirmé que l'Ukraine devait gagner cette guerre.

La Présidente de la Chambre des Représentants de la Belgique, Mme Eliane Tillieux, a ensuite fait l'examen de la représentation paritaire des genres au sein des parlements nationaux. Il reste, selon elle, encore beaucoup à faire en matière d'égalité d'accès aux postes décisionnels. Mme Marie-Colline Leroy, Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité du Royaume de Belgique, a affirmé que la participation des femmes joue un rôle essentiel afin de rendre la démocratie européenne plus forte et légitime.

Certaines délégations nationales se sont inquiétées pour les droits des femmes durant cette période d'élections, notamment pour les femmes moins privilégiées, et se sont interrogées sur les manières de les protéger. Les invités ont conclu que l'inclusion est au

cœur des valeurs européennes et des traités et doit être mise en avant par les efforts des parlements nationaux.

La session suivante, présidée par M. Gaëtan Van Goidsenhoven, Sénateur et Coprésident du comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, s'est concentrée sur le concept d'autonomie stratégique ouverte. Les échanges avec les invités ont permis de souligner la volonté des délégations nationales de rendre l'UE plus compétitive et résiliente.

Pour M. Thierry Breton, Commissaire européen au Marché intérieur, l'UE réitère son engagement à la coopération avec des partenaires de confiance, mais la majorité des délégations nationales se sont accordées à dire que la chaîne de valeur de l'économie européenne doit être partiellement relocalisée afin de réduire sa vulnérabilité face à des événements comme la Covid ou la guerre d'agression en Ukraine, et de garantir sa capacité à réaliser ses objectifs, notamment de transition écologique.

Le Commissaire européen chargé de l'Emploi et des Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a réaffirmé que les travailleurs ont un rôle clé à jouer pour le marché commun.

Plusieurs parlementaires ont souligné les manières dont l'UE peut promouvoir l'innovation. Concernant la lutte contre le changement climatique, la majorité des participants ont insisté qu'elle est une opportunité de rendre l'UE plus compétitive et que le Pacte vert doit permettre de soutenir l'industrie.

Quant à la dernière session, elle a marqué l'attachement de la présidence belge aux valeurs démocratiques. Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a d'abord détaillé le travail de l'exécutif européen dans l'examen du respect de l'État de droit par les pays membres ou candidats, puis a rappelé le rôle des parlements nationaux dans le contrôle du pouvoir exécutif.

En ce qui concerne les valeurs européennes, Mme Françoise Tulkens, professeure émérite à l'Université catholique de Louvain et ancienne juge et Vice-Présidente à la Cour européenne des droits de l'homme, a expliqué leur tangibilité au sein des traités et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme, faisant de l'UE une union de valeurs communes et une puissance normative.

Elle a aussi mis en avant la responsabilité des parlements nationaux dans la lutte pour l'accès à la justice, la liberté de presse ou encore la dénonciation du non-respect de ces valeurs.

Plusieurs délégations se sont finalement inquiétées du rôle de l'intelligence artificielle dans la désinformation en période électorale, tandis que d'autres ont exprimé leur souhait pour une éducation politique et civique européenne.



M. Tom Weidig et Fernand Kartheiser ont participé à la 71^e séance plénière de la COSAC.

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) La désinformation : l'outil sournois de la guerre hybride



La Chambre des Députés était représentée par Mme Alexandra Schoos.

Les 18 et 19 mars 2024 a eu lieu à Chisinau la Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). Cette réunion a rassemblé 33 participants de 15 sections différentes dans la capitale moldave. À l'ordre du jour a figuré la problématique de la désinformation en tant qu'arme de guerre. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Alexandra Schoos.

Une francophonie unie est une francophonie durable

La Moldavie est le pays le plus francophone des pays de l'Europe centrale et orientale, a annoncé Mme Marcela Adam, Présidente de la délégation moldave auprès de l'APF. Cela fait presque 30 ans que le pays fait partie de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de l'APF. Plus de 900 lycées ont la langue française comme première langue étrangère, 8 lycées sont bilingues et il existe 7 universités proposant un cursus en français. Pour Mme Adam, la francophonie représente pour la Moldavie une porte ouverte vers l'Europe.

La guerre avant la guerre

L'Ukraine se trouve à 50 kilomètres de la capitale moldave. C'est la raison avancée pour expliquer pourquoi la Moldavie subit depuis des années une agression hybride. Cette dernière se compose de propagande, de fausses nouvelles, de désinformation, de prédation

économique, d'incitation à l'insurrection ou encore de migration. La campagne de désinformation a pour but de déstabiliser les institutions d'un pays et de gagner des adhérents. Il est difficile de combattre ce genre d'agression car l'adversaire est inconnu.

D'après M. Jean-Michel De Waele, Professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB), il faut reconnaître au plus vite l'importance de l'Europe centrale et orientale car les habitants de la région sont à l'avant-garde de la défense de nos valeurs. Il devient selon lui urgent d'investir aujourd'hui dans ces pays afin d'éviter qu'ils ne tombent sous l'influence russe.

Le Premier Ministre moldave, M. Dorin Recean, a quant à lui remercié l'Europe de tout l'appui qu'elle apporte à l'Ukraine. Il a toutefois demandé également à ses interlocuteurs de voir la Moldavie d'un autre œil et d'investir dans son pays. D'après lui, il s'agirait de la seule façon de maintenir ce dernier hors domination russe.

La Moldavie est un des plus gros producteurs en matière de technologies de l'information en Europe de l'Est et M. Recean a noté que les investissements dans ce domaine ont triplé au cours des quatre dernières années.

Les parlementaires ont discuté sur les différentes pistes à suivre pour lutter contre la désinformation et contrer les ingérences étrangères. Un des points qui sont ressortis est qu'il devient de plus en plus indispensable d'échanger sur les bonnes pratiques entre parlements afin d'éviter la perte totale de la crédibilité des institutions. Selon M. De Waele, il faut des mesures concrètes et pragmatiques, les valeurs morales ne suffisant pas pour convaincre la population.

Une des solutions consiste en la coopération interparlementaire, a affirmé M. Vincent Couronne, Docteur en droit public de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La Commission européenne veut que les parlements nationaux mettent en place des instruments de contrôle d'ingérence étrangère. L'implication de parlementaires européens serait utile, car ceux-ci ont déjà travaillé sur ce sujet.



Mme Alexandra Schoos et M. Gilles Baum ont participé aux réunions de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication ainsi que du Réseau parlementaire de lutte contre les pandémies de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), qui se sont tenues du 3 au 5 avril 2024 au Sénat roumain à Bucarest.

Pour plus d'informations concernant l'APF, veuillez scanner le code QR suivant :



Recherche scientifique au Parlement

Peut-on restreindre l'accès à la propriété immobilière aux étrangers non-résidents au Luxembourg ? Étude de la faisabilité juridique et économique d'une loi sur le modèle de la loi suisse « Lex Koller »

La question du logement au Luxembourg est marquée par une disproportion entre la demande (élevée) et l'offre (faible), l'indisponibilité ou l'absence de biens immobiliers entraînant une hausse des prix de vente.

En Suisse, la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) a été adoptée dans l'objectif de préserver la disponibilité des logements au profit des ressortissants nationaux et des résidents. Elle met en place un régime d'autorisation pour les étrangers non-résidents, lorsqu'ils souhaitent acquérir un bien immobilier situé en Suisse. Cette législation, dont les origines remontent aux années soixante, a vu son contenu évoluer. La version révisée de la LFAIE adoptée en 1997, dite « Lex Koller », a apporté de nombreux assouplissements.

La Lex Koller a une efficacité relative en tant qu'instrument de lutte contre la crise du logement en Suisse. Les restrictions qu'elle prévoit sont, en effet, de plus en plus réduites. Cela peut témoigner d'une certaine inadaptation des instruments mis en place. Si d'un point de vue économique, l'application de la Lex Koller a eu un impact sur le marché de l'immobilier suisse en contribuant à sa stabilité, le postulat au fondement de cette loi, selon lequel il y aurait une corrélation entre l'immigration et la hausse des prix de l'immobilier en Suisse, est de moins en moins correct.

Au Luxembourg, d'un point de vue économique, le postulat de départ qui pourrait justifier l'adoption d'une loi sur le modèle de la Lex Koller suisse n'est pas vérifié. L'acquisition de la propriété immobilière par les étrangers ne constitue pas un facteur explicatif de la crise du logement ou de la hausse des prix. Les investissements étrangers jouent plutôt un rôle de dynamisation de l'économie luxembourgeoise. Les informations recueillies et analysées par l'Observatoire de l'habitat permettent de confirmer que des personnes physiques détiennent la majorité de la propriété foncière au Luxembourg.

D'un point de vue juridique, la compatibilité d'une législation sur le modèle de la Lex Koller avec l'ordre juridique luxembourgeois ferait défaut. Le régime de l'autorisation préalable à l'acquisition de la propriété au Luxembourg auquel seraient soumis les étrangers non-résidents ne pourrait trouver de justifications admissibles au regard des engagements européens et internationaux du Luxembourg. Du point de vue du droit interne, dans le cas où le propriétaire souhaiterait vendre son bien, une législation sur le modèle de la Lex Koller ne semble pas compatible avec la liberté du propriétaire de choisir son cocontractant.

Quant à l'articulation entre l'objectif d'une loi sur le modèle de la Lex Koller et la législation fiscale, l'analyse des projets de réforme foncière, actuel-

lement en discussion devant la Chambre des Députés, met en évidence un effet désincitatif des instruments fiscaux sur la conservation de logements vacants et la détention non productive de foncier à des fins spéculatives, au Luxembourg. Cet effet vise indifféremment les Luxembourgeois et les étrangers.

Outre son incompatibilité potentielle avec l'ordre juridique luxembourgeois, une loi sur le modèle de la Lex Koller n'apporterait pas de solution adaptée à la pénurie de logements au Luxembourg.

Note de recherche scientifique par Mmes Racha El Herfi, Julie Kaprielian et Nora Paulus : « Peut-on restreindre l'accès à la propriété immobilière aux étrangers non-résidents au Luxembourg ? Étude de la faisabilité juridique et économique d'une loi sur le modèle de la loi suisse "Lex Koller" », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 mars 2024.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Quel rôle pour les parlements nationaux dans les affaires européennes ?

Le Président de la Chambre des Députés a répondu présent à une invitation du « Deutscher Verein » pour une conférence autour de la place des parlements nationaux dans l'écosystème politique européen.

Les parlements nationaux sont-ils perdants ou retardataires sur le chemin de l'intégration européenne ? C'est une des questions centrales dont ont débattu les participants à la conférence de l'ASBL « Deutscher Verein », le 18 mars 2024, au Foyer européen dans le cadre du cycle de conférences « Mon Europe ».

L'événement portait aussi bien sur les interactions des parlements nationaux entre eux que sur celles qu'ils ont avec le Parlement européen. Ces sujets ont été abordés sur fond des élections européennes qui auront lieu au mois de juin 2024.

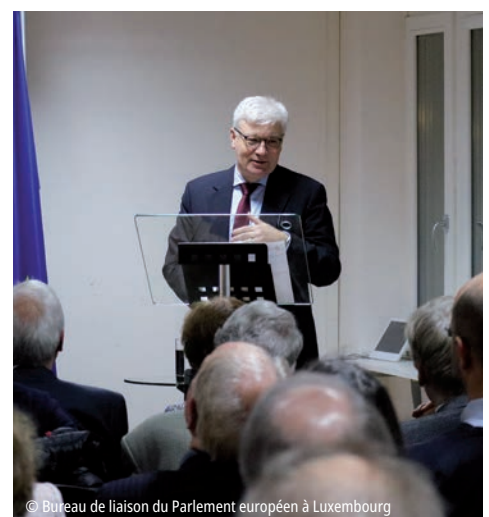
M. Claude Wiseler a prononcé dans ce contexte une allocution qui a servi de base aux discussions de la conférence.

Dans sa présentation, le Président de la Chambre s'est basé sur une analyse de l'évolution historique du parlementarisme en Europe et sur le contexte institutionnel actuel pour tirer un certain nombre de conclusions.

Parmi celles-ci, M. Wiseler a affirmé que « les parlements nationaux s'occupent de plus en plus d'affaires européennes et jouent un rôle clé à l'intersection des dimensions européenne et internationale ».

Il a néanmoins reconnu que le Parlement luxembourgeois est encore dans une situation où il « prend souvent position trop tard » sur les questions européennes. D'où la nécessité d'une nouvelle approche, que M. Wiseler a affirmé souhaiter amorcer.

Le Président de la Chambre est intervenu lors d'une conférence sur la place des parlements nationaux dans l'écosystème politique européen.



© Bureau de liaison du Parlement européen à Luxembourg

Fixation des prix en situation d'urgence

7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

L'article 3 de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence se limite actuellement à énoncer le principe selon lequel les prix sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

L'objet du présent dispositif est de compléter la disposition unique dudit article par deux paragraphes.

L'ajout permettra au Gouvernement d'intervenir dans la fixation des prix dans des situations d'urgence.

Cette faculté accordée à l'exécutif n'est pas nouvelle. Elle était déjà prévue dans le projet de loi n° 7479 initial, tel que déposé le 1^{er} octobre 2019, projet qui reprenait les dispositions afférentes de l'article 2 de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence, loi abrogée et remplacée par la loi précitée du 30 novembre 2022.

Dépôt du projet de loi 7479 par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01/10/2019

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace concernant le projet de loi 7479

(Présidente : Mme Francine Closener) :

- 17/06/2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 24/06/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 08/07/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 10/09/2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 27/01/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 03/02/2022 Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 07/02/2022 Échange de vues avec le Conseil d'État
- 28/02/2022 Suite de l'échange de vues avec le Conseil d'État
- 17/03/2022 Continuation des travaux
- 29/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 15/09/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Scission du projet de loi 7479 en deux projets de loi distincts : 7479A et 7479B

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme concernant le projet de loi 7479B

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

- 01/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 14/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 134, page 1

Responsabilité civile automobile

8184 – Projet de loi portant : 1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et 2° modification de : a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ; b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

Le projet de loi a principalement pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre

2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité qui apporte des précisions sur certains aspects du cadre législatif de l'assurance obligatoire responsabilité civile automobile afin de maintenir à un niveau élevé la protection des personnes lésées dans des accidents de véhicules à travers toute l'Union européenne.

Ainsi, des précisions sont apportées à la notion clé de « véhicule » afin d'écartier tout doute en ce qui concerne le champ d'application de la législation visée. Dans la même perspective, et dans le sillage de la jurisprudence de la Cour de justice concernant le concept de « circulation d'un véhicule », les conditions d'utilisation du véhicule, qui déterminent ici encore le champ d'application de l'assurance, ont été précisées.

La directive (UE) 2021/2118 introduit, afin de pérenniser la protection des personnes lésées suite à un accident avec un véhicule, l'obligation pour les États membres de créer ou d'agréer un organisme chargé de verser une indemnisation aux personnes lésées en cas d'insolvabilité d'un assureur. À cette fin, il est proposé de créer un nouvel établissement public, le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile (FIAA) qui aura pour mission d'indemniser les personnes lésées résidentes au Grand-Duché de Luxembourg pour des dommages matériels ou corporels causés par un véhicule assuré par une entreprise d'assurances établie dans l'Union européenne qui fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'une procédure de liquidation. Le financement de ses missions est pris en charge par les entreprises d'assurances luxembourgeoises actives dans la branche d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (RCA).

La directive (UE) 2021/2118 clarifie par ailleurs l'utilisation des attestations de sinistres dans un contexte transfrontalier. Le contenu et la forme de ces attestations sont ainsi harmonisés dans l'ensemble de l'Union européenne.

En deuxième lieu, il a été profité de la transposition de la directive (UE) 2021/2118 pour mettre à jour des références anciennes dans la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs et d'y apporter certaines clarifications.

En troisième lieu, le projet de loi modernise la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (LSA) en y apportant certains ajustements ciblés et en y redressant certaines erreurs.

Vu la croissance spectaculaire qu'a connu le secteur des assurances, de la réassurance et de l'intermédiation et par ricochet les activités du Commissariat aux assurances (CAA) lui-même au cours des dernières années, le projet de loi adapte la structure de gouvernance du CAA et augmente le nombre des membres du conseil du Commissariat à sept.

Le projet de loi introduit également des ajustements aux dispositions sur les professionnels du secteur de l'assurance (PSA) contenues dans la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en ce qui concerne notamment la domiciliation.

Afin de tenir compte des évolutions en matière des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), le projet de loi prévoit de permettre la conservation numérique de documents et leur traitement auprès de prestataires tiers critiques de services TIC soumis à la supervision d'une autorité européenne de surveillance et d'introduire une procédure afin d'encadrer l'envoi des demandes qu'une entreprise d'assurance adresse à un preneur d'assurance dans le cadre de la sous-traitance de certains services.

De plus, le projet de loi vise à soumettre les sociétés holdings d'assurance tombant sous le contrôle du Commissariat aux assurances à la même obligation de contrôle des comptes par un réviseur d'entreprises agréé que les entreprises d'assurance ou de réassurance ou encore les fonds de pension.

En dernier lieu, le projet de loi introduit dans la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers un nouvel article introduisant des restrictions au droit des sociétés lors de la résolution d'une contrepartie centrale pour ainsi parfaire la mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

| | |
|------------|--|
| 12/05/2023 | Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi |
| 12/01/2024 | Désignation d'un nouveau rapporteur Nouvelle présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires |
| 13/03/2024 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 19/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 136, page 1

Crédits du Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder, contre rémunération adéquate, la garantie de l'État luxembourgeois à des lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile pour un montant total maximal de 300 millions d'euros.

La transposition de la directive 2021/2118 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs nécessite la création d'un Fonds d'insolvabilité en assurance automobile (FIAA). Le projet de loi n° 8184 transposant la directive 2021/2118 en droit luxembourgeois insère une nouvelle partie IIIbis à la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs regroupant les dispositions concernant la création et le fonctionnement du FIAA. Il a pour mission d'indemniser les personnes lésées suite à un accident avec un véhicule en cas d'insolvabilité d'un assureur.

Le financement de ses missions est pris en charge par les entreprises d'assurances luxembourgeoises actives dans la branche d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Le FIAA peut en plus se doter de moyens financiers supplémentaires en recourant à des emprunts, des lignes de crédit ou des contrats de réassurance.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

| | |
|------------|---|
| 12/05/2023 | Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi |
| 12/01/2024 | Désignation d'un nouveau rapporteur Nouvelle présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État |
| 13/03/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 19/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 137, page 1

Conformité des chambres professionnelles à la Constitution

8254 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ; 2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ; 3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

Actuellement, cinq chambres professionnelles existent au Luxembourg. Leur organisation est définie par trois lois différentes. Afin de garantir leur conformité avec la nouvelle Constitution entrée en vigueur en juillet 2023, le présent projet de loi prévoit de modifier ces trois lois qui portent sur la création de chambres

professionnelles à base élective, la réorganisation de la Chambre de Commerce ainsi que sur la réorganisation de la Chambre des Métiers.

Trois modifications sont prévues :

- 1) l'abolition de l'exclusion d'office du droit de vote (actif et passif) des majeurs sous tutelle ;
- 2) la modification de la loi organique de la Chambre de Commerce et de celle de la Chambre des Métiers, en leur attribuant le statut de chambre professionnelle (au lieu d'« établissement public » respectivement de « personne morale de droit public ») ;
- 3) l'élimination de certaines incohérences au niveau du texte portant sur les élections pour le renouvellement de la Chambre d'Agriculture. Il s'agit notamment de supprimer le renvoi à une année d'élection déterminée afin d'éviter de devoir changer ce dispositif tous les cinq ans.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 22/06/2023

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

| | |
|------------|--|
| 22/02/2024 | Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 14/03/2024 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 20/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 135, page 1

École européenne à Junglinster

8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster

La présente loi en projet a pour objet d'autoriser l'État à financer la construction d'une école européenne à Junglinster à hauteur de 58.700.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.071,67 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2022.

Depuis l'ouverture de la première école européenne à Differdange en 2016, ces écoles ont connu un succès considérable. Initialement conçues pour les enfants de fonctionnaires européens, les programmes et le Baccalauréat européen sont ouverts aux écoles nationales depuis 2005. Par la suite, les effectifs de l'enseignement international ont considérablement augmenté au fil des années, tant au niveau de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire.

Dans le but de continuer à diversifier et à développer l'offre scolaire, et pour répondre à une demande croissante, le Gouvernement continuera à créer de nouvelles écoles européennes agréées. À l'heure actuelle, il existe cinq écoles européennes au Luxembourg :

- 1) École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (2016) ;
- 2) École internationale Edward Steichen – Clervaux (2018) ;
- 3) École internationale de Mondorf-les-Bains (2018) ;
- 4) Lënster Lycée International School (2018) ;
- 5) École internationale Mersch Anne Beffort (2021).

La mise en place de l'école européenne agréée à Junglinster a été décidée en 2017 afin de proposer également dans l'Est du pays une offre scolaire qui tient compte de l'hétérogénéité croissante de la population scolaire et qui donne à tout élève les meilleures opportunités d'avenir, indépendamment de sa langue maternelle.

Au vu de l'évolution du nombre d'élèves et afin de pouvoir proposer une offre scolaire complète, allant de la maternelle à l'enseignement fondamental et secondaire dans toutes les sections linguistiques, l'augmentation des capacités par le biais d'une nouvelle construction s'impose. Le nouveau bâtiment accueillera avant tout les élèves de l'école primaire, tandis que les enfants de l'école maternelle resteront dans le bâtiment modulaire existant.

Pour ce qui est de la performance énergétique, le nouveau bâtiment est conçu de manière à avoir une basse consommation d'énergie thermique, notamment grâce à une isolation thermique performante, des fenêtres à triple vitrage et une protection solaire efficace, une ventilation mécanique avec récupération de chaleur et des

ouvrants manuels en complément. Le chauffage est assuré par le raccordement à la centrale de chauffage à copeaux de bois existante (chauffage et eau chaude sanitaire). Le toit du nouveau bâtiment sera couvert de panneaux photovoltaïques d'une puissance crête installée d'environ 160 kWp. L'énergie produite sera utilisée à la fois pour l'autoconsommation ainsi que pour la réinjection dans le réseau public.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

étaient intégrées au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, de façon à ce que les capacités maximales du bâtiment du LTB étaient rapidement atteintes.

Ainsi, jusqu'en 2015, dans huit phases de construction, des structures provisoires ont été construites, ce qui a permis d'augmenter significativement le nombre de classes. En même temps, les locaux secondaires comme la bibliothèque, le séjour, la cuisine de production, le restaurant scolaire, la salle polyvalente, le hall de sport et les bureaux n'ont pas été agrandis. À noter également que parallèlement à la progression de la population scolaire, le nombre d'enseignants, de l'équipe éducative et psycho-sociale et de personnel administratif a également augmenté et nécessite des locaux adéquats.

À l'heure actuelle, la majorité des élèves est scolarisée dans des structures provisoires. De manière générale, les infrastructures existantes ne disposent plus des capacités nécessaires et ne correspondent plus aux exigences d'une offre scolaire contemporaine.

La nouvelle construction du lycée de Bonnevoie, qui s'étendra sur un terrain de 3,8 hectares et qui pourra accueillir 2.150 élèves, vise donc à répondre aux exigences d'une école moderne avec une large offre scolaire, notamment dans le domaine de la formation professionnelle.

Nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

La présente loi en projet a pour objet d'autoriser l'État à financer de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie à hauteur de 303.332.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.127,38 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2023.

Le bâtiment actuel du Lycée technique de Bonnevoie (LTB) date de 1989 et a initialement été conçu pour 1.000 élèves. Avec son offre scolaire très vaste dès le début, et qui a été élargie davantage par la suite, le nombre d'élèves inscrits au LTB a rapidement dépassé le seuil des mille élèves. De plus, avec l'adoption de la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire, les classes « complémentaires »

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/10/2023

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

16^e séance

Sommaire

- | | |
|---|---|
| <p>1. Ouverture de la séance publique p. 10</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> | <p>7. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société (suite) p. 25</p> <p>Motion 1 : M. Dan Biancalana M. Jeff Boonen M. Sven Clement M. Fred Keup M. Marc Baum M. François Bausch</p> <p>Vote sur la motion 1 (rejetée)</p> <p>Motion 2 : M. Jeff Boonen M. Sven Clement M. Fred Keup M. Dan Biancalana</p> <p>Vote sur la motion 2 (adoptée)</p> |
| <p>2. Communications p. 10</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> | <p>8. Résolution de M. Gusty Graas concernant les élections présidentielles de mars 2024 en Russie p. 26</p> <p>Exposé : M. Gusty Graas</p> <p>Discussion générale : M. Christophe Hansen M. Yves Cruchten M. Fernand Kartheiser M. Sven Clement Mme Sam Tanson</p> <p>Vote sur la résolution (adoptée)</p> |
| <p>3. Ordre du jour p. 11</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> | <p>9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'incohérence des politiques en matière de santé et de prix des produits de tabac p. 28</p> <p>Exposé : M. François Bausch</p> <p>Débat : Mme Diane Adehm (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) M. Gusty Graas M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Spautz et de M. Fernand Kartheiser) M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et de Mme Paulette Lenert) M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)</p> |
| <p>4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas p. 11</p> <p>Exposé : M. Gusty Graas</p> | |
| <p>5. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société p. 11</p> <p>Exposé : M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)</p> <p>Débat : M. Jeff Boonen (dépôt de la motion 2) Mme Carole Hartmann M. Fred Keup (intervention de M. Gilles Baum) M. François Bausch (interventions de M. André Bauler, de M. Sven Clement et de Mme Simone Beissel) M. Sven Clement (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) M. Marc Baum M. Gérard Schockmel</p> <p>Prises de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale M. Georges Mischo, Ministre des Sports (intervention de M. Sven Clement)</p> | |
| <p>6. Ordre du jour (suite) p. 24</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> | |

Prises de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et de M. François Bausch) | M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel) | M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Diane Adehm | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup | Mme Diane Adehm

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

10. 8184 – Projet de loi portant :

1^o transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et

2^o modification de :

a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

Rapports de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

p. 35

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8184 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8187 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

p. 37

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Discussion générale : Mme Sam Tanson | Mme Stéphanie Weydert (interventions de M. Georges Engel et de M. François Bausch) | M. Gilles Baum | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8351

12. 8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole

p. 39

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Gilles Baum | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Georges Engel et de Mme Sam Tanson) | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez et M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Mischo, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Dann e puer Kommunikatioun vu menger Säit.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëtzens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du président – séance publique du 19 mars 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8364 – Projet de loi concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

2^o la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

3^o la loi du 28 mai 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant 1^o la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et 2^o la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

4^o la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Dépôt : M. Luc Frieden, Premier ministre, le 13/03/2024

3) Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :

7383 – Projet de loi modifiant :

1^o l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 12 octobre 1841 portant organisation du service médical ;

2^o la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;

3^o la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

4^o la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

5^o la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ;

6^o la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien ;

7^o la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments

Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25/10/2018

Retrait du rôle des affaires : 15/03/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3101 – Demande de pétition publique : Obligation de ne pas différencier entre les anciens et les nouveaux patients

Dépôt : M. Mondher Ghazel, le 12/03/2024

3102 – Demande de pétition ordinaire : Inscription scolaire – mise à jour de la date d'entrée

Dépôt : M. Teodoros Karagiannis, le 12/03/2024

3103 – Demande de pétition publique : Smoke ban on train stops / Rauchverbot an Zug-Haltestellen / Interdiction de fumer dans les arrêts de train

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 13/03/2024

3104 – Demande de pétition publique : Obtenir en tant que pensionné dans le secteur de la restauration un treizième mois

Dépôt : M. Eddy Steiner, le 13/03/2024

3105 – Demande de pétition publique : Coordonner les travaux routiers à Walferdange

Dépôt : M. Colin Spikes, le 13/03/2024

3106 – Demande de pétition publique : Interdiction de fumer en terrasse ou de se déplacer en public avec une cigarette

Dépôt : Mme Anne Van Wesemael, le 14/03/2024

3107 – Demande de pétition publique : Vers un cadre légal permettant l'accès aux mères porteuses : pour une parentalité inclusive

Dépôt : M. Daniel Scheer, le 15/03/2024

3108 – Demande de pétition publique : Changement durable et modalité du congé pour raisons familiales en cas de maladie de son enfant

Dépôt : M. Thierry Pott, le 15/03/2024

3109 – Demande de pétition publique : Chèques-repas pour tous les travailleurs du Luxembourg

Dépôt : M. Micael Esteves, le 16/03/2024

3110 – Demande de pétition publique : Den Elterendeel, deen net schaffe geet, mee mam Kand doheem bleift, fir dat ze versuerge, egal ob ganz oder hallef Deeg, soll op d'mannst de Mindestloun kréien

Dépôt : Mme Magali Wolff, le 17/03/2024

3111 – Demande de pétition publique : Non à la fermeture de la route entre Rédange et Belvaux

Dépôt : Mme Sandrine Młodzieniak, le 17/03/2024

3112 – Demande de pétition publique : Pour le remboursement total des médicaments, sirops, suppositoires pour enfant mineur

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 18/03/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Présidentenkonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Här Graas, Dir wollt nach d'Wuert, mengen ech, fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Graas, et ass un Iech.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, ech wollt eng Resolutioun hei deposieren. Dir wësst jo alleguer, datt elo an deene leschten Deeg sougenannte Walen a Russland waren. Iwwert déi kéint ee ganz viles soen. Dat wäerte mer och maachen als Lëtzebuurger Parlament. Jiddefalls proposieren ech am Numm vun der Majoritéit, hei eng Resolutioun an deem Sënn ze deposieren, déi och bis elo, an dat mécht mer ganz vill Freed, vun alle Fraktiounen a Sensibilités politiques ënnerschriwwen ginn ass, bis op d'Kollege vun der ADR, mee déi mer awer gesot hunn, se géife se awer mat ënnerstëtzen, soudatt ech déi dann am Numm, wéi gesot, vun der Majoritéit an och vun all deene Kollegen, deenen ech wéilt Merci soen, datt se se ënnerschriwwen hunn, Iech hei wéilt deposieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant que des élections libres et équitables sont le fondement de toute démocratie ;

– rappelant l'engagement pris par tous les États participants de l'OSCE à inviter des observateurs d'autres États participants de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ainsi qu'à donner suite rapidement à l'évaluation et aux recommandations du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme ;

– considérant que les élections présidentielles dans la Fédération de Russie de mars 2024 constituent la deuxième fois consécutive que l'OSCE n'est pas en mesure d'observer les élections dans le pays après les élections parlementaires de 2021, à la suite de limitations importantes imposées par les autorités de la Fédération de Russie ;

– considérant que l'organisation d'élections par la puissance occupante dans des territoires occupés est contraire au droit international,

– réaffirme son engagement à défendre les principes démocratiques à tous les niveaux, en collaboration avec d'autres États et institutions ;

– regrette profondément la décision de la Fédération de Russie de ne pas inviter les observateurs de l'OSCE et de l'UE aux élections présidentielles de mars 2024 ;

– condamne la tenue d'élections illégales dans les territoires occupés ;

– condamne sans réserve la répression et l'intimidation brutales de l'opposition politique par le régime russe, qui se traduit par une absence de choix pour les électeurs.

(s.) Gusty Graas, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen, David Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Graas.

5. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut a mir fänken u mat der Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert d'Obesitéit an eiser Gesellschaft. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt. Den Interpellateur huet 30 Minuten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10 an duerno d'Regierung 30. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Fred Keup, den Här François Bausch an den Hér Gérard Schockmel. An elo huet den honorabelen Här Dan Biancalana als Auteur vun der Interpellatioun d'Wuert. Här Biancalana.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, virun enger gewëssener Zäit krut ech an enger Gemeng, déi mer méi no steet, eng Réckmeldung aus dem Service vun der Schoulmedezinn – eng Réckmeldung, déi mech beonrouegt huet.

Eng Infirmière an Assistante sociale huet mech drop opmierksam gemaach, datt d'Fettleibegkeet bei de Kanner ëmmer méi géif zouhuelen, e Constat vum Terrain an e Constat um Terrain am aldeegleche Kontakt mat de Schoulkanner.

Ech hu mech dunn e bëssen ëmfrot a séier gemierkt, datt dat elo kee Phenomeen ass, dee spezifesch fir eng Schoul oder fir eng Gemeng ass, mee datt et wuertwärtlech eng ongesond Entwécklung ass, déi am ganze Land an och an eisen Nopeschlänner ze beobachten ass. An dofir hunn ech och dann dës Initiativ geholl, dës Interpellatioun iwwert d'Obesitéit unzefroen, well et ass immens wichteg, dass mir deem entgéintsteieren.

Ze grouss sinn déi negativ Konsequenzen, déi d'Fettleibegkeet mat sech bréngt, a virun allem, well d'Obesitéit keng Fatalitéit ass, weeder fir deen Einzelnen, deen dovunner beträff ass, nach fir d'Gesellschaft als e Ganz.

Déi Suerge gi leider vum éischte Rapport iwwert d'Gesondheet vun de Kanner zu Lëtzebuerg, dee vum Observatoire national de la santé erschafft ginn ass an deem am Januar 2024 presentéiert a publizéiert gouf, ganz kloer confirméiert. Doraus geet ervir, datt d'Iwwergewicht an d'Obesitéit tëschent 2014 an 2022 vu 15 % op 22 % bei de Jongen an tëschent 11 % a 16 % bei de Meedercher an d'Lucht

gaange sinn. Aneschters ausgedréckt: Am Joer 2022 huet ongeféier ee Kand vu fënnf am Alter vun eelef bis zwielef Joer Iwwergewicht respektiv ass obèse. D'Auteure vum Rapport notéieren, datt den Taux méi héich ass wéi an eisen Nopeschlänner, an eisen dräi Nopeschlänner, an dat ass natierlech eppes, wat et eis als LSAP alarméiert.

Dat dote war elo just fir d'Kanner. Mee wann een d'Gesamtbevölkerung kuckt, ass d'Situatioun net manner alarmant. An der sougenannter EHIS-Etüd – eng Etüd, déi op enger europäescher Reglementatioun baséiert an déi 2014 an 2019 duerchgefouert ginn ass – geet ervir, dass am Joer 2019 hei zu Lëtzebuerg 16,5 % vun der Populatioun als obèse agestuift goufen. Déi Kéier virdrun, 2014, waren et nach 15,6 %.

Am Joer 2025, also d'nächst Joer, soll déi nächst EHIS-Etüd gemaach ginn an do muss een natierlech fäerten, datt d'Evolutioun nach emol bestätegt gëtt.

Ech bleiwen nach e bësse bei den Zuelen, well och do ass et interessant, ze kucken, wéi d'Situatioun an eise Schoulen ass. Do loosse d'Zuelen, déi am Schouljoer 2021/2022 vun der Médecine scolaire gesammelt goufen, een dach erschrecken. Laut deene sinn iwwer 12 % vun de ronn 11.700 Lycéeschüler obèse.

An dofir och vläicht schonn direkt eng éischt Fro un d'Madamm Santésministesch: Ass d'Regierung sech dësem Problem bewusst? A wa jo: Wat kënne Moyene sinn, fir deem entgéintzewirken?

Ech hunn elo eng ganz Rei Zuelen hei ernimmt. Mee wann een de Problem vun der Obesitéit ugoe wéll, da muss ee sech och d'Fro stellen: Vu wéi engen Zuele schwätze mer eigentlech?

An den internationale Studien – a mir och emol selwer –, do gëtt et ganz oft vum Body-Mass-Index oder op Franséisch vum Indice de masse corporelle geschwat an deen och geholl, fir d'Obesitéit ze determinéieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dee besteet aus follgender Rechnung: d'Gewicht gedeelt duerch d'Gréisst am Quadrat. Eng ganz einfach Formel, déi och de Virdeel huet, dass ee se schnell an einfach rechnen kann. Mee et kann een awer dat Ganzt och vill méi nuancéiert kucken.

Dat mécht och d'Wëssenschaftlerin Hanène Samouda, déi spezialiséiert ass an der Recherche iwwert d'Obesitéit an déi hei zu Lëtzebuerg um Luxembourg Institute of Health, LIH, schafft. Am Kader an och am Virfeld vun dëser Interpellatioun hat si sech och Zäit geholl, fir sech mat mir iwwert déi dote Problematik ze ënnerhalen. A vun dëser Plaz soen ech och Merci fir déi Erkenntnisser, déi se engem ka mat op de Wee ginn.

Et ass esou, dass de Body-Mass-Index net méi aleng soll als Indicateur genotzt ginn, an ech wäert och elo méi drop agoen. A virun allem trëtt d'Madamm Hanène Samouda dofir an, datt een de Leit mat Fettleibegkeet net de Reproche maache soll an hinne just virschreiwe soll, si misste sech méi beweegen a manner iessen an da géif et jo schonn iergendwéi, iergendwa goen. Esou einfach ass et leider net!

Laut hire Recherchen ass de Problem natierlech vill méi déifgräifend an do gëtt et eng Rei Ursachen:

Eng Ursach ass déi geneetesche Predispositioun: Gradewéi et déi och gëtt fir Kriibs oder aner Krankheiten, gëtt et och geneetesche Predispositiounen, déi zur Obesitéit féiere kënnen. E Grond sinn zum Beispill Leit, déi en Defizit hu betreffend d'Produktioun vun dem Hormon, dat Leptin genannt gëtt. Dat ass en Hormon, dat engem d'Gefill gëtt, dass ee sat ass,

dass ee keen Honger méi huet. A bei verschiddene Leit gëtt et awer eng Resistenz géint dat Hormon, géint Leptin, wou also dann och en Dysfonctionnement stattfënn op deem doten Niveau. An da kann een natierlech de Leit schlecht virwerfen, si hätten net genuch Wëllen, fir Regimm ze halen an ofzehuelen. Hei gëtt d'Gehir einfach kee Signal méi, dass ee sat ass.

Eng zweet Ursach ass awer och eise Metabolismus. Dee variéiert natierlech vun enger Persoun zu där anerer. An déi Energie, déi mer am Alldag verbrauchen, och ouni elo Sport ze maachen, mee déi Energie, déi eis vital Funktiounen brauchen, déi eise Kierper brauch, déi variéieren natierlech, an ech mengen, och dat ass e Volet, deen hei matspillt.

Ech mengen, Dir hutt unhand vun deenen zwee Bispiller do verstanen, op wat ech erauswëll. Et geet net duer, de Leit, déi fettleibeg sinn, déi obèse sinn, ze soen, si misste Regimm maachen a méi Sport dreiwien. Den individuelle Kierper mécht och villes aus an och dat muss een a Betrecht huelen.

Mee, Här President, dat ass net alles. Nieft den natierleche Charakteristike vu jidderengem spillt och d'Ëmfeld eng wichteg Roll. Dat liest een och aus der EHIS-Studie eraus, déi och schon ufangs vu mir zitiiert gouf. An do fällt op, datt d'Proportioune vun de Leit, déi obèse sinn, tendenziell e manner héije Schoulofloss hunn. Esou louch den Undeel vu Leit mat Obesitéit, déi effektiv tëschent Guillemeten „nëmmen“ eng Basisschoulausbildung hunn, am Joer 2019 bei 22,8 % (veuillez lire: bei 28,1 %) – dat ass méi wéi all Fénneften – an deemno also och dättelech iwwert der Moyenne vun der Gesamtbevölkerung. Do läit den Taux 2019, an dat hat ech virdu gesot, bei 16,5 %, a gläichzäiteg fällt dësen Taux erof op 9,9 %, wann een déi Leit erfaasst, déi en Niveau d'éducation avancé hunn. Dräi verschidene Zuelen, dräi verschide sozioekonomesch Situatiounen an och Situatiounen um Niveau vun der Ausbildung.

An och bei de Kanner mécht dat den Ënnerschied. Esou geet aus dem Rapport vum Observatoire national de la santé ervir, datt am Joer 2022, wéi gesot, 39 % vun de Kanner, déi aus Famillje kommen, déi keng finanziell Suergen hunn, deklaréiert hunn, dass se all Dag Friichten a Geméis iessen. Bei Kanner aus mamberbëttelte Famillje sinn dat just 18 % vun de Kanner gewiescht. Also mol net all Fénneften. An och dat hei zu Lëtzebuerg, an deem räiche Lëtzebuerg, an deem mer liewen.

E puer Léisungsusätz: D'Aart a Weis, wéi ee sech ernäert, an domadder och indirekt d'Obesitéit, hunn och eng sozial an och eng finanziell Dimensioun. An dat ass e Punkt, deem mir als LSAP natierlech ganz sensibel géigeniwwer stinn. Dofir ass och d'Obesitéit fir eis als LSAP eng sozial Problematik a brauch och sozial Äntwerten a sozial Usätz. An dofir vläicht och meng Fro un eis zwee Ministeren, déi haut de Mëtten hei present sinn: Wat kënnen do Ärer Meenung no, wéi gesot, och Léisunge sinn, wann Der Iech och bewosst sidd, wat déi sozial Dimensioun deementspreechend ka sinn, a wéi kann een déi ugoen? Lokal gëtt et jo scho Léisungsusätzinitiatiiven wéi Foodsharing oder Frigo solidaire. Ech mengen, et kënnen Plaze sinn, wou Leit hi kënnen goen, ouni stigmatiséiert ze ginn a wou se natierlech och gesond Liewensmëttel gratis kënnen kréien. Dat si sënnavoll Initiatiiven, déi awer och gläichzäiteg der Verschwendung entgéintwieren. A si kënnen natierlech och Hëllef sinn, well se och net zum Stigma bäidroen, wou een dann op den Office social muss goen. Also och wann een net déi néideg finanziell Moyenen huet, soll ee kënnen Zougang zu gesonden Ernærungsprodukter hunn.

Här President, d'Obesitéit kann een natierlech net just nëmmen op de soziale Milieu reduzéieren. Do spillt nach eng weider Komponent eng wichteg Roll. Mir liewen an enger Welt, wou vill Liewensmëttel héich transforméiert ginn, wou se räch u Fetter an un Zocker sinn. Mir konsuméiere Produkter mat ze vill Kalorien, ongesonde Fetter an och mat ze vill Salz. Eng Consummation an ze héije Quantitéiten, déi kann och zur Ofhängegkeet féieren an de Marketing an d'Reklammen, deene mir dauernd ausgesat sinn an eisem Ëmfeld, déi hunn natierlech och en Impakt op eis Loscht, déi mer hunn, dës ongesond Produkter ze consomméieren. Och hei muss also dann och d'Publicitéit besser encadréiert ginn, fir de Konsument, fir eis besser ze stäerken an och ze schützen.

A verschidene Haushalter, an dat hänt och – mee net nëmmen – vum Akommes of, kommen nun emol vill esou Liewensmëttel op den Dësch. An dat ass natierlech zum Deel jo och novollzéierbar, well se sinn dann oft méi bëlleg wéi gesond verschaffte Produkter oder Bioprodukter an et ass och méi einfach, se virzebereeden. Wat natierlech och ganz oft e staarkt Argument ass, dat och ugefouert gëtt an dat een och erlieft: Wann een dee ganzen Dag schaffen ass, ass et vläicht heiansdo méi einfach, aus Kommoditéit op eng Tifikülpizza zrëckzegräifen. Dat ass och nach kee Problem, wann et a Moosse bleift, mee wann et zur Reegelméissegkeet gëtt, zur Gewunnecht gëtt, all Dag, da kann dat d'Obesitéit féieren. Et ass also och, mengen ech, hei eng Fro vun der Hygiène alimentaire, déi hei och am Raum steet.

Et gëtt natierlech och Leit, déi eng geneetesche Predisposition fir d'Obesitéit hunn. Wa si an engem Milieu opwuessen, wou een haauptsächlech op industriell verschaffte Produkter zrëckgräift, dann ass natierlech och de Risiko ganz héich, dass déi Persounen iwwergewichteg wäerte ginn. D'Fuerscher schwätzen hei vun engem Environnement obésogène, mee et gëtt natierlech och Leit, déi effektiv bei dëse Predispositionen och Risiken ausgesat sinn. Mir müssen eis also bewosst sinn, dass eise Liewensmodus riskéiert, zu ëmmer méi schlëmme Fäll ze féieren, an ech mengen, jiddereen a sengem Ëmfeld huet oder kennt Leit, déi an esou Situatiounen sinn.

Besteeënd Gesondheetsproblemer, déi bei enzele Leit nach net opgefoll sinn, riskéieren, sech dann also mam Iwwergewicht bemierkbar ze maachen. An och sougenannt gesondheetlech Facteuren, Komorbiditéiten, dat heescht eng Associatioun vun e puer Krankheeten, kënnen sech dann och entwëckelen.

A propos Krankheeten: D'Konsequenze vun der Obesitéit si grouss. D'Obesitéit ka schwéierwiegend gesondheetlech Risiko mat sech bréngen, wéi Diabetees, Hærzkreisläferkrankungen an och souguer Kriibs.

Den Dokter Torsten Bohn vum Luxembourg Institute of Health huet nach rezent an engem Artikel an „Lëtzeburger Wort“ erkläert, datt laut de verschidene Studien eleng de Blutthéichdruck bei Iwwergewicht dräimol méi heefeg ass wéi bei Persounen mat normalem Gewicht.

An Amerika gëtt mëttlerweil geschat, datt iwwer 40 % vun den Doudesfäll op en ze héije BMI zrëckzeféiere sinn, och wann een deen zwar kritesch kann hannerfroen. Mee dat bréngt natierlech och Käschte mat sech fir eis Gesellschaft a fir eise Gesondheetssystem eng zousätzlech Belaaschtung.

Laut dem Professor Bohn läit dee wirtschaftleche Schued hei am Land bei – dat ass eng Schätzung – ongeféier enger Milliard Euro pro Joer. Dat ass net näischt, wann ee sech dat op der Zong zergoe léisst.

An den Trend weist also an déi falsch Richtung. Et ass, mengen ech, deemno am Interêt vun eis all als

Gesellschaft, d'Rudder ëmzerappen an do dergéint ze steieren. An dofir och d'Fro un eis zwee Ministeren, effektiv: Wéi kann een dat maachen, respektiv wat sinn Ärer Meenung no do och weider Usätz?

D'Zuelen an d'Ëmfeld sinn dat eent, mee net dat eenzeg. Et ass och d'Fro vum Stigma a wat dat fir déi Persounen bedeit, déi un Obesitéit leiden, ob et jonk Persounen sinn oder erwuesse Persounen. Well d'Fuerschung iwwert d'Obesitéit nach net esou bekannt ass wéi aner Fuerschungen an anere Felder, müssen d'Persounen, déi obèse sinn, net nëmme mat hirem Zoustand eens ginn, mee awer och mam Bléck vun deenen aneren, de Bléck, deen déi aner op si werfen, an d'Aart, wéi och déi aner mat hinnen ëmginn. Déck gëtt oft mat faul gläichgestallt an déi Betraffe ginn och ganz oft gehänselt.

Dës Situatiounen vum sougenannte Bodyshaming hunn natierlech en Impakt op d'Santé mentale an och e kloren Impakt op d'Selbstwäertgefill. Ze faul, fir Sport ze maachen; ze faul, fir sech ze bewegen; ze faul, fir Regimm ze maachen; ze faul, fir sech gesond ze ernären; ze faul, fir sech selwer ze kachen, respektiv einfach net genuch Wëlle weisen. Dat ass awer nu wierklech ze kuerz gegräff, virun allem eebe bei deene Leit, déi eng geneetesche Predisposition hunn, oder bei Kanner, déi an engem Haushalt opwuessen, wou et eeben esou ass, datt et statt Waasser nëmme Limonad oder soss séiss Softdrinks ze drénke gëtt, an dës Kanner – mir wësse jo, wéi haart och Kanner ënner sech kënnen sinn – kréien dat dann och am Schoulhaff ze spieren oder deelweis an der Schoul oder an der Maison relais, well se effektiv dann net zur Norm gehéieren.

Här President, och virun dësem Hannergrond ass et wichteg, ze erkennen, datt d'Problematik vun der Fettleibegkeet villschichteg ass an een des Problematik wéi eng Krankheet ugoe soll, déi een also behandle muss mat verschiddene Léisungsusätz, an datt et eeben, wéi gesot, net duergeet, Sport ze maachen a Regimm ze maachen, an da geet et vum selwen. An dofir wëlle mer och als LSAP e puer Léisungsvirschléi hei an d'Diskussioun bréngen.

Ech mengen, fir eis ass et wichteg, en Depistage ze maachen, eng Fréierkennung, well nëmme wann ee weess, wie potenziell vu Fettleibegkeet betraff ass, da kann een och handelen. An dofir, mengen ech, begrësse mir och als LSAP d'Konklusiounen vum Rapport iwwert d'Schoulmedezinn, dee vun der viregter Gesondheitsministesch, der Paulette Lenert, an Optrag gi ginn ass a wou d'Resultater jo och viru gutt zwee Méint presentéiert goufen. Do handelt et sech jo ëm eng aner Approche vun der Médecine scolaire, déi effektiv dann eriwuer wiesselt an eng Approche vu méi gesondheetleche Bilane bei Kanner, déi ongeféier bis zwielf Joer hunn, wéi dat do evoluéiert, wou net nëmmen nach just déi medezinesch Examene gemaach ginn, mee wou och Gespréicher stattfannen iwwert de Liewensstil vun de Kanner an iwwert hir, mengen ech, gesondheetlech Gewunnechten, och deementspreechend doheim.

Dobäi ginn awer och Problematiken wéi d'mental Gesondheet ugeschwat an och souguer d'Sexualitéit an a verschide Bilane geet souguer iwwer hir Onlineaktivitéite rieds. Esou eng Approche, dee Paradigmewissel ass natierlech vill méi zäitintensiv, mee en huet op alle Fall den Avantage, vill méi cibléiert op d'Kanner kënnen anzegoen an och esou problematesch Situatiounen kënnen ze detektéieren, wéi eeben Iwwergewicht an Obesitéit am jonken Alter. An op alle Fall sinn dat Akzenter, déi mer als LSAP ganz kloer ënnerstëtzten.

An dofir vläicht dann och hei d'Fro un d'Madamm Gesondheitsministesch, wéi si dat gesäit, wou si do nach weider Akzenter gesäit, déi ee kéint setzen.

Här President, e weidere wichtege Léisungsusaz ass natierlech de Sport. Och wann, wéi schonns gesot, de Problem vun enger Persoun, déi obèse ass, déi fettleibeg ass, also net ka just gereegelt ginn duerch Sport, dee vun uewen erof ordonéiert gëtt, ass et awer wichteg, sech sportlech ze betätigen.

Awer gradesou wichteg ass et, dass och natierlech de Sport e Facteur um Niveau vun der Preventioun gëtt. Do sinn an der Lescht jo och vill Efforte gemaach ginn, fir de Sport ze promovéieren, an dat begrësse mer och als LSAP.

An dat muss och konsequent weidergedriwwen ginn. Well leider huet awer och d'Pandemie eng sëllege Gewunnechte geännert mat der Konsequenz, dass sech ëmmer manner sportlech betätigt gëtt. An op eng Question parlementaire vu Januar 2023 huet den deemolege Sportsminister Georges Engel uginn, dass zu Lëtzebuerg 13 % vun de Leit duerch Pandemie ofgehele goufen, Sport ze bedreiwen. Dat ass manner wéi déi europäesch Moyenne, déi bei 18 % ass. A virun allem: 42 % hunn der uginn, dass se no der Pandemie manner Sport maache wéi virun der Pandemie.

Bei de Kanner ass deen dote Constat leider änlech. An dat geet och aus de Berichter iwwert d'Gesondheet vun de Kanner vum Observatoire national de la santé ervir. Während am Joer 2010 nach 68 % vun de Jonge véiermol d'Woch Sport gemaach hunn, waren et der 2022 nëmmen nach 57 %. Bei de Meedercher ass de Prozentsaz am selwechten Zäitraum vu 44 % op 36 % gefall.

Den Trend vu manner Sport no der Pandemie gëllt, wéi gesot, net just hei zu Lëtzebuerg. Eng däitsch Wëssenschaftlerin, d'Helena Ludwig-Walz, huet an enger rezenter Metastudie erausfonnt, dass Kanner tëschent aacht an zweief Joer sech ëmmer manner beweegen an esou zu enger Risikogrupp ginn. An duerfir huet si am Fong 26 Etüden aus 14 Länner ënnert d'Lupp geholl mat der Schlussfolgerung, ech lise vir: „Da droht eine Generation heranzuwachsen, die wegen Bewegungsmangel von etlichen gesundheitlichen Folgeschäden betroffen sein könnte“, gëtt si an engem Artikel an der Press zitéiert, deen am Januar publizéiert gouf. An an hirer Konklusioun seet si ganz kloer, dass Aktivitéit wéi dobusse Spillen, Schwammen oder Turne solle Bestanddeel vum Dagesoflaf vun de Kanner ginn, also sech beweegen, egal ënner wéi enger Form.

An ech denken och un de Programm „Gesond iessen – Méi beweegen“, dee vun 2018 bis nach 2025 leeft. Aus dem Koalitiounsaccord geet ervir, dass dës Programm soll evaluéiert an adaptéiert ginn. Dat ënnerstëtze mir och als LSAP ganz gären, well mat dësem Programm ginn eng equilibréiert Alimentatioun an eng reegelméisseg Aktivitéit promovéiert. An dozou gehéieren natierlech och d'Mesüren, fir d'Elteren ze sensibiliséieren, an och nach d'Implantatioun vu Systemer wéi den Nutri-Score. Ech mengen, och déi mussen an deem Kader weidergedriwwen ginn.

Et ass an den Ae vun der LSAP deemno Zäit, eng nächst Editioun vu „Gesond iessen – Méi beweegen“ ze preparéieren, awer och mat den néidegen Ambitiounen. An, ech mengen, do kéint ee sech och ganz kloer eng allgemeng Ernährungsstrategie ginn, déi iwwergeuerdent eng ganz Rei Akzenter och ka setzen.

Well mir kënnen als LSAP d'Konklusiounen vun der Fuerscherin Ludwig-Walz nëmmen ënnerstëtzen. Mir haten an eisem Walprogramm als LSAP stoen, dass mer eis derfir géifen setzen, dass physisch Aktivitéit am Alldag vun de Kanner soll an der Schoul agefouert ginn an datt Kanner all Dag och eebe Sport sollen hunn. Turnen, ech mengen, dat soll am Programm

kënnen och deementspriedend stoen, mee generell sech beweegen, egal ënner wéi enger Form, bleift deemno wichteg.

An dofir dann och hei d'Fro un de Sportsminister, wéi eng zousätzlech weider Akzenter en nach gedenkt, an deenen nächste Joren ze huelen, nieft deenen, déi ech elo grad gesot hunn.

Mir begrëssen awer och als LSAP, dass de Sportsminister an der zoustänneger Chamberskommissioun deklaréiert huet, dass hie favorabel ass, fir spezialiséiert Sportsenseignant an am Fundamental anzeféieren. Émsou méi enttäuscht ware mer natierlech iwwer seng Äntwert op d'Question parlementaire vum Francine Closener. Doranner schreift Der, dass d'Afféierung vu Sportsenseignant an am Fundamental net am Regierungssaccord virgesinn ass. Bon, Här Sportsminister, Är mëndlech Ausso huet eis ganz gutt gefall an et wär natierlech ze hoffen, dass déi doten Ouverture deementspriedend och bleift. Mee duerfir d'Fro, wéi effektiv Är Meenung nach emol dozou ass.

Wichteg ass et, un all Alterskategorie ze denken, mee selbstverständlech sinn hei d'Schoulkanner aus dem Fundamental e wichtege Public. An dee Public, mengen ech, un dee komme mer engersäits duerch d'Schoul, mee awer och an de Maison-relais, an de Services d'éducation et d'accueil. An do muss een natierlech och feststellen, dass an de Gemengen och vill Efforten an déi Richtung gemaach ginn, och wann natierlech nach Loft no uewen ass, wat d'physisch Aktivitéit vun de Kanner ubelaangt. An, ech mengen, do gëtt et jo eng ganz Rei och lokal Initiativen, déi a verschiddene Gemengen an déi richteg Richtung geholl goufen.

An deem Sënn ass natierlech och e weidere wichtege Punkt, dass en equilibréiert, gesond Iessen an de Kantinnen ugebuede gëtt. An deem Sënn begrësse mer als LSAP, dass am Koalitiounsprogramm och soll analyséiert ginn, ob spezialiséiert Personal de Gemengen an de SEAs kann zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Entwécklung och vum Sport virunzedreiwen. Wann do de Schrëtt an déi richteg Richtung ënnerholl gëtt, si mir och ganz gäre prett, eng Hand mat unzepaken. Ech mengen, wichteg ass och deen Aspekt vun de lokale Sportscoordinateuren an de Gemengen, déi och do kënnen effektiv agestallt ginn. Och dat eng Initiativ, déi een onbedéngt soll weiderdreiwen.

Dofir awer och den Appell, de Projet vun der viregter Regierung vun de Maisons sport-santé och ëmzesetzen. Dës hunn d'Zil, e gesunde Liewensmodus a physisch Aktivitéiten um lokale Plang ze promovéieren. Et ass deemno genau dat Richteg, fir Preventioun hei géint d'Obesitéit ze maachen. An op eng rezente Question parlementaire vum Mars Di Bartolomeo a Paulette Lenert huet d'Madamm Santésministesch geäntwert, dass Reflexiounen an Diskussiounen amgaange sinn.

Ech erlabe mer also och, vun dëser Plaz aus nach eng Kéier nozefroen, wou de Projet drun ass, wat déi lescht Iwwerleeungen, déi lescht Evolutiounen sinn. Ech mengen, et ass eng Fuerderung vun der LSAP, dass dës Projet soll ëmgesat ginn am Sënn vun der allgemenger Gesondheet vun der Bevëlkerung. A mir sinn och natierlech dobäi ganz gäre prett, Iech ze ënnerstëtzen, och um lokale Plang, souwuel d'Santésministesch wéi och de Sportsminister.

Wat awer nach an eisen Ae feelt, ass d'Koordinatioun vun all deene verschiddene Mesüren, spréich eng richteg Strategie, fir géint d'Obesitéit virzegoen. Déi kéint der LSAP no en dediéierte Fokus kréien am Kader vum Plan national santé. An dofir deposéieren ech follgend Motioun, déi d'Regierung invitéiert, eng global Ernährungsstrategie och auszeschaffen am Kader vum Plan national santé.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que selon l'étude EHIS (European Health Interview Survey) de 2019, le taux d'obésité au sein de la population au Luxembourg est de 16,5 % ;

– constatant que selon le rapport sur la santé des enfants au Luxembourg de l'Observatoire de la santé publié en janvier 2024 le surpoids et l'obésité ont augmenté de 15 % à 22 % chez les garçons et de 11 % à 16 % chez les filles entre 2014 et 2019 (catégorie d'âge 11 à 12 ans) ;

– constatant que l'obésité est un précurseur d'autres maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardio-vasculaires et certains types de cancers ;

– constatant que l'obésité est une maladie chronique multifactorielle ;

– constatant que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) recommande la mise en place d'une taxation des boissons sucrées afin de diminuer les risques associés de surpoids et d'obésité ;

– constatant que de plus en plus de pays membres de l'OMS mettent en place une taxe sur les boissons sucrées, dont la France, la Belgique ou encore la Grande-Bretagne,

invite le Gouvernement

– à élaborer et mettre en œuvre une stratégie globale relative à l'alimentation afin de prévenir l'évolution de l'obésité et de l'ancrer dans le Plan national santé ;

– à étudier les différents modèles de mesures fiscales mis en place dans les pays de l'Union européenne relatives aux aliments dépassant un certain seuil en sucre, sel ou graisse ;

– à évaluer l'opportunité de la mise en place d'une mesure spécifique relative aux aliments dépassant un certain seuil en sucre, sel ou graisse au Luxembourg et à se concerter en vue d'une approche commune à échelle européenne.

(s.) Dan Biancalana.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Wannechgelift, Här President.

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi Chance, dass mer och deementspriedend eng Expertis op der Plaz hunn. An do kënnen mir natierlech och déi Expertis mat abezéien, notamment dann de Luxembourg Institute of Health. Mir hunn natierlech och d'Clinique de l'obésité. D'Patiente kënnen do vun enger multidisziplinärer Ekippen encadréiert ginn, vun Endokrinologen, Dieteticien, Psychiateren, Psychologen an och spezialiséierte Chirurgen.

An dann hat déi deemoleg Santésministesch Paulette Lenert op eng parlamentaresch Fro am Juni 2023 erklärt, dass zwee Projete vu Kompetenzreseauen a Saachen Obesitéit amgaange sinn, opgebaut ze ginn, ee fir Kanner a Jugendlecher an ee fir Erwuessener.

An dofir och nach eng Kéier hei d'Fro: Wou sinn déi Projeten drun? Ech mengen, mir hunn eng gewëssen Expertis, op déi ee kann zréckgräifen, fir dass déi kënnen och Realitéit ginn, fir dass och d'Acteuren an déi selwecht Richtung kënnen zéien.

An an deem Zesammenhang ass natierlech ee wichtege Aspekt d'Sensibiliséierung. Si ass eis als LSAP ganz wichteg. Mir mussen déi ganz Populatioun errechen, net just d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal, mee och d'Léierpersonal, d'edukatiivt Personal, mee virun allem och d'Elteren an d'Kanner, fir engersäits op d'Geforen hinzewiesen, déi vun engem

exzessiven Iwwergewicht ausginn, an anerersäits fir dem Stigma och entgéintzewierken.

Här President, e weidere Sujet, deen eis als LSAP um Härzer läit: Vu den Afloss vun eisen Iessgewunnechten op d'Obesitéit musse mer eis Gedanke maachen, och do ze intervenéieren. An dat kënne mir zumindest op verschiddene punktuellen Thematiken. Ech denken do méi spezifesch u Produits mat iwwerméisseg vill Zocker, Salz an och Fetter.

Wéi den Zoufall et wëll, huet net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Patienteverriedung e Pressecommuniqué gemaach, wou si eng Zockertax fuerderen.

Mir wëssen, a Länner wéi Frankräich, do gëtt et schon esou eng, déi ass 2013 agefouert ginn. Déi gëtt an engem fixe Montant gehandelt effektiv an och taxéiert (veuillez lire: Déi gouf am Ufank mat engem fixe Montant besteiert).

Ech mengen, och wann et eng Rei Fuerschungsprojete gëtt, fir natierlech och den Impakt vun deser Tax ze analyséieren, mierkt een awer, dass och a verschiddenen anere Länner, wou se agefouert gouf, notamment och an England, natierlech och deemtsprechend do den Zockergehalt ofgehol huet an natierlech och de Karies bei Kanner.

D'Madamm Gesondheitsministesch huet am „Lëtzebuurger Wort“ d'lescht Woch gesot, dass keng Zockertax am Koalitiounsaccord virgesinn ass, mee eis geet et net dréms, elo hei dee franséischen oder brittesche Modell eent zu eent ze iwwerhuelen, well do gëtt et verschidde Modeller, mee et ass, mengen ech, eng Iwwerleeung wäert. Et soll een déi Iwwerleeung féieren, déi Diskussioun féieren, d'Opportunitéit préiwen, ob generell eng Besteuerung vun ongesonde Produkter Sënn mécht, wéi gesot, Zocker, Salz an eeben och deemtsprechend Fetter, an natierlech och dat an Zesummenhang mam Finanzminister préiwen. An dorop sinn ech och an der Motioun agaangen, déi ech virdrun deposéiert hunn.

Als Konkusioun vu menger Interpellatioun wëll ech also nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen – ech mengen, d'Zuelen a punkto Obesitéit, déi leie vir –: D'Obesitéit ass an d'Luucht gaangen, mee d'Obesitéit ass keng Fatalitéit, weeder fir deen Einzelnen nach fir eis als Gesellschaft. Mir mussen d'Aen opmaachen an net virum Problem eweckucken. Mir mussen eis natierlech och déi néideg Moyene ginn an déi si villschichtig, fir des Problematik unzegoen a fir och unzekommen. An et fänkt domadder un, dass mer eis richtig bewusst ginn, dass d'Fettleibegheet, dass d'Obesitéit net just eng oder zwou, mee ganz multipel Ursachen huet. Déi kënne kierperlech sinn, hänken awer och staark vum Ëmfeld vu jidderengem of, awer och vu sozialen a finanziellen Aspekter a vun den Iessgewunnechten iwwer d'Education, wéi gesot, bis zur finanzieller Situatioun vum Stot an natierlech der Liewensmittellindustrie. Och déi, mengen ech, huet do hire Rôle ze spillen, well déi och natierlech dauernd probéiert, eis Loscht op hir ultraséiss an ultratransforméiert Produkter ze maachen. Och si spillt hei eng entscheidend Roll mat. Et ass also eng Bandbreit vu méiglechen Ursachen a wichtig, eis déi Moyenen ze ginn, fir d'Obesitéit an hirer Gesamtheit ze bekämpfen.

An dofir fuerdere mir natierlech, dass eng Strategie ausgeschaf gëtt am Kader vum Nationale Plang vun der Santé. Mir kënnen d'Aen net verschléissen. Et sinn individuell Problemer, natierlech och individuell Situatiounen, mat deenen déi Concernéiert och deemtsprechend betraff sinn. Mir kënnen a sollen do de Kapp net an de Sand stiechen, well hei geet et ëm d'Gesondheet an ëm d'Wuelbefanne vun engem Deel vun eiser Gesellschaft; engem

Deel vun eiser Gesellschaft, dee par rapport zu där Problematik ëmmer méi konfrontéiert gëtt an deen natierlech engersäits physesch an och psychologesch drënner leit. Ech mengen, dofir ass et wichtig, dass mer dat zesummen upaken. An – kloer! –, et ass nach Zäit, deser Tendenz entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Land geet et gutt, awer net jiddwerengem, an dorunner wëlle mir schaffen, well et ass net gesond fir eist Land a virun allem fir d'Leit, wa vill vun eis ëmmer méi schwéier ginn. Mäi Virriedner huet schon e puer Zuele genannt. Ech wëll der nach eng Kéier e puer widderhuelen, fir d'Wichtigkeet ze ënnersträichen: Een Drëttel vun eiser Populatioun huet Iwwergewicht, mat engem BMI vun iwwer 25. Dovunner ass d'Hallschent obèse, dat heescht, extreemt iwwergewicht mat engem BMI iwwer 30. Bei de Kanner – mir hunn et héieren – ass d'Situatioun och scho schlëmm, mat am Primaire 10 % vun de Kanner, déi iwwergewicht sinn; am Alter vun eelef bis zwielef Joer souguer e Fënnfelt.

Dat weist, dass de Problem scho bei de Kanner present ass an zouhëlt mam Alter. D'Konsequenze fir des Leit an och fir eise Gesondheitssystem sinn net ze ënnerschätzen. Mir hunn et elo just héieren: Häerzkreeslafkrankheeten, Diabeetes vum Typ 2, natierlech ginn och d'Gelenker belascht bei de schwéiere Leit, an da sinn déi psychesch Konsequenzen net ze ënnerschätzen. Manner Selbstbewusstsaïn drécken d'Stëmmung bis hin zu Depressiounen.

Dat Ganz gëtt verschlémmert duerch Mobbing vun de Matmënschen. Ech mengen, et gëtt genuch Schüler, déi all Dag domat kämpfen, virun allem bei Sport a Schwammaktivitéiten. Et ass wichtig, dass des Krankheet diagnostizéiert gëtt, fir de Leit effikass ze hëllefen an de Gesondheitssystem ze entlaaschten. Doniewent muss iwwert de Problem opgekläert ginn, fir ze sensibiliséieren an och all Form vu Stigmatisatioun an der Gesellschaft ze verhënnern.

Wat sinn d'Ursache vun der Obesitéit? Déi einfach Rechnung, dass een Iwwergewicht kritt, wann ee méi Energie zou sech hëlt, wéi ee verbraucht, ass nëmme een Deel vun der Erklärung.

Ech mengen, den Här Biancalana huet et gesot: Et gëtt eng geneetesche Komponent. Studien hu gewise bei Zwillingen, déi an zwee ënnerschiddlechen Ëmfelder opgewuess sinn, dass et eng geneetesche Veranlagung beim Iwwergewicht ka ginn. Da gëtt et eng familiär Komponent an dat fänkt schon an der Schwangerschaft un. Eng ongesond Ernährung duerch ze vill Zocker ka scho beim ongebuere Kand zu engem Desequilibrium vun der Versuergung an domat zu hormonelle Verännerunge méi spéit am Liewe féieren.

Weiderhi spillt et natierlech eng Roll, wéi een doheem ésst, wat een doheem ésst, an och wéi gekacht gëtt, wat d'Aktivitéit vun der Famill sinn. Dat kann een och als Sozialverwerfung beschreiwen.

De Bewegungsmangel spillt eng weider grouss Roll, well all Kalorien, déi een zou sech hëlt, mussen och erëm verbrannt ginn. Eise Liewensstil an och eis Aarbechte féieren haut derzou, dass mir vill Zäit am

Sëtze verbréngen an eis weíneeg beweegen. Ouni Bewegung geet eng Energieopnam vun 1.600 Kilokalorien duer. Fir eng Persoun um Bau oder och bei ville vu menge Berufskolleegen ass de Verbrauch schon éischer bei 3.000 Kilokalorien.

Da spillt d'Ëmwelt eng grouss Roll. Alles ass nach net gewosst an deem Beräich, mee d'Presenz vu Weichmacher, Phtalater zum Beispill, mee och Hormoner an och Residue vu Planzeschutzmitteln an eisem Waasser respektiv eiser Ëmwelt beaflossen d'Fettlagerung a sinn eng Ursach fir d'Verschäerfung vum Problem.

Verschidden hormonell Krankheeten, wéi Dysfunktionementer vun der Schilddrüs, souwéi d'Anhuele vu Medikamenter kënnen och zum Iwwergewicht féieren. An dann déi mental Gesondheet – mir hunn et schon héieren: Füllt ee sech net gutt, huet ee Schlofstéierungen, huet ee vill Stress, geet de Risiko fir d'Iwwergewicht an d'Luucht.

Net ze ënnerschätzen ass déi sozioekonomesch Situatioun vun de Leit. Studie beweisen, dass d'soziaalt Ëmfeld e groussen Afloss huet, wéi een ésst, wat zoubereet gëtt. Och den Zougang zur Präventiounsmedezinn, zum Sport hunn en Afloss.

An den USA hu Studie confirméiert, dass et en Zesammenhang zwëschent der Postleitzuel an der Obesitéit gëtt. Dat heescht: So mer, wou s de wunns, an ech soen, wéi schwéier s de bass! D'selwecht weist eis jo de Rapport iwwer d'Gesondheet vun de Kanner, dass et een Zesammenhang gëtt mat dem Akommes vun de Familjen. Huet d'Famill méi een héicht Akommes, ass de Risiko respektiv d'Unzuel u Kanner mat Iwwergewicht méi kleng.

Mir gesinn also, dass d'Obesitéit multifaktoriell Ursachen huet. Dofir ass et wichtig, emol eng fréi Diagnos vum Iwwergewicht ze maachen. Hei soll een op dräi Niveauen usetzen. Mir hu gesinn, dass d'Schwangerschaft eng weesentlech Roll spillt. Eng gutt Schwangerschaftsbegleitung ass deemno wichtig, fir de Risiko beim Neigebuerenen erofzesetzen.

Duerno spillt d'Schoulmedezinn eng Roll, a mir hunn et héieren: Mir hunn och virun engem Mount an der Kommissioun schon iwwer d'Schoulmedezinn geschwat. Physesch a mental Problemer bei de Kanner musse fréi diagnostizéiert ginn, an duerno muss eng Begleitung séchergestallt ginn iwwert e gudden Austausch tëschent dem Schouldokter, der Famill an och dem Personal an der Schoul, fir hei preventiv ze handelen. Bei der Obesitéit kann esou fréi agegraff ginn a gehandelt ginn, dat, fir ze verhënnern, dass déi Kanner hiert ganz Liewe laang un de Follge musse leiden.

Bei den Erwuessene féiert d'Diagnos dann iwwert de Generalist. Déi zentral Roll vum Hausdokter ass hei immens wichtig. Hie kennt oft déi perséinlech Situatioun vun dem Patient, awer och déi aner Membere vun der Famill souwéi déi verschidde Generatiounen. Dat erlaabt, e vill bessert Bild ze kréien, bei deser multifaktorieller Krankheet. Dobäi kënnt, dass d'Patienten hirem Hausdokter vertrauen, wat immens wichtig ass hei an deem Fall. Aus där Ursach ass och d'Stäerkung vum Generalist als zentralen Uspriechpartner fir d'Leit, wéi mir se am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, absolutt ze begrëssen an ze ënnerstëtzten.

D'Ursache si multifaktoriell, mir hunn et gesinn. Mir kënnen net op alles awierken, mee och d'Konsequenze respektiv d'Therapié sinn nach net all bekannt, mee mir hunn awer e puer Niveauen, op déi mer kënnen awierken. Dat sinn: d'Santé mentale, d'Ernährung, d'Bewegung an och eng gesond Ëmwelt. Alles hänkt zesummen. Et brauch hei eng global Approche.

Op EU-Niveau gëtt mam Konzept vum One Health, awer och mat der Approche Health in All Policies jo probéiert, dohinner ze sensibiliséieren an ze legiférieren. Och zu Lëtzebuerg gëtt et Initiative wéi de GIMB, dee genannt ginn ass. Ech wëll awer virun allem op déi zwee Beräicher Ernährung a Bewegung agoen.

An enger Gesellschaft, an där déi deeglech Bewegung eng ëmmer manner grouss Roll spillt, ass et wichteg, an allen Alterskategorien ze sensibiliséieren an och do de Sport op allen Niveauen ze ënnerstëtzen. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir d'Bewegung erëm mussen an eisen deegleche Liewensoflaf mat erabrëngen. D'Ëmdeken an d'Schafe vun Infrastrukture bei der Mobilité douce, sief et duerch Trëppelweeër, awer och Vélosweeër, kommen der Gesondheet zegutt. Sinn eis Elteren nach Kilomeeteren zu Fouss an d'Schoul gaangen, ginn haut dacks scho Weeër vun 100 Meter motoriséiert zeréckgeluecht. Ech fannen, dass déi Initiativ vun de Pedibusser a verschiddene Gemengen, wou d'Kanner ze Fouss ofgeholl ginn, weider muss entwéckelt a personell ënnerstëtzt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | Dann, wa mer um Niveau vun de Gemenge sinn – a mä Virriedner huet et scho gesot –, wëll ech d'Initiativ vum Coordinateur sportif nennen, deem zur Hallschent vum Sportsministère finanzéiert gëtt. Dës Persoun hëlleft, sportlech Aktivitéite fir all Bierger an der Gemeng ze organiséieren, a sensibiliséiert an de Schoulen och ganz fréi op verschidde Sportsarten. Leider gëtt et eréischt néng där Coordinateurs sportifs; eng Initiativ, déi also sollt weiderentwéckelt ginn.

Wéi schonns erwänt, ass eng gesond an equilibréiert Ernährung dee wichtigsten an effikassen Usazpunkt, deem am Moment medezinesch conseiléiert gëtt bei de meeschte Fäll vun Obesitéit.

Wéi huet eis Ernährung sech an de leschte Joerzénge verännert? Sinn nach viru 50 Joer virun allem saisonal a souwisou regional Liewensmëttel preparéiert a giess ginn, meeschtens selwer doheem am Gaart ugebaut – an och de Gaart maachen ass Bewegung –, sou huet dach d'Globaliséierung, de Frigo an d'Tifkältru derzou gefouert, dass een haut zu all Moment kann alles vun iwwerall iessen. Derbäi kënn, dass d'Essen, oder op d'mannst d'Preparatioun, eng manner wichteg Roll spillt a vill an der Restauratioun respektiv fäerdeg preparéiert Liewensmëttel a Menüer haut zou sech geholl ginn.

D'Veaarbechtungsindustrie ass der Demande nokomm an offrëiert haut déi „ultra-processed foods“; Liewensmëttel, wéi den Numm et seet, déi vill verschafft sinn a wou eng sëllegen Zousatzstoffe, dorënner Zocker, Fett a soss Produkter, déi de Goût an den Appetitt solle verstärken, dra verschafft sinn. An dat férdert natierlech d'Iwwergewicht.

Fir deem entgéintzewierken, brauche mir eng Ernährungs- a Gesondheetspolitik, déi opkläert, wat an de Liewensmëttel dran ass, déi sensibiliséiert a virweist, wéi ee sech gesond ernäert, eng lokal Produktioun an den direkte Wee vun Produzent bei de Konsument, an dann och verschidde Reegelen.

D'Zockersteuer ass hei thematiséiert ginn. Et ass wichteg, d'Wirkung an och d'Konsequenze vun esou enger Steuer gutt ofzeschätzen a sech kengen Optiounen ze verschléissen. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mat weineg Veraarbechtungsindustrie, hu mir weineg Energie de manoeuvre. Mir errechen d'Industrie net. A wa mir beim Produkt usetzen, ginn d'Liewensmëttel méi deier an de Konsument riskéiert, seng Liewensmëttel am noen Ausland ze besueren

oder awer op bëlleg Liewensmëttel zréckzegräifen. Dänemark huet aus deem Grond d'Steier erëm ofgeschaaft. Mir fannen et aus deem Grond als CSV wichteg, hei op europäeschem Plang unzesetzen, fir Erfolleg ze hunn.

D'selwecht géif eng gemeinsam europäesch Reegelen zum Zockergehalt a verschiddene virpreparéierte Liewensmëttel Sënn maachen: Zocker reduzéieren, als Zousatzstoff auszeechen an och parallel net erlaben, en duerch Séissungsmëttel ze ersetzen. Déi gemeinsam Virgeeensweis am Marché commun féiert derzou, dass d'Veaarbechtungsindustrie motivéiert gëtt, an d'Recherche ze investéieren an den Zocker ze reduzéieren respektiv Alternativen ze proposéieren. Et gëtt Initiativen, fir den Zocker opzeblosen, deem dann dee selwechte Séissungseffekt huet mat mander Kalorien, oder duerch Allulose ze ersetzen. Jee, do ass dann d'Industrie gefuerdert, fir Alternativen ze bréngen.

Eng weider wichteg Komponent – a mir hunn et och schonn héieren – ass d'Opklärung an d'Sensibiliséierung: d'Sensibiliséierung doheem, an de Crèchen, an de Schoulen, an de Maison-relais iwwert d'Produktioun vun eise Liewensmëttel, an och eng gesond a fréch Zoubereedung.

Eis Ernährungspyramid weist kloer, wéi eng Liewensmëttel mir majoritär sollen zou eis huelen. Déi net verschaffte Liewensmëttel – Gromper, Geméis ... – si verfügbar, dacks souguer méi präiswäert a kënnen zoubereet ginn zu Menüer, déi gesond sinn an och gutt schmaachen. Et brauch definitiv keen Zocker als Geschmacksverstärker. Gesond liewen a Genoss erliewen, ass kee Widdersproch.

Eng Initiativ, déi ech hei wëll nennen ass d'École du Goût zu Branebuerg. Dës Initiativ erlaabt et de Schüler, ze léieren, wou d'Liewensmëttel hierkommen a wéi ee se gutt zoubereede kann.

Zum Schluss wéilt ech awer och op d'Vernetzung vun der Produktioun, Veraarbechtung a Consommatioun kommen. Wa mir eng gutt Gesondheet an enger gudder Ëmwelt zesummefféieren, da mussen mir de Konsument erëm un d'Grondnahrungsmëttel an och un de Produzent eruféieren. An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg sollt dat méiglech sinn.

Schoukantinnen a Restauration collective zum Beispill: Hei gi vill Liewensmëttel verschafft an zoubereet. Wa mir derfir suergen, dass se regional a saisonal zoukaaft ginn an dann op der Plaz frësch gekacht ginn, da profitéieren d'Schüler vu gesonde Menüer.

Ech wëll zwee Beispiller hei nennen: De Projet Supply4Future vu Restopolis, deem de Produzenten erlaabt, direkt Produkter an d'Restauration collective ze liwweren an doniewent de Projet vum Gemengesyndicat SICONA „Mir iesse regional, bio a fair!“. D'Zil vun deem Projet war et virun zéng Joer, gesond iessen an d'Maison-relais ze liwweren an eng regional Liewensmëttelproduktioun mat Ëmweltschutz ze ënnerstëtzen an dat ass gelongen.

D'Formatioun vun de Käch, fir eis lokal Liewensmëttel ze verschaffen, wa se am Bruttozustand sinn, oder och e ganzt Béischt, war en entscheidende Punkt an deem Projet. No an no ass e Lerneffekt do an 2023 si schonn iwwer 12.000 Menüer esou an deem Projet gekacht ginn. Dës Beispiller weisen, dass een eppes un Terrain erreche kann.

Fir ofzeschléissen, resuméieren ech: Mir brauchen eng Politik ouni Stigmatiséierung, eng Politik, déi de Leit d'Hand reecht, dat duerch: eng gutt Preventiounsmedezinn mat enger Stärkung vun der Médecine scolaire an der Médecine générale; eng

Ënnerstëtzung vun der deeglecher Bewegung; a parallel eng Ernährungspolitik, eng Ernährungsstrategie, déi d'Produktioun an d'Verschaffe vu gesonde Liewensmëttel an de Mëttelpunkt stellt; eng gutt Opklärung a Sensibiliséierung iwwer eis Liewensmëttel; eng gemeinsam Reglementéierung op EU-Niveau. A mat deser Approche sinn ech zouversichtlech, dass mir den aktuellen Trend ëmgedréit kriéien an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft stärken.

Ech wëll dann och an deem Sënn eng Motioun zesumme mat der DP hei deposéieren, déi déi dote Punkten nach eng Kéier widderhëlt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant les résultats du Rapport sur la santé des enfants de l'Observatoire national de la santé qui stipule qu'à l'âge de 11-12 ans, le surpoids et l'obésité affectent un enfant sur cinq en 2022 au Luxembourg ;

– considérant les risques de santé publique liés à une augmentation du taux de personnes atteintes d'obésité ;

– considérant les recommandations de l'OMS afin d'éviter et d'endiguer le phénomène,

invite le Gouvernement à

– mener une politique sportive proactive visant à promouvoir l'importance d'une activité physique régulière à tout âge et contre toutes les pathologies, par

- la mise en place d'un programme de remise à l'activité physique et aux sports,*

- le lancement de campagnes d'informations spécifiques,*

- le soutien de projets de promotion de l'activité physique par le SCRIPT, le Service national de la jeunesse (SNJ), la Ligue des associations sportives de l'enseignement fondamental (LASEP) et la Ligue des associations sportives estudiantines luxembourgeoises (LASEL),*

- le soutien des clubs sportifs dans le développement des programmes d'activité physique et de sports axés sur la promotion de la santé physique et mentale des participants de tous âges,*

- le soutien des communes dans l'élaboration d'un concept de développement de l'activité physique et des sports au niveau communal ;*

– mettre en place un système d'évaluation du bien-être des enfants à travers une réforme de la « médecine scolaire », axée sur la prévention et le dépistage précoce des risques de maladies ou problèmes psychiques ;

– promouvoir l'accès à des soins primaires de médecine axés sur la détection des signes précoces de surpoids ;

– analyser la faisabilité d'un système d'éducation à la santé s'étendant sur toute la scolarité en étroite collaboration avec les acteurs de la « nouvelle » médecine scolaire ;

– renforcer des initiatives, telles que « Bewegte Schule » ;

– encourager les structures de l'éducation non formelles à développer des programmes et projets promouvant l'activité physique chez les enfants ;

– évaluer le projet « Gesond iessen – Méi beweegen » (GIMB) ;

– promouvoir une politique alimentaire qui place la production et la transformation d'aliments sains au centre de ses préoccupations ;

– développer davantage le programme Food4Future et Supply4Future de Restopolis.

(s.) Jeff Boonen, Nancy Arendt épouse Kemp, Carole Hartmann, Max Hengel, Mandy Minella, Nathalie Morgenthaler.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Essensbeschafung war an der Geschicht vun der Mënschheet nach ni esou einfach wéi haut. Am Supermarché fënnt een alles, wat ee wëll. Regaler voll mat Flesch a Fësch, Kéis an Nuddelen, Tofu an Hülsenfrüchte souwéi Uebst a Geméis vun alle Kontinenter. Et muss ee mol net méi bis virun d'Dier goen, fir doheem de Frigo voll ze kréien. Haut kann een online säi Caddie fëllen a sech alles gemittlech heem liwwere loosse. De Kontrast ass deemno grouss zu den Zäite vun eise Virfahren, déi op d'Juegd hu musse goen oder dee ganzen Dag Nëss a Kraider gesammelt hunn, fir hofftelech genuch an de Bauch ze kréien.

(Interruption)

Eis Gesellschaften kennen haut ee ganz anere Problem: Obesitéit. Dat huet och ganz kierzlech eng Etüd vun „The Lancet“ op en Neits betount. Dëser Etüd no waren 2022 eng Milliard Leit fettleibeg. Dat ass all aachte Mënsch. Während d'Ënnerernährung op der Welt aktuell erofgeet – vun 828 Milliounen 2002 op 735 Milliounen 2022 –, hu sech d'Obesitéitsfäll bei den Erwuessenen zanter 1990 weltwäit verduebelt, bei de Kanner a Jugendleche souguer vervéierfacht. A ganzer 43 % vun den Erwuessene sinn iwwergewiechteg.

Obesitéit an Iwwergewicht ginn dowéinst vun der WHO als en akute Problem fir déi global ëffentlech Gesondheetssystemer ugesinn an och souguer als Epidemie bezeichent. Net nëmme stelle se eng finanziell Belaaschtung vun 990 Milliounen US-Dollar (veuillez lire: vun 990 Milliarden US-Dollar) duer, se si virop eng extreem Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit. 2,8 Milliounen Mënsche stierwen am Joer duerch Fettleibegkeet oder Iwwergewicht.

An den Trend weist leider an déi falsch Richtung. Esou geet d'World Obesity Federation an engem Rapport vun 2023 dovunner aus, dass bis 2035 – an dat ass net méi laang – 51 % vun der Weltbevölkerung als adipös agestuuff kéinte ginn.

Déi lescht Zuele fir Lëtzebuerg stame vun der European Health Survey 2019, déi 2002 publizéiert gouf, an aus där ervirgeet, dass 16,5 % vun den Erwuesse- nen zu Lëtzebuerg fettleibeg sinn. Dat ass eng Hausse vun 1 % par rapport zu 2014. 31,9 % vun eiser Bevölkerung sinn iwwergewiechteg. Dat ass ongeféier all Drëtten, an eng Hausse vu 7,6 Prozentpunkten. De weltwäiten negativen Trend ass also och zu Lëtzebuerg däitlech ze verzechen an mécht ee séiert a konsequent Agéieren onbedéngt néideg.

Mee wat versteet een ënner Adipositéit? A firwat ass et esou e grouss Problem? D'Adipositas – op Franséisch „obésité“ – ass eng chronesch Krankheet, déi sech duerch eng anormal Hausse u Kierperfett charakteriséiert. Gewéinlech gëtt fir d'Berechnung de BMI ermëttelt. A bei engem BMI vun 30 gëllt een als adipös. De BMI huet natierlech seng Schwächen, well e grondsätzlech nëmme d'Gewicht par rapport zur Kierpergréisst kuckt. Do kann et scho mol virkommen, dass Spëtzsportler, zum Beispill och e Gewichthiewer, déi eng grouss Kierpermass hunn, mee dovunner vill schwéier Muskelen, als iwwergewiechteg gëllen, och wa se bal kee Fett hunn. Och d'Geschlecht an den Alter oder d'Fettverdeelung, also ob méi Fett ronderëm de Bauch oder zum Beispill d'Hëften ass, gëtt beim Body-Mass-Index net berücksichtig. Mee trotz alle Schwächte wäert de

BMI viraussichtlech weiderhin zum Asaz kommen, well et einfach keng besser Berechnungsformel gëtt, déi sech esou einfach am Alldag notze léisst.

Här President, Adipositas ass eng ganz eescht ze huelend Krankheet, déi vill Begleeterkrankunge mat sech bréngen kann. Dozou gehéieren Rëckeproblemer an Arthros an de Knéigelenker, Blutthéichdruck an Häerzerkrankungen, Kriibs an Diabeetes Typ 2, fir just e puer Erkrankungen ze nennen. D'Liewenserwaardung vun Adipositaspatienten ass an der Reegel méi niddereg. Laut WHO sinn 13 % vun den Doudesfäll an Europa op Obesitéit zeréckzeféieren.

Wat genee sinn eigentlech d'Ursaache vun Obesitéit? An der Gesellschaft herrscht nach ëmmer de Gedanken, et wier dach déi eege Schold, wann ee staark bäihëlt. Et hätt ee keng Disziplin, keng Wëllenskraaft oder et wier ee liddereg. Selbstverständlech ass et d'Reegel, dass een, wann ee vill ésst – virun allem och ongesond Liewensmëttel – a sech wéineg beweegt, bäihëlt an och iwwergewiechteg ka ginn. An d'Rezept fir en nohaltege Gewichtsverloscht ass eng gesond Ernährung a Bewegung. A ganz ville Fäll sinn ech der Iwwerzeugung, dass dës relativ einfach Formel vill bewierke kann.

Bei Obesitéit gëllt grondsätzlech dee selwechte Prinzip: ze vill Energie duerch Liewensmëttel, déi duerch mangelhaft Bewegung net verbraucht gëtt. Dës Energie wandelt sech a Fett ëm a gëtt an de Fettzelle gespäichert. Mee d'Ursaache kënnen awer och vill méi komplex sinn. Eist soziaalt Ëmfeld, eis geneetesche Veranlagung a psychologesch Aspekter kënnen e staarken Afloss op d'Entwécklung vun Adipositas hunn. Stress, Iessstéierungen, Schlöfmangel a Medikamenter kënnen weider méiglech Ursaache sinn.

D'Covidpandemie huet net zu enger Verbesserung vun der Situatioun bäigedroen. Au contraire: Während verschidde Leit an der Isolatioun zwar duerch d'Zäit an d'Freed um Kachen oder um Sport maachen entdeckt hunn, huet et bei aneren zum Géigendeel gefouert. Vill Leit hu sech Suerge gemaach an haten Angschtzustänn während der Pandemie. Déi mental Gesondheet huet gelidden. Do kënt et vir, dass een zum Trouscht op Alkohol oder sougenannte „comfort food“ zrëckgräift, vun deem mir mengen, dass et eis glécklech mécht. Béides ass natierlech ganz schlecht fir eis Gesondheet.

Nach méi schlëm ass et natierlech, wann ee sech nieft der schlechter Ernährung och kaum beweegt. D'Pandemie huet och op déi sportlech Aktivitéit vun de Leit en negativen Afloss gehat, virop bei de Kanner. D'Veräiner konnten e puer Méint hir Aktivitéiten net weiderféieren an d'Schoule waren zou. Wann een dann nach an engem klengen Appartement wunnt, mat wéineg Plaz, dann ass et net einfach, fir Sport an den Alldag eranzebréngen.

Schlecht Gewunnechte sinn oft de Kär vu Gewichtsproblemer a wa se bis fest verankert sinn, da gëtt et ëmmer méi schwéier, fir se ze veränneren. Wéi bei villen aneren Erkrankungen muss dowéinst och bei Adipositas d'Preventioun eng Schlësselroll spillen. D'Promotioun vun engem gesonde Liewensstil an engem positiven Iessverhale steet do un éischer Stell.

2006 gouf déi éischt Kéier den interministeriellen Aktionsplang „Gesond iessen – Méi beweegen“, kuerz GIMB, lancéiert, fir géint Obesitéit an de Bewegunsmangel an der Gesellschaft virzegoen, besonnesch bei Kanner a Jugendlechen. Den aktuellen Aktionsplang deckt den Zäitraum 2018 bis 2025 of.

Dëst Instrument ass wichteg, well den European Health Survey 2019 festgestallt huet, dass 48,1 % vun de Lëtzeburger ab 15 Joer net all Dag Geméis

an Uebst iessen. Dobäi si mir eis jo allegueren eens, dass Uebst a Geméis zu enger gesonder Ernährung onbedéngt derzougehéieren mussen. Gesond Ernährung ass net ëmmer einfach. Gesond Liewensmëttel sinn oft méi deier wéi déi ongesond. Stéit, déi finanziell méi schlecht gestallt sinn, tendéieren dowéinst wuel méi heefeg zu deem méi bëlleger, awer ongesonde Choix, wéi zum Beispill Fäerdegprodukten.

An och de Facteur Zäit spillt eng Roll. Déi gesondste Molzecht ass an der Reegel selwer gekocht mat frësch Zutaten. Mee fir ze kachen, brauch een oft Zäit – Zäit, déi net jiddereen all Dag huet, virun allem wann een eng Stonn Aarbechtswee huet, nach Kanner ze versuergen an e Stot ze schmässen an Zäit fir Hobbye wëll hunn. Do kann et mol sinn, dass een tentéiert ass, sech eng Fäerdegpizza ze maachen. Wann dat ausnamswies de Fall ass, ass dat net schlëm. Wann et awer zur Gewunnecht gëtt, ass dat kloer e Problem.

Ech wëll elo net weider op den Impakt vun der finanzieller Situatioun a vum Zäitmangel op d'Gesondheet vun de Leit agoen. Dat wier eng aner Diskussioun, déi elo ze wäit geet a vum haitege Sujet vun der Fettleibegkeet ewechféiere gëif.

Ech wëll villméi vun de grouss Beméiunge schwätzen, déi an de leschte Jore gemaach goufen, fir all de Kanner, egal aus wéi enger sozialer Schicht se kommen, den Zougang zu gesondem Iessen ze vereinfachen an hir kierperlech Aktivitéit ze féieren. Net nëmme kréien déi jonk mëttlerweil gratis Uebst an de Schoule bereetgestallt, och d'Qualitéit vun de Kantinnen huet sech vill verbessert. D'Iessen ass méi gesond a villfälteg a soll an Zukunft nach méi aus lokalem a biologeschem Ubau kommen.

Och eng verbessert Oplklärung iwwer gesond Ernährung bleift wichteg. D'Mooss mécht zum Beispill oft den Ënnerschied. Ee klengt Stéck Kuch ass jo näischt Schlëmme, mee wann all Dag zwee bis dräi Stécker dobäi sinn an dofir ni en Apel oder en anert Uebst, da fänkt de Problem un. An déi schéi faarweg Kellogg's-Këschten, déi féieren och net zu enger Besserung.

Am Kader vum GIMB goufen dowéinst verschidde Broschüren ausgeschafft, déi sech konkret mat der Ernährung vun de Kanner beschäftegen. Eng Broschür ass op Kanner am Alter vun 12 bis 36 Méint ausge- riicht, eng zweet op den Alter vun 3 bis 12 Joer. Dës Broschüre gi Rotschléi doriwwer, wéi eng gesond Molzecht opgebaut muss sinn, wéi eng Haaptelementer derzou gehéieren, wéi grouss d'Quantitéit solle sinn a virun allem wéi ee seng Kanner motivéiert, verschidde Saachen ze schmaachen. All Mamm a Papp kennt d'Situatioun, wann e Kand partout refuséiert, eppes z'iessen. Do kann ee séier noginn an och eppes Ongesondes mol ginn, just fir dass et eppes ésst. Genee dat – an dat wësse mer och allegueren – muss mer awer evitéieren.

Ee wichtige Punkt ass dann och, dass e Kand Waasser drénke soll a manner Gezéckertes. Et klängt evident, mee et gëtt oft ënnerschat, wéi vill Zocker an engem Jus ka sinn, och wann dësen indiquéiert, dass keen Zousazzocker dran ass.

Här President, niewent der Ernährung ass d'Bewegung den zweete wichtige Pilier vun der Preventioun vun Iwwergewicht.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Och hei goufen am Kader vum GIMB Konzepter a Broschüren ausgeschafft, déi déi kierperlech Aktivitéit féieren, an dat souwuel bei de Kanner wéi bei den Erwuesse- nen. Grad bei de Kanner ass et wichteg, dass all déi verschidde Acteuren implizéiert ginn. D'Elteren,

déi nonformal Bildungsstrukturen an d'Schoulen, d'Sportveräiner, d'Politick an d'Fuerschung hunn all eng Roll ze spillen, fir d'Bewegung an déi sportlech Aktivitéit vun de Kanner ze verbesseren.

Meng Fraktiounskolleegin, d'Mandy Minella, huet de Moien nach eng Interpellatioun ugefrot, wou et ënner anerem ëm d'Fërderung vu Sport a Bewegung am Grondschulalter geet a wéi eng Roll d'Grondschul selwer, awer och d'Maison-relaisen, d'Veräiner an d'Gemenge spille kënnen, fir méi Zäit a Raum fir sportlech an aner Aktivitéiten ze erméiglechen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech wëll op dëser Plaz nach kuerz op den „LTAD – Lëtzebuerg leeft Sport“ agoen, eng methodologesch Approche, déi sech un engem kanadesche Konzept inspiréiert. D'Zil ass et ënner anerem, datt d'Mënsche méi Freed u Bewegung a Sport solle fannen a vu Kandheet u vill verschidde motoresch Kompetenzen erléieren. Dat bréngt eng gréisser Motivatioun a férdert nohalteg a laangfristeg en aktiivt Liewe vun de Kanner an Erwuessenen.

Kolleeginnen a Kolleegen, aldeeglech Bewegung ass d'Basis fir eng gutt Gesondheet. An et muss net komplizéiert sinn. D'Trapen huelen amplatze de Lift, de Vélo amplatze den Auto: Vill Bewegung ka ganz einfach an den Alldag agebaut ginn, ouni grouss Ëmstellung.

D'Intensitéit an d'Dauer vun der kierperlecher Aktivitéit variéieren och jee no Alter a souwuel d'Ausdauer wéi d'Kraaft sollen trainéiert ginn. D'Recommandatiounen sinn dohier un d'Besoinen vun de Kanner, Jugendlechen, Erwuessenen an eelere Leit ugepasst. Et gëtt och Recommendatiounen fir schwanger Fraen, dat ass e ganz pertinente Punkt. Eng Fra, déi op hir kierperlech Gesondheet während der Schwangerschaft oppasst, gëtt hirem ongebuere Kand déi beschte Viraussetzung fir eng gesond Entwécklung vun Ufank u mat op de Wee.

An deem Kontext wëll ech och kuerz op d'Stëllzäit agoen. D'WHO recommandéiert als eng vun de Mesüeren, fir den Adipositasrisiko ze miniméieren, datt Kanner zum Beispill an den éischte sechs Méint just mat Mammemëllech geniert a bis zum zweete Liewensjoer parallel zur Beikost gestëllt solle ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'Wëssenschaft geet nämlech dovun aus, datt eng positiv Korrelatioun besteet tëschent dem Allaitement vun de Kanner an engem geréngerem Adipositasrisiko. Obwuel d'Ausmooss vun dësem positiven Effekt net ganz eendeiteg ze bestëmmen ass, ass awer allgemeng unerkannt, datt d'Mammemëllech déi beschte Nahrung fir Bëbeeën duerstellt a vill Virdeeler an der Entwécklung vun de Kanner huet.

Dohier gëtt et zanter 2006 national Aktiounspläng, déi d'Niern mat Mammemëllech och promovéieren. Den aktuellen Aktiounsplang ass vun 2018 a leeft nach bis 2025. D'Promotioun vum Stëlle soll deemno virugedriwwen ginn, andeems zum Beispill am öffentleche Raum och Strukturen fir ze stëllen zur Verfügung gestallt ginn, d'Recht op d'Stëllen op der Aarbecht respektéiert gëtt an d'Mammen iwwert d'Virdeeler vum Stëlle fir hir Kanner sensibiliséiert ginn.

Niewent dem Sport an enger gudder Ernährung muss och déi mental Gesondheet matgeduecht ginn, wat d'Entwécklung vun Obesitéit betrëfft.

Iessstéierungen, zum Beispill de Binge-Eating-Syndrom, Stress a Schlofmangel kënnen Ursaache vun Obesitéit sinn a sinn heiansdo op psychesch Problemer vun de Leit zrëckzeféieren.

Spéitstens no der Covidpandemie, déi jo och der mentaler Gesondheet vu ville Leit geschuet huet, huet dës wichtege Sujet endlech méi Opmerksamekritt. Am Regierungsprogramm ass dann och eng vun de gesondheetspolitische Prioritéiten, den Accès zu psychescher Gesondheetsversuergung ze verbesseren. Dozou gehéiert ënner anerem d'Schafe vu regionale Konsultatiounszentere souwéi d'Valorisation vum Psychiaterberuff an d'Reglementatioun vum Beruff vum Psycholog.

Zur Fërderung vun der mentaler Gesondheet vu Leit, déi mat Iwwergewicht ze kämpfen hunn, gehéiert awer och, géint d'Stigmatiséierung vun dëse Leit virzegoen. D'Stigmatiséierung féiert zu enger negativer Gefüllslag, kann zu héijem emotionalem Stress an Depressiounen féieren, déi de Problem vum Iwwergewicht éischer nach verstärken a mat Sécherheet net op eng nohalteg Aart a Weis léisen.

Här President, déi wichteg Roll vum Hausdokter bei generelle gesondheetleche Problemer ass scho vu mengem Virriedner ugeschwat ginn. Wann e Patient awer schon ënner Adipositas leit, dann ass et natierlech wichteg, datt och eng medezinesch Prise en charge méiglech ass. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et am CHL d'Clinique de l'obésitéit an d'KannerKlinik, déi och Kanner mat Adipositas betreiën.

Wann e Patient en charge geholl gëtt, soll natierlech an enger éischer Phas gekuckt ginn, ob d'Ernährung an de Liewensstil kënnen ëmgestallt ginn. D'Ernährungsemstellung ass personaliséiert an huet dat laangfristeg Zil, e gesond Iessverhalten ze verankeren. Déi psychologesch Betreiung während der Behandlung ass integrale Bestanddeel vum Prozess, well d'Patienten eng nei Relatioun zum Iessen opbauen an nees léiere mussen, op Signaler vum Kierper ze lauschteren.

Insgesamt soll all Adipositasfall eenzel gekuckt ginn an d'Behandlungstherapie op déi individuell Situatioun vun Patient ugepasst ginn. Dëst, well Obesitéit ganz ënnerschiddlech Grënn kann hunn an ënnerschiddlech Gesondheetsproblemer mat sech bréngen kann.

Déi personaliséiert Medezinn ass do e Stéchwuert. Am Koalitiounsaccord ass definéiert, dass d'personaliséiert Medezinn hei am Land virugedriwwen soll ginn. Dat kënn alle Patienten, dat heescht och deene mat Iwwergewicht, zegutt.

Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Méint hu verschidde Medikamenter vu sech schwätze gedoen, déi bal als Wonnermëttel fir Gewichtsverloscht duergestallt goufen. Dës goufen ursprénglech fir d'Behandlung vun Diabeetes Typ 2 entwéckelt. Well se awer d'Gewicht reduzéieren, kruten ëmmer méi Leit mat Iwwergewicht se och verschriwwen.

Verschidde Länner, dorënner Däitschland, hunn esou Medikamenter fir d'Behandlung vun Adipositas offiziell zougelooos. Zu Lëtzebuerg ass dëst nach net de Fall.

Bei Obesitéitpatienten, déi trotz diversen Efforten, vill Bewegung an enger Ernährungsemstellung awer net genuch ofhuelen, kéinten dës Medikamenter hir Behandlung verbesseren. Natierlech muss een d'Patienten sensibiliséieren, datt dës keng Wonnermëttel sinn. Et si Medikamenter, déi vun engem Dokter ënner ganz spezifesch Viraussetzung verschriwwen mussen ginn. An eng gesond Ernährung a Bewegung mussen ëmmer Deel vun der Behandlung bleiwen. D'Medikamenter ënnerstëtze just de Prozess. Ausserdeem muss garantéiert sinn, dass d'Diabeetespatienten am Fall vu Liwwerenkpass op kee Fall benodeelt ginn.

Här President, Obesitéit ass eng komplex Krankheet, déi vu ville Facteuren beaflosst gëtt an oft eng multidisziplinär Gesondheetsversuergung verlaangt. Allze oft geheet ee Leit mat Iwwergewicht an een Dëppen a gesäit d'Schold just bei hinne selwer. Obwuel ganz oft dat eegent Iessverhalten dem Problem zugronn läit an een et mat professioneller Hëllef ënner Kontroll bréngen kann, ass eng Ernährungsemstellung a Bewegung eleng net ëmmer d'Léisung.

D'Gesellschaft muss dohier besser iwwert d'Komplexitéit vun Adipositas opgekläert ginn, fir der Stigmatiséierung en Enn ze setzen, déi d'Situatioun oft just verschlémmert. Den A an den O läit awer, wéi sou oft, bei der Preventioun. Gesond Ernährung a Bewegung, wëssen, wat een éisst a wéi vill, an als Elteren a Gesellschaft de Kanner e gutt Virbild sinn, kann eis bei der Bekämpfung vun Iwwergewicht an Adipositas méi wäit bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci der Madamm Hartmann. An da wier et elo um honorebelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, eisem Land geet et net gutt a ville Leit geet et schlecht. Verschiddene geet et ganz schlecht, zum Beispill och deenen, déi ënner Fettleibegheet – dat ass d'lëtzebuergesch Wuert fir Obesitéit – leiden.

Fir feststellen, ob een iwwergewichteg ass respektiv souguer da Fettleibegheet huet, gëtt et de BMI. Doriwwer ass scho vill gesot ginn. Ech wëll och net alles widerhuelen, wat gesot ginn ass. Villes, wat hei gesot ginn ass, quasi alles, géif ech soen, ass richtig. A mir hu jo duerno nach eng Diskussioun iwwert d'Riedezäiten hei an der Chamber, an ech mengen, dass et net onbedéngt ubruecht ass, dass een och nach fir d'sechst Kéier hei alles widerhéilt, wat scho richtig Guddes gesot ginn ass. Duerfir maachen ech dat dann an da probéieren ech, dat elo mol iergendwéi hei méi schnell ze maachen.

Also de BMI ass natierlech deelweis unzweifelen. Ech wëll do e Beispill ginn, wat ech erzielt krut bei de Berufspompjeeën hei. Do si Leit, déi falen duerch am Examen, fir Berufspompjee ze ginn, well hire BMI ze héich ass. En ass awer net ze héich, well se ze vill – wéi soll ech soen? – iwwergewichteg sinn am Sënn vu Fett, mee en ass ze héich, well se ze vill duerchtrainéiert sinn an ze vill Muskelen hunn an duerfir eng Statur hunn, déi hinnen e BMI gëtt, dee méi héich ass, a se duerfir et net packen. Do gesäit een, wéi heiansdo dee BMI och kann ugezweifelt ginn an deem Beispill.

Et ass gesot ginn iwwer all déi Zuelen, effektiv bei deene Jonken huet dann ee Fënnfettel Iwwergewicht, dat sinn déi Kanner am 6. Schouljoer. Soss hu mer hei am Land 16,5 % vu Leit, déi also wierklech ënner Fettleibegheet leiden, mat all deenen negative Konsequenzen, déi dat dann huet: Kreeslafproblemer, Bluthéichdruck, zockerkrank. An am Endeffekt wäerte ganz vill vun deenen iergendwann an hirem Liewe ganz grouss Schwierigkeeten doduerch kréien an och warscheinlech hiert Liewen dorunner da loossen.

Sou, wat kann een dann alles maachen? Oder wou runner läit dat? Och dozou ass hei scho villes gesot ginn. Et ass iwwert d'Isses geschwat ginn. Ech war och laang Proff, ech hunn dat gesinn, Dir kennt déi Beispiller alleguerten: An der Mëttesstonn eng grouss Tut Chips, déi bëlleget, an dann och nach zwou Béchse Monster dobäi – wann Der dat kennt –, dat ass och net dat allerbescht. An dann: An d'Kantin

gi mer net, well do gött et ze vill gesond an et ass och net gutt a wéi och ëmmer. Dat ass natierlech e grouse Problem. Et ass awer schwéier, dorop anzewierken, an d'Kanner am Allgemengen hale sech och net gären un dat, wat se vun iergendengem erfogepriedegt kréien.

Ech mengen, eng ganz grouss Roll spillt do d'Elterehaus. A mir musse kucken, fir am Elterehaus dat richteg Beispill ze ginn, déi richteg Leitplanken do ze hunn, wou mer de Kanner weisen – an ech mengen, ech hu selwer Kanner, vill vun Iech hu Kanner –, wéi ee ka gesond kachen, wéi ee kann och vläicht souguer selwer déi Produkter herstellen.

Ech stelle leider haut fest, dass ganz vill Leit kee Gemeisgaart méi doheem hunn. Ech stellen och leider fest, dass vill Kanner iwwerhaupt guer net méi wëssen, wéi d'Geméis wiisst. Wann een dann eng Primärschoul huet, wou dat gewise gött, dann ass dat schéin, wann Ausflich organiséiert ginn, op e Bauerenhaff zum Beispill, dann ass dat ganz wäertvoll, mee leider Gottes geschitt haut doheem vläicht net méi dat, wat fréier geschitt ass a wat awer gutt Konsequenzen deemools hat.

Ech mengen also, dass et ganz wichteg ass an der Famill, fir sech Zäit ze huelen. An der Famill sech Zäit ze huelen, heescht natierlech och, déi néideg Zäit ze hunn. An dat ass eppes, wat haut natierlech ganz vill feelt. Do kënne mer iwwer Familljepolitik schwätzen. Dat loosse ech dann awer och elo hei sinn.

Da komme mer natierlech vu „keng Zäit méi“ op Fäerdeggerichter. All dat ass och gesot ginn. Et hunn och schonn zwee Leit gesot, dass eng Tifkùlpizza heiansdo gutt ass, mee net ze oft, an esou weider. Also, dat ass e Problem.

Dann deen zweete Punkt, dat ass de Sport, d'Bewegung. An do gesi mer och, dass ëmmer gesot gött, d'Kanner géife sech manner beweegen. An dat stëmmt jo och warscheinlech. Ech weess awer och net, ob mir do wierklech kënnen esou e groussen Afloss drop hunn. Mir hunn haut eebe vill aner attraktiv Saachen. An d'Kanner sëtzen dann och doheem virun hire Bildschiermer. Ma mir kennen dat alleguerten: Et ass schwéier, se do ewechzékriegen. Jee, dat ass alles net esou déi Entwécklung, wéi se sollt sinn.

Mir musse kucken, dass mer d'Kanner zum Sport kréien. Dofir brauche mer Veräiner. An ech komme jo selwer aus dem Fussball an ech kennen déi Situation do relativ gutt. Ech wëll Iech einfach hei e Beispill ginn: Mir hate fréier hei am Land 150 Fussballveräiner. An elo hu mer der just nach 100 – awer duebel esou vill Awunner. Jo, also do gesitt Der, dass eppes schiffleeft.

(Interruption)

An der Stad Lëtzebuerg sinn an de leschte 24 Joer, ...

(Interruption)

... wann ech elo richteg Bescheid weess, siwe Fussballveräiner verschwonnen. D'Bevëlkerung huet awer zougeholl ëm 50.000 Leit. An och aner Sportsveräiner huelen net zou – dat kënnt Der kucke goen. Basket, Handball: och do gött et keng nei Veräiner.

Mir hunn haut Gemengen, déi iwwer 3.000, iwwer 4.000 Awunner hunn a keng eenzeg Ekippesportaart an hirer Gemeng hu fir d'Kanner. Ech géif wierklech och do vläicht emol kucken, fir ... Ech weess och, dass et net d'Aufgab ass vun enger Gemeng oder vun engem Staat, fir e Veräin ze grënnen, mee iergendwéi muss ee kucken, och um Gemengenniveau, fir Veräiner ze grënnen, fir déi Veräiner, déi do sinn, ze ënnerstëtzen!

An d'Infrastrukturen: Jo, a ville Gemenge fonctionéiert dat och, mengen ech. Et gött vill investéiert an d'Infrastrukturen. D'Veräiner sinn awer haut ganz oft viru bái an hanne widder. Wann Der bis 250 Kanner hutt an engem Fussballveräin an Dir musst dat benevoll alles organiséieren, Dir musst Trainere sichen, déi gutt sinn, an déi bezuelen an esou weider an esou fort. Also, dat ass eng Heedenaarbecht, déi d'Veräiner do musse leeschten. An ech géif wierklech hei en Opruff maachen, alles ze maachen – un de Sportminister an och un d'Buergermeeschteren –, fir d'Sportsveräiner an hire Gemengen, esou wäit et geet, ze ënnerstëtzen, fir dass all Kand do seng Plaz féinnt.

Voilà. Da vläicht nach e Wuert zum Schoulsport. Mir haten an eisem Walprogramm eppes Interessantes stoen, wat awer ni richteg erauskomm ass, ganz einfach, well Sport an der Walcampagne, leider Gottes, keng Roll spillt. Dat interesséiert anscheinend keen, och d'Meedien net vill.

Mir haten am Fong virgeschloen, dass de Sport fir Kanner ënner zwielef Joer sollt am Kader vun der Schoul organiséiert ginn, änlech wéi et zum Beispill och ass an Amerika, wou Der dat aus de Filmer kennt, mee och a verschiddene Länner, zum Beispill am Oste vun Europa, wou also d'Kanner an der Primärschoul, am Fundamental hir Sportaart erauswielen. A jiddweree muss eppes wielen, an dat mécht en dann och seriö: dräi-, véiermol d'Woch, mat der Kompetitioun. Alles organiséiert am Kader vun der Schoul.

Ech weess, dass dat alles ganz komplizéiert kléngt a warscheinlech och ganz schwéier ëmzesetze wier. Da misst Der béi all Primärschoul e Fussballterrain opriichten. Mee ech mengen, dass e Land wéi Lëtzebuerg, wou gesot gött, et géif em gutt goen, och déi Méiglecheete misst hunn, fir déi Suen an de Sport ze investéieren. An ech mengen och, dass mer dann ee grouse Problem hei geännert hätten.

Mir mussen och méi Kultur vum Sport hei am Land kréien. Mir spillen elo en Donneschdeg mat dee wichtigste Match am Fussball an der Geschicht vun eisem Land an ech hoffen, dass mer dee wannen. Mee do gesäit een eng Evoluitioun, déi stattfonnt huet. Mir waren an de leschte Joerzëngten net ëmmer déi gréisste Sportnatioun.

A wann Der eis vergläicht mat aneren Natiounen, déi net vill méi Awunner hu wéi mir, oder souguer manner, wéi zum Beispill Island, do spillt Sport einfach eng vill méi grouss Roll, kulturell. Dat ass eppes, wat hei leider net de Fall ass, wat awer vläicht nach dann ausbaufäeg ass a kënnt. An dat Beispill vum nächsten Donneschdeg, de Match, weist jo, dass et an eng gutt Richtung do mol geet.

Wichtig ass awer och, de Breedessport eeben am Kapp ze behalen an net nëmmen d'Elitt.

Dann nach ganz kuerz zu deem, wat och scho gesot ginn ass: Mir mussen och déi Leit akzeptéieren, déi ënner Fettleibegheet leiden! Mir hunn hei zënter Joerzëngten e Schéinheitsideal an eiser westlecher Welt, wat dat ass vun ëmmer méi dënn, ëmmer manner weien. Dat kennt Der alleguerten. Mir wëssen och alleguerten ... An ech mengen, heibannen ass keen, deen nach ni de Geck gemaach huet iwwer iergendeen Décken. Dat ass leider d'Realitéit an dat ass eppes, wat am Fong immens schued ass.

An et ass ëmmer einfach ze soen: „O, kuck emol deen doten! Géif dee mol manner iessen. An deen dote, géif dee sech emol méi beweegen. Kuck emol, elo klëmmt en och nach an de Lift a frësst och nach eng Tut Chips.“ Nee, ech mengen, esou einfach solle mer eis et net maachen, well ganz vill vun deene Leit, déi kënnen net onbedéngt derfir. An et läit net onbedéngt un der Bewegung an et läit

och net onbedéngt un hirem Iessen. Mee et läit u geneetesche Viraussetzungen, wéi scho gesot ginn ass: um Stoffwiessel, deen ënnerschiddlech ass. Et ass ganz einfach esou. Jiddweree vun eis kennt Leit, déi fettleibeg sinn, obwuel se net vill fettig iessen. Et ass eeben dann, soe mer emol, e gewëssene Pech, deen do ass.

Et gött och nach aner Problemer, wou elo net driwwer geschwat ginn ass, Lipödem zum Beispill, wou een och méi misst maachen. Och do vläicht eng Iddi un d'Gesondheitsministesch, fir deene Leit, déi och net derfir kënnen, méi ënnert d'Aerm ze gräifen, an och do deen néideg Suivi, fir deene Leit déi néideg Ënnerstëtzung ze garantéieren.

Voilà! Da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et um honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Den Här Baum freet d'Wuert nach. Hie wéilt dem Här Keup eng Fro stellen.

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt. Ech wëll ganz kuerz op dat reagéieren, wat den Här Keup gesot huet zu de Fussballveräiner, well mir zwee jo am Fussball doheem sinn. Mir begéinen eis och bei de Fussballveräiner. Den Här Keup huet gesot, dass d'Zuel vun de Fussballveräiner erfogaangen ass, obschonns d'Populatioun gewuess ass. Ech wollt den Här Keup froen, ob e meng Meenung géif deelen, dass d'Zuel vun de Kanner an d'Zuel vun de Lizenzen awer massiv, massiv erfogaangen ass, och wann d'Zuel vun de Veräiner erfogaangen ass. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat ass ... Merci, Här President. Dat ass richteg. Et gött haut an deene Veräiner da méi Ekippen. An da gött et och méi Lizenze pro Veräin. Dat ass allerdéngs richteg.

Trotzdeem ass et eppes, wat verluer geet. An ech hunn dat och ganz bewusst vun der Stad gesot, ne? Well et ass jo och eng Fro vun de Quartieren. A mir hu virdu gesot, dass et gutt ass, wann een zu Fouss kann enzwousch higoen. Or, wann ech natierlech a mengem Quartier – ob dat an der Millebaach ass oder zu Weimeschkerch, oder do, wou d'Spora fréier war –, net méi kann zu Fouss a mäi Fussballveräin goen als Zéngjäregen, Zwielefjäregen, an d'Eltere mech och net gär mam Bus duerch d'ganz Stad fuere loosse owes, dann ass een och do erëm drop ugewisen, fir mam Auto gefouert ze ginn. An dat ass net esou einfach.

Dofir mengen ech, et kéint een awer vill méi Kanner errechen hei am Land, wann ee méi Fussballveräiner a méi Sportsveräiner am Allgemengen hätt an de Gemengen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. Dat sief domadder kloergestallt. An elo huet awer den Här François Bausch d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. A merci och dem Här Biancalana fir seng Initiativ, fir déi Interpellatioun haut ze maachen. Et ass jo warscheinlech och net vun ongeféier, datt e se am Mäerz gemaach huet, well de 4. Mäerz war den Dag vun der Obesitéit, wat awer eng ganz gutt Saach ass. Ech fannen, dat sinn ëmmer gutt Geleeeënheeten, fir iwwer esou Sujeten ze schwätzen.

Den Här Biancalana huet am Ufank gesot – an dat ass natierlech richteg –, datt d'Obesitéit zwee verschidde

Facteuren huet, déi derzou kënnen féieren: Dat eent ass, ech soe lo mol, e gesellschaftlechen, dat anert ass e geneeteschen. An et ass elo schwéier soen, wat fir een iwwerweit am Endeffekt herno bei dem Problem, dee kann Entstoen. Mee wat awer sécher ass, dat ass, dass dee gesellschaftlechen och dozou féiere kann herno, dass dee geneeteschen am meeschte spillt.

Ech mengen, dat ass dee sprangende Punkt. An duerfir bleiwen ech och der Meenung oder si mir der Meenung, dass den Haaptgrond an d'Haaptursachen awer ganz kloer bei dem Beräich leie vun: Wéi ernäre mer eis? Wat fir eng Liewensmëttel kréie mer zur Verfügung gestallt, fir eis ze ernären, oder hu mer, fir eis ze ernären? Wéi beweege mer eis? Wivill beweege mer eis? Wéi beweege mer eis och fort an der Gesellschaft? Wivill ... Et ass jo net nëmme Sport bei der Bewegung, dee matspillt, mee och d'Bewegung iwwerhaupt am Alldag, am Liewen.

An dann natierlech ee ganz wichtege Facteur: Dat ass dee vun der sozialer Ongläichheet. Et ass richtig, dass schonn e puermol gesot ginn ass: Wat ee finanziell manner gutt opgestallt ass ... Oder: Eng Famill, déi finanziell net esou gutt opgestallt ass, déi ass ganz sécher och hei am meeschten dervu betraff.

Dat ass keen Zoufall, well dat huet ze di mat der Educatioun, déi natierlech deementsprechend anescht ass, well net genuch Moyenen do sinn an esou Familljen. Mee et huet awer och ze dinn, generell, mat: Wéi kann ech mech ernären? Wat fir eng Liewensmëttel kann ech mer kafen? Wéi vill Zäit kann ech mer derfir huelen? Wat ass iwwerhaupt de kulturellen Hannergrond, aus deem ech kommen?

Dat heescht, am Endeffekt, féiert natierlech dann och d'Aarmut an d'sozial Veraarmung derzou, dass ech hei nach vill méi ausgesetzt ginn.

An duerfir kommen déi extreem Beispiller jo och haaptsächlech aus de Vereenegte Staaten. Déi ganz Problematik huet Europa vill méi spéit getraff, an der Breet, loosse mer et mol esou soen, mee an Amerika gëtt et dat scho vill méi laang. A fir déi, déi scho mol an de Vereenegte Staaten ënnerwee waren an deene leschte Joerzénge, déi wëssen dat. Dat huet natierlech och do Grënn, déi am Zesammenhang mat deem stinn, wat ech elo virdu versicht hunn ze beschreiben.

Duerfir spillt natierlech och eng grouss Roll an deem Ganzen: d'Preventioun a virun allem d'Erzéiung. Dat heescht, dass ech bei de Kanner ufänken. Dat geet da bei de Crèche un. Dat ass an de Schoule mat der Schoukantinn, d'Schoulerzéiung. Well, wann ech – fir dann op dee geneeteschen Aspekt zrëckzekommen – eng geneetesche Veranlagung hunn, déi mech méi engem héije Risiko aussëtzt oder sou, dann ass et natierlech esou: Wann dat schonn, loosse mer soen, ugezaapt gëtt an der Kandheet, da gëtt et herno extreem schwéier, doraus erauszekommen. Da sinn déi Kanner a Mënschen an engem Däiwelskrees, wou se et herno wierklech nach eng Kéier kënnen schwéier kréien.

Dat heescht, d'Informatioun, esou wéi mer eis Schoul opbauen, dat, wat mer an der Schoul z'iessen ubidden, wéi mer erklären, wat gesond Liewensmëttel sinn: All dat spillt ganz sécher eng Roll.

Dann ass awer nach en Aspekt, deen nach net vill thematiséiert ginn ass de Mëtteg – well ech wëll mech virun allem och e bëssen op dat bezéien elo, wat nach net schonn honnertmol gesot ginn ass, wou mer souwiesou alleguer averstane sinn –, dat ass: Wéi labelen ech meng Liewensmëttel? A wann ech mol kucken, wéi d'Liewensmëttel gelabelt sinn, da muss ech feststellen, dass dat eng Katastroph ass.

M. André Bauler (DP) | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng) | Wa mer den Zocker zum Beispill huelen – Zocker ass jo ee wichtegt Element am Beräich vun deem Krankheitsbild hei –, da stellen ech fest: Da ginn ech an e Regal kucken, da fannen ech do Limonaden, déi Tonnen Zocker hunn, an da steet awer drop, se wäeren ugeräichert mat Vitaminn C, a Vitaminn C wär gutt fir d'Gesondheet. Dat heescht, am Fong werben ech mat enger anerer Entitéit vun deem, wat dran ass, fir ze cachéieren, dass ech am Fong eng Zockerbomm verkafen.

Dat nämmlecht ass och bei Müslien. Ech mengen, Müsli huet no baussen en Image als eppes, wat gutt ass fir d'Verdauung, well et vollwärtig opbaut. Mee da kritt Der Müslien ze kafen, wou dropsteet: „Hei, kaaft deen, well hei hutt Der vill gesond Ballaststoff drop.“ Or, wann Der dann ënnen an de kleng Detail kucke gitt, da gesitt Der, dass et am Fong en Zockermüsli ass, dass et och eng Zockerbomm ass, dass en immens ugeräichert ass mat künstlechem Zocker an dass dat am Fong eng Katastroph ass, dass déi Leit, déi dat dann iessen, mengen, se géifen hirer Verdauung eppes Guddes dinn duerch d'Ballaststoff, mee am Endeffekt, well d'Verpackung eppes anescht virtäuscht, mierke si guer net, dass se am Fong eng immens Schwéngerei iessen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dat heescht, mir brauchen éierlech Verpackungen. A mir mussen ... Do geet et och net nëmme ëm déi Nutri-Scores-Geschicht – dat ass jo och vill diskutéiert ginn an deene leschte Joren: Wat ass den Nährwert iwwerhaupt? –, mee och, dass nach vill méi kloer ersichtlech gëtt op de Verpackungen: Wat ass dann elo wierklech doranner? An dass et net erlaabt ass, wann ech dann zum Beispill eng Limonad verkafen, déi esou vill Zocker huet, dass se manifestement eigentlech gesondheetsschiedlech ass, dass ech déi nach ka verkafen duerch iergendeppes anescht, wat ech bäigefüügt hunn, wéi wann et eng super Saach wär.

Dann natierlech de Fokus op Kanner. Am Rapport vun dem Observatoire national de la santé vun 2024 ass dat jo och gemaach ginn: e grouss Fokus geluecht op d'Kanner. Dat kënn net vun ongeféier, well natierlech do de Grondsteen am meeschte geluecht gëtt an d'Katastroph sech am gréissten optiermt, well haut schonn all fënneft Kand Iwwergewicht huet. Dat sinn d'Zuele vun 2022.

Zu Lëtzebuerg muss een och nach derbäisoen, dass mer e besonnesch héijen Undeel hunn dovunner. Dat heescht, mir leeën am Fong do de Grondstee bei de Kanner, dass déi Situatioun mat Sécherheet net besser gëtt, egal wat mer elo hei diskutéieren. An dofir muss een natierlech och do usetzen.

Wann een da bei de Kanner och kuckt – dat geet och aus ville Studien ervir –, wéi d'Kanner sech ernären, da gesäit een och do rëm déi sozial Ënnerscheeder. Zum Beispill ass et esou, dass 2022 39 % vun de Kanner aus bessersteende Menagen éischer Friichte giess hunn a Geméis giess hunn. Par contre bei Menagen, wou nëmme e klengen, méi en niddrege Revenu ass, do mécht dat just nach 18 % aus. Oder zum Beispill och, dass 49 % vun de Kanner aus Menagen, déi besser do stinn, reegelméisseg eng physesche Aktivitéit hunn, par contre nëmme 37 % bei Kanner aus Menagen, déi finanziell manner gutt do stinn.

Also, wa mer de Grondproblem ..., wa mer et laangfristeg wëllen an de Grëff kréien, muss mer jo do usetzen, ganz kloer, fir dass mer herno eng Generatioun kréien, déi scho vu Kand un esou erzunn ass, dass se alerte ass a weess, wéi se sech soll do verhalen.

Bon, ech wollt dofir och emol d'Fro stellen un d'Madamm Ministesch, wéi se zu all deenen dote Froe steet. An och an deem Kontext – de Sportsminister ass jo och hei – den aktuelle Plang 2018–2025 iwwer „Gesond iessen – Méi beweegen“, dat leeft jo elo aus. Wat ass do virgesinn? Wat kënn duerno? Gëtt et éischt Resultater fir deen Zäitraum, dee mer elo hannert eis hunn? Respektiv: Wat ass virgesi fir no 2025?

An dann natierlech och nach ee Punkt, dee ganz wichtig ass – an ech si frou: Et ass scho vun engem vu menge Virriedner vun der CSV hei opgeworf ginn –, dat ass déi ganz Problematik vu verschiddene Komponenten, déi mer an eisen Iessmëttel hunn oder an eise Dréinkwaasser zum Beispill hunn, wou manifestement entre-temps duerch wëssenschaftlech Studie bewisen ass, dass déi och derzou bäidroen, dass mer méi séier Fett usetzen, also déck ginn an esou weider. An dat ass virun allem d'Fro vun de Pestiziden – dat ass virun opgeworf ginn –, mee och vun de Weichmacher.

Dat si Saachen, déi mer jo dann och vill am Dréinkwaasser erëmfinden. An dofir ass et och esou wichtig, dass mer do endlech e Plang hunn ... Also, wéi mer e Pestizid-Reduktionsplang kréien, dass mer do eroffueren. Well mir wësse jo, dass d'Pestizide souwiesou nach ganz aner ... oder d'Weichmacher och, direkt gesondheetlech Konsequenzen hunn. Mee wa mer dann och nach wëssen, dass dat dat heiten och nach eng Kéier beschleunegt, dann ass dat natierlech wierklech duebel schlëmm.

Bon, an do hu mer wierklech awer alles an der Hand, fir derfir ze suergen, dass dat anescht gëtt. D'Pestiziden, andeem mer zum Beispill an der Landwirtschaft méi op Bio setzen. Oder bei de Weichmacher och virun allem, dass mer de Waasserschutz seriö huelen an oppassen, wat mer do maachen.

Dofir och d'Fro un d'Ministesch, ob et do eng Zesummenaarbecht gëtt mat der Landwirtschaftsministerin zum Beispill respektiv mat dem Ëmweltminister, fir dann an deem dote Kontext och déi Perspektiv eng Kéier do eranzekréien.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech wëll elo net nach eng Kéier all déi aner Saache widderhuelen, déi scho gesot gi sinn. Wéi gesot, nach eng Kéier: Dat ass e ganz eeschten a wichtege Sujet. Dem Här Biancalana merci, dass en dat de Mëtteg opgeworf huet. An ech hoffen dann, dass d'Madamm Minister eis herno seet, wat de Plang ass vun der Regierung, fir op all déi Elementer, déi mer elo hei de part et d'autre opgeworf hunn, kënnen ze reagéieren, fir dass mer do eng Verbesserung kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen d'Madamm Beissel huet eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Beissel?

Mme Simone Beissel (DP) | Dierf ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

(Hilarité)

Quitte dass en ... Dir kënn do bleiwen.

M. Claude Wiseler, Président | Eng kuerz Fro.

Mme Simone Beissel (DP) | Just eng Verständnisfro. Dir hutt gesot, am Dréinkwaasser wäere Substanzen, notament Pestiziden, déi géifen eis déck maachen, déi géifen d'Obesitéit förderen. Kënn Der mer do Präzisiounen ginn, well dat ass net mäi Wëssensstand.

Wann Der wësst, entre-temps, mir hate jo 2014 Metazachlor ESA. A mir hunn e System vun Aktivkuelefilteren, Nanofiltratioun, Ultrafiltratioun an Ozon. Do kréie mer bis 98 % vun all de Pestiziden am Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg eraus. Dofir meng Fro, net dass d'Leit eemol Angscht kréien. Merci.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng) | Jo. Madamm Beissel, wann Der virdrun hei gewiescht wiert: Den eminente Vertrieeder aus der Landwirtschaft, dee jo hei bei der CSV an der Fraktioun setzt, ...

Mme Simone Beissel (DP) | Ech war hei!

M. François Bausch (déi gréng) | ...deen ass och dorop agaangen. Do gëtt et wëssenschaftlech Studien. Ech liesen Iech déi awer elo net hei vir. Et geet och net drëms, fir Angscht ze maachen.

An ech weess, Dir sidd Waasserschaffen an der Stad Lëtzebuerg an Dir sidd zoustänneg fir d'Waasser, dofir hutt Der elo schonn e bësselche Suergen, mee ech wär frou, wësst Der, Madamm Beissel, wa mer hei an där Chamber et géife fäerdegbréngen, net ëmmer alles perséinlech ze huelen, an dat, wa mer esou e seriö Sujet, wéi dat heiten diskutéieren ...

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng) | Jo. Mee Dir hutt dat jo ... Mee ech hunn Iech jo gesot: Et gëtt wëssenschaftlech Studien. Dir hätt virdu sollen nolauschteren.

Mme Simone Beissel (DP) | Ech war dauernd hei. Ech hunn alles nogelauschtert.

M. François Bausch (déi gréng) | Mee nee, dann hutt Der net nogelauschtert, well Dir hätt jo och kënnen dem Här Bogenen déi Fro virdu stellen, well deen huet dat nämmelech gesot wéi ech.

Mme Simone Beissel (DP) | Nee, deen huet dat net esou gedréit, wéi Dir et elo gedréit hutt!

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng) | Madamm Beissel, nach eng Kéier: Meng Äntwert ass fäerdeg. Et gëtt wëssenschaftlech Studien. Kuckt, googelt e bëssen um Internet, da fannt Der déi rëm an da liest Der se eng Kéier! Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An elo ass et um Här Sven Clement. An et ass eenzeg an eleng den Här Sven Clement, deen d'Wuert huet.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Populatioun gëtt méi déck. An Adipositas ass haut eng Krankheet, déi an eiser Gesellschaft wäit verbreet ass.

Jo, ech weess, wann ech soen: „D'Populatioun gëtt déck“, dat verschidde Leit sech och drun erënneren, dat ech viru fënnef Joer hei och mat substanzieell méi Kiloen um Pult stoung.

(Brouhaha)

An ech kann Iech soen, dat et net ëmmer einfach ass an datt et net nëmme d'Ernährung ass, déi dobäi spilt.

Et ass also eng Tatsaach, dat mer alleguerte méi déck ginn. Dat beleeeën d'offiziell Zuelen, an dat betrëfft souwuel Erwuessener wéi Kanner. Bal all fënnef Kand ass zu Lëtzebuerg ze déck – eent vu fënnef!

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass e Problem, deen an de leschte Joren ëmmer méi grav ginn ass, an et ass méi wéi héich Zäit, dat mer dogéint eppes maachen.

E grouse Problem ass – an dat hu vill Virriednerinnen a Virriedner gesot – d'Ernährung a virun allem d'Fett an den Zocker. D'WHO réit, dat eng erwuesse Persoun – an do schwätze mer net vun de Kanner, mee wierklech vun erwuesse Persounen – maximal 25 Gramm Zocker den Dag soll zou sech huelen, iessen, drénken. An ech soe ganz kloer souwuel iesse wéi drénken, well ganz heefeg verstoppt sech den Zocker nämmelech a Saachen, wou mer e guer net dra vermudden.

An des Quantitéit gëtt aleng schonn dowéinst, well mer den Zocker oft net erkennen, vu ville Leit bei Wäitem iwwerschrott. Dat läit dorunner, dat mer en oft net gesinn, net spieren, net mol matkréien, dat et Zocker ass, well eis Liewensmëttel dach vill verschidde Nimm fir dat nämmelech kennen. Den Agavendicksaft, Dextros, Ethylmaltol, Frutilos, Galaktos oder Saccharos sinn nëmme e puer Nimm, déi u sech dat nämmelech bedeiten, nämmelech déi eng oder aner Form vun Zocker.

Et gëtt méi wéi 50 verschidde Bezeechnungen, hannert deene sech déi eng oder aner Zort ka verstoppen. An dat ass ganz ville Konsumentinnen a Konsumenten einfach net bewosst. Et ass einfach, wann op der Verpackung steet: „Hei si sou vill Gramm Zocker dran.“ Dat ka jiddweree vun eis verstoen. Wann awer do steet: „Hei sinn esou vill Gramm oder Milligramm pro Quantitéit vun Ethylmaltol dran“, da stinn déi meescht vun eis virun där Verpackung a soe sech: „Ok, do ass eppes dran. Ass dat elo gutt? Ass dat schlecht? Dat wësse mer net.“ An u sech, wa mer en informéierte Konsument wëllen hunn, dee sech dann och gesond ernäert, da musse mer et och einfach maachen, dat d'Leit verstinn, wat an hire Liewensmëttel dran ass.

Well mir kucken op d'Verpackungen, wat an de Liewensmëttel dran ass. Och do gëtt et Studien, dat d'Konsumente probéieren, bewosst anzekafen, mee da wësse se awer net, wat sech hannert deenen onbekannten Nimm oder Begrëffer verstoppt a sinn herno, wa se domadder konfrontéiert ginn, iwwerrascht, dat et Zocker ass.

Dowéinst gouf virun enger Rei Joren den Nutri-Score agefouert, deen et de Konsumenten op ee Bléck soll méi einfach maachen, fir méi gesond Liewensmëttel vu manner gesonde Liewensmëttel ze ënnerscheeden. Viru Kuerzem gouf dann hei och nogebessert, an et gouf virdu scho gesot, dat d'Produzenten duerch d'Bäimësche vu Vitaminen oder anere gesonden Inhaltsstoffe den Nutri-Score manner a Richtung vun engem bessere Score kënnen manipuléieren. Well dat gouf gemaach. Et war vill Zocker dran, dann hu mer e puer Vitamine bäigemëscht an dann hu mer gesot: „Mee dat ass jo lo awer gesond.“ Jo, nee, et ass net manner Zocker dragewiescht, just well mer Vitaminen derbäigemaach hunn. An och wann den Nutri-Score net perfekt ass, sou kann een en awer als éischt Hëllefsmëttel gesinn.

Mee den ze héijen Zockerkonsum huet nach eng aner Ursaach. De Konsum vun Zocker léist nämmelech an eise Gehier cheemesch Prozesser aus, andeems eis Belounungszentre stimuléiert ginn, an et gëtt derfir gesuergt, dat Dopamin ausgeschott gëtt. An doduerch freet de Kierper ëmmer méi no Zocker. Iergendwa gëtt den Zocker also domadder zu enger Aart Sucht. An ass ee bis am Däiwelskrees dran, ass et immens schwéier, fir do nees erauszekommen, well et belount ee sech e bëssen, dann huet een erëm Loscht op méi Zocker, et esst een nach méi Zocker a sou weider a sou fort.

Zocker stécht a ganz ville Liewensmëttel dran an et ass extreem schwéier, fir keen ze consommeren. An eppes, wat jo ganz heefeg mat der Chamber a Verbindung bruecht gëtt, och wann d'Kolleeginnen an d'Kolleege ganz gutt wëssen, dat et net vill mat der Realitéit ze dinn huet, dat ass de Cremant. A wann ee lo kuckt, wéi vill Zocker am Cremant dran ass, dann ass dat dramatesch.

(Exclamations et interruption par M. Gilles Baum)

Dofir gëtt et jo och keen hei an der Chamber, wéi den Här Baum dat richtig seet.

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | A, dat war de Grond.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass reng fir eis Gesondheet.

Et wier also dowéinst immens wichteg, dat an de Liewensmëttel manner ... a virun allem manner onnéidegen Zocker dra wär. An hei wëll ech dann op ee Punkt agoen, deen awer besonnesch erschreckt. 2019 huet d'WHO gewarnt, dat vill vun de Liewensmëttel fir Beebeëen a kleng Kanner scho gross Quantitéiten un Zocker enthalten. Ennersicht goufen eng Hickecht u Kanner- a Beebeeproduiten. D'Resultater hu gewisen, dat ongeféier en Drëttel vun deene Produiten ze vill Zocker hat an e weideren Drëttel vun de Kalorien an deene Produite si reng Zocker gewiescht. Dat heescht, beim Drëttel vun de Produiten, déi mer eise Kanner a Beebeë ginn, ass en Drëttel vun de Kalorien Zocker, näischt anescht, näischt, wat iergendwéi u Proteine géif derbäisetzen. Et ass wierklech rengen Zocker.

An d'WHO huet dowéinst ausdrécklech gewarnt, dat bei engem reegelmëssege Konsum dovunner Iwwergewicht a Karies d'Konsequenze sinn. Bon, dat freet vläicht d'Zännokteren, dofir musse se dann éischer bei d'Zännokteren, mee dat hëlleft awer net, fir méi gesond ze liewen. D'Kanner ginn hei also scho fréi vun der Liewensmëttelindustrie op de Goût a virun allem op d'Virleift vum Séisse bruecht. An dee Goût, dee bleift dann heefeg e ganzt Liewe laang bestoen. Dowéinst ass et wichteg, grad bei deene klengste Kanner scho fréi mat enger gesonder Ernährung unzefänken a se sou fir méi gesond Liewensmëttel ze begeeschten. D'Vertraue vu villen Elteren an d'Industrie ass hei dann awer leider net berechtigt.

Et war awer net nëmme den Zocker, dee bei där Enquête opgefall ass a virun allem negativ opgefall ass, well och d'Verpackunge goufe kritiséiert. Op ville Produite si léif Déiercher, Friichte mat laachende Gesichter an och Animatiounsfiguren aus Tëleesemissiounen fir Kanner ze gesinn. Mat deser Zort vu Verpackung an enger entscheidender Reklamm op der Tëlee zu der beschter Sendezäit gi Kanner geziilt ugeschwat an derzou verleet, dee Produit ze wëllen. A wie schonn eng Kéier mat engem klenge Kand an de Supermarché akafe gaangen ass, dee weess, wat fir e Kampf ee ka virum Rayon mat de verschidde Produiten, mat de verschidde Liewensmëttel, déi sech u Kanner adresséieren, hunn. Wien huet dann net scho seng Kanner am Supermarché erlieft rebelléieren, well een hinnen e bestëmmte Produit mat enger bestëmmter Figur drop net wollt kafen, an herno – an do zielen ech mech dann och dozou – awer heiandsdo schwaach gëtt an nogëtt, well et wëll ee jo, dat sai Kand dee Moment da roueg ass an datt déi aner Leit, déi ronderëm stinn, dann ophalen, engem sou matleedeg Blécker zouzewerfen – an dat ass positiv, well soss wären et vläicht nach verurteelend Blécker?

Länner wéi de Chile sinn dowéinst op de Wee gaangen an hu Motiver op Verpackunge vu Liewensmëttel, déi

ongesond sinn a Kanner cibléieren, direkt verbueden. D'Verpackunge mussen neutral sinn an ongesond Inhaltsstoffe, wéi ze vill Zocker oder ze vill Fett, mussen däitlech op de Verpackunge gekennzeechent sinn. Dat wär dach eppes, wou Europa sech kéint e Beispill huelen.

Éischt Evaluatiounen deiten nämlech drop hin, dass sech duerch dës Reegelung sou munches zum Positive verännert huet. De Verlaf vun ongesonde Liegensmëttel ass zréckgaangen an d'Hersteller hunn hir Recepturen souguer ugepasst an de Gehalt vum Zocker reduzéiert, fir eebe grad ze vermeiden, dass hir Verpackunge mussen neutral gestalt ginn. E ganz interessanten Usaz also, deen och derzou gefouert huet, dass um Maart sech eppes gedoen huet.

Zocker huet awer net nëmmen Auswierkungen op eis physisch Gesondheet, mee och op eis mental Gesondheet. Studie weisen, dass eng zockerräich Ernährung mat engem méi héije Risiko fir Depressiounen an Angschtzustänn verbonden ass. Nom High kënn den Down.

Awer net nëmmen den Zocker ass e Problem, mee och ze vill Fett. Derbäi kënn, dass vill Mënsche sech ze wéineg bewegen – och dat gouf scho gesot – a keen oder vill ze wéineg Sport maachen. Datt dat och net ëmmer sou einfach ass, Sport ze maachen, dass ass richtig. Dowéinst ass eng gutt Work-Life-Balance néideg – et kann ee bal soe wichteg –, well Sport deet nämlech net nëmmen eisem Kierper gutt, mee en deet och eisem Geescht gutt, eiser mentaler Gesondheet.

Une voix | Ganz richtig.

M. Sven Clement (Piraten) | Wichteg ass och, kleng Kanner scho sou fréi wéi méiglech fir de Sport ze beegeschteren. Mir haten dowéinst an eisem Walprogramm gefuerdert, dass d'Schoulen an d'Betreiungsstrukturen eng Strategie a Modeller fir Programmer mat physischen Aktivitéiten iwwert de ganzen Dag verdeelt ausschaffen. Dës Programm sollt als ganzheetlech Konzept geduecht ginn, vum Schoulwee iwwert den Enseignement bis an d'Fräizäit no der Schoul. Mir mussen d'Kanner méiglechst fréi dru gewinnen, Bewegung a Sport an hiren Alldag ze integréieren, an hinne sou d'Freud an der Bewegung scho fréi nobrénge, well wann een als Kand gewinnt ass, Sport ze maachen, da bleift een och als Erwuessene méi heefeg sportlech aktiv.

An och do sinn d'Gemengen e wichtegen Acteur. A virdu gouf scho ganz vill iwwert de Coordinateur sportif geschwat, dofir ginn ech do elo net weider drop an. Et wär awer wichteg, deen nach weider auszubauen, méi Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, och wa se mat Eegemëttel do vläit e bësse knapp bemouss sinn.

Laangfristeg géif méi Sport an eng méi gesond Ernährung eisem Gesondheetssystem zegutt kommen, well mer d'Verbreedung vun eise sougenannten Zivilisationskrankheete wéi Obesitéit, Häerz- a Kreeslafkrankheete kéinte reduzéieren, wat dann och laangfristeg eiser Gesondheetssystem géif guttduen.

An dat gesot, ass dat hei, mengen ech, en Theema, wat vill, vill méi grouss ass, wéi een an enger Stonn kann thematiséieren, wéi een an dräi Stonnen kann thematiséieren, mee et brauch een en Whole-of-Government-, en Whole-of-Population-Effort u sech, fir dee Problem vun der ze décker Populatioun unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Präsident | Merci, Här Clement. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här Präsident. Jo, ech denken, dass mer awer elo gutt sinn, wa mer annerhallef Stonn hei driwwer geschwat hunn iwwert dee Sujet a virun allem och d'Äntwerte vun der Regierung dann héiere wäerten, wéi si sech zu deene verschiddene Stellungname wäerte positionéieren, wou et jo och ganz vill Saache gëtt, déi sech iwwerdecken.

Ech wéilt awer als Alleréischter dem Här Biancalana Merci soe fir d'Initiativ vun der LSAP, well dës Debatt effektiv d'Fanger an eng gesellschaftlech Wonn leet. Obesitéit ass e Problem mat ënnerschiddlechen Ursachen an Aspekter, déi een awer allgemeng zesummefaasse kann, andeem ee seet: Mir liewen och an engem gesellschaftlechen Ëmfeld, dat Iwwergewicht an Obesitéit strukturell férdert. Dat weisen, ouni se elo widderhuelen ze mussen, d'Zuele souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi awer och an eisem europäeschen Ausland an iwwerhaupt och an aneren OECD-Länner.

Awer et muss een natierlech – an dat hunn och vill Virriedner gesot – nuancéieren, wann ee vun Obesitéit méi schwätzt. Et gëtt eng Dimensioun, déi wierklech eng geneetesche Bedéngtheet viraussetzt. An et gëtt eng Dimensioun, déi éischter um Verhalen festzemaachen ass. A grad beim Verhalen ass et ganz dacks esou, dass ee wierklech muss oppassen, dass ee Leit, déi grad dorënner leiden, net nach weider stigmatiséiert.

Obwuel déi Nuancen also mussen a Betruecht geholl ginn, ass Obesitéit tatsächlech korreliert mat sougenannte „Lifestylekrankheeten“, déi am Fong, an dat ass dat trauregt, vermeidbar sinn: Häerzkreeslafkrankheeten, héije Bluttdrock, Zockerkrankheet, ettlech Zorte vu Kriibs. Och wann dës Krankheeten eise Gesondheetssystem belaauchten, belaauchte se am meeschten déi Leit, déi drënner leiden. An dat sinn an deenen allermeeschte Fäll déi Fragillst a Vulnerabelst ënnert eis: Kanner, aarm an ugeschloe Leit. Mir gesinn en plus, dass dës Tendenz an Zukunft riskéiert, sech nach ze verschlechteren, souwuel hei am Land wéi an Europa.

Obesitéit huet awer ënnerschiddlech Ursachen an duerfir si mir fir eng Approche, déi zilbewusst op verschiddenen Niveaue virgeet, ouni d'Gesamtbild aus den Aen ze verléieren.

Éischters: Et ass allgemeng bekannt, dass d'Liewensmëttelindustrie am Allgemengen an d'Fastfood-Industrie am Speziellen hir Produkter esou kreéieren, dass se genau deem Mix vu Séissem, Fettegem a Salzgem entsprechen, deen aus evolutionäre Grënn fir eis schwéier ze widderstoen ass.

An den Haaptakzent läit eeben hei net dorobber, Liegensmëttelprodukter hierzustellen, déi eise Bedürfnesser no Mineralien a Vitaminen entsprechen oder eis wierklech dauerhaft siedegen.

A well mer eis eeben an enger kapitalistescher Maartwirtschaft befannen, ass et also deene Firmen erlaabt, mat eiser Gesondheet ze spillen, fir hir eege Profitter ze maximéieren, an dat op Käsche vun der öffentlecher Hand an op Käsche vun eise soziale Sécherungssystemer, zu deenen eeben och eise Gesondheetssystem gehéiert, ouni dass déi Firme jeemools d'Verantwortung fir hiren negative gesellschaftlechen Impakt mussen iwwerhuelen.

Mee et ass eppes, wat eisem System inhärent ass: ëmmer méi ëmmer méi bëleg ze produzéieren mam Zil, d'Leit ëmmer méi dovunner konsuméieren ze loosseren.

An d'Bëllegkeet vu Fastfood a manner narräicher Alimentatioun suergt och derfir, dass hautdesdaags e klore Lien besteet tëschent Aarmut an Obesitéit. Well Mënschen, déi all Euro dräimol mussen ëmdrënen,

fir iwwert d'Ronnen ze kommen, hunn dacks eebe keen oder just kaum e Choix, ewéi op déi bëllest Iessprodukter zréckzegräife fir sech selwer an och fir hir Famill, an dat sinn dann alt dacks d'Kanner.

Mir kéinten elo laang driwwer diskutéieren, ob esou e wirtschaftleche Kader iwwerhaupt sënnavoll ass, an ech mengen, dass Der eis Meinung dozou kennt, awer dat mannst, wat d'öffentlech Hand kéint maachen, ass, fir dem Afloss vun där Industrie entgéintzewierken, an dat duerch eng Kombinatioun vu Steieren, Ënnerstützung vun der biologescher Landwirtschaft, Oprechterhale vu strikte Liewensmëttelstandarden an eng stänneg Kooperatioun um europäeschen Niveau, fir déi Standarden dauerhaft ze garantéieren respektiv fir se souguer nach weider no uewen unzepassen.

Zilorientéiert Steiermechanisme kéinten tatsächlech déi wierklech gesellschaftlech Käsche vun ongesondem Iesse respektiv den Notze vu gesondem Iessen, vun industrieller a vu biologescher Landwirtschaft méi korrekt duerstellen. An dat géif dann och zu anere Präisser féieren.

An deem Sënn huet och de LISER virgerechent, dass eng Zockersteuer op Sodagedrénks, wéi se zum Beispill am Chile agefouert ginn ass, duerchaus zwar e modesten, mee awer trotzdeem e realen Impakt kéint hunn och zu Lëtzebuerg.

Et gëtt och verschidde Mechanismen, déi et de Staate géifen erméiglechen, biologesch Iesse méi bëleg a Produkter aus der industrieller Landwirtschaft méi deier ze maachen, well leider ass dat jo am Moment nach ëmmer de Géigendeel. Wat bëleg ass, ass generell éischter ongesond, a wat gesond ass, ass méi deier. An dat mécht Iessen also selwer quasi zu enger Klassefro. An dat, obwuel d'biologesch Landwirtschaft de Buedem weesentlech manner beschiedegt a verschmotzt wéi déi industriell.

Duerfir misst zumindest an allen öffentlechen Institutiounen, ob Schoulen, Spideeler, Kantinen et cetera konsequent nëmmen dass Iessen zur Verfügung stellt ginn, dat och eisem Kierper guttdeet an dat aus biologeschem an am Idealfall lokalem Ubau kënn.

Déi selwecht Froe stelle sech – an et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn – bei der Etikettéierung vu Produkter. Also bei der Aart a Weis, wéi verschidde séiss oder salzeg Produkter fir Kanner attraktiv gemaach ginn an och wou se op wéi enge Plazen an de Geschäfte ausleien.

D'Leit sollen natierlech fréi sinn, dass z'essen, wat se wëllen, awer wat de Staat öffentlech guttheescht a woufir und staatlech Suen ausgi ginn, soll nëmmen dat sinn, wat de Bierger an der Gesellschaft och laangfristeg eppes bréngt.

Zweetens – an dat ass e Facteur, dee vläicht elo hei an der Debatt nach net grad esou dacks ugeschwat ginn ass –: Mir hunn eng Medezinn, déi zwar ganz effikass ass, wann een en Accident oder identifizierbar Wonnen huet, déi geheelt mussen ginn, awer erstaunlech onwierksam nach ëmmer, wann et ëm Preventioun geet. Och haut léieren – hunn ech mech selwer beléiere gelooss – Medezinnstudente kaum eppes iwwer Nutritioun oder Sport, och wann do d'Fuerschung kloer en direkte Lien tëschent dem Liegensstil a gewësse Krankheeten nogewisen huet.

Här Präsident, Obesitéit kann och eng individuell Geschicht zréckzeféiere sinn. Eng Geschicht, déi geprägt ass vun eventuellen Erliefnesser, vun Trauma, vu Gewalt oder och Trauer. D'Fuerschung huet och gewisen, dass a gewëssene Fäll Korrelatiounen existéieren tëschent Obesitéit an traumateschen Ereegnesser.

Mir kennen awer och alleguerten dee wuertwiertleche Frust, deen een a sech erafrësst, wou ee liicht an engem Däiwelskrees lant an et zu engem suchtläiche Verhale kënn: Ech iessen ze vill, well ech mech schlecht fillen. An ech fille mech schlecht, well ech ze vill iessen.

D'Schimmt, déi d'Leit hei empfanne wéinst de gesamtgesellschaftleche Virurteeler géigeniwwer vum Iwwergewicht, verschlémmert d'Saach nëmmen nach méi.

An och hei ass eng multidimensional Approche néideg, wou Leit virun allem och méi Accès kréien zu psychotherapeutischer Behandlung, awer och zu alimentärer Berodung a sportlecher Ënnerstützung.

Véiertens – an dat ass e generelle Phenomeen –: Et feelt ville Leit net nëmmen u Moyenen, sech méi gesond ze ernären, mee och u Zäit, der eegener Ernährung méi eng grouss Wichtigkeet ze ginn. Och dést ass eng negativ Auswirkung vun deem berüünten Hamsterrad, an deem sech vill Mënsche gefaange fillen. Mir gi getrimmt, net nëmmen ëmmer méi ze produzéieren, mee och ëmmer méi an ëmmer méi kuerzer Zäit ze konsuméieren.

Här President, ech denken, dass ee sech sollt fir eng holistesche Approche asetzen, déi all déi schonn erwänt strukturell Facteuren, dat heescht souwuel de sozialen Hannergrond wéi och den Afloss vun der Liewensmëttelindustrie, der Medezinn, der Landwirtschaft, der Psychologie, sollt zesummen denken a gemeinsam a Betruecht huelen. An ech denken och, dass e weesentlechen Effort nach misste gemaach ginn an der Landes- oder an der Stadplanung zu Lëtzebuerg, fir eis Stied esou foussgängergerecht a foussgängerfrëndlech wéi méiglech ze gestalten. De resilienten ëffentlechen Transport ass een Element, wat eis definitiv géif hëllefen, eis Stied no an no zu Walking Cities ëmzestalten.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum Merci. An dann hunn ech nach den Här Gérard Schockmel op der Riednerlëscht stoen. Här Schockmel, ech maachen Iech just drop opmierksam, dass Der nach vun der DP-Zäit dräi an eng halfe Minutten hut, fir Är Meenung doriwwer zum Ausdrock ze bréngen. Här Schockmel, Dir hut d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Ech wollt nach e bësse komplementéieren zu deem, wat gesot ginn ass. Also Iwwergewicht, natierlech denkt een u Sport an u Ernährung, mee et gëtt och nach aner Iwwerleeungen, déi och kënnen zu Aktiounen féieren, déi ee muss am A behalen.

Also emol fir d'éischt ass et jo frappant: Jonk Leit, Kanner, déi iwwergewichteg sinn, hunn en héije Risiko, fir herno zu iwwergewichtegen Erwuessenen ze ginn. An dat gëtt also e Problem, dee se dann hiert ganz Liewen ënner Ëmstänn mat sech droen.

Wat awer och muss ze denke ginn, dass ass, dass schonn an esou fréiem Alter déi Iwwergewichtegkeet entsteet, well normalerweis ass de Metabolismus vun Kand relativ intensiv an do gëtt natierlech och ganz anescht nach verbrannt, wat d'Kalorien ubelaangt, wéi dat beim Erwuessenen ass. Mir hunn als Erwuessener en Erhaltungsmetabolismus. Mir müssen einfach erhalen, wat mer hunn. Mee een, dee wísst, deen innerhal vu kuerzer Zäit säi Gewicht verduebelt, seng Gréisst verduebelt, deen huet en anere Metabolismus. Dat heescht, et muss engem ze denke ginn, dass schonn an deene jonke Joren eng Iwwergewichtegkeet do ass.

An da gëtt et och Hiwaiser, déi domat ze dinn hunn, dass ee sech muss froen, wann och aner Krankheeten ëmmer a méi jonke Jore kommen, awéiwäit net déi Generatioun virdrun, de Stoffwiessel vun der Mamm, d'Ernährung vun der Mamm scho während der Schwangerschaft, eng Roll spillt. Et ass kloer, wann eng Stoffwiesselstéierung, zum Beispill Diabeetes, bei der Mamm virläit, dass dat scho problematesch ass. Mee och d'Ernährung, do muss een dovun ausgoen, während der Schwangerschaft kann duerchaus eng Roll spillen.

Elo wollt ech dann nach dräi Punkten opzielen, wou een duerchaus och kann Aktiounsakzenter setzen. Dat eent ass d'Gebuert: Et muss ee schonn ënnerscheeden tëschent enger natierlecher Gebuert an engem Kaiserschnëtt. Beim Kaiserschnëtt fënnt jo keng normal Besiidlung vun der Kand duerch d'Bakterie vun der Mamm statt, wann et duerch de Gebuertskanal geet. Dat heescht, d'Kand besidelt sech da mat deene Keimen, déi grad, wann et am Spidol ass, am Zëmmer sinn an an der Umgebung.

Mir wëssen awer, dass d'Besiidlung an datt natierlech déi bakteriell Mikroflora eng grouss Roll spillen, well esou kann een zum Beispill aus der Daarmflora, ouni dass ee sech d'Persoun kennt, schonn ofliesen, dass et eng iwwergewichteg Persoun ass – just aus der Daarmflora. Dat heescht, hei ass sécherlech e gutt Argument, fir ze soen, dass ee muss erofgoen, wat d'Zuel vun der Kaiserschnëtt ubelaangt.

Deen zweeten Aspekt ass natierlech d'Stellen. Och d'Stellen ass eng Protektioun fir d'Kand. Och do sinn natierlech Laktobazillen, déi kënnen iwwerdroe ginn. Et ass de Kontakt, den Hautkontakt mat der Mamm. Also och d'Stellen ass natierlech eng Protektioun.

An dann den drëtten Punkt sinn Antibiotika. Ech mengen, Antibiotika, déi kënnen innerhal vun enger Kuer d'Daarmflora futtimaachen. Do gëtt et och Etüden, déi weisen, dass eng kéier Antibiotika geholl virum zweeten Liewensjoer, dass ka laangfristeg Stéierung ginn, Risiko fir Iwwergewicht, awer och fir Diabeetes, fir chronesch entzündlech Daarmerkrankungen, allergesch Erkrankungen. A fir dass déi Daarmflora sech erkrëtt, ass net einfach. Zum Beispill, wann e Kand eng kéier am Joer Antibiotika kritt, ass et méiglech, dass d'Daarmflora sech guer net méi kann erkréien.

Dat heescht, dass sinn elo dräi Aspekter: Gebuert, natierlech Gebuert versus Kaiserschnëtt; da stëlle versus net stëllen, méi laang stëllen, wat natierlech vu grousser Virdeel ass; an och bei de Medikamenter, speziell ... Et ass meeschtens d'Mittelohrentzündung, wou dann Antibiotika verschriwwen ginn. Mee Antibiotika si ganz problematesch, grad bei klenger Kanner, fir eng Daarmflora.

An dat sinn dräi Aspekter, wou ee ka geziilt och usetzen, a menger Meenung no missten déi och zu engem Aktionsplang gehéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Schockmel.

Domat wär d'Lëscht vun der Riedner ofgeschloss an dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Gesondheitsministesch.

Prises de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | ... a fir sozial Sécherheet.

Merci, Här President. Merci all menge Virriedner. Eigentlech kéint ech elo ganz séier sinn a soen: Et ass

schon alles gesot ginn an ech erklären Iech elo, wat mir da maachen.

Mee well de Sujet awer esou wichteg ass a mir och am Accord de coalition stoen hunn, dass mer d'Santé préventive géifen op dee selwechten Niveau setze wéi d'Santé curative, denken ech awer, dass et sénnvoll ass, e bësse méi laang op de Sujet anzegoen.

Et ass awer net nëmmen Obesitéit, op déi ee misst agoen. Et misst een och op den Alkohol agoen, op den Tubak agoen. Tubak hu mer de Mëtteg jo nach um Ordre du jour. Mee well awer den honorabelen Deputéierten Dan Biancalana sech op d'Obesitéit beschränkt, wäert ech och nëmmen iwwert d'Obesitéit schwätzen.

Laut OMS – an de BMI hu mer haut schonn héieren –, gëtt et fir d'éischt emol d'Stuf „iwwergewichteg“. Dass ass e BMI vu 25. Mir hu gesot kritt de Mëtten och, dass een do da säi Gewicht respektiv seng Mass – physikaesch richteg – dividéiert duerch de Karee vun der Gréisst a Meeteren. Wann dann do iwwer 25 erauskënnt, dann ass een iwwergewichteg. A wann iwwer 30 erauskënnt, dann ass een obèse. Awer dat ass just en Indicateur.

(Interruption)

Eigentlech ass Obèse-sinn eng chronesch Krankheet. Dass heescht, déi muss en Dokter feststellen. An dat ass eng anormal an exzessiv Accumulatioun vu Kierperfett, wat der Gesondheet ka schueden, déi op ville Facteure ka berouen, an d'OMS nennt der zéng als Ausléiser. Verschiddener sinn de Mëtteg scho genannt ginn.

Deen éischten, deen an der OMS-Lëscht steet, ass d'Geneetik, dass heescht eng Predispositioun; dann alles, wat ronderëm d'Gebuert geschitt – do ass den Dokter Schockmel elo kuerz drop agaangen –; dann awer och aner Krankheeten a verschidde Medikamenter, déi dat kënnen ausléisen; Gewunnechten, fir sech ze ernären – hu mer de Mëtteg schonn oft héieren –; Manktum u physischer Aktivitéit; e sedentaire Style de vie; dann d'Ëmwelt – wou mer de Mëtten och kuerz drop agaange sinn –; de soziale Background – sinn ech éischer an enger Gesellschaft ënnerwee, déi dat kënnen ausléisen; oder sinn ech an enger Gesellschaft ënnerwee, déi éischer aner Suergen huet? –; Stress, Manktum u Schlof, Nuetsaarbecht; dann d'Gefill vun Hongerhunn, wat een net ka stëllen; an dann – wéi elo just och gesot ginn ass –, d'Daarmflora spillt do eng Roll.

Nieft den Ausléiser muss een awer och en An op d'Konsequenzen hunn. De Risiko vun Diabeetes 2 – net ze verwiessele mat Diabeetes 1, wat eng Autoimmunkrankheet ass –, ass vill méi grouss, mee och Häerzkrankheeten a verschiddene Zorte vu Kriibs kënnen éischer ausgeléist ginn.

Wa mer héieren hunn, dass ee Kand vu fënnef de Moment iwwergewichteg ass, hu mer awer seelen héieren de Mëtten, dass och een Erwuessener vun dräi an déi Kategorie fält. An et gëtt net wierklech besser.

D'Ausléiser erkennen a verhënnere respektiv schlëmmer Krankheete vermeide, dass nennt ee Preventioun. Mécht een dat net, da muss een d'Konsequenzen erdoen a behandelen, an dat belaascht de Gesondheetssystem.

Och wann d'Geneetik kann ee Facteur sinn, deen derzou bäidréit, dass ee méi fréi iwwergewichteg gëtt, sou kann ee géint déi néng aner Facteure selwer eppes maache respektiv ass et d'Aufgab vun enger preventiv ugeluechter Gesondheetspolitik, fir do aktiv ze ginn.

Bei deene klenger Kanner, do ass Lëtzebuerg am Fong um internationale Plang e Virreider. An eise

Maternité gëtt systematesch op d'Promotioun vum Allaitement gesat, an esou wéi d'OMS et recommandéiert, ass festgestallt ginn, datt dat scho fréi Iwwergewicht ka verhënnere.

Da ginn eis nei Äerdebierger vum éischten Dag u bis hiren zweeten Geburtsdag enk begleet, andeems hir Eltere finanziell Incitatiffe kréien, wa si reegelméisseg an d'Kontrolle bei de Pediater ginn. An och do ginn eis Kannerdokteren aktiv, fir mat den Elteren an d'Gespréich ze kommen an hinne bei der richteger Ernährung mat Rot an Dot kënnen zur Säit ze stoen.

No der Aschoulung hält dann d'Médecine scolaire d'Relève a kontrolléiert all zwee Joer, ënner anerem, d'Gréisst an d'Gewicht vun de Kanner. A wann do de BMI opfälleg ass, da kréien d'Elteren e Bréif mat op de Wee, fir sech Rot ze huelen.

Zu de jonke Leit: Den Dispositif leeft dann, bis déi Kanner jonk Erwuessener sinn, dat heescht bis op Première. Sou gouf an der Vergaangenheet probéiert, virzebeugen, mee wéi mer gesinn, kënnen mer domadder net alles riichtbéien.

Den Audit vum Professor Michaud, deen de Mëtteg schonn ugeschwat ginn ass, huet eis mat op de Wee ginn, aus der Médecine scolaire eng Santé scolaire ze maachen. Wann een dat wëll ëmdenken, wat de Professor proposéiert huet, da muss ee méi cibléiert op d'Kanner an déi jonk Leit agoen, déi schonn iwwergewichteg si respektiv aner Problemer weisen, an déi systematesch Routine mat den zweejärege Kontrolle muss ersat ginn duerch e méi individuell ugepasste Kader.

An Zesummenaarbecht mat alle Partner – CEPAS, Santé scolaire, Éducation physique, Éducation à la santé –, dat heescht, dem Ministère vun der Santé an der Sécurité sociale, dem Educatiounsminister an dem Sportminister wäerte mer do fächeriwwergreifend aktiv ginn. Mat dese Mesüre kréie mer eventuell souguer sozial Onglächheete besser an de Grëff. Duerch ee méi enke Suivi kënnen och Stress, Schlofmanktum an Nuetsaktivitéit bei Jonken entdeckt ginn, Iessgewunnechten diskutéiert a Sport systematesch an hiren Alldag agebaut ginn. Vläch ass dann déi nei Generatioun, déi esou ee kompletten Zyklus duerchlaf huet, manner dem Problem vun Iwwergewicht respektiv der Obesitéit ausgesat.

Bei den Erwuessenen, dat heescht bei deene manner Jonken, déi mer net iwwert d'Schoul errechen, kann d'Allgemengheet duerch d'Promotioun vu gesonden Iessgewunnechten, manner Zocker, manner Alkohol, manner Tubak oder soss Substanzen, déi ofhängeg maachen, an, wéi scho bei de Kanner, méi reegelméisseg Aktivitéit, derzou beweegt ginn, sech méi proaktiv mat hirer Gesondheet ausenannerzusetzen.

An hei ass de Moment e grouse Bedarf, well laut dem Global Observatory for Physical Activity si ronn 40 % vun de Lëtzebuerger kierperlech inaktiv, dat heescht, eigentlech e bësse méi wéi d'Hallschent aktivéiert sech an déi aner Hallschent hu mer inaktiv. Mir sätze ronn fënnf Stonnen den Dag a bal 10 % vun den Doudesfall sinn op kierperlech Inaktivitéit zréckzeféieren. Duerfir, egal ob 30 Joer oder 80 Joer, egal ob méi oder manner kierperlech geplot: Bewegung zielt!

Zesumme mat der FLASS an dem Sportministère si mer amgaang, un engem Konzept ze schaffen, fir och déi Leit, déi duerch d'Krankheet net méi esou motivéiert sinn, fir aktiv ze sinn, rëm a Bewegung ze kréien. E Groupe de pilotage ass amgaang, fir e Concept de prescription d'activité physique en place ze setzen: Bewegung op Rezept. Den Dokter, deen de Patient jo am beschte kennt, dee schafft mat him zesummen aus, wéi eng Aktivitéit op hie passt an

assuréiert dann de Suivi. De Sportminister wäert a senger Interventioun nach méi am Detail drop agoen.

Hei ass awer och Plaz, fir op de Projet Maison de santé et des sports anzegoen, well deen hu mer och nach eng Kéier mat de Stakeholders diskutéiert, a sou wéi de Projet do louch, war en net ausgeräift an net flächendeckend en place ze setzen, a mir hunn de Moment emol dovunner ofgesinn, fir deen dëst Joer ze realiséieren, a kucken zesummen, mat dem Sportministère, fir méi Aktivitéit allgemeng ze kréien, an net op enger Plaz eng Maison des sports opzubauen.

Wann dann all Strécker räisse vun der Preventioun, da muss mer kurativ aktiv ginn. An och do sinn eng Rei Mesüre schonn en place. Mir hunn d'Clinique de l'obésité am CHL, déi och e Grupp besonnesch fir Jonker en place gesat huet. Dat ass eng Équipe pluridisciplinaire, déi net nëmme kuckt, datt ee richteg ässt, mee déi och kuckt, datt ee mental richteg encadréiert ass, datt een de richtege Suivi kritt. An d'CNS hält dat ee Joer en charge. Plus/minus 500 Patiente ginn duerch déi Clinique de l'obésité an nëmme 10 % hunn do en Abandon.

D'Réseaux de compétences, déi ugeschwat gi sinn, déi ënnert der viregter Regierung ugeduecht gi waren, sinn nach net accordéiert, well nach net all Piëcen, all Parcoursen definéiert sinn, an do si mer amgaang, de Finetuning ze maachen, datt dat esou séier wéi méiglech am Laf vun Joer en place ka gesat ginn.

Dann ass och de Programm ugeschwat gi „Gesond iessen – Méi beweegen“. Dat ass eigentlech e preventive Plang, dee muss evaluéiert ginn. Mir hunn déi éischt Evaluatiounen gemaach a wäerten zum Ofschloss vum Plang 2025 kucken, wéi et do weidergeet. Iwwert dee Programm si Sensibilisatiounsaktiounen an de Crèchen a Maison-relais gemaach ginn an och bei anere Gruppen, déi dodrunner interesséiert waren. A si hunn e ganz kompletten Internetportail en place gesat, wou een all Informatiounen ronderëm de Plang fënn.

Dann ass och zënter enger Rëtsch Joren e Suivi diététique en place, wou d'Leit d'Consultation diététique bezuelt kréien iwwert d'Krankekeess.

Als Konkusioun, esou wéi meng Virriedner scho soten: Obesitéit ass keng Fatalitéit! Et ka geneetesche bedéngt sinn, muss et awer net sinn, well déi néng aner Facteure kënnen mer levéieren a kënnen mer aktiv ugoen.

Den Interpellateur hat nach d'Fro gestallt: Ass d'Regierung sech dem Problem bewusst? Ech mengen, meng Ausféierungen hu gewisen, datt d'Regierung sech dem Problem bewusst ass.

Léisungen, fir am soziale Milieu aktiv ze ginn: Wa mer et fäerdgebréngen, aus der Médecine scolaire en Dispositif de santé scolaire en place ze setzen, wou mer all d'Kanner errechen an net nëmme cibléiert dann déi mat engem sozial schwaachen Hannergrond. Well de Problem ass eigentlech iwwergreifend, mat engem Schwéierpunkt op dem sozialen Hannergrond, dann erreche mer se alleguerten.

Weider Usätz, fir Depensen ze verhënnere: D'Essenz vun der Preventivpolitick ass, Depensen ze verhënnere an Kurativen.

De véierte Punkt, Éducation à la santé, hat ech schonn ugeschwat, an d'Maisons sport-santé hunn ech och ugeschwat.

Als Konkusioun: Wat kënnen mer als Gesondheitspolitiker maachen? Den Dispositif de santé publique ronderëm eis Kanner stäerken an individualiséieren, ëmmer erëm den Akzent setzen op gesond Ernährung

mat konkrete Beispiller, Promotioun vun enger gesonder Portioun Beweegung maachen an Ofhängegkeete reduzéieren, dat heescht: Fëmmen, Alkohol an aner Substanzen, déi jo ofhängeg maachen, evitéieren. Bref, wéi ee vun de Virriedner gesot huet: eng Approche holistique an der Preventioun.

Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Sportminister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Gesondheitsministesch, merci fir dësen opschlösseräichen Abléck an déi aktuell Entwécklungen!

Effektiv – an Dir hutt et richteg erkannt – huet de Sportministère direkt iwwer e puer Weeër d'Méiglechkeet, déi richteg Impulser ze ginn, fir d'Obesitéit an eiser Gesellschaft ze bekämpfen. Well d'Situatioun ass uerg, si ass ganz uerg, virun allem bei Kanner a Jugendlechen, an, wéi d'Gesondheitsministesch scho gesot huet, och bei Erwuessenen.

Ier ech elo op déi eenzel Achsen am Detail aginn, wëll ech ganz kuerz op d'Aufgabeberäicher agoen, déi déi nei Regierung fir de Sportministère definéiert huet. Dëst sinn Aufgaben, déi, wéi Der festgestallt hutt, iwwert de Beräich vum Sport eleng erausginn, eebe grad, fir mat enger transversaler Approche méi effikass Léisungen op gesellschaftlech Phenomeener wéi d'Obesitéit ze fannen.

De Sportministère huet, zesumme mat senger Verwaltung, d'Aufgab, eng gesamtgesellschaftlech orientéiert Sport- a Bewegungspolitik ëmzesetzen. Nëmme esou kënnen mer d'Potenzial vum Sport a vun der Bewegung – an ech betounen dat: a vun der Bewegung – an all hire Facetten ausschöpfen, fir eis Jéngst bis awer och eis eelst Matbiergerinnen a Matbierger. Deementspriedend steet et och am Kapitel vum Sport am Koalitiounssaccord: Den Term „activité physique“, also Bewegung, gëtt bal esou dacks gebraucht wéi den Term „sport“. D'Bedeutung dovun ass deemno evident.

Eng Etüd huet gewisen, dass et ëmmer nach besser ass, ze schwéier ze sinn a sech ze beweegen, wéi net ze schwéier ze sinn a sech net ze beweegen. All Effort, dee mir deemno an d'Richtung vun der Bewegung maachen, ass also wichtig a crucial. De Contraire dovun, also d'Sedentaritéit an d'Inaktivitéit, huet fatal Follge fir eis Gesondheet. Et gëtt also héich Zäit, dass dëser Epidemie vum 21. Joerhonnert unhand vun effikass Moosnamen entgéintgewierkt gëtt. D'Inaktivitéit an hir Suite sinn nämlech en Tsunami, dee scho laang rullt a Gefor leeft, iwwert eis ze rullen.

Déi nei Regierung huet dës Urgence erkannt an zesumme mat der Santéministesch wäerte mer eis Verantwortung och iwwerhuelen. Follgend Mesüeren, déi am Koalitiounssaccord festgehale sinn, si wichtig fir souwuel déi primär, sekundär oder och tertiär Preventioun am Zesummenhang mat der Gesondheitsförderung vun eiser Gesellschaft.

Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell ronn 1.300 Sportveräiner, an deene méi wéi 130.000 Biergerinnen a Bierger eng Lizenz hunn. Als Regierung wäerte mir dësen impressionnante Reseau a Réckgrat vun Lëtzebuerg Sport gezielt stäerken, fir dass d'Veräiner hir Offer kënnen erweideren, an dat natamment a Richtung Gesondheits- a Fräizäit- a Preventiounssport.

Sport a Bewegung gi mat Attributer wéi Freed, Motivatioun, Leeschtungsberetschaft, Passioun, Kënnen, Chancglächheet, Zesummenhalt, Zesummeliewen,

Gesondheet, Integratioun, Respekt a Frëndschaft verbonnen. All dës Valeuren, op déi eis Gesellschaft opbaut, ginn am Sport gelieft, an déi si mir och als Sportminister immens wichteg. De Sport ass a bleift eng Schoul fir d'Liewen.

Sech an der Gemeinschaft beweegen, zesummen trainéieren an aus dëser Gruppendynamik eraus e gesunde Liewensstil ze férdere, huet laangfristeg positiv Retombée fir eis Gesellschaft. A wien hëlleft eis dobäi, dës Dynamik ze férdere? Dat sinn d'Traineren! Gutt ausgebildeten Traineren, déi all Dag derfir suergen, dass Jonk an Al Freed un der Bewegung hunn, déi derzou bäidroen, dass Sport- a Bewegungsprogrammer um Terrain positiv erlief ginn, an dëst ënner anerem duerch wäertschätzenden a positive Feedback op Basis vun enger individueller Bezugsnorm.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass d'Beruffer am Sport an d'Zesummenaarbecht mat der Éducation nationale an dem Héichschoulministère och entwéckelt ginn. D'Zil dovun ass et, dass souwuel d'Qualitéit wéi awer och d'Quantitéit vun enger gudder encadréierter Sports- a Bewegungsoffer kënnen erhéicht ginn.

Am Moment hu mer leider net genuch qualifizéiert Traineren a Moniteurs oder Coachen um Terrain, fir der Demande un enger héichwärteger Bewegungsoffer kënnen gerecht ze ginn; sief dat an de Veräiner, de Gemengen, de SEAen an den Altersheemer.

Duerch d'Entwécklung vun de Beruffer am Sport, déi vun den Aarbechtskonditiounen hier interessant an erstriewenswäert sinn, wäert an deem Kontext Remedur geschaaft ginn. Natierlech mussen d'Profiler och hirer Qualifikatioun entsprechend bezuelt ginn. An deem Kontext wäerte mir de Subside qualité+ iwwer e Gesetz fir déi finanziell Ënnerstützung vun de Veräiner reforméieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Secteur vum Sport an der Bewegung huet also enormt Potenzial, fir Preventiounsarbecht ze leeschten. Duerch Investissementer am Kader vun der Preventioun erreche mir an der logescher Konsequenz dann och eng Reduktioun vun de Käschte fir d'Sécurité sociale, déi do entstinn.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, de Secteur duerch d'Entwécklung vu sengen organisationelle Capacitéiten esou ze stäerke, dass dat gesamtgesellschaftlecht Potenzial an der Gesondheetspreventioun gräife kann. Leider hunn ech net genuch Zäit, fir am Detail op dës eenzel Mesuren anzegoen, déi mir am Kontext vun der organisationeller Capacitéitsentwécklung wäerten ëmsetzen. Dozou vläicht méi zu engem méi spéiden Zäitpunkt.

Här Biancalana, villmools merci nach eng Kéier fir Är Interpellatioun, déi Dir am Januar 2023 schonn agereecht hutt an déi déi nei Regierung elo séier opgegraff huet, a fir och d'Fro ze stellen, wéi géint d'Stigmatisatioun am Beräich vun der Obesitéit kéint virgaange ginn.

Loosst mech e Beispill ginn, wou a gewëssene Sportaarte méi Gewicht e Virdeel an der Performance ka bedeuten, virun allem dann, wann eis Kanner a Jugendlecher dës Sportarten nei kenneléieren. Ech denken do zum Beispill u Judo, Rugby, Gewiichthiewen oder Worddisziplinen an der Lichtathletik, wou zousätzlech Kiloen e Virdeel kënnen bedeuten, wat déi sportlecht Leeschtung betrëfft. An deem Sënn kënnen gezielte Programmer hëllefen, d'Selbstbild duerch Erfolgungserliefnesser vu betraffene Persounen positiv ze beaflossen a sou d'Chance fir e laangfristegen Engagement an deene Sportarten ze erhéien.

Ech wëll dann och nach op d'Wichtigkeet vum vernetzten Denken an Agéieren am Kontext vu Preventiounsprogrammer géint Obesitéit agoen. D'Thematik ass komplex an, sou wéi d'Gesondheetsministesch dat schonn uganks gesot huet, si ass multifaktoriell. Et geet drëm, vun der Sensibiliséierung iwwert d'Informatioun an da weider iwwert d'Offer vu Programmer derfir ze suergen, dass eise Liewensstil esou ausgeglaacht ass, dass mir net Gefor lafen, iwwerhaapt iwwergewichteg ze ginn.

Op dëser Plaz wëll ech dann och op d'Gemengen agoen, déi niewent de Veräiner eng ganz wichteg Roll spillen. Ech sinn houfreg, dass de Sportministère mam Volet vum Coordinateur sportif en Tool geschaffen huet, fir datt d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge weider kann ausgebaut a gestärkt ginn. Si si wichteg Partner an zesumme wëlle mir derfir suergen, dass d'Offer vun de Sports- a Bewegungsprogrammer weider ausgebaut ka ginn.

De Coordinateur sportif huet iwwerdeems d'Aufgab, um Niveau vun de Gemengen esou ze agéieren, dass d'Sports- a Bewegungsoffer méi villfältig a méi komplett gëtt. Dat Ganzt ass also en Zesummewierken. Nëmme esou kann d'Offer no an no un d'Besoine vun all eise Matbiergerinnen a Matbierger ugepasst ginn.

Net ze vernoléisseggen ass an deem Kontext d'Entwécklung vun de Sportinfrastrukturen. Och do kënt op kommunalem Plang dem Coordinateur sportif eng bedeitend Roll zoen.

Wéi ka sech eng Gemeng generell esou entwéckelen, dass d'Mobilitéit active gefërdert gëtt? Wéi kann ee fräi Plazen esou amenagéieren, dass een d'Kanner intuitiv derzou ureegt, dës Plazen ze accaparéieren a sech dorobber ze beweegen?

Fir dass déi kommunale Sportcoordinateuren net eleng mat der Bewältegung vun dësen Erausforderungen do stinn, wäert ech d'Servicer um Sportsministère an um INAPS esou weiderentwéckelen, dass si hei aktiv Ënnerstützung kënnen leeschten, genau wéi mer de System vun de Subside generell um Sportsministère wäerten iwwerschaffen, fir deene verschiddenen Acteuren d'Méiglechkeet ze ginn, an esou Akzenter an der Fërderung vun hire Sports- a Bewegungsprogrammer ze setzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dëst sinn Investissementer an eis Gesondheet. Fir dës Ziler ze errechen, gëllt et, ressortiwwergräifend ze denken an ze plangen. An ech begrëissen, dass dës Approche ganz am Sënn vun der Approche vun dëser Regierung an och vun der Chamber ass.

Positiv a konstruktiv Reunione goufen et an deem Sënn schonn, wéi d'Madamm Gesondheetsministesch schonn ugedeit huet, mam Gesondheetsministère, awer och mam Educatiounsministère an, net ze vergiessen, och dem Syvicol, wéinst ënner anerem de Coordinateuren sportif an dem Projet „Impuls“.

Loosst mech nach e leschte Gedanken zu der Interpellatioun mat Iech deelen. Och Employeure kënnen wichteg Ureizer schafen, fir d'Bewegung ze férdere. Duerch en Ëmfeld, dat Sport a Bewegung op der Aarbechtsplaz férdert, kann den Employeur géint d'Sedentariétéit virgoen an och esou eppes fir d'Gesondheet vu senger Mataarbechterinnen a Mataarbechter maachen. Dëst reecht vun der Plaz, op där de Printer am Betrieb steet, iwwert d'Installatioun vun enger Dusch, fir de Wee mam Vélo op d'Aarbecht ze férdere, bis hin zu engem reduzéierten Tarif fir en Abo an engem Fitnessstudio an der Géigend vu senger Aarbechtsplaz.

Als Aarbechts- a Sportsminister maachen ech mer Gedanken driwwer, wéi e Konzept kéint ausgesinn, dat e bewegungsfreundlecht Aarbechtsëmfeld férdert an domadder Phenomeener wéi Obesitéit virbeugt. Mir sinn eis allegueren eens, dass mir

d'Thematik vun der Obesitéit zesumme mussen ugoen, fir den aktuellen Trend ze bremsen an ëmzekéieren. Mir mussen d'Preventiounsarbecht ressortiwwergräifend stäerke an e gesunde Liewensstil ënnerstëtzen. Duerch eis kollektiv Ustrengeunge kënnen mer eng nohalteg Verännerung fir kommend Generatiounen errechen.

An da kann ech nach eng Kéier och op d'Fro vun deene verschiddenen Deputéierten agoen. Zum Beispill dem Här Biancalana, deen de GIMB ugeschwat huet, also „Gesond iessen – Méi beweegen“, wou d'Gesondheetsministesch schonn drop geäntwert huet.

De Sportsenseignant am Fundamental an eng Stonn Sport pro Dag, sinn ech an engem Interview gefrot ginn op enger Pressekonferenz. Dunn hunn ech gesot, dass dat natierlech en Dram fir e Sportsproff wier, wann eng Stonn pro Dag Sport wier, a wa Sportsenseignantë kéinten an de Fundamental kommen, mee et ass net am Koalitiounsaccord esou virgesinn. Dofir hunn ech och gesot, dass et misst mat mengem Kolleeg, dem Educatiounsminister, ofgeschwat ginn an dass dat fir mech natierlech en Dram wier.

An dacks gëtt gesot, dass ganz vill Länner dat an Europa hätten, eng Stonn Sport pro Dag, mee et ass just Éisträich, wat et huet; also net därmoosse vill Länner.

D'Madamm Hartmann hat den „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport“ ugeschwat. Dat ass natierlech e Projet, dee mer weider wäerte féieren an dee mer sécher wäerte weider ënnerstëtzen.

Den Här Keup hat „vun 150 op 100 Fussballsveräiner“ ugeschwat. Do sinn natierlech och eng ganz Rei Fusiounen derbäi, déi derzou gefouert hunn, dass et manner Veräiner gëtt. Mee beim Handball a beim Basket ass den Här Keup awer ganz schlecht informéiert, well mam Handball Bartreng a mam Handball Bieles sinn zwee nei Veräiner an der Handballwelt entstanen, genau wéi Berbuerg Eastside Pirates an och BBC North Fox. Dat si Veräiner, déi déi lescht Jore gerénnt gi sinn. Also sidd Der schlecht informéiert.

(Interruptions)

Voilà. Mir sinn emol eng Kéier enger Meenung, Här Keup, dass mer hoffentlech géint Georgie gewonnen an d'nächst Woch dann eng Final an eise Stade de Luxembourg wäerte kréien.

Dir hutt och d'Beispill Island ugeschwat. Island ass och e Land, dat ganz vill fir de Sport mécht, awer och am Moment, a Schwierigkeeten ass a souguer hei beim LIHPS nofreet, wéi mir hei zu Lëtzebuerg fonctionéieren a wéi mir de Sport organiséieren. Also, et ass och an Island net ëmmer alles Gold, wat glänzt.

Da kann ech just dem Här Sven Clement nach soen: Et gëtt keng Excuse, fir kee Sport ze maachen.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass souguer richtig.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dat gesot, wär dann dës Diskussioun domadder ofgeschloss.

6. Ordre du jour (suite)

An iert mer zur Diskussioun an zum Vott vun deenen zwou Motiounen kommen, déi iwwert dës Sujet deposéiert gi sinn, wollt ech Iech just dorop opierksam maachen, datt ech wollt déi Resolutioun, déi den Här Graas am Ufank vun dëser Sessiou hee deposéiert huet, no dem Vott vun dësen zwou Motiounen direkt drunhuelen. Datt jiddweree weess, wéi et elo weidergeet.

7. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société (suite)

Motions

Motion 1

Da komme mer zur éischter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Dan Biancalana. Här Biancalana, wollt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Ganz kuerz. Ech mengen, ech war a menger Interpellatioun drop agaangen, an och déi verschidde Stellungname vun den Deputéierten. An awer och Merci der Regierung, der Gesondheitsministesch an och dem Sportsminister, fir hir Ausféierungen hei op déi verschidde Froen. An ech mengen, d'Motioun, déi reit sech an dee Kader an.

Mir hunn haut héieren, dass engersäits de Volet vun der Obesitéit ganz villschichteg ass an och, mengen ech, eng transversal Approche brauch. Dofir ass en éischte Volet an eiser Motioun hei, dass ee sech och eng global Strategie gétt par rapport zu der Ernährung an dass een déi méi generell jo dann och an de Plan national santé afléisse léisst, fir deemtsprechend deem och méi e grouse Fokus ze ginn unhand och vun der ganzer Komplexitéit, déi se mat sech bréngt.

An ech mengen, ech hat och hei den Invite un d'Regierung ugeschwat: Et gétt verschidde Modeller an eisen Nopeschlänner, a Frankräich respektiv an der Belsch, wat effektiv d'Mesure-fiscallen ugeet, wat effektiv verschidden Alimenter ugeet, déi zockerhaltig sinn, mee awer och Salz an och Fetter enthalten. Et sollt ee sech dat einfach mol ukucken an et deemtsprechend och studéieren. Ech mengen, et gétt Länner, déi hunn dat.

An natierlech dann och den drëtten Tret: einfach d'Opportunitéit evaluéieren, fir esou fiskal Mesüeren ze huelen. Ech hat a menger Interpellatioun jo och gesot, dass een natierlech – ech gesinn, dass och de Finanzminister hei ass, dofir och Merci fir seng Presenz, well ech mengen, et geet net ouni de Finanzminister – och muss kucken, enner wéi enger Form d'Opportunitéit besteet, dat anzeféieren, an dass een dat natierlech och „à échelle européenne“ soll kucken.

Eis Nopeschlänner hunn et: Frankräich an d'Belsch. Bon, déi Däitsch hunn effektiv méi op d'Fräiwellegkeet gesat, mee et soll ee sech op alle Fall esou enger Diskussioun deemtsprechend och net verschléissen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. An deem éischte Punkt vun der Motioun gétt déi Ernährungsstrategie gefrot. Mir begréissen dat. Mir gesinn och, dass dat politikiwewergräifend ass, dat heescht, a verschidde Ministèren. Dofir si mer awer méi skeptesch, fir dat an de Plan national santé ze schreien, deen elo 2023 eréischt verëffentlecht ginn ass an eigentlech en route ass, fir deen erëm ze änneren.

Mir gesinn dat an der Landwirtschaftspolitik, mir gesinn dat – et ass jo och eng Alimentatiounspolitik – dann an der Educatiounspolitik. An ech mengen, do muss ee sech d'Méiglechkeet ginn, fir dat esou ze formuléieren, dass dat och funktionéiert.

Dann, wat d'Steier ugeet, si mer wierklech skeptesch, fir dat um Lëtzebuurger Niveau ze maachen. Dofir hu mer och a menger Interventioun nach eng Kéier

erkläert, dass dat wierklech op europäischem Niveau muss gemaach ginn, zesumme mat all de Länner, well dat soss Effekter huet, déi, mengen ech, net zilförend sinn. An dofir proposéieren ech, déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass d'Motioun an zwee vun dräi Invitte ganz sym-pathesch. Bei deem zweeten Invite sinn ech e bësse skeptesch, ob et effikass ass, mee Dir fuerdert eng Studie, dofir kann ech ganz gutt domadder liewen.

Just fir et nach eng Kéier ganz kuerz ze soen: Ech mengen, eng Zockersteuer, wéi Der se an der Motioun nennt, respektiv eng Steuer op Zocker oder op Fett, huet a verschidde Länner zu gemëschte Resultater gefouert. Déi eng schwieren drop, déi aner soen, dat géif ee guer net weiderbréngen. Dat heescht, eng Studie ass, mengen ech, genau dee richtege Wunsch, dofir kënne mer dat Ganzt och matstëmmen.

A beim drëtten Invite, wou Der nach eng Kéier drop agitt, dass ee Mesure-spécifiquë soll huelen, wat Zocker a Fett ugeet: Do hunn ech virun a menger Ried laang ausgeholl, dass mer virun allem müssen iwwert d'Verpackunge schwätzen. Mir müssen doriwwer schwätzen: Wéi maache mer Werbung dofir? Wéi stelle mer et duer? Verstoppe mer den Zocker hanner iergendengem wëssenschaftleche Begrëff oder schreiw mer wierklech drop: „Et ass Zocker dran“?

Ech mengen, och dat si wichteg Aspekter. Dofir ass et ganz wichteg, dass mer eis do net nëmmen eng uniformiséiert Approche ginn, mee dass mer iwwerhaapt emol eng Approche huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also wann ech d'Motioun richtig verstinn, da geet et jo hei net drëms, ze fuerderen, dass eng Zockersteuer soll agefouert ginn, mee et ass zimmlech vag gehal – „à étudier“ an duerno „à évaluer“ –, soudass een do jo dann net weess, wat derbäi erauskënnt. An do kéint ee jo am Fong dann, vu dass et näischt Konkreetes ass, och dermat averstane sinn.

Ech wëll och just soen: Ze soen, dass misst op europäischem Plang gereegelt ginn, dass ass natierlech ëmmer einfach. D'Fro, déi sech stellt, ass jo awer: Ass een derfir oder ass een dergéint? Fir et einfach ofzeginn op den europäesche Plang an dann ze soen: „O, déi kucke mol“, dat ass mer dann e bëssen ze einfach.

Ech si jo net esou gutt informéiert, wat déi Zockersteuer an Europa ugeet, mee et wonnert mech elo e bëssen, dass hei och d'Belsch steet, eis belsch Nopere, well mir kréie jo eis Produkter aus der Belsch. Ech woussst elo net, dass et do géif eng Zockersteuer ginn.

Bon, wann et déi gétt, da wier et interessant, ze wëssen, wat fir Auswierkungen dass déi Zockersteuer an der Belsch schonn op Produkter huet, déi an der Belsch verkaaft ginn. Well déi Produkter, déi an der Belsch verkaaft ginn, si jo déi selwecht wéi déi, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. Huet dat zum Beispill mat sech bruecht, dass am Gedrénks den Zockerundeel erogaangen ass an der Belsch? An deemno jo dann automatesch och zu Lëtzebuerg? Dat wär eng weider Fro.

Bon, summa summarum, vu dass hei näischt Konkreetes gefrot ass, ausser „étudier“ an „évaluer“, kënne mer déi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Baum, et ass un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir kënnen dës Motioun hei ennerstëtzen, well dräi vun dräi Tireten eis ganz gutt gefalen.

Eng national Strategie oder eng global Strategie ze entwéckelen, wat d'Alimentatioun betrëfft, fir d'Obesitéit an d'Evolutioun dovunner ze prevenéieren, schéngt mer relativ kloer a logesch ze sinn. An effektiv, Här Boonen, Dir hutt Recht: Et ass eppes, wat iwwert d'Santé erausgeet, wat och aner Domänen betrëfft, mee kommt, mir fänke mol mat der Santé un, fir et doranner eranzeschreien, wat jo net verhënnert, dass dat doten och an anere Beräicher eng Wierksamkeet kéint hunn. Dofir fannen ech dat kee staarkt Argument, fir do elo net derfir ze sinn.

Dat Zweet, wat gefrot gétt, dass ass, fir ze kucken, wéi eng Mesüeren a Modeller et an aneren europäesche Länner gétt. Ech mengen, dass dat ganz sënnvoll ass.

An dann dat Drëtt: fir eeben ze kucken, wéi et ausgesäit fir d'Opportunitéit, fir esou eppes, eng Zocker-oder eng Salzsteuer oder eng Fettsteuer, och zu Lëtzebuerg anzeféieren, an dat eeben zesummen an Ofsprooch mat eventuellen europäesche Partner. Dat schéngt mer och ganz logesch ze sinn. An och do géif ech soen: Jo, sécherlech gétt et och Chantieren, wat d'Verpackung ugeet, mee kommt, mir fänken emol mat deene fiskale Mesüeren un, déi hei proposéiert ginn!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann ass et um Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech maachen et ganz kuerz: Mir fannen d'Motioun gutt, duerfir stëmmen mer se och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Bausch.

Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da proposéieren ech, zum Vott iwwert dës Motioun ze kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmmen géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,

MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Boonen. Här Boonen, wëllt Dir nach Stellung huelen? Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ganz kuerz. Also, d'Motioun rappeliert nach eng Kéier déi Saachen, déi mer an eise Riede gesot hunn, mengen ech: dass mer eng Bewegungspolitik brauchen, dass mer eng Médecine scolaire oder dann eng Santé scolaire an Zukunft brauchen, dass dat ugepasst gëtt. An d'selwecht: och um Niveau vun der Médecine générale oder de Soins primaires do axéieren, an nach eng Kéier, dass dat Ganz eeben um Niveau vun der Politique alimentaire muss stattfannen. Voilà, dat ass nach eng Kéier de Resümee vun eise Virschléi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Boonen. Sinn dozou Wuertmeldungen? Den Här Clement, den Här Keup an den Här Biancalana. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech fannen déi ganz Motioun relativ interessant. Et sinn eng Rëtsch nei Elementer dran, mee ech fannen awer och eng ganz Rëtsch Elementer dran, déi mer u sech schonn hunn.

Virun allem, wann ee sech déi véier Buschtawen LTAD eng Kéier wierklech an Erënnerung rëfft. „Lëtzebuerg lieft Sport“, do geet et souwuel ëm dat am formellen, am nonformelle Beräich, et geet drëm, dass mer iwwert d'ganz Liewen u sech Sport maachen. Dofir fannen ech et e bësse speziell, muss ech elo awer hei soen, dass mer solle fuerderen: „la mise en place d'un programme de remise à l'activité physique et aux sports“.

Ech hunn d'Gefill, dass do virun allem d'Acteuren am Sportsberäich déi lescht Jore ganz, ganz vill gemaach hunn, dat och weiderhi maachen, an et hei esou e bëssen uklänge gelooss gëtt, wéi wann näischt gemaach géif ginn.

Also, mir stëmmen déi Motioun mat, well e puer nei Elementer drastinn. Wann ech zum Beispill iwwer d'Ëmbaue vun der Médecine scolaire nodenken, ass dat super, mee ech fannen, dass et een hei 80 % quasi Copier-coller aus dem LTAD-Konzept gemaach huet, ouni ze soen, dass den LTAD-Konzept u sech d'Source ass. Ech fannen awer, intellektuell hätt een dat e bësse méi éierlech kënnen duerstellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, viles ass hei elo net onbedéngt nei. Et si vläicht zwee Punkten, op déi ech wëilt goen.

Deen éischten, deem ass d'„faisabilité d'un système d'éducation“. Bon, dat ass erëm „analyser“. Et ass also och erëm näischt Konkreetes. Mee mir hu jo am Moment awer an der Schoul de Biologiesunterricht – an der Primärschoul, am Lycée –, wou jo awer och scho viles esou gemaach gëtt. Op jidde Fall menger Erfahrung no, mat menge Kanner, gëtt do ganz vill schonn op d'Iessen opgepasst, fir de Kanner dann do déi néideg Informatiounen ze ginn, fir sech gesond ze ernären. Voilà. Also, dat schéngt mer och vläicht elo e bësse wäit ze goen, fir do en eegent Fach anzeféieren.

An deem zweete Punkt, dass ass awer elo een, wou ech méi kritesch sinn, well dat kléngt elo hei harmlos, mee do ass awer eppes hannendrun, an dat ass de

leschte Punkt: „développer davantage le programme Food4Future“.

An et geet jo hei an dëser Motioun ëm d'Gesondheet. An de Food4Future, dee gesäit vir, dass méi vegetaresch an de Kantine soll giess ginn. An de Food4Future gesäit och vir, dass de Veggie-Day agefuert gëtt, wou Flesch a Fësch da verbuede ginn ...

(Interruption)

... op engem Dag. Dat ass da méindes am Kolléisch, um Geesseknäppchen an där grousser Kantine. An de Punkt ass jo awer deen: Wann et an enger Motioun ëm d'Gesondheet geet, muss ech awer elo soen, dass vegetaresch net onbedéngt méi gesond ass wéi Flesch.

Une voix | Ou?

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | A gitt mol eng Kéier ...

(Brouhaha)

Gitt mol eng Kéier kucken do an d'Kantine op de Geesseknäppchen, an da froet Der mol déi Proffen, déi dohinner ginn, och méindes, wat se do als vegetaresche Menü ugebuede kréien. Et ass meeschtens einfach e ganz groussen Teller Nuddele mat e bëssen Tomatenzooss drop. Dat ass dann e vegetaresche Plat. An Dir kënnt mir jo net soen, dass dat am Sënn ass vun enger gesonder, equilibréierter Ernährung! Ech mengen, do wier et vläicht grad esou gutt, d'Leit krite e Poulettschnitzel.

Ech soen Iech Merci. A mir stëmmen dergéint.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Mir hunn déi Motioun hei als LSAP duergelies.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Biancalana huet d'Wuert.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | An esou wéi och den Här Clement gesot huet, mengen ech, sinn hei eng Rei Elementer respektiv Projete schonn amgaangen. Et sinn eng Rei anerer, bon, déi e bësse méi ausgeriicht sinn, also déi an eng Ausrichtung ginn. Bon, et mierkt een, dass dat awer eng Ureierung vun enger ganzer Rei Mesüeren ass.

Den Objet vun eiser Motioun virdrun, déi zwar d'Majoritéit verworf huet, war, fir eis iwwergeuerdent doriwwer eng Strategie ze ginn. Bon, hei ass eng Ureierung vu Mesüeren, et geet zwar an déi richteg Richtung, et ass schued, well et mer hei am Fong e Sujet hunn, wou mer eis alleguerten, mengen ech, och parteiwwergräifend, eens sinn.

A bon, et ass vläicht schued, dass eis Motioun net matgedroe ginn ass, mee mir droen déi heite mat. Si geet an déi richteg Richtung. Mir hoffen awer, dass nieft der Ureierung vu Mesüeren dann och nach en Iwwerbau hei kënnt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldungen.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

Dem Här Keup säin Non geet net. Ok. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Nee: 4. Do huelen ech jo un, dass dem Här Keup säi Vott dann net derbäi ass. Da rechne mer deen derbäi, also 5 Non. Dës Motioun ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Fred Keup) et M. Tom Weidig.

8. Résolution de M. Gusty Graas concernant les élections présidentielles de mars 2024 en Russie

An da géif ech proposéieren, dass mer elo dem Här Gusty Graas seng Resolutioun huelen. Här Graas, Dir wëllt nach Stellung dozou huelen. Här Graas.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Och merci, dass déi Resolutioun esou séier elo hei nach op den Ordre du jour kënnt. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dass mer eis Gedanke maachen iwwert dat, wat déi lescht Deeg a Russland vir sech gaangen ass. Do ware sougenannte „Walen“. Während dräi Deeg sollt en neie President gewielt ginn. Et ass och en neie President gewielt ginn. Dat ass keng Iwwerraschung: Den Här Putin krut bal 88 % vun de Stëmmen. Wann een allerdéngs dat elo alles analyséiert, wéi u sech dee ganze Walvirgang ofgelaf ass, da muss ee sech awer munch Gedanke maachen.

Ech mengen, fir eis als rechtsstaatlech Demokratie ass et natierlech immens wichteg, dass Walen ëmmer no engem ganz klaren demokratesche Regimm oflafen. Dat war mat Sécherheet hei net de Fall. Ech wëll op e puer Punkten hiweisen, firwat dass dat net esou war.

Éischtens emol hunn d'Russe keng Observateuren zougelooss. Ech hat selwer d'Geleeënheet, 2018 bei de Presidentewalen derbäi ze sinn als Observateur vun der OSZE. Dës Kéier ass dat verwiert ginn. Russland huet net akzeptéiert, dass vu baussen am Fong geholl kéinte Kontrolle gemaach ginn, wéi dee ganzen Oflaf géif vir sech goen.

An dat Zweet – an ech mengen, dass ass besonnesch en Aspekt, deem een esou net kann akzeptéieren –, dass ass, wann an engem besatene Gebitt Walen

organiséiert gi fir e President, deen am Fong geholl keng Kompetenz an deem Land huet. Ech schwätzen hei vun deene véier Oblasten Donezk, Luhansk, Saporischschja an Cherson, wou jo am Fong dann och Wale stattfonnt hunn, wou mer wëssen, op wat fir eng Manéier déi Walen nach deelweis ofgelaf sinn, wou Gewalt agesat ginn ass, fir datt d'Leit praktesch hu misse wieselen an natierlech esou hu misse wieselen, wéi dat vu verschiddene Leit gewënscht war.

A wat och ganz inakzeptabel ass, ass, datt hei d'Opposition net zougeloo ass, datt nëmmen Alikandidat konnt hir Kandidatur stellen. Dat ass alles, wéi gesot, an deem Sënn esou net ze akzeptéieren.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt och mir als Chamber hei en Zeeche setzen, datt mir ganz kloer déi Walen esou, wéi se ofgelaf sinn, condemnéieren. International sinn, wéi gesot, ganz staark Reaktiounen komm, och scho vun der Lëtzebuurger Regierung. Den Ausseminister huet sech do och ganz kloer positionéiert. An dowéinst sinn ech der Meenung – am Numm vun der Majoritéit deposéieren ech, wéi gesot, déi Resolutioun hei –, datt mir als Chamber dat esou och net kënnen akzeptéieren.

Ech sinn awer besonnesch houfreg, datt sämtlech Fraktiounen hei an och d'Sensibilités politiques déi Resolutioun hei wäerten ënnerstëtzen, och wann d'Kollege vun der ADR se net ënnerschriwwen hunn. Mee si hu mer awer verséichert, datt se awer och hei derhannert géife stoen.

Wéi gesot, dowéinst wier ech frou, wann hei an deem Sënn e grouse Konsens géif erauskommen, well et awer wichteg ass, datt grad mir, d'Lëtzebuurger Land, e Land, wat demokratesch Walen héichhält – ech mengen, et ass dat, wat dëst Land och auszeechent, wat dëse Rechtsstaat auszeechent –, ganz kloer och en Zeechen no bause setzen, datt mer net kënnen zouloossen, wann hei an engem Land, wat ëmsou méi elo de Moment och nach e groussen Aggressor ass, Walen oflafen, wou all elementar Rechtsprinzipien net respektéiert ginn.

An dowéinst, wéi gesot, wier ech frou, wann Der där Resolutioun hei Är Ënnerstëtzung géift ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Ech fueren elo der Reiefolleg vun de Parteien no. An dann huet den Här Hansen fir d'Éischt d'Wuert.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass kloer: Fräi a fair Wale sinn e Grondprinzip vun der Demokratie. Dat ass notamment a Russland net de Fall gewiescht. D'Opposition ass brutal néiergemaach ginn. Et ass hei och wichteg, eng Kéier un den Alexej Nawalny a säin Assasinat ze erënneren, gradesou wéi u säi Porte-parole, säi fréiere Porte-parole, de Leonid Wolkow, deen zwee Deeg virun de Walen a Litauen, wou en am Exil war, fir d'Éischt mat Tréinegas besprécht ginn ass an du mam Hummer attackéiert ginn ass. Dat ass dat, wéi Russland och am Ausland funktionéiert: All Opposition gëtt niddergeschloen.

De Gusty Graas huet et ganz kloer gesot: Et ass och keng Walobservatioun, weeder vun der OSCE nach vun der Europäescher Unioun, zougeloo ass. Dat ass einfach ganz kloer e Beweis, datt dohannen nëmmen Theaterwale waren. Ech mengen, mir hätten dat doten och scho kënnen virun de Wale ganz kloer soen.

Mir akzeptéieren als Chamber déi dote Brutalitéit, wéi all Opposition do niddergemaach gëtt, net. An

dat heiten ass e ganz wichteg Zeechen, datt mir deen Theater, dee se eis do probéiere virzegaukeln, net unhuelen an datt mer eis do resolutement dergéint stellen.

Ech soen Iech Merci, an d'CSV ënnerstëtzt dat heite ganz kloer. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A merci och dem Gusty Graas dofir, déi Resolutioun hei deponéiert ze hunn. Ech mengen, dass se gutt erkläert ass. Ech wëll och wierklech nach eng Kéier soen, dass dat, wat mer iwwert de Weekend a Russland erlieft hunn, keng Wale waren, mee dat war eigentlech e staatlech organiséierte Plebiszitt fir de Regimm Putin, wou et eenzeg an eleng drëms gaangen ass, fir souwuel no bann wéi no baussen ze suggeréieren, dass dat ganz Vollek hannert dem Regimm steet. An dofir ass et gutt, dass mer hei drop opmierksam maachen, dass déi Walen do eigentlech eng Farce waren.

Nach wëll ech awer gäre soen, dass ech e bëssen enttäuscht sinn, dass mer net méi Courage gewisen hunn an där Resolutioun. Mir hätten eigentlech an där Resolutioun elo och missen driwwer schwätzen, dass et déi fräi Press a Russland net méi gëtt, dass et keng onofhängeg Organisatiounen méi gëtt, déi fräi kënnen schaffen – déi lescht wichteg Mënscherechts-ONG Memorial huet opgehale ze funktionéieren a Russland –, dass et keng politesch Oppositionen méi gëtt an dass déi, déi sech dann nach traue, entweder dout sinn oder am Prisong sinn oder mussen am Exil liewen.

Nee, dat, wat e Sonndeg a Russland organiséiert gouf, dat erfëllt a kengem eenzegem Punkt déi international Standarden, déi fir eis gëllen, wa mer vu fräien an demokratesche Wale schwätzen!

An dann hätt ech och fonnt, dass mer an dëser Resolutioun roueg och hätte kënnen eis Ënnerstëtzung ausdrécke fir all déi couragéiert Leit, déi sech nawell an där schwieriger Situatioun, an där se sinn, trotz alle Schikanen an deene geféierlechen Ëmstänn traue, hir Meenung ze soen, sief dat, dass se hir Solidaritéit weisen um Begrieffnis vum Här Nawalny oder dass se soss op iergendeng Aart a Weis protestéieren. Mee vläicht fanne mer och do nach Geleeeënheet ... Mir hu jo nach aner Debatten zur aussepolitichescher Lag, da fanne mer vläicht do eng Geleeeënheet, fir dat nozehuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. An och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Graas, datt en eis deen Text hei presentéiert huet. Ech mengen, och mir deelen déi Suerger ëm d'Demokratie a Russland. An dofir stëmme mer dat hei och mat. Do si gravéierend Defiziter. Souwuel den Här Graas wéi och den Här Cruchten hunn an hiren Interventiounen op e puer dovun opmierksam gemaach. A well dat eeben esou ass, mengen ech, ass et och vun eis e Signal fir ze soen: „Déi do Defiziter, déi si fir eis net akzeptabel!“ An dofir hoffe mer a verlaange mer och vun eise russesche Partner ze kucken, fir d'Demokratie an hirem Land erëm méi grouss ze schreiwen.

Wat awer elo den Text vun där Resolutioun hei ugeet, do wollt mer e puer Bemierkunge maachen, och fir ze erklären, firwat mer se net mat ënnerschreiwen.

Dat Éischt ass: Den Zweck an den Effekt ginn net ganz kloer ervir. Wann een déi Wale condemnéiert – an den Här Graas, den Här Cruchten nach méi an och den Här Hansen hate mëndlech staark Wiederfonnt –, da muss ee sech froen: Wann een dat condemnéiert an esou kritiséiert, erkennt een dann d'Resultat un? An dat ass eppes, wat op ass.

Mir mussen soen, fir eis: Mir erkennen d'Resultat vun de Walen un. Ech mengen, et besteet fir eis elo keen Zweifel, datt den Här Putin als President vu Russland gewielt ass. Wéi et gewiescht wär, wann déi Wale méi demokratesch gewiescht wäeren, ass eng Fro, mee et gëtt an e puer westleche Staaten Diskussiounen, ob dann elo den Här Putin nach Staatschef wier oder net. Dat ass fir eis keng Fro. An dat ass eppes, wat mer awer och an dësem Kontext wëllen ënnersträchen.

Dat Zweet ass déi Fro vun der OSZE. Mir bedauere genesou wéi den Här Graas an den Termen an esou weider, datt Russland keng Observateuren vun der OSZE invitéiert huet. De Problem derhannert ass awer een, dee gravéierend ass an deem Sënn, datt mer gäre hätten, wéinstens mir als ADR, datt déi international paneuropäesch Organisatiounen, wéi d'OSZE eng ass, awer kënnen weider als Forum vum Dialog déngen, well soss hu mer keen Dialog méi an enger internationaler Organisatioun mat Russland, ausser der UNO natierlech an deenen aneren Organismen. Et ass awer wichteg, datt mer nach e Forum hunn, och an Europa, wou mer kënnen zesammen diskutéieren.

Dat Vertrauen ass net méi do – géigesäitig. Déi Leit, déi zu Wien ware bei der leschter Wanteressioun vun der OSZE, hu materlieft, wéi aggressiv – Russland ass iwwerhaupt net komm! – dat Klima eigentlech war. An et kann een novollzéien, firwat Russland senger Obligatioun do net nokomm ass, mee et muss een et bedauern. An dat steet och hei dran.

Ech wëll och de Kollege vun der DP soen, datt deen een oder anere vun hinnen, deen an der OSZE-Delegatioun ass, en ukraineschen Text zu Wien mat ënnerstëtzt, mat ënnerschriwwen huet, dee verlaangt, datt Russland soll ausgeschlo ass ginn aus der Assemblée parlementaire. Jo, wann een dat freet op där enger Säit, kann een op där anerer Säit schlecht fuerderen, datt se sollen Observateuren invitéieren. Do muss ee wëssen, wat ee wëll.

Eis Positioun als ADR ass: Mir hätte gäre, datt d'OSZE hire Rôle ka spillen als paneuropäesch Organisatioun an als e Forum vum Dialog och a schwierigen Zäite kann déngen, awer mir bedauern, genausou wéi et hei proposéiert ass, datt Russland senger Obligatioun do net nokomm ass.

Deen drëtten Theemekomplex, deen een och nëmme kuerz uschwätzen an hei net am Fong diskutéieren kann, ass dee vum internationale Recht am Kontext vun der Sezessioun oder och am Kontext vun dem Droit à l'autodétermination des peuples. Dat sinn zwee Theemekomplexer, déi eis beschäftege säit der Sezessioun vum Kosovo vu Serbien, wou och en Avis vum Internationale Geriichtshaff produziéiert gouf a wou mer keng eenheetlech Doktrinn an der Europäescher Unioun entwéckelt hunn. Et si Länner an der Europäescher Unioun wéi Lëtzebuerg, déi d'Sezessioun unerkannt hunn, an et sinn aner, déi se net unerkannt hunn.

De Problem dobäi ass net nëmme spezifesch de Kosovo, mee allgemeng dee vun der Doktrinn: Wéi entwéckelt sech dat internationalt Recht an deem Beräich virun? Awéiwäit ass et applikabel op aner Fäll, wéi zum Beispill dee vun der Krim, vum Donbass an esou weider? Do ass keng eenheetlech Doktrinn. Mir kënnen dat haut net diskutéieren, dat ass eng komplex Matière, déi eis um internationalen Niveau

warscheinlech nach wäert fir Joerzëngte beschäftegen, mee et ass awer eng Fro, déi zentral ass, well hei eng Rei vu Grondprinzipien aus der UN-Charta a Konkurrenz zueeneen trieden. Dat eent ass natierlech d'Gewaltverbuuet, d'Inviolabilité des frontières nach aus dem Helsinki-Prozess an esou weider, mee awer och eeben aner Grondprinzipie vum internationale Recht.

Eng lescht Bemierkung ass, datt een awer d'Signal net därerf falsch verstoen, wat vun deene Walen ausgeet a Russland. Onofhängeg dovun mengen ech, datt vill Russe gewielt hunn an dem Här Putin seng Regierung an hie selwer ënnerstëtzt hunn, fir ze weisen, datt se sech solidaresch an deem Krich weisen, engem Krich, deen a Russland verstant gëtt als e Krich vum Weste géint Russland. Dat ass eppes, wat mer an der Analys vun deem, wat do geschitt ass, mussen mat bedenken, zemoos an enger Situatioun, wou mir hei am Westen awer dacks oneens an zerstridde sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn elo keng aner ... Dach, den Här Clement. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat d'Gefill, enger schlechter Soap-Opera bäizewinnen, wéi deen Theater vu Russland als Wale verkaaft gouf. An ech soen et dann och hei ganz kloer: Mir erkennen deen Theater net als Wale un! Et sinn nämlech keng Wale gewiescht. Well fir datt et Wale sinn, muss een e Choix hunn, e richtige Choix, an – ech mengen, et gouf virduu gesot – da muss et fräi a fair zougoo. An dat war hei net de Fall.

D'Opposition hat iwwerhaupt mol keen, voire ganz begrenzten Zougang op de Walziedel, vun enger Campagne net ze schwätzen. A vun enger Press, déi déi Campagne kéint kritesch begleeden an hannerfroen, mussen mer a Russland zënter e puer Joer guer net méi schwätzen.

Dat Ganzt fënnt dann och nach illegal a besate Gebidder ënnert dem Drock vun der Kalaschnikow statt, wou also Leit, déi grad besat sinn an Doudesangsch hu virun engem Occupant, mussen wile goen. An ob dann dee Choix, deen déi Leit dann do um Walziedel ausdrécken, och tatsächlech rapportéiert gëtt, dat weess keen, well et ass aus Quelle vun der russescher Opposition awer relativ substanziiert ginn, datt doudeg Leit weiderhin op de Wielersächte stoungen an anscheinend och mat grousser Majoritéit ofgestëmmt hätten.

Et ass eis zougedroe ginn, datt generell aus Walbüroen haaptsächlech an de besate Gebidder op eemol keng Resultater kommunizéiert goufen. Et kann ee sech also d'Fro stellen, ob net awer vläicht deen een oder anereren hei de Courage hat, fir änlech wéi d'Lëtzebuurger deemools ënnert dem Okkupant eppes anescht ze stëmmen, wéi den Okkupant dat wollt. A genau do si mer bei faschistesche Methoden, déi hei applizéiert goufen, bal op den Dag genau 91 Joer no der leschter Wal am Däitsche Räich. An ech mengen, dee Vergläich ass ze zéien.

De Putin féiert sech ëmmer méi wéi e faschistoiden Diktator op, deen an enger Dramwelt leeft an dee mengt, sech mat esou engem Theater, mat esou enger Soap-Opera, nach iergendwéi hei kënnen als Demokrat ze verkafen. Ech soen et nach eng Kéier ganz kloer: Fir eis waren dat hei keng Walen, an domadder kann een och net vun engem legitime Resultat schwätzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat gemengt, Dir géift einfach der Rei no fueren, Här President, sou wéi Der dat gesot hat. Voilà, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Et deet mer leed, Madamm Tanson, mee et waren Of- an Umeldungen hei, dofir ass déi Reiefolleg e wéineg duercherneegerode gewiescht.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A, mee dat war net fir d'Wuertmeldung en tant que tel. Dat war eng aner Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Pardon.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also, ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Mir deelen natierlech absolutt de Constat, dee gemaach gëtt, dass déi Walen – wann een dat ka soen, oder wann een dat ka Walen nennen, wéi se ofgelaf sinn – op kee Fall kënnen als en demokratische Prozess consideréiert ginn an dass et extrem bedauerlech ass, dass do net international Observateuren zouge-looss waren, fir dat ze kontrolléieren.

Ech muss allerdéngs soen: D'Interventioun vun der ADR huet mech e bëssen interpelléiert, ...

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... well op där enger Säit gesot gëtt, jo, dat wier alles an der Rei – ech liesen d'ailleurs hei net dat an deem Text, Här Kartheiser, wat Dir gesot hutt –, an op där anerer Säit dann awer erëm relativéiert gëtt, a Fro gestallt gëtt.

Dat heescht, dass hei e Prozess ofgelaf ass, wou Wieler opperuff gi sinn, en Ziedel an eng Urn ze geheien, a wou mer guer net wëssen, wéi et elo grad nach ugeklongen ass, wat wierklech an déi Urn geheit ginn ass, a wou virun allem déi, déi sech opgestallt hu géint deejeinegen, deen am Moment um Pouvoir ass an och weider um Pouvoir ass, ënnerdréckt ginn, op méi oder manner mysteriéis Aart a Weise stierwen, verfollegt ginn, vergéft ginn, enger reeller Persecutioun ënnerleien. An duerfir ass dat eigentlech eppes, wat een net ka relativéieren a wat een och net kann iergendwéi nach aus engem demokratische Bléckwénkel kucken.

Duerfir ënnerstëtze mir déi heite Resolutioun. Natierlech hätt een och nach kënnen méi wäit goen. Et hätt een nach ganz vill hei kënnen draschreien, notament och iwwert d'Konsequenzen, déi Russland och wäert eng Kéier mussen droen. Mir hunn am Moment eng Diskussioun, wat mat de confiscéierte Fonge geschitt, wou et och wichteg ass, dass mer als Europa an och als Lëtzebuerg eng ambitiéis Positioun vertrieben, fir och déi ze indemniséieren, déi ënnert dësem Krich hei extrem leiden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall.

Da komme mer zum Vott vun dëser Resolutioun.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Dës Resolutioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel,

Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Poffer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Foyot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'incohérence des politiques en matière de santé et de prix des produits de tabac

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Inkohärenz tëschent der Gesondheets- an der Präispolitik a punkto Tubaksprodukten, déi d'politisch Sensibilitéit vun déi gréng uegfrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalten. D'Auteurs vun der Aktualitéitsstonn hunn zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fënnf Minutten, d'Regierung fofzéng Minutten. Ageschriwwen hu sech schon: d'Madamm Diane Aedem, den Här Gusty Graas, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo ass d'Wuert fir den honorablen Här François Bausch als Vertrieber vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert an och dofir, datt mer de Mëtteg kënnen déi Heure d'actualité hei halen. An ech sinn och frou, datt déi zwee zoustänneg Ministeren hei sinn, fir mat hinne kënnen doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, et ass e Sujet, dee ganz seriö ass an deen och méi Facetten huet.

Ech wëll fir d'éischt agoen op dat, wat d'Fondation contre le cancer de Mäerz 2023 virgestallt huet, nämlech eng Aart Memorandum, deen och vu 36 Partnerorganisatiounen mat ënnerstëtzt ginn ass a wou am Fong e ganzen Aktionsplang opgestallt ginn ass, deen an d'Richtung solle goen, datt mer bis 2040 den Tubak op null hu respektiv datt dann ab 2040 wierklech déi éischt Generatioun kéint opwuessen ouni Tubak, also Kanner, Jugendlecher, déi net méi domadder konfrontéiert wäeren.

Bon, dat ass nach e Stéck bis 2040, mee trotzdem, mir wëssen et, esou Aktionspläng, déi sinn, och wann et nach laang dauert, schwierig an der Praxis ëmzesetzen. Mee hei geet et natierlech ëm en Asaz fir d'Recht vu Jonker, ouni Tubak grousse ze ginn. Ech mengen, dat ass den Haaptobjektiv, an an deem Plang sinn och sechs Punkten oder sechs Mesüeren

opgezielt, wou gemengt gëtt vun deenen Organisatiounen do, datt dat déi weesentlech sinn, fir dat Zil kënnen ze erreechen. Ech wëll se kuerz opzielen.

Dat Éischt ass de Präis. Et ass kloer – an dat geet aus alle Studien ervir –, datt de Präis herno dee gréissten Afloss huet op d'Verhale vun de Mënsche par rapport zu deem Produkt, dat hei dann den Tubak ass.

Den zweete Punkt ass natierlech d'Preventioun, d'Preventioun virun allem bei Jonken, mat Campagnen. Bon, ech mengen, kloer, wa mer gären hätten, datt dat iwwer Generatiounen op null geet, da musse mer natierlech och do am meeschte bei de Jonken usetzen, fir datt se mol iwwerhaupt ni op d'Iddi kommen ze fëmmen.

Dat Drëtt ass de Verbuet vun der Publicitéit.

Dat Véiert ass d'Reduktioun vun der Disponibilitéit vun deene Produiten. Dat heescht am Kloertext, datt et net ze vill Geleeënheete gëtt, wou ee se ka kafen, datt dat op alle Fall ganz kloer ageschränkt ass an datt et och ënner gewëssene Kontrollméiglechkeete stattfënnt.

Dat Fënneft ass natierlech d'Protektioun vun der Populatioun par rapport zum passive Fëmmen. Do ass scho vill geschitt an deene leschte Joren duerch d'Verbuet vum Fëmmen a Restauranten, Bistrotten an esou weider, mee ech mengen, et gëtt scho Länner wéi Frankräich, do si se schonn eng Rei Schrëtt méi wäit gaangen, dat heescht, datt jiddwereen d'Recht muss hunn, fir iwwerall do, wou en ass, kënnen geschützt ze gi viru passivem Fëmmen, also virum Zigarettendamp.

Dat Sechst sinn natierlech Mesüeren, déi de Leit hëllef, opzehale mat fëmmen. Dat heescht, mir wëssen, d'Fëmmen ass natierlech eng Sucht wéi eng aner. An och wann een de Wëllen derzou huet, ass dat net ëmmer esou einfach. Do si Leit, déi brauchen oft eng Zäit. All déi Méiglechkeeten, déi et gëtt, déi de Leit kënnen hëllef, fir erauszekommen aus där Ofhängegkeet, déi Mesüre musse mer natierlech och allegueren ergräifen.

An do wär meng éischt Fro natierlech: Wéi gesäit d'Regierung dat? An deem heite Fall – ausser elo vläicht deen éischte Punkt, dee betrëfft virun allem de Finanzminister, ech kommen nach op deen zréck –, wéi steet d'Regierung zu deene Punkten, wëssend, datt et eng rezent ILReS-Etüd gëtt, wou iwwer 60 % vun de Leit gesot hunn, datt se géife fannen, datt d'Bremse vum Tabagisme eng absolutt Prioritéit misst genéissen? Also, dat heescht, et ass elo wierklech kloer, datt de Gros vun der Populatioun där Meenung ass.

An dat huet alles och e gudde Grond. Firwat? Majo, ech mengen, dat wësse mer alleguer: 50 % vun de Consommateure vum Tubak, déi stierwen dorunner, aus iergendengem Grond, entweeder u Kriibs oder all den anere Krankheeten, wou den Tubak meeschtens op deenen éischte Plaze steet, wann et drëms geet, firwat déi Krankheeten entstinn. An duerfir ass et och esou wichteg, datt mer dat dote seriö huelen.

50 %, wéi gesot, vun de Consommateure stierwen dorunner. Éischtens emol ass dat natierlech tragesch fir déi, déi et trëfft, well se hiert Liewen domadder zerstëieren, mee et huet awer och en immensen Impakt op de Budget vum Staat, op de Finanzement vun deem Ganzen, wat dat alles kascht um Niveau vun der Gesondheetskeess an de Gesondheetsausgaben.

Et gëtt a Frankräich eng Etüd vun 2019, déi huet erausfonnt, datt den direkten Tabagisme, also wierklech den direkten Tabagisme, d'Allgemengheet, also d'Gesondheets..., 16,4 Milliarden Euro kascht. A wann een awer de gesamte soziale Kontext

nach derbärechent, also wierklech de gesamte Käschtpunkt, net nëmmen déi direkt Inzidenz vum Fëmmen op deem Einzelne seng Gesondheet, da kënt een op e Chiffer tëschent 156 an 171 Milliarden Euro Käschtpunkt fir d'Allgemengheet duerch den Tabagisme.

Duerfir meng éischt Fro och do un d'Regierung, ob mer hei zu Lëtzebuerg Zuelen hunn, ob do schonn eng Kéier eng Analys an där Hisiicht gemaach ginn ass vum Gesondheitsministère, wou genau chiffréiert gëtt, wat dat kascht.

Also, wéi gesot, alles dat si Grënn genuch, firwat mer natierlech musse ganz schnell agéieren.

Da gëtt et awer och zu Lëtzebuerg niewent dem reng gesondheetlechen Aspekt en zolitte finanziellen Aspekt. An ech géif och souguer soen, deemno wéi kann et zolidd rechtlech Konsequenze gi fir Lëtzebuerg. Mir wëssen, wa mer déi Zuele kucken, wann ech emol einfach eleng d'Rechnung maachen, wat un Tubak verkaaft gëtt hei zu Lëtzebuerg an engem Joer, a wann ech da mol géif d'Gesamtbevölkerung huelen, souguer nach d'Frontalieren derbärechnen – dat ass dann eng Zuel vun 886.136 Leit –, wa mer dat dann op déi géifen ëmrechnen, wat verkaaft gëtt par rapport zu där Zuel vu Leit – an do gi mir jo da vum Baby bis zu dem Honnertjäregen –, da misst jiddwereen zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun, also déi Frontaliere matagerechent, 13,7 Zigarette pro Dag fëmmen.

Mir wëssen, datt éischtens net esou vill Leit fëmmen. Et ass éischer entre-temps eng Minoritéit, wann ech d'Gesamtbevölkerung kucken, déi fëmmt. Also ass et kloer: De Gros vun deem, wat do verkaaft gëtt, gëtt net verkaaft, fir zu Lëtzebuerg oder souguer an der Groussregioun verfëmmt ze ginn, mee do gi Geschäfte dermat gemaach.

An ech muss och soen: Ech si frou, de 24. November 2022, du war eng Heure d'actualité an der Chamber, deemools vum honorabelen Deputéierten Här Gilles Roth, dee sech ganz staark domadder beschäftegt huet. An dat, wat en deemools gesot huet – ech kommen nach drop zréck –, dat deele mer och. Mee éischtens emol wëll ech soen, datt en deemools och zu Recht hei opgezielt huet, wat dat fir de Staatsbudget ausmécht: eng Milliard oder ronn 1.500 Euro pro Awunner u Steiere vum Tubak.

An ech zitieren, wat en deemools gesot huet: „Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass am Verglach zu deenen anere Budgetposten eigentlech carrement verréckt. D'Steierakommes um Tubak an op den Zigarett, dat ass méi wéi d'Hallschent vun der Kierperschaftssteuer, dat ass ee Véierel vun der Lounsteuer, dat ass méi wéi d'Gewerbesteier, dat ass méi wéi d'Verméigenssteuer, dat ass dat Duebelt vun der Ierfschaftssteuer an, haalt Iech gutt un, dat si 400 Milliounen Euro méi wéi d'Inflatiounsberengung vun der Steiertabell“ – deemools nach selbstverständlech.

Also, ech mengen, den Här Roth hat sech do – vëlleg zu Recht, muss ech soen – d'Méi ginn, fir déi Zuelen all erauszesechen, fir dat ze ënnersträchen. Ech muss soen, herno bei där Heure d'actualité hunn ech zwar net esou richteg erausfonnt, wat d'Konklusioun sollt sinn deemools, déi e wollt zéien, mee iergendeen Zweck hat jo déi Heure d'actualité. An ech ginn emol dervun aus, datt den Zweck deemools war, fir dat nammlecht opzeweieren, wat mir haut och um Häerz läit: fir ze kucken, datt mer déi do Situatioun net méi kënnen toleréieren.

Hien huet och zu Recht deemools drop higewisen, datt et nach e ganz anere Problem gëtt, nämlech net nëmmen dee vun der Steierhannerzéiung, mee datt

carrement hei de Risiko vun der Geldwäsch am Raum steet. An en huet den Direkter vum Enregistrement zitëiert, deen deemools an der Finanzkommissioun vun enger, ech zitieren, „ugeluechter Schmuggelei geschwat“ huet „respektiv Geldwäsch an d'Spill bruecht“ huet. An dann huet e gesot: „L'orateur ne peut pas exclure“, also deemools den Direkter vun dem Enregistrement, „que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. Il s'agit là d'un phénomène relayé [...] par les médias des régions limitrophes du Luxembourg. Un autre risque est lié au blanchiment de capitaux dans le secteur de la vente du tabac.“

An dat ass natierlech haut nach net besser ginn. Elo nach rezent, de 15. Januar 2024, war an der franséischer Press aus der Region hei erëm ze liesen, datt alt rëm een erwëscht ginn ass, wou se festgestallt hunn, datt e 50.000 Euro Benefiss gemaach huet eleng duerch de Verkauf vun Zigarett, déi zu Lëtzebuerg kaaft gi sinn. Dat si Fait-diversen, déi fënn een an der Groussregiounspress permanent erëm. Mee dat ass nëmmen d'Groussregioun. Mir wësse jo och, wann een d'Zuele vun de Kontrolle kuckt, déi am Ausland gemaach ginn, datt dat hei, wouvun ech elo geschwat hunn, nach eng kleng Quantitéit ass. Mee do gëtt et och grouss Quantitéiten, ganz Camionen, déi iwwer d'Grenz gefouert ginn. A vill ginn der erwëscht, a ganz oft ass leider Lëtzebuerg am Collimateur, wann et dann drëms geet, doriwwer ze diskutieren.

A mir mussen eis jo awer bal eens sinn, datt dat keng gutt Situatioun ass, well, an domadder wëll ech dann een Artikel zitieren, deen de Bernard Thomas am „Lëtzebuenger Land“ geschriwwen hat deemools, wou e gesot huet: „Le modèle d'affaires luxembourgeois comporte un certain nombre d'externalités négatives. L'optimisation fiscale érode la base imposable des voisins.“ Dat ass natierlech déi reng Steuerproblematik. „Le tourisme de tabac subvertit leur politique sanitaire. Arrêter la clope, c'est toujours une bonne résolution [...]. Arrêter le dumping cancérigène? C'est décidément une bonne question.“ An ech mengen, datt en domadder nëmme Recht huet.

Also, wéi gesot, et gëtt hei de gesondheetlechen Aspekt, et gëtt awer och den Aspekt vun de Steieren an der Steierhannerzéiung, e Risiko vum Blanchiment. Mir ënnergruween dat, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, wat déi un Efforte maachen.

An ech muss och soen: Wann ech dat alles zitëiert hunn, och dem Här Roth seng Interventioun deemools, dann ass dat, well ech och deemools senger Meenung war. An dat war och dat, wat mir an der Regierung fënnef Joer vertrueden hunn. Mir hunn eis leider an der Regierung ni duerchgesat kritt, Här Roth, an duerfir hoffen ech, datt et Iech elo besser geet, wéi et eis gaangen ass an de leschte fënnef Joer, datt Dir Iech mat deem duerchsetzt, wat Der an der leschter Legislaturperiode vertratt hutt. En attendant kënt Der Iech soss vläicht op de Budget dat schreiwen, wat ech hei matbruecht hunn.

(M. François Bausch montre une documentation.)

„Dese Budget verursaacht schwéier Gesondheitsproblemer.“

(Hilarité)

Well ech mengen, datt ass d'Etikett, déi ee soss misst dropschreiwen, wann ee weess, wou e gudden Deel vun de Recetten am Budget hierkënt a wat fir eng Konsequenzen do kënnen hannendrustoen. Duerfir, ech hoffen, datt mer eis alleguer eens sinn, datt mer op de Wee ginn, fir deem Spuk en Enn ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg féiere mer eng ganz interessant Aktualitéitsstonn iwwer engersäits de gesondheetspolitesche Volet vum Tubak an anersäits awer och de steierpolitesche Volet dovunner.

Mir sinn eis alleguerten heibannen eens, dass den Tubak ënner egal wéi enger Form, sief et aktiv oder passiv gefëmmt, äusserst schiedlech fir eis Gesondheet ass. Aus dësem Grond sinn an der Vergaangenheet och schonn eng ganz Partie Mesüre geholl ginn. Ech denken do un d'Restauratioun oder un d'Aarbecht, wou d'Fëmmen awer staark ageschränkt respektiv verbuede ginn ass. An och op de Sportsterrainen ass et verbueden ze fëmmen, wann déi Jonk do Sport dreiwien.

D'Accisen um Tubak sinn an der Vergaangenheet reegelméisseg eropgesat ginn, wat d'Fëmmen ëmmer méi deier gemaach huet. Am Duerchschnitt sinn dat eng 2,5 % d'Joer. An awer hu mir am Joer 2022 laut enger rezenter Etüd vun der Fondation Cancer mam Ministère de la Santé – dat ass déi, déi elo just ugeschwat ginn ass – nach ëmmer 28 % vun de Leit hei am Land, déi fëmmen, an d'Tendenz ass steigend.

Wéi ech mir déi Zuelen e bësse méi genee ugekuckt hunn, hu verschidden Zuele mech markéiert. Vun deene 16- bis 24-Järege fëmmen 26 % Shisha. 21 % vun de 16- bis 24-Järege fëmmen elektronesch Zigaretten. Dëst sinn der zweemol esou vill wéi dat Joer virdrun. An am Allgemengen ass d'Zuel vun de Leit, déi E-Zigarette fëmmen, vun 9 % am Joer 2021 op 13 % am Joer 2022 eropgaangen. Wann een d'Ursaache kuckt, firwat d'Leit d'E-Zigarette fëmmen, da soe méi wéi d'Hallschent vun hinnen, dass si dat aus Pleséier maachen oder well et hinnen eebe gutt schmaacht. An ëmmerhin nach 36 %, also méi wéi een Drëttel vun de Leit, ginn un, dass si d'E-Zigarette fëmmen, well se méi bëlleg ass wéi herkömmlchen Tubak.

Dozou ass awer och ze soen, dass um Marché vun der elektronischer Zigarette vill nei Produite komm sinn. Dës sinn oft flott verpaakt a gi mat engem méi oder manner aggressive Marketing verkaaft. Et gëtt Aromen dobäi, déi gutt schmaachen, a schlussendlech, wéi scho gesot, sinn d'E-Zigaretten e gutt Stéck méi bëlleg wéi herkömmlchen Zigaretten.

Dës Etüd, aus där ech d'Zuelen zitieren, huet d'Nikotinsäckelcher nach net erfaasst. Déi sinn nämlech nach relativ nei um Marché, mee et gëtt schonn Alarm geschloen, dass dës Säckelcher net ongefëierlech wiere fir d'Gesondheet. Aus all dës Grënn begrëissen ech haut ausdrécklech am Numm vu menger Fraktioun, dass d'Gesondheetsministesch Martine Deprez sech engagiert huet, fir d'Nikotinsäckelcher a kierzester Zäit ze reglementéieren, a si wëll sech dobäi um Ausland inspiréieren.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Dës Weidere begrëisst eis Fraktioun, dass de Finanzminister a senger Virstellung vum Staatsbudget drop higewisen huet, dass hien d'Accisen op den Zigaretten an um lassenen Tubak wäert ëm 2,7 % eropsetze fir d'Joer 2024. Hien huet och ugekënnegt, fir nei Accisen anzeféieren op tubakänleche Produkter wéi eeben der E-Zigarette oder de Nikotinsäckelcher, an dëst ab dem 1. Oktober 2024. Och dës si wichteg Mesüre géint den Tubakkonsum, well doduerch, dass et méi deier gëtt, wäerten och manner Leit fëmmen.

A Frankräich huet den Observatoire des drogues et des tendances addictives Zuele verëffentlecht, aus deene kloer ervirgeet, dass, wann de Präis vum Tubak eropgeet, de Verkaf dovunner erofgeet. D'Fro ass also, an dat ass déi kruzial Fro: Wou ass de Punkt, wou et kippt beim Verkaf vum Tubak? A genee dat ass de Punkt, dee mir net kennen.

Fakt ass awer, dass de Verkaf vun Zigaretten an Tubak eis all Joer vill Suen an de Staatsbudget eraspullt: am Joer 2023 aleng d'Accisen um Tubak eng Milliard, an da kënn nach d'TVA derbäi. Dat si bal 5 % vun den Einnahme vum Staat, Tendenz steigend. Wann ech just d'Accisé kucken, sou geet dat erop, fir bis am Joer 2027 op 1,3 Milliarden ze klammen.

Trotz dëser Erhéijung vun den Accisé si mir awer nach e gutt Stéck méi bëlleg wéi eis Nopeschlänner, wat mat sech bréngt, dass vill Tubak zu Lëtzebuerg kauft gëtt, awer am Ausland gefëmmt gëtt. Op EU-Niveau ass dat näischt Neits, well et gëtt och e Präisdifferential op den Zigaretten zwëschen Däitschland a Polen oder Däitschland an Eisträich zum Beispill.

Zu Lëtzebuerg huet bis elo nach all Regierung probéiert, de Präis vun den Zigaretten an dem Tubak méi niddereg ze hale wéi an eisen Nopeschlänner. Doduercher koum an de vergaangene Jore vill Geld an de Staatsbudget eran. Wann elo op déi Einnahme soll verzicht ginn, da froen ech konkret déi Parteien, déi dat froen, wou si an Zukunft spuere wëlle respektiv duerch wéi eng Moossname si déi Steiereinnahmen am Staatsbudget kompenséieren wëllen.

Als CSV sti mir fir en intelligente Mix vu Mesüeren. D'Santé kuckt de gesondheetspoliteschen Aspekt an d'Finanze kucken de steierpoliteschen Aspekt.

Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Adehm Merci. An den nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat nennt ee Kohärenz!

M. Marc Spautz (CSV) | Déi Leit, déi konnten dat zéng Joer maachen ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | ... an hunn näischt gemaach. Voilà!

M. Marc Spautz (CSV) | ... an hunn zéng Joer näischt gemaach!

(Interruptions)

Une voix | Déi leiden ënner Amnesie haut, déi Leit!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Elo huet d'Wuert: den Här Graas. Här Graas, et ass un Iech.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir déi eng ass et eng Sucht, fir déi aner ass et e Genoss. Ech mengen, et gëtt näischt, wat d'Gesellschaft méi oft spléckt wéi eeben d'Fëmmen. An da muss ee sech natierlech och déi kruzial Fro stellen: Wéi wäit ginn d'Rechter vun de Fëmmerten? Mussen déi dem Allgemengwuel ennergeuerdent ginn? An ech mengen, d'Astellung, dass u sech Fëmmerten an Zukunft awer mussen mat méi restriktive Moossname liewen, huet sech an deene leschte Joren ëmmer méi duergesat.

Ech wëll erënneren un all déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, sief dat, wéi nach fréier konnt an dem Bistro gefëmmt ginn, sief dat, wéi an dem Restaurant nach konnt gefëmmt ginn. Do huet een net onbedéngt déi beschten Erënnerungen drun. Wann een owes heemkoum aus dem Bistro, huet ee mol misse

seng Kleeder e puer Deeg an d'Loft hänken. Oder wann een am Restaurant souz, dann ass net onbedéngt den Appetitt animéiert ginn, wann op eemol esou eng Wolle vum enger décker Zigar iwwert de Büfdeck koum. An et muss een haut, mengen ech, awer agestoen, dass dat keng einfach Decisioun war, mee dass et awer eng richtig Decisioun war an dass déi Zäiten u sech der Vergaangenheet ugehéieren. Mir hunn och e Gesetz hei den 1. Juni 2017 gestëmmt, wat u sech d'Fëmmverbuert nach verstärkt huet. D'Madamm Adehm ass do schonn op d'Detailer agaang, dat brauch ech net méi ze maachen.

Ech mengen, wou mer eis awer alleguer heibannen eens sinn, dat ass, dass d'Fëmmen esou oder esou schiedlech fir d'Gesondheet ass, an dat weist och d'Statistik. Zum Beispill gëtt geschat, dass vun zéng Longekriibsfäll der néng duerch d'Fëmmen entstinn. Hei zu Lëtzebuerg war 2022 déi heefegst Kriibserkrankung, Longekriib, och duerch d'Fëmmen ausgeléist ginn, virun allem bei de Männer. Mir haten do 109 Doudesfäll. Duerch eng Zigarette kommen ee bis zwoe Milligramm Nikotin an d'Gehier. Dat kann natierlech dann eng Rei negativ Konsequenze mat sech bréngen, sief dat Häerzschléi, Erhéijung vum Blutdruck a Stresshormonen. Et ass och bewisen, dass zum Beispill vill Fäll vun engem stënterleche Kandsdoud eeben duerch d'Fëmmen während der Schwangerschaft provozéiert gi sinn. An dann dierf een natierlech och net den Impakt vum Passivfëmmen hei ënnerschätzen. D'Weltgesundheitsorganisatioun huet zum Beispill festgehalten, dass ronn siwe Milliounen Leit d'Joer um Fëmmen stierwen, dovu 600.000 Passivfëmmerten.

Ech wëll awer eppes hei mol ganz kloer ënnersträichen am Numm vu menger Partei: D'Demokratesch Partei, déi stigmatiséiert net d'Fëmmerten. Mir iwwerlosse jiddwerengem déi Fräiheet, selbstverständlech, deem nozgoen. Selbstverständlech, wann dat engem Mënsch Freed mécht, Spaass mécht, da soll en och weiderhin dat Recht behalen – wat allerdéngs natierlech net soll heeschen, dass een all Fräiheete vun de Fëmmerten an Zukunft soll respektéieren. Nee, an ech hunn dat jo elo schonn illustréiert, dass do schonn eng Rei Agrëff gemaach gi sinn. Mee wat wichteg ass, dat ass, dass een u sech awer net a priori een do un de Pranger stelle soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och scho virdrun hei ugeklongen: Natierlech beweege mer eis hei e bëssen esou zwëschen Hummer an Amboss. Mir hunn engersäits dee gesondheetlechen Aspekt an anersäits natierlech och dee finanziellen Aspekt, deen natierlech net ze negligéieren ass. Et ass hei scho gesot ginn: Et kann een dervun ausgoen, dass iwwert den Tubakverkaf ronn eng Milliard am Fong geholl an eise Budget kënn – eng Milliard! A wann déi muer feelt, da mussen mer natierlech och kucken, wou mer se hierkréien. Dat ass ganz evident.

Dat wëll natierlech net heeschen, dass een elo soll d'Fëmmen u sech nach propagéieren, fir dass nach méi Recetten an de Staatsbudget solle kommen. Mir sinn och duerfir der Meenung, dass een natierlech och un der Präisschrauf dréie kann, woubäi deen Differential vis-à-vis vum Ausland natierlech ëmmer muss am Hannerkapp bleiwen. Well et dierf een net vergiessen: Wa mer vu Recettë schwätzen, da sinn dat Bruttorecetten, well vun deene Recetten – an d'Madamm Gesondheetsministesch weess dat mat Sécherheet entre-temps och schonn, an ech baséiere mech hei op Schätzungen – müssen zwëschen 250 an 300 Milliounen d'Joer reinvestéiert ginn, fir am Fong déi Schied, déi duerch d'Fëmmen entstinn, ze reparéieren. Duerfir dierf een also déi Zomm vu Recetten net einfach nëmme brut gesinn, mee et

Ausland ronderëm, sou wéi mer och däitlech méi niddereg Bensinns- an Dieselpräisser wëlle wéi am Ausland ronderëm. A wa mir déi Leit zu Diddeleng begéint wieren aus dem Norde vum Elsass, ma ech hätt déi mat der Hand geholl a bei d'Tankstell bruecht a gesot: „Allez-y! Allez-y! Profitéiert!“

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi schéin, dass ech net Dir sinn!

M. Claude Wiseler, Président | Elo ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dann hätt Der se awer missen aus dem Auto zerren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een et ganz einfach wéilt ausdrécken, kéint een iwwert d'Ännerungen, déi am Budget fir 2024 beim Tubak virgesi sinn, soen: „Fëmmt fir eise Budget!“ Wann ee sech d'Aussoe vun eiser neier an aler Regierung zum Thema Tubak ukuckt, muss engem awer bal eng Zort vun Hypokrisie opfalen. Op där enger Säit gëtt gesot, et misst mander gefëmmt ginn. Op där anerer Säit kéinte mer awer net op d'Recetten aus dem Tubakverkauf verzichten. Am Géigendeel, et sollen nach méi Recetten aus dem Verkauf vun Zigaretten an aneren Tubaksprodukte generéiert ginn.

Gläichzäiteg sollen awer och weiderhi Suen an d'Prevention investéiert ginn. Dat ass op den éischte Bléck gutt, wann ee seet: „Et komme méi Suen eran, mee dann investéiere mer méi an d'Prevention.“ Ëmmerhi solle bis zu 90 % vun alle Longekriibserkrankungen op d'Fëmmen zréckzeféiere sinn, awer och Häerz-Kreeslaf-Krankheeten an och aner chronesch Krankheete si méiglech laangfristeg Konsequenzen. An da komme mer erëm op dat zréck, wat mer haut schon eng Kéier gesot hunn: Zesumme mat engem Mangel u Bewegung an enger ongesonder Ernährung ass d'Fëmmen domat de gréisste Risikofacteur fir chronesch Krankheeten an e virzäitegen Doud. Dofir ass et passend, datt mer déi zwou Diskussiounen haut zesumme féieren, souwuel déi iwwert d'Obésitéit wéi och déi iwwert d'Fëmmen.

Dowéinst gi reegelméisseg grouss Campagnë gemaach, also grouss Campagnë géint den Tubakskonsum. D'Leit sollen derzou ermontert ginn, fir manner ze fëmme respektiv ganz domadder opzehalen. An dat ass och nëmme richteg esou. D'Prevention ass beim Tubak extreem wichteg an all Cent, dee mer grad bei de Jonken an d'Prevention investéieren, ass gutt investéiert.

Dofir fuerdere mir Piraten déi nei Regierung och op, fir nach méi a punkto Prevention ze maachen, grad bei deene Jonken. An ech denken do virun allem un déi nei Produiten. An ech si frou, datt ech haut just virun der Sëtzung nach eng Äntwert op meng Question parlementaire krut, wou ech gefrot hat, ob dann eppes geplangt wier. Bon, et huet mech awer e bëssen op mengem Honger sëtze gelooss, virun allem well se iwwert d'Mëttesstonn komm ass. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, wou mer ënner anerem fuerderen, de Verkauf vun Nikotinproduiten, wéi zum Beispill Nikotinsäckelcher, u Mannerjäreger ze verbidden a méi streng Kontrollen an Zukunft ëmzesetzen. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Nikotinproduite falen zu Lëtzebuerg net ënnert d'Antitabaksgesetz.*

– *Den Nikotin ass ee staark wierksaamt Gëft, dat ganz séier ofhängeg mécht.*

– *Als Grënn, firwat Jugendlecher fëmmen, schreift d'Fondation Cancer:*

- „Peer-Drock: Fëmme gëtt als cool ugesinn, a Jugendlecher fillen de Besoin, fir zu enger Grupp ze gehéieren; aus Angscht, ausgeschloss ze ginn, maache se, wat all déi aner maachen,
- de Besoin, fir Reegelen ze brieche,
- Virwëtz iwwer nei Erfarungen; probéiert/léiert nei Saache kennen,
- Initiationsritual, fir an d'Erwuesseneliewen anzegoen – fir ze weisen, datt se elo Erwuessener sinn, imitéiere se Erwuessener a beweisen domat hir Onofhängegkeet,
- fir Gewicht an/oder Appetitt ze reguléieren – Zigarette si bekannt als Appetittsuppressanten,
- fir Entspannung: Verschidde jonk Leit erliewen d'Pubertéit als eng ganz stresseg Phas voller Selbstzweifel,
- fir sech mat hiren Idoler ze identifizéieren.“

– *An engem Artikel vum „Lëtzeburger Wort“ vum 18. Mäerz 2024 gëtt de Gesondheetsministère esou zitéiert:*

„Die Verbreitung der Nikotinbeutel kann zu Gesundheitsrisiken führen.“ Deshalb habe die Regierung beschlossen, einen gesetzlichen Rahmen zu schaffen, um diese neuen Produkte zu regulieren. Als präventive Maßnahme soll die künftige Regulierung, die schädlichen Auswirkungen so weit wie möglich minimieren.“

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *de Verkauf vun Nikotinproduiten ewéi zum Beispill Nikotinsäckelcher u Mannerjäreger ze verbidden;*

– *méi streng Kontrolle bei de Verkaufsstellen ëmzesetzen, déi Tubaksprodukte verkaufen, fir sécherzestellen, datt Jonker des Produiten net verkaaft kréien an d'Gesetz vum 13. Juni 2017 respektéiert gëtt.*

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Nieft der Prevention seet awer dann de Finanzminister op där anerer Säit, Lëtzebuerg kéint a sengem Budget net op d'Recetten aus dem Verkauf vun Zigaretten an Tubaksprodukte verzichten – dee Finanzminister, deen a sengem fréiere Liewen als Deputéierten nach 2022 hei ugeprangert huet, datt d'Ënnerscheeder fir e Pak Zigarette vu Lëtzebuerg par rapport zu eisen Nopeschlänner an de leschten zwielef Joer explodéiert sinn. Ech zitieren en: „Ech verstinn net [...], dass den Differential ëmmer méi grouss gëtt, wann et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet“, sot den CSV-Deputéierten deemools. Do huet et dann och nach geheescht, Zitat: Mir als CSV sinn eis bewosst, „dass een abrupt weeder op d'Recetté vun dem Spritt nach op d'Recetté vun dem Tubak ka verzichten“.

„Zwei Seelen wohnen, ach, in meiner Brust“, kéint ee bal soen. Dat ass och en Zitat, fir et direkt gesot ze hunn, net datt ee seet, ech hätt plagiéiert.

(Interruptions et hilarité)

Wéi den Deputéierte Roth deemools richteg gesot huet, hat den Direkter vum Enregistrement nämlech viru Schmuggler a Geldwäscher gewarnt. All déi Bedenke schéngen awer op eemol als Finanzminister Roth wéi fortgeblosen.

An och bei der LSAP geet een elo an déi entgéintgesate Richtung. Huet et an der Regierung am Amt

als Gesondheetsministesch nach geheescht: „Mir erhéien d'Präisser net“, esou gëtt am Januar eng QP gestallt, ob d'Regierung dann elo wëlles hätt, d'Präisser ze erhéien, well, ech zitieren, erëm en Zitat: „de Präis déi beschte Waff géint d'Fëmmen ass“. Wéi den Deputéierte Roth sot: D'Präissennerscheeder sinn an de leschten zwielef Joer explodéiert. An deementsprechend hat een als LSAP zéng Joer Zäit, fir hei eppes ze änneren, wann ee gewollt hätt. Mee natierlech huet een dat no zwee Méint an der Opposition schon erëm hannert sech gelooss.

(Exclamations)

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sti weiderhi fir ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi bëlleg!

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, bëlleg wéi d'Zigaretten ënner enger LSAP-Regierung. Genau, Här Di Bartolomeo. Genau, sou bëlleg ass et!

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Zéng Joer gëtt et net ugepaakt an elo zwee Méint net méi an der Regierung, da si mer do!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Sven Clement (Piraten) | Mir Piraten stinn op alle Fall weiderhi fir de fräie Choix fir déi Erwuessen. Jidderree soll eng informéiert Decision kënnen huelen. Mir stinn awer och fir de Schutz vun eiser Jugend.

(Interruption)

Mee des an déi lescht Regierung si sech net eens an deenen zwou Séilen, déi an hirer Broscht wunnen, an dofir gëtt et keng Verschäerfung, keng drastesch Präiserhéijung. Nee, mir huelen awer gären d'Geld vun de Leit, fir de Budget iergendwéi ze stäipen.

Ech soen Iech Merci.

M. Ben Polidori (Piraten) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Lenert wollt Iech eng Fro stellen. Här Clement, huet Der se un?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech hu mech ugesprach gefillt. Ech géif gäre kloerstellen, dass déi viiregt Gesondheetsministesch sech séier wuel agesat huet fir eng vill méi staark Erhéijung vum Präis. Mir waren zu dräi an där Regierung, an dat ass e Kompromëss gewiescht. Dat sollt eng éischt Etapp sinn. Et ass och esou festgehalde ginn. Dat war de Kompromëss, dass et en éischte Schrëtt wär, aus budgettechnesche Consideratiounen eraus.

Meng Iwwerzeugung war ëmmer – an déi ass net aus der Loft gegräff, do gëtt et Daten derzou, d'WHO huet dat kloer dokumentéiert –: Et brauch een eng inzisiv Erhéijung, fir dass een e Wandel kritt um Niveau vum Verhale vun de Leit. Ech géif dat gäre kloerstellen. Ech hu mech dofir agesat. Et war e Kompromëss. Eis Position als LSAP war, fir do vill méi wäit ze goen, a mir hunn och nach zum Schluss vun der leschter Legislatur eng Rei Mesüre proposéiert gehat um Niveau vum Packaging an aner Saachen, déi net méi zréckbehale gi sinn, well mer keen Accord konnte fannen, keen Accord zu dräi. Mir ware wuel zu zwee, mee zu dräi hu mer keen Accord fonnt gehat, fir weider Schrëtt ze goen. Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war zwar elo keng Fro.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat war keng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo keng Fro, Här Clement, dofir braucht Der och net dorop ze äntwerten. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech stelle fest, datt et keng Fro war.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss zouginn, wéi ech den Ordre du jour vun dëser Sëtzung gelies hunn, hunn ech geduecht: „O, dat do kann elo e bëssen zu engem Malaise bei mir féieren!

(Hilarité)

Fir d'éischt schlecht Ernährung, duerno Tubak. Do feelt just nach Alkohol ...

Une voix | Alkohol kënn och nach.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... an dann ass mäin Owend awer gelaf!

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat maache mer herno, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mee déi dräi Saachen ...

Une voix | Här Baum, haalt awer elo op!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Déi dräi Saachen hunn awer eppes gemeinsam: Et geet nämlech jeeeweils ëm Suchtverhalten. An déi Fro, déi den Här Graas gestallt huet, ob et Sucht ass oder Genoss, kann ech no 30 Joer Fëmmen – bei mir op jidde Fall, wann ech éierlech mat mir selwer sinn – éischer op der Säit vun der Sucht festmaache wéi op der Säit vum Genoss.

A prickelnd ass déi Diskussioun e bëssen, well et jo effektiv e Widdersproch gëtt tëschent den Ziler an der Ambitioun vun enger Gesondheetspolitick an den Ziler an der Ambitioun vun enger gewëssener Steierpolitick, enger gewëssener Steierpolitick, déi eng Nischepolitick ass, déi sech op „Nikotintourismus“, wann een dat esou nenne kann, baséiert.

An déi Zommen, déi hei genannt ginn, mengen ech, muss een awer och ëmmer an e gewëssene Kontext setzen. Dat heescht, och wann et elo zu enger massiver Erhéijung vun den Accisen op den Tubakprodukte géif kommen, géif dat jo net automatesch bedeiten, datt d'Recetten automatesch null wieren. Se hätte vläicht net méi an deem grouse Mooss, wéi dat aktuell de Fall ass, déi Bedeitung am Staatsbudget, mee et géif nawell ëmmer nach Recettë ginn, wuel wëssend, datt et ëmmer nach Leit gëtt wéi mech, déi deem Suchtverhale leider noginn.

Interessant ass natierlech, datt déi Erkenntnis, datt dat eigentlech e Widdersproch ass, den aktuelle Finanzminister a senger Funktioun als Deputéierte selwer och schonn hat an elo duerfir hei e bësse bedréppelt drakuckt, wann e mat sengen eegenen Aussoe vu virun e puer Joer konfrontéiert gëtt.

Ech mengen, datt mer gesondheetspolitesch net derlaanschtkommen, fir wierklech d'Präisser vum Tubak an d'Luucht ze setzen. Ech mengen, datt dat – an Etüde weisen dat och – eppes ass, wat en Incentive ass, fir net unzefänken, virun allem am Beräich vum „fir net unzefänken“. Bei Jonke spillt de Präis eng ganz wichteg Roll, an ech mengen, datt mer dat deene Generatiounen, déi elo jonk sinn, och schëlleg sinn.

Wat mer awer méi generell bräichte bei där ganzer Debatt, och bei där, déi mer virdu gefouert hunn, dat

ass, mengen ech, e méi intelligenten an och vläicht méi en erwuessenen Émgang mat Sucht: datt Sucht net nëmme eppes ass, wat ee culpabiliséiert oder wou een duerch e Suchtverhalten d'Gefill huet, et géif een eng individuell Schold op sech huelen, mee datt Sucht zum mënschleche Liewe gehéiert. An et gëtt der ganz vill. Et gëtt ganz vill Forme vu Sucht an ech mengen, et sinn déi allermannsten, déi guer kenger Form ënnerleeë sinn. A mer mussen eis iwwerleeën, wéi mer als Gesellschaft domadder ëmginn, eng Gesellschaft, déi dat Suchtverhale warscheinlech souguer strukturell éischer befördert am Moment, wéi datt se et bekämpft, a wéi eng Moyene mer eis ginn op deene verschiddenen Niveauen, um Niveau vun der Educatioun, notament awéiwäit Suchtverhalten – wat méi ass wéi Suchtpreventioun – net och en Element misst sinn an eisem Bildungssystem.

Voilà, et ass jo elo e bëssen drëm gaangen, d'Ause-nanersetzung ze féieren, op wéi enger Säit een éischer misst usetzen. Ech mengen och, datt mir als Lénk eis ganz kloer géifen derfir asetzen, datt d'Gesondheetspolitick an deem heite Fall definitiv d'Steierpolitick, d'Recettëpolitick, iwwerweit. An ech ka just soen, datt net nëmme an deem Beräich, mee och an deem Beräich de Gilles Roth mir vill besser an der Oppositioun gefall huet.

Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann ass elo d'Wuert fir d'Regierung. An ech gesinn, datt de Finanzminister ufänkt. Här Finanzminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Et ass jo 15 Minuten, ne?

M. Claude Wiseler, Président | 15 Minute fir déi ganz Regierung.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Pardon. Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Bausch fir d'éischt Merci soe fir d'Aktualitéitsstonn. Ech wollt awer jiddwengem – dat soen ech riichter aus – Merci soe fir déi eigentlech éierlech Positioun, déi jiddweree geholl huet. An ech hunn eppes gutt fonnt, dat ass, dass jiddweree herno selwer awer e bësse matgelaacht huet.

Jo, ech soen Iech riichter aus: Dat, wat mer maachen, ass inkohärent. An et ass och inkohärent – dat soen ech och elo riichter aus –, wat den Deputéierte Roth, zéng Joer Oppositiousdeputéierten, gesot huet, an déi Politick, déi en elo mécht als Finanzminister, als en Deel vun der Regierung. Ech stinn einfach do derzou an ech soen dat éierlech, mee ech wëll awer och eng Rei vun Argumenter soen.

Et ass richtig, ech hu bei der Presentatioun vum Budget 2024 gesot, dass effektiv den 1. Mee vun deem Joer, wann de Budget gestëmmt gëtt vun der Chamber, de Präis vun den Zigaretten an de Präis vum lassenen Tubak an d'Luucht geet. An ech hunn och ganz kloer gesot, dass mir awer och d'Kompetitivitéit vun de Betriber vun eiser Lëtzeburger Industrie dobäi am Bléck hunn. Déi Präishausse, déi mer maachen ab dem 1. Mee, déi läit mat 2,7 % Hausse licht iwwer där, déi iwwer déi leschten zéng Joer am Duerchschnitt gemaach gouf.

Nei ass, dass och – an dat ass ënnerstrach ginn – ab dem 1. Oktober – dat trëtt eréischt den 1. Oktober a Kraaft – op den E-Liquids an op den E-Zigaretten d'Accisen net an d'Luucht, mee iwwerhaapt emol

opgehuewe ginn, well virdrun – an dat wëll ech och ganz kloer an däitlech soen – ass iwwerhaapt keng Accise op deenen E-Liquids an op den Nikotinsäckelcher opgehuewe ginn. An och dunn – an dat hunn ech virun enger Woch gesot op dëser Plaz – goufe schonn Nikotinsäckelcher hei zu Lëtzebuerg commercialiséiert a sinn och hei zirkuléiert. Also geet dës Regierung op deem Punkt net vill, mee méi wäit wéi d'Virgängerregierung.

Ech wëll dann och faktuell bleiwen. Den Differentiel, trotz där Erhéijung, déi mer elo hunn, dee bleibt par rapport zu deem nidderegeste Präis, deen an Däitschland applizéiert gëtt, bestoen, mee e gëtt manner grouss. Dee geet nämlech vun 0,45 Euro op 0,35 Euro bei engem Pak vun 20 Zigaretten erof. Dat heescht, nach eng Kéier: Par rapport zu där bëllegster Zigarette, déi an Däitschland commercialiséiert gëtt, geet den Differentiel vun 0,45 op 0,35 Euro erof.

An ech soen och gradesou kloer als Finanzminister: Mir hu schwiereg Zäiten de Moment um Niveau vun eisen éffentleche Finanzen. Mir mussen kucken, dass mer d'Trajectoire vun onser Schold offlaachen. An ech soen: Als Finanzminister weess ech net, wéi mir einfach sou vun engem Dag op deen anderen op déi Milliard – wat reng Accisë sinn, da kënn jo nach d'TVA derbäi –, op déi Accisen um Tubak an op den Zigarette kënnen verzichten.

Et kann een natierlech elo – an ech ginn et éierlech zou – dës Regierung eng Inkohärenz virgeheit. Mee da mussen déijéineg, déi dee Repeche maachen, déi selwecht Inkohärenz awer ganz éierlech bei sech gesinn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An ech si fro, dass den Här Bartolomeo seet, dass en dozou steet. Well wa mer bei dem Här Bartolomeo sinn: En huet op eppes keng Äntwert ginn, nämlech op déi Fro, déi em hei vun dem Här Kartheiser gestallt gouf: „Op wéi vill géift Der dann de Präis vun den Zigaretten an d'Luucht setzen?“ Do huet e keng Äntwert ginn. En huet keng Äntwert ginn, en huet einfach gesot: „Mir mussen upassen“, mee en huet net gesot, wéi héich dass den Zigarettepräis sollt sinn. En huet och net gesot, dass, wéi hien aacht Joer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wouss et jo scho virun e puer Joer, dass et ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Majo, wann Der ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Do blockéiert Der d'Zäit, well ... Mee wann der schonn – hie wouss et schonn – aus der Vergaangenheet zielt, Här Di Bartolomeo – well dat huet d'Verwaltung mer elo matgedeelt –: Nämlech, wou Dir Gesondheetsminister waart, wësst Der, dunn ass et eng Hausse ginn um Niveau vun dem Verkauf vun dem Pak Maryland, 25 Stéck, vu 50 %! Dat heescht, wéi Dir Gesondheetsminister waart, zwëscht 2004 an 2013, si 50 % méi Maryland-25-Stéck-Zigarettepack zu Lëtzebuerg verkaaft ginn.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | O! Jo. Also, et ass e Fakt.

(Brouhaha)

Et ass e Fakt, mee och dat sollt da mol notéiert ginn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Sot, ech wollt dann nach weiderfueren, well meng Zäit ... Här Di Bartolomeo, Dir schwätzt herno!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Den Här Roth huet sech direkt u mech gewannt.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee ...

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee Dir kritt duerno d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir kritt herno d'Wuert. Ech sinn och duerfir elo fäerdeg mat Iech.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Roth, ech fänken awer eréischt mat Iech un!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Dat gesot, Här Roth, fuert elo weider.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat gesot, fiert den Här Roth weider.

(Hilarité)

Ech wollt, well dat eng Fro ass, déi ëmmer nees kënnt, dat och faktuell preziséieren. Et gött gesot: „Wéi gött dat kontrolléiert an der EU?“ Well et muss ee wëssen, dass 80 % vun deenen Zigaretten, déi verkaaft ginn zu Lëtzebuerg, guer net zu Lëtzebuerg gefëmmt ginn. Also geet en Deel dovunner an d'Ausland. An et ass esou, dass et an der EU, also an der Europäescher Unioun, eng Limite indicative gött fir den Eegeverbrauch vu véier Staangen Zigaretten, wat den Intra-EU-Import ugeet, zum Beispill wéi vill Zigarette franséisch Residenten da géifen zu Lëtzebuerg a Frankräich importéieren. Et gött Länner, déi applizéieren déi Limite indicative. Aner Länner, déi si méi tolerant, wann de Bierger ka beweisen, dass déi Staangen Zigaretten, déi en importéiert, och fir den Eegeverbrauch genotzt ginn. Et ass just Frankräich, déi do eng Limit virgesi vun enger Staang Zigarette pro Keefer. Ausschlaggebend ass awer an dësem Fall d'Kontroll vum Anhaale vun dëser Limit. Déi gött gemaach an deem Land, jo, wou d'Zigaretten agefouert ginn, also an dësem Fall a Frankräich an net zu Lëtzebuerg.

An da wëll ech nach kuerz drop agoen, wat den Här Bausch gesot huet – dat ass jo och a verschiddenen Zeitungsartikelen erëmkomme –: „Ass do kee Risk vu Fraude oder vu Blanchiment?“ Ech wëll ganz kloer soen: Wann ee mengt, et wier do e Risk ... Ech kann net ausschléissen, dass Risiko vu Frauden oder Blanchiment sinn. Et ass jo net, dass de Präis vun den Zigaretten duerch eng Décision individuelle vum Finanzminister fixéiert gött. Dat ass e Vott, deen an der Chamber ass, bei dem Budget. Also, wann een der Meenung ass, e Beamten, oder soss een ..., jo, dann applizéiert sech hei déi normal Strofprozessuerdung, nämlech eng Denonciation beim Parquet op Base vum Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle. Wann een der Meenung ass, dass et Blanchiment ass, mee dann denoncéiert en dat bei der CRF, der Kommissioun, déi bei dem Parquet dofir zoustänneg ass. An dann ass et un de Justizautoritéiten, fir ze kucken, ob dat, wat behaupt ginn ass, och effektiv stëmmt oder net.

Duerfir, ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären, wann een hei seet, et géif een der Regierung Inkoherenz virgeheien, jo, da muss een och soen – an dat hunn ech haut net héieren –, op wat fir e Montant een dann de Pak Zigarette wéilt fixéieren. Da muss een och vläicht erklären, firwat dass ënner enger viregter Regierung vläicht emol eng Kéier ugeduecht gouf, de Präis ëm 1,50 Euro an d'Luucht ze setzen, an zwee Méint drop ass ee bei 0,20 Euro gelant. An et muss een och dem Land ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An Äre Koalitiounspartner?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also, ech soen Iech, Här Di Bartolomeo: Esou einfach maachen ech mer d'Saach net! De Regierungsprogramm vun CSV an DP gesäit keng Hausse substanziereller Natur vun den Accisen à ce stade vir. An ech dedouaniéiere mech net op d'Käschte vun eisem Koalitiounspartner.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Roth, ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Déi éischt ass vum Här Bausch, fir dem Här Roth eng Fro ze stellen, wann den Här Roth domat d'accord ass, an déi zweet ass e Fait personnel vum Här Di Bartolomeo.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ok.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mee d'Auer gött awer ugehalen?

M. Claude Wiseler, Président | D'Auer ass ugehalen. Dir waart ...

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hunn am Fong dräi Froen un den Här Roth. Dat éischt, dat betrëfft déi Fro vun der Milliard. Ech mengen, et ass keen, dee seet – och net heibannen, och mir net –, dass mer vun haut op muer sollen op déi Milliard verzichten. Ech mengen, dat ass d'nämmlecht wéi beim Tanktourismus. Dat kann een nëmme maachen iwwer eng gewëssen Zäit an Dauer. Mee ech mengen, Dir musst mer awer Recht ginn – duerfir meng éischt Fro –: Et misst awer méiglech sinn, dass eng Regierung e Plang virleet, wéi se graduell iergendwou an esou eng Richtung kënnt, sou wéi mer et bei dem Tanktourismus, bei dem CO₂, jo och gemaach hunn.

Dat Zweet ass déi Fro vun dem Blanchiment respektiv de Risiken. Et gött jo awer och eng Méiglechkeet, dass ee kéint beschränken, dass ee Limite kéint setzen, wéi vill ee ka kafen zu Lëtzebuerg, fir mat an d'Ausland ze huelen. Ech mengen, do missten awer och Méiglechkeete bestoen, well, Här Roth, ech mengen – dat ass meng lescht Fro, déi ech wollt stellen –, Dir gitt mer awer Recht – niewent dem Fait, dass dat richtig ass, wat Der gesot hutt, dass een dat kann denoncéieren an esou weider –, dass et jo och eng Fro vum Image ass. Mir riskéiere jo awer, kuerz- oder mëttelfristeg décke Kaméidi ze kréie mat eisen Nopeschlänner, déi dann erëm eng Kéier mam Fanger op eis weisen, mir wären hei erëm d'Schmarotzer par rapport zu där doter Situatioun. An, ech mengen, Dir musst mer och Recht ginn, dass mer dorunner och keen Interêt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Roth.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, also e Plang ... Et waren der scho vill, déi gesot haten, si hätten e Plang. Ech gesinn, dass dann déi viregt Regierung och kee richtig definitive Plang hat.

M. François Bausch (déi gréng) | Dat ass richtig.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, ech soen: Mir kucke bei der Adaptatioun vun onsen Accisen och dat, wat an den Nopeschlänner, notamment, gemaach gött. A vläicht kommen och Initiativen um Niveau vun der Europäescher Unioun. Loosst eis ganz éierlech sinn: Wat ass de Problem? De Problem ass deen, dass um Niveau vun der Europäescher Unioun e Plaffong ass, wat ee minimum vun Accisé muss froen, mee et gött kee Plaffong, wat de Maximum

ass, wat ee kann dropsetzen. An duerfir kënnt dee groussen Differentiel zwëschent Lëtzebuerg a Frankräich. An ech hu mer soe gelooss vun onser Verwaltung – déi extrem perspicace dodran ass, an där ganzer Matière, well dat ass héich komplex –: Déi selwecht Problemer stelle sech eigentlech och op anere Plaze mat Nopeschlänner vu Frankräich, zum Beispill an Italien, wou dat allkéiers ..., wou Grenzgebidderr sinn.

Zu der leschter Fro: Ech weess, ech sinn hei an enger öffentlecher Sitzung. Ech mengen awer, wann Der sot, wéi vill ka verkaaft ginn, do spillt ënner anerem och de Punkt vun der Circulatioun vun de fräie Wueren, deen um Niveau vun der Europäescher Unioun spillt. Ech mengen, dat ass en Aspekt, deen een och do muss mat erabréngen. Duerfir ... Mee neelt mech elo net dorop fest, dass ech hei op öffentlecher Tribün keng ofschléissend Meenung dozou ka soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth. Dann de Fait personnel. Ech erënneren den Här Di Bartolomeo dorun, dass de Fait personnel eng kuerz Richtegstellung vun de Fakten ass ...

(Hilarité)

... an net d'Erklärung vun enger ganzer Politick.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Dir vergiesst, dass ech och emol President war.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn dat net vergiess, Här Di Bartolomeo.

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà, dann ... Huet een un Ärem Käfeg gerabbelt?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, wannechgelift, Dir ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech wollt emol fir d'éischt just den Här Roth mat „d“ froen, ween zu där Zäit, wou ech Gesondheitsminister war, Finanzminister war. Kënn Der mer den Numm vun deem Mann nennen?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ma dat waren zwee dichteg Leit. Dat waren nämlech zwee Premierministere: eng Kéier den Här Juncker an eng Kéier den Här Frieden.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Genau.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà. Also, ënnert dem Här Juncker an ënnert dem Här Frieden sinn da 50 % méi Maryland verkaaft ginn.

(Exclamations et brouhaha)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Gutt. Och do konnt Der Iech net duerschsetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Roth. Elo ass et un der Madamm Gesondheitsministesch. Den Här Roth huet aacht Minutte gebraucht vun de fofzëng Minutten. Dir hutt nach siwe Minutten. Well awer vill Interruptiounen do waren, soe mer siwe Minutten drësseg fir d'Gesondheitsministesch.

(Interruption)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci nach eemol fir de Mëtten. Ech fannen et immens flott, dass mer no esou engem konstruktiven Nomëtten, dee ganz der Preventioun gewidmet ass, dann elo nom Zocker an dem Tubak och nach d'Proposition kruten, fir iwwert den Alkohol ze schwätzen.

(Hilarité)

Ech freeë mech op déi nächst Debatt dann heibannen zum Alkohol.

(Interruptions)

Kee Problem.

Jo, mir hunn 28 % vun de Leit, déi hei am Land wunnen, déi fëmmen. Dat ass ee vun den héchsten Tauxen an der EU. An Amerika, an den USA, sinn et knapps 14 %, an déi sinn um Wee, fir Richtung 5 % ze kommen. D'Leit téschent 25 a 36 Joer fëmmen zu 36 %, dat heescht nach méi wéi d'Moyenne.

Den Tubak ass fir méi Doudesfäll responsabel wéi den Alkohol, déi illegal Drogen, d'Verkéisersaccidenten an d'kriminell Akten an d'Suiciden zesummen. Krankheeten, déi oft direkt mam Tubakskonsum a Verbindung stinn, sinn Häerzkrankheeten a Kriibs, haaptsächlech dee vum Otmungsapparat, mee och eng Rëtsch Longgekrankheeten, wéi chronesch Bronchitten, ginn op den Tubakskonsum zrëck.

Fakt ass, datt mir zu Lëtzebuerg de Präis reegelméisseg – fir et mam Här Di Bartolomeo senge Wierder ze soen: „progressiv“ – erhéicht hunn, an de Finanzminister huet dozou zu mengem Deel alles gesot. A punkto Gesondheet, a méi prezis a punkto öffentlech Gesondheet, begrësse mer all Erhéijung vum Tubakspräis. Mir wäerten och viru suivéieren, wat am Ausland geschitt, an an den nächste Jore musse mer verstärkt och en An op déi nei Substanze vun Tubakproduite geheien.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An duerfir wäerte mer elo d'Nikotin-pochetté reglementéieren, och wann do iwwerhaapt keen Tubak dran ass, well déi bestinn aus Nikotin an et ass den Nikotin, dee méi ofhängeg mécht wéi den Tubak. Mee den Tubak ass dee Produit, dee cancerigène ass. Also, d'Nikotinsproduite sinn elo net cancerigène, mee déi maachen ofhängeg.

Dat maache mer, an dat maache mer am Kader vum Projet de loi 8333, deen och ugeschwat ginn ass. Déi Reglementatioun wäert an deenen nächste Wochen am Regierungsrout uegholl ginn an da kann all Deputéierten am Kader vun den Diskussiounen zum 8333 seng Meinung dozou soen.

Fir de Rescht hu mer eng Relance vun der Plateforme tabac envisagéiert. Mir wäerten e Groupe de travail en place setzen, fir eventuell en neie Plan antitabac op d'Been ze stellen. Mir verbesseren d'Prise en charge vun de Sevrageaktiounen a mir ënnerstëtzen d'Fondatioun Cancer an hirer Promotion d'un environnement sans tabac. A mir ënnerstëtzen och d'„Génération sans tabac“.

De Mëtteg respektiv de Moie war ech ënnerwee an der Direktioun vun der Santé am Service dépistage. Do lafen Aarbechten an Zesummenaarbecht mam Ausland, fir ze kucken, fir och en Dépistage précoce fir de Longekriibs en place ze setzen.

Wéi gesot, merci nach eng Kéier, datt mer e ganze Mëtteg konnten iwwer Preventioun schwätzen. An nach eng Kéier, fir drop hinzewiesen: Ech hu kee Problem, iwwert den Alkohol ze diskutéieren.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Gesondheetsministesch villmools Merci. An domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun vun de Piraten um Büro leien. Här Clement, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz kuerz, Här President. Ech mengen, ech war scho während menger Ried kuerz drop agaangen. Et gouf jo och elo nach eng Kéier erwäant, wéi wichteg et ass, grad bei Jonken och Preventioun ze maachen. An et ass elo esou, datt déi Nikotinsäckelcher haut an eng Reegelungslück falen an domadder och kënne vu Mannerjärege kaaft ginn, well se eeben net ënnert d'Tubaksgesetz falen. An dofir ass eis Opfuerderung hei mat dëser Motioun, fir de Verkaf vun Nikotinproduiten, déi net ënnert d'Tubaksgesetz falen – dat muss een derbäi liesen, dat hätt een och nach kënne draschreiwene –, wéi zum Beispill Nikotinsäckelcher, u Mannerjäreger ze verbidden. Wann Der elo kommt a sot, Dir wëllt dat gären analog reegele wéi d'Zigaretten an ab 16 maachen, da kënne mer gären doriwuer diskutéieren. An dann, dat Zweet ass, datt mer wirklech och méi streng Kontrolle bei de Verkaufsstelle maachen, fir eeben ëmzesetzen, datt déi Gesetzer dann och applizéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ass dozou eng Wuertmeldung? Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Ministesch huet elo selwer ugekënnegt, dass si do Mesürene, also eng ganz Partie Mesürene, géif ergräifen, dass si d'Nikotinsäckelcher reglementéiere wëllt.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Adehm, kënnt Der vläicht de Mikro an d'Luucht riichten? Mir héieren Iech ganz schlecht. Merci.

Mme Diane Adehm (CSV) | Entschëllegt.

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem.

Mme Diane Adehm (CSV) | Pardon. Ech fänken nach eng Kéier un. D'Ministesch huet elo selwer an hirer Ried gesot, dass si déi Nikotinsäckelcher wäert reglementéieren. An ech mengen, aus deem Grond sollt ee si einfach emol schaffe loossen an ofwaarden, wat dann do kënnt. An duerfir ass dës Motioun hei aus eiser Siicht superfetatoire. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Dann ass d'Wuert fir den Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, ech sinn e bëssen erstaunt, dass dat soll op eemol superfetatoire sinn, well ech mengen, dass et awer eng Opfuerderung ass, déi richtig ass. An dat ass eppes, wat de Moment och villen Elteren dobausse vill Suerge mécht, datt hir Kanner de Moment einfach esou Accès dozou hunn. An et geet drëms, relativ séier dat doten ze maachen. Duerfir fannen ech déi dote Motioun absolutt an der Rei, an duerfir wäerte mir se och stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, well ech anen, wéi et dëser Motioun wäert ergoen, a vu dass mer jo Propose vun der Regierung kréien, fir déi heite Problematik ze reegelen, an d'Madamm Minister eis invitéiert huet, fir aktiv matzeschaffen un der Upassung vun deem Gesetz, géif ech proposéieren, dass mer déi hei Motioun an der Kommissioun zesumme mat de Propositione vun der Regierung diskutéieren, dat ëmsou méi, well déi Motioun hei eng Rei vu ganz gudden Elementer enthält, mee awer net vollstänneg ass a mir eis erwaarden, dass mer bei där Diskussioun weider Schrëtt kënne maachen. Also, meng Proposition wär, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen an da gemeinsam mat de Propositione vun der Regierung ze diskutéieren. An ech hoffen, dass den Här Roth der Madamm Gesondheetsminister opmierksam nogelauschtert huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert fir den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Nee, mir schléissen eis deem un, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Weem schléisst Der Iech un?

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Maja, de weise Wierder vu mengem Virriedner elo grad, dem Här Di Bartolomeo. Wéi esou oft schléisse mer eis him un.

(Hilarité)

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Merci, Här Keup. D'Madamm Adehm huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci. D'Madamm Gesondheetsministesch huet mer elo grad signaliséiert, dass si och d'accord ass, fir dat doten an der Santéskommissioun dann nach eng Kéier ze diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Da froen ech den Auteur vun der Motioun, ob hien och d'accord ass, fir se an d'Kommissioun ze schécken. Dat schéngt de Fall ze sinn. Da géif ech ëm e Vott biede mat Handophiewen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien also d'accord ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da schécke mer dës Motioun an d'Kommissioun a si wäert an deenen nächsten dräi Méint och nach eng Kéier zrëck an de Plenum kommen.

(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.)

10. 8184 – Projet de loi portant :

1^o transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et

2^o modification de :

a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiem Ordre du jour, an zwar zum Projet de loi 8184 iwwert d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Hafflichtversécherung an zum Projet de loi 8187 iwwer eng staatlech Garantie fir d'Kreditlinne beim Fonds d'insolvabilité en assurance automobile. Op Proposition vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert d'Projet-de-loien ofgestëmmt. D'gemeinsam

Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, a vu datt decidéiert ginn ass, datt keng Diskussioun wär, ass dann och keng Diskussioun, an d'Regierung, wa se dann drop hält, huet zéng Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Rapports de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech versichen, et kuerz ze maachen. Ech hunn de Pleséier, e Rapport iwwer zwee Projet-de-loien ze maachen, nämlech den 8184 an den 8187, déi awer ganz enk zesummenhänken an déi en fait Transpositionne vun Direktive sinn. Et sinn allerdéngs, och wann de Rapport kuerz ass, awer zwee ganz wichteg Projeten, och am Interêt vun eisem Assurancésektor, deen e wichteg Standbee vum Finanzsektor duerstellt.

Den éischte Projet de loi, wéi gesot, den 8184, transposéiert d'EU-Direktiv 2021/2118 iwwert d'Responsabilité civile vun den Autosassurancen, also eppes, wat eis praktesch alleguerete betrëfft.

Déi wichtegst Neierung vun dëser Direktiv ass, datt se elo vun den EU-Memberstaate verlaangt, en Organismus op d'Been ze stellen, dee leséiert Automobilisten, déi also e Schued an engem Accident hunn, automatesch indemniséiert am Fall, wou hir Assurancégesellschaft insolvent ass a se also net kann indemniséieren. Duerch dëse Projet de loi schafe mer domadder en neien Établissement public, de sougenannte „Fonds d'insolvabilité en assurance automobile“ oder ofgekierzt FIAA. Dëse Fong erfëllt d'Missioun, wéi d'Direktiv et verlaangt, a gëtt vum Assurancésektor finanziell gespeist.

Niewent der Ëmsetzung vun der Direktiv gëtt och vun der Geleehenheet profitéiert, fir d'Gesetzgebung iwwert den Assurancésektor ze moderniséieren, fir dem Wuesstum vum Sektour aus deene leschte Jore Rechnung ze droen. Esou gëtt zum Beispill de Commissariat aux assurances gestärkt, andeem och d'Unzuel vu Memberen a sengem Conseil erhéicht gëtt.

Ausserdeem ginn och d'Bestëmmungen zu deene sougenannte „professionnels du secteur d'assurance“ adaptéiert.

Dëse Projet de loi dréit och der Digitaliséierung Rechnung an erlaabt déi digital Konservéierung vun den Donnéeën an erlaabt an encadréiert och d'Sous-traitance vun deenen digitaliséierte Servicer a Kommunikatiounen.

D'Assurance-Holdinggesellschaften kréien duerch dëse Projet de loi déi nämmelecht Obligatiounen vum Contrôle vun hire Konten ewéi klassesch Assurance-oder Reassurancegesellschaften.

An als leschte Punkt gëtt och nach eng Adaptatioun virgeholl, fir den EU-Reglement 2021/23 iwwert d'Résolution des contreparties centrales besser ëmzesetzen.

Dat ass also, wat den éischte Projet de loi ugeet.

Den zweete Projet de loi 8187 gëtt der Regierung d'Erlabnis, deem neigeschaaftene Fonds d'insolvabilité en assurance automobile eng Staatsgarantie fir eng Kredittlinn vun 300 Milliounen zur Verfügung ze stellen. Dës Staatsgarantie ass eng zousätzlech Sécherheet, falls dëse Fonds d'insolvabilité et net aus eegener Kraaft géif packen, fir déi grouss Unzuel vun Assuréeen ze indemniséieren am Fall vun der Insolvenz vun enger Assurancégesellschaft.

Elo zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst dat a weist, wéi d'Transposition vun der

Direktiv ëmgesat ginn ass. Si stellt sech d'Fro, firwat am Conseil vum FIAA kee Vertrieder vun den Assurancégesellschaften virgesinn ass. Si begréisst och d'Méiglechkeet, verschidden digital Servicer ze soustraitéieren, och wa se sech gewënscht hätt, datt dës Méiglechkeet op weider Aktivitéiten hätt kënnen ausgedeeent ginn. An hirem Avis complémentaire zu de parlamentareschen Amendementer ass d'Chambre de Commerce der Meenung, datt dës Amendementer den Text weesentlech verbessern. D'Chambre de Commerce begréisst och d'Schafe vun enger Staatsgarantie fir de FIAA vun 300 Milliounen, gëtt awer och ze bedenken, datt ee bei dëser Garantie hätt kënnen bis op 500 Milliounen eropgoen.

De Staatsrot op senger Säit huet eng Partie Remarken opgeworf an och dräi Opposition-formellë gemaach, déi iwwer parlamentaresch Amendementer zu der Zefriddenheet vun der héijer Kierperschaft konnte behewe ginn.

A mengem mëndleche Rapport wollt ech nach erwänen, datt d'Associatioun Finance & Technology Luxembourg, déi Sous-traitanten aus dem Finanzsektor vertritt, un den deemolege Rapporteur Guy Arendt am Juli 2023 e Brëf adresséiert hat, fir hir Bedenken zum Text auszedrücken. Als neie Rapporteur vum Projet de loi hunn ech d'Vetrieder vun dëser Associatioun och de 7. Februar empfaangen, fir mer nach eng Kéier hir Bedenken unzelauscheren.

Zur Prozedur: Béid Projet-de-loie goufen de 24. Mäerz 2023 déposéiert. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum den 26. Juni. Den Avis vun Staatsrot ass zum 10. Oktober. Ech gouf den 12. Januar zum Rapporteur ernannt an hunn déi Charge vum Kolleg Guy Arendt iwwerholl, deem ech hei wëll e grouse Merci soe fir seng exzellent Viraarbecht, déi e schonn zu dëse Projet-de-loie geleescht huet. De 17. Januar 2024 huet d'Finanzkommissioun déi parlamentaresch Amendementer ugeholl, déi de 5. Mäerz vun der Chambre de Commerce an den 12. Mäerz vum Staatsrot aviséiert goufen. An de schrëftleche Rapport gouf den 13. Mäerz vun der Finanzkommissioun ugeholl.

Här President, ech doen elo ganz schnell eng aner Kap un, nämlech déi vum CSV-Deputéierten, fir Iech ze soen ...

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Sans débat

M. Claude Wiseler, Président | Am Fong net.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Dir hutt Recht. Dir hutt Recht! Entschëllegt, ech sinn nach an där Übung dran.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech op jidde Fall villmools Merci fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

Wëllt d'Regierung d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Och dofir soe mer der Regierung villmools Merci.

Den Här Mosar huet elo zwee Rapporten an enger Ried gehalen, mir mussen awer zweemol ofstëmmen, well et zwee verschidde Gesetzestexter sinn.

Mir stëmmen fir d'éischt iwwert de Projet de loi 8184 of. Den Text steet am Document parlementaire 8184^e.

Ech wollt Iech awer drop hiweisen, datt an den Artikel 6, 19 an 32 nach fënnf Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn. A fir d'Sécurité juridique soen ech Iech elo genau, wat fir eng, fir datt dat alles kloer

an däitlech ass. Am Artikel 6 ass dat d'Zuel „3“ virun „trois ans“, déi nach duerchgestrach war, souwéi d'Wuert „trois“ virun „trois ans“, dat nach ënnerstrach war. Am Artikel 19 zum Schluss ass et en Espace, deen ënnerstrach war. An am Artikel 32 sinn dat d'Wierder „une ou plusieurs“, déi nach duerchgestrach waren, souwéi d'Wuert „des“ viru „sociétés“, dat nach ënnerstrach war. Mir stëmmen also elo iwwert den Text unni dës Trackchanges of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8184 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Fin du vote.

Dëse Gesetzestext ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen bei selbstverständlech da kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8187. Den Text steet am Document parlementaire 8187^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8187 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Änderungsversuch vum Chambersreglement 8351 iwwert d'Publicitéit vun de Kommissiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite fënnf Minutten an d'Regierung hätt hei zéng Minutten, mee vu datt et e Reglement vun der Chamber ass, denken ech, ass dat net de Fall. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement. D'Wuert ass elo fir d'Rapportrice vum Änderungsversuch, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President an Iech och alleguerten. Ech mengen, et ass och schon e bëssen haut an der Press ugeklongen: Et ass en historeschen Dag eigentlech fir dëst héicht Haus, well mer e weidere ganz wichteg Schratt a Richtung Transparenz maachen.

An deene leschte Joerzénge huet d'Chamber scho méi wéi eng esou eng Etapp geholl gehat, wou et drëms gaangen ass, sech unzepassen, sief et un d'Entwécklung vun der Gesellschaft oder och un d'Entwécklung vun de Meedien. An dat hei ass eng, déi scho ganz laang an der Diskussioun ass a wou ech frou sinn, dat elo haut hei als Rapportrice virstellen ze kënnen.

Wann een eng Kéier zrëckkuckt ... Ech maachen elo net de ganzen Historique – ech hu mer soe gelooss, deen een oder deen anere géif sech déi Méi elo maachen –, mee wann een eleng déi lescht Jore kuckt, si vun iwwerhaapt emol der Retransmissioun iwwer Chamber TV – et gesäit een d'Ecraan hei – bis och zu der Publicitéit vun de Rapporte vun de Kommissiounen scho wichteg Schrëtt gemaach ginn, fir déi Aarbecht,

déi heibanne leeft, der breeder Ëffentlechkeet e bësse méi zougänglech ze maachen.

Am Fong ass et jo do, wou déi richteg Detailaarbecht geschitt, dat wësst der alleguerten, an de Kommissiounen, wou wierklech d'Gesetzesprojete iwwerschaaft ginn, wou nach méi Detailler erkläert ginn, wou een och vläicht déi eng oder aner Ännerung besser kann novollzéien, och fir e Professionellen, deen herno eppes nosiche geet, soudass et kann extrem interessant sinn, do den Detail vun deenen Diskussiounen nozevollzéien.

An ech sinn och als Rapportrice extrem frou, dass mer déi Bedenken, déi laang am Raum stoungen, dass dat vläicht déi ganz Aarbecht an de Kommissiounen géif méi politiséieren oder erauszögeren, elo konnten all zesammen iwwerwannen an hei deen Text all zesammen konnten op den Instanzeweeg ginn, sachant, dass schon 2019 eng Resolutioun vun der CSV an deem Sënn deposéiert gi war, dass de Chamberspräsident bei senger Untrëtsried dat och nach eng Kéier als ee vu sengen Objektiv gesot hat an déi gréng dunn och eng Resolutioun an deem Sënn deposéiert hunn.

Op Basis vun deenen Annoncen a Resolutiounen ass en Text ausgeschafft ginn, dee mer dunn de 25. Januar 2024 deposéiert hunn, eeben de Gilles Baum, de Marc Baum, d'Taina Bofferding, de Sven Clement, de Fred Keup, de Marc Spautz an ech selwer. An deen ass dann och an d'Règlementkommissioun gaangen, wou et ganz zügeg weidergaangen ass, soudass mer konnten de Rapport, deen haut eeben zum Vott bäidréit, den 13. März 2024 unhuelen an elo dann ab Mëtt Abrëll dann och d'Kommissiounssëtzunge wäerte kënnen – op alle Fall déi, fir déi mer eis zesammen decidéiert hunn – retransmettéiert ginn.

Do stelle sech natierlech nach eng ganz Rëtsch Froer ronderëm: A wéi enge Fäll wäert déi Retransmissioun net stattfannen? Wéi kënnen mer och d'Aarbecht an de Kommissiounssëtzungen esou organiséieren, dass do net deen een oder deen aneren da vläicht duerch den Effekt vun der Retransmissioun d'Wuert nach méi monopoliséiert, wéi dat vläicht elo schon heiansdo de Fall ass?

D'Conférence des Présidents huet sech an e puer Sëtzungen déi lescht Zäit mat Propose beschäftegt fir e Reglement, dat dann och nach wäert uegoholl ginn, e Fonctionnementsreglement. An do si jo scho Sëtzungen och déi nächst Deeg nach virun der Ouschtervakanz, wou dat mat all de concernéierte Membere kann diskutéiert ginn, soudass mer dann ab Mëtt Abrëll déi Testphas kënnen ulafe loossen, wou d'Kommissioun wäerte retransmettéiert ginn a wou dann och eng Evaluatioun gemaach gëtt iwwert déi nächst Méint, fir ze kucken, wat déi positiv an déi negativ Säite sinn, bis mer dann hoffentlech zum Schluss vum Joer zesammen zur Konkusioun kënnen kommen, dass dat dann ausgeweit gëtt op alleguerten d'Kommissiounen oder op alle Fall op e ganz larken Deel vun de Kommissiounen.

Et ass den Artikel 25 Paragraf 7, deen hei emgeännert gëtt, deen dann eeben och virgesäit, dass d'Retransmissioun sech ka maachen – hei am Rapport steet – sief et iwwert de Site internet vun der Chamber oder iwwer Chamber TV oder iwwert déi zwee. Aner Supporte sinn natierlech och envisageabel, wéi zum Beispill YouTube, fir dann een ze nennen.

An et sinn natierlech och ganz kloer Konditiounen, déi och nach fixéiert sinn. Dat ass, dass d'Kommissiounen weider net ëffentlech zougänglech fir de Public wäerte sinn, net elo wéi hei, wou een da kann einfach op d'Tribün sëtze kommen an nolauscheren. Et geet wierklech just reng ëm d'Retransmissioun vun

den Debaten an der Kommissioun. Dat heescht, de Public kennt och net an eis Kommissiounssäll eran an déi physisch Participatioun un dese Reunionen ass nach ëmmer reservéiert fir d'Deputéiert, d'Regierungsmembere an och dann déi Leit, déi sief et Deputéierter begleeten oder Regierungsmembere begleeten, oder déi, déi mer alueden, an d'Press natierlech ganz am Ufank vun de Kommissiounssëtzungen, fir dat heiten eeben esou gutt iwwert d'Bün ze bréngen, wéi mer eis dat alleguerte wënschen.

Discussion générale

Da maachen ech dat da lo esou, wéi den Här Mosar et virdu wollt maachen. Ech dinn da kuerz déi gréng Kap un an ech soen, dass mer dat heiten natierlech ënnerstëtzen. Mir hunn eis ëmmer agesat fir méi Transparenz an deem héijen Haus. Mir sinn der Meinung, dass et extrem wichteg ass, dass politesch Decisiounen kënnen novollzu ginn. A wéi kënnen se besser novollzu ginn, wéi wann een déi ganz Diskussioun ka suivéieren?

Mir deelen elo net déi Ängschten, déi bestinn, dass doduerch eng Debatt méi politiséiert gi kann. Mir sinn hei an engem politeschen Haus. Mir sinn am politesche Raum. Debatte si vun Natur aus politesch. Si sinn et och haut schon an de Kommissiounen. Si si et net ëmmer. Mee ech denken, dass och e politeschen Debat keen ass, dee mer sollte fäerten, an ech weess och, dass déi meescht vun Iech deen och net fäerten, soudass ech op alle Fall ganz frou sinn, dass mir hei déi éischt Etapp maachen.

An ech weess, normalerweis seet de President dem Rapporteur oder der Rapportrice Merci, stellvertriedend fir all d'Deputéiert. Ech wollt awer hei och dem Claude Wiseler Merci soe fir säin Engagement an deser Saach. Här President, fir méi Transparenz an deem héijen Haus: Merci!

M. Claude Wiseler, Président | Ech därf Iech awer trotzdem nach Merci soe fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport an dann d'Wuert un d'Madamm Weydert weiderginn. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Madamm Tanson villmools merci fir deen exzellente Rapport. Mir wäerten haut iwwer zwou Modifikatiounen vum Chambersreglement decidéieren. An dat sinn nawell keng kleng Banalitéiten, well mir hunn eis virgeholl, d'Chamber méi transparent, méi modern a méi dynamesch ze gestalten. A genee dat geschitt mat desen zwou Modifikatiounen.

Als Éischt geet et ëm d'Publicitéit vun de Kommissiounssëtzungen vun der Chamber fir de Grand public. Am Europaparlament gradewéi a verschiddeenen anere Parlaementer uechtert d'ganz Welt ass dëst scho laang eng Normalitéit. Et ass eng Demande, déi schon eng Zäitchen zrëckgeet a souwuel aus der Bevëlkerung kennt wéi och aus der Chamber selwer. Mir starten elo mat enger Aart Pilotprojet, wou fënnf Chamberkommissiounen live iwwerdroe ginn. Dës kënnen dann, geneesou wéi d'Séance-publique, online gestreamt oder am Replay gekuckt ginn.

Déi eigentlech Aarbecht un de Gesetzestexter geschitt jo net hei an der Chambersplenië, wou déi politesch Debate stattfannen an d'Deputéiert iwwert d'Gesetzestexter ofstëmme. D'Aarbecht geschitt wierklech an de Kommissiounssëtzungen, wou d'Deputéiert mol méi, mol manner pertinent Froen zu den Texter opwerfen, d'Avise vun de Beruffskammere an dem Staatsrot analyséieren an d'Minister an hir Beamten déi néideg Erklärungen liwweren, firwat en Text esou an net anescht geschriwwen ass. Déi Diskussiounen an der Kommissiounssëtzung kënnen, gradewéi d'Madamm Tanson et scho gesot huet,

herno vun de Praticiens besser novollzu ginn a se verstinn, firwat den Text esou oder esou ass.

Un der Originn vun dëser Iddi war d'CSV. Et war déi fréier Fraktiounscheffin, d'Martine Hansen, déi schonns am Oktober 2019 kritiséiert huet, dass et un Transparenz an de Chamberskommissiounen feelt, an doropshin eng Resoloutioun deposéiert huet, fir d'Setzungen ze iwwerdreien. D'Begeeschterung vun der deemoleger Majoritéit huet sech awer a Grenze gehal. En öffentleche Vott dozou war ofgeleent ginn an den Dossier ass schleefe gelooss ginn. Bon, déi viregt Majoritéit wollt zwar d'Fënstere grouss oprappen, mee näischt ass geschitt. Dofir: Dës Majoritéit paakt et un a setzt et em!

(Exclamations et brouhaha)

Ëmsou méi houfreg sinn ech, dass mir als CSV den Ustouss dofir ginn hunn ...

M. Georges Engel (LSAP) | Dass d'DP dat awer aushält ...

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Pardon? Pardon?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ëmsou méi houfreg sinn ech, dass mir als CSV dofir den Ustouss ginn hunn an dass d'Chamber méi transparent gëtt. An donieft erhoffe mer eis, dass den Interessi un der Politik doduerch klëmmt an d'Leit, déi net an der Chamber sinn, besser iwwert déi politesch Prozesser informéiert ginn. Mir gesinn an der Iwwerdroung vun de Chamberskommissiounen eng grouss Stärkung vun eisen demokratesche Wäerter an domat ginn ech mat grousser Freed den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif mengen, dass Dir nach duerno Riedezäit hutt als ... Madamm Weydert, huet Dir eng Fro u vum Här Bausch oder net?

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, déi kënn Der gäre stellen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Weydert hëlt se un, dann däreft Der se stellen, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Also, Dir sidd nach net laang an der Chamber, duerfir kënn Der dat vläicht net wëssen, mee wann Der den Historique komplett wëllt maachen: Sidd Der Iech bewosst, dass änlech Initiative wéi déi Resoloutioun, déi d'Madamm Hansen gemaach huet, scho laang virdru komm sinn?

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Dat hunn ech jo och gesot virdru a menger Ried.

M. François Bausch (déi gréng) | Ma nee, ech wëll Iech just soen: Déizäit, do waart Dir an der Majoritéit an Är Partei an der Regierung an do hutt Der och dergéint gestëmmt. Also, ech mengen, dass dat net gutt ass, wa mer elo hei bei esou enger Diskussioun ewéi haut, déi awer, mengen ech, korrekt erofgelaf ass, erëm deen ale Pingpong do ufänken. Ech mengen, dass interesséiert dobausse kee Mensch, géif ech soen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här Bausch, ech mengen, Dir waart an der Majoritéit déi lescht fënnef Joer. Do hätt laang kënnen eppes geschéien an do ass näischt geschitt.

M. François Bausch (déi gréng) | Dir waart och an der Majoritéit. Dir waart virdru 40 Joer an der Majoritéit.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, mee 2019 ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo hale mer och op mam Pingpong, sou wéi Der gesot hutt.

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech maachen et e bësse méi kuerz. Et ass effektiv viru fënnef Joer eng Resoloutioun gestëmmt ginn. Dat huet sech effektiv e bësse gezunn, well och d'Saachen am Land hei an op der Welt geschitt sinn, déi méi wichteg ware wéi dat hei. Ech mengen, dass dat hei en éischte Schrëtt ass. Et ass e ganz gudden éischte Schrëtt. Mir hunn e puer Commissiounen, mat deene mir et elo mol probéieren. Et ass eng Testphas, da gëtt evaluéiert an da kucke mer, wéi mer weiderfuere.

D'Rapportrice huet virdru effektiv vum Projet de règlement geschwat, wéi mer dat doten elo sollen a Musek ëmsetzen. Ech hunn deen hei am Grapp. Ech hunn deen elo mam Kolleg Guy Arendt de Mëten nach gekuckt. Dee kënn an d'Conférence des Présidents zrëck. Ech kann Iech soen, dass meng Fraktioun natierlech heimat wäert averstane sinn. Ech wëll awer just ee Wuert soen zum „d'Fënstere grouss oprappen“. Ech wëll soen, dass och ënner engem President Mars Di Bartolomeo an ënner engem President Fernand Etgen d'Chamber weesentlech moderniséiert ginn ass a weesentlech méi no bei d'Leit komm ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann do weiderfuere, wou mäi Virriedner opgehale huet. Mir hunn et an deene leschte Jore fäerdegbruecht, fir déi éischt Institution ze stärke mat enger ganzer Rei vun Initiativen, ugefaange bei eiser Verfassung, wou mer op Aenhéicht komm si mat der Regierung, weidergefuert mam Petitionsrecht, weidergefuert mat der Initiative législative, déi an der Verfassung virgesinn ass. An ech kann nach eng ganz Rei vu weidere Punkten opzielen.

Firwat hu mer dat fäerdegbruecht? Ma well mer vun deem klassische Majoritéit-an-Oppositiouns-Denken ewechkomm sinn a well mer, wann et em d'Chamber gaang ass, zesummegeschafft hunn. An an der Reglements-kommissioun hu mer deen heiten Accord nëmme fonnt, well mer no Weeër gesicht hunn, fir eppes ze maachen, an net no Ausrieden, fir et net ze maachen. Dofir muss ech soen, dass déi Intervention vu menger Virriednerin kontraproduktiv ass, fir weider an der Reglements-kommissioun op engem gudden Niveau ze diskutéieren.

Wann et gewollt ass, dass mer an der Reglements-kommissioun erëm Majoritéit/Oppositioun diskutéieren, da soll een eis dat soen. Mir sinn do net Demandeur. Mir sinn alleguer hei an dëser Institution, fir dës Institutionen ze verteidegen, fir se méi transparent ze maachen, fir se méi no bei d'Leit ze bréngen, fir hir méi Representativitéit ze ginn, an ech mengen, hei hu mer genee dat Richtegt gemaach. An ech wëll och expressis verbis dem President Merci soe fir säin Engagement. Dat huet net nëmme Fënsteren, mee och Dieren opgemaach. Op deem Wee sollte mer viruere. An hei, wann et da gewënscht ass, fir Parteipolitik ze maachen ... Eng Rei vu Parteien, dorënner eis, haten dat do och an hirem Walprogramm stoen. Mir hunn also just dat gemaach, zu deem mer eis vis-à-vis vun de Wieler verpflichtet hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Elo ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Souwäit ech verstanen hunn, ass jo awer elo all Partei hei am Sall, déi dat dote mat ënnerschreift an dat dote wëll hunn. Duerfir géif ech och elo dervun ofgesinn, fir elo hei ze soen: Deen een, dee wëll dat méi wéi deen aneren. Fakt ass, dass jiddwereen et wëll an dass et doduerch kënn.

Firwat kënn et? Majo et ass ganz einfach esou, do muss een och net laang ronderëm de Bräi schwätzen: Et ass jo och eng Saach, déi mëttlerweil – a mir hunn eis do informéiert – an, mengen ech, alleguerten oder quasi alleguerten de Parlamenten op der Welt esou gemaach gëtt, dass déi Commissiounen iwwerdreie ginn, wat jo och haut méiglech ass mat all deene Moosnamen. An da gëtt dat och gemaach.

Et stelle sech natierlech awer eng Partie Froen. Ech wëll net an den Detail goen. Mir hunn och schon driwwer geschwat. Et si Verschiddener hei – ech net –, déi kënnen sech drun erënneren, wéi d'Ambiance an der Chamber geännert huet dee Moment, wou hei d'Iwwerdroung war. Ech krut emol vum Gast Gibéryen erzielt, dass et dunn net méi dat selwecht war. Ech huelen un, dass stëmmt. A bei de Kommissiounen kann et jo och sinn, dass dat geschitt. Et muss een op verschidde Saachen oppassen.

(Interruption)

Ech mengen, et dierf net verkommen zu enger Selbstdarstellung. Et muss een dann och kucken, wéi dat genee ofleeft.

(Interruption)

Ech soen elo mol: Heiansdo an der Kommissioun huet een awer d'Gefill, dass Verschiddener sech ganz gär och selwer schwätzen héieren an da véier, fënnef, sechs Froe matenee stellen, wou da 15 Minuten drop geäntwert gëtt. Ech mengen, dass sinn och Saachen, déi muss een duerno eeben ajustéieren, wann do Problemer optauchen.

Voilà! Dat gesot, maache mer dat hei natierlech mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo huet een d'Gefill, dass déi éierewäert Institution Chamber dach awer muss an d'Zukunft oder an den Zäitalter vun der Transparenz gezu ginn a gedréckt ginn an dass se dat net ëmmer ganz fräiwëlleg mécht. Dat gesäit een un deem Projet, dee mer dann haut stëmmen, well deen huet jo eng gewësse Virgeschicht.

An déi Virgeschicht fänkt net mat de Motiounen a Resoloutiounen un, iwwert déi mer ofgestëmmt hunn. Ech ka mech nach un eng Zäit erënneren – an ech war nach net an der Chamber, mee ech war awer scho politesch engagéiert –, do waren net emol d'PVe vun der Chamber öffentlech. An et huet u sech eng deemools dach kleng Oppositiounspartei – se si spéider an d'Regierung komm a sätzen elo erëm an der Oppositioun, dat heescht se hunn alles kal a waarm gesinn – vun deene Grénge gebraucht, déi u sech einfach déi PVe geholl an op den Internet gesat hunn. Dat ass décke Sträit hei an der Chamber ginn an ech hu mer soe gelooss, dass do och e puer e bësse méi haart Wieder gefall sinn, wéi dat gemaach gouf. An haut ass et selbsterständlech, dass déi PVen öffentlech sinn, mat e puer Ausnamen, déi mer dann no an no an d'Reglement geschriwwen hunn.

Virun 30 Joer wär et ganz normal gewiescht, datt – wann ech elo richtig rechnen – néng Deputéiert weeder e Büro nach e Laptop nach soss iergendwellech materiell Ekipementer kritt hätten, knapps Riedezäit kritt hätten. Och dat huet sech missen an där Institution hei erkämpft ginn. Et ass also sécher net esou, datt et normal ass, datt hei jiddwereen enger Meenung ass. Ech menge souguer, datt och haut nach ëmmer, wa mer haut de Vott huelen, net jiddwereen der fester Iwwerzeegung ass, datt dat heiten dat Richteg ass.

Ech kann Iech awer soen, datt ech der Meenung sinn, datt et dat Richteg ass. An ech mengen nämlech, datt et dat Richteg ass, well et a Richtung Zukunft geet. Et geet an déi Richtung, déi d'Leit vun eis erwaarden. D'Zäiten, wou Politick hanner zouenen Diere konnt gemaach ginn, sinn eriwwer. An dat net eréischt säit haut, net eréischt säit gëschter, mee scho vill méi laang. An dofir ass et néideg, datt mir als Institution eis och beweegen.

Ech hunn u sech weineg Suergen ... An dofir hu mer deemools déi Resolutiounen matgestëmmt. Mir hunn och an der Conférence, am Büro ëmmer erëm drop higewierkt, datt dat soll weidergoen. Et ass net weiderkomm. An ech erënnere mech, datt ech heibannen e memorabelen Austausch hat mat dem Fraktiounschef vun enger Partei, dee mech elo mat ganz groussen Aen ukuckt, wéi ech gesot hunn, si géife mat zwee Féiss op der Brems stoen. Ma ech si ganz frou, datt se elo mat zwee Féiss dann op de Gas getrëppelt sinn an datt et elo virugeet. An dofir sinn ech ganz frou, datt mer dat haut hei kënnen unanime stëmmen, an ech ginn den Accord vun de Piraten.

Villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

(*Interruption*)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, d'Riednerlëscht wär elo ofgeschloss.

(*Hilarité*)

Plusieurs voix | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | A nee. Sorry, mee ech hunn Iech net op menger Lëscht hei stoen. Mee Dir kritt awer selbstverständlech gären d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat deet mer leed, Här President, well Der wäert et net bereien. Ech wollt nämlech och mat engem Luef notamment un Iech ufänken. Dat hei ass effektiv e Schrëtt, deen eis elo vläicht selbstverständlech virkënn, mee de Sven Clement huet et ganz richtig gesot: Viru 15 Joer – et muss een net 30 Joer zrëckgoen – war et nach net selbstverständlech, datt iwwerhaapt d'PVen, déi schréftlech PVen, effentlech waren. Dat war dann eng Initiativ vun deene Gréngen, déi dat da quasi geleakt hunn, iert dat Wuert eigentlech wierklech bekannt ginn ass oder sprochräif ginn ass.

An duerno war et souguer nach eng Risendiskussion, ob dann d'Deputéiert mat hirem eegenen Numm, wa se Interventiounen gemaach hunn, kënnen dostoen. Do stoung dann ëmmer nëmme „Representant vun der LSAP“ oder „Representant vun der CSV“, wat fir eis ganz gutt war, well de Representant vun déi Lénk, dat war meeschtens an enger Kommissioun just een. Da wosst ee jo, wie geschwat huet, wann ee just op d'Lëscht gekuckt huet.

(*Hilarité*)

Déi Absurditéit ass dunne och iergendwann ofgeschafft ginn. An elo hu mer dann effentlech Sätzungen – oder de Versuch dovunner –, déi kënnen nogekuckt ginn.

Ech mengen – an dat ass dat Haaptargument hannerdrun – an ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt déi parlamentaresch Aarbecht an de Kommissiounen doduerch besser gëtt, well ech mengen, de Fait, datt Saachen iwwerdroe ginn, fir eis alleguer en Usporn ass, eventuell d'Texter am Virfeld méi genau ze kucken, vläicht och d'Avise vun de Berufskummeren, déi awer an der Vergaangenheet e bësse stiefmütterlech behandelt gi sinn, och an der effentlecher Sëtzung méi seriö ze diskutieren an domadder déi politesch Essenz vun der Debatt, déi mer hei an der Chamber solle féieren, méi räich ze maachen.

Duerfir mengen ech, datt dat hei e wichtege Schrëtt ass, iwwert deen ech mech ganz staark freeën.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech bereien et effektiv net.

(*Hilarité*)

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8351. Den Text steet am Document parlementaire 8351¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8351

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, da schléissen ech de Vott of.

Ech hunn 58 Jo-Stëmmen. D'Madamm Tanson ziele mer derbäi, 59. An d'Madamm Welfring iwwert d'Procuratioun. Da si mer op 60 Jo-Stëmmen a selbstverständlech da keen Neen a keng Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson);

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An hei brauche mer och net eng Dispens vum zweete Vott ze froen.

12. 8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole

Soumat kënnen mer zum nächsten a leschte Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8352, an zwar eng Upassung vun de Riedezäiten. D'Riedezäit ass hei nom

Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit fënnf Minutten. An et hu sech elo schon ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup an den Här Sven Clement. An da ginn ech dovunner aus, datt den Här Marc Baum sech och ageschriwwen huet. Ok, dann hu mer dat direkt schon elo gekläert. Dann huet d'Wuert: d'Rapportrice vum Projet, déi honorabel Deputéiert Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Hei ass dann elo manner a Richtung Transparenz, mee méi a Richtung Liewensqualität ...

(*Hilarité*)

... fir jiddwereen, deen eis Debatte suivéiert, an och vläicht fir eis selwer eng Dynamiséierung vun den Diskussiounen. Et ass jo ganz wichteg, dass mer Sujeten debattéieren, mee wéi de Chamberspresident nach de Moien um Radio erkläert huet: Wann een 30 Minutten huet, da mengt een, et misst een déi och fëllen, well ee soss gesot kritt, et hätt een näischt ze soen. Soudass dat eppes ass, wat natierlech soll derzou féieren, dass mer eis Messagë vläicht e bësse méi kondenséiert, mee awer nach ëmmer a gudden Diskussiounen hei eriwwerbrénge kënnen an och esou, dass awer och déi Sensibilitäten a Fraktiounen, déi manner Riedezäit hunn, elo net ze kuerz kommen.

Ech denken, Dir kennt och hei de Werdegang: Et ass deposéiert ginn de 25. Januar 2024 vun deene selwechte Leit wéi déi, déi ech virdu genannt hunn. Dunn ass et och an d'Règlementskommissioun komm. An och dëse Rapport gouf den 13. Mäerz 2024 ugeholl.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Modifikatiounen. Eng hutt Der virdu scho materlieft. Mir praktikéieren déi schon, si steet awer nach net formell dran. Dat ass eeben dee Modell, wou mer e Rapport maachen – wéi virdu den Här Mosar –, wou awer keng Diskussioun ass.

Deen aneren ass de Modell, wou kee Rapport an och keen Debat ass, deen dann och elo detailléiert am Reglement am Artikel 73 drasteet.

De Modèle de base bleift d'selwecht.

An dann deen neie Modell 1, dat ass dann eeben deen, dee lo wierklech e bësse gekierzt gëtt. En gros ass dat dann d'Hallschent vun deem, wat virdu virgesi war, mat engem Seuil minimal vu siwe Minutten, deen erakënn.

Deen neie Modell 2 ass den aktuelle Modell 1. De Modell 3 ass den aktuelle Modell 2. De Modell 4 ass den aktuelle Modell 3. An de Modell 5 bleift in-changé.

Et bleift och weiderhin esou, dass, wa keen Accord fonnt gëtt, dann e Modell an der Conférence des Présidents imposéiert gëtt. Dat ass da fir e Projet de loi de Modell 3, also den aktuelle Modell 2, a fir Débats de consultation an Débats d'orientation eebefalls de Modell 3. An natierlech fir déi ganz grouss a wichteg Debatten, wou och vläicht da méi Riedner zu Wuert kommen, wéi den Débat sur l'état de la nation an natierlech d'Politique financière, do spillt d'office de Modell 5.

An dann eeben och hei: Als Verriederin vun deene Gréng ginn ech den Accord da vun eis fir dës Modifikatioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson, fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, an der Praxis gesi mer oft, datt verschidde Riedemodeller, wéi se aktuell ugewannt ginn, einfach net méi zäitgeméiss sinn. D'Riedezäite sinn ze laang an oft gëtt et eigentlech guer näischt Neies méi derzou ze soen, soudatt eenzel Interventione vum den Deputéierten – ouni engem wëllen ze no ze trieden – zu repetitive Monologe ginn.

Konkreet ginn duerch dës Ännerung vum Chambersreglement zwee nei Modeller agefouert an d'Riedemodeller gekierzt, sou wéi d'Rapportrice dat scho gesot huet. An ab Abrëll gëllt et also, déi politesch Messagen an der Pleniéer méi kuerz a méi knackeg ze faassen. An dat ass gutt esou, well nëmmen esou kréie mer méi dynamesch Debaten an der Chamber.

Mir denken, datt duerch dës Mesüre keen ze kuerz komme wäert an den Debaten an dass d'Chamber doduerch méi modern gëtt an dass et virun allem fir d'Leit dobaussé méi interessant gëtt, an d'Chamber-sëtzung eranzelauschteren. Dofir gesi mir dat als absolutt zäitgeméiss Moderniséierung. An heimat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass et um Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech hat eng Léierin an der Primärschoul, wa mer en Aufsatz geschriwwen hunn, dann huet se gesot: „In der Kürze liegt die Würze.“ Voilà! A wa mir et elo hei fäerdegbréngen, méi gezielt eis Messagen ze placéieren, a mir gewannen e bëssen Zäit, ech mengen, dann ass dat gutt fir eis, et ass gutt fir déi Leit, déi eis nolauschteren, an et ass gutt fir d'Representatioun vun der Politick. An da fänken ech och direkt elo de Moment schonn un an ech halen op.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ma très bien, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. An ech hat e Léiermeeschter, dee mer gesot huet: „Wann s de méi wéi zéng Minutte brauchts, dann hues de Onrecht.“

(Exclamations et hilarité)

An dofir follegen ech dem Beispill vu mengem Virriedner an ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wëll awer ënnersträichen, dass ech mengem Léiermeeschter villes gegleeft hunn, ...

M. Georges Engel (LSAP) | ... mee dat awer net!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... mee awer dat net!

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Et ass schued, soss hätte mer Iech dat deemnächst eng Kéier rappeléiert an enger Kommissiounssëtzung, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, hei ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgegift, et ass elo um Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir kréien eng nei Bün.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, also ech mussen och soen, dass dat heite mer perséinlech wierklech och um Häerz loung, fir déi Riedezäiten e bëssen ze verkierzen. Ech weess net, anerer si vläicht scho méi Joren a Joerzénkten heibannen an hunn dat vläicht nach méi an der Gewunnecht, mee ech fannen awer, dass verschidde Rieden, déi ech hu misse matmaachen an de leschte véier Joer, vill ze vill laang waren. An dat kënnt dann op dat eraus, wat grad gesot ginn ass: Et gëtt ëmmer erëm dat selwecht widderholl. Et gëtt eng Ried gehalen, déi kee Rapport méi huet zu deene Riede virdrun. Et ass keng richtig Debatt, et gëtt einfach en Text virgedroen eng hallef Stonn laang, wou een dat Ganzt och kéint a méi kuerzer Zäit maachen.

Duerfir géif ech esouguer nach méi wäit goen an ech géif iwwerhaupt, och bei Interpellatiounen vläicht, kucken, fir se méi niddereg ze maachen, déi Riedezäit. Iwwerall, am Bundestag an Däitschland, och an anere Länner, ass dat iwwerhaupt alles vill méi kuerz. An dann huet een awer ëmmer genuch. A fënnf Minutten, zéng Minutte kann een nach genuch soen. Et muss een net ëmmer eng hallef Stonn hunn. Duerfir stëmme mer dat hei natierlech ganz gär mat.

Ech soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Riedezäite gi méi kuerz. Dat heescht, datt et an Zukunft och nach méi pointéiert muss sinn. An dat féiert da vläicht dozou, datt deen een oder anere Message sech och erëm e bësse méi kloer vuneneen ënnerscheet, well ech mengen, wat mer méi laang schwätzen, wat mer eis vill méi widderhuelen ënnereneen, well jo am Fong ëmmer dat nämmelecht gesot gëtt, bis dann de politesche Message kënnt, bis déi politesche Ënnerscheidung kënnt, bis dat, wou mer eis net méi eens sinn.

Ech mengen, dat kënnen erauszesträichen, dat gëtt elo en Challenge déi nächst Wochen, Méint a Joren. An dat féiert sécher derzou, datt et e bësse méi dynamesch gëtt. Mir wëssen alleguerten, d'Opmierksamkeetsspan vun de Leit hält ëmmer méi of, an esou kënnen se dann awer nach d'Chamber suivéieren, well mir ginn dann och e bësse méi kuerz. Mir wäerten dat hei matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Saache pointéiert formuléieren ass, mengen ech, wichteg. Et dierf een awer net vergiessen, datt een trotzdeem e Sockel brauch, ënnert deem e Gedanke schwéier formuléierbar ass. An déi Modeller, déi mer elo hei unhuelen, respektéieren awer dee Prinzip.

Och do kann ech drun erënneren: Zwielef Joer ass et, mengen ech, hier, do ware fir e Modèl de base fir en Deputéierten zwou Minutte virgessin. An do fänkt dann awer un, eng Limitt no ënnen ënnerschratt ze ginn. Dat, wat mer hei fonnt hunn, ass, mengen ech, e gudd Kompromëss, mat deem jiddweree liewe kann.

An ech mengen och schonn, datt mer lues awer sécher ufänken, méi pointéiert Debatten ze féieren. Oder anescht gesot, wéi ech et eng Kéier dem fréieren Escher Buergermeeschter no enger kuerzer Budgetpresentatioun senger-säits gesot hunn: „Wann ee schonn näischt ze soen huet, soll ee sech wéinstens kuerzhalen.“

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Baum. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8352. Den Text steet am Document parlementaire 8352¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Vote par procuration, soen ech nach eng Kéier. Et sinn nach eng Rei Votten, déi net gemaach sinn. Kënnt Der nach eng Kéier duerchchecken? Ok, ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Enthaltung.

Résultat définitif après redressement : la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Marc Spautz), Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Carole Hartmann), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Paulette Lenert) et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.10 heures.)

Sommaire

- | | | |
|--|-------|---|
| <p>1. Ouverture de la séance publique M. Claude Wiseler, Président</p> | p. 41 | |
| <p>2. 7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt Discussion générale : Mme Octavie Modert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) M. Claude Haagen M. Franz Fayot (parole pour fait personnel) M. Tom Weidig M. François Bausch M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479B et dispense du second vote constitutionnel Motion 1 : M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme M. Franz Fayot (intervention de M. le Ministre Lex Delles) M. François Bausch (intervention de M. Marc Goergen) M. David Wagner Vote sur la motion 1 (rejetée)</p> | p. 41 | |
| <p>3. 8254 – Projet de loi portant modification : 1^o de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ; 2^o de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ; 3^o de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann Discussion générale : Mme Octavie Modert M. Claude Haagen M. Tom Weidig M. François Bausch M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme Vote sur l'ensemble du projet de loi 8254 et dispense du second vote constitutionnel</p> | p. 44 | |
| <p>4. 8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen Discussion générale : M. Emile Eicher Mme Francine Closener M. Jeff Engelen M. François Bausch M. Marc Goergen M. David Wagner Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics Vote sur l'ensemble du projet de loi 8262 et dispense du second vote constitutionnel</p> | p. 45 | |
| <p>5. 8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen Discussion générale : Mme Corinne Cahen M. Marc Lies Mme Francine Closener M. Jeff Engelen M. François Bausch M. Marc Goergen M. David Wagner</p> | p. 47 | |
| | | Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics Vote sur l'ensemble du projet de loi 8332 et dispense du second vote constitutionnel |
| | | 6. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique p. 50 Exposé : Mme Joëlle Welfring Discussion générale : M. Christophe Hansen M. Luc Emering Mme Claire Delcourt M. Jeff Engelen M. Ben Polidori (intervention de M. Sven Clement) M. David Wagner M. François Bausch M. Fernand Kartheiser (intervention de M. François Bausch) Vote sur la motion modifiée (adoptée) |
| | | 7. Motion de M. Paul Galles relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris, ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre p. 52 Exposé : M. Paul Galles Discussion générale : Mme Claire Delcourt M. Fred Keup (interventions de M. Marc Goergen) Mme Joëlle Welfring M. Luc Emering M. Ben Polidori M. David Wagner M. Fred Keup Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité Vote sur la motion modifiée (adoptée) |
| | | 8. Motion de M. Franz Fayot relative à la transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques p. 55 Exposé : M. Franz Fayot Discussion générale : M. André Bauler M. Tom Weidig M. Christophe Hansen Mme Joëlle Welfring M. Ben Polidori M. David Wagner (interventions de M. Fred Keup) M. Franz Fayot M. Tom Weidig Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité Vote sur la motion modifiée (adoptée) |
| | | 9. Motion de M. Franz Fayot relative à la soumission écrite auprès de la Cour internationale de Justice en faveur de la reconnaissance d'un principe climatique intergénérationnel p. 57 Exposé : M. Franz Fayot Discussion générale : M. Christophe Hansen M. Guy Arendt M. Fernand Kartheiser M. Ben Polidori Mme Joëlle Welfring M. Franz Fayot Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité Vote sur la motion modifiée (adoptée) |
| | | Présidence : M. Claude Wiseler, Président Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes et M. Serge Wilmes, Ministres |

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 7479B un, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert

d'Konkurrenz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister,

de Gesetzesprojet 7479 gouf am September 2022 vun der Kommissioun an zwee Voleten opgedeelt, dat nodeem de Conseil d'État eng Opposition formelle ausgedréckt hat a mir keng Zäit méi wollte verléieren: eng Kéier d'Gesetz 7479A, wou et ëm d'Konkurrenz geet, dat Enn 2022 a Kraaft getrueden ass, an dann de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, de 7479B, deen d'Fixatioun vun de Präisser unhand vun engem Règlement grand-ducal betrëfft.

De Gesetzesprojet 7479B gesäit vir, den Artikel 3 vum Gesetz iwwert d'Konkurrenz ze ergänzen, well deen Text dem Staatsrot an deem Sënn ze vag an onprezis ass. Deemno wier en och net mam Prinzipp vum fräien Handel kompatibel, wat, Dir wësst et, laut

onser Verfassung eng Matière réservée à la loi ass. De Staatsrot hat dofir gefuerdert, datt déi ekonomesch Secteuren an och d'Outillen, déi de Pouvoir réglementaire benotze kann, kloer définéiert solle ginn.

Dése Gesetzesprojet soll de Kader festleeën, an deem d'Regierung kann intervenéieren, fir an engem Noutfall d'Präisser ze fixéieren. Am Fall vun onerwaarten an extraordinäre Situatiounen, wéi zum Beispill der Covidkris oder dem Krich an der Ukrain, déi en Impakt op d'Präisser oder och d'Disponibilitéit vu verschiddene Produiten oder Servicer kënnen hunn, déngt dës Optioun als eng Zort Sécherheetsnetz fir d'Regierung.

Et ass dann am Text och e Kontrollmechanismus virgesinn. D'Autorité de la concurrence muss consultéiert ginn, éier e Règlement grand-ducal iwwerhaupt ka geholl ginn, an déi maximal Dauer vun engem Règlement gëtt op sechs Méint fixéiert.

Den Text gesäit dann och vir, dass en ëffentlech Awierken um Niveau vun de Präisser just da justifiéiert ass, wann et dem allgemengen Interessi déngt. Dëst wier de Fall, fir de Schutz vun de Verbraucher an den Destinataires de service ze garantéieren, fir enger Concurrence déloyale entgéintzewierken, fir d'Ziler vun der ëffentlecher Gesondheet ze schützen, fir d'sozial Uerdnung bäizebehallen a fir de finanziellen Equiliber vum System vun der Sécurité sociale ze erhalen. Finalement mussen dës Interventiounen dann och néideg sinn an d'Prinzipie vun der Non-discrimination an och vun der Proportionalitéit solle respektéiert ginn.

Här President, Léif alleguerten, de Staatsrot huet säin Avis den 13. Juli d'lescht Joer ginn. Vun der héijer Kierperschaft gouf et eng Opposition formelle beim Artikel, deen d'Instrumenter bestëmmt, vun deenen ee ka Gebrauch maachen, fir Präisser ze fixéieren. De Staatsrot huet fonnt, dass d'Formulatioun, ech zitieren, „des instruments tels que“ ze vag wier an dem Grand-Duc géif eng vill ze grouss Fräiheet loossen. Well et sech ëm eng „matière réservée à la loi formelle“ handele géif, misst de Pouvoir exécutif kloer a precis encadréiert ginn, fir all „pouvoir discrétionnaire absolu“ säitens der Administratioun ze verhënnern. An dësem Sënn huet de Staatsrot eng Proposition de texte gemaach, déi d'Kommissioun an hirer Reunion vum éischte Februar vun dësem Joer esou och ugeholl huet. Esou war d'Opposition formelle opgehewen.

Fir weider Detailer zum Fong an och dem Avis verweisen ech op de schréftleche Rapport a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Arendt villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci, Här President. Hei ass effektiv dat lescht Element vun deem Gesetz, dat schonn a Kraaft ass. Et geet drëms, de Pouvoir réglementaire vun der Regierung ze encadréieren an dat ass dann hei och op sechs Méint ze begrenzen. Et ass wéi bei den Noutstandsgesetz, déi virun iwwer 25 Joer och ageengt an ëmraamt gi sinn an der Zäitspan an an den Ausmoossen. An och eis nei Verfassung gesäit an hirem Artikel 48 iwwert den État de crise e strenge Corset vir, an deem d'Regierung kann handelen ouni d'Interventioun vun der Chamber an ouni datt e Gesetz gemaach gëtt.

Et geet drëm – an dat ass wichteg –, datt d'Chamber hir Kontrollfunktione kann ausüben an net op onbegrenzten Zäit kee Gesetz do ass. An dofir gëtt CSV-Fraktioun hiren Accord. Et gëtt nun emol aussergewöhnlech Situatiounen, wou séier muss kënnen gehandelt ginn, wat besonnesch a Fäll vun internationale Krise muss méiglech sinn. Mee et ass kloer: Dat muss sech op exceptionnel an dréngend Fäll beschränken an an der Zäit begrenzt bleiwen. Duerno muss de Legislateur intervenéieren.

Dëst Gesetz gesäit elo a senger leschter Fassung precis Konditiounen a Mechanisme vir, éier d'Regierung Moosnamen huele kann. De Rapporteur Guy Arendt – merci fir säi gudden Rapport – huet se opgezitt. Dat war och dem Staatsrot seng Suerg, well et sech hei ëm eng Matière réservée à la loi handelt.

Den Här Fayot, deen d'Ursprungsgesetz als Minister deposéiert hat, huet gesot, dat wär e politeschen Avis vum Staatsrot. A wéi engen Hypothese wollt Dir dann, Här Fayot, dës reglementaresch Méiglechkeeten aktivéieren, datt Der zu där doter Meinung kommt sidd? Vlächcht sot Der eis herno e Wuert dorüwer.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert.

(Brouhaha)

An da ginn ech elo dem Här Claude Haagen d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Si mer haut an der Froestonn?

(Hilarité)

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Här President, dat heiten ass dat lescht Puzzlestéck zum Konkurrenzrecht an et ass, wéi d'Virriedner et scho gesot hunn – de Rapporteur och –, e wichteg Instrument a Krisenzäiten, fir zum Beispill d'Maartwirtschaft ze reglementéieren, an dat am Sënn vun eiser Gesellschaft. Dat huet déi lescht Pandemie gewisen an dofir ass et och wichteg, datt d'Chamber no sechs Méint och do muss gefrot ginn, wann esou eng Mesür ergraff gëtt, natierlech och no der Consultatioun vun der Autorité de concurrence. Ech mengen, d'Chamber, dat huet se gewisen an der leschter Pandemie, ka ganz séier och reagéieren, wa mer an esou engem Fall sinn. Dofir gi mir natierlech als LSAP-Fraktioun och hei den Accord.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Vu datt den Här Fayot virdrun direkt ugesprach ginn ass, kann hien natierlech och Stellung huelen dozou. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Jo, Fait personnel. Effektiv ass dat Gesetz jo net am lofleere Raum entstanden. Mir haten eng Pandemie, wou mer vill Problemer hate mat verschiddene Präisser. Ech erënneren nëmmen un d'Masken, déi eng Zäit net erbäikomm sinn oder déi ze vill deier waren. Mir haten duerno eng Kris mat der Energie, wou et och vill ëm d'Präisser gaangen ass. An an deene Krisekontexter kënnen mer eebe Situatiounen hunn, wou et duerchaus utile ass a wichteg ass, dass eng Regierung och d'Méiglechkeet kritt, fir bei de Präisser ze intervenéieren, déi sech dann dee Moment net normal fixéieren.

An ech hunn dat gesot mam Staatsrot, well ech effektiv och an Diskussiounen mat hinnen, déi ech als Minister gefouert hunn, wierklech d'Impressioun hat, dass do eng dach relativ dogmatesch Approche par rapport zum Principe de liberté du commerce et de

l'industrie do war, déi dat dote mordicus refuséiert huet. An dofir hate mer do effektiv e bëssen e Bras de fer. An ech si frou, dass mer schlussendlech déi Solutioun do fonnt hunn, déi mer elo fonnt hunn, fir dat do awer ze erméiglechen, well, wéi gesot, mir hunn eng ganz Partie Krise kann. Et komme sécher nach anerer an et gëtt leider, mengen ech, déi nei Normalitéit, dass mer heiansdo Präisser hunn, déi sech net normal fixéieren op engem normal fonctionéierende Maart.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chamberspräsident. Ech proposéieren och menger Fraktioun, dese Projet de loi ze stëmmen. Wann een an Ausnamesituatiounen ass, wann een eppes ännert an der Regierung eng extra Gewalt gëtt, gëtt et natierlech ëmmer d'Méiglechkeet, datt do Mëssbrauch gemaach gëtt. Mee mir mussen der Regierung do vertrauen. An ech fannen et och wichteg, datt am Gesetz drasteet, datt op d'mannst d'Autorité de concurrence do eng kéier consultéiert gëtt an dat och nëmme fir sechs Méint ass. Dofir si mir averstanen, dat ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech maachen et kuerz: Ech bréngen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et e bësse manner kuerz wéi mäi Virriedner. Och wann et hei u sech just ëm den zweeten Deel vun dem Gesetzestext zur Konkurrenzautoritéit geet, sou geet et hei ëm Präisdeckelen. Beispiller goufe genuch genannt. Et ass wichteg, datt mer déi Decisioun kënnen huelen an datt mer eng Base légale hunn, fir se kënnen ze huelen, well soss fanne mer eis erëm a Situatiounen, déi mer an der Vergaangenheet kann hunn a wou mer u sech net ëmmer ganz glécklech ware mat de Léisungen.

Wéi mer am November 2022 den éischten Deel vun deem Gesetz hei ugeholl hunn, hu mer eis derfir staark gemaach, datt d'Konkurrenzautoritéit och soll kënnen Fusioun kontrolléieren. Mir haten eis, esou wéi d'ALEDC, fir eng Konkurrenzkontroll virun de Fusiounen ausgeschwat. An eis Nopeschlänner hunn ewell sou Systemer, just Lëtzebuerg verléisst sech do exklusiv op Bréssel. Mir kënnen eis awer hei net nëmmen op den europäesche Mechanismus verloossen, dee vill ze spéit a bei vill ze grouse Firms gräift. En Agräifen an de Marché an den Equiliber tëscht Offer an Demande gëtt et net eréischt ab engem Chiffre d'affaires mondial vun iwwer 5 Milliarden. En Auschiele vum dem fräie Marché gëtt et op allen Niveaue. Dat kënnen kleng PMEen oder de Staat sinn, gradewéi Multinationallen. De Contrôle ex ante ass dofir wichteg. Mir brauchen deen och zu Lëtzebuerg. Frankräich, Däitschland an d'Belsch hu scho méi laang esou Kontrollen.

A wa mer de Projet zum Konkurrenzrot haut iwwert d'Bün kréien, muss muer ugefaange ginn, an esou engem Ex-ante-Kontrollmechanismus ze schaffen. Et ass ëmmer méi einfach, fir virun enger Fusioun ze intervenéieren, wéi spéider ze versichen, duerch Strofen d'Firmen auserneenzekréien. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, Här President. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'Konkurrenzautoritéit 2022 mam Projet de loi 7479A zu engem Établissement public ginn ass an d'Méiglechkeet kritt huet, fir sech an Dossieren ze autosaiséieren;

– dass et an eisen Nopeschlänner scho verschidde Versioune vun enger Konzentratiounskontroll (contrôle de concentration) gëtt. Zum Beispill a Frankräich huet déi zoustänneg Autoritéit d'Méiglechkeet, de betreffene Firmen Ännerungen an hirer Fusioun ze imposéieren;

– dass op EU-Niveau eréischt eng Konzentratiounskontroll gemaach gëtt, wann de gesamten Émsaz, dee vun alle betreffene Firmae gemaach gouf, méi wéi 5 Milliarden Euro betrëfft an den Émsaz, deen an op d'mannst 3 EU-Länner gemaach gouf, méi wéi 250 Milliounen Euro betrëfft, esoufern keng vun de betreffene Firmae méi wéi zwee Drëttel vun hirem gesamten Émsaz an der EU an engem eenzege Land mécht.

Aus dese Grënn invitëiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng Gesetzespropos auszeschaffen, fir dass d'Konkurrenzautoritéit sech an Zukunft autosaiséieren an eng Konzentratiounskontroll ex ante hei zu Lëtzebuerg kann duerchféieren.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | A Frankräich huet zum Beispill d'Autoritéit d'Méiglechkeet, de betreffene Firmen Ännerungen an hirer Fusioun ze imposéieren. D'Fusioun ginn also net ënnerbonnen, se gi just ugepasst, soudatt de Risiko vun der Maartmanipulation méi kleng gëtt. An dës Prozeduren an eisen Nopeschlänner gi séier vustatten. An der Belsch geet dat an engem Mount, an Däitschland kann dat maximal fënnf Méint daueren. An eisen Nopeschlänner geet et also. Firwat net zu Lëtzebuerg?

2022 hu mer schonn drop opmierksam gemaach, datt dat zum Beispill bei Cafetieren, jo, u sech bei Béiersproduzenten de Fall kéint sinn, wou jo och de Conseil de la concurrence schonn 2019 drop higewisen huet. Dat, wat fir d'Produzente gëllt, kéint jo och fir d'Distributeure gëllen. Majo, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesi mer dann elo, wann dat dann ex post muss analyséiert ginn an net ex ante, well fënnf Joer drop huet sech näischt geännert. Et brauch een eng Konkurrenzsituatioun a keng Konkurrenzsituatioun. Et brauch een eng funktionell a performant Konkurrenzautoritéit, déi d'Rechter vun de Konsumenten an de Firmen um fräie Marché schützt. Dat hu mer mam Projet scho gemaach. Dat heiten ass elo eng weider Brique. Et wäert eng begrenzte Brique sinn, an dofir denke mer, datt een hei nach weider muss dru schaffen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier jiddwerengem Merci soe fir déi grouss Zoustëmmung hei. Ech mengen, datt ass e ganz wichtige Pilier an dass et och déi richteg Decisioun war zu deem Moment, dat Gesetz ze splécken, well mer eeben am Kader vun enger Infrastruktur hei scho waren, dofir deen Deel scho konnt ofgeschloss ginn an hei eeben de Pouvoir

réglementaire eenzel behandelt ginn ass, fir e Präis ze limitéieren. Et ass och ganz wichteg, dass een d'Liberté de commerce net blockéiert. Hei mécht een dat awer punktuell an dofir muss dat och ganz kloer agegrenzt ginn. Dofir souwuel mat den Autoritéiten, déi et kontrolléieren, wéi awer och déi sechs Méint Limitatioun, déi dran ass, soudass hei e weidert Stéck also ass, fir wierklech a ganz speziellen Zäiten, ganz limitéiert, ënner Kontroll kënnen hei der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, e Präis ze fixéieren.

Leider kann ee Beispiller hei nennen. Den Här Fayot huet gesot: während dem Covid de Präis vun de Masken, de Präis vun deene Gellen, déi een hat, fir sech d'Hänn ze desinfizéieren, déi op eemol explodéiert sinn. Dat si Beispiller, déi een an der Vergaangenheet gesinn huet. Soss sinn där Saachen awer normalerweis net. Esou eppes soll also ënner ganz exceptionelle Konditiounen kënnen geschéien.

Just zu der Ried vun Här Clement: Ech mengen, Dir schwätzt zu engem anere Projet de loi, dee schonn deposéiert ginn ass. Leider hutt Der näischt zu deem heite Projet de loi gesot. De Contrôle de concentration ass schonn am Summer deposéiert ginn. Deen ass och schonn an der Kommissioun diskutéiert ginn, soudass déi Aarbecht also scho gemaach ass. An ech mengen, dass mer och an der Kommissioun zu deem Projet, wéi e virläit, diskutéieren sollen an net hei zu engem Projet de loi, deen am Fong näischt domat ze dinn huet.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun zu deem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7479B. Den Text steet am Document parlementaire 7479B³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: 0, an Abstentionen dann och: 0. An dese Gesetzestext ass also mat 60 Jo-Stëmmen unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Christophe Hansen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Elo hu mer nach eng Motioun vun Här Sven Clement do leien. Ech hoffen, datt Der déi alleguer ausgedeelt krut, well wann Der se net ausgedeelt krut an net hutt, da kënnen mer natierlech kloerweis net driwwer schwätzen. Dir kritt se also elo am Schnellverfahren ausgedeelt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Si kënnen einfach Jo ofstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, ech ginn Iech emol d'Wuert. Wëllt Dir nach kuerz dozou Stellung huelen?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. U sech ass just ee kleng Saz, deen, mengen ech, wichteg ass, och wann de Minister jo schonn zum Deel eppes dozou gesot huet. Et geet eis drëm, datt sech d'Konkurrenzautoritéit an Zukunft kann ex ante, also virun enger Fusioun, autosaiséieren, fir sech drëm ze këmmen. Dat hunn ech zumindest an där Form bis elo net gelies gehat an den Texter, déi d'Regierung deposéiert huet. Falls sech dat sollt eriwiegen, da kann ech ganz gutt domadder liewen, mee ech sinn op alle Fall der Meenung, datt mer bei enger Ex-ante-Kontroll mussen erauskommen, wou och d'Autoritéit sech selwer ka saiséieren, well soss muss mer ëmmer drop waarden, datt iergendeen aneren Acteur se saiséiert, an dann dauert et ëmsou méi laang. Dofir déi heite Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo haten d'Leit Zäit, fir kuerz d'Motioun ze liesen, an ech ginn dem Här Minister d'Wuert, deen et gefrot huet.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, merci villmools. Ech mengen, datt grad eeben d'Stäerkt vun deem Gesetz, wéi et deposéiert ginn ass, vum Projet de loi, ass, dass soll virdu kontrolléiert ginn, well et kéint Situatiounen ginn, an et gesäit een am europäesche Kontext, dass et dat a verschidde Länner scho gouf, dass eng Fusioun gemaach ginn ass an duerno decidéiert ginn ass, dass se muss réckgängig gemaach ginn, wat eng ganz schwéier Situatioun ass fir déi Societéit, déi dat da gemaach huet. Dat muss virdu gemaach ginn, wat och am Projet de loi, sou wéi en am Summer deposéiert ginn ass, virgesinn ass.

D'Autosaisine, dat ass eng aner Fro – et sinn also zwee Elementer, déi Der dran hutt –, och do muss ee kënnen driwwer diskutéieren, mee et ass ganz kloer, dass d'Regierung am Koalitiounssaccord stoen huet, dass se dat do Gesetz wäert iwwerschaffen, kucken, wou Upassung muss gemaach ginn. Also mengen ech, dass Der zu deem Moment der Regierung net muss den Optrag ginn, fir eppes ze maachen, wat se souwisou am Koalitiounsprogramm virgesinn huet a wat op där anerer Säit souwisou schonn deposéiert ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu deser Motioun? Dat ass net de Fall. Dann ...

(Interruption)

Här Fayot, wollt Dir ...? Ganz gär, Dir musst et just soen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, ech gesinn et effektiv änlech wéi de Lex Delles. Ech hunn dee Projet de loi

do deposéiert fir de Contrôle de concentration, well mer effektiv dat eenzegt Land sinn an der Europäescher Unioun, dat dat nach net huet. Souguer déi ganz kleng ..., aner kleng europäesch Länner hunn dat an ech hunn ëmmer fonnt, dass dat eis net gutt géif zu Gesiicht stoen an dass mer och effektiv an dem Land awer trotzdeem e bëssen eng Situatioun hate vu verschiddene Secteuren, wou mer ganz staark Konzentratiounen hunn, dass mer eis dat Instrument sollte ginn, fir effektiv och ze kucken, dass et do keng Abuse géif ginn, déi een ëmmer constatéiert, wann et esou Konzentratiounen gëtt. An dofir gesinn ech am Fong och elo net direkt de Rapport zwëschent dem Mechanismus fir d'Fixatioun vun de Präisser an deem vun der Konzentratioun.

Ech si par ailleurs awer frou ze héieren, dass dee Projet de loi do weiderbruecht gëtt an dass deen nach wie vor vun där neier Regierung dann och hoffentlech en l'état gedroe gëtt.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat gëtt gemaach!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, mir stëmmen déi Motioun mat, well ech verstinn och net esou richtig, firwat mer elo hei diskutéieren. Den Här Clement huet hei eng Motioun gemaach, wou en am Fong d'Regierung opfuert, eng aner Proposition de loi auszeschaffen, déi sech mat där Fro vun dem Contrôle ex ante beschäftegt. Dat ass jo nëmmen eng Opfuertung un d'Regierung. Wou ass elo de Problem hei, datt mer dat elo dowéinst hei ofleenen?

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

Nee, net an där Form wéi den Här Clement dat gesot huet. Ech sinn zwar do mat em averstan. Mir hate jo och elo rezent e Beispill. Duerfir ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass keng Auto-saisine!

M. François Bausch (déi gréng) | Duerfir sinn ech der Meenung, datt déi Motioun hei schonn hir Berechtigung huet an datt een déi och sollt stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner (déi Léng) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat u sech och esou wéi den Här Bausch: Mir schwätzen do vun zwou verschiddene Saachen. D'Regierung seet, si wéilt d'Gesetz iwwert d'Konkurrenzopsicht och nach revidéieren. An der Rei, mee dat heiten ass eng kloer Opfuertung. Mir kruten déi Motioun zwar ganz séier elo, mee si ass relativ einfach ze verstoen. De Sënn vun der Motioun ..., dat heescht, et ass schonn eng politesch Opfuertung un dës Regierung. An deem Sënn, menge mer, mussen mer se matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung zu deem Sujet. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

9 Jo-Stëmmen, 50 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 50 Nee-Stëmmen géint 9 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. François Bausch, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Christophe Hansen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

3. 8254 – Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;

2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

An da komme mer zum zweete Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8254, eng Ofännerung vun de Gesetzer vun de Beruffschamberen, fir hir Konformitéit mat der neier Verfassung ze garantéieren. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Här President, léif alleguer, am Juli 2023 ass déi nei Verfassung a Kraaft getrueden. Dës huet de Chambres professionnelles e constitutionelle Rang attribuëiert, wat hire Pouvoir législatif an och hire Rôle am Kader vum Sozialdialog nach emol gestärkt huet. Mam neie Statutt vun de Chambres professionnelles mussen Upassungen a vereenzelten Texter, déi si concernéieren, gemaach ginn.

Den Ament gëtt et fënnf Chambres professionnelles, deenen hire Kader ënner anerem duerch déi folgend dräi Gesetzer definéiert ass: d'Gesetz iwwert d'Kreatioun vun de Chambres professionnelles à base

élective, d'Gesetz vun der Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce an d'Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers. Déi dräi Gesetzer gesi fir, dass Erwuessener, déi ënner enger Tutelle stinn, bei de Walen an de Chambres professionnelles d'office vum Walrecht ausgeschloss ginn. Dëst ass net en ligne mat der neier Verfassung.

Den Artikel 64 vun der Verfassung definéiert verschidde Krittäre bezüglech der Wielerschaft zu Lëtzebuerg. Fir kënnen ze wielen, muss een déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn a volljäreg sinn. Fir kënnen gewielt ze ginn, muss een zousätzlech Resident am Land sinn. D'Juridictiounen hunn d'Méiglechkeet, an de Fäll, déi per Gesetz definéiert sinn, engem dat aktiivt a passivt Walrecht ze entzéien. De Legislatuer ass déi eenzeg Entitéit, déi dëst Recht huet an déi dës Decisioun och ka vum Juge des tutelles kontrolléiere loosse.

Fir d'Konformitéit mat der Verfassung ze garantéieren, huet dës Gesetzesprojet als Zil, dräi Ännerunge virzehuelen:

Éischtens soll déi automatesch Exklusivitéit vun de sougenannte „majeurs sous tutelle“, wat hiren Droit de vote actif et passif betrëfft, ofgeschaaft ginn.

Dann ass och virgesinn, d'Loi organique vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers unzepassen, fir hinnen de Statutt vun der Chambre professionnelle ze ginn. Déi haten nämlech bis dato de Statutt vun engem Établissement public respektiv vun enger Personne morale de droit public.

Un drëtter Stell soll den Text, wou et ëm de Renouvellement vun der Chambre d'Agriculture geet, ugepasst ginn. Konkreet soll hei de Renvoi op e bestëmmtent Joer aus dem Text gestrach ginn, fir dass den Text net muss all fënnf Joer ugepasst ginn. Dëst erlaabt och den aktuelle Mandatairë vum Collège des viticulteurs, vum Collège des agriculteurs a vum Collège des horticulteurs hir Aufgaben iwwert déi fënnf Joer eraus ze assuréieren, bis datt déi nei Mandatairen hir Fonctioun untrieden. Soumat ass och eng gewësse Kontinuitéit garantéiert.

D'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet fënnf Avisen eran. Vum Staatsrot gouf et keng Opposition formelle. De Staatsrot huet allerdéngs bemierkt, dass den Artikel 64 vun der Verfassung u sech just déi legislativ Wale betrëfft an dass dofir net ganz d'Argumentatioun am Projet de loi suivéiert gëtt. De Staatsrot begréisst trotzdeem dësen Text, well en erlaabt, d'Wale vun de Chambres professionnelles mam Prinzip vun der Non-Diskriminatioun ze vereenen, deem an Artikel 15 vun der neier Verfassung virgesinn ass.

D'Chambre de Commerce huet den Text allgemeng begréisst.

D'Chambre des Métiers fënnt, genau wéi de Staatsrot, dass keng Kontradiktioun tëschent dem Gesetz an der Verfassung besteet, well de Régime des tutelles vum Code civil an dem Nouveau code de procédure civile virgesi wär. Dëst géif hinnen no bedeuten, dass d'Tutelle souwisou nëmme vun engem Juge ka prononcéiert ginn an doduerch d'Konditiounen, déi vum Artikel 64 virgesi sinn, d'office erfëlle géif.

D'Chambre des Métiers ass awer d'accord dermat, dass een an d'Dispositiounen vun de Lois organiques vun de Chambres professionnelles afüügt, dass sech am Fall vun enger Tutelle de Juge des tutelles muss kloer zum Droit de vote prononcéieren. Och mécht d'Chambre des Métiers d'Remark, dass hir – an der Chambre de Commerce hir – Représentanten, déi an der Fonctioun entweeder Chef d'entreprise oder Entrepreneur sinn, net vu Majeurs sous tutelle kënnen assuréiert ginn.

D'Chambre des Métiers seet doriwwer eraus, datt hiren neie Statutt net méi kompatibel wier mat verschiddenen Dispositiounen vum Gesetz vum 1924. Dëst géif der Regierung en Observatiouns- an Interventiounsrecht vis-à-vis vun de Chambres professionnelles ginn an dat géif Problemer um Niveau vum Ordre constitutionnel bedeiten. Duerfir hu si eng komplett Reform vum Gesetz an och d'Aféierung vun engem Socle juridique commun fir d'Chambres professionnelles gefrot.

D'Staatsbeamtegewerkschaft ass der Meenung, dass den Artikel 64 vun der neier Verfassung just d'Legislativwale betrëfft, well dësen och virgesäit, dass een déi lëtzebuergesch Nationalitéit muss hunn, fir kënnen vum Droit de vote actif et passif ze profitéieren. D'Majeurs sous tutelle hätten an hirer Chamber och schonn den Droit de vote actif, kéinten awer selwer net gewielt ginn.

Allgemeng begréisst d'Chambre des Fonctionnaires, och wa si net selwer vum Text betraff ass, dass duerch d'Changementer, déi virgesi sinn, d'Onofhängegkeet vun de Chambres professionnelles ervirgehuewe gëtt.

Fir weider Detailer zum Fong vun dësem Projet de loi verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech géif heimadder dann och den Accord vun der Demokratescher Partei direkt ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Madamm Hartmann. Merci och fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dat Gesetz hei ..., effektiv, vun deene véier Dispositiounen ginn der dräi dovunner op déi nei Verfassung zrëck. Eng dovunner betrëfft dann d'Landwirtschaftskammer, wou elo just Wale waren. Et ass jo déi Patronatskammer, wou Wale si fir all hir Ressortissanten. Et ass elo natierlech ze spéit fir déi Walen, wou mer et hei stëmmen. Dann ass et awer gutt do fir déi nächste Kéier. An dofir gëtt d'CSV och hiren Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An dann ass d'Wuert fir den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP begréisst dëse Projet de loi a gëtt heimadder hiren Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Weidig, et ass un Tech.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech proposéieren och menger Fraktioun, datt mer dëst Gesetz matstëmmen. Et ass wichteg, datt et an Aklang gesat gëtt mat der neier Verfassung. Eppes wat mir elo net wierklech als néideg gesinn hunn, dat ass, den Artikel ewechzehuele mat de Leit „en tutelle“. Dat huet och d'Handwierkerkammer gesot an och de Staatsrot huet sech jo do scho prononcéiert. Mee dat wäert warscheinlech souwiso keng Relevanz an der Praxis hunn. Duerfir wäerte mer et matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann ass et um Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir sinn d'accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Clement, et ass un Tech.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir begrëssen dee Projet an och mir sinn d'accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass domat ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | D'Regierung begréisst déi grouss Zoustëmmung zu deem Projet de loi hei a seet villmoos Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8254. Den Text steet am Document parlementaire 8254⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8254 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Sou, an ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentiuon. An domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Lies), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8262 iwwert d'effentlech Finanzéierung vum Bau vun enger Europaschoul zu Jonglënster.

(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorable Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmoos merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir investéiere souwuel an nei Schoule wéi och an nei Schoulsystemer natierlech, mee awer haut emol virun allem an nei Schoulgebaier, fir dass jiddwer Kand och dat richtegt Gebai fir sech fënnt. Haut hu mer direkt zwee Projeten um Ordre du jour, wou et em Schoule geet. Mir investéieren, wéi gesot, weider an d'Bildung an och an d'Gebaiere eben, fir dass och jiddwereen ënnert de beschte Konditiounen kann hei am Land an d'Schoul goen.

Den éischte Projet haut, den 8262, ass dee vun engem neie Gebai fir déi effentlech Europaschoul zu Jonglënster.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Zanter der Ouverture vun der éischter effentlecher Europaschoul 2016 zu Déifferdeng si souwuel d'Demande wéi och d'Offer permanent an d'Luucht gaangen. Bei der Reentrée 2018/2019 ass eng effentlech Europaschoul zu Jonglënster opgaangen an engem modulairé Gebai, dat scho bestanen huet um Site vum Lënster Lycée. D'Primärschoul an d'Spillschoul, déi am Moment nach a Container ënnerbruecht sinn, kréien elo en neit Gebai mat engem neie Schoulhaff, enger Sportshal an och engem Geméisgaart.

Erlaabt mer, e bëssen an den Detail ze goe vun dësem Gesetz. An deem neie Gebai wäerten eng 400 Kanner kënnen beschoult ginn an déi sinn dann an 20 Klassenäll opgedeelt. Do dernieft ginn 10 sougenannte „Salles de différenciation“ gebaut. 4 dovunner wäerten och vum Service d'éducation et d'accueil benotzt ginn. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'H-Form vum Gebai et erlaabt, rationell Weeër ze hunn: D'Entrée vum neie Gebai ass an der Mëtt, soudass jiddereen um kierzte Wee dann och op seng Plaz an a säi Klassenäll kennt.

Et wäert 7 Lokaler fir didaktescht Material ginn an 2 Atelier fir Konscht a Musek. Fir den SEA, de Service d'éducation et d'accueil, sinn 2 Vestière virgesi fir déi 400 Kanner, 3 Psychomotricitéitssäll, 4 Salles de construction, 7 Kreativitéitsraim, dovunner eebe 4 a Synergie mat der Primärschoul, 6 Säll fir Jeux de rôle, dovunner een, dee mat der Primärschoul gedeelt gëtt, 2 Säll si virgesi, fir Babyfoot respektiv Billard ze spillen, an dann, ganz flott, da gëtt et och eng Chill Lounge, e Kichenatelier, en Depot fir Material, eng Bibliothéik gradewéi e Preparatioussäll fir de Bibliothécaire, e Liessall an e Raum fir de Stockage.

Net méi spéit ewéi gëschter ware mer eis heibannen alleguerten eens, dass Sport a Bewegung immens wichteg sinn, an dofir gëtt dann hei och eng nei Sportshal gebaut, déi adaptéiert ass fir déi méi kleng Kanner, e multifunktionelle Raum mat Depot, 4 Vestière fir Schüler, 2 Vestière fir Enseignanten, e Büro fir d'Enseignanten an eng Infirmerie.

Virgesi sinn och e Büro fir de Sous-Direkter, e Büro fir de Responsable vum SEA, e Konferenzsall, e Lokal

fir d'Archive gradewéi e Sekretariat, en Informatiksbüro, Raim fir d'Enseignanten an d'Educateuren, wéi zum Beispill e Konferenzsall, e Vestiär mat Casieren, e Kopieslokal an e Vëloslokal.

Déi nei Spill- a Primärschoul profitéiert natierlech vum Lycée, dee schonn do ass, wat zum Beispill d'Kichen ugeet. Do gëtt dann d'Produktioun am Lënster Lycée gemaach. A well mer hei mat kleng Kanner ze dinn hunn, si 6 méi kleng Iesssäll dee Moment virgesinn.

A well d'Kanner sech net nëmme wëllen a solle bannen ophalen, mee och baussen, ass e Schoulhaff virgesi mat 2 Spillplazen an, ech hat et scho gesot, mat engem Geméisgaart. Et ass och e Rückhaltebecke geplangt an de Parking gëtt ausgebaut, vun aktuell 26 op dann 61 Plazen an et kommen och eng 30 Vëlosparkplazen. De ganze Campus selwer wäert iwwregens autofräi sinn. Et ass e Kiss&Drop virgesinn, fir dass d'Elteren hir Kanner kënnen awer an der Schoul erausloossen.

Dat neit Gebai soll nëmme wéineg Energie verbrauchen. Et ass eng thermesch Isolatioun geplangt, Triple vitrage, d'Hëtz gëtt recuperéiert, op den Daach komme Fotovoltaikpannoen, déi souwuel fir den Energieverbrauch produzéieren wéi och an den öffentleche Reseau aspeisen. De ganze Campus scolaire huet iwwregens 11 Hektar. An deen neien Deel, dee mécht 2 Hektar aus.

Wat de Käschtepunkt ugeet, sou si fir dese Projet 58,7 Milliounen Euro virgesinn. Dese Montant entsprécht dem Indice semestriel des prix de la consommation vum éischten Oktober 2022. Déi Ausgabe gi mat Kreditter aus dem Fonds d'investissements publics scolaires bezuelt. Ausserhalb vum Constructiounspräis fält op d'Joer gesinn e Montant vu geschatenen 10 Milliounen Euro un, fir Consummations- an Entretienkäschten ze decken.

De fréiere Minister François Bausch huet dese Projet den 29. Juni 2023 an der Chamber deposéiert. De Staatsrot hat den 10. Oktober de Projet aviséiert. Et war keng Opposition formelle gemaach ginn. De 25. Januar dëst Joer hu mer iwwert de Projet gradewéi iwwert den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun geschwat. De Rapport gouf den 1. Februar an der Chamberkommissioun ugeholl.

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, och wann ech probéiert hunn, esou komplett ewéi méiglech ze sinn am mëndleche Rapport, sou géif ech dann awer op mäi schrëftleche Rapport verweise fir méi Detailer.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif schonn den Accord gi vun der Demokratescher Fraktioun. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Cahen villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An den éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et gëtt aktuell fënnf öffentlech Europäesch Schoulen hei zu Lëtzebuerg: zu Déifferdeng, Mondorf, Klierf, Lënster a Miersch. An d'Regierung huet och nach zousätzlech Europaschoulen aus dem öffentleche Beräich virgesinn, fir d'Offer méi grouss ze maachen an dofir och méi Leit den Zougang ze ginn zu deenen öffentlechen Europaschoulen.

Mam Projet de loi 8262 relative à la construction d'une école européenne à Junglinster gëtt also elo

e weidere Schratt an dës Richtung gemaach. Ech denken och, dass et eng Noutwendegkeet ass, an dese Projet muss esou schnell wéi méiglech virgoen, wat iwwregens éischer en Ausbau ass vum dem besteeënde Lycée, fir nach méi Capacitéiten ze schafen.

Et muss ee wëssen, dass mer geschwënn hei zu Lëtzebuerg bei 700.000 Awunner sinn. Dovunner sinn der Moment scho 47 % Residentë mat Netlëtzebuerger Nationalitéit. An deenen zwielef Gemengen, déi sech am direkten Anzuchsgebitt vun der Jonglënster Schoul befannen, déi iwwregens eng Géigend ëmfaasst, déi zwëschent der Fiels, Nidderaanwen, duerch den Uelzechtdall bis op Lëntge geet ..., ëmmerhin eng 32 % bis 59 % vun de Kanner vun der Gesamtschoulbevëlkerung Netlëtzebuerger sinn.

Mir kommen also deemno net laanscht d'Realisatioun vun deem Ausbau, deen 58,7 Milliounen kaschte wäert, fir dës schoulesch Offer ze schafen. D'Capacitéit vun aktuell 776 Kanner geet op 1.360 erop. Do sinn awer och d'Maternelles, also d'Spillschoulskanner, derbäi.

Déi fuschnei Struktur ass um leschte Stand, well se och e grouse Volet Nohaltegkeet berücksichtegt an och den Ëmweltschutz respektéiert. Et gëtt eng grouss Synergie mat der besteeënder Heiztechnik, wat eng Holzackschnëtzelheizung ass, déi och weider genëtz gëtt. Op den Daach kommen Infrastrukture vun der Fotovoltaik, déi et och erlaben, genuch Stroum ze produzéieren, fir autonom ze schaffen a souguer nach en Deel an d'öffentlech Netz anzuespeisen.

Wéi scho gesot vu menger Kollegin Corinne Cahen: 20 Klassenäll fir 400 Kanner am Primaire, eng Sportsaal, ech hunn nach eng ronn 22 weider Raimleckeete gezielt, wou Dir och schonn den Detail ginn hutt, déi de Kanner och Raum ginn, fir sech kreativ ze betätigen, sech ze erhuelen a sech ze entwëckelen.

A wat wichteg heibäi ass, ass, dass déi Kanner hir ganz Schoulzäit, also vun der Spillschoul bis zur Première, vum Fondamental bis an de Lycée, do kënnen verbréngen. Dat erfëllt och d'Erwaardunge vu villen Elteren an erméiglecht hinnen eng optimal Integratioun – souwiso eng Garantie fir eng héich Liebensqualität an der Regioun. An net ze vergiessen: Et kreéiert och eng ganz Partie nei Aarbechtsplazen.

Also, déi Regioun wäert och net ouni Impakt vun där Schoul betraff bleiwen, well sech och domadder d'Attraktivitéit wäert steigern, fir dass jonk auslännesch Familien och an déi Regioun zéie wäerten, eng Regioun, déi iwwregens och nach am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg ass. Dofir ënnerstëtzt och d'CSV-Fraktioun dese Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Fir eis als LSAP ass et jo evident, dass den nationalen Educationssystem an der Pflicht ass, alle Schülerinnen a Schüler e Bildungssystem unzëbiden, deen hire Besoinen entsprécht an hinne Perspektive gëtt. Dozou gehéieren natierlech déi néideg Infrastrukturen an déi ginn heimadder ausgebaut. D'Madamm Rapportrice huet jo schonn all d'Detailer genannt a mir ënnerstëtze souwuel de Bauprojet wéi och d'Finanzéierungsgesetz.

Ech wëllt awer nach ënnersträchen, dass d'Passerellen tëscht öffentlechen Europaschoulen an de Lycéë vun der Reegelschoul assuréiert mussen ginn. Do kënnen mer nach gutt nobesseren. Mat der grousser Heterogenitéit vun eiser Schülerschaft sinn déi

europäesch Schoulen eng gutt Optioun. Allerdéngs wëll ech och betounen: Si sinn eng gutt Optioun, soulaang se an e laangfristeg, globaalt schoulpolitescht Konzept agebonne ginn. An do waarde mer drop, dass den Educationminister vläicht seng Strategie eng Kéier erkläert.

Domadder ginn ech awer den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëst Finanzéierungsgesetz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann geet d'Wuert elo un den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou vill Mënsche mat Migratiounshannergrond liewen, ass eng gemeinsam öffentlech Schoul immens wichteg fir de sozialen Zesummenhalt a fir d'Integratioun. Déi vill international Schoule bewierken dogéint, dass d'Kanner jee no hire Wuerzelen, jee no hirer Nationalitéit, jee no hirer Kultur a verschidde Schoulsträng getrennt ginn.

Mir wëlle keng zwee Systemer oder schoulesch Parallellen am Land. Mir hätte léiwere e Mateneen, duerfir hate mer ons an eise Walprogramm derfir ausgeschwat, dass mer an Zukunft keng international oder Europaschoule méi wëilte matdroen. Och d'CSV, wëll ech emol bemerken – duerfir sinn ech verwontert, dass si elo derfir sinn –, hat sech am Kader vun de leschte Walen derfir ausgeschwat, keng weider schoulesch Parallellwelten méi opzebauen an dass keng méi sollten opgebaut ginn. Duerfir wäerte mir eis bei deem Projet enthalten. Mir soe ganz kloer Jo zu enger Schoul, mee zu enger Europaschoul soe mer Nee, an duerfir wäerte mer eis enthalten.

An ech wëll der Madamm Corinne Cahen nach en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Engelen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Madamm Cahen fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci der Ministesch, dass se de Projet vun deem viregte Minister weidergefouert huet, well et ass effektiv eng Urgenz do am schoulesche Beräich. Dat ass och schonn ënnerstrach ginn.

Ech weess nach, dass mer an der leschter Regierung, um Schluss vun der leschter Regierung eng Nott ugeholl hunn, wou mer d'Situatioun beschriwwen hunn, mat enger Vorausschau fir déi nächst Joren. Mer müssen eis bewusst sinn, dass och wa mer dat hei bauen, ... Duerno decidéiere mer jo, nach e Lycée nei ze bauen, haut de Mëtteg. Dat sinn alles deier Projeten, mee et sinn extrem wichteg Projete fir d'Zukunft vun deem Land, well mir wäerten nach laang net genuch Schoule gebaut hunn. Dir wäert och gesinn, och d'Madamm Backes wäert nach missen nei Projeten op den Instanzewee schécken, fir dass mer deem kënnen nokommen, wat mer brauchen an den nächste Joren.

An ech müssen och soen, ech si schockéiert iwwert dat, wat ech vu mengem Virriedner elo héieren hunn, dass ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, Här Kartheiser, et ass net fir d'éischt, wou ech iwwert Iech schockéiert sinn, a warscheinlech och

net fir d'lescht, dat ass richtig! Mee ech sinn awer schockéiert iwwert dat, wat Der hei zum Beschte gitt. Mir hunn e Land mat enger grousser internationaler Communautéit an do ass zu engem groussen Deel och international Communautéit derbäi, déi natierlech esou Schoule wéi déi do brauchen. A mir brauchen déi Leit, an do brauche mer och déi Schoulen, an duerfir sinn ech frou, datt mer dat haut decidéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Deen heite Projet kéint jo scho vun 2017, ier mir am héijen Haus waren. Mir hunn och haut ..., mir hunn zwar elo déi dräi Bezierker ofgedeckt, awer dee véierten nach net, soudass en Ostdeputéierte kéint schwätzen, soudass ech dat iwwerhuelen.

Ech muss awer soen, an deemem Projet huet mer immens gutt gefall ...

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

O, Här Baum, mir kréien dat och nach hin.

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

Fir d'éischt ... Gären, also gäre setze mer och aner Kandidaten op. Anert Theema.

(*Interruptions et hilarité*)

Nee. Elo hutt Der mech ... Ech mengen, Dir sidd an deene fénnef Joer deen éischten, dee mech elo vum Fuedem ofbruecht huet.

Ech wollt just soen: An der Kommissioun huet mer ganz gutt gefall, wéi d'Erklärunge koumen zum Projet, dass hei un immens vill Émweltfrëndlechkeet hei geduecht ginn ass. Et erkennt een, dass e gréng Fuedem dra war – mee ech hoffen och, dass och déi nächst Projeten esou wäerte sinn –, soudass de Projet eis ganz gutt gefall huet.

Zu der Fro Europaschoul oder net: Bon, d'Madamm Backes kann eis déi Froen net beäntwerten, et ass och net hiren Dossier. Dat ass eppes, wat mer herno müssen eng Kéier mam Educatiounsministère diskutéieren. Dat kënne mer gäre maachen. Mir sinn och der Meenung, dass d'Europaschoule muss méi integréiert ginn, dass d'Konzept e bësse muss ugepasst ginn. Mee dat ass haut net dat, wouriwwer eigentlech ofgestëmmt gëtt. Haut gëtt emol iwwert d'Mauer ofgestëmmt, nenne mer et esou. Wat herno den Här Meisch drasetzt, dat kënne mir natierlech an der Chamber nach diskutéiere bis dohinner. Fir d'éischt baut d'Madamm Backes et elo mol.

An do wäert Der eis Zoustëmmung kréien. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen. Et ass natierlech gesot ginn: „Mir stëmmen d'Mauern“, mee mir stëmmen awer och e bësse de Projet. A selbstverständlech kënne mer hei keng Diskussioun féieren iwwert d'Pedagogik, dat ass och net de Resort vun der Madamm Backes.

A jo, natierlech wier et besser – mir sinn och där Meenung –, wann déi regulär Schoul hei zu Lëtzebuerg sech géif un all déi verschidden Zenarien adaptéieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an engem Land, wou immens vill Kanner vun doheem aus zum Beispill kee Lëtzebuergesch schwätzen a Schwierigkeiten hu mat der Aart a Weis, wéi déi regulär Schoul organiséiert ass.

Ech weess, vu wat ech schwätzen, ech war selwer betraff, mee et huet sech leider nach net viles geännert. Dat heescht, elo fuere mer iwwert international europäesch Schoulen. Et wär besser, et wier alles integréiert. Et ass zurzäit net de Fall. Dofir muss een awer och trotzdem deem Rechnung droen, wat an der Lëtzebuurger Gesellschaft Realitéit ass. An dofir wäerte mer dat och matstëmmen.

Mir dierfen net vergiessen, ech mengen, et sinn ..., 1.200 Schüler komme souwiesou och nach alljoers bäi zu Lëtzebuerg, wat ongeféier engem Lycée entsprécht. Ech mengen, déi heite Regierung huet och nach wëlles, dräi weider Lycéeën ze bauen. Mir mierken, datt d'Land wiss. D'Land gëtt och vläicht deelweis méi dynamesch an d'Land brauch méi Infrastrukturen. D'Land brauch méi éffentlech Servicer, déi vu gudder Qualitéit sinn an déi jidderengem zouguttkommen. An dofir – mee doriwwer kënne mer nächste Mount diskutéieren – wier keng Regierung gutt beroden, fir manner Depensen ze hunn am éffentlechen Déngscht respektiv manner Recetten, well dat Ganzt, dat kascht jo, mee dat kënnt duerno der ganzer Gesellschaft zegutt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lescht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och vu mir aus der Madamm Cahen e grouse Merci fir hiren exzellente mëndlechen – ganz konzis, prezis – an och schrëftleche Rapport.

Am Koalitionsaccord steet, dass d'schoulesch Aariichtungen der Diversitéit vu Lëtzebuerg a vun der Lëtzebuurger Populatioun dann och solle Rechnung droen. Ech fannen, d'Diversitéit ass en Atout. An deem gëtt hei an deem, wat mer haut maachen, mat zwou Schoulen, déi um Ordre du jour stinn, och Rechnung gedroen. An deem Kontext muss een och soen, datt an de leschte Joren déi éffentlech schoulesch Offeren ëmmer méi divers gi sinn, an dat ass och eng gutt Saach. Dat entsprécht de Besoine vun eisem Land.

Wéi am Koalitionsaccord und virgesinn ass, sollen dofir souwuel déi klassesch Schoule wéi och déi international Schoule weider ausgebaut ginn. Am Koalitionsaccord steet och, dass d'Capacitéite solle weider ausgebaut ginn. Bon, ech mengen, eng modern Educatioun brauch natierlech och modern Infrastrukturen, déi et den Enseignant an de Schüler erlaben, mat de neitsten Outilen a Léiermethoden ze schaffen.

Bon, déi zwee Projeten, déi haut um Ordre du jour sti vun der Chamber, si vu mengem Virgänger op den Instanzeweue bruecht ginn an ech soen dem Fränz Bausch e grouse Merci derfir. Ech mengen, et ass och scho gesot ginn: Mir hunn e grouse Bevölkerungswuesstem zu Lëtzebuerg an do müssen d'effentlech Strukturen och mathalen, an zu deene gehéieren natierlech och eis Schoulen.

Et muss een och soen – ech mengen, dat wësse mer och allegueren –: Mir hunn eng Kris am Bausecteur, dat heescht, och mat esou grouse Projete kënne mer hei hëllefen. An dofir ass et och gutt, wa mer déi grouss Projeten hei esou séier wéi méiglech kennen op d'Schinn bréngen.

D'Rapportrice huet och gesot, dass hei bei deenen zwee Projeten, déi haut um Ordre du jour stinn, ganz

grouse Wäert drop geluecht ginn ass, dass den Energieverbrauch esou niddereg wéi méiglech ass. Dat heescht Durabilitéit, Circularitéit: Do gëtt och ganz grouse Wäert drop geluecht.

Ech soen der Chamber fir diesen éischte Projet dann – d'Europaschoul zu Jonglënster – e ganz grouse Merci, éischters fir déi gutt Zesummenaarbecht an zweetens fir déi breet Ënnerstützung. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8262 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8262².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8262 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Neestëmme bei 5 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

Ier mer iwwer eng Rei Motiounen ofstëmme, hu mir nach e leschte Projet, de Projet de loi 8332 iwwert d'effentlech Finanzéierung vun neie Constructiounen fir de Lycée zu Bouneweg. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fénnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies,

d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Une voix | Très bien!

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, bei dësem Finanzéierungsgesetz 8332 geet et, wéi de President grad gesot huet, ëm en neit Gebai – e fuschneit Gebai – fir den LTB, wéi en elo nach heescht, de Lycée technique de Bonnevoie. Ech kommen op den Numm natierlech nach eng Kéier e bësse méi spéit zréck.

Dee Lycée zu Bouneweg gëtt et zanter 1989. E war ugangs geplangt fir 1.000 Schüler. Allerdéngs gouf dës Zuel ganz séier iwwerschratt, net zulescht wéinst der ganz breeder schoulescher Offer, déi do ugebuede gëtt.

D'Gesetz vum 3. Juni 1994 iwwert de Régime préparatoire huet mat sech bruecht, dass d'Gebai ganz séier ze kleng war. Bis 2015 goufen aacht provisoeresch Strukturen bäigebaut, fir d'Unzuel u Klasse kënnen eropzesetzen. All Annexsäll, wéi zum Beispill d'Bibliothéik, d'Produktiounskichen, de Schoulrestaurant oder och nach d'Sportsinfrastrukturen, déi konnten net vergréissert ginn. Am Moment ginn déi meeschte Schüler am LTB also a provisoeresche Strukturen beschoult. D'Infrastrukture si scho laang vill ze kleng an dofir solle mer haut iwwert dëst neit Gesetz ofstëmmen.

Déi nei Constructioun vum Lycée Bouneweg gëtt op 3,8 Hektar gebaut. 2.150 Schüler wäerte kënnen an deen neie Lycée goen. Aktuell ginn 1.500 Schüler an dee Lycée, dee, wéi gesot, fir 1.000 Schüler gebaut gouf. Si wäerte vun enger ganz breeder Schouloffer kënnen profitéieren, virun allem am Beräich vun der Formation professionnelle.

Fir déi ënescht Klasse si 6 Eenheete virgesinn, mat am Ganzen 30 Klassen, awer och Räim, fir ze léieren a fir emol eent oder méi Kanner separat ze beschoulen. Well déi accessoire Infrastruktur esou wichtig ass, kommen nach 11 Säll derbäi, wéi zum Beispill en Informatikssäll, 2 Säll fir Sciences naturelles, 3 Konschtsäll, 2 Ateliere fir Kichen oder Konscht, 2 Ateliere, wou mat Holz a Metall ka geschafft ginn, awer och Mecanique, zum Beispill. A last but not least, wäert et och nach e Raum gi mat Uewe fir Keramik an Email.

Wat déi iewescht Klasse betrëfft, do si 25 Klassen ass virgesinn, e Virbereedungslokal, e Büro an Depoten. Do gëtt et da 6 Spezialsäll, notament fir d'Informatik, 3 Laboen an eng Salle polyvalente fir d'Chimie.

Fir d'Formation professionnelle si 5 verschidde Beräicher virgesinn, déi deels extrem spezialiséiert sinn, well een natierlech ënner reelle Konditioune säin zukünftege Beruff muss kënnen léieren. Bei de 5 verschiddene Beräicher handelt et sech ëm: Technologie, Elektro/Metall, Informatik, Auxiliaires de vie an Alimentatioun, wou dann zum Beispill eng professionnell Kiche wäert installéiert ginn.

Et kommen ënner anerem gross Laboen, en Total vun 93 Klassen, plus 61 Salles spéciales, Ateliere an eebe Laboen. Do derbäi kommen e Restaurant, dee mat der Salle polyvalente ka kombinéiert ginn, an an deem Restaurant ass dann dee Moment Plaz fir 600 Leit.

Här President, Léif Kollegeinnen a Kollegeen, erlaabt mer, hei op mäi schrëftleche Rapport ze verweise fir

all d'Detailer, wat déi 5 Beräicher vun der Formation professionnelle ugeet. Dat ass alles schonn extreem spezifesch an net an 10 Minuten alles opzezielen.

Natierlech gëtt et och en administrative Beräich mat 12 Büroen a Reunionssäll gradewéi Räim fir d'Enseignanten a fir d'Services scolaires et médicaux. Do sinn ënner anerem 19 Büroer geplangt.

Wat d'Structures d'accueil ubelaangt, sinn ënner anerem eng Bibliothéik, e Makerspace, e Museksatelier, e Raum fir Musek opzehuelen, e Schülertreff, eng Salle polyvalente mat enger Bün, en Atrium, e Restaurant mat 600 Plaze, wéi ech elo grad scho gesot hunn, eng Produktiounskichen, eng Loge fir de Concierge an e Garage fir Gefierer geplangt.

Last but not least géif ech och nach gär op déi nei Sportshal hiweisen an op déi nei Schwämm. Et ass och eng Sportsinfrastruktur bausse virgesinn.

Et si just 60 Parkplaze geplangt. Den Tram ass op 300 Meter. Do derbäi kommen awer nach 156 Vëloplazen. De ganze Site selwer ass autofräi.

Et gëtt grouse Wäert geluecht op d'Circularitéit an op eng niddereg Energieconsommation. Den Atelierstrakt ass gréisstendeels am Holz gebaut. All d'Elementer sinn demontabel a kënnen nees gebraucht ginn.

Et ass eng Bauzäit virgesi vu 5 Joer. De Käschtepunkt läit bei 303.332.000 Euro. Dës Montant entsprécht dem Indice semestriel des prix de la consommation vum 1. Abrëll 2023. Déi Ausgabe gi mat Kreditter aus dem Fonds d'investissements publics scolaires bezelt.

De viregte Minister François Bausch huet dës Projet de 26. Januar 2023 (veuillez lire: den 20. Oktober 2023) deposéiert. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Dezember just gefrot, den Terme „technique“ aus „Lycée technique de Bonnevoie“ erauszehuelen, well et déi Bezeichnung esou net méi gëtt. De Lycée heescht deemno dann elo „Lycée Bouneweg“.

Fir weider Detailer zum Gesetzesprojet 8332 verweisen ech, wéi gesot, dann och op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, ech géif awer och gären eng Kéier kuerz d'Kap da vum Rapport ausdoen, wann Der mer erlaabt, fir nach vläicht e puer méi perséinlech Saachen ze soen, och am Numm vun der Demokratescher Partei.

Discussion générale

D'Ministes huet grad beim viregte Projet gesot, dass Diversitéit en Atout ass. Ech kann Iech soen, dass de Lycée vu Bouneweg en Diversitéitslycée ass. An ech géif och wëlle soen, dass de Lycée vu Bouneweg eng Chance ass fir déi Schüler, déi do an d'Schoul ginn. Dat hunn ech gesinn, net zulescht, wéi ech op Diplomiwwerreechunge war, wou Premièresdiplom iwwerrecht gi sinn. An deem Lycée kréie Kanner eng Chance, déi soss néierens méi eng Chance kréien.

An ech mengen, dass deen Invest hei en enorm gudden Invest an d'Zukunft ass. An ech bleiwen der Meinung, dass mer verschidde Schoule fir verschidde Schüler brauchen, well mer net alleguer d'selwecht sinn. Mir sinn allegueren aneschtens. Mir hunn eng Populatioun, wou bal 50 % net déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Do schwätze vill Kanner eng aner Sprooch doheem. An d'Sproochen dierfen net eng Barriär sinn, fir zu engem Diplom ze kommen, mee si müssen eng Chance sinn, fir zu engem Diplom ze kommen. Ech wollt dat awer nach eng Kéier soen.

An ech mengen, dee Lycée vu Bouneweg ass e ganz gutt Exempel, wéi ee Kanner ka beschoulen, fir

hinne eng zweet Chance ze ginn oder souguer eng drëtt oder eng véiert Chance. An ech wier wierklech frou, wa mer ons hei géife breet eens ginn, fir dës Projet kënnen ze stëmmen, well dat wierklech e ganz, ganz formidabele Projet ass!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Cahen fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, virop wéilt ech der Rapportrice, der Madamm Cahen, Merci soe fir dësen ausféierleche Rapport iwwert de Lycée technique de Bonnevoie, deen, wéi och d'Rapportrice gesot huet, zanter enger Woch elo offiziell Bouneweger Lycée Luxembourg heescht. Well, wéi scho gesot, eeben dës Lycée huet missen ëmgedeef ginn, vu datt den „technique“ aus dem Numm erausgeholl ginn ass, duerfir ass et ab elo net méi LTB, mee BLL.

Wéi d'Rapportrice gesot huet, ass et e Projet, deen eng gewëssen Drénglechkeet mat sech bréngt, e Projet, natierlech, deen och opgrond vu senger Envergure natierlech och e gewëssene Käschtepunkt mat sech bréngt vu knapps iwwer 300 Milliounen, wat wierklech vill fir ee Lycée ass, wou an der Zäit ëmmer gesot ginn ass: „Ëm 100 Milliounen oder 120 Milliounen kascht ee Lycée.“ Ma ech mengen, dat hei ass dat Dräifacht.

Do beweisen awer och ganz kloer d'Zuelen, datt eeben déi Drénglechkeet do ass: e Lycée, deen 1989 gebaut ginn ass, bis 2015 am Ganzen aachtmol iwwer Constructiounsphase mat Provisorien ausgebaut ginn ass. Dat heescht, datt d'Majoritéit vun de Schüler iwwert déi lescht Joren a Provisorien ënnerriicht ginn ass. An do ass vläicht och eng Zuel, déi ee vläicht eng Kéier misst ervirhiewen: Am Schouljoer 2015/2016 ware knapps iwwer 2.000 Schüler am LTB, enger Schoul, engem Lycée, deen dee Moment fir knapps 1000 Schüler ausgeriicht war. Bien sûr sinn effektiv eng aacht Provisorie bäigebaut ginn.

Wéi d'Rapportrice och gesot huet: Op iwwer 3,8 Hektar sollen an Zukunft eng 2.150 Schüler an dëser neier Schoul dann enseignéiert ginn, besonnesch an der Berufsausbildung natierlech, déi dann do wäert praktizéiert ginn. Fir eng adequat Berufsausbildung brauch een och adequat Infrastrukturen an dofir ass et wichtig, datt dës Lycée schnellstméiglech gebaut gëtt.

D'Rapportrice huet och vun der Drénglechkeet geschwat an ech mengen, et ass drénglech, datt dës Lycée gebaut gëtt. En huet awer eng gewësse Virgeschicht. De Lycée kéint eigentlech scho fäerdeg sinn, wann net scho viru Joren. An do ass effektiv am Joer 2012 an enger Reunion ënnert de Bâtiments publics iwwer e PPP, Public-private-Partnership ... Ech kucken de François Bausch. Hie ka sech och nach dorun erënneren, datt dann dee Moment iwwer e PPP diskutéiert ginn ass, deen 2013 dunn och an de Regierungsrat gaangen ass. 2015 war dunn de Kick-off fir de Projet PPP, am Februar 2016 d'Publikatioun fir de Marché public, fir den éischte Consultant ze fannen, deen dann Ernst & Young ginn ass. Am Januar 2017 war den éischten Appel public à la concurrence iwwer en Avis de marché public européien, fir e private Partner ze fannen, fir dës Lycée da kënnen ze bedriewen. An et ass dunn awer am November 2018 festgestallt ginn, datt dës PPP net opportun wär, an duerfir ass dann dee Moment dës Projet zréckgezu ginn.

Ben, fir zrëckzekommen op de Projet respektiv op de Site selwer: Et ass e Lycée, dee ganz accessibel ass. Ech mengen, et ass net laang hier, datt de Pôle d'échange zu Bouneweg LTB mat dem Tram ageweit ginn ass. Den Tram wäert och bis Juli nach virucirculéiere bis op de Pôle d'échange Stade de Luxembourg, esou datt dann dee Moment eng exzellent Accessibilitéit do assuréiert ass. Et soll effektiv e Lycée sinn, wou keen Duerchgangverkéier ass. Dat heescht, datt natierlech, besonnesch op den éffentlechen Transport do gebaut soll ginn.

Et ass e Lycée, e Gebai, dat no nohaltege Krittären, no engem nohaltegen Energiekonzept och wäert ëmgesat ginn. E bëssen ze bedauern ass als Randgemeng Hesper, ... do ass nämlech eng Cogeneratioun direkt niewendrun, déi och hätt kënnen un dëse Lycée ugeschloss ginn, vu datt och dëst BHKW (ndlr: Blockheizkraftwerk) am Moment amgang ass, op Holzpellets ëmggebaut ze ginn.

An ech mengen, op déi ganz Fonctiounen – dat huet d'Rapportrice gesot – ginn ech elo net méi weider an. Vlächtt zwee Wuert nach iwwert d'Sportsinfrastrukturen, wou eng Sportshal an och eng Schwämm gebaut ginn. Och d'Nopeschgemeng vun Hesper huet à maintes reprises gefrot, dat am Joer 2008, 2009, 2015, ob, wann an Zukunft déi Schwämm bis gebaut ass, eventuell och d'Nopeschgemeng mat engem Deel vun hire Kanner kéint vun dëser Schwämm profitéieren. Duerfir, Madamm Minister, huet dat einfach emol mat virun a wann d'Méiglechkeet besteet, dann ass d'Gemeng Hesper ganz gär Demandeur, fir och do mat verschiddene Schouלקlassen dohinner ze goen.

Zum Schluss wéilt ech Merci soen, virop dem viregte Minister, dem François Bausch, deen de 26. Januar 2023 (veuillez lire: den 20. Oktober 2023) nach dëse Projet dann dee Moment op den Instanzewee bruecht huet. Och dëser Ministesch, där neier Ministesch, der Madamm, merci fir hiert Engagement, ...

(Brouhaha)

... fir dëse Projet virunzedreiwien, awer och e grouse Merci u Bâtiments publics, déi dëse Projet entaméiert hunn, an zum Schluss, last but not least, allegueren deene Verantwortlechem aus dem LTB. Merci besonnesch dem Georges Beck, dee während Jore vill Stonnen un dësem Projet geschafft huet, fir e virunzedreiwien. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner, besonnesch den Här Lies, hunn elo schon drop higewisen, wéi laang déi Ëm- an Ausbauarbechte gedauert hunn, wat dat fir eng laang Geschicht huet. Elo gëllt et awer, mengen ech, no vir ze kucken an déi néideg Moyenen zu Bouneweg endlech zur Verfügung ze stellen, fir de Projet séier virunzedreiwien, well et ass net vu Muttwéll, dass dann do endlech elo ausgebaut gëtt an anstänneg Bildungsinfrastrukture fir eis Jugendlech geschaf ginn.

Här President, eis Schoule sollen, musse méi sinn, wéi just eng Léierplaz. Dat si Plazen, wou Kanner a Jugendlecher e wichtege Deel vun hirem Liewe verbréngen, an duerfir sollten déi schoulesch Raimlechkeeten och déi perséinlech Entwécklung vun eise Kanner a Jugendleche féerden an och dat soziala Matenee stärke. Haut weess een nämlech, dass d'Gestaltung vun Léierraim kann entscheidend derzou bäidroen, datt d'Léieren e Stéck besser ka geléngen, doduerjer datt een eebe raimlech Viraussetzunge

schaaft, déi déi pedagogesch Virgoensweis ënnerstëtzen a vereinfachen. Déi sechs Clusteren, zum Beispill, fir déi ënescht Klasse maachen eng diversifizéiert a moduléierbar Raumgestaltung méiglech, fir eebe gläichzäitig autonom souwéi och kollektiv Aarbechten ze maachen. Mir begrëssen, datt déi lescht Regierung mat dësem Projet e Modell fir déi zukünfteg Schoul entwéckelt huet, ganz am Geescht vun enger moderner Schouלקonzeptioun.

Här President, d'Transitioun vun dem Fundamental eriwuer an de Secondaire, dat ass e ganz grouse Sprong fir eis Kanner, duerfir ass et och wichtege, drop opzepasst, datt dës Etapp ganz soft gemaach gëtt. Zum Beispill am Projet vu virun hu mer jo d'Méiglechkeet vun engem Campus, wou d'Kanner dee ganzen Dag an och déi ganz Karriär op engem Campus verbréngen. Dat ass eng soft Méiglechkeet, mee awer och d'Raimlechkeete sollen net iwwerdimensional sinn, mee éischer a kleng Kompartimenter ënnerdeelt ginn, déi eeben de Besoine vun de Jugendleche Rechnung droen.

Als LSAP si mer der fester Iwwerzeegung, datt nieft motivéierten, qualifizéierten Enseignanten eng modern, accessibel a gutt ekipéiert éffentlech Schoul e Schlëselelement ass vun enger Bildungsgerechtkeet, déi fir eis absolutt Prioritéit huet, an duerfir ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéll der Rapportrice fir unzefänken en hærzleche Merci soe fir dëse Rapport. Ech mengen, de Bouneweger Lycée beweist, datt en Erfolleg huet, an duerfir ass et och dréngend gebueden, datt mer virufueren. Ech mengen, dat begrësse mer, an duerfir wäerte mer och deem zoustëmmen.

Erlaabt mer vlächtt och, drop hinweisen, datt hei e Lycée ass, wou och d'Handwierk verstärkt seng Chance krit. Dir wësst allegueren, ech kommen aus dem Handwierk. Leider Gottes hu mer hei aus dem Handwierk nëmmen zwee Deputéierter, wat och net grad d'Spiegelbild ass vun der Bevëlkerung, niewebäi bemierkt. Mee, ech mengen, et ass gutt, wann d'Handwierk dobaussen op verschiddene Plazen offréiert gëtt, well mir wëssen allegueren, wéi wichtege eist Handwierk eis ass. Mir begéinen et all Dag am Liewen, am Dag 10-, 20-mol an d'ganzt Joer iwwer an ech mengen, wa mer d'Handwierk net hunn, dann hu mer e grouse Problem. An deem Sënn begrësse mer dës Schoul a mir ginn eis d'Zoustëmmung.

Merçi.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Da geet d'Wuert un den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Och merci hei der Madamm Rapportrice fir dee gudden schréfftlechen a mëndlechen Rapport. An datt dat heiten eng Noutwendegkeet ass, ech mengen, dorunner zweifelt heibanne jo hoffentlech keen, an et ass jo och keen, deen drun zweifelt, well déi Zuelen, déi geschildert gi si vun der Madamm Rapportrice, déi schwätzen eng däitlech Sprooch. An dat huet mech och iwwerzeegt deemools, fir ze versichen, mat deem Projet hei séier weiderzekommen.

An da wéll ech awer och do eppes iwwert dat soen, wat geschitt ass am Kontext vun deem PPP. Net well ech do lo onbedéngt en Historique wéll maachen,

mee well ech virun allem wéll domadder dorop hiweisen, datt dat, wat och zum Beispill dës Regierung sech an de Regierungsprogramm geschriwwen huet, fir ze mengen, iwwer PPP géif et méi bëlleg ginn a méi séier goen, einfach net stëmmt.

Ech si selwer ni en iwwerzeegte Verfechter gewiescht vun dem PPP. Ech hunn dat deemools iwwerhol, well deemools de Projet an déi Richtung gelaf ass a well ech net wollt Zäit verléieren, well ech geduecht hunn: „Ok, ech fänken net erëm un, d'Rad vu vir un ze dréinen, also bei Null unzefänken“, well et war eng Urgence do. An d'Resultat huet awer wierklech alles bestätegt vun deem, wat ech u Virurteeler vlächtt hat virdu par rapport zu PPPen, well ech kann Iech soen, dat hei ass vlächtt en deiere Projet, mee wa mer weidergefuert wäere mat deem, wat deemools um Dësch louch, dat wier nach e Krack méi deier ginn. Dat soen ech Iech, fir net méi ze soen. An et wär och net méi schnell gaangen, ganz sécher. Mee nu war et eeben emol esou. Mir hunn dunn dräi, véier Joer Zäit verluer.

Wësst Der, fir mech war et ëmmer esou: Wie gräift op PPPen zrëck? Maja, dat si gréisstendeels am Ausland Regiounen, Gemengen, Stied oder Länner souguer, wou d'Finanzlag net terribel gutt ass a wou effektiv d'Staatsverschuldung oder d'Gemengeverschuldung oder d'Regiounsverschuldung schon esou héich ass, datt een allméiglech Artificië muss siche goen, fir ze kucken, awer nach Saache kënnen ze bauen, an dat sech dann eeben net onbedéngt am Budget deementsprechend nidderschléit, dee jo alljoers iergendwéi muss opgoen.

Mee awer e Land wéi Lëtzebuerg, dat am Fong déi Projekte selwer ka finanzéieren, do mécht dat, wéi gesot, ganz sécher kee Sënn an et geet an der Reegel och net méi séier. An dat hu mer do gesinn, wéi mer de Projet dunn nei demarréiert hu mat där ganzer Komplexitéit, déi jo bei deem Projet hannendru stécht, datt dunn awer relativ séier e flotte Projet konnt ficeléiert ginn, deen haut dann hoffentlech och mat 60 Stëmme gestëmmt gëtt.

Ech wollt dat just nach eng Kéier och jiddwerengem heibanne soen – et si jo och vill Gemengeverrieder do – als Warnung: Gleeft net drun, datt d'PPPe méi bëlleg ginn oder méi séier ginn.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech war lo kuerz am Iwwerleeën, wat ech nom Här Bausch sollt soen, well ech dem Här Bausch esou vill zoustëmmen muss, dass et privat net méi bëlleg wäert ginn. An ech hoffen och, dass dës Regierung dat an den nächste fënnf Joer wäert respektéieren.

Jo, 300 Milliounen ass net näscht, mee et ass néideg. Et si vill Kolleegen, déi an deene leschte Joren duerch de Bouneweger Lycée gaange sinn, déi mer gezielt hunn, dass dat net onbedéngt déi Zoustänn sinn, wéi ee se zu Lëtzebuerg géif erwaarden. An dat ass elo nach ganz diplomatesch ausgedréckt. Dat heescht, et gouf a sech vill ze vill Zäit domat verluer, op e Päerd ze setzen, bei deem sech herno erausgestallt huet, dass et awer net dat richteg war.

Mee elo kréien déi Schüler endlech hiren neie Lycée. Well wa mer wëllen, dass d'Education qualitativ gutt ass, gehéiert och derzou, dass mer déi passend Gebaier hunn.

Jo, dat sinn eng Kéier 300 Milliounen, dat ass et awer op där enger Säit wäert. Op där anerer Säit muss ee soen, et ass och eng indirekt Hëllef fir eise Constructiounssecteur. Mir hate lescht Woch hei

d'Diskussioun, dass eise Constructiounssecteur an enger Kris wier. An et si genau déi Projeten, déi ee muss héichhalen an der Investitioun, fir dass de Staat en zuverlässige Client ass, deen hoffentlech och schnell bezilt.

Dat ass nämlech déi aner Diskussioun, déi am Moment d'Firmen hunn, dass vläicht net ëmmer esou schnell bezuelt gëtt, wéi d'Firmen et eigentlech bräichten, wann de Staat oder d'Gemengen eppes an Optrag ginn. Mee dat ass éischer eppes fir de Finanzminister wéi fir d'Madamm Backes, obwuel si dee Ressort ganz gutt kennt, soudass mir wäerten haut eisen Accord gi fir dës Verbesserung, well de Bouneweger Lycée wäert et ganz dréngend brauchen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Wagner nach d'Wuert gefrot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hat mech net gemellt, mee ech wollt awer trotzdem elo nach kuerz eppes soen, well jo, ech ka mech och nach e bëssen drun erënneren: An enger anerer Legislaturperiod hate mer tatsächlech Diskussiounen iwwert de PPP. Ech freeë mech jo och doriwwer, datt mer net dee Wee fueren. An ech kann natierlech och nëmmen de Constat vum Här Bausch deelen.

A prinzipiell profitéieren ech awer vun der Occasioun, fir ze soen: Natierlech, den Här Bausch huet Recht, wann e seet: „Et geet net onbedéngt méi séier an et gëtt net onbedéngt méi bëlle.“ Et ass jo awer och esou: En huet och gesot, et wäere Regiounen oder heiansdo souguer Länner, déi e PPP mussen huelen, well eeben d'Keesen net méi gutt gefüllt sinn. An do gëtt et jo aner Méiglechkeeten. An dat ass erëm eng Kéier ..., et dierf een net vergiessen, wouhin eng Austeritéitspolitik ka féieren, andeems een d'Steieren erofsetzt op verschidde Niveauen, e Staat manner Recetten huet, e Staat manner Moyenen huet, fir duerno Servicer unzebidden, an duerno awer trotzdem muss investéieren, awer enger privater Firma zum Beispill och d'Bedriewung vun engem effentleche Service iwwerléisst. Dat heescht, mat effentleche Gelder, déi vläicht net méi esou iwwregbleiwen, kënnen och nach Privatsociétéite Profit maachen. An dat kennt och nach de Staat ëmmer méi deier um Enn.

Dat heescht, de PPP ass keng gutt Léisung, ausser vläicht heiansdo fir Buergermeeschteren oder vläicht och Regierungen, déi sech e bëssen aus der Verantwortung wëllen huelen. Mee allgemeng sollte mer dee Wee net goen. Ech soen Iech Merci. Mee mir wäerten dat selbstverständlech matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann geet elo d'Wuert un d'Regierung. Madamm Minister.

(Interruption)

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | E ganz grouse Merci. Ech mengen, mir wëssen, dat heiten ass en enorm positiven a ganz wichtege Invest. Wéi d'Rapportrice gesot huet: Et ass e formidabele Projet. Ech mengen, hei ass och an der Chamber gesot ginn: Et ass wierklech en Drénglechkeetsprojet. D'Drénglechkeet ass do!

Et ass scho gesot ginn: De Site ass ganz accessibel an och als Mobilitéitsministesch sinn ech natierlech frou, dass mer hei den Tram och kënnen optimal un dës Schoul respektiv d'Schoul un den Tram ubannen.

En ass nohalteg, dëse Projet. Mir schwätzen hei vu just nëmme Fotovoltaik vu méi wéi 2.600 Fotovoltaikspannoen. Ech mengen, dat ass eng formidabel Saach.

Wat d'Sportsinfrastrukturen ueget, den honorabelen Deputéierten Här Lies huet dat opgegraff: Ech mengen, déi Sportsinfrastrukturen, déi goufen elo effektiv esou geplangt vu mengem Virgänger, dass och aner Veräiner respektiv extern Persounen déi kënnen benotzen. Ech mengen, d'Modalitéite mussen duerno ausgeschafft gi mat der Schoul selwer respektiv mam Ministère.

Bon, PPP. Ech mengen, et huet elo kee Wäert, dass ech dorop aginn. Et ass fir deen heite Projet ganz kloer, dass et ouni PPP méi bëlle an d'Qualitéit, esou wéi sech dann erausstellt, och besser ass. Ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer elo hei gaange sinn. An dat ass eng gutt Saach.

Ech kann Iech da just nach eng Kéier e grouse Merci soe fir déi exzellente Kollaboratioun. An der Chamberskommissioun hu mer wierklech am Detail extensiv dodriwwer geschwat. Och de Bâtiments publics, dem Direkter a sengen Ekippen, e ganz grouse Merci fir déi exzellente Aarbecht an Iech fir déi ganz breet Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8332. Den Text steet am Document parlementaire 8332.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8332 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Dëse Gesetzestext huet 60 Jo-Stëmme kritt bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 29)

Da komme mer elo zu enger Rei Motiounen, déi virun enger Zäit erabruecht gi waren an déi och an der Kommissioun schon deelweis diskutéiert gi sinn. Déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Acceleratioun vun den Effort- en am Kampf géint d'Klimakris. Ech erënneren nach eng Kéier drun: Den Auteur huet fënnf Minutten, alleguer d'Fraktiounssprecher hu fënnf Minutten, d'Sensibilitéitssprecher zwou Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten, wa se dat da wëllt. A Madamm Welfring, Dir hutt elo d'Wuert.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Guddé Mëtteg allegueren. Déi viregt Regierung huet mat ganz vill Asaz net nëmme just e wichtege Kader gesat, fir eis virun der Klimakris ze schützen, mee huet och konkret Moosnamen ëmgesat mat genausou vill Asaz: Projeten ëmgesat, erneierbar Energien ausgebaut, en Aidëregimm ausgebaut, deen och ganz vill Zousproch kritt huet. Och de Kader gouf aktualiséiert mat engem aktualiséierten Energie- a Klimaplang, dee jo mëttlerweil och luewend erwäant gouf vun der Kommissioun. An et geet elo drëms, hei weiderhin déi néideg Vitess bäizebehale bei der Ëmsetzung.

A jo, net nëmme beim Energie- a Klimaplang, och den Aidëregimm, dee soll héich bleiwen. An natierlech dierf de Klimaschutz och kee Privileeg bleiwe vun deenen, déi sech et leeschte kënnen, mee mir mussen deen och nach weider méi sozial orientéieren. Mir brauchen eng Upassungsstrategie a mir brauchen och e Klima-Sozialplang a mir brauchen och, an dat ass och wichtig, den néidege Budget fir d'Upassung an d'Begläichung vun de Schied a Verloschter och am Ausland, um internationale Level.

Am Gros war dat den Hannergedanke vun dëser Motioun. An ech sinn och frou, dass mer eis mat e puer klengen Ännerunge konnt en Text eenegen an eiser Kommissioun. An ech wollt och dem President vun eiser Kommissioun eng Kéier Merci soe fir déi konstruktiv Diskussiounen hei an och fir déi Approche.

Voilà. An et geet elo fir déi nei Regierung drëm, wierklech hei och Fouss bei Mol ze halen. An dofir sinn ech nach ëmmer der Meinung, dass déi heite Motioun wichtege ass, an ech freeë mech och drop, dass déi hoffentlech och breet gestëmmt gëtt. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Den Här Hansen huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. D'CSV kann déi heite Motioun matstëmmen. Mir hu ganz kleng Ännerunge gemaach, wou mer notament iwwert d'Prioritéit vum PNEC geschwat hunn. Bei der Ëmsetzung hu mer gesot: „dans les meilleurs délais“, well do stoung am Ufank en Datum dran – Januar 2024 –, dat wier net machbar gewiescht. An déi zweet Ännerung war einfach, fir och dee Budget méi sozial ze orientéieren. Dat heescht, mir kënnen dat do matstëmmen. A pour rappel: Dat war och à l'unanimité an der Kommissioun esou ugeholl ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Här Luc Emering nach d'Wuert gefrot. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech mengen, den Här Hansen huet jo elo zimmlech alles gesot. Mir haten do eng grouss Majoritéit an der Kommissioun. An déi Delaien: Deen Text ass liicht ugepasst ginn, wéi d'Madamm Welfring et och selwer gesot huet. Soumat wäerte mir och hei selbstverständlech déi Motioun matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, mir haten an der Kommissioun dat hei jo schon e bësse méi beschwat. A fir eis ass dat heiten eng ganz sympathesch Motioun, och scho wéi mer deemools de 14. Dezember dat ënnerschriwwen hunn. A mir wëllen a mir brauchen och eng méi engagéiert Klimapolitik. An ech mengen, dat heiten ass déi richteg Richtung, fir eis déi ambitiéis Ziler och ze ginn. An ech mengen och, dass keng Regierung méi do derlaanscht kënn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Engelen huet d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, generell ass onersäits zu dëser Motioun Follgendes ze soen: En Energieplang a ganz kuerzer Zäit anzerechen, ass bal onméiglech, well mer all wëssen, wéi komplex dës Matière ass, an et häntk vu ville Facteuren, och vun dobaussen, of.

Wat d'Moosname betrëfft, fir déi eenzel Bähëllefe bei den Energiemoosnamen ze begleeden, sou ass dëst fir ganz vill Famillen onméiglech, well een Deel muss si trotz allem bäisteieren – Mëttel, déi si net hunn. Aus finanzielle Grënn huet all Stot scho selwer säin Energieverbrauch op e Minimum reduzéiert. Mir wëllen de Leit keng alternativ Energien opzwéngen an och keen Elektroauto. Beispillsweis dreiwën d'Energiespuermoosnamen am Wunnengsbau d'Präisser an d'Luucht, an dat net nëmme fir eng Minoritéit, déi sech och da keng Wunneng méi ka leeschten. Dorop muss ee genau oppassen. An dobäi feelt et ons och a Fachkräften, fir all dat an dësem Beräich ëmzesetzen.

Mir wëlle keng Verbueter schafen a keng Steuererhéijungen an och keng nei Steieren. Den héije Ressourcenverbrauch duerch de staarke Wuesstum soll net duerch Steiermoosnamen oder Steieren nei kompenséiert ginn, duerfir wäerte mir dës Motioun net kënnen matdroen.

Et soll een och oppe si fir nei Technologien, déi an der Fuerschung sinn, an déi soll een ënnerstëtzen, ganz generéis, well ech mengen, domadder géife mer fir d'Zukunft vum Land suergen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann huet den Här Polidori d'Wuert gefrot.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Ech weess net, wat fir eng Motioun mäi Virriedner elo grad do viru sech hat ...

M. Sven Clement (Piraten) | ... gelies huet.

M. Ben Polidori (Piraten) | ... a gelies huet. Op alle Fall hunn ech eng aner hei viru mer. Op alle Fall, mir sinn ëmmer do, wann Der wëllt e Partner siche fir besseren Ëmweltschutz. An dës Motioun geet genau an déi Richtung, an dowéinst wäerte mir dës Motioun natierlech och matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann den Här Wagner an dann den Här Bausch, wann Der wëllt, hannendrun.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt ursprüngelech näischt soen. Ech sinn net den Auteur vun där Motioun, mee mir hu se mat ënnerschriwwen. Mee, wësst Der, datt d'ADR aus ideologesche Grënn d'Wëssenschaft verneint a seet: „Et gëtt keng richteg mënschegemaachten oder wirtschaftsgemaachte Klimakris“, dat ass hire Choix. Mee datt se och elo nach Saache seet oder Argumenter hëlt, fir dës Motioun net unzehuelen, Argumenter, Saachen, déi guer net an der Motioun stinn ... Elektromobilitéit misst opgezwoenge ginn – wou steet dat?

Au contraire: Och justement Leit, déi manner verdéngen, déi solle justement nach méi ënnerstëtzt ginn. Den Här Engelen huet quasiment de Géigendeel gesot. Also et ass einfach esou aus der Loft gegräff.

Ech weess, dat funktionéiert gutt, herno kann d'ADR e Video maachen, op TikTok setzen, Instagram: „Hei, mir hunn hinnen et gewisen“, an esou weider. An dat, wat ech soen, gëtt jo net gewisen. A wat anerer soen, gëtt och net gewisen, well d'ADR funktionéiert genau wéi all déi aner ganz riets Organisatiounen an Europa op der Ligen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Bausch nach d'Wuert gefrot. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wëll eppes Prinzipielles soe par rapport zu deem, wat elo den Här Engelen – wat och net nei ass, wat jo d'ADR systematesch mécht op der Tribün – gemaach huet.

Mir hu jo och als Deputéiert, wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, e gewëssene Code de déontologie, un dee mer eis sollen halen, andeem mer just Saache soen, déi Fakt sinn, andeem mer vu Saache schwätzen, déi, wann ech mech zum Beispill mam politesche Géigner ausenanersetzen, deen och da gesot oder geschriwwen huet, andeem ech net higinn a permanent mat Ligen operéieren, fir de politesche Géigner ze denigréieren, andeem ech net higinn an dobaussen och d'Bierger veronsécheren a Saachen ziele ginn, déi just ënnert d'Ceinture geschloe si par rapport zum politesche Géigner, well ech mengen, dat kéim gutt un.

Mir hunn hei eng Responsabilitéit an deem Parlament. Mir hunn eng Responsabilitéit als Deputéiert, fir wann ech gelift zwar vläicht an der Ausernanersetzung haart ze sinn a mateneen ze diskutéieren, och heiansdo ze streiden, mee et wär awer wichteg, datt mer endlech op den Niveau géifen zrëckkommen, datt mer fair mateneen ëmginn an datt mer net Saache soen, déi einfach carrement gelu sinn.

Well dat, wat den Här Engelen elo hei gemaach huet, dat waren einfach pur Ligen, an ech géif duerfir wierklech bieden, datt och d'ADR eng Kéier emol sech selwer an d'Gewësse riet, datt, wa se dat maachen, dat vläicht kuerzfristeg gutt ukënn, mee de Schued, dee si uriichten un der Politick, un den Institutionen, gewalteg ass.

(*Interruption*)

An duerfir wär ech frou, wa mer géifen domadder endlech ophalen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot an et bleift nach e bëssen Zäit vun der Riedezäit vun der ADR, soudatt den Här Kartheiser d'Wuert krit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dat hei ass elo ganz interessant, wéi déi Diskussioun sech hei entwéckelt. Hei si ganz kloer eng Rei Parteien, déi en Text presentéiert hunn, deen eng ganz breet Problematik uschwätzt. Mir wäerten

där Motiounen nach e puer hunn de Mëttlen. Dat ass d'Klimaproblematik, d'Energieproblematik, aner Saachen, déi domadder zesammenhänken. Et sinn extreem breet Theemata.

Et ass also esou, datt, wann en Deputéierten dozou Stellung hëlt, e vollkommen a sengem Recht ass, fir op verschidden Aspekter vun deene Problemer opmierksam ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dir sidd op keen Aspekt agaangen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Bausch, Dir hutt grad vun Deontologie geschwat. Eng vun deenen éischte Reegele wär et, engem Kolleeg net an d'Wuert ze falen, wann dee probéiert, do eppes ze soen.

Plusieurs voix | Très bien!

(*Interruption*)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da stelle mer hei fest, Här President, datt wuel en Deputéierten hei opsteet a seet: „Selbstverständlech, en Deputéierte muss sech un alles kënnen richten, Deontologie“, an dann näischt anerer mécht, wéi engem Kolleeg, deen Theemata ugeschwat huet, déi awer d'Leit beweegen dobaussen – do ass iwwerhaapt keen Zweifel, déi gréng missten et wëssen, well se ofgewielt goufen dowéinst –, ...

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... dann ze ënnerstellen, ...

(*Exclamations*)

... deem dann ze ënnerstellen, e géif léien!

(*Interruption par M. Tom Weidig*)

Ech mengen, wann ee vun Deontologie schwätzt, dann ass et eng Saach a) vun Héiflechkeet, b) vu Respekt géintiwuer engem anere gewielte Vollektivvertrieder an c) vun intellektueller Opmierksamkeet an Éierlechkeet, ze soen: „Jo, et huet een déi Méiglechkeet, an esou enger breeder Thematik wéi dem Klima an anere Froe wierklech eng Rei vu Sujeten unzeschwätzen.“

Här Bausch, ech wëll net poleemesch ginn.

(*Hilarité*)

Ech wëll et wierklech net, well ech mengen eeben, datt ech Iech dee Respekt schëllegen, deen Dir eis géintiwuer net weist. Mee ech wëll Iech awer soen, datt, wann et géif drëm goen, Onwouerechten oder Iwwerdreiwungen oder falsch Duerstellungen opzezielen, wann ech dat vun der grénger Partei misst maachen, da séize mer den Owend nach hei!

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien! Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, elo huet jiddweree säi Point de vue kënnen kloer duerleeën. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Motion modifiée

« relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique »

La Chambre des Députés,

considérant que la décision de la vingt-huitième Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28)

– reconnaît la nécessité de réductions marquées, rapides et durables des émissions de gaz à effet de serre

conformément aux trajectoires axées sur le scénario des 1,5 °C ;

– souligne la primordiale d'accélérer l'action pour abandonner progressivement les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;

– demande le triplement de la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– souligne que la planification à long terme et la mise en œuvre accélérée de l'adaptation, en particulier au cours de cette décennie, sont essentielles pour combler les écarts en matière d'adaptation et pour créer de nombreuses opportunités ;

– reconnaît les lacunes importantes, notamment financières, qui subsistent pour répondre à l'ampleur et à la fréquence croissantes des pertes et des dommages, ainsi qu'aux pertes économiques et non-économiques qui en découlent,

invite le Gouvernement

– à veiller à la mise à disposition des moyens financiers et personnels nécessaires pour garantir une mise en œuvre accélérée du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;

– dans ce contexte, à présenter ses priorités et un calendrier détaillé de mise en œuvre des priorités du Plan national d'énergie dans les meilleurs délais ;

– à maintenir les aides financières pour la rénovation énergétique, la valorisation des sources d'énergie renouvelables et la mobilité durable à un niveau élevé au-delà de juin 2024 et à mettre en place un budget plus orienté socialement pour les ménages à revenu modeste ;

– plus particulièrement, à intensifier les efforts de décarbonation des bâtiments existants et à développer des dispositifs complémentaires permettant l'accès des ménages à revenu modeste au logement durable ;

– à présenter sou peu l'approche choisie pour établir au niveau national le plan social pour le climat, impliquant les acteurs clés, sachant que ce plan devrait entre autres avoir pour objectif d'assurer les ressources nécessaires aux ménages et entreprises les plus vulnérables pour financer la décarbonation ;

– à entamer les travaux pour déterminer la poursuite du mécanisme du prix du carbone après 2026 ainsi que sa compensation sociale et à communiquer les conclusions y relatives en temps utile ;

– à renforcer l'adaptation du Luxembourg aux conséquences climatiques inévitables dans tous les domaines et, pour ce faire, présenter la mise à jour de la stratégie nationale d'adaptation dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés, ainsi que doter la stratégie d'objectifs mesurables, d'une gouvernance solide et d'un mécanisme de révision clair ;

– à inclure dans le projet de budget pluriannuel 2024-2028 un engagement financier pour le financement des « pertes et préjudices » ;

– dans ce contexte, à fournir et présenter à la Chambre des Députés une vue d'ensemble des engagements financiers d'ores et déjà conclus voire planifiés par l'État dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des pertes et dommages au niveau national ainsi qu'international.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: 5. Also ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

7. Motion de M. Paul Galles relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris, ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 30)

An da komme mer zur nächster Motioun vum Här Paul Galles iwwert d'Ëmsetzung vum de geplangte Moosname vum PNEC an d'Fortsetzung vum den Efforten a punkto Zäregasreduktioun. An d'Riedezäite sinn déi selwecht wéi virdrun. Här Galles, Dir hutt fënnef Minutten, wëll ech Iech awer soen.

Exposé

M. Paul Galles (CSV), auteur | Jo, merci villmoos, Här President. Ech mengen, ech brauch déi net. Et ass eng relativ allgemeng formuléiert Motioun. Si ass entstanen aus der Dynamik vum der COP eraus, wéi mer zrëckkomm sinn an hei déi Debatt eeben an der Chamber haten. A si ass zesummen agereecht gi mam Kolleg Luc Emering. Mir hu se zesumme formuléiert.

Wourëms geet et? Et geet eigentlech drëms, déi dräi Niveauen ze kucken, op deene Lëtzebuerg seng Roll ka spillen, fir eng aktiv, proaktiv a staark Klimapolitick ze maachen: deen nationalen Niveau, deen europäeschen Niveau an dee weltwäiten Niveau, dee sech da besonnesch iwwert d'Instrument vum der COP, also vum der Weltklimakonferenz, dann deklinéiert.

National: de PNEC ëmsetzen, d'Regierung opzefuerderen an ze invitéieren, ze encouragéieren, fir de PNEC ëmsetzen, well mer mengen, dass et e ganz gutt Instrument ass, zumools en ëmmer méi och zu

engem Plan d'action gëtt mat ganz konkreten Ziler, mat Zäitschinnen a mat Visiounen, déi eis hëllefen, als Lëtzebuerg eis Ziler ze errechen.

An dann op europäeschem Niveau: eeben eng staark Stëmm ze sinn am europäesche Verbond, fir eeben déi europäesch Ziler ëmmer erëm unzepassen an och esou ze halen, dass mer tatsächlech déi Ziler vum Accord vu Paräis dann errechen. Dat ass och déi eenzeg kleng Ännerung, déi elo nach an der Tëschenzäit an der Kommissioun hei bäikomm ass – an ech soen och do dem Ëmweltkommissiounspräsident, dem Christophe Hansen, nach eng Kéier villmoos Merci fir d'Moderatioun vum där Diskussioun –, nämlech dass mer derbäigeschriwwen hunn, dass d'Europäesch Kommissioun de 6. Februar déi Recommendatioun erausginn huet – et ass keng Obligatioun, mee zumindest eng Recommendatioun –, fir 2040 schonn op 90 % vum der Reduktioun vum den CO₂-Emissiounen ze sinn, well eeben dee Gap, deen Ënnerscheed tëscht 2030 an 2050, awer och soll definéiert ginn, mat wat fir eng Vitesse een do weiderkënn.

An dann eeben um drëtten Niveau: bei der Weltklimakonferenz och als Lëtzebuerg eis staark Roll ze spillen, och do am europäesche Verbond. Den Här Minister huet dat d'lescht Joer zu Dubai op der COP28 entdeckt, wat fir eng wichteg Roll Lëtzebuerg do ka spillen. D'Madamm Welfring weess dat och aus Erfahrung, an och hir Virgängerin: Mir hunn als Lëtzebuerg do ëmmer eng staark Roll gespilt an de leschte Joren, hunn eis do vill investéiert, fir zesumme mat den Europäer do eeben och u gudde Léisungen ze schaffen. Zemoos well mer och der Meenung sinn, dass op de COPen – an ech hunn et mam Franz Fayot dëst Joer dann och nach eng Kéier oder bei der leschter COP nach eng Kéier erlieft – net ëmmer esou vill erauskënn, wéi mer eis dat eigentlech wënschen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass déi europäesch Stëmm staark ass an dass Lëtzebuerg do seng Stëmm fir eng staark Stëmm vum Europa asetzt.

Voilà. Dat kuerz als Erklärung fir dës Motioun, an ech soen all deenen, déi se ënnerstëtzen, och schonn am Virus villmoos Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Galles Merci.

Sinn hei Wuertmeldungen? Ech hunn d'Madamm Delcourt hei stoen. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci och fir dës Motioun. Den Här Galles huet dat hei elo alles relativ gutt erkläert. An ech mengen, all Schrëtt, deen a Richtung vum enger gudder Klimapolitick geet, deen ënnerstëtze mer natierlech. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann hunn ech den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, wann ech elo hei alles liesen, wat hei an dëser Motioun drasteet, dann erlaabt mer, do op verschidde Punkten anzugeen. Do steet zum Beispill dann, datt d'Zil vum der Europäescher Union eng Reduktioun vu 55 % vum den Emissiounen bis 2030 ass. An do muss een awer elo mol ganz kloer soen: Sou wéi et aktuell ass, an dat ass Fakt, geet dat net an déi Richtung, an dat wäert och net esou ausgoen.

An ech mengen, dat weess och haut esou zimmlech jiddwereen an der Europäescher Union, dass dat doten net wäert fonctionéieren an dass dat am Fong am Endeffekt e groussen Echech wäert si fir déi Leit, déi dat decidéiert hunn a geduecht hunn, dat kéint een ëmsetzen. Dat wäert net de Fall sinn. Also et ass net méi realitéitsbezunn, dat wat hei drasteet.

Dann, dat, wat interessant ass, dat sinn dee fënneften Tiret an dee siwenten Tiret. Wann een déi matenee vergläicht, da gesäit een nämlech, dass do e Widder-sproch drasteet. Beim fënneften Tiret steet nämlech: „saluant que pour la première fois une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue“, a beim siwenten Tiret steet: „un plan de ‚sortie‘ des énergies fossiles fait défaut“.

Da musst Der mer e bëssen erklären – oder Dir musst et och net –, wéi Der dat mengt, dass enger-säits eng „sortie explicitement retenue“ ginn ass an op där anerer Säit eng „sortie fait défaut“. Dat ass a mengen Aen e Widdersproch, deen do drasteet. An ech mengen och, dass bei deem Ganzen, wat do op der COP 28 zum Schluss decidéiert ginn ass, vläicht och net méi jiddweree weess, wat genee derbäi erauskomm ass.

Da kommen ech bei d'Invitten um Schluss, an dat ass och interessant, wat do drasteet. An elo geet et awer e bësse méi och un de Kär vun der Saach an eeben och un dat grousst Ganzt, em dat et geet. An do steet: „une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre“, also fir eng „politique ambitieuse“ ze maachen.

Jo, dat kann ee maachen, wann een dat wëll a wann een et kann. Ech soen Iech awer och eppes ganz éierlech: D'ADR steet fir eng „politique ambitieuse“ fir Energiesécherheet, fir niddereg Energiepräisser a fir eng Politik fir d'Bierger – a besonnesch och fir déi Bierger, deenen et net esou gutt geet an déi ugewise sinn op niddereg Präisser. An ech mengen, dass een eng Kéier kloer muss soen, entgéint deem, wat heiansdo iergendwou a Schlagzeile steet, dass eng ambitiéis Klimapolitik sécherlech net deenen Ärmeren an eiser Gesellschaft zeguttkënn. Au contraire, dat sinn déi, déi am meeschten drënner leide wäerten.

An et ass och net fir näischt, dass Der a Frankräich de Mouvement hat vun de Gilet-jaunen. Eebe grad déi Leit, déi am meeschten drënner leiden, dat sinn dann och déi, déi op d'Strooss ginn. An Dir wäert gesinn, wann Der déi Politik, déi hei gefrot gëtt, op eng „manière ambitieuse“ wëllt weidermaachen, da kritt Der déi dote Problemer nach méi an Europa an da geet et duerno net esou aus, wéi Dir Iech dat alleguer elo virstellt a wënscht. Dat kann ech Iech versprechen!

D'Mesüre vum PNEC ginn dann hei genannt: „Au plus vite“ solle mer „mettre en œuvre les mesures du PNEC“. Och do ass d'Fro ... Also, ech mengen, de PNEC, mir si souwisou net averstane mat deem Plang, well en och komplett onrealistes ass. Mir wäerten dat zu Lëtzebuerg souwisou och net fäerdegbréngen. An do stinn eng ganz Partie Saachen dran, déi mer net kënnen matdroen.

Wann een dat nach méi schnell wëll maachen, nach méi ambitiéis – mir héieren elo: „90 % bis 2040, 100 % bis 2050“ –, ech wollt Iech elo emol eng Kéier hei soen, wéi dat géif ausgesinn. Ganz einfach fënnt een dat bei science.lu, do war en Artikel: „Das denken Wissenschaftler“ – Wissenschaftler! – „über Luxemburgs Klima- und Energieplan“. An den Andrew Ferrone an d'Mirjam Kosch vun Observatoire de la politique climatique hunn do geäntwert. Et ass gefrot ginn: Wat fir eng Moosname mussen da geholl ginn an den nächsten 10 bis 20 Joer? „Welche [...] Maßnahmen sind [...] nötig?“ A wat soe se? Majo, zum Beispill mussen mer fortomme vum Auto. Mir mussen e „sanftes Mobilitätssystem“ hunn.

Dat kann ee soen, jo. Dat geet awer da wäit: „Verbot neuer Straßen“. Dat heescht, mir dierfe keng nei Stroosse méi bauen, d'Leit sollen ze Fouss goen, mam Vélo a mam éffentlechen Transport. D'CO₂-Steier um Bensinn soll eropgoen op 200 Euro d'Tonn CO₂. A

wann ee mam Auto fiert, dann dierften dat just nach Elektroautoe sinn, wou mer also beim Verbuet si vum Verbrennerauto, obwuel mer haut wëssen, dass den Elektroauto net onbedéngt besser ass.

Da geet et awer weider: „Reduzierung der Wohnfläche pro Person“. Dat ass e ganz groussen Agrëff an eis Liewensqualität, wa mer op eemol soen: „Mee jiddwereen dierf awer net méi esou eng grouss Wunneng hunn, mee eng méi kleng.“ An dann: „Verbot“ – an da si mer dann um Punkt – „neuer fossiler Heizungen“. Et steet jo och schon am PNEC. Do steet jo schon dran, dass d'Leit sollen en enger éischerter Phas encouragéiert ginn, hir Heizungen ze ersetzen. Mee am Endeffekt leeft et dorop eraus, dass et keng Heizung méi am Land gëtt, déi mat fossiler Energie fonctionéiert. Dat ass natierlech och eppes, wou mir eis dergéint wieren a wou natierlech d'Leit och net d'Moyenen hunn, fir et ëmzesetzen. An ech schwätze mol guer net vum Verloscht vun de Präisser vun hiren Immobilien an esou weider an esou fort. „Umstellung [von Fleisch] auf stärker pflanzlich geprägte Nahrung“ an esou weider an esou fort.

Also summa summarum: Alles dat heite gëtt de Bierger immens deier, alles dat heiten ass guer net ëmsetzbar. Kommt, mir bleiwe realistesch. Kommt, mir bleiwe mat zwee Féiss um Buedem. Kommt, mir bleiwen technologieopen a mir maachen eppes fir d'Bierger an Europa!

Ech soen Iech Merci. A mir stëmme mat Neel!

(Interruption par M. Marc Goergen)

(M. Fred Keup retourne au pupitre.)

M. Claude Wiseler, Président | Vu datt den Här Keup domadder signifiéiert, dass en eng Fro unhëlt, erlaben ech Iech, se ze stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hu seng Freed gesinn! Här Keup, Dir hutt jo elo – also déi kleng Leit leie mir natierlech och um Härzen, well ech mengen, Dir hutt net de Monopol als Partei dorop, well virun allem maacht Der wéineg fir déi kleng Leit – geschwat vun deenen Energiepräisser. A wann Der Iech jo agelies hutt an d'Thematik, da wësst Der jo awer och ganz genau, dass déi erneierbar Energien, de Kilowatt, fir d'Leit déi bëllegst Alternativ sinn, dass déi fossill Energie, huele mer do Kuel, huele mer Ueleg, Gas, vill méi deier gëtt fir „dee klenge Mann“, wéi Der e genannt hutt.

Dat heescht, deementspreechend misst Der jo eigentlech haut soen: „Kommt, mir ginn op déi erneierbar Energien“, well dat wäert de Präis vun der Energie erofdreien. Wat Dir hei an Ärer Philosophie virdrun an elo priedegt, mécht jo just, dass fir d'Leit de Präis vun der Energie aus der Steckdoss eropgeet. Da kommt, mir ginn op de Wee vun der erneierbarer Energie!

Meng Fro ass: Wësst Dir, trotz de wëssenschaftleche Kriterien, déi alleguerte festgeluecht sinn ... Dir widerstreit hinne vläicht, dat kënn méi oft vir hei am Haus bei Iech, mee Dir wësst et jo awer ganz genau, dass déi Energië méi bëlleg sinn an dass mer eigentlech sollten op dee Wee goen. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, wéi ass dann d'Fro?

M. Marc Goergen (Piraten) | Ob Dir endlech verstannen hutt, dass erneierbar Energien och fir de klenge Mann besser si wéi all déi, déi Dir nach ëmmer wëllt, mam fossille Brennstoff, sief dat Ueleg, Kuel, wat Der alles hei gepriedegt hutt. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, also, mir stelle mol fest, dass an Däitschland, wou déi Energiewend am wäitste fortgeschritt ass, d'Energiepräisser mat am héchste sinn, an ech mengen, dat seet genuch aus doriwwer.

M. Marc Goergen (Piraten) | Duerch déi verbleiwend Kraaftwierker!

M. Fred Keup (ADR) | Mir stellen och fest, dass déi alternativ Energiequelle Wand a Sonn net ëmmer sécher sinn. Ech mengen, wa keng Sonn ass, da gëtt se keng Energie, wa kee Wand ass, dann huet een déi sougenannten „Energieflaute“. Dat ass e Riseproblem. A wann Der wëllt déi ganz Energie, zum Beispill vu Lëtzebuerg, wat 50 Terawattstunden u Stroum – Energie – sinn, hierstelle mat erneierbaren Energien, ma da musst Der d'Hallschent vum Land mat Solaranlagen zoudecken a 5000 grouss Windanlage bauen. Et ass einfach net realistesch, an dat ass de Punkt. Maacht eng realistesch Politik! Mir wëllen déi maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Lo hunn ech nach véier Wuertmeldungen: d'Madamm Welfring, den Här Polidori, den Här Wagner, an duerno huet d'Regierung och nach d'Wuert. An den Här Emering huet och nach d'Wuert gefrot, mee da kommt Der awer elo, Här Emering, no der Madamm Welfring, wann dat ok ass. Madamm Welfring, fuert Dir lass.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Mir stëmme dës Motioun mat. Ech wëll awer elo dervu profitéieren, fir nach eng Kéier drop hinzewiesen, dass et Bänn schwätzt, wann eng Partei der Wëssenschaft wëll virschreien, wat se ze soen huet an ob se Recht huet oder net. Dat seet eigentlech schon alles.

Ech komme vläicht nach eng Kéier drop zréck, wat ech a menger Ried d'lescht Woch gesot hunn: Et geet wierklech drëm, nach eng Kéier oppen ze soen, dass dee Klimabashing, deen ëmmer erëm gemaach gëtt, noweislech vu ganz riets ausse kënn an dass mer hei och erëm eng ganz gutt Demonstratioun kritt hunn, wéi dat funktionéiert, an dass dat awer net dat ass, wat d'Bierger wëllen. Dat seet och eng Ëmfo an dat sinn och Fakten, dass wierklech d'Leit wëllen, dass d'Klimakris eescht geholl gëtt, an et ass eis Gesamtverantwortung hei, dat eeschtaft unzegoen. An dofir kann een déi heite Motioun nëmme matstëmme.

An et kann ee wierklech näischt ënnerschreiw vum deem, wat virdrun do gesot ginn ass. Et stëmmt esou gutt wéi guer näischt drun! Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt elo net méi an den Detail vun der Motioun agoen, well den Här Galles dat jo scho relativ gutt gemaach huet. Ech wollt awer e puer Saache kloerstellen, déi elo heibanne gesot gi sinn.

Dat Éischt sinn déi 55 %, wou d'Kollegen hei vun der ADR sech drop behaupten. Ech mengen, mir bekenne eis zu Decisiounen, déi vun europäescher Natur sinn, an do sinn déi 55 % Reduktioun bis 2030 decidéiert ginn. An ech mengen, an et net 55 % wieren an et wieren der 35 oder 40, da wier Der och net d'accord dermat. Ech mengen also, dass et en enger éischerter Linn drëm geet, wéi d'Madamm Welfring gesot huet, alles ze zerrieden, an dat soll eigentlech heibannen net sinn. Et geet drëm, op eng Trajectoire ze kommen, fir schiedlech Klimagasen an de Grëff ze kréien. Ob dat elo 55 %, 45 % oder 50 % 2030 sinn, dat gesi mer.

Dat anert, wat ech wollt soen, ass: Beim Tiret 5 an dem Tiret 7, wou Der gesot hutt, dass Der dat net géift verstoen, verstinn ech net, wat do de Problem ass. Et ass d'Sprooch warscheinlech.

(Hilarité)

ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre »

La Chambre des Députés,

– rappelant l'importance de la COP28 dans le renforcement de nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, tels que définis dans l'Accord de Paris ;

– rappelant que l'Union européenne a adopté une réglementation exigeant une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;

– rappelant que la Commission européenne a présenté, en date du 6 février 2024, une recommandation pour un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2040, en vue d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 ;

– rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;

– saluant que pour la première fois une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue dans les conclusions de la COP28 ;

– saluant les avancées qui ont été atteintes à la COP28 en matière de suivi des pays développés dans leur contribution au fonds pour les pertes et dommages, créé en 2022 ;

– regrettant que dans la déclaration finale de la COP28, un plan de « sortie » des énergies fossiles fait défaut, mais qu'un éloignement de ces fossiles fût arrêté ;

– estimant que l'ambition de réduire progressivement, voire d'éliminer à terme, la consommation de combustibles fossiles au niveau mondial est impérative afin de respecter les objectifs de l'Accord de Paris,

invite le Gouvernement

– à continuer à s'engager au sein de l'Union européenne pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre ;

– de poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris ;

– à mettre en œuvre au plus vite les mesures prévues par le PNEC.

(s.) Paul Galles, Luc Emering.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schackmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

8. Motion de M. Franz Fayot relative à la transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 32)

An da komme mer zur nächster Motioun, enger Motioun vum Här Franz Fayot iwwer eng klimakonform Transition fir eis Finanzplaz. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Här President, eent vun deene grouse Leitmotiver vun der COP28 zu Dubai d'lescht Joer war d'Fro, wéi ee kéint Finanzementer weltwäit fir de Kampf géint de Klimawandel mobiliséieren. Ënnert dem Term „Shifting the Trillions“ war dat an der Diskussioun, dat heescht „Shifting“, fir déi Investissemter, déi elo an déi klassesch Secteuren eraginn, an déi klassesch Technologien, déi meeschtens fossill sinn, eriwwezekréien op déi nohaltig Technologien, déi mer brauchen am Kampf géint de Klimawandel.

An dat ass eppes, mengen ech, wou mir als Europäer musse Virreider sinn. Dat heescht, dass mer eis Finanzplaz, eis Finanzindustrie dohinner musse beweegen, wierklech gréng ze ginn a sech wierklech esou ze wandelen, dass se deen enormen Effort, deen dat kascht, fir eis ze dekarboniséieren, och mat-accompagnéiert.

Dat ass, wéi gesot, eng Transition, wou mir och als Lëtzebuerg natierlech eng wichteg Roll ze spillen hunn, well mer eng Finanzplaz hunn, déi enorm grouss ass, wou mer scho vill richteg Saache maachen am Beräich vun der grénger Bourse, am Beräich vun enger ganzer Rei Finanzinstrumenter, déi elo schonn, mengen ech, exemplaire sinn an deem Beräich. Wou mer awer natierlech nach vill méi kënne maachen, wou mer nach vill méi och insbesonnesch d'Fongenindustrie derzou kënne beweegen, fir, wéi gesot, an déi Investissemter eranzegoen, déi zu der Dekarboniséierung bäidroen. An dofir war dat ee vun den Haaptpunkte vun där COP28.

A mir sinn eis schlussendlech no gudden Diskussiounen an der Ëmweltkommissioun, wou ech och dem President an deene Membere wëll Merci soen, déi do participéiert hunn, eens ginn, dass mer géifen deen Effort um europäeschen Niveau encouragéieren, dat heescht, dass mer och vun eisem Gewicht als europäesch Finanzplaz géife profitéieren, fir dat weiderzedreiwen um europäeschen Niveau, fir eng Finanzplaz ze kréien, déi privilegéiert och an déi Investissemter geet, déi net fossill sinn, an eeben dee Moment och d'Chamber ze informéieren – dat ass natierlech eng Demande un d'Regierung, d'Chamber ze informéieren –, wéi deen Effort do weidergeet um Niveau vun der Finanzplaz, eppes, wat mer jo och reegelméisseg hei maachen, wa mer iwwer Finanzprojeten diskutéieren.

Voilà. Ech mengen, mir hunn déi Motioun esou ëmgeännert, dass se hei kann e breede Konsens

kréien an der Chamber. An dofir soen ech elo scho Merci fir e breede Support.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot Merci fir seng Explikatiounen.

Dann hunn ech Wuertmeldungen. Den Här Bauler fir unzefänken.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Här Fayot fir säin Exposé zu dëser Motioun. Mir kënne bien entendu heimadder liewen. Dir hutt et richtig gesot, Här Fayot, deen heiten Dossier war an der Ëmweltkommissioun. Ech muss soen – ech schwätzen a mengem perséinlechen Numm –, ech wär frou gewiescht, wa mer deen och an der Finanzkommissioun hätte kënne zousätzlech kucken, well et eeben och ëm d'Finanzplaz hei geet.

Mee wat Der gutt gesot hutt, Här Fayot: Mir hunn de Luxembourg Green Exchange, also déi gréng Lëtzebuurger Bourse, an durabel Finanzinstrumenter. An de leschte Jore sinn déi entwéckelt ginn op eiser Finanzplaz, och mat Hëllef natierlech, ech gesinn hei d'Kolleege vun der CSV, och op eiser Bourse, wou grouss Efforte gemaach gi sinn.

Also, déi Regierunge virrunner hunn net gelaapt, déi zwou Regierungen hu wierklech an deem Sënn schonn Akzenter gesat, soudatt dee Secteur sech konnt entwéckelen. Natierlech, wéi eise fréiere Finanzminister, de Pierre Gramegna, ëmmer esou schéi gesot huet: „Et gétt nach ëmmer Sputt, et gétt Sputt no uewen.“ Jo, et gétt Sputt. Mee wat mech stéiert, an do géif ech proposéieren, eng Retouche ze maachen, dat ass d'Wuert „dorénavant“, „désormais“ ass de Synonym dovunner, well dat ass mer eigentlech ze vill. Well mir hu jo schonn e Prozess, den Här Fayot huet et selwer gesot, deen amgaangen ass, soudatt ech géif proposéieren, dat Wuert „dorénavant“ erauszehuelen.

Dann hunn ech och nach e Problem mat där Bezeichnung „projets non fossiles“. Ech denken, dat ass ze enk gefaasst. Et soll een dat méi breet faassen, andeems een do d'Wuert „durable“ hält oder wéinst menger och nach „sustainable“ oder „soutenable“. Ech géif soen, kommt, mir schreiwen „durable“, da wier dat esou gutt fir eis.

Mir missten déi do zwou Retouchë kënne maachen, da géife mer dat hei gäre matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler villmoools Merci. Sinn dann nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Polidori. Den Här Weidig an dann den Här Hansen.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Ech proposéiere menger Fraktioun, dës Motioun net matzestëmme. Dës Motioun fuerdert e radikalen Agréff an déi fräi Maartwirtschaft an dat schuet och bei der Sich no neien Technologien, déi Ressourcé schounen a méi ëmweltfrëndlech sinn.

Et ass menger Meenung no eng Mëschung zwëschen Naivitéit a Gröössewan. Naivitéit, well Dir mengt dach net, datt, wa mir op d'fossill Energien hei an Europa verzichten, Russland, China an Indien dat och maachen! Si wäerten natierlech dës Energie weider produzéieren, verkaufen a konsuméieren, och well déi Energie d'ailleurs méi bëlleg ass, well mir se jo net méi wëllen. Dat heescht, datt déi lescht Dréps Ueleg an och déi lescht Tonn Kuel wäerte genotzt ginn. Deen eenzege Wee, fir dat ze verhënneren, ass, wa mir nei Technologie fannen, déi méi bëlleg a méi effektiv si wéi fossill Energien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Mee et ass naiv ze mengen, datt dat aleng erneierbar Energië wäerte sinn. An déi eenzeg Energiequell, déi dat eventuell maache kéint, wëllt Dir net aus ideologesche Grënn, nämlech d'Nuklearenergie an och d'Fusionsenergie.

Dir hutt an Ärer Motioun zwar gesot, datt d'COP d'Verdräifachung vun erneierbaren Energië wëllt, mee Dir hutt net gesot, datt Amerika, England, Frankräich, Holland, Japan, Schweden, Finnland, Polen an Tschechien sech fir eng Verdräifachung vun der Nuklearenergie ausgeschwat hunn. Och dat muss ee mol soen: Mir mussen eraus aus der Lëtzebuergescher Bloss!

An d'Fusionsenergie ass nach ëmmer net massentauglech, obwuel do duerch nei AI-Methoden de Plasma elo ënner Kontroll ka bruecht ginn. Duerfir, vläicht kënn do nach eppes.

Mir vun der ADR sinn technologieoppen. All Energiequell huet Pro a Kontra, a jee no Kontext ass eng besser wéi déi aner. Duerfir si Fuerschung, Innovatioun an Technologietransfert absolut wichteg. Mee genau dat wäert net fonctionéieren, wann dat kënn, wat Dir an dëser Motioun wëllt implementéieren. Nëmme eng staark Ekonomie ouni Interferenz vu Mochtegerexperten aus der Politick huet déi fräi Ressourcen an och déi intellektuell Fräiheet, fir Fuerschung an Innovatioun am Technologietransfert an der Ekonomie ze maachen.

Huet den Elon Musk d'Raumfaart mat SpaceX revolutionéiert, wéinst der Politick? Oder war et d'NASA, déi vu Politiker kontrolléiert gëtt a vun hinne gesot kritt, wat se maache soll?

Eng staark Ekonomie kritt een nëmme mat engem fonctionéierende Finanzsystem, deen onofhängeg ass, wou all Informatioun verschafft gëtt an d'Sue rational do ugeluecht ginn, wou déi eenzel Leit mengen, datt se sollen ugeluecht ginn, an déi sech dann och dorëm këmmere. A genau dat wäert ëmmer manner de Fall sinn, wann Är Fuorderung vun engem schnellen Ëmbau vum Finanzsystem sech duerchsetze wäert.

Et ass fir mech, deen an deem Secteur geschafft huet, Grösseswan, ze mengen, datt eng zentralistesche Approche vun der Politick e System ännere kann an datt dobäi eppes Besseres erauskënn an dat da komplex Problemer wäert léisen.

Zum Schluss wëll ech och nach Oppositioun maachen zum Agréff an d'Investitiounsverhale vu Bierger a Firmen, datt mer déi sollen a bestëmmte Richtungen lenken. Ech mengen, datt d'Bierger an och d'Firme besser ekipéiert sinn, fir selwer hir Entscheedungen ze huelen.

An aus all deene Grënn wäerte mir net fir déi Motioun stëmmen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn elo véier Wuertmeldungen: den Här Hansen, d'Madamm Welfring, den Här Polidori an den Här Wagner. Här Hansen.

Une voix | An den Här Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | An den Här Fayot géif ech als Auteur ganz zum Schluss huelen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. A merci och dem Här Fayot fir d'Propositioun vun dëser Motioun. Mir hunn an der Kommissioun Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ganz am Detail dorunner geschafft an en anere Wording uegeholl.

An ech mengen, déi zwee Haaptpunkte sinn och genannt ginn: Mir wëllen, datt eis Finanze méi gréng

sinn an datt se virun allem derzou bäidroen, datt mer déi Transition énergétique et climatique och finanzéiert kréien. Well mir brauchen dofir massiv Suen.

Ech muss awer dem Här Weidig widdersprieche, well mir maache keng Obligatiounen dran. Hei steet ganz kloer op Franséisch: „à encourager une transition des places financières“, an och nach eng Kéier: „à encourager les investissements“. Also, „encourager“ heescht keng Obligatioun, soit datt Dir vläicht en anere Franséischproff hat wéi ech. Fir dat emol ze soen, éischtens.

An zweetens muss ech soen: Deen zweete Punkt, dee mer hunn, ass notament, datt d'Chamber permanent informéiert gëtt, wéi d'Decisiounen vun der COP hei zu Lëtzebuerg sollen ëmgesat ginn a mat wéi enge Punkten. Dat heescht, ech mengen, dat ass ganz rasonabel.

Ech sinn och net mam Här Weidig d'accord mat deem bëllege Bensinn an Diesel. Ech weess net, wou Dir tanke gitt, mee bon, ech muss feststellen: Et gëtt net méi bëlleg! An ech mengen, et ass elo nach eng Hausse erëm ugekënnegt gewiescht. Also et gëtt virun allem net méi bëlleg. Ech mengen, Dir tankt op anere Plazen oder Dir tankt eppes aneres. Voilà.

(Interruptions et hilarité)

An ech muss awer och soen, ech verstinn dem Här Bauler seng Interventioun. Et ass effektiv esou, et geet em d'Finanzplaz an et ass och normal, datt do d'Kollege vun der Finanzkommissioun hiert Wuert matzeschwätzen hunn. An ech ka mat deenen dote Propositiounen vum Här Bauler, déi eng Klarifikatioun sinn, liewen, fir datt mer hei kënnen eng Majoritéit fir déi Motioun hunn. An d'CSV ass domadder d'accord. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Also ganz kloer: Déi heite Motioun kënne mer matdroen. Mir hätte se och an där viregter Form kënne matdroen. Mir kënne se och an där amendéierter Form matdroen. An déi lescht Ännerungen, bon, ech mengen, déi kann een och matakzeptéieren.

Jo, zu den neien Technologien: Nei Technologien, déi entwéckele sech, zemoos wa se mussen an eng Richtung goen, wou mer eist gemeinsam Gutt wëlle schützen, oft net vum selwen. An duerfir brauche mer kloer Reegelen an duerfir komme mer och net derlaanscht, eis op der Finanzplaz letztendlech och Reegelen ze ginn.

Lëtzebuerg ass en Zwerg op der Weltkaart, mee als Finanzplaz hu mer schon e Rayonnement, an dofir ass et och wichteg, dass mer besonnesch hei eis Verantwortung huelen. An dofir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun ganz hir Richtigkeet huet, och an där viregter Versioun, wou mer Lëtzebuerg selwer méi viru seng Verantwortung gestallt hunn. Mee ech denken, dass ee sécher och heimadder ka liewen.

An nach eng Kéier: Och wann een an d'Atomenergie wëll investéieren, mengen ech, dass een och hei keng wierklech schnell Léisungen huet. Och wann een d'Klima net wëilt schützen, dann ass eis awer all gutt dru geleeën, eng gewëssen Onofhängegkeet vun Energien ze hunn. Dat huet een definitiv mat der Nuklearenergie net. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Jo, also ech sinn och frou, dass mer an der Kommissioun

do zesammen deen néidege Wording fonnt hunn, fir dass mer eng grouss Majoritéit heibannen hunn, déi dës Motioun wäert matdroen. Och mir wäerte se matdroen. Och nach déi Bemierkung vum Här Bauler: Domadder hu mer och kee Problem, dat nach ze ergänzen. An deementspriedend géife mer dann och, wann den Auteur dann averstanen ass mat deenen Upassungen, dës Motioun matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun natierlech och mat ënnerstëtzen, och mam Bäisaz vum Här Bauler, quite datt mer schon an der Kommissioun doriwuer diskutéiert hunn. Vlächcht misst een iergendeng Kéier zu engem Schluss kommen. Mee egal.

Voilà. Et ass och wierklech wichteg, datt Lëtzebuerg trotzdeem, a mir hunn dat als Lénk och schon oft gesot, desinvestéiert aus de fossillen Energien, an – dat gëtt ëmmer erëm gesot hei an dëser Chamber – och den Investitiounsfong an de Kompensatiounsfong an esou weider, an et gëtt ni reellement realiséiert. Et gëtt awer esou lues Zäit, konkreet ze ginn.

Duerno, bon, d'ADR ass weiderhi verléift an de Pétrol. Si muss eis erklären, wou se de Lëtzebuerg Pétrol da wäert fannen, éischtens. Si ass och verléift an d'Atomenergie. Da muss d'ADR eis och iergendeng Kéier erklären, wou d'Atomkraaftwierk soll hikommen. Nieft iergende Bësch, deen d'ADR ofgeholt huet, fir do och nach sechsspuereg Stroossen ze bauen?

(Interruption)

Also, nee, mee Dir wëllt souwisou d'Ëmwelt vreckt maachen hei zu Lëtzebuerg, da musst Der eis erklären, wou.

M. Fred Keup (ADR) | Mir schütze se!

M. David Wagner (déi Lénk) | An dann d'Elektromobilitéit. Dir schwätzt vu China. China ass deen éischte Produzent vun Elektromobilitéit. Wann nëmme sou Parteien an Europa un der Muecht wiere wéi d'ADR, a Frankräich de Zemmour oder de Front National, d'AFD an Däitschland an esou weider, da wieren d'Europäer obligéiert, immens deiere Pétrol ze kafe beim Tankegoen oder chineesesch Elektroautoen ze kafen, fir op sechsbunnege Stroossen ze fueren, laanscht en Atomkraaftwierk, dat warscheinlech mol net funktionéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Mat Iech gi mer zu Fouss!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An zum Schluss kritt dann den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Och merci fir déi Kontributiounen. Bon, ech mengen effektiv, dass ee ka mat deenen zwou Modifikatiounen do liewen. Bon, déi zweet, mat de Projets non fossiles, fir doraus „durable“ ze maachen, ech mengen, dat kann ee maachen, mee do hunn ech e bësse Bauchwéi dermat, well dat effektiv ee vun deenen Acquisen – wann net dee groussen Acquis – war vun der COP28, fir fir d'éischte Kéier wierklech en Auswee aus de fossillen Energien ze fannen. An dat, mengen ech, ass awer e staarkt Symbol gewiescht, fir dat et emol eng Kéier ze soen. Mee wa mer eis am Geescht eens sinn, dass „durable“ eppes ganz Änlech heescht, dann, mengen ech, kann een dat als Kompromëss matdroen.

Här President, just nach ee Wuert zu der Interventioun vum ADR-Sprieder: „Grösseswan.“ Ech mengen, dat

ass kee Grössewan. Dat heescht Politick maachen, dat heescht effektiv Choixe maachen, wat ee wëll errechen. Ech weess, dass d'ADR och effektiv, wéi den David Wagner seet, den ieweschte Wiechter vum Kapitalismus ass an och aus engem ganz libtären Eck kënnt. Ech mengen, dat ass och e gemeinsamen Nenner vun där politescher Famill. An dat hei huet näischt mat Grössewan ze dinn.

Dat heescht, dat hei ass eppes, fir d'Finanzplaz an de Finanzsektor an eng Richtung ze orientéieren, wou mer se alleguerter gären hin hätten. An ech freeë mech dofir och iwwert déi breet Zoustëmmung zu dëser Motioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot villmools Merci. Ech mengen zwar, mir sollen elo net nach eng weider Diskussioun féieren, Här Weidig. Oder firwat frot Dir d'Wuert?

(Interruptions)

Dat ass elo kee Fait personnel gewiescht. Ech kucke just, wéi vill Zäit Der nach hutt. Dir hutt nach 57 Sekonnen, jo. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also ech wëll just ganz kuerz eppes zu deenen Einzelne soen. Dat eent ass, an der éischer Versioun stoung dran: „décourager [...] les investissements [...] dans des projets fossiles“. Elo ass et geännert ginn. Bon, „encourager“, dat kléngt natierlech besser, mee och „encourager“ heescht, dat Steiersue geholl ginn, fir de Marché ze verzerren, fir politesche Ziler ze errechen. An ech soen nach ëmmer, dat dat am beschte funktionéiert, wa keng Interventioun ass am Marché. Dat ass den éische Punkt.

An deen zweete Punkt ass d'Fuerschung. Och dat hunn ech jo selwer als Fuerscher gesinn, och am Venture Capital: Wann d'Politick ufänkt, Ressourcen duerno ze allokéieren, wat wichteg ass a wat net, dann ass dat eng suboptimal Allokatioun vun de Projeten. An et ass besser, wann d'Fuerscher dat selwer maachen. An dat gesäit ee jo zum Beispill och bei Tesla. Do huet den Elon Musk jo privat investéiert, do ware keng staatlech Suen dran. An en huet trotzdem eppes Guddes gemaach! Dat ass deen zweete Punkt.

An deen drëtten: Jo, mir sinn och kee Fan vun der Atomenergie, mee mir si Fan vun der beschter Léisung, déi existéiert. All Energiequell huet Pro a Kontra. Heiansdo ass et de Pétrol, heiansdo ass et d'Atomenergie. An d'Atomenergie vun 1990, wou géint munch Leit demonstréiert hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... dat ass net déi selwecht wéi 2024. Dat heescht, mir müssen all déi Saache rational kucken an net ideologesch eng Energiequell einfach ofschalten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Domat wäre mer um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

Ech gesinn, d'Regierung huet nach d'Wuert gefrot. Da kritt d'Regierung selbstverständlech d'Wuert nach. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. Et geet och net nëmmen ëm d'Diskussiounen ëm d'Investitiounen an erneierbar Energien oder soss iergendeng Form vun Energien.

Den Här Fayot huet et a senger Motioun richteg an engem Tiret geschriwwen: Et geet och ëm dee Loss-and-Damage-Volet, dat heescht, dat et elo scho Länner gëtt, wéi ech virdru gesot hunn, déi einfach ënnert dem Klimawandel leiden, déi elo schon amgaange sinn, Deeler vun hirem Territoire ze verléieren, well d'Mierer klammen, déi elo scho müssen Dierfer evakuéieren, well de Landverbrauch ze grouss gëtt, well et amgaangen ass ze verwüsten. An deene muss gehollef ginn, fir dat se sech kënnen dergéint schützen, sech dorun upassen, respektiv dat se déi Schied, déi entstinn, och kënnen iwwer Assurancë bezuelen.

Et gi ganz vill Projete gebraucht, fir méi Beem ze planzen, fir CO₂ kënnen ze capturéieren, fir Séigrasfelder kënnen a Mierer unzeleeën, fir kënnen CO₂ ze capturéieren, fir och erëm Mouere kënnen unzeleeën, fir CO₂ kënnen ze capturéieren. Dat sinn op Lëtzebuergeresch déi sougenannten, wéi een dat seet, „Nature-based Solutions“, dat heescht, dass een dann d'Natur, wann een déi ënnerstëtzt, eeben derzou bréngt, sech selwer nees ze entwéckelen, fir kënnen CO₂ ze capturéieren. An do ginn och Milliounen, wann net Milliarde gebraucht, déi net aleng vun öffentlecher Hand kënne kommen, mee déi och vu privaten Investore musse kommen.

An dacks ass et haut esou, dat déi nach zécken, well de Risiko fir si nach ze grouss ass. Do gëtt et awer gutt Initiativen, wou grad d'Regierungen, och déi Lëtzebuerger Regierung, esou Investitiounen, déi ganz risikohéich sinn, versiche mat aner Institutiounen, déi sech doranner spezialiséiert hunn, zesammenzibréngen, fir an déi dote Mesüeren ze investéieren. Well dat eent ass d'Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen, dat anert ass manner Energieverbrauch a manner fossill Energien. An dat anert ass och, den CO₂ iwwer Natursolutiounen eebe kënnen ze capturéieren. An dofir ginn och ganz vill Sue gebraucht. Dee Volet ass och wichteg an net just déi Fro, wéi eng Energien an Zukunft déi wichteg Roll solle spillen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun komme mat deenen zwou zousätzlechen Ëmännerungen, déi vum Här Bauler virgeschloe waren an iwwert déi mer eis am Geescht, wéi den Här Fayot seet, eens sinn. Da géife mer iwwert déi Motioun esou ofstëmmen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

saluant

– la décision de la 28^e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28),

considérant que la décision

– a, pour la première fois dans l'histoire des conférences climatiques, reconnu la nécessité de transition vers la sortie des énergies fossiles, nécessaire pour préserver le but de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ;

– prévoit une feuille de route ambitieuse pour la décarbonation au moyen du triplement des énergies renouvelables et le doublement de l'effort d'améliorer l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– opérationnalise le fonds « Loss and Damage », avec d'ores et déjà une dotation de quelque 700 millions de dollars ;

– invite à une réforme de l'architecture financière internationale afin de l'aligner sur les objectifs de la transition climatique,

invite le Gouvernement

– à encourager une transition des places financières européennes vers une finance alignée aux objectifs

climatiques et à encourager les investissements par les banques et les fonds dans des projets (veuillez lire : dans des projets durables) ;

– à informer rapidement la Chambre des Députés sur la manière dont elle compte mettre en œuvre, au Luxembourg, la décision de la 28^e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: 5, a keng Abstenttioun. Domat ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

9. Motion de M. Franz Fayot relative à la soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe climatique intergénérationnel

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 32)

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, zur Motioun vum Här Franz Fayot iwwer eng schrëftlech Virlag beim Internationale Gerichtshaff zugonschte vun der Unerkennung vun engem intergenerationelle Klimaprinzip. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Här President, zu deene gravéierenden Ongerechtegkeete vum Klimawandel gehéiert, dass grad déi, déi am mannsten dofir kënnen, am meeschten dorënner leiden. Dat sinn Entwécklungslänner am Süden, dat sinn och insbesonnesch déi kleng Entwécklungsinselaaten, déi sougenannte „SIDS“. An déi, déi nach manner derfir kënnen, dat sinn eis Kanner an eis Kandskanner.

An dofir ass d'lescht Joer an der Vollversammlung vun der UNO eng Resoloutioun adoptéiert ginn, den 29. März 2023, déi den Internationale Gerichtshaff zu La Haye dozou invitéiert, e consultative Avis ze maachen, fir erauszestellen, ob et e Prinzip gëtt vun intergenerationeller Gerechtegkeet am Beräich vum Klimawandel. Dat ass eng komplex juristesche Analys, wou et drëm geet, ob een aus den Traitéeen a Conventiounen e Prinzip erausliese kann, dass d'International Communitéit d'Flicht huet, och den Interesse vu kommende Generatiounen Rechnung ze droen, wa se, wéi gesot, de Kampf géint de Klimawandel ueegt.

Dat ass eppes, wou eng ganz Rei Länner sech associéiert hunn, mat geschriwwene Soumissiounen beim Internationale Gerichtshaff. Deen Avis wäert och e gewëssene Poids kréien an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Aart a Weis, wéi mer de Kampf géint de Klimawandel ugin. Wéi gesot, hei ass eng Fro vu Gerechtegkeet vis-à-vis vu kommende Generatiounen, déi par définition hei nach keng Stëmm hunn an der Aart a Weis, wéi mer dee Problem do ugin.

No Diskussiounen an der Kommissioun si mer eis eens ginn, dass mer géifen dann d'Regierung invitéieren, dat ze analyséieren, ob se wéilt esou eng Motioun, esou eng Soumission écrite, do erabrénge beim Internationale Gerichtshaff. Mir hunn deemools déi Resoloutioun do matgedroen. Déi ass par consensus ugeholl ginn an der Vollversammlung vun der UNO. An ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen an och der Regierung gutt zu Gesiicht stoen, wann se dat dote géif analyséieren an da mat anere Länner, och anere europäesche Länner, deen Avis do mat ënnerstëtzen oder op d'mannst sech do géif mat abréngen.

Voilà, Här President. Ech mengen, dat ass dat, wat déi Motioun hei seet. Ech profitéieren och just nach e ganz kuerze Moment, fir d'Chamber drun ze erënnere, dass mer eng Resoloutioun ugeholl hunn, och an der Heure d'actualité iwwert d'COP28, wou mer am Fong eis selwer virgeholl hunn, eis Vollen ze neutraliséieren par rapport zu den CO₂-Emissiounen.

Do sinn och schon Aarbechten, déi en cours sinn, hei an der Chamber, fir dat ze maachen, wéi gesot, am beschten iwwer e Projet vun der Lëtzebuurger Kooperatioun. Mir hunn esou Projeten, déi mer zum Beispill an der Reforestéierung am Burkina Faso maachen, och mat LuxDev. An ech mengen, dat wär immens flott, wa mer dat och zäitno kéinte konkretiséieren an dann dem Bureau eng Propos maachen, fir déi Resoloutioun a Musek ëmzesetzen. Dat wär e ganz konkreter Apport, deen d'Chamber kéint leeschten am Kampf géint de Klimawandel.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Fayot, fir Är Explikatiounen. An zum leschte Punkt wollt ech dem Här Fayot just soen, dass effektiv déi Aarbechten amgaange sinn, fir dass mer eng konkret Méiglechkeet do fannen an eng konkret Léisung, wéi mer dat korrekt als Chamber kënnen ëmsetzen, an dass ech wëlle hunn, dat och esou schnell wéi méiglech – wa méiglech an der nächster Bureausreunioun – dem Bureau virzestellen, ze presentéieren, fir dass mer doriwwe kënnen diskutéieren an eng Decisioun huelen. Mee Äre Rappel ass absolut richtig.

Sou, wien huet Wuertmeldungen zu dësem Punkt? Den Här Hansen, den Här Arendt, den Här Kartheiser. Här Hansen.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmoos merci, Här President. An och merci dem Här Fayot, deen dat

doten op den Ordre du jour gesat huet. Mir haten eng grouss Diskussioun, dat war natierlech iwwert den Zäitpunkt: Wéini soll déi Analys vun der Regierung fäerdeg sinn? An do hu mer gesot, deen nächste Stéichdatum ass natierlech d'Cop am Aserbaidjan. An dofir hu mer drageschriwwen: „en amont de la COP29“. Ech mengen, dat ass dee richtegen Datum. Ech soen Iech Merci an dat dote kënnen mer effektiv dann esou als CSV och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Franz Fayot fir seng Motioun. Ech géif mech am Fong den Explikatiounen vum Chris..., allez, vum Här Hansen, ...

(Hilarité)

... vum Christophe Hansen uschlëssen, dass effektiv de Wording, wéi en elo ass: „à analyser [...] la possibilité d'une soumission“ ... Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi mer der Regierung solle ginn a mir kënnen déi heite Motioun och matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci. O, ech hu schon 22 Sekonnen – ech hunn nach näischt gesot!

(Hilarité)

A, elo ass et besser!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Fayot an all deenen anere Cosignatairen, am Numm vun der ADR, villmoos Merci fir déi Initiativ. Si huet u sech zwee Deeler:

Dat eent ass eng Interventioun beim Internationale Gerichtshaff, eng Soumission écrite ou orale, déi Lëtzebuerg sollt maachen. Mir hunn dat mat där Seriositéit gekuckt, wéi d'ADR all Dossiere kuckt, an eiser Meenung no ass den Delai ofgelaf. Ech mengen, dat ass eng Saach, déi am Droit net onwichtig ass. Mir hunn d'Delaie gekuckt beim Internationale Gerichtshaff. Deen ass den 22. Januar ofgelaf. Ech muss awer soen, den Här Fayot hat dat hei de 14. Dezember tabléiert. Da wär et nach duergaangen. Mee haut ass den 20. März, also geet et net méi. Dat ass also eng éischt Feststellung.

Dat Zweet ass: Mir mussen natierlech kucken, wa mer esou Soumissiounen maachen, wat d'Effeten op eis Partner sinn. Well wa mir – Lëtzebuerg – mat neie juristesche Konzepter wëlle kommen, huet dat selbsterständlech Implikatiounen, och op d'Positiounen vun eisen Nopeschlänner, vun der Europäescher Unioun an esou weider. Bis elo ass den Haaptprinzip an deenen Diskussiounen de Principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités contributives respectives des États. Dat ass eigentlech de Grondprinzip, wéi et elo ass. Iwwer intergenerationell an esou weider, dat ass nach kee Prinzip, deen den Accord vun der EU an eisen anere Partnerstaaten hätt.

Ech wëll awer och soen, dass d'EU selwer – direkt oder indirekt – och geplangt hat, jiddefalls war et esou ugekënnegt an der Assemblée générale vun der UNO, e Bäitrag beim Gerichtshaff ze maachen. Ob dat gemaach ginn ass, weess ech elo net. Mee ëmmerhi muss een och soen: Wann een esou Saache mécht a mat juristesche Konzepter schafft, da muss een och kucken, dass am Abléck an der Commission du droit international wéi och an der Commission juridique vun der Generalversammlung vun der UNO juristesche Aarbechten iwwert d'Interdependenz vu juristesche Konzepter an de Klimadiskussiounen sinn.

Déi Iddi vun der Justice intergénérationelle an der Justice climatique ass u sech, wéi gesot, nach kee juristeschen Term. Den Här Fayot proposéiert jo och a senger Motioun, fir deen Term anzeféieren, eng Reconnaissance vun deem Prinzip.

Et gëtt en also nach net. A wou kënn déi Notion hier? Ma aus der Preamble, Paragraf 13, vum Accord de Paris. Et ass awer interessant, dass ze liesen. Et ass eigentlech esou, dass do steet: „Notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue“ – an elo kënn et – „par certaines cultures comme la Terre nourricière, et notant l'importance pour certains de la notion de 'justice climatique', dans l'action menée face au changements climatiques.“

Et ass also net méi wéi eng Feststellung, dass fir eenzel Kulturen deen Term kann eng Bedeitung hunn. En huet keng juristesche Relevanz kritt. En ass och net zrëckbehalde ginn als Aktiounsprinzip. Et si selbsterständlech keng Sanktiounen oder politesch oder juristesche Konsequenzen dermat verbonnen. Et war just eng Feststellung vun engem Ausdruck, deen a gewëssene Kulturkreesser – selbsterständlech respektabel! – am Émlaf sinn.

Wat dat awer heescht a firwat et net zu enger juristescher Kategorie ginn ass, ass ganz einfach: wéinst Problemer bei der Beweislaascht, vun der Attributioun vu Responsabilitäten zu Staaten no dem Principe du pollueur-payeur, well ee jo dann och net weess, no wéi enge Krittären dat sollt zougedeelt ginn. Wéi soll eng Schuedfeststellung dann a wéi enge Länner stattfannen?

Den Här Fayot huet, zum Beispill, op déi kleng Insularstaaten higewisen, déi jo anscheinend besonnesch ..., ech wëll dat elo hei net diskutéieren ..., jo, jo, mee nee ..., wou de Problem vum Klamme vum Mieresspiegel ëmmer erëm invoquéiert gëtt. Also, dat sinn awer Diskussiounen, déi lafen, déi och mussen da matconsideréiert ginn!

Et ass also esou, dass mer keng Krittären hunn, wéi esou e Prinzip kéint ëmgesat ginn. Wann een en also aféiert, ass een an engem kompletten Neiland. An dat ass natierlech fir eis e groussen Onsécherheitsfacteur; net nëmme fir eis, mengen och, mee fir jiddereen, deen sech mat där Thematik beschäftegt.

D'Opportunitéit ..., an do ass et interessant festzehalen, dass den Här Fayot an déi aner Kollege vun deenen anere Parteie Leit, déi nach net gebuer sinn, Rechter zougestinn. Well wien intergenerationell Solidaritéit seet, seet – an dat ass och interessant an der Rechtsentwicklung –: Leit, déi nach net gebuer sinn, déi et nach net gëtt, hu Rechter. Et ass eppes, wat mer eis mierke fir aner Diskussiounen. Et ass interessant!

Et ass awer hei och festzehalen, dass dat, wat den Här Fayot freet, déi Notion vun intergenerationeller Gerechtegkeet, net am Mandat ass vun där Motioun oder vun där Resoloutioun, déi d'Generalversammlung vun der UNO ugeholl huet. Wann een nämlech kuckt, wat an der UNO gestëmmt ginn ass, geet et net ëm intergenerationell Gerechtegkeet, et geet net emol ëm Rechter vun zukünfte Generatiounen, mee et geet ëm Obligatiounen vun zukünfte Generatiounen.

D'Generalversammlung un der UNO huet den Internationale Gerichtshaff gefrot, fir ze kucken, wat am internationale Recht d'Obligatiounen fir d'Staate sinn, fir eeben de Systeme climatique kënnen ze erhalten, a wat d'Obligatiounen si „pour les États et pour les générations présentes et futures“. Et ass also eng Feststellung net vu Rechter, mee vun Obligatiounen vun zukünfte Generatiounen.

Domadder muss mer also feststellen, dass dem Här Fayot seng Initiativ gutt gemengt ass, dass d'Delaien net respektéiert sinn, d'Rechtskategorien net kloer sinn an et net konform zum UNO-Mandat ass. Dofir stëmme mir dat net mat.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Elo hunn ech nach d'Wuertmeldung vum dem Här Polidori an der Madamm Welfring. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Ech muss eng Kéier Loft huelen, ech ka just soen zu mengem Virriedner: Wow! Ech ... Bon, bref. Ech soen awer op alle Fall dem Här Fayot, deen alles scho wonnerbar erkläert huet zu dëser Motioun, dass mir dës wäerte matstëmme, well et och an déi richteg Richtung geet. An, voilà, méi hunn ech am Fong net dozou ze soen. Ech sinn nach e bësse schockéiert vum deene ganze Saache vir-drun. Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, mir ginn och eis Zoustëmmung fir dës Motioun. A mat all deene Consideratiounen, déi ech mer vir-drun och hu missen unhéieren, wéi jiddereen heibannen, wëll ech just soen, dass déi Geschicht vum den Delaien eppes ass, wat an där Analys, déi souwisou elo mol gemaach gëtt, sécher muss matconsideréiert a gekuckt ginn, ob et eng aner Opportunitéit gëtt an ob dat wierklech eppes ass, wat eis kéint drun hënneren, déi intergeneratiounell Responsabilitéit ze huelen an déi och kloer duerzeleeën an engem Appell un déi Cour. Dofir, ech fannen, dat soll eis net drun hënneren, déi Analys ze maachen. An nach eng Kéier: Ech sti voll a ganz – a meng Sensibilitéit politique och – hannert dëser Motioun!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Nee. Dann den Här Fayot an dann duerno den Här Minister.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci, Här President. Et ass effektiv justifiéiert, déi Fro vum Delai unzeschwätzen. Mengen Informatiounen no ass deen Delai awer net peremptoire, dat heescht, do ass et méiglech, nach zu engem spéideren Zäitpunkt eng Soumission écrite dozou ze maachen. Dat ass dat, wat ech elo ..., dat si meng Informatiounen.

Effektiv wär et gutt, wann d'Regierung net bis zu der COP29 géif waarden, fir sech déi Saach do unzucken, mee wa se dat géif relativ stënterlech maachen. Well ech mengen effektiv, dass et en Delai gëtt, deen iergendwann eng Kéier ofleef. Mee ech mengen net, dass deen am Januar definitiv ofgelaf ass.

Zweetens: Här Kartheiser, Dir sot – bon, wéi ëmmer erëm e bëssen eng Relativiséierung vum der Gravitéit vum Klimawandel –, anscheinend géifen déi Inselstaaten dodrënner leiden. Ech mengen, dat kennt ee vun Iech. Ech kann Iech just soen – an dat ass op der COP28 erëm eng Kéier ganz kloer erauskomm –: Déi hunn d'Waasser wierklech bis ënnert de Kënn stoen, wann net schonn iwwert dem Kapp zum Deel. Dat ass effektiv ganz grav a wierklech eng vun deenen Haapt-injusticen an deem ganze Phenomeen!

Drëttens – an ofschléissend –, mengen ech, kann een hei vill juristesche Grënn fannen, fir dat hei net ze ënnerstëtzen. Ech muss Iech soen, ech an och, mengen ech, meng ... Nee, net „mengen ech“. Ech si sécher, meng Partei ass och där Meinung, dass een hei wierklech muss am Sënn vun den nächste Generatiounen, och wann et Obligatiounen sinn, dat ganz kloer maachen, wat mer muss maachen, fir

finalment eise Planéit weider liebenswäert ze erhalen an en fait ze rette par rapport zum Klimawandel! An ech mengen, do kann een entweeder bremsen a retrograd sinn oder dat wierklech op eng affirmativ a progressiv Aart a Weis mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Kartheiser, et deet mer leed, mee Är Zäit ass am Fong ofgelaf. Mee iergendeng aner Kéier rektifizéiert Der dat, do zweifelen ech kee Moment drun.

Dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Also, d'Informatiounen vum der Regierung sinn déi, dass den Delai dëse Freiden ofleef, den 22. März. Dat heescht – à l'impossible, nul n'est tenu –, dass et der Regierung net méiglech ass, elo eng Soumission écrite eranzeginn.

An nach zwou Prezisiounen: D'Europäesch Unioun huet an hirem Conseil den 19. Dezember 2023 decidéiert, dass si géif eng Soumission écrite eragi fir hir Memberstaaten, déi och do den Accord ginn hunn. Dat heescht, déi eenzel Memberstaaten hunn dat esou decidéiert. An d'Argumentatioun, déi d'Europäesch Kommissioun wäert eraginn, ass déi, dass se wäert rappeléieren, dass d'Europäesch Unioun e ganz wichtegen Acteur ass an allem, wat Klimaschutz a Klimaupassung ass, an dass den Accord vu Paräis, an natierlech och d'COpen allgemeng, d'Klima-COP ganz besonnesch, u sech en effikasse juristesche Kader sinn, fir de Klimaschutz kënnen och fir déi haiteg Generatioun a fir déi zukünfteg Generatiounen ze garantéieren, respektiv déi Obligatiounen, déi dann d'Staaten hunn, fir déi domadder kënnen ze assuréieren. Déi Soumission écrite wäert d'Europäesch Unioun am Numm vun hire Memberstaaten eraginn.

Et muss een ëmmer wëssen, dass d'Europäesch Unioun jo och de Verhandlungspartner ass bei de COpen. Et sinn net déi eenzel Memberstaate vum der Europäescher Unioun, déi verhandelen, wann eng COP ass, mee et ass d'Europäesch Unioun am Numm vun de Memberstaaten. Et sinn awer eng Rei Memberstaaten, déi wäerten och nach perséinlech, an hirem eegenen Numm, eng Soumissioun eraginn, nämlech Däitschland, Frankräich, Ungarn, Holland, Portugal an, wann d'Ofkierzung „SI“ am europäesche Jargon Slowenien ass, dann ass et Slowenien. Wann net, dann ass et en anere vun eise Memberstaaten. Mee dat sinn op jidde Fall déi Memberstaaten, déi eng wäerten eraginn.

Et besteet awer trotzdeem d'Méiglechkeet, och wann den Delai ofgelaf ass, dass Lëtzebuerg bei den zukünfteg Plaidoirië Positioun kann huelen. Dat heescht, wann déi Plaidoirië wäerten um Internationale Geriichtshaff sinn, da kann d'Lëtzebuurger Regierung dorunner deelhuelen a seng Positioun do soen. Mir wäerten dat als Regierung also och mathuelen an doriwwer diskutéieren.

Et ass esou: Et ass den Ausseministère, deen de Lead hei huet, fir eis do och dann ze verrieden. Mir wäerten als Regierung also doriwwer diskutéieren. A mir hunn dat u sech als Lëtzebuerg jo och matgedroe beim Europäesche Conseil an och deemools bei der UNO-Vollversammlung, soudatt et nëmme eng logesch Suite wär, wa mer géifen eeben och do minimum bei de Plaidoirien dann eis Positioun bekannt ginn. Déi wäert net groussaarteg anescht si wéi déi vun der Europäescher Unioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Eng Parole après ministre gëtt et hei leider net. Den Artikel 40 (8) gesäit vir, dass d'Parole après ministre nëmme an den Debaten ze froen ass. Sorry, mee ech applizéieren hei d'Reglement. Voilà, domat wär dann déi Diskussioun ofgeschloss.

Ech wëll dës Motioun elo zum Vott stellen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés, considérant

– la résolution 77/276 adoptée par consensus le 29 mars 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

– l'impact du changement climatique sur les futures générations,

rappelant

– que le Gouvernement luxembourgeois peut intervenir auprès de la Cour internationale de justice par l'intermédiaire d'une soumission écrite ou orale,

invite le Gouvernement

– à analyser, en amont de la COP29, la possibilité d'une soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe de justice climatique et intergénérationnelle.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

Dës Motioun huet 54 Jo-Stëmme a 5 Nee-Stëmme kritt. Domat ass d'Motioun ugehall mat 54 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 23., 24. a 25. Abrëll 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.30 heures.)

Sommaire

| Objet | N° | Auteur | Page | Objet | N° | Auteur | Page |
|---|------|--|------|--|------|---|------|
| Statut de protection du loup dans l'Union européenne | 0226 | Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt | 61 | Régime de chômage partiel de source conjoncturelle | 0336 | Georges Engel | 75 |
| Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif | 0237 | Alexandra Schoos, Fernand Kartheiser | 61 | « SportFabrik » à Differdange | 0337 | Georges Engel | 76 |
| Avis juridique concernant la mendicité | 0274 | Sven Clement, Marc Goergen | 62 | Vente de homard vivant | 0338 | Marc Goergen | 76 |
| Étudiants jobistes | 0285 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 62 | Plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC) | 0339 | Yves Cruchten | 76 |
| Perte du revenu d'inclusion sociale (REVIS) | 0288 | Marc Goergen | 62 | Consommation du tabac | 0340 | Sven Clement | 77 |
| Réduction voire suppression des lignes vers Audun et Volmerange du 12 au 16 février 2024 | 0290 | Françoise Kemp | 63 | Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) | 0341 | Mars Di Bartolomeo | 77 |
| Parc immobilier et locations de l'État | 0292 | André Bauler, Corinne Cahen | 63 | Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis | 0342 | Fernand Kartheiser | 78 |
| Pistes cyclables nationales | 0294 | Corinne Cahen | 64 | Plateforme eduGuichet | 0343 | Francine Closener, Paulette Lenert, Claire Delcourt | 78 |
| Pollutions émanant d'un site de broyage de métaux à Aubange | 0295 | Joëlle Welfring | 64 | Aide humanitaire pour Gaza | 0344 | Yves Cruchten, Franz Fayot | 78 |
| Logements de service inoccupés | 0297 | Barbara Agostino | 65 | Autorisation d'exercer des médecins | 0345 | Carole Hartmann | 79 |
| Délais d'attente pour une mammographie | 0301 | Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Paulette Lenert | 65 | Permis à points | 0346 | Francine Closener, Yves Cruchten | 79 |
| Produits de contrefaçon | 0303 | Mars Di Bartolomeo | 66 | Blistérisation de médicaments | 0347 | Mars Di Bartolomeo | 80 |
| Rougeole | 0304 | Mars Di Bartolomeo | 66 | Cellule « Luxembourg Stratégie » | 0349 | Joëlle Welfring, François Bausch | 80 |
| Autorisation d'exercer des médecins | 0305 | André Bauler | 67 | Transmission de courriers importants de l'ADEM et du FNS | 0350 | Sven Clement, Marc Goergen | 82 |
| Agréation d'un véhicule routier importé | 0307 | Barbara Agostino | 67 | Épuisement professionnel auprès de la fonction publique | 0351 | Joëlle Welfring, François Bausch | 82 |
| Ligne TGV Luxembourg-Paris | 0313 | Jeff Engelen | 68 | Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés | 0353 | Meris Sehovic | 83 |
| Temps de carence prévu dans le projet pilote CUSS (Couverture universelle des soins de santé) | 0316 | François Bausch | 68 | Désinfection des eaux minérales | 0354 | Marc Goergen, Ben Polidori | 83 |
| Directive relative au permis de conduire | 0317 | Jeff Engelen | 69 | Coopération policière et douanière entre le Benelux et la France (Hazeldonk) | 0356 | Dan Biancalana | 83 |
| Déclaration ministérielle concernant l'expulsion du nucléaire du mix énergétique luxembourgeois | 0318 | Joëlle Welfring, François Bausch | 69 | Contournement de Heinerscheid | 0357 | Jeff Engelen | 84 |
| Statut du personnel des CFL | 0320 | Marc Goergen | 69 | Épandage et stockage d'effluents d'élevage | 0360 | Joëlle Welfring | 84 |
| Affirmations du directeur exécutif de Frontex | 0321 | Dan Biancalana | 70 | Vaccination contre la grippe | 0361 | Sven Clement | 85 |
| Directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) | 0323 | Franz Fayot, Claude Haagen | 70 | Assouplissement des règles européennes dans le secteur agricole | 0362 | Luc Emering, André Bauler | 86 |
| Régimes de pension du secteur public | 0324 | Mars Di Bartolomeo | 70 | Conditions d'accès à la vasectomie | 0363 | Marc Baum | 86 |
| Congé politique dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi | 0325 | Sven Clement, Marc Goergen | 71 | Protection des données dans la fonction publique | 0364 | Sven Clement, Ben Polidori | 87 |
| « Klimapakt fir Betriber » | 0326 | Joëlle Welfring | 71 | Cotisations de pension plafonnées à cinq fois le salaire minimum | 0365 | Marc Baum | 87 |
| Piste cyclable entre la Cloche d'Or et Kockelscheuer le long du CR186 | 0327 | Gusty Graas | 72 | Unité spéciale de la police (USP) | 0367 | Dan Biancalana | 87 |
| Pollution de l'Alzette | 0328 | Gusty Graas | 72 | Aides financières « Fit 4 » | 0368 | Sven Clement, Ben Polidori | 88 |
| Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | 0329 | Alexandra Schoos, Fred Keup | 73 | Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire | 0370 | Jeff Engelen, Alexandra Schoos | 88 |
| Pollution d'un ruisseau entre Bissen et Colmar-Berg | 0330 | Gusty Graas | 73 | Demandeurs d'emploi ayant une formation en informatique | 0371 | Sven Clement, Ben Polidori | 89 |
| Période d'inscription dans les écoles internationales | 0331 | Meris Sehovic | 73 | Jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation | 0372 | Joëlle Welfring, Meris Sehovic | 90 |
| Parcs relais (P&R) stratégiquement situés | 0332 | Yves Cruchten | 74 | Demande d'estimation de pension | 0373 | Fred Keup | 90 |
| Paiement du salaire en cas d'incapacité de travail | 0333 | Mars Di Bartolomeo | 74 | Discrimination des demandeurs de protection internationale masculins sous procédure Dublin | 0374 | Fred Keup | 91 |
| Capacités des asiles pour animaux | 0334 | Marc Goergen | 75 | | | | |
| Application mobile « police.lu » | 0335 | Gusty Graas | 75 | | | | |

| | | | | | | | |
|---|------|--|----|---|------|--------------------------------------|----|
| Étude Plurimedia | 0375 | Ben Polidori | 91 | Stratégie hydrogène du Luxembourg | 0391 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 95 |
| Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | 0376 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 91 | Investissements de la BEI dans l'industrie de l'armement | 0392 | David Wagner | 95 |
| Contrôles de la vitesse dans les zones 30 km/h | 0377 | Mars Di Bartolomeo | 91 | Compte bancaire des sociétés | 0393 | Laurent Mosar | 95 |
| Radars mobiles | 0380 | André Bauler | 92 | Fédération sectorielle « Life Sciences » | 0394 | Mars Di Bartolomeo, Georges Engel | 96 |
| Qualité des textes de loi | 0382 | Sven Clement | 92 | Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif | 0395 | François Bausch | 96 |
| Réduction des dépenses de l'État | 0383 | André Bauler, Corinne Cahen | 92 | Quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture | 0396 | Joëlle Welfring | 96 |
| Actualisation du Code de la route | 0384 | Marc Goergen | 92 | Droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels | 0397 | Francine Closener | 97 |
| Bâtiment K22 | 0385 | Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori | 93 | Traite des êtres humains | 0400 | Dan Biancalana, Claude Haagen | 97 |
| Dispense de travail pour enseignantes enceintes | 0386 | Ben Polidori | 93 | Sécurité des canaux de communication de l'armée | 0416 | Marc Goergen, Ben Polidori | 99 |
| Personnel des CFL | 0387 | Marc Goergen | 94 | | | | |
| Logements de la SNHBM | 0390 | Marc Goergen | 94 | | | | |

Statut de protection du loup dans l'Union européenne | Question **0226** (24/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Fin décembre 2023, la Commission européenne a fait une proposition tendant à abaisser le statut de protection du loup dans l'Union européenne. Par cette proposition, la Commission entend passer le statut du loup de « strictement protégé » au statut de « protégé ».

1) Nous aimerions dès lors savoir du Gouvernement quelles seront les conséquences exactes de ce changement de statut.

2) La proposition de la Commission permet-elle de faciliter la possibilité de chasser le loup et le cas échéant selon quelles prémisses ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette proposition de la Commission ?

Réponse (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La proposition de la Commission a pour objectif de déplacer l'espèce loup (*Canis lupus*) de l'annexe II (espèces strictement protégées) vers l'annexe III (espèces protégées) de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe du 19 septembre 1979 (ci-après la « Convention »).

Ce changement impliquerait que le statut de protection du loup ne tomberait plus sous le champ d'application des articles 5 et 6 de la Convention mais sous celui de l'article 7.

L'article 6 interdit, entre autres, toutes formes de capture intentionnelle, de détention et de mise à mort intentionnelle.

L'article 7 se limite à requérir que toute exploitation de la faune sauvage énumérée à l'annexe III soit réglementée de manière à maintenir l'existence de ces populations hors danger.

Le déplacement du loup de l'annexe II à l'annexe III entraîne donc une diminution significative de son statut de protection en n'interdisant plus sa mise à mort intentionnelle.

ad 2) La Convention permet d'autoriser la chasse d'une espèce protégée en tenant compte de l'état de conservation des populations. Néanmoins et comme relevé ci-avant, cette chasse doit être réglementée de

manière à maintenir l'existence de l'espèce visée hors danger.

Pour ce qui est des espèces strictement protégées, la chasse est interdite aux termes de l'article 6 de la Convention.

ad 3) La proposition de la Commission va à l'encontre des mesures de protection entreprises ces dernières années au sein de l'Union européenne pour arriver à un état de conservation plus favorable des populations de loups.

Elle constitue un changement d'approche par rapport à la position adoptée par le Conseil en novembre 2022 qui s'est prononcé contre un possible changement de statut (espèce strictement protégée vers espèce protégée) proposé par la Suisse dans le cadre de la Convention.

Si on peut constater une légère progression de l'amélioration de l'état de conservation du loup au sein de l'Union européenne, c'est justement en raison du statut de protection stricte dont a bénéficié jusqu'ici cette espèce.

Par ailleurs, le Luxembourg est convaincu que le cadre légal existant de la Convention et de la directive Habitats donne suffisamment de flexibilité pour déroger aux mesures de protection dans des cas spécifiques comme par exemple, pour prélever des loups individuels présentant un comportement problématique.

Il faut également relever l'importance et l'utilité de populations de loups saines dans l'atténuation des effets du changement climatique sur la résilience des forêts, alors que le loup contribue à maintenir les populations de gibier à un niveau équilibré.

Il y a lieu aussi de relever que le Luxembourg a co-signé en date du 1^{er} février 2023 ensemble avec 11 autres États membres une lettre à l'attention du Commissaire Sinkevicius, faisant appel à refuser de façon explicite la diminution du statut de protection du loup.

Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif | Question **0237** (26/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Dat neit ASBLs-Gesetz vum 7. August 2023 bréngt fir net gewënnorientéiert Associatiounen eng Rei nei komplex an zäitopwenneg Aufgabe mat sech, dat

zum Beispill am Beräich vun der Bereetstellung vun allgemengen Donnéeën, awer notamment och am Hibleck op d'Comptabilitéit, wou och déi meescht Sports- a Kulturveräiner drënner falen, déi nach ëmmer vum Benevolat gedroe ginn.

An deem Zesammenhang géife mir der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Goufen deene Beträffenen Informatiouns- an Ënnerstützungsmoossnamen zur Verfügung gestallt? Falls jo, wéi eng? Hunn d'ASBLen duerfir misse bezuelen?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob a vu wéi enge Coursen, besonnesch och am Beräich vun der Comptabilitéit, déi betrafte Leit an nächster Zäit kënnen profitéieren? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi dobäi dem Ëmstand Rechnung gedroe gëtt, datt grad déi Leit, déi sech fräiwëlleg an engem Veräin abréngen, dës Formatioune seele während hire regulären Aarbechtsstonne suivéiere kënnen?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob déi zäitno Ariichtung vun engem Helpdesk fir ASBL virgesinn ass? Falls net, firwat net?

4. Kënnen d'ASBL Finanzhëllefen ufroen, fir zousätzlech Personalkäschten, déi am Kader vun deenen neie gesetzlechen Obligatiounen entstanen sinn, ze kompenséieren?

5. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob grad en vue vum Schutz vum Benevolat mëttelfristeg eng Evaluatioun vum Seuil vun 100.000 Euro Aktiva, sou wéi en am Artikel 18 Paragraph 4 vum genannte Gesetz festgeluecht gouf, virgesinn ass, mam Zil, dës Limitt eventuell ze erhéijen an och ze indexéieren?

Réponse (27/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Nom Akraafttriede vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen an d'Fondatiounen, den 23. September 2023, goufe vun offizieller Säit aus eng ganz Rei un Informatiouns- an Ënnerstützungsmoossnamen zur Verfügung gestallt.

Fir d'éischt goufen am Kader vun enger grouss ugeluechter Informatiounscampagne un all d'ASBLen an d'Fondatioune Flyere verschéckt, fir iwwert dat neit Gesetz ze informéieren.

Am Oktober 2023 gouf den Internetsite myasbl.lu lancéiert an och d'Medie sensibiliséiert, iwwert dës Internetsite ze informéieren. Den Internetsite bitt detailléiert Informatiounen zu dëse Sujeten:

- Déi wichtegst Neierunge vum Gesetz gi presentéiert;
- Informatiounen iwwert d'Akraaftfriebe vum Gesetz an d'Iwwergangszäit vu 24 Méint;
- Een detailléierte „Guide comptable de la petite association“ gëtt presentéiert, fir spezifesch op Froe betreffend d'Comptabilitéit ze äntweren;
- Demarché beim Registre de commerce et des sociétés („RCS“) ginn erkläert;
- Informatiounen iwwert Homologatiounsprozedure vun de Statute vun ASBLen, an
- Informatiounen iwwert Bekämpfung vu Geldwäschen an Terrorismusfinanzéierung.

D'Internetsäit bitt och Äntwerten op heefeg gestallte Froen. All d'Informatiounen op myasbl.lu an déi heefegst gestallte Froe gi reegelméisseg à jour gesat. Fir e bessert Verständnis goufen och Erklärungsvidoeen zur Verfügung gestallt.

Zousätzlech huet de Justizministère, an Zesummenaarbecht mat verschiddenen anere Ministèren, eng Rei Informatiounswebinaren organiséiert fir d'ASBLE vun de jeeeweilige Secteuren:

- den 19.9.2023 mam Kulturministère;
- de 17.1.2024 mam Sportsministère;
- den 19.1.2024 mam Familljeministère, an
- de 24.1.2024 mam Aussen- a Kooperatiounsministère.

Den Inneministère an d'Direktioun vum Tourismus vum Wirtschaftsministère sinn och kontaktéiert ginn, fir e Webinaire mat den ASBLE vun hirem Secteur ze organiséieren.

D'ASBLen an d'Fondatiounen hunn hefir näischt misse bezuelen.

ad 2. Fir dass déi interesséiert Leit jidderzäit Accès op déi wichteg Informatiounen hunn, sinn ausféierlech Erklärungen betreffend d'Comptabilitéit online op den Internetsäit myasbl.lu an lbr.lu ze fannen. D'Websäit myasbl.lu bitt ë. a. e spezifesch „Guide comptable de la petite association“ un. Dëse Guide wäert och nach a weidere Sproochen disponibel gemaach ginn. Op lbr.lu gëtt et ënnert der Säit vum „Registre de commerce et des sociétés“ zousätzlech Erklärungsvidoeen an e Guide zu de „comptes annuels“ fir d'ASBLen. Dernieft goufen a ginn déi opgezielte gratis Webinaren ofgehalen, wou och op déi nei Reegelen an der Comptabilitéit agaange gëtt.

ad 3. D'ASBLen hunn haut schonns d'Méiglechkeet, sech un déi virdu genante Quellen ze riichten, fir Hëllef an Informatiounen ze kréien:

- www.myasbl.lu;
- www.lbr.lu.

Dernieft bidden aktuell eng ganz Rei Acteuren aus verschiddenen ASBL-Secteuren an och Gemengen eegen Informatiounsveranstaltungen, Hëlfelefen a Coursen eng zousätzlech Momentant an Et gëtt deemno momentan eng grouss Unzuel un Hëlfelefen- an Informatiounsméiglechkeete fir ASBLen, dofir ass d'Ariichte vun engem spezifeschem Help Desk zurzäit net virgesinn.

ad 4. a 5. Pauschal zousätzlech Finanzhëllef virzege sinn, géif déi ënnerschiedlech Situatiounen vun den ASBLE par rapport zur Ëmsetzung vum neie Gesetz net consideréieren, dofir besteet hei keng automatesch Méiglechkeet.

D'Zil vum neie Gesetz ass et, fir méi Transparenz a Kloerheet ze schafen, woubäi den administrativen Opwand besonnesch fir kleng ASBLen esou geréng ewéi méiglech gehale soll ginn. Am Beräich vun der Comptabilitéit gesäit den Artikel 18 (1) vum neie Gesetz dofir vir, dass all ASBL eng Comptabilitéit muss féieren, mä hir Verpflichtungen awer proportionell

zu hirer Gréisst an hiren Aktivitéite solle sinn. Esou mécht d'Gesetz eng Klassifizéierung jee no Gréisst vun den ASBLen a leet dräi Krittere fest, dorënner de Seuil vun 100.000 Euro Aktiva.

Déi praktesch Ëmsetzung vum neie Gesetz gëtt vum Ministère begleet a suivéiert, mä d'Gesetz ass emol eréischt zënter September 2023 mat enger Iwwergangszäit vu 24 Méint a Kraaft. Dofir ass et haut definitiv ze fréi, fir iwwer eng Erhéijung vu Seülen nozedenken. Eng Indexatioun vum Seuil gouf net virgesinn, well dat et den ASBLen erschwéiere géif, nozvollzéien, wat fir ee Montant vum Seuil aktuell géillt, zumools, wa méi Indexranchen a kuerzer Zäit applikabel sinn.

.....
Avis juridique concernant la mendicité | Question **0274** (02/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneministère huet am Kader vum Heescheverbuet de 24. Januar een Avis juridique an Optrag ginn, fir d'Rechtméissegkeet vun der Decisioun vum 11. Dezember ze präiwen. Den Avis juridique ass vun der selwechter Etüd erstallt ginn, déi och d'Stad Lëtzebuerg an hirem Kampf fir d'Heescheverbuet viru Geriicht sollt verrieden.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Op Basis vu wéi enge Krittere huet den Inneministère entscheet, bei dëser Etüd den Avis juridique unzefroen?
2. Wéi vill huet dësen Avis kascht?
3. Huet den Inneminister hei keen Interessekonflikt gesinn, vu dass d'Etüd schonn d'Stad Lëtzebuerg an dësem Dossier als Cliente vertrueden huet?

Réponse (22/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. Déi Etude, déi ech mam Avis chargéiert hunn, hat am Kader vum Recours vun der Stad Lëtzebuerg géint de Refus d'approbation vu menger Virgängerin schonn eng considerabel Viraarbecht gelescht. Dofir huet et Sënn gemaach, fir déi selwecht Etude mat der Fro ze chargéieren, opgrond vun den Urteeler, déi an der Diskussioun opgeworf gi sinn, ob een eventuell zur enger anerer Conclusioun kéint kommen.

ad 2. D'Etude huet och ee méi generellen Avis iwwert d'Base juridique vun de Gemengepolicereglementer ausgeschafft. Hir Honorairé fir déi zwee Avice belafen sech zesummen op 3.100,50 Euro, mat der TVA.

ad 3. Nee.

.....
Étudiants jobistes | Question **0285** (05/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Selon une étude des étudiants francophones en Belgique (FEF) et selon l'Office belge de la sécurité sociale, le nombre d'étudiants jobistes, travaillant pour payer leurs études connaît une forte augmentation endéans les dix dernières années. Selon la FEF, en Belgique, un étudiant sur deux a actuellement un travail rémunéré à côté de ses études. Ces étudiants se divisent entre ceux et celles qui travaillent pour financer leurs études et ceux qui souhaitent se faire de l'argent de poche.

1) Nous aimerions dès savoir de la part de Monsieur le Ministre du Travail et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si leurs départements disposent de statistiques sur le travail d'étudiants au Luxembourg et les domaines principalement concernés.

2) Les ministres seraient-ils intéressés, le cas échéant, de lancer une étude style FEF ensemble avec les associations d'étudiants pour évaluer l'étendue du travail d'étudiants, leurs conditions contractuelles et l'impact du travail sur leurs études? Ceci concernant aussi bien les étudiants effectuant leurs études au Luxembourg que les étudiants luxembourgeois qui suivent leurs études à l'étranger.

Réponse (11/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministère du Travail

ad 1) Aucun des départements du Ministère du Travail ne dispose de statistiques sur le travail d'étudiants au Luxembourg, ni sur les domaines principalement concernés.

ad 2) Le Ministre du Travail va discuter de la situation actuelle et de la nécessité éventuelle de lancer une étude du style de celle réalisée par la Fédération des étudiants francophones en Belgique (FEF) avec les représentants de l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) à l'occasion d'une réunion fixée dans les semaines à venir.

.....
Perte du revenu d'inclusion sociale (REVIS) | Question **0288** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„La peur de se retrouver sans revenu est répandue et souvent accompagnée d'états d'anxiété et d'anxiété. La perte du REVIS est forcément lourde de conséquences : par exemple, ne plus pouvoir garantir à ses enfants un minimum de sécurité matérielle, mal les nourrir, ne plus pouvoir régler les factures indispensables et le risque de se retrouver à la rue sans logement.“

Dëse Passage kann een am Rapport vum Juni 2023 iwwert de REVIS liesen. Am Rapport gëtt duergeluecht, wat fir Konsequenzen d'Kierzen oder d'Sträiche vum REVIS kann hunn. Et kann een de REVIS reduzéiert oder gestrach kréien, wann de Staat aner Revenue gesäit, déi een huet oder déi ee kéint hunn. Dorënner vum Beispill d'Pension alimentaire vum Ex-Partner, déi awer nach laang net all Elterendeel och wierklech kritt.

Et kann een de REVIS och reduzéiert oder gestrach kréien, wann ee vu Sanktiounen beträff ass. Do kéint et am Normalfall zu engem Avertissement, dann enger Reduktioun vun 20 % an dann engem Stopp vun 3 Méint vum REVIS. Et kann awer och virkommen, dass een direkt op de Stopp vun deenen 3 Méint fällt.

Fir Leit, déi een Dossier bei der ADEM hunn, ass de Sanktiounssystem nach erëm anescht. D'Leit an esou enger Situatioun mussen heefeg bei den Office social goen, fir dës Zäit ze iwwerbrécken an Hëllef ze kréien, fir ee Recours ze formuléieren. No 3 Méint kënne si dann eng nei Demande maachen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persounen sinn an de leschte 5 Joer sanktionéiert ginn? Wat fir Sanktiounen si jeeeweils geholl ginn (3 Méint Kierzung, Schléissung vum Dossier, ausgedréckt a Prozent)?
2. Wéi vill Persounen kruten de REVIS an de leschte 5 Joer opgrond vun neie Revenue gekierzt oder gestrach?
3. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi sanktionéiert goufen oder hire REVIS gestrach oder gekierzt kritt hunn, hu Recours géint dës Decisioun ageluecht?

4. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi Recours ageluecht kritt hunn, kruten um Enn Recht zougesprach an de REVIS erëm ausbezuelt?

5. Am Rapport sinn dann och 7 Virschléi presentéiert ginn, wéi een d'Situatioun kéint verbesseren (Säiten 104–105 vum Rapport). Wéi stinn de Familjeminister an den Aarbechtsminister zu dese Virschléi?

Réponse (28/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo**, Ministere du Travail

Onofhängeg vum Fall wou de REVIS gekierzt gëtt oder gestrach gëtt wéinst dem Depassement vum Plaffong bis zu deem ee REVIS ka kréien, ass et wichteg als éischt drun ze erënneren, dass am ëmgeännerte REVIS-Gesetz vum 28. Juli 2018 zwou Aarte vu Sanktiounen virgese sinn.

Wann d'Beneficiairen net mam Office national d'inclusion sociale (ONIS) zesummeschaffen, kann eng Sanktioun geholl ginn, bei där den FNS eng Kierzung vun der Prestatioun virhält. A méi schlëmme Fall kann den Dossier vum Beneficiaire och fir de lafende Mount an déi 3 follgend Méint clôturéiert ginn. Duerno kann eng nei Demande gemaacht ginn.

Wann d'Beneficiairen net mat der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) zesummeschaffen, kritt den FNS eng Notifikatioun a clôturéiert de REVIS-Dossier vum der betraffener Persoun op de lafende Mount a fir déi dräi Méint drop. Duerno kann eng nei Demande gemaacht ginn.

ad 1. An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Kierzung vun der Prestatioun wéinst engem Manktem u Collaboratioun mam ONIS gemaacht:

| | |
|------|--------------|
| 2019 | 57 Persounen |
| 2020 | 72 Persounen |
| 2021 | 65 Persounen |
| 2022 | 85 Persounen |
| 2023 | 94 Persounen |

An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Clôture vun hirem REVIS-Dossier wéinst engem onzefriddestellenden Zesummeschaffe mam ONIS gemaacht:

| | |
|------|--------------|
| 2019 | 26 Persounen |
| 2020 | 35 Persounen |
| 2021 | 35 Persounen |
| 2022 | 39 Persounen |
| 2023 | 49 Persounen |

An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Clôture vun hirem REVIS-Dossier wéinst engem onzefriddestellenden Zesummeschaffe mat der ADEM gemaacht:

| | |
|------|---------------|
| 2019 | 311 Persounen |
| 2020 | 482 Persounen |
| 2021 | 656 Persounen |
| 2022 | 635 Persounen |
| 2023 | 152 Persounen |

Fir dës ganz Period stelle Kierzungen 11,65 % vun alle Sanktiounen an d'Schleissunge vun den Dossieren 88,35 % duer.

Wéinst der Zouverlässigkeet vun den Donnéeën, kann d'ADEM just déi zwee lescht Jore weiderreechen.

D'Zuel vun de Sanktiounen, déi d'ADEM ausgeschwat huet géint Beneficiairë vum REVIS, déi bei der ADEM ageschriwwen an ënnert hirer Kompetenz sinn, loun 2022 bei 999 a bei 1.302 am Joer 2023. Et sinn 854 Leit, déi 2022 op d'mannst eng Sanktioun kritt hunn, an 912 am Joer 2023. Vun all de REVIS-Beneficiairen, déi bei der ADEM ageschriwwen an ënnert hirer

Kompetenz sinn, hunn also 89 % keng Sanktioun an de Joren 2022 an 2023 kritt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. An de leschte 5 Joer huet den FNS d'Bezuele vum REVIS wéinst Depassement bei follgender Unzuel vun Dossieren age stellt (Zuelen, wou eng Kierzung vum REVIS wéinst neie Revenue gemaacht ginn ass, leien net vir, well eng Kierzung och aus anere Grënn ka virgeholl ginn):

| | |
|------|-----------------|
| 2019 | 2.051 Dossieren |
| 2020 | 2.331 Dossieren |
| 2021 | 2.736 Dossieren |
| 2022 | 2.838 Dossieren |
| 2023 | 2.379 Dossieren |

Bei der ADEM sinn, op d'Joren 2022 an 2023, 563 Recoursen agereecht ginn; dat si 24 % par rapport zu den ausgeschwate Sanktiounen.

ad 3. D'Zuele vu Recoursë géint eng Decisioun vum ONIS (non-collaboration) si follgend fir déi lescht 5 Joer:

| | |
|------|--|
| 2019 | 3 Recoursen, déi 3,61 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2020 | 14 Recoursen, déi 13,08 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2021 | 3 Recoursen, déi 3 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2022 | 9 Recoursen, déi 7,25 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2023 | 7 Recoursen, déi 4,89 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |

D'Zuele vu Recoursë géint eng Sanktioun vun der ADEM (non-collaboration) si follgend:

| | |
|------|---|
| 2019 | keng Zuelen disponibel |
| 2020 | 7 Recoursen, déi 1,4 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2021 | 18 Recoursen, déi 2,7 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2022 | 14 Recoursen, déi 2,2 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |
| 2023 | 20 Recoursen, déi 13,2 % duerstelle vun all de betraffene Persounen |

ad 4. Den FNS féiert keng Statistik vun Dossieren, déi opgrond vun engem Recours beim Conseil arbitral de la sécurité sociale oder vum Conseil supérieur de la sécurité sociale ëmgeännert gi sinn.

Bei der ADEM sinn, op d'Joren 2022 an 2023, 23 Sanktiounen reforméiert ginn; dat si 4 % vun all de Recoursen.

ad 5. Déi concernéiert Ministèren si mat der Ëmsetzung vun der REVIS-Etude befaasst an hunn och schonn eng Rei vu Mesuren, déi schnell konnte geholl ginn an déi der Etude Rechnung droen, an d'Weeër geleet. Déi Aarbechte wäerten an den nächste Wochen a Méint weidergefouert ginn. An deem Kontext ginn natierlech all d'Recommandatiounen, déi gemaacht gi sinn, analyséiert.

Réduction voire suppression des lignes vers Audun et Volmerange du 12 au 16 février 2024 | Question 0290 (06/02/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Wéi am Communiqué vun den CFL matgedeelt, gëtt den Zuchverkéier tëschent Esch an Däitsch-Oth souwéi tëschent Beetebuerg a Wuelmereng vum 12. Februar bis de 16. Februar ugepasst. Et wäerten an deem Zäitraum keng Zich tëschent Esch an Däitsch-Oth fueren, mee et ginn Ersatzbusser agesat. Tëschtent Beetebuerg a Wuelmereng wäert all

zweeten Zuch ausfallen, mee déi Zich, déi fueren, kréie laut dem Communiqué genuch Sätzplazen. Dës Mesurë ginn op d'Käschte vum Vertrauen an dem ëffentlechen Transport.

An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechkeetsfreen un d'Madamm Mobilitéitsministesch stellen:

1. Wäert d'Kapazität vum de Busser der Demande tëschent Esch an Däitsch-Oth gerecht ginn?
2. Ëm wéi vill gëtt d'Zuel vun de Sätzplazen op der Streck tëschent Beetebuerg a Wuelmereng erhéicht?
3. Wéi sou si grad dës zwou Strecken betrafft?
4. Kënnen esou Ausfäll och mol ausserhalb vun de Schoulvakanze virkommen?

Réponse (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. All Zuch ass duerch e Bus mat 48 Plazen ersat ginn. Bei insgesamt 61 Faarten, sinn dat 2.928 Sätzplazen, méi also wéi d'Demande un 1.160 gezielte Clienten, déi an der Moyenne pro Dag op dëser Streck mam Zuch fueren, an iwwert Comptagen ermëttelt goufen.

Ausserdeem gëtt Däitsch-Oth mat 4 RGTR-Linnen aus der Stad Lëtzebuerg ugefueert mat jeeeweils Busse vu 50 Sätzplazen. 3 Linne fueren am Stonnentakt; 1 Linn huet e Véierelstontentakt. 2 vun dese 4 RGTR-Linne fueren d'Gare Esch/Uelzecht un, wat eebenfalls eng Alternativ zu den Ersatzbusser konnt sinn, wuel wëssend, dass e gudden Deel vun de Pendler d' Stad Lëtzebuerg als Endstatioun huet.

ad 2. D'Zuel vun de Sätzplaze vun deenen Zich tëschent Beetebuerg a Wuelmereng, déi am Stonnentakt während der Fuesvakanz gefueert sinn, gouf verduebelt andeems eng zweet Motrice ugehaange gouf. D'CFL hate keng zousätzlech Ersatzbusse agesat, awer d'Eisebunnscliente goufen iwwer méiglech Verbindunge mat den RGTR-Linne bei der Fuerplang-sich an der CFL App informéiert.

ad 3. D'Decisioun, fir d'Offer während der Fuesvakanz op dësen zwou Strecken no ënnen ze adaptéieren, gouf ënnert der Berücksichtigung vun diverse Faktoren geholl (wéi z. B. d'Demande u Clienten, d'Roulemente vum Personal an dem Zuchmaterial, d'Méiglechkeet fir alternativ Transportmëttel asw.) an dem Fakt, dass d'Upassung vun der Offer op dësen 2 Antenne keng Auswierkung op de Betrib vun den Haaptlinnen um Réseau huet.

ad 4. D'Situatioun, déi sech dee Moment gestallt hat, wor op eng ugespaante Personalsituatioun zeréckzeféieren, bedéngt duerch eng héich Unzuel u Krankmeldungen, déi, zu de laang am Virus geplangten an accordéierte Congée fir dës Period, bäikomm ass.

Et huet sech heibäi ëm eng exzeptionell Situatioun gehandelt, woubäi et net komplett auszeschleissen ass, dass et bei enger änlecher ugespaanter Personalsituatioun, och kéint zu esou Ausfäll ausserhalb vun de Schoulvakanze kommen.

Fir dese Risiko sou kleng wéi méiglech ze halen, verfolgegen d'CFL awer weiderhin hir Recrutementsstrategie, fir besonnesch am Beräich vum Zuchbegleetpersonal den Effectif ze erhéijen. 2024 wäerten aller Viraussicht no och eng 40 weider Zuchbegleeder hir Formatioun ofgeschloss hunn, an deemno de Personalbestand verstärken.

Parc immobilier et locations de l'État | Question 0292 (06/02/2024) de M. André Bauler | Mme Corinne Cahen (DP)

Nodeems de Staat d'Gebai vum Santéministère an der Darwinstrooss op der Cloche d'Or kaaft huet, wollt mir dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Loyeren a Chargen huet de Staat am Joer 2023 fir Gebaier, an deene Ministère an Administratiounen dra sinn, bezuelt?

2. Ass de Staat an Zukunft drop ugewisen, fir weider Raimlechkeete fir seng Verwaltungen ze lounen oder versicht de Staat éischter op de Wee ze goen, fir nei Gebailechkeeten ze kafe respektiv op sengen eegenen Terrainen bauen ze loosseren?

3. Wéi vill Gebaier, déi dem Staat gehéieren oder vum Staat gelount ginn, stinn den Ament eidel?

4. Wat gedenkt d'Regierung mat deene Gebaier ze maachen, déi aktuell eidel stinn?

Réponse (11/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Duerch d'Loyerskommissioun am Finanzministère huet de Staat aktuell ongeféier 320 Loyerskontrakter lafen. Dobäi handelt et sech awer net nëmmen ëm Bürosgebaier an Hale fir Ministère an Administratiounen, mä och ëm Schoulinfrastrukturen.

De Gesamtloyer fir d'Joer 2023 beleeft sech dobäi op ongeféier 78 Milliounen Euro. D'Chargë si méi schwéier ze erfaassen, well dës deels vun den Occupanten, deels vun der Loyerskommissioun bezuelt ginn.

ad 2. De Wuesstum vum Land, dee parallell natierlech och déi noutwendeg Astellung beim Staat mat sech bréngt, generéiert ëmmer nees nei Demanden, Extensiounen, Regruppementen wéi och Transformatiounen vu Gebailechkeeten.

D'Loyerskommissioun an de Comité d'acquisition sinn an deem Kontext gefuerdert, fir dës Demanden ze evaluieren an ze kucken, wat weider soll gelount oder kaf ginn.

D'Locatioun mat Kafoptioun ass eng vun de Méiglechkeeten, fir sech ee Gebai ze sécheren, dat duerno net zwéngend a Staatspropriétéit muss iwwergoen.

De Ministère fir ëffentlech Bauten, zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlech Baute baut awer och nei Gebaier op Staatsterrainen.

ad 3. Aktuell sti wéineg Gebaier, déi dem Staat gehéieren, eidel. Bei deenen engen ass dat just temporär de Fall, well de Chantier fir d'Renovierungsarbeiten nach net konnt ufänken. Fir aner Gebaier lafen aktuell Etudë fir dës ëmzeplangen, en vue vu Renovatiounsarbeiten fir eng eventuell Reaffektatioun.

Am Fall vu gelounte Gebaier ginn dës Verträge gekënnegt, soubal se net méi gebraucht ginn.

ad 4. Wa Gebaier eidel stinn, dann ass dat doduerch geschëlt, well entweeder Aarbechte musse realiséiert ginn oder detailléiert Analyse musse gemaach ginn, ier iwwer d'Zukunft vun dese kann diskutéiert ginn.

Pistes cyclables nationales | Question 0294 (06/02/2024) de Mme Corinne Cahen (DP)

À Kockelscheuer, la piste cyclable nationale PC1 longe le CR158 pour traverser le CR186 et continuer dans la forêt de Kockelscheuer. Or, cette intersection s'avère très dangereuse, notamment par heures de pointe et pour les cyclistes qui doivent la croiser.

Par ailleurs, il me revient que la chaussée de la PC1 se trouverait dans un mauvais état sur certains tronçons, ce qui dissuade une utilisation quotidienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Des mesures de sécurisation sont-elles prévues au croisement précité ?

2) Quel est le programme de mise en état des pistes cyclables nationales de l'Administration des ponts et chaussées pour 2024 ?

– Sur quels tronçons des travaux de mise en état ont été effectués durant les trois dernières années ?

3) Combien de subventions pour un raccordement à une piste cyclable nationale ont été accordées à une commune durant les trois dernières années ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La traversée du chemin repris CR186 par l'itinéraire cyclable PC1 (CR158) est actuellement sécurisée par un gué pour cyclistes avec la signalisation et pré-signalisation appropriées et conformes aux recommandations en vigueur. De plus, la vitesse maximale autorisée à ce croisement est limitée à 70 km/h.

La partie de la PC1 qui traverse le lieu-dit Kockelscheuer emprunte la chaussée carrossable du chemin CR158. Vu les espaces exigus le long du CR158, aucun élargissement permettant l'installation de la PC1 sur un site séparé n'est possible. D'autre part, en ce qui concerne le tronçon de la PC1 traversant la forêt de Kockelscheuer revêtu d'une surface en matériau perméable à l'eau, il n'est pas planifié d'asphalter la chaussée cyclable pour des raisons écologiques.

La situation sera améliorée par le déplacement de l'actuel itinéraire cyclable du réseau national. En effet, il est prévu de déclasser la PC1 actuelle pour la substituer par la nouvelle PC103 qui longe l'autoroute A3 pour rejoindre le pôle d'échanges « Cloche d'Or ». Pour cette nouvelle piste cyclable, seul un tronçon de 470 mètres longeant la bretelle d'autoroute reliant l'A6 à l'A3 reste à finaliser. Des études pour ce dernier tronçon sont en cours.

ad 2) Voici une liste avec les tronçons du réseau cyclable national, où une mise en état est planifiée pour l'année 2024 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Au cours de l'année, des mises en état de tronçons de pistes cyclables, y compris des réfections locales et des renouvellements du tapis de moindre envergure, peuvent s'avérer nécessaires à la suite de dégradations pendant la période hivernale ou à d'autres influences météorologiques, de sorte que celles-ci seront planifiées et exécutées à court terme. Le tableau ci-dessus n'est donc pas exhaustif.

– Voici une liste avec les tronçons du réseau cyclable national où une mise en état a été réalisée pour les années 2021 à 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Suivant la loi modifiée du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national, les raccordements au réseau cyclable national créés par les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'État dans la mesure où ils répondent aux conditions suivantes :

1. constitution d'un raccord au réseau national ou d'une extension du réseau cyclable national au-delà des frontières nationales ;

2. renforcement de la cohérence du réseau cyclable national ;

3. conformité avec les dispositions techniques définies par l'article 3 de la présente loi et par le règlement grand-ducal, en ce qui concerne :

– les intersections avec un axe routier (visibilité et nécessité de prendre des mesures de sécurisation) ;

– l'assise même de l'infrastructure (gabarit d'espace libre, soubassement et couche de roulement) ;

– les dispositifs de sécurité et la séparation par rapport à la route.

Les demandes de subsides sont analysées au sein du comité interministériel « Subsides pour projets de pistes cyclables » et les analyses se font en deux étapes suivies d'une troisième lorsque les deux premières ont été validées :

– étape 1 : pertinence et éligibilité du projet ;

– étape 2 : conformité technique du projet ;

– étape 3 : liquidation de l'aide financière.

En ce qui concerne les demandes de subventions au cours des trois dernières années, 18 demandes complètes ont été introduites pour être analysées au sein du comité interministériel. Parmi ces demandes, 13 accords de principe et 2 refus ont été émis par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics sur base de l'avis du comité. À la suite de ces accords de principe, 3 projets techniques ont été introduits et des subventions d'un montant de 484.500,00 € ont été accordées sur base de devis.

Pollutions émanant d'un site de broyage de métaux à Aubange | Question 0295 (06/02/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Selon une enquête d'une chaîne télévisée belge publiée en janvier 2024, les broyeurs à métaux wallons ne respecteraient pas les critères environnementaux établis dans leur permis. En effet, la Wallonie compte 7 broyeurs à métaux, structures dans lesquelles sont triés, séparés et broyés des déchets métalliques en fin de vie.

Selon l'enquête, les émissions diffuses (les poussières dispersées dans l'air lors du transport et lors de la manutention des métaux) seraient responsables de pollutions qui dépasseraient les normes fixées pour certains polluants cancérigènes.

Un des sites de broyage de métaux se trouve à Aubange à quelques kilomètres de la frontière luxembourgeoise. Toujours selon la chaîne, le maximum enregistré en 2022 des émissions diffuses du polluant PCB 126 dépasserait 62 fois les normes fixées pour le site d'Aubange.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique liée aux pollutions émanant des broyeurs à métaux en Wallonie ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il contacté son homologue belge afin de recevoir des informations sur les pollutions atmosphériques émanant du site d'Aubange voire les mesures prises pour remédier au problème ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les pollutions atmosphériques émanant du site d'Aubange pourraient avoir un impact négatif sur les communes avoisinantes au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin d'évaluer et limiter les impacts ?

Réponse (11/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Oui, je suis au courant de cette problématique.

ad 2) Mes services sont entrés en relation avec les autorités belges qui ont pu confirmer la pollution relayée par la presse. Selon ces mêmes autorités,

la pollution serait limitée à un rayon de 500 mètres autour du site du broyeur.

Les autorités belges nous ont encore informés que le plan de réduction d'émissions diffuses de l'exploitant en cause serait en voie de révision et qu'une analyse de risques serait en cours. Les premiers résultats sont attendus aux cours des prochains mois.

ad 3) L'Administration de l'environnement procède à des mesurages de retombées de poussières à Rodange, un site éloigné entre 2,5 et 3 km et situé au sud-est du site industriel belge en question.

Y sont mesurés les dépôts de poussières et leur teneur en métaux lourds. Les taux de métaux lourds sont faibles et ne montrent pas d'influence d'une source ponctuelle particulière. La méthode n'inclut cependant pas le mesurage de substances organiques telles que les polluants organiques persistants.

En ce qui concerne le réseau de biosurveillance, dont un site se situe aussi à Rodange, aucune anomalie de la teneur en PCB 126 dans les légumes cultivés n'a été constatée lors des mesurages effectués au cours des quatre dernières années.

Les résultats des mesurages cités ci-avant sont régulièrement publiés sous l'adresse Internet : <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/publications-periodiques.html>. Pour ce qui est plus précisément des valeurs en PCB, les données brutes sont disponibles et la publication en ligne se fera au plus tard vers la fin du mois en cours.

Logements de service inoccupés | Question 0297 (06/02/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Il me revient que plusieurs logements de service appartenant à l'État seraient actuellement inoccupés, dont certains depuis de nombreuses années.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de logements de service appartenant à l'État sont actuellement inoccupés ?

2) Quels sont les délais pour réaffecter ces immeubles ? Quelles sont les raisons qui pourraient conduire à des délais prolongés ?

3) Combien de bâtiments doivent être soumis à des travaux de rénovation dans le cadre de leur réaffectation ? Quels sont les travaux à effectuer ?

4) Les travaux nécessaires sont-ils effectués par les services de l'État ou par des entreprises privées ?

5) Serait-il envisageable que l'État travaille ponctuellement en collaboration avec des lycées proposant des formations du métier du bâtiment pour refaire ces immeubles afin d'offrir aux élèves la possibilité de connaître des situations réelles sur le terrain et de renforcer l'attractivité de la formation professionnelle ?

Réponse (18/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En ce qui concerne les logements de service dont l'affectation initiale n'a pas changé, tous sont occupés à l'heure actuelle.

Pour les anciens logements de service, tous les logements aptes à servir à des fins d'habitation, mis à part

ceux faisant partie d'un projet d'envergure à réaliser par le Fonds du logement respectivement la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ont été réaffectés. Il se peut cependant que des travaux soient en phase de planification et qu'ils soient inoccupés en attendant l'exécution.

En outre, plusieurs projets sont à l'étude en vue d'une réaffectation d'anciens logements de service pour les besoins de différents services administratifs du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, sis :

- rue Grand-Duc Adolphe à Dudelange (2 maisons),
- rue du Nord à Esch-sur-Alzette (7 maisons),
- rue Goethe à Luxembourg (2 maisons).

ad 2) En ce qui concerne les anciens logements de service, le délai de réaffectation dépend fortement de leur affectation future.

Une grande partie des anciens logements de service sont mis à disposition de l'Agence immobilière sociale (AIS). Des remises de clés sont organisées chaque fois qu'un logement de service se libère. Le délai de réaffectation se situe en principe en dessous d'un mois après la libération.

Une vingtaine d'anciens logements de services ont été identifiés, soit pour pouvoir accueillir des bénéficiaires de protection internationale, soit pour être mis à disposition d'associations conventionnées avec l'État actives dans le domaine du logement social autres que l'AIS. La réaffectation se fait en principe dans les trois mois après la décision de réaffectation.

Une cinquantaine d'anciens logements de services sont destinés à la réalisation de grands projets d'envergure, soit par le Fonds du logement, soit par la SNHBM. Pour ces projets, les exigences procédurales (p. ex. modification de PAG, élaboration d'un PAP, diverses études, telles qu'études de faisabilité, etc.) peuvent expliquer des délais plus longs pour leur réaffectation.

ad 3) Des travaux de rénovation, respectivement d'entretien sont nécessaires pendant toute la durée de vie d'un immeuble. Le niveau de rénovation des logements en question dépend de leur état au moment de leur désaffectation en tant que logement de service.

Vu également les différentes réglementations en termes de sécurité, de performance énergétique et d'accessibilité qui sont à respecter, tout changement d'affectation et de réaménagement d'un immeuble implique en général des travaux d'envergure, souvent jusqu'au niveau du gros œuvre, et partant des délais conséquents.

ad 4) La transformation d'anciens logements de service en surfaces de bureaux incombe à l'Administration des bâtiments publics. Les travaux y relatifs sont en général confiés à des entreprises qualifiées du secteur privé, notamment pour des raisons de responsabilité, de garantie et de conformité aux normes et règles de l'art.

ad 5) Il y a lieu de noter que la proposition avancée par l'honorable Députée n'est pas envisageable alors que les formations professionnelles des métiers de la construction et du bâtiment sont exclusivement organisées sous le régime concomitant, c'est-à-dire sous contrat d'apprentissage auprès d'un patron formateur. Les apprentis des formations en question ne fréquentent leur lycée qu'entre 1 et 3 jours par semaine, dépendant de la formation et de l'année de formation. Le reste du temps, ils sont formés par les entreprises formatrices sur le terrain. En effet, les apprentis développent les compétences pratiques dans leurs entreprises formatrices en situation réelle.

Les cours au lycée permettent de parfaire certaines compétences, d'apprendre certaines techniques qui ne se présentent pas ou rarement au quotidien et les apprentis suivent des cours d'enseignement général obligatoires pour chaque formation professionnelle.

Délais d'attente pour une mammographie | Question 0301 (07/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Closener | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Lors de la réunion du 21 novembre 2023, Madame la Ministre a informé les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale que sa prédécesseuse a mis en place un dispositif visant à garantir que les personnes nécessitant une mammographie de diagnostic obtiennent rapidement un rendez-vous après qu'une suspicion a été établie. Un autre dispositif a été mis en place pour les patientes amenées à réaliser une mammographie de dépistage en dehors du programme national de dépistage du cancer du sein grâce à la mise à disposition de plages horaires non utilisées. D'après Madame la Ministre, toutes ces mesures prises par le Gouvernement précédant ont permis de réduire les délais d'attente pour une mammographie.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment ont évolué les délais d'attente selon l'urgence des cas pour les mammographies ?

2) Est-il prévu d'avancer l'âge pour les examens dans le cadre du Programme mammographie ?

3) Suite à l'installation d'IRM supplémentaires dans tous les centres hospitaliers, suite aussi à l'extension des plages horaires et la mise en place d'une meilleure coordination de rendez-vous entre les hôpitaux, comment ont évolué les délais d'attente pour les examens par IRM selon l'urgence des cas ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En septembre 2023, la Direction de la santé a mis en place une hotline visant à faciliter la prise de rendez-vous prioritaire par téléphone ou courrier électronique, en coordination avec les 4 centres hospitaliers du pays, afin d'assurer une prise en charge rapide des patientes avec suspicion d'une pathologie maligne du sein. Par ce biais il est possible pour les médecins spécialistes ou généralistes d'obtenir un rendez-vous pour un examen urgent pour leur patiente sur un des plateaux médico-techniques disponibles. En parallèle, il a également été décidé de réattribuer des plages de rendez-vous prévues pour le programme structuré de dépistage, en cas de non-utilisation, à d'autres types de demandes. Il est constaté que la hotline mise à disposition est peu sollicitée de sorte qu'il en peut être conclu que les délais d'attente pour examens urgents ont su être réduits de façon significative.

ad 2) Actuellement, le « Programme mammographie » s'adresse à toutes les femmes de 50 à 70 ans. En ligne avec des nouvelles recommandations européennes, il est prévu d'étendre l'âge du groupe cible de 45 à 74 ans.

ad 3) Suite à l'élargissement des plages d'ouverture de plateaux médico-techniques en soirée et le week-end, il a été constaté que les délais d'attente diminuent progressivement. Les examens urgents sont priorités dès lors que l'ordonnance médicale justifie le caractère urgent de l'examen.

À cet effet, des groupes de travail impliquant entre autres mon Ministère, la Direction de la santé, la

FHL et l'Observatoire national de la santé travaillent actuellement sur l'analyse des données de délai ainsi que sur la production d'indicateurs robustes afin de mettre en place un système d'évaluation uniforme des délais.

Produits de contrefaçon | Question **0303** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les produits de contrefaçon coûtent chaque année seize milliards d'euros et près de 200.000 emplois aux secteurs européens de l'habillement, des cosmétiques et du jouet, chiffre l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO).

Basée sur des données de 2018 à 2021, l'étude EUIPO estime que le secteur de l'habillement est le plus touché, avec un manque à gagner de douze milliards d'euros chaque année. Les pertes du secteur des cosmétiques sont évaluées à trois milliards d'euros et celles du jouet à un milliard. Selon l'Office, le Luxembourg serait le troisième pays le plus touché en proportion.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur s'ils disposent d'informations sur l'étendue du phénomène de la contrefaçon dans notre pays.

– Dans quels domaines ce phénomène est-il le plus répandu au Luxembourg ?

– Étant donné que les consommateurs ne sont pas assez conscients des effets négatifs tant économiques que concernant la santé, le Gouvernement entend-il faire des efforts en matière d'information des consommateurs, surtout concernant les transactions sur Internet ?

– Quelle est l'étendue de saisies de produits contrefaits et quelle est la nature des produits saisis ?

– Dans combien de cas des poursuites ont été engagées et quelles ont été les sanctions ?

Réponse (11/03/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

La contrefaçon se définit comme la reproduction, l'imitation ou l'utilisation totale ou partielle d'un droit de propriété intellectuelle sans l'autorisation de son propriétaire. Elle peut toucher tout type de droit de propriété intellectuelle, par exemple : une marque, un dessin ou modèle, un brevet, un droit d'auteur. Des études visant la contrefaçon dans certains secteurs ou relatives à certains droits de propriété intellectuelle sont régulièrement menées par des organismes européens ou internationaux et évaluent l'impact de ce phénomène.

L'étude citée par l'honorable Député sur l'« Incidence économique de la contrefaçon dans les secteurs de l'habillement, des cosmétiques et des jouets dans l'UE » a été publiée le 15 janvier 2024 par l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Elle examine l'incidence économique de la contrefaçon sur les secteurs de l'habillement, des cosmétiques et du jouet et relève que l'industrie de l'habillement et des chaussures affiche des pertes d'environ 5 % en Europe. Les pertes pour le Luxembourg sont de 9,2 %. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec les pertes de vente constatées en millions d'euros. Ainsi, avec 50 millions d'euros de pertes estimées dans ce secteur, le Luxembourg est bien moins impacté que d'autres pays européens où les pertes se comptent en centaines de millions, voire en milliard d'euros.

Les données récoltées dans le cadre de l'étude publiée par l'OCDE et l'EUIPO en 2020 sur le « Commerce de produits de contrefaçon présentant des risques pour la santé, la sécurité et l'environnement » indiquent que les trois secteurs des produits contrefaits les plus dangereux sont les cosmétiques, l'industrie du textile et l'industrie des jouets. D'après cette étude, le Luxembourg ne figure pas parmi les pays les plus visés par l'importation de produits contrefaits dangereux¹.

Les chiffres des dernières études réalisées par l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle pour le Luxembourg peuvent être consultés sous le lien suivant : <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoibNDZkODM3ZmEtZGYzOS00N2UxLThiMDktODVhZWVhYmQzZWVhIiwidCI6IjMwYmEwYzY1LTA0YmItNDRIOS04YmQwLWVhZGFnNWxYWRjYiIsImMiOjIj9&embedImagePlaceholder=true>.

L'Office de la propriété intellectuelle du Ministère de l'Économie travaille en étroite collaboration avec l'IPII (Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg) pour assurer la promotion et le développement de la propriété intellectuelle au Luxembourg et donc sensibiliser par la même occasion à la problématique de la contrefaçon. De nombreuses activités de sensibilisation destinées au grand public, aux entreprises de toutes tailles et aux centres de recherches sont organisées chaque année, souvent en collaboration avec des partenaires afin d'atteindre facilement le public visé.

L'IPII organise par exemple des sessions « Boost-IP », des workshops ou encore des cours en ligne permettant aux acteurs luxembourgeois d'obtenir des informations en matière de propriété intellectuelle. Les participants sont également rendus attentifs que certaines précautions doivent être prises dans le cadre de leurs activités pour éviter de potentiellement contrefaire les droits des tiers. L'Office de la propriété intellectuelle du Ministère de l'Économie et l'IPII organisent également des événements permettant des échanges entre les professionnels de la propriété intellectuelle au Luxembourg et le public, par exemple la « Journée de la propriété intellectuelle ».

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie travaille en étroite collaboration avec les institutions européennes afin de développer des outils visant à favoriser la lutte contre les violations aux droits de propriété intellectuelle.

En matière de contrefaçon, l'Administration des douanes et accises (ADA) est compétente à la frontière extérieure de l'Union européenne. Sur le territoire national, cette compétence relève de la Police grand-ducale. Les compétences de l'ADA en la matière découlent du règlement européen (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil. Ce règlement confère à l'ADA – uniquement aux frontières extérieures de l'Union européenne – le pouvoir d'intercepter et de retenir les marchandises contrefaites. L'ADA informe ensuite les titulaires de marques qui sont souverains de déclencher, le cas échéant, les procédures judiciaires pour voir leurs intérêts économiques et commerciaux préservés.

Au cours de l'année 2023, l'ADA a effectué 599 interceptions d'envois en provenance de pays tiers représentant une quantité totale de 91.022 articles contrefaits.

Il est très rare que l'auteur de la contrefaçon ou le fabricant lui-même soit localisé voire interpellé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Le règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil a créé une sorte de procédure « administrative » qui ne prévoit pas d'intervention du parquet dans le cadre de la retenue de marchandises par l'ADA susceptibles de constituer des produits qui portent atteinte au respect des droits de propriété intellectuelle.

Il ne s'agit dès lors pas d'une saisie pénale ordonnée par le parquet régie par les règles du Code de procédure pénale, mais d'une sorte de « saisie administrative » qui obéit aux règles édictées par le règlement européen. Dans le respect des dispositions du règlement européen, les marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle peuvent être détruites sous contrôle douanier sans l'intervention du parquet et sans intervention d'un jugement pénal.

Le contentieux pénal en la matière a par conséquent considérablement baissé. Pendant la période se situant entre l'année 2019 et l'année 2024, aucune condamnation pénale n'a été prononcée du chef d'infraction en matière de contrefaçon au sens des articles afférents du Code pénal.

Rougeole | Question **0304** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le nombre des cas de rougeole, l'un des virus les plus contagieux qui peut entraîner de graves complications voire la mort, a explosé en Europe en 2023 par rapport à l'année précédente, alerte la branche Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui appelle à intensifier les efforts de vaccination.

Tous les pays européens se sont engagés à éliminer la rougeole. Hélas, les dix premiers mois de 2023 montrent un retour en force inquiétant de cette maladie.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale comment se présente actuellement la situation au Luxembourg, sachant que la dernière flambée date de 2019.

2) Quelle est la couverture vaccinale dans notre pays et quelles sont les populations les plus vulnérables ?

3) La campagne vaccinale contre la rougeole ayant été hypothéquée par la pandémie du Covid-19, comment se présente actuellement la campagne de vaccination ?

4) Combien de cas de rougeole ont été répertoriés depuis 2019 et quel a été le déroulement de la maladie ?

Réponse (12/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis l'épidémie de 2019, aucun cas de rougeole n'a été déclaré au Luxembourg. La surveillance de la rougeole est réalisée en appliquant les critères et recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La situation internationale est suivie de près par les autorités nationales, des échanges réguliers se font également avec l'ECDC (European Center for Disease Prevention and Control) et l'OMS.

L'ECDC note qu'en raison d'une couverture vaccinale suboptimale avec la deuxième dose, de nouveaux cas de rougeole sont attendus dans les mois à venir,

¹ https://euiipo.europa.eu/tunnelweb/secure/webdav/guest/document_library/observatory/documents/reports/dangerous-fakesstudy/dangerous-fakes_study_en.pdf

en particulier au printemps. L'ECDC recommande, comme l'OMS2, d'atteindre une couverture vaccinale avec deux doses de plus de 95 %, de renforcer la surveillance, la capacité de santé publique, la sensibilisation clinique, ainsi que de promouvoir l'acceptation du vaccin grâce à des stratégies de communication ciblées2.

Le graphique ci-dessous provient de l'évaluation de l'ECDC et montre l'incidence de la rougeole dans les pays de l'UE/EEA.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En pratique, pour la surveillance au Luxembourg, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale déclare aussi à l'OMS les cas pour lesquels une rougeole a été suspectée par les symptômes mais exclue par le diagnostic de laboratoire. Dix-sept cas suspects ont été rapportés depuis 2020. Un contact tracing rigoureux est également effectué, avec vérification de la vaccination quand des personnes contacts venant du Luxembourg sont signalées au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale par un pays étranger.

Le comité national de vérification de l'élimination de la rougeole et de la rubéole (NVC), qui a été mis en place en 2013 sur recommandation de l'OMS, a reçu en date du 26 janvier 2024 une lettre de la « European Regional Verification Commission for Measles and Rubella Elimination » (RVC) de l'OMS en indiquant que pour l'année 2022, le Luxembourg a maintenu l'interruption de la transmission endémique pour une période de plus de 36 mois et que l'élimination des deux maladies rougeole et rubéole est par conséquent soutenue.

ad 2) L'OMS recommande une couverture de plus de 95 % avec deux doses pour l'ensemble de la population pour arriver à une élimination de ce virus extrêmement contagieux et donc difficile à contrôler. Dans le monde, on en est loin et la pandémie a aggravé la situation dans de nombreux pays où la vaccination de routine a été perturbée3.

Au Luxembourg, le schéma vaccinal recommandé prévoit une première vaccination à l'âge de 12 mois et une deuxième vaccination entre 15 et 23 mois4. La vaccination n'est pas administrée avant un an (exceptionnellement à partir de six mois) parce que les tous petits ne répondent pas bien à ce type de vaccin.

La couverture vaccinale contre la rougeole a été estimée à 90 % au Grand-Duché selon l'enquête par questionnaires réalisée en 2018 chez les nourrissons de 25 à 30 mois. En 2019, une épidémie a eu lieu avec 21 cas confirmés (19 résidents et 2 frontaliers) ce qui a motivé une campagne pour sensibiliser la population à l'importance de cette vaccination. Selon une nouvelle enquête de 2023, non encore publiée, la couverture vaccinale avec deux doses est estimée à 93,7 %.

En terme de vulnérabilité, les nourrissons et les jeunes enfants de moins de cinq ans sont à risque de développer des complications graves suite à l'infection, comme par exemple des troubles neurologiques irréversibles dans un cas sur 1.000. Les adultes de plus de 20 ans, les femmes enceintes et les personnes

immunodéprimées sont également plus à risque de forme grave avec atteinte pulmonaire ou neurologique5.

ad 3) Des campagnes vaccinales sont élaborées tout au long de l'année pour différents vaccins et maladies évitables par la vaccination et se font en parallèle avec celles de l'Organisation mondiale de la santé ou après une recommandation du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

En ce qui concerne la rougeole, il n'y a pas eu de campagne spécifique au niveau national. Néanmoins, des rappels d'information ont été faits en 2023 concernant la vaccination contre la rougeole ainsi que celle contre la varicelle. Cette dernière a fait objet d'une épidémie dans certaines écoles de l'enseignement fondamental et certaines crèches.

ad 4) Comme précisé dans la réponse à la première question, aucun cas n'a été recensé au Luxembourg depuis l'épidémie de 2019.

Autorisation d'exercer des médecins | Question 0305 (07/02/2024) de M. André Bauler (DP)

Et kënnst ëmmer nees vir, datt hei am Land Dokteren hir Zouloossung zum Beruff ewechgeholl kréien.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch folgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi geleefegst Grënn, déi dozou féieren, datt een Dokter oder eng Doktesch hir Zouloossung verléieren?
2. Wéi vill Dokteren an Doktesche kruten an de leschten zéng Joer hir Zouloossung ewechgeholl?
3. A wat fir enge Spezialitéite war dat de Fall?

4. Wéi ginn d'Doktere gepréift, déi ausserhalb vun der EU kommen an déi hiren Diplom och net an der EU kruten, iert se eng Zouloossung hei am Land kréien? Aus wat fir enge Grënn goufen der ënnert dësen net zum Déngscht zougelooss?

Réponse (11/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wann en Dokter oder eng Doktesch hir Zouloossung verléieren, ass dat, laut dem ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exercice vun den Dokteren, Zännokteren a Veterinären, op eng disziplinaresch oder eng stroferechtlech Sanktioun z'eréckzeféieren.

ad 2. Säit dem Joer 2014, sinn 10 Suspensiounen a 4 Retraite vun Zouloossunge vum Gesondheetsministère gesprach ginn.

ad 3. D'Suspensiounen, déi säit 2014 gesprach gi sinn, concernéieren zwee Médecins généralistes, een ORL, zwee Veterinären, zwee Zännokteren, wovu géint een och spéiderhin e Retrait vun senger Zouloossung gesprach ginn ass, een Urolog an zwee Gynékologen.

D'Retraiten, déi säit 2014 gesprach gi sinn, concernéieren ee Médecin généraliste, ee Gynékolog, ee Psychiater an een Zännokter.

ad 4. Déi Dokteren, déi ausserhalb vun der EU kommen an déi hiren Diplom och net an der EU kruten, mussen, laut dem ofgeännerten an uewen zitéierte Gesetz vum 29. Abrëll 1983, en Diplom an der medezinnescher Grondausbildung souwéi en Diplom an enger medezinnescher Spezialisatioun virweisen, déi op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwer d'Unerkennung vu beruffleche

Qualifikatiounen unerkannt gi sinn. An deem Kader, an op Basis vum Artikel 23 (8) vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016, muss den interesséierten Dokter kënnen eng Unerkennung vu sengen Diplomen op Basis vun de Mindestkrittäre vun der EU duerch en anere Memberstaat virweisen an och de Beweis erbréngen, datt dës Unerkennung him eng Zouloossung an deem Memberstaat vun der EU erméiglecht. Wann e Kandidat net zum Déngscht zougelooss ginn ass, ass et, well déi genannte gesetzlech Konditiounen net erfëllt waren.

Agréation d'un véhicule routier importé | Question 0307 (08/02/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Il me revient que dans bon nombre de cas, l'agrégation d'un véhicule routier qui a été acquis dans un autre État membre de l'Union européenne, conçu pour le marché européen et importé au Grand-Duché, se heurterait à de multiples entraves, voire l'agrégation ne serait pas possible du tout.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Ventilés par catégorie, combien de véhicules routiers, importés au Luxembourg depuis un autre État membre de l'Union européenne, ont été agréés pendant les cinq dernières années ?
- 2) Combien de demandes d'agrégation ont été refusées ?
- 3) Est-il prévu de faciliter l'agrégation de tels véhicules, en l'occurrence par l'introduction d'une reconnaissance automatique de véhicules agréés dans d'autres pays de l'UE ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée pose des questions relatives à l'agrégation des véhicules routiers.

Afin de fournir la réponse la plus complète possible, il convient de rappeler qu'afin de pouvoir être immatriculés au Luxembourg, les véhicules doivent faire l'objet d'une réception par type européenne ou d'une réception européenne individuelle conformément au règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE. Cette réception est effectuée par une autorité compétente en matière de réception d'un État membre de l'Union européenne et certifie qu'un type de véhicule, de système, de composant ou d'entité technique distincte satisfait aux dispositions administratives et aux prescriptions techniques. Ce véhicule peut être immatriculé dans un pays de l'Union européenne et faire l'objet, par la suite, d'une vente et d'une nouvelle immatriculation dans un autre pays membre de l'Union européenne.

Si une telle réception n'existe pas pour un véhicule, le véhicule fait l'objet soit d'une réception nationale individuelle, soit d'une réception nationale par type pour véhicules produits en petites séries donnant lieu à un procès-verbal de réception établi par la Société nationale de certification et d'homologation.

Par opposition, un véhicule qui est couvert par une réception européenne par type ou individuelle, ou par une réception nationale individuelle ou par une réception nationale par type pour véhicules produits

2 ECDC. Threat assessment brief: Measles on the rise in the EU/EEA: considerations for public health response. <https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/measles-eu-threat-assessment-brief-february-2024.pdf>

3 WHO. Nearly 40 million children are dangerously susceptible to growing measles threat. <https://www.who.int/news/item/23-11-2022-nearly-40-million-children-are-dangerously-susceptible-to-growing-measles-threat>

4 Calendrier des vaccinations au Luxembourg. <https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/v/vaccination/calendriervaccinal.html>

5 <https://www.cdc.gov/measles/hcp/index.html>



en petites séries qui a subi des modifications ou transformations qui affectent une ou plusieurs des caractéristiques techniques figurant soit sur son procès-verbal de réception, soit sur son certificat de conformité, ou sur son certificat d'immatriculation, doit faire l'objet d'une réception isolée pour être immatriculé ou d'un contrôle de conformité lorsque le véhicule est déjà immatriculé. L'agrément est dès lors le processus par lequel on s'assure que la modification effectuée sur le véhicule est sûre et adaptée et correspond aux exigences légales en la matière et fait l'objet d'une inscription sur le certificat d'immatriculation.

En tenant compte de cette précision, l'honorable Députée aimerait connaître la proportion de véhicules précédemment immatriculés dans un autre pays de l'Union européenne ayant subi des modifications substantielles agréées dans ce pays conformément à des prescriptions nationales et nécessitant ainsi une réception nationale en vue de leur immatriculation au Grand-Duché de Luxembourg alors que le véhicule ne correspond plus au véhicule initialement réceptionné pour le marché européen.

ad 1) Le nombre de véhicules ayant fait l'objet d'une réception isolée par la Société nationale de circulation automobile (SNCA) peut être ventilé comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Le nombre de véhicules pour lesquels une réception isolée a été refusée n'est pas comptabilisé par la SNCA. Lorsqu'un problème, quelle qu'en soit la nature, se présente lors de l'immatriculation d'un véhicule, un « blocage informatique » est opéré. Ce blocage n'est pas spécifiquement distingué, mais figure parmi tous les autres blocages tels que ceux qui sont effectués lorsqu'un véhicule ne se présente pas au contrôle technique suite à une convocation de la part du ministre.

ad 3) Les règles applicables en matière de réception de véhicules sont issues de règlements européens et tout véhicule visé par le règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles, le règlement (UE) n° 167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers ou le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE, doit faire l'objet d'une réception européenne par type ou individuelle.

Ces règlements précisent les types de réceptions, les procédures et le déroulement de ces réceptions. De même, ces règlements définissent les réceptions nationales individuelles de véhicules et la validité et la reconnaissance de ces réceptions dans d'autres États membres de l'Union européenne, de sorte qu'il n'est à l'heure actuelle pas envisagé d'introduire une reconnaissance automatique des réceptions nationales individuelles de véhicules étant donné que ces réceptions sont réalisées sur base des dispositions nationales et non harmonisées au niveau européen.

Ligne TGV Luxembourg-Paris | Question 0313 (09/02/2024) de M. Jeff Engelen

De 7. Februar war am „L'essentiel“ ze lesen, datt d'SNCF d'TGVs-Streck Paräis-Metz-Nanzeg-Lëtzebuerg aus Rentabilitéitsgrënn géif op de Préifstand

stellen. Dës Zuchverbindung garantéiert aktuell déi kierz Verbindung tëschent eiser an der franséischer Hauptstadt a stécht dobäi souwuel déi individuell Mobilitéit, wéi och de Kuerzstreckefliger aus. Dëst huet sech offenbar och an de Passagéierzuele bemierkbar gemaach, vu datt déi ursprénglech Zuel vu véier Zich, déi deeglech op där Streck sollten zirkuléieren, vun der SNCF jo op sechs erhéicht gouf.

Lëtzebuerg huet am Kader vu senge bilaterale Verpflichtungen ausserdeem eng Rei Investitiounen an dat nationaalt Schinnennetz virgeholl respektiv nach virgesinn, fir dës Verbindung esou effizient wéi méiglech ze organiséieren. Tëschent der Stad a Beetebuerg gouf extra eng exklusiv TGVs-Streck gebaut, déi mam Ofschloss vun där grousser Moderniséierung vun der Beetebuerg Gare soll a Betrib goen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Madamm Minister déi franséisch Ausso vun der feelender Rentabilitéit, och am Hibleck op d'Entwécklung vun de Passagéierzuele während de leschte Joren? Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt eis national Autoritéiten onmëttelbar iwwert sämtlech nei Entwécklungen an deem Dossier informéiert ginn?
2. Iwwert wéi eng rechtlech Méiglechkeete verfüegt Lëtzebuerg, fir am Kader vun de bilaterale Verträge mat der franséischer Republik um Betrib vun op d'mannst véier Zich den Dag ze bestoen?
3. Wéi eng Konsequenzen hätt eng eesäitig Kënnegung duerch d'Fransouse schlëmmstefalls fir eis Aménagement? Kéint déi zousätzlech Streck tëschent Beetebuerg an der Stad och fir klassesch Zich benotzt ginn? Falls net, wéi eng techesch Ursache schwätzen dogéint?
4. Wéi eng Alternative géife kuerzfristeg zur Verfügung stoen? Wier zum Beispill un enger Stärkung vun der individueller Mobilitéit an dem Fluchverkéier geduecht?

Réponse (11/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'TGV-Relatioun Lëtzebuerg-Paräis gëtt vun der SNCF an der Autonomie commerciale bedriwwen. Dat bedeit, dass de wirtschaftleche Risiko, esouwuel wat d'Passagéierzuele ueget, wéi och wat d'Rentabilitéit betrëfft, vun der SNCF gedroe gëtt. D'CFL hunn dohier keng Informatiounen, déi d'Rentabilitéit vun dëser Streck betreffen. D'CFL stinn am reegelméissegem Austausch mat der Direktioun vum Axe TGV Est. An deem Kader gëtt och iwwer déi zukünfteg Fuerplangentwécklung geschwat a bis haut sinn do keng Iwwerleeungen zu enger Reduktioun vun der Offer presentéiert ginn. D'SNCF huet dementéiert, dass et e Projet géing ginn, d'TGV Verbindunge global ze reduzéieren, oder Destinatiounen net méi ze bedéngen.

Gläichzäitig zu dem reegelméissegem Austausch tëschent der SNCF an den CFL, steet mäi Ministère am kontinuéierleche Kontakt mat de Vertrieeder vun der franséische Stat esouwéi de Vertrieeder vun der Région Grand Est. De franséische Stat huet kierzlech kloer bestätegt, datt d'SNCF net wëlles huet, d'TGV Verbindungen tëschent Lëtzebuerg a Paräis op de Préifsteen ze stellen. De Minister Christophe Béchu hat an deem Sënn an enger Sëtzung vum franséische Parlament am Januar kloergestallt, dass et keng Projekte gëtt, d'Frequenz vun TGV-Linnen erofzesetzen.

ad 2. Frankräich a Lëtzebuerg investéiere weider an d'Eisebunnsinfrastruktur vum Sillon Lorrain, wéi festgehalten tëschent deenen zwee Länner am Protocole d'accord, ënnerschriwwen zu Paräis den 20. Mäerz 2018, a sengem Avenant, ënnerschriwwen zu Esch/

Uelzecht den 19. Oktober 2021. De Fuerplang, dee vun deenen zwou Regierungen zeréckbehale ginn ass, gesäit vir, datt 8 Regionalzich (TER), 1 Gidderzuch an 1 TGV pro Direktioun an de Spëttestonnen zirkuléieren. De franséische Stat an d'Région Grand Est, déi fir d'Zirkulatioun vun de Regionalzich (TER) zustänneg ass, hu bestätegt, datt dëse Plang d'Basis vun deem Cofinanzéierungsaccord bleift.

ad 3. Déi nei Streck, déi tëschent Beetebuerg an der Stad am Bau ass, ass keng exklusiv TGV-Streck, wéi an der Fro suggeréiert. Déi Streck huet als Zil, d'Kapazität insgesamt tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg ze verduebelen. Et ass dofir virgesinn, dass no der Fäerdegstellung vun dëser Streck de gesamte Passagéiertrafick a Richtung Frankräich iwwert déi nei Streck ofgewéckelt wäert ginn. Och déi zukünfteg geplangten Direktzich vu Wuelmereng an Diddeleng a Richtung Lëtzebuerg wäerten iwwert déi nei Streck kënnen gefouert ginn. Schliisslech kënnen och Zich am Gidderverkéier iwwert déi Streck fueren.

ad 4. Wuel verstanen, datt et keng Ännerunge vun der direkter TGV-Offer Lëtzebuerg-Paräis gëtt, bedriwwen d'CFL zousätzlech eng Buslinn Lëtzebuerg-Gare Lorraine TGV, vu wou een och Uschloss un de franséischen TGV Reseau huet.

Temps de carence prévu dans le projet pilote CUSS (Couverture universelle des soins de santé) | Question 0316 (09/02/2024) de M. François Bausch (déi gréng)

Afin d'assurer l'accès aux soins de santé aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, le projet pilote CUSS a été mis en place fin 2021.

Les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé reçoivent des moyens financiers et humains supplémentaires pour assurer le suivi régulier et prendre en charge les démarches administratives des bénéficiaires. Ces derniers doivent introduire une demande d'affiliation volontaire à l'assurance maladie à charge de l'État.

Comme pour la plupart des assurances volontaires, un temps de carence est appliqué, dans le cas de la CUSS il s'agit de trois mois. Or, l'état de santé des nouveaux bénéficiaires exige souvent des consultations immédiates et non remboursées puisqu'elles ont lieu pendant la période de carence. Selon nos informations, certaines associations participant au projet CUSS règlent les factures elles-mêmes, ce qui représente une charge supplémentaire pour leur budget.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Combien de personnes sont actuellement affiliées à l'assurance maladie via le projet CUSS ?
- 2) Quel est, depuis le lancement du projet, le montant total des factures de soins de santé réglées et non remboursées car tombant dans la période de carence ?
- 3) Madame la Ministre prévoit-elle d'adapter le projet CUSS afin de réduire la charge financière des associations, causée par les factures médicales payées pendant le temps de carence ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En date du 20 février 2024, 158 personnes étaient affiliées à l'assurance maladie via le projet pilote CUSS.

ad 2) Pour l'année 2023, le montant provisoire des frais de soins réglés et non pris en charge par la CNS durant la période de carence se situe aux alentours de 635.000 €, les décomptes définitifs des associations pour l'année 2023 ne sont pas encore parvenus au ministère.

ad 3) L'accord de coalition prévoit explicitement le maintien de la CUSS. Ainsi, sur base d'une évaluation du projet pilote, un avant-projet de loi sera élaboré pour donner une base légale dédiée à la CUSS. En attendant, le projet pilote sera maintenu dans sa forme actuelle et son financement est assuré.

.....
Directive relative au permis de conduire | Question **0317** (09/02/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 6. Februar huet den däitsche Magasin „Der Spiegel“ geschriwwen, datt d'EU-Parlament am Kader vun der Führerschäinsreform d'Fuerverderung erhieft, datt een d'Fuerverlabbis mat dem Verloscht an engem eenzele Memberstaat zukünfteg automatesch um ganzen Terrain vun der Unioin soll entzu kréien, souguer am Staat, deen se ausgestellt huet. Dat kann zum Beispill de Fall sinn, wann een de Summer iergendwou an d'Vekantz fiert, an an den allermeeschte Fäll warscheinlech onbewosst, géint de Code de la route vum Gaascht- oder Transitland verstéisst. Och bis ewell scho kënnen déi Länner en territoriale Fuerverbuuet ausschwätzen.

Falls de Lëtzebuurger Staat en nationale Führerschäin anzitt, kann de betraffene Bierger bis ewell ausserdeem eng Ausnam fir den Trajet professionnell ufroen. Bierger, déi hir national Verkéiersreglementer als ze vill restriktivt empfangen, kënnen ausserdeem an der Reegel iwwer de Wee vun der demokratescher Participatioun Afloss op déi entspreichend Gesetzer huelen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister hir Positioun zu dësem Virstouss, deen eng uerg Verletzung vum Territorialitéitsprinzip an der nationaler Souveränitéit géif duerstellen, elaboréieren?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob an de Verhandlungen, déi am Kader vun der Führerschäinsreform bis ewell zu Bréissel zu deem uewen elaboréierten Thema gefouert goufen, och Ausname fir de Beruffswee diskutéiert goufen? Wéi eng Conclusioun goufe bis ewell zeréckbehalen?

3. Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt si kenger entspreichender Reform vun EU-Führerschäin wäert zoustëmmen, ier EU-wäit en identesche Code de la route géif ugeholl gi fir ze verhënneren, datt Leit duerch en onbewosst Feelverhalten an der Vakanz, duerno riskéieren, mam Führerschäin och hir sozial Existenz ze verléieren?

Réponse (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dee vun honorabelen Här Deputéierten ugeschwaten Text ass d'Proposition vum 1. März 2023 vun der EU-Kommissioun, fir eng nei Richtlinn anzeféieren, déi de länneriwwergräifende Verloscht vun der Fuerverlabbis erméigleche soll, wann een am Ausland e Fuerverbuuet krut (DD Directive). Dës Richtlinn soll prinzipiell d'Gläichbehandlung fir all Chauffeuren an der EU garantéieren, nom selwechte Scheema wéi och d'Richtlinn (EU) 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière (CBE Directive), déi den Austausch vu perséinlechen

Donnéeë bei Verstéiss géint Verkéiersreegele mat Boussgeld erlaabt. Den Text fousst op der Deklaratioun iwwer d'Stroosseecherheet (Punkt 9 c), déi all d'EU-Memberlänner 2015 zu La Valletta ënnerschriwwen hunn, mam Interêt, fir all Stroossebenotzer ze schützen ënner der Form vun enger verstärkter juristescher Zesummenaarbecht an der géigesäiteger Unerkennung vu Fuerverbueter.

ad 2. D'Fro vum Verloscht vum Führerschäin ass net Bestand vun der Reform vun der EU-Führerschäindirektiv (directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire), mee ass eng nei Proposition (DD Directive, cf. sub 1) am Kader vun „Paquet sécurité routière“. Dës nei Direktivproposition fir d'EU-wäit Unerkennung vun de Fuerverbueter berücksichtegt och den Aspekt vum Beruffswee, wat och an de Verhandlungen am Conseil diskutéiert wäert ginn.

Dës Proposition ass an der Elaboratiounsphas. D'Grundlage ginn zurzäit vum juristeschen Déngscht vun der Kommissioun gepréift an d'Memberstaaten am Conseil vun der EU mussen nach doriwuer beroden.

E Fuerverbuuet ass a bleift „EU-wäit“, wann d'Heemechtsland de Verbuuet ausschwätzt, konkret de Führerschäin ewechhëlt. Mat der neier DD Directive soll dat och geschéien, nodeems d'Land, wou d'Infraktioun begaange gouf, e Fuerverbuuet deklaréiert huet. Dëst Land seet dann dem Heemechtsland Bescheid, fir dass dat de Führerschäin anzitt. Eng Rei Prozeduren a Konditiounen erlaben dem Heemechtsland dann nozekucken, ob de Fuerverbuuet och justifiéiert ass an der betraffener Persoun hir Rechter agehal goufen. Net all d'Infraktiounen, déi an engem anere Land zu engem Fuerverbuuet féiere kënnen, kommen och fir d'„EU-wäit Fuerverbuuet“ a Fro, mee nëmmen déi Delikter fir Alkohol, Drogen a Vitess.

ad 3. Et ass en Ënnerscheid ze maachen tëschent, éischters, der Direktiv iwwer de Führerschäin (2006/126/CE), déi sécherstelle soll, dass d'Qualitéit vum Apprentissage an deem d'Fuerverbueteen an der EU op engem selwecht héijen Niveau sinn, zweetens, de Reegele fir d'Verhalen am Stroosseeverkéier, déi net vun der EU festgeluecht ginn, mee op den internationale Wiener Konventioun vum 1968 iwwer de Stroosseeverkéier an d'Stroossebeschëlderung baséieren, an, drëtters, der uewe genannter Proposition fir eng nei Richtlinn (DD Directive), mat där de Fuerverbuuet aus engem EU-Land och an aneren EU-Länner applizéiert soll ginn.

Eng Decisioun iwwer d'Reform vun EU-Führerschäin huet also keng Auswierkung op en eventuellen EU-wäite Fuerverbuuet.

Et kann och keen onbewosst Feelverhalten zum Verloscht vum Permis féieren, well et sinn exklusiv Fuerverbueter viséiert, déi wéinst Verkéiersdelikter am Zesammenhang mat Alkohol, Geschwindegkeet oder Drogen decidéiert goufen. Et geet deemno ëm grondleeënd Verkéiersregelen, déi e verantwortleche Chauffeur kenne muss, wann hien am Ausland reest.

.....
Déclaration ministérielle concernant l'expulsion du nucléaire du mix énergétique luxembourgeois | Question **0318** (12/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans une interview publiée le 14 décembre 2023, Monsieur le Ministre de l'Environnement réagissait à l'accord de la COP28 et a entre autres répondu à la question sur le nucléaire (« Le Luxembourg ne change pas d'avis sur la question ? ») que « Nous allons tout faire pour sortir de notre mix énergétique

le nucléaire produit dans les pays voisins ». Ceci constitue un élément intéressant, quoique nouveau dans la mesure où cet objectif ne figure pas dans l'accord de coalition.

Dans leur réponse initiale à notre question parlementaire, Messieurs les Ministres ont brièvement repris l'élément de l'accord de coalition concernant les réacteurs nucléaires frontaliers, expliqué leur stratégie en matière d'énergies renouvelables, mais omis de répondre à la question proprement dite, à savoir la valeur et la portée de la déclaration du Ministre de l'Environnement de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire ».

Nous nous permettons donc d'y revenir afin d'obtenir une réponse à ces deux questions et de rappeler que le nouvel article 75 de la Constitution stipule que « le Gouvernement est tenu de répondre » aux questions parlementaires posées et que la fourniture de réponses à des questions non posées ne satisfait pas à l'esprit de cette nouvelle disposition constitutionnelle :

- 1) Est-ce que l'objectif politique de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire » est partagé par le Gouvernement ou s'agit-il d'une déclaration personnelle du Ministre de l'Environnement ?
- 2) Si le Gouvernement partage cet objectif, quels sont les moyens d'action prévus pour atteindre cet objectif et à quelle échéance ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mes déclarations sont en ligne avec les objectifs politiques et les lignes directrices qui sous-tendent l'accord de coalition.

Il n'y a donc rien à ajouter aux réponses apportées précédemment à des questions parlementaires se rapportant au sujet, telles que notamment les réponses du 7 mars 2024 et du 26 février 2024 aux questions parlementaires 0258 et 0221 ou encore la réponse du 23 janvier 2024 à la question parlementaire 0117 évoquée par les honorables Députés.

.....
Statut du personnel des CFL | Question **0320** (12/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Rechter an d'Flichte vum CFL-Personal ginn duerch e Spezialgesetz vun 1920 gereegelt. Zënter méi wéi engem Joerhonnert géllt dese Sonderstatut mat senger ganz eegene Reegelen abseits vum Code du travail an de Gesetzer vum Staatsbeamtestatut.

Regelméissig mécht de Staatsrot a sengen Avisen (zum Beispill N° 60.075 oder och 60.421) zu groussherzogleche Reglementer betreffend den CFL-Statut de Constat, dass déi legal Basis, déi de Sonderstatut vum CFL-Bedéngschtete reegelt, net duergeet. Et gétt virun allem bemängelt, dass d'Regierung laut eiser Verfassung guer net d'Kompetenzen hätt, fir de gesamte Statut an engem groussherzogleche Reglement festzehalen, well d'Grenze vun hire Méiglechkeete vun eiser Verfassung iwwerschratt wieren. Doraus kann ee schléissen, dass d'Chamber als Legislatateur de Statut muss iwwer e Gesetz reegelen. D'Gesetz vun 1920 misst iwwerschaft oder ersat ginn.

De Sonderstatut an d'Assimiléierung vum CFL-Bedéngschteten un de Fonctionnaires-Statut si juristesgeschinn net kloer. Sinn CFL-Mataarbechter eng Zort Fonctionnaire mat alle Rechter a Flichten? Oder si se et net?

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5944 zu dësem Thema hat de fréiere Koalitionspartner a

Virgänger vun der aktueller Mobilitéitsministesch geäntwert, dass eng Reform vum aktuelle Sonderstatut net geplangt wier, „mee eng nächst Regierung wäert sech mussen dëser Fro sécher unhuelen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Wunnengsbau an der Madamm Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wäert dës Regierung sech dësem Dossier unhuelen oder wäert si beim CFL-Sonderstatut alles beim Ale beloossen?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Eng Iwwerschaffung vum Statut vun den CFL-Agenten ass bei de Koalitiounsverhandlungen net als Prioritéit festgehal ginn a steet net am Koalitiounsaccord. Aktuell ass och net virgesinn, dësen Dossier prioritär ze behandelen.

Affirmations du directeur exécutif de Frontex | Question **0321** (12/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon des articles récents de la presse écrite allemande, le directeur exécutif de Frontex, Hans Leijtens, a affirmé « Nichts kann Menschen davon abhalten, eine Grenze zu überqueren ». Le directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes propose un plan d'action à quatre étapes pour une bonne gestion des frontières. La première étape consiste à rendre plus difficile la migration assistée par les passeurs et à introduire davantage des voies légales pour entrer dans l'UE.

D'autre part Hans Leijtens a invoqué qu'un de ses buts serait la coopération avec des États tiers qui retiennent les migrants sur leur territoire avec le soutien de Frontex. La Tunisie, le Maroc et l'Égypte joueraient un rôle particulier. Dans ce contexte Ursula von der Leyen a annoncé le 8 février 2024 un accord avec la Mauritanie, comprenant une enveloppe de 210 millions d'euros destinée à aider le pays à réduire le nombre de migrants transitant par son territoire en direction des îles Canaries.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant l'affirmation citée du directeur exécutif de Frontex ?

2) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport au plan d'action à quatre étapes du directeur exécutif de Frontex ?

3) Vu l'importance attribuée aux voies légales de migration par Hans Leijtens, Monsieur le Ministre envisage-t-il la création de nouvelles voies légales de migration ?

4) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant la coopération avec des pays tiers avec l'objectif de la réduction du nombre de migrants entrant sur le territoire de l'UE en général ?

5) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à l'accord entre la Commission européenne et la Mauritanie ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Concernant la déclaration du directeur exécutif de Frontex, Hans Leijtens, que « rien ne peut arrêter des personnes à traverser une frontière »,

le Luxembourg reste favorable à la mise en œuvre de contrôles efficaces aux frontières extérieures, y compris et notamment pour sauvegarder l'espace de libre circulation au sein de l'espace Schengen. Toutefois, ces contrôles doivent impérativement être effectués dans le plein respect des droits fondamentaux. En même temps, et en ligne avec l'affirmation de Monsieur Leijtens, le Luxembourg reste persuadé que la gestion des frontières extérieures à elle seule ne saurait constituer l'unique réponse aux mouvements migratoires et continue à plaider pour une approche globale en matière de migration, tenant compte également de la dimension externe de la migration, la coopération avec les pays d'origine et de transit, des voies de migration légale ainsi que du retour des personnes en séjour irrégulier.

ad 2) Dans son entretien avec « Die Welt » publié le 22 janvier 2024, le directeur exécutif de Frontex a effectivement énoncé quatre éléments clés pour garantir une bonne gestion des frontières. Il s'agit de la création de plus de voies d'immigration légales vers l'Union européenne ; l'acceptation de la migration comme un phénomène historique dont les origines ne se laissent pas résumer à des facteurs d'attraction et de répulsion ; l'identification des personnes franchissant les frontières extérieures de l'UE pour des raisons sécuritaires, ainsi que le retour des demandeurs de protection internationale déboutés avec l'appui de Frontex. Ces éléments sont en ligne avec l'approche globale soutenue par le Luxembourg et se retrouvent reflétés dans le nouveau pacte sur la migration et l'asile au niveau européen. Ils s'alignent également avec les priorités du Gouvernement luxembourgeois telles que définies dans l'accord de coalition de 2023-2028.

ad 3) Le Grand-Duché a appuyé et continue à appuyer de manière constructive les réformes en cours au niveau européen en matière d'immigration et d'asile. Il est convaincu que les réformes apporteront des améliorations structurelles aux problèmes actuels et que la gestion des flux migratoires nécessite une approche holistique européenne. Dans ce sens, le Luxembourg soutient les mesures prévues au niveau européen en matière de migration légale que ce soit au niveau légal ou au niveau de partenariats avec des pays tiers d'origine.

ad 4) La coopération renforcée avec les pays tiers d'origine et de transit dans le domaine de la migration fait partie intégrante de la réforme de la politique migratoire de l'UE, telle que présentée par la Commission européenne en septembre 2020 dans le cadre du Pacte migration et asile. Dans ce contexte, une coopération accrue est complémentaire aux efforts de réformer les règles internes de l'UE relatives à la gestion migratoire et à l'asile. Dans les discussions sur la dimension externe des migrations et le développement de partenariats avec des pays partenaires, le Luxembourg s'exprime en faveur d'une approche globale qui ne se limite pas au seul élément de la migration, mais qui intègre d'autres domaines de coopération à intérêt commun. Une place importante doit être accordée à l'appui du volet de l'accueil des migrants dans les pays tiers et de leur protection dans ce contexte. En outre, le plein respect des droits fondamentaux et du droit international sont au cœur des interventions luxembourgeoises.

ad 5) Au vu de la situation précaire d'un nombre important de migrants présents en Mauritanie et d'une hausse importante des traversées dangereuses en provenance de la Mauritanie sur la route migratoire de l'Atlantique, une coopération étroite entre l'Union européenne avec les autorités mauritaniennes s'impose. Ainsi, les pourparlers en cours entre la

Commission européenne et les autorités mauritaniennes s'inscrivent dans les efforts de renforcer la coopération avec les pays tiers d'origine et de transit. Dans le cadre des discussions sur ce partenariat avec la Mauritanie au niveau européen, le Luxembourg insiste sur l'importance de mettre en œuvre une approche globale et de veiller au plein respect des droits fondamentaux et du droit international au cours de la mise en œuvre de ce partenariat.

À noter que, dans l'objectif de renforcer l'accueil et la protection, le Gouvernement luxembourgeois envisage un soutien pour des actions humanitaires en Mauritanie.

Directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) | Question **0323** (12/02/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Selon le porte-parole du COREPER I, Niels Timmermans, la directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) a été retirée de l'ordre du jour aujourd'hui. Malgré l'accord provisoire conclu le 14 décembre 2023, plusieurs États membres, dont l'Allemagne et l'Italie, ont récemment exprimé de vouloir s'abstenir lors du vote de la CSDDD. Selon un article de presse, l'accord provisoire aurait été modifié au niveau de l'étendue de la directive, plus particulièrement concernant les sociétés holding.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur la CSDDD et quels sont les éléments déterminants de la position gouvernementale ?

– À quel point la finalisation de l'accord, notamment en ce qui concerne le champ d'application de la directive et le secteur financier, a-t-elle eu un impact sur la position luxembourgeoise ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

Régimes de pension du secteur public | Question **0324** (13/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Par la loi du 3 août 1998, les régimes de pension du secteur public ont été réformés en profondeur et rapprochés du régime général des pensions. L'article 62 de cette même loi prévoit l'institution d'un fonds de pension sur lequel sont imputables les dépenses pour les pensions des fonctionnaires de l'État respectivement des établissements publics concernés.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Fonction

publique comment se sont développés les avoirs de ce fonds depuis sa création.

– De combien de réserves dispose ce fonds ?

– Comment se sont développées les dépenses de ce fonds depuis sa création ?

– Comment vont se développer ces dépenses en-dehors des dix prochaines années ?

– Quelle sera l'étendue de l'alimentation de ce fonds par la voie du budget de l'État pendant cette même période ?

– Comment se développera la relation entre le nombre de cotisants et le nombre de pensionnés sur cette même période ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Contrairement au fonctionnement du « Fonds de compensation commun au régime de pension général de pension » pour les pensions du secteur privé, le Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique ne gère pas de réserves. Le Fonds de pension a pour objectif le maintien de l'équilibre entre dépenses et recettes pour toute année de calendrier.

Le Fonds de pension du MFP a été créé avec effet au 1^{er} janvier 1999 par l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Les dépenses totales du Fonds de pension ont évolué comme suit depuis l'année 1999 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Vu que les recettes par cotisations des fonctionnaires en activité de service et par transferts de cotisations d'autres organismes de pension ne sont pas suffisantes pour garantir le financement des dépenses, une alimentation annuelle du Fonds de pension est prévue dans le budget de l'État.

Des prévisions concernant l'évolution des dépenses totales ainsi que de l'alimentation du Fonds de pension par la voie du budget de l'État ont été établies jusqu'à l'année 2027 dans le cadre du budget pluriannuel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Au 1^{er} janvier 2024, le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État avait 13.944 bénéficiaires de pension (toutes formes de pension confondues). Pour l'année 2027, le nombre moyen de bénéficiaires de pension est estimé à 15.250.

Pour l'année 2024, les recettes par cotisation pour pension de 8 % sur les éléments de rémunération pensionnables des agents cotisants (fonctionnaires de l'État et employés admis au régime de pension des fonctionnaires de l'État) sont estimées à une somme de 265.263.473 €. Il est estimé que cette somme évoluera à 310.207.804 € pour l'année 2027.

Congé politique dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi | Question 0325 (13/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Gemengemandatairen hunn ee Recht op ee Congé politique, fir dass si hiert Mandat och onofhängeg erfëlle kënnen. Um Site vum Inneministère kann een noliessen:

„Les bourgmestres, échevins et conseillers communaux ont droit à un congé politique pour les heures de travail consacrées à l'exercice de leur mandat politique. Le droit au congé politique se fonde sur les articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.“

Am groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 1989 gëtt präziséiert, dass de Gemengemandataire de Congé am Prinzip „à sa convenance“ kann huelen an dass de Congé als Aarbechtszäit ze gesinn ass, mam Bäibehale vum Aarbechtschutz an der Sozialversécherung.

An den Äntwerten op viregt parlamentaresch Froen (N° 7226 a 7244) hat den deemolegen Aarbechtsminister erkläert, dass Persounen an enger Aarbechtsmeasure bei der ADEM (OTI, CAE, CIE, SP oder CRE) kee Recht op extraordinäre Congéën hunn. Dëst, well dës Persounen an enger Measure spéciale net als „saliarié“ gëllen.

An deem Zesammenhang wëlte mir de Ministere fir den Interieur a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Gëllt de Congé politique fir Persounen, déi an enger Aarbechtsmeasure bei der ADEM ageschriwwen sinn?

Falls net, wäert d'Regierung hei Ännerunge virgesinn?

2. Wäert déi nei Regierung dofir suergen, dass d'Leit an enger Measure d'emploi bei der ADEM an Zukunft och vun de Congés extraordinaires kënnen profitéieren?

Réponse (15/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. De Congé politique gëllt net fir Persounen, déi an enger Aarbechtsmeasure bei der ADEM ageschriwwen sinn, well all déi Mesuren net op engem Aarbechtskontrakt baséieren, mee op Kontrakter sui generis, esou wéi dat och vun de verschiddene Geriichtsinstanzen e puermol festgehale ginn ass.

Just am Kader vun deene sougenannte Mesures spéciales (MS), déi op engem richtegen Aarbechtskontrakt baséieren (CDD), quitte dass d'Beneficiairen dovunner och weider bei der ADEM ageschriwwen bleiwen, ass den Demandeur d'emploi e Saliarié, dee vun deenen normale Congés extraordinaires a spéciaux ka profitéieren.

Bei enger Occupation temporaire indemnisée (OTI) oder engem Contrat d'appui-emploi (CAE), Contrat d'initiation à l'emploi (CIE), Stage de professionnalisation (SP) oder Contrat de réinsertion-emploi (CRE) ass dat net de Fall, an dofir ass de Congé politique hei och net applicabel.

ad 2. Et ass aktuell net geplangt, d'Base légal deementspreechend unzepassen, fir dass Leit, déi an enger Measure d'emploi sinn, vun de Congés extraordinaires kënnen profitéieren.

« Klimapakt fir Betriber » | Question 0326 (13/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le « Klimapakt fir Betriber » est une initiative du Gouvernement luxembourgeois, réalisé en collaboration avec la Klima-Agence et Luxinnovation, visant à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans leurs efforts de décarbonation et de transition énergétique à travers une approche structurée et coordonnée facilitant le recours aux différents programmes, accompagnements et aides financières. Plus spécifiquement, il s'agit d'une plateforme d'orientation stratégique, lancée en janvier 2023, qui porte

sur la recherche de solutions pertinentes et la mise en relation des entreprises avec des fournisseurs de solutions en matière de décarbonation et de transition écologique.

D'une part, la Klima-Agence, en tant que partenaire national en matière d'énergie et de climat, propose un catalogue de mesures standardisées prêtes à être appliquées par les PME, développe des outils facilitant la priorisation et la mise en œuvre de mesures en fonction des besoins des entreprises et met à disposition son expertise en matière de la transition énergétique et de protection de climat. Parallèlement, Luxinnovation, l'agence nationale de l'innovation, aide les PME à devenir plus durables et à réduire leur empreinte carbone grâce au programme « Fit 4 Sustainability » offrant des aides financières et des projets pilotes visant le développement de solutions durables pour des groupes d'entreprises dans des zones d'activité ou selon le type de métier.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir un premier bilan du « Klimapakt fir Betriber » après un an de mise en œuvre, comprenant notamment

- le nombre d'entreprises engagées ;
- les secteurs d'activités atteints ;
- et les principaux défis rencontrés, ainsi que les mesures prises pour y remédier ?

2) Existe-t-il des critères de performance permettant d'évaluer l'efficacité et l'impact du programme ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions tirées ? Dans la négative, est-ce que l'élaboration d'indicateurs clés de performance est envisagée ?

3) En général, quelles sont les différentes pistes de développement envisagées pour le « Klimapakt fir Betriber » ?

4) Messieurs les Ministres envisagent-ils la mise en place d'un système de certifications des entreprises, semblable à celui existant dans le Pacte climat pour les communes ?

Réponse (14/03/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

« Klimapakt fir Betriber » (KPB) est une initiative gouvernementale lancée en janvier 2023 avec l'objectif de développer, structurer et coordonner l'offre en matière d'accompagnement et de soutien des entreprises en matière de transition énergétique et de décarbonation. La simplification des démarches et des mesures concrètes facilement accessibles aux entreprises sont au cœur de l'initiative. Au-delà des ministères ayant la tutelle de l'initiative, le suivi des travaux est assuré par un comité de pilotage regroupant les acteurs institutionnels des secteurs concernés.

Pour faciliter l'accès, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME), à l'ensemble des ressources disponibles en matière de transition énergétique et de décarbonation, le catalogue harmonisé du KPB (<https://www.klimapaktfirbetriber.lu/mesures/>) propose des mesures concrètes en détaillant, étape par étape, leur mise en œuvre pratique, l'accompagnement proposé et les aides financières. Ce catalogue permet d'assurer la gestion de qualité des différents prestataires accompagnant les entreprises dans la planification et l'exécution des mesures adaptées à leurs cas de figure.

Le développement des mesures standardisées est basé sur les compétences des deux agences qui gèrent le programme :

- Klima-Agence développe les contenus techniques, optimise le phasage du projet et coordonne la validation à travers les partenaires du KPB.
- Luxinnovation vérifie l'éligibilité des mesures pour les différents outils de financement étatique. En tant qu'agence de l'innovation, elle développe des mesures techniques ciblées par secteur, avec un focus sur l'innovation.

Le KPB et les instruments qu'il regroupe, dont les programmes « Fit 4 Sustainability », « SME Packages Sustainability » et « Aide temporaire impact environnemental », visent tous les secteurs d'activité. Les mesures standardisées transversales ont été priorisées, afin d'atteindre un grand nombre d'entreprises dès le lancement de l'initiative. Des mesures techniques ciblées viseront désormais les besoins de certains secteurs clés, notamment les entreprises du secteur artisanal et les secteurs du commerce et de l'Horeca.

Le lien avec le secteur communal, notamment à travers le Pacte climat pour communes géré par Klima-Agence, est un levier pour mettre davantage l'accent sur les PME. Les premiers événements régionaux organisés en 2023 ont montré le vif intérêt des entreprises pour des démarches pratiques permettant un échange direct avec les acteurs clé, mais aussi l'intérêt des communes et des syndicats intercommunaux pour renforcer les liens avec les entreprises sur leur territoire. Dans ce sens, l'initiative prévoit des éléments complémentaires pour un accès décentralisé encore plus poussé.

Au niveau des activités de lancement de l'initiative en 2023, 18 mesures standardisées, ainsi qu'une première sélection de cas pratiques (best practices) ont été mises en ligne, environ 180 entreprises ont participé activement aux roadshows de lancement avec six séances régionales à travers le pays en 2023.

Depuis le lancement du KPB, 91 entreprises ont eu recours aux services d'accompagnement de Luxinnovation dans le cadre de projets de durabilité envisagés. 29 entreprises (dont 18 PME) ont eu recours à cet accompagnement pour le programme « Fit 4 Sustainability » alors que 62 entreprises (dont 38 PME) ont eu recours à cet accompagnement pour les aides à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement.

Le Ministère de l'Économie compte, pour l'année 2023 :

- 19 demandes formelles pour le programme « Fit 4 Sustainability » ;
- un total général de 258 demandes au titre de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aide à la protection de l'environnement ;
- 16 aides accordées au titre du « SME Package Sustainability » ;
- 22 aides accordées au titre de l'« Aide temporaire impact environnemental ».

Les pistes de développement futur sont les suivantes :

- développement et réalisation de formats d'échanges régionaux supplémentaires en collaboration étroite avec le secteur communal, les acteurs professionnels ainsi que les institutions proposant des offres d'accompagnement pour les entreprises en matière de décarbonation et de transition énergétique ;
- développement du réseau de conseillers KPB ;
- extension de l'offre d'accompagnement sur le terrain notamment avec des conseillers spécialisés pour le secteur de l'artisanat, du commerce et de l'Horeca ;

– développement continu de mesures supplémentaires et élargissement des thématiques abordées par le catalogue de mesures (<https://www.klimapaktfirbetriber.lu/mesures/>) ;

– développement des cas pratiques avec les entreprises et partage des bonnes pratiques (<https://www.klimapaktfirbetriber.lu/cas-pratiques/>) ;

– développement d'outils d'accompagnement et de monitoring complémentaires permettant aux entreprises un monitoring dans le temps par rapport aux indicateurs les plus pertinents (p. ex. : consommation d'énergie) ;

– développement d'une approche allant vers un engagement volontaire des entreprises avec la définition d'objectifs spécifiques par entreprise et un suivi et une évaluation des résultats sur base d'indicateurs clés. Une certification des entreprises dans ce contexte est actuellement analysée et envisagée à moyen terme.

.....

Piste cyclable entre la Cloche d'Or et Kockelscheuer le long du CR186 | Question 0327 (13/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

Tëscht der Cloche d'Or an der Kockelscheuer ass eng Vëlospist geplangt, déi soll laanscht de CR186 goen. Et handelt sech ëm e Projet, dee vun der Gemeng Réiser 2020 initiéiert gouf. An der rezentzer Press erkläert de Buergermeeschter vu Réiser, Tom Jungen, dass hien e Brëif vum Ëmweltministère krut, deen den Notze vum Foussgänger- a Vëloswee a Fro stellt. D'Gemeng Réiser wier vum Ëmweltministère opgefuert gi sech ze iwwerleeën, ob en zousätzleche Vëloswee laanscht de CR186 wierklech noutwenneg wier. De Ministère hätt och geschriwwen, dass an de Bëscher ronderëm schonn zuelräich Weeër bestoe géingen. Ausserdeem geet riets dovunner, dass d'Gemeng misst als Ausgleich fir d'Bëschfläch, déi muss ofgeholt ginn, kompenséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass en zousätzleche Vëloswee laanscht de CR186 noutwendeg a sënnavoll ass?

2. Sinn am Ëmkrees vun der geplangter Vëlospist d'Foussgänger- a Vëlospisten an de Bëscher an engem ugemossenen Zustand net nëmme fir d'Vëlosfuere an der Fräizäit, mee och fir d'Vëlosfuere fir déi Vëlosfuere, déi op d'Aarbecht fuere?

3. Huet d'Gemeng Réiser an hirem Projet net genügend Kompenséierungsmoosname proposéiert? Wann d'Äntwert Nee ass, wéi eng Moosname feelen nach?

Réponse (15/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. All regional Vëlosverbindung, déi onofhängeg vun motoriséierte Verkéier geschafe gëtt, ass eleng schonn aus der Sicht vun der Verkéierssicherheit sënnavoll. Och sief hei op de Koalitiounsaccord verweisen, deen dës Thematik och traitéiert:

[... Vélo : Les liaisons cyclables entre les pistes cyclables communales, régionales et nationales seront développées en priorité dans le but de réaliser rapidement un réseau national contigu de pistes cyclables. Le réseau de pistes nationales tel que défini par la loi sera réalisé au plus vite. Dans ce contexte, les synergies existantes avec les communes seront améliorées et de nouvelles synergies seront créées afin de garantir une mise en œuvre cohérente. Lors

de la construction de nouvelles routes, la possibilité de construire des pistes cyclables en parallèle sera obligatoirement examinée. Davantage de voies cyclables rapides seront mises en place ...].

Deemno si kommunal Initiativen, fir Vëlosverbindungen ze schafen, natierlech sënnavoll an och noutwendeg, fir dës Objektivier ze erreechen. D'Stroos-sebauverwaltung schafft an dësem Sënn hirersäits un all de Projeten, déi am modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 betreffend den nationale Vëlospisteseau virgesi sinn.

ad 2. Am genannte modifizéierte Gesetz vum 2015 ass e Vëloexpresswee (PC103) tëscht Beetebuerg an der Stad virgesinn, dee gréisstendeels parallel zur Autobunn A3 respektiv der Neibaustreck vun der nationaler Eisenbahngesellschaft CFL verleeft. Dësen ass haut zum Deel schonn gebaut, am Bau oder nach an der Planung. Dernieft gëtt et haut scho verschidde Verbindungen/Weeër, déi et erméiglechen, indirekt tëscht der Kockelscheuer an der Stad ze zirkuléieren. All dës Weeër hunn awer zum Deel verschidden No-deeler, sief et de Belag, den Ëmwee oder och d'Kräizungsberäicher mam motoriséierte Verkéier. Eng direkt an optimal Verbindung fir d'Vëlosfuere, déi op dëser Achs op d'Aarbecht a rëm heem pendelen, gëtt et deemno haut nach net.

ad 3. An der Demande fir d'Naturschutzgeneemung war ee „bilan écologique“ bäigeluecht. Déi aus dësem Bilan resultatierend Ekopunkte kënnen iwwert eng „taxe de remboursement“ integral an de Flächepool abezuel ginn. Parallel dozou ass an de Konditiounen vun der Geneemung, déi op den am Dossier bäigeluechten Etudé vun agreéierten Experte fousen, festgehal ginn, dass am Virfeld vun den Aarbechten am Beräich vun de Fiichtflächen ee Moukenzonk gesat muss ginn. Zousätzlech mussen och gréisser Beem virun dem Haen op besate Quartéiere vu Flantermais kontrolléiert ginn, fir esou een Impakt op dës Aarten ze verhënneren.

.....

Pollution de l'Alzette | Question 0328 (13/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

E Sonndeg de Moien, den 11. Februar 2024, gouf zu Schëffleng eng Verschmutzung vun der Uelzecht festgestallt. Fir d'Kontaminatioun ze stoppen, huet de CGDIS am Quartier Brill e Barrage installéiert.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Huet d'Waasserwirtschaftsamt scho kënnen méi erausfannen iwwert den Ursprung vun där Pollutioun?

2. Ëm wat fir eng Verschmutzung handelt et sech genee a wéini wäert de Problem geléist sinn?

3. Si Schied un der Flora a Fauna entstan?

4. Gëtt et e potenzielle Lien mat der Verschmutzung vun der Uelzecht bei der Schëfflenger Kläranlag vum 13. Januar 2024?

Réponse (11/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Allgemeng verweisen ech hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0180 vum 16. Januar 2024.

Der Analys vun de Waasserproouwen no gëtt et ee potentielle Lien mat der Verschmutzung vum 13. Januar 2024. Opgrund vun komplexer Verlaf vun der Reewaasserkanalisatioun vun der Stad Esch kann eng zousätzlech Source vun der Pollutioun zu dësem Zäitpunkt awer net ausgeschloss ginn.

Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | Question 0329 (13/02/2024) de Mme Alexandra Schoos | M. Fred Keup (ADR)

De 16. Januar 2024 hat d'ADR-Deputéiert Alexandra Schoos eng parlamentaresch Fro un den Här Minister vun der Fonctioun publique gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0167 krut.

An där Fro goung et ëm déi problematesch Situatioun bei der aarbechtsrechtlecher Protektioun vun de Personaldelegéierten am ëffentleche Secteur, zu där d'Deputéiert dem Här Minister véier konkret Froe gestallt huet. Dobäi huet si sech op d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail) bezunn an och konkret Textpassagen zitéiert, fir datt den ugeschwate Problem an déi betreffend Froen onmësverständlech sinn an d'Regierung deementsprechend och konkret Stellung bezéie kann:

„Et ass evident, datt e Personaldelegéierten, esouwuel am ëffentlechen ewéi och am private Secteur, fir senger Aarbecht korrekt nozegoen an domat déi professionell Interëte vum Personal kënnen ze verrieden, onofhängeg muss kënnen operéieren an duerch datt allgemengt Aarbechtsrecht muss geschützt sinn. Dëst ass iwwerdeems och duerch d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail), déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, festgehalen. Hei heescht et ë. a.: ‚Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.‘ Des Weideren ass an der besoter Konventioun festgehalen: ‚[...] l'exercice des droits syndicaux peut parfois impliquer que l'on critique les autorités des institutions publiques en tant qu'employeurs [...]‘.

Den 12. Februar 2024, huet den Här Minister der ADR-Deputéierter eng Stellungnam zu där Fro geschéckt. Bedauerlecherweis ass hien dobäi guer net op déi eenzel Froen aganga an huet just déi kuerz a generell gehalen Äntwert ginn: „An hirer Fro schreift déi honorabel Deputéiert, dass fundamental Dispositiounen, déi gewerkschaftlech Fräiheete betreffen, am ëffentleche Secteur net géinge respektéiert ginn. Déi Ausso kann ech net confirméieren.“

Mir hunn déi Äntwert notéiert, wéilte si awer net onkommentéiert loossen. Net nëmmen ass den Här Minister net op déi sachlech gestallten an net onwichtig Froen aganga, mee esou Äntwerte riskéieren och, d'Parlament a senger Kontrollfunctioun vun der Regierung ze devaloriséieren. Mir wëssen, Här President, datt Iech déi institutionell Bedeitung vun der Chamber ganz wichteg ass an zielen dowéinst op Är Ënnerstëtzung. Et wier sécher sënnavoll, och an der Presidentekonferenz op dës Fro zeréckzekommen.

Vu datt et eis als Deputéierten an esou engem Fall zousteet, déi betrafte Froen, déi net beäntwert gi sinn, nach emol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bieden, si ze beäntwerten, wëlle mir datt heimat maachen.

An deem Kontext wéilte mir déi véier Froen nach emol un den Här Minister vun der Fonctioun publique stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi selwecht aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten, déi am private Secteur géllt, och am ëffentleche Secteur misst gëllen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg, doduerch datt déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten an der ëffentlecher Fonctioun net respektéiert gëtt, géint d'Konventioun N° 151 vun der OIT verstéisst, déi eist Land jo awer ratifizéiert huet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister elo konkret virzegoen, fir dës Situation méiglechst séier Rechnung ze droen, esou datt de Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht de selwechte Schutz garantéiert gëtt ewéi am private Secteur?

4. Wäert d'Regierung elo och am Recht vum ëffentlechen Déngscht déi néideg gesetzlech Bestëmmunge schafen, déi e besonnesche Schutz fir Personaldelegéierter virgesinn, sou wéi dat am Aarbechtsgesetz de Fall ass?

Réponse (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de la Fonctioun publique

Grad ewéi an der Fro N° 0167, déi déi honorabel Deputéiert Madame Schoos eleng gestallt huet, maachen déi honorabel Deputéiert Madame Schoos an Här Keup an hirer Fro N° 0329 eng pauschal Behauptung, datt zu Lëtzebuerg déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht net géing respektéiert ginn.

Op där pauschaler Behauptung baséieren déi verschidde Froen, déi déi honorabel Deputéiert stellen.

Esoulaang déi honorabel Deputéiert bei enger pauschaler Behauptung bleiwen a keng konkret Beispiller ginn, déi hirer Meenung no beweisen, datt am ëffentleche Secteur déi aarbechtsrechtlech Protektioun vu Personaldelegéierten net géing respektéiert ginn, kann ech och keng präzis Äntwerte ginn.

Dëst gesot, am aktuellen Accord salarial ass virgesinn, datt en Austausch tëschent dem Minister fir d'Fonctioun publique an der CGFP stattfënt, iwwert de Sujet vun der gewerkschaftlecher Fräiheet.

Op Demande vun der CGFP, wäert dee Sujet an engem Aarbechtsgrupp beschwat ginn. Déi éischt Reunion ass zäitno geplangt. A wann d'Conclusioun sollt sinn, datt Textännerungen néideg wäeren, da wäert ech déi mat Sécherheit maachen.

Pollution d'un ruisseau entre Bissen et Colmar-Berg | Question 0330 (13/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

An der Baach op der Vëlospist tëscht Biissen an Colmer-Bierg gouf e Samschdeg, 10. Februar 2024 eng schaumarteg Pollutioun entdeckt, déi vum Rouscht erof an d'Atert leeft.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Konnt d'Waasserwirtschaftsamt erausfannen, wat den Ursprung vun dëser Verschmutzung ass?

2. Si Schied un der Flora a Fauna entstanen?

Réponse (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Nodeems der Waasserverwaltung (AGE) eng Verschmutzung mat Schaum an engem Niewefloss vun der Atert gemellt gouf, ass een Agent vum Groupe d'intervention pollutions op d'Plaz gefuer a konnt d'Präsenz vun enger grousser Quantitéit u wäissem Schaum mat engem staarke Geroch no Seef an der Raedelsbaach confirméieren.

D'Verschmutzung deit op eng Botzaktivitéit hin a koum héchstwahrscheinlech aus der ZAC Klengbousbiereg. De genauen Ursprung konnt am Kader vun dëser Interventioun awer net bestëmmt ginn.

ad 2. Am Fall vun enger gréisserer Verschmutzung vun engem Fléissgewässer ass prinzipiell vun engem Schued un der Flora a Fauna auszegoen. Aller Wahrscheinlechkeet no, ass an dësem Fall nëmmen eng relativ geréng Quantitéit u Seef an d'Gewässer gelaf.

Well d'Fléissgewässer an de Wanterméint och generell méi Waasser féieren, ginn d'Verschmutzunge méi séier evakuéiert. De Schued an der Flora a Fauna ass deemno als geréng ageschat. Eng genau Quantifizéierung vun Schued un de Planzen- an Déierepopulatiounen ass net méiglech.

Période d'inscription dans les écoles internationales | Question 0331 (13/02/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon mes informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a récemment envoyé des informations concernant la période d'inscription dans les écoles internationales aux coordinateurs du cycle 4 de l'école fondamentale, ainsi qu'aux présidents des comités d'école. Dans ce courrier, il serait indiqué que la période des inscriptions des écoles internationales publiques commencera le 1^{er} mars 2024 et se terminera le 18 mars 2024. Or, dans un document officiel intitulé « Calendrier de la procédure d'orientation 2023-2024 au cycle 4.2 » communiqué à tous les parents en début de l'année scolaire, il est indiqué « Mars/avril 2024 – Ouverture de la demande d'inscription dans les écoles internationales publiques », sans indication donc d'une fin des inscriptions également pendant ladite période.

Il convient de noter que selon le même calendrier, le délai d'inscription en classe de 7^e s'étend du 3 au 26 juin 2024, indication qui dès lors semble s'appliquer uniquement pour les lycées traditionnels. De même, les épreuves communes se dérouleront du 7 au 21 mars 2024 et les décisions d'orientation sont prévues pour la semaine du 16 au 23 mai. Voilà pourquoi, toujours selon mes informations, le courrier susmentionné soulignerait expressément que toute inscription ne pourra être validée définitivement qu'après réception des documents afférents.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Pourquoi les écoles internationales prévoient-elles une période d'inscription au mois de mars, alors que pour les écoles traditionnelles, les inscriptions n'ont lieu qu'au mois de juin ? Quelle est l'utilité spécifique de telles inscriptions pour les écoles internationales, alors qu'elles ne sauraient être définitives ?

2) Les écoles internationales prévoient-elles une deuxième période d'inscription au mois de juin, afin d'éviter que ne soient pénalisés.e.s les enfants de parents qui suivent le délai d'inscription en classe de 7^e indiqué dans le calendrier susvisé de la procédure d'orientation ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministere informera-t-il en temps utile tous les parents que la période d'inscription des écoles internationales se terminera déjà au mois de mars ? Dans l'affirmative, quand et par quelle voie ?

Réponse (19/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les inscriptions aux écoles internationales ne concernent pas seulement les élèves actuellement inscrits au cycle 4.2, mais bien tous les futurs élèves, issus tant du fondamental que du secondaire.

Les deux facteurs suivants expliquent une période d'inscription au mois de mars :

– La très grande majorité des demandes d'inscription requièrent une analyse approfondie du dossier

et, le cas échéant, un entretien avec les parents et les élèves, notamment en vue du choix de la section linguistique et du choix de la deuxième langue. À la complexité de l'analyse s'ajoute le fait que les écoles sont confrontées à un nombre important de demandes, de sorte qu'elles doivent disposer du temps nécessaire au traitement des dossiers.

– Les parents demandent à être informés le plus tôt possible sur l'état des admissions, même provisoires. Pour les parents d'élèves provenant des écoles privées, cette information est importante en vue du paiement du minerval pour l'année scolaire à venir. Quant aux communes, elles ont besoin de l'information sur l'admission des élèves du fondamental aux écoles internationales afin de pouvoir finaliser leur organisation scolaire.

Pour les élèves issus d'un cycle 4.2, l'admission ne devient définitive que si la procédure d'orientation permet une poursuite de la scolarité dans une école internationale. Par ailleurs, comme cinq des sept écoles internationales offrent aussi des classes de la voie de préparation, les élèves peuvent généralement être admis à l'école indépendamment de l'orientation.

ad 2) Après la période des inscriptions annoncée, les inscriptions restent ouvertes et les admissions ont lieu en fonction des places disponibles.

ad 3) Les titulaires des classes ayant été informés, une circulaire supplémentaire aux parents n'est pas nécessaire.

.....

Parcs relais (P&R) stratégiquement situés | Question **0332** (14/02/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis 2023, dans le cadre de ses efforts pour améliorer la mobilité urbaine et réduire la dépendance à l'égard des véhicules individuels, le Ministère de la Mobilité a inauguré plusieurs parcs relais (P&R) stratégiquement situés. Parmi ceux-ci, on compte des installations à la gare de Rodange, à la gare de Mersch et au Stade de Luxembourg. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir l'utilisation des transports en commun en offrant aux usagers des solutions pratiques de stationnement pour leurs véhicules personnels, favorisant ainsi l'intermodalité en facilitant la transition entre différents modes de transport, tels que les bus et les trains, pour leurs déplacements urbains et interurbains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Pourriez-vous nous fournir le taux d'occupation mensuel ainsi que le taux d'occupation journalier moyen des emplacements de chaque P&R depuis leur inauguration respective ?
- 2) Quelle a été l'évolution mensuelle de l'occupation des parkings par les usagers des transports en commun depuis la mise en service de la nouvelle application « P&R CFL » en septembre 2023 ?
- 3) Est-il prévu de connecter d'autres P&R à cette application ? Si oui, lesquels ?
- 4) Le ministère envisage-t-il de développer une application similaire pour d'autres P&R qui ne sont pas exploités par les CFL ?
- 5) Concernant le développement futur des infrastructures de stationnement P&R, pourriez-vous nous informer sur l'avancement de la planification et la mise en service des autres P&R prévus dans le Plan national de mobilité 2023 ?

Réponse (19/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le taux d'occupation mensuel (en semaine du lundi au vendredi sauf jours fériés) des emplacements pour chaque P&R depuis leur inauguration, respectivement leur intégration dans l'application « P&R CFL », se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Ces taux d'occupation reprennent tous les utilisateurs des P&R (détenteurs d'abonnements, clients occasionnels payants et utilisateurs des transports en commun).

Le taux d'occupation journalier moyen (en semaine du lundi au vendredi sauf jours fériés) des emplacements des P&R en question pour l'entièreté de la période depuis leur intégration dans l'application « P&R CFL » s'élève actuellement à 63,48 % pour le P&R Beval, à 37,67 % pour le P&R Mersch et à 46,87 % pour le P&R Rodange.

Pour le parking P&R de Beval-Université, la société nationale des chemins de fer CFL ne dispose malheureusement pas de données statistiques détaillées entre l'inauguration du parking le 15 septembre 2013 et la mise en service de l'application « P&R CFL » pour ce parking le 18 septembre 2023.

En effet, pour des raisons techniques, le taux d'occupation de ce parking n'a pas pu être suivi de façon systématique avant l'utilisation de l'application « P&R CFL ».

Le parking P&R Stade de Luxembourg à la Cloche d'Or a été inauguré le 5 octobre 2023 et est exploité par la Ville de Luxembourg. Ainsi, mes services ne disposent pas de données relatives à l'occupation de ce parking relais.

En outre, les parkings P&R actuellement en service et gérés par l'Administration des ponts et chaussées ne sont pas équipés des installations nécessaires à la documentation automatique du taux d'occupation.

ad 2) L'évolution mensuelle de l'occupation des parkings par les usagers des transports en commun depuis la mise en service de la nouvelle application « P&R CFL » en septembre 2023 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il convient de noter qu'une période d'adaptation a été accordée aux clients afin qu'ils se familiarisent avec l'application et les conditions d'utilisation gratuite.

Pendant cette période, la gratuité était automatiquement accordée aux clients qui rencontraient des problèmes d'utilisation de l'application qui l'empêchaient de bénéficier de la gratuité.

Depuis le 18 septembre 2023 pour le P&R Beval, le 15 octobre 2023 pour le P&R Mersch et le 20 novembre 2023 pour le P&R de Rodange, la gratuité est seulement accordée si le client remplit les conditions nécessaires.

ad 3) et 4) Tous les futurs P&R des CFL seront intégrés à l'application « P&R CFL » dès leur mise en service. En effet, il est aussi prévu de connecter les P&R encore en planification auprès de l'Administration des ponts et chaussées à l'application P&R des CFL. Il reste encore à décider du nom que portera alors l'application.

ad 5) Après la mise en service en 2023 des P&R à Rodange et à Mersch, les CFL prévoient la mise en service d'un nouveau P&R à Troisvierges en 2025.

Les nouveaux P&R à l'arrêt de Bascharage/Sanem et à la gare de Bettembourg se trouvent au stade de l'étude de faisabilité et aucune date de mise en service ne peut être avancée. Le P&R de Bascharage/Sanem dépend de manière directe du planning du futur contournement de Bascharage.

Le dossier d'appel d'offres du P&R Frisange, qui prévoit une procédure en deux phases successives et une approche de livraison du projet Parc-house « Design-Build », est au stade de finalisation auprès de l'Administration des ponts et chaussées. L'appel à candidature est prévu pour l'été 2024.

De plus, les dossiers d'appel d'offres du P&R Mesenich – Phase 2 et du P&R Hoehenhof sont en cours d'élaboration.

L'avancement de la planification, le développement et la mise en service des parkings relais P&R se résume comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....

Paiement du salaire en cas d'incapacité de travail | Question **0333** (14/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Op hirem Neijooschempfank hunn d'FEDIL, d'Handwierkerkammer a -federatioun vun der Regierung ee „Karenztag“ oder eng „reduziéiert Indemniséierung“ am Krankheitsfall vun de Salariéë verlaangt. Beim Karenztag géif de Salarié am Krankheitsfall net indemniséiert ginn. Et ass dëst eng Reaktioun op d'Entwécklung vum Krankstand vun 2022, dee méi héich ass wéi an deene Jore virdrun.

Dës Fuerderung ass net nei an ass vun deene viregte Regierungen ni zeréckbehale ginn, well se 1. ongerecht ass an 2. de Problem net léist respektiv éischer verschäerfe kann.

1. Ech géif dofir gäre vun der Madamm Gesondheits- a Sozialministesch wëssen, wat d'Regierung vun dëser Fuerderung hält.

2. Wéi huet sech de Krankstand am Joer 2023 am Verglach zu 2022 entwéckelt?

Réponse (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den Accord de coalition gesäit Follgendes vir : „L'absentéisme a considérablement augmenté les dernières années. Le Gouvernement analysera les raisons du taux d'absentéisme, mènera des actions de prévention en concertation avec les parties prenantes et luttera contre toute forme d'abus en la matière.“

Dofir waart d'Regierung lo mol d'Analys vun den Ursaachen of a wäert no där Analys mat de Sozialpartner Gespräicher féieren, wat d'Aktiounen ubelaangt, déi kéinten envisagéiert ginn.

ad 2. Am Joer 2022 war de globalen Taux vum Absenteismus iwwer 12 Méint gekuckt bei 5,2 %. Fir 2023 sinn Donnéeën op den Datum vun haut nëmme bis Oktober 2023 inclus disponibel. De globalen Taux vum Absenteismus iwwert déi éischt 10 Méint vun 2023 gekuckt läit bei 4,5 %, par rapport zu 5,3 % fir déi éischt 10 Méint vun 2022.

Dës Zuelen ëmfaassen d'Krankheitsabsencé vu Maarbechter mam private Statut, déi zu Lëtzebuerg oder am Ausland wunnen. Selbststänneg Persounen, awer och d'Salariéen, déi e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneration hunn, an déi also net vun enger finanzieller Entschiedung vun der Gesondheitskeess (CNS) profitéieren, ginn net berücksichtegt (d. h. Persounen, déi bei

der Krankeversécherung fir Gemengebeamten an Employéen (CMFEC), bei der Krankeversécherung fir Staatsbeamten an Employéen am éffentlechen Déngscht (CMFEP) souwéi bei der Entraide médicale vun der CFL (EMCFL) affiliéiert sinn).

Fir eng bestëmmte Grupp vu Persounen a fir eng bestëmmte Period, ass den Taux vum Absenteismus definiert duerch de Rapport tëscht der Gesamtzuel vun de Krankendeeg (a Kalennerdeeg ausgedréckt) vun all dëse Persounen an der Gesamtzuel vun de Kalennerdeeg, während deene si ee Beruff ausgeübt hunn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir d'Joer 2022, ass eng global Moyenne, op déi éischt 10 Méint vum Joer gekuckt, vu 4,4 % fir d'Krankheet ouni de Covid-19 ze gesinn an 0,9 % konnten dem Covid-19 zougedeelt ginn. Am Joer 2023, ass, op déi selwecht 10 Méint gekuckt, den Taux vum Absenteismus fir d'Krankheet bei 4,4 % bliwwen, den Taux vum Absenteismus fir Covid-19 läit bei nëmmen nach 0,1 %.

Capacités des asiles pour animaux | Question 0334 (14/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menger viregter Fro (N° 0148) huet d'Regierung mer d'Zuelen u Subsidien an aneren Hëllef, déi Déierenasyler zu Lëtzebuerg kréien, konnten nennen. Dëst waren Déierenasyler zu Gaasperech, zu Diddeleng, zu Esch an zu Schëffleng. Fir kënnen feststellen, ob dës Hëllef duerginn, muss een natierlech och d'Auslaaschtung vun den Asyler an de leschte Jore kennen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wat fir Kapazitéiten hunn déi genannten Déierenasyler (opgeschlësselt no Déierenart)?
2. Wat war am Schnëtt d'Auslaaschtung vun den Asyler iwwert déi lescht 3 Joer gekuckt (opgeschlësselt no Mount)?
3. Wéi vill Déiere konnten an de leschten 3 Joer vun den Asyler vermëttelt ginn (opgeschlësselt no Déierenart)?
4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass et weider Asyler zu Lëtzebuerg brauch?
5. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Kapazitéiten an de bestoenden Asyler kuerz- a mëttelfristeg gesinn héich genuch sinn?
6. Si weider Asyler geplangt? Wa jo, wou?

Réponse (13/03/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1.
Gaasperech: Plaz fir 76 Hënn a 40 Kazen
Diddeleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen
Schëffleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen
Esch: Plaz fir 11 Hënn a 25 Kazen.

ad 2. Zweek Asyler hunn hir Donnéeën op Nofro matgedeelt:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Zweek Asyler hunn hir Donnéeën op Nofro matgedeelt:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. a 5. D'Asyler sinn de Moment am Zentrum a Süde vum Land konzentréiert. Een Asyl am Norde

vum Land géif hëllef, d'Situatioun ze entlaaschten, awer och just kuerzfristeg. Dofir mécht de Landwirtschaftsminister notament reegelméisseg Sensibilisierungscampagnen ënnert dem Motto „En Déier ass kee Moudenaccessoire“, fir d'Leit drop hinzeweisen, datt d'Uschafe vun engem Hausdéier een Engagement an eng Responsabilitéit fir d'Liewen ass.

ad 6. Virun engem gudden Joer gouf een Opruff un d'Gemenge vum Land gemaach fir ze kucken, wou eventuell d'Méiglechkeet fir een neit Asyl géng bestoen. Et huet just eng Gemeng en Interêt gewisen, ouni dass e konkrete Projet an der Planung ass.

Application mobile « police.lu » | Question 0335 (14/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

La Police grand-ducale dispose d'une application qui, outre la transmission d'informations policières, informe rapidement ses utilisateurs en cas de crise via des notifications « push ». Les usagers peuvent également être consultés dans les cas de personnes disparues ou lors de recherches d'auteurs présumés. La fonction « My Safe » permet la sauvegarde de données importantes relatives aux objets de valeur afin de les transmettre plus rapidement à la police pour un éventuel signalement en cas de vol.

Il me revient qu'actuellement, le téléchargement de l'application est limité à certains appareils téléphoniques, comme elle aurait été développée pour des versions plus anciennes de certains systèmes d'exploitation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-ce que l'application « police.lu » est toujours en usage et mise à jour de façon régulière ?
- 2) Depuis son introduction, combien de personnes ont téléchargé l'application ?
- 3) Quelles sont les statistiques d'usage des différents services proposés depuis son introduction ?
- 4) Quelles sont les statistiques de retours de la part des utilisateurs pour des cas de personnes disparues ou de recherches d'auteurs présumés depuis l'introduction de ces options ?
- 5) Combien de signalements ont été faits pendant les six dernières années et pour quelles raisons ?

Réponse (19/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'application de la police est toujours en usage et mise à jour régulièrement. Récemment les versions iOS et Android ont fait l'objet de modifications plus importantes. Celles-ci étaient nécessaires à cause de mises à jour au niveau de l'API (Application Programming Interface ou Programmierschnittstelle en allemand) d'Apple et de Google.

ad 2) Depuis janvier 2018, l'application a été téléchargée dans l'App Store à environ 15.700 reprises par près de 13.600 utilisateurs différents. Pour Android, le nombre de téléchargements total n'est pas disponible. Nous pouvons uniquement indiquer que l'application est actuellement installée sur à peu près 2.800 appareils. Le Play Store ne permet pas de voir les téléchargements en total.

ad 3) « Push »

Les messages « Push » sur iOS atteignent en moyenne 7.800 appareils. Les messages « Push » sur Android atteignent en moyenne 1.600 appareils.

À noter ici que chaque utilisateur peut opter de ne pas recevoir les notifications.

Formulaire de contact

Le formulaire de contact disponible dans l'application permet d'envoyer un message ou bien des photos à la police. Depuis janvier 2020, cette fonctionnalité a été utilisée à plus de 2.000 reprises.

E-Call

La fonction « Appel d'urgence » a été utilisée à 4 reprises en janvier et 11 reprises en février de cette année. Le décompte s'effectue par le nombre de mails entrant à l'adresse 113@police.etat.lu et ayant le mot-clé E-Call dans le sujet. Ces mails ne sont gardés que pour une durée de 3 mois. Les anciens messages ne sont pas comptabilisés.

E-Calls « Chat »

Statistiques :

- 2024 : 8
- 2023 : 44
- 2022 : 109
- 2021 : 78
- 2020 : 79

Pour les autres fonctionnalités, et notamment la fonction « My Safe », des statistiques ne sont pas disponibles, car elles restent dans le téléphone portable de l'utilisateur.

ad 4) L'application mobile ne constitue qu'un moyen de communication parmi d'autres pour donner un retour à la police dans ces cas de figure. Les statistiques sur des retours limités aux options évoquées ci-avant ne sont pas disponibles.

ad 5) Le nombre de signalements correspond au nombre de formulaires de contact, qui s'élève à plus de 2.000 utilisations. La nature de ces signalements est pourtant très diverse. Chaque message est traité de manière individuelle, une catégorisation de ceux-ci n'est pas réalisée.

Régime de chômage partiel de source conjoncturelle | Question 0336 (15/02/2024) de M. Georges Engel (LSAP)

Le marché immobilier est fortement affecté par des éléments conjoncturels au Luxembourg. Cette situation entraîne des répercussions négatives sur le secteur de la construction. Ainsi, le Gouvernement a décidé de déclarer certaines branches du secteur de la construction en crise pour une durée de six mois, allant de février à juillet 2024, et de recourir au chômage partiel de source conjoncturelle. Les secteurs « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » sont les branches d'activités du secteur de la construction qui puissent bénéficier du régime de chômage partiel de source conjoncturelle.

Les demandes de chômage partiel doivent être introduites au plus tard le 12^e jour du mois qui précède la période de chômage partiel demandée.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien d'entreprises et combien de salariés des secteurs de construction déclarés en crise sont concernés par les demandes faites jusqu'au 12 février 2024 ?

2) Selon le Gouvernement, les demandes de chômage partiel portant sur le mois de février 2024 ont pu à

titre exceptionnel être envoyées du 1^{er} au 12 février inclus. Combien d'entreprises et combien de salariés ont profité de cette possibilité ?

Réponse (29/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Secrétariat du Comité de conjoncture a reçu 85 demandes de chômage partiel, de la part d'entreprises déclarées éligibles, pour les mois de février et mars 2024.

Ces 85 demandes émanent de 47 sociétés différentes.

Le nombre d'ETP prévisionnel au chômage partiel pour ces deux mois s'élève à 921,74. Il est à préciser que le nombre prévisionnel est généralement bien supérieur au nombre réel du chômage partiel.

ad 2) Pour le mois de février 2024, 40 demandes de chômage partiel, introduites par des entreprises émanant d'un des secteurs de la construction déclarés en crise, seront accueillies favorablement.

Le nombre d'ETP prévisionnel au chômage partiel pour le mois de février 2024 s'élève à 412,25. Il est à préciser que le nombre prévisionnel est généralement bien supérieur au nombre réel du chômage partiel.

Considérant que les entreprises concernées disposent d'un délai de 2 mois, à compter du mois de la survenance du chômage, pour introduire un décompte auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi, il ne sera possible de déterminer le nombre exact d'entreprises et de salariés au chômage partiel qu'au mois de mai 2024.

.....

« SportFabrik » à Differdange | Question 0337 (15/02/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

De leschte Weekend am Juli 2023 sinn, bedéngt duerch hefteg Onwieder, schwéier Schied an der SportFabrik zu Déifferdeng entstan. D'Waasser, wat duerch eng Sécherheetsdier an d'SportFabrik gelaft ass, huet gréisser Schied am Laboratoire provoziert a verschidden Equipementer si beschiedegt ginn. Déi Responsabel vum LIHPS (Luxemburg Institute for High Performance in Sports) hu séier reagéiert an alternativ Méiglechkeeten en place gesat, esouwäit déi méiglech waren.

Ech hunn dofir folgend Froen un de Sportminister:

1. Wéi eng Mesuren sinn nach en place, fir de Sportler en optimale Service ze assuréieren?
2. Gëtt et Diskussiounen mat der Gemeng Déifferdeng, fir alternativ Méiglechkeeten ze offérieren?
3. Ginn d'Schied, déi substanzuell sinn, vun enger Assurance iwweholl? Wann dëst net de Fall wier, vu wem müssen d'Käschten da gedroe ginn?
4. Wéi ass d'Kollaboratioun mat änleche Strukturen am Ausland? Konnte Sportler, speziell déi, déi sech aktuell fir déi olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis virbereeden, am Ausland betreit ginn?
5. Wéini sollen d'Reparatiounsaarbechten ufänken?
5. Wéini ass d'SportFabrik erëm voll funktionsfäeg?

Réponse (13/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Nodeems d'Ausmooss vun de Schied an der SportFabrik vun den Experten evaluéiert an déi länger Indisponibilitéit vum Laboratoire confirméiert ginn ass, hunn déi Responsabel vum Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS) vum spezialiséierte Personal en temporäre Laboratoire

um 1. Stack vun der SportFabrik developpéieren an ariichte gelooss.

Den temporäre Laboratoire bréngt déi onbeschiedegt Equipementer aus der SportFabrik zum Asaz an ass zënter dem 29. November 2023 voll operationell. Den temporäre Laboratoire erlaabt d'Duerchféiere vu Basistester zur Bestëmmung vun allgemenge Leeschtungsparameteer vun Elittesportler a vu verschiddenen Tester fir d'Verletzungspreventioun an de sougenannte „return-to-sport“ no schwéiere Verletzungen. Duerch déi méi kleng Dimensionne vum temporäre Laboratoire an d'Beschiedegung vu gewësse wëssenschaftlechen Equipementer kann allerdéngs de gréissten Deel vun de sportspezifischen Tester mat de Sportler am Moment net duerchgefouert ginn.

ad 2. D'Gemeng Déifferdeng huet logistesche Hëlfeleistung bei der Ariichtung vum temporaire Laboratoire um 1. Stack vun der SportFabrik gelescht. Donieft verzicht d'Gemeng Déifferdeng fir e gewëssen Zäitraum op verschidde Raimlechkeeten, wou den temporäre Laboratoire ënnerbruecht ass. Dës Raimlechkeete wäert si spéider am Kader vun der Exploitatioun vun der ugrenzender Sportshal notzen.

ad 3. No deenen Informatiounen, déi haut disponibel sinn, ginn d'Schied vun enger Assurance iwweholl.

ad 4. De LIHPS ass Member an der Association of Sport Performance Centres (ASPC) an huet zënter dem 14. Oktober 2022 eng Partnerschaft mam franséischen „Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)“. De wëssenschaftleche Partner vum LIHPS an der SportFabrik, de Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS), huet wëssenschaftlech Kooperatiounen mat Unien aus eisen Nopeschlänner, wéi och exzellente Relatiounen mat der Norwegian School of Sports Science.

Allerdéngs huet d'Konkretiséiere vun de sportwëssenschaftlechen an akadeemesche Kooperatiounen duerch den Incident an der SportFabrik zum Deel op Äis geluecht misse ginn an och d'Kooperatiounsgesprécher mat aneren europäeschen Elittesportzentren si verzögert ginn.

Zwee Sportler, déi sech nach fir déi Olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis kënnen qualifizéieren, konnten déi fir si néideg spezifesch Tester am temporäre Laboratoire duerchféieren. Aner Sportler hunn decidéiert, op gewësse spezifesch Tester ze verzichten, well se net am temporäre Laboratoire konnten duerchgefouert ginn oder am noen Ausland keng vergläichbar Méiglechkeeten disponibel waren.

Déi järelech stattfannend Basistester konnte mat alle Sportler duerchgefouert ginn.

ad 5. De 14. Februar huet de concernéierten Assureur schrëftlech matgedeelt, eng éischt virleefeg Indemnatioun ze liberéieren, esou dass d'Reparatiounsaarbechte kënnen starten.

ad 6. Am Moment ass et nach net méiglech, e geneeën Datum ze ginn, wéini d'SportFabrik erëm voll funktionsfäeg wäert sinn.

.....

Vente de homard vivant | Question 0338 (15/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hei am Land kritt een op verschiddene Plazen Homarden an aner Krustendéieren als lieweg Iesswuer ze kafen. Homarde si schmärerzempfindlech Déieren, déi virun allem Hëtzt net verdroen. Trotzdeem ginn hinnen aktuell nach ëmmer d'Schéieren zesummegebonden a si gi bei der Zoubereedung lieweg a

kachend Waasser gehäit. An der Äntwert op meng Fro N° 6110 huet den deemolege Minister gesot:

„Homarde falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz. Homarde sinn ugesinn als Fëschprodukter, déi am liewegen Zoustand konservéiert ginn.“

An der selwechter parlamentarescher Fro, ob de Verkauf vu liewegen Déieren zu Lëtzebuerg wäert legal bleiwen, huet de Minister dëst geäntwert:

„De Verkauf vu liewegen Homarden als Liewensmëttel ass legal, soulaang et keng Gesetzgebung gëtt, déi dat verbitt.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

– Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Gesetz misst geännert ginn, sou dass Homarden, Austeren a Muschelen ënnert d'Déiereschutzgesetz falen an domat net méi lieweg dierfe verkaaft ginn?

- Wa jo, sinn hei schonn Aarbechten envisagéiert, fir d'Gesetz entsprechend unzepassen?
- Wann nee, firwat soll et hei net zu enger Gesetzesännerung kommen?

Réponse (13/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Den Art. 2 vum Déiereschutzgesetz präziséiert, wat fir eng Déieren ënnert d'Déiereschutzgesetz falen. Homarden, Austeren a Muschelen falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz.

Et ass de Moment net virgesinn, eist nationaalt Déiereschutzgesetz op deem Punkt unzepassen.

Vu dass op europäeschem Niveau virgesinn ass, d'Reglementatioun un déi nei Gegebenheeten unzepassen, waarde mir of, wat op deem Niveau geschitt a wäerte gegebenefalls nei Reegelen op nationalem Niveau ëmsetzen.

.....

Plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC) | Question 0339 (15/02/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a annoncé en juin 2022 la création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC), envisagée comme une alternative aux services de type « Uber ». Ce projet a suscité des interrogations quant à la pertinence et aux implications de l'intervention étatique dans un domaine déjà couvert par des initiatives privées. De plus, il soulève des préoccupations quant au respect des droits des chauffeurs dans ce secteur, spécifiquement les chauffeurs de taxis et leur convention collective applicable.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Dans quelle phase se trouve le développement de cette plateforme étatique de réservation de taxis et VLC, et quelles sont les principales caractéristiques de ce projet ?
- 2) Comment le Gouvernement envisage-t-il de concilier l'intervention étatique avec la présence d'initiatives privées déjà développées dans le secteur des taxis et des services de transport individuel ?
- 3) Quelles mesures sont envisagées pour assurer une concurrence équitable entre cette plateforme soutenue par l'État et les services de transport individuel privés existants ?

4) Quelles mesures sont prévues pour assurer que les droits de chauffeurs de VLC et la convention collective des chauffeurs de taxis soient effectivement appliqués dans le cadre de plateformes de réservation ?

Réponse (18/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le déploiement d'une plateforme nationale, telle que mentionnée par l'honorable Député, a été discuté dans le cadre du projet de loi 7762, visant à réformer le secteur des taxis et à le mettre en cohérence avec celui des voitures de location avec chauffeur (VLC).

Actuellement, je m'engage dans des consultations approfondies avec l'ensemble des parties prenantes du secteur afin de parvenir à une solution répondant aux besoins tant des professionnels que des utilisateurs. Il est crucial de souligner que cette solution devrait non seulement entraîner une baisse des tarifs actuellement en vigueur, mais également garantir une transparence accrue sur le marché.

Concernant les droits des chauffeurs vis-à-vis des plateformes de réservation, il est important de noter qu'en vertu de la législation en vigueur, seuls les exploitants personnes physiques ou morales peuvent détenir des licences d'exploitation de taxis. Cette disposition est également prévue pour les VLC. Ainsi, il est exclu qu'un chauffeur puisse adhérer individuellement à une plateforme de réservation de courses ; c'est uniquement son exploitant qui peut le faire. En conséquence, le salaire du chauffeur et le respect des dispositions de la convention collective en vigueur sont à garantir par son exploitant.

Consommation du tabac | Question **0340** (15/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Opbauend op de vun der Fondation Cancer publizierten Zuelen zum Tubakskonsum zu Lëtzebuerg ass feststellen, dass mir op nationalem Niveau nach wäit fort si vum europäeschem Zil, den Tubakskonsum bis 2040 op 5 % ze reduzéieren.

Den Tubakskonsum gëtt an de leschte Joren och ugedriwwen vun neie Produiten, déi op de Marché komm sinn, de sougenannten „New Gen Products“, dorënner falen zum Beispill Produkte wéi „Puffs“ an och „Snus“. Iwwert d'Verbreedung vun dese Produiten op nationalem Niveau gëtt et aktuell, obwuel de Ministère d'Gefor erkennt, keng Etuden oder Zuelen.

De Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT), deen am Joer 2020 ausgelaf ass, gesäit vill Evaluatiounen vir, virun allem sollt zum Schluss eng extern Etude follgend Ziler areeche: „Une évaluation externe finale en 2020, qui permettra de faire le point sur les résultats atteints et non atteints, ainsi que sur les points critiques à intégrer dans le PNLT suivant.“ Da gesäit den Agenda vum leschte PNLT och eng final Phas vir, wou opbauend op de Conclusiounen e PNLT 2021–2025 soll ausgeschafft ginn.

An der leschter Legislaturperiod sinn dann och 6 Aarbechtsgruppen (de Gesondheetsdëscher) agefouert ginn, wou et ënnert anerem och ëm de Sujet vum Tubakskonsum sollt goen. Aktuell ass zur Entwécklung vun desen Echangingen näischt méi gewosst an déi dediéiert Websäit ass aktuell net méi registréiert.

An den Äntwerten op rezent parlamentaresch Froen am Kader vum Tubakskonsum zu Lëtzebuerg ass et och keng weider präzis Informatiounen ginn. Esou ass am Kader vun den Nikotinsäckelcher gesot ginn, dass d'Regierung gegebenefalls ee legale Kader ausschafft, ouni e konkreeten Zäitplang festzeleeën. De Finanzminister huet am Kader vun enger anerer

parlamentarescher Fro vu „Reflexiounen“ geschwat betreffend eng méiglech Präiserhéijung vum Tubak op nationalem Niveau.

Trotz oppene Froen an engem vum Ministère confirmierte Manktem un Zuelen, huet Lëtzebuerg am Kader vun neien Tubaksproduiten d'Initiativ ergraff an a senger Amendementspropos zur Direktiv (EU)2015/1535 e Verbuert vu „pochettes de nicotine“ gefuerdert.

Villes bleift trotzdem éischer vag, konkreet Äntwerte loosse op sech waarden an europäesch Zilsetzung schéngen aktuell net realistesch.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Sinn d'Evaluatiounen zum leschte PNLT allegueren ofgeschloss? Falls jo, wéini ginn d'Conclusiounen publizéiert? Falls nee, wéi een Zäitplang ass hei festgeluecht ginn?

2. Wou sinn d'Aarbechten zum neie PNLT drun? Wéi een Zäitplang ass hei festgeluecht ginn?

3. Wat wäerten déi grouss Prioritéite vum neie PNLT sinn?

4. Wäert déi nei Generatioun un Tubaksproduiten och Deel vum neie PNLT sinn?

5. Wäerten d'Gesondheetsdëscher aus der leschter Legislaturperiod an domat den Echange mat villen Acteure vum Terrain weidgerfouert ginn? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn dës net weidgerfouert?

6. Wäert de Budget fir d'Joer 2024 Recetten aus méiglechen Taxen op elektronischen Zigaretten an Nikotinsäckelcher enthalen?

7. Op Basis vu wéi engen Zuelen, Observatiounen, Echange mat betroffenen Acteuren a Conclusiounen ass d'Entscheidung getraff ginn, den uewen zitierten Amendment am Kader vun der Direktiv (EU)2015/1535 ze proposéieren?

Réponse (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. bis 3. Wéi den Accord de coalition erkläert, wäerten all d'Pläng a Programmen eng Qualitäts- an Effizienzanalys duerchlafen. Jee no de Resultater vun desen Analyse wäerten déi néideg Upassung virgeholl ginn.

ad 4. Déi nei Generatioun un Tubaksproduite wäerten an eiser Lutte géint den Tabagisme mat ofgedeckt ginn.

ad 5. Den direkten Echange mat den Acteure vum Terrain ass fir déi nei Regierung immens wichteg. Dee wäert selon les besoins en bilatéral oder an enger méi grousser Concertatioun mat de verschiddenen Acteure stattfannen.

ad 6. De Budgetgesetzesprojet fir d'Joer 2024 (N° 8383), deen de 6. März 2024 an der Chamber deposéiert gouf, gesäit vir, dass d'E-Liquidë fir elektronesch Zigaretten an d'Nikotinsäckelcher, vum 1. Oktober 2024 un, zu Lëtzebuerg mat Akzise besteiert ginn. Ee groussherzoglecht Reglement, dat parallel zum virgenannte Budgetgesetz op den Instandzewe geschéckt gouf, gesäit effektiv Taxe vun 120 €/Liter fir d'E-Liquiden an 22 €/kg fir d'Nikotinsäckelcher vir.

ad 7. Deen zitierten Amendment ass ni deposéiert ginn. De Projet de loi, deen ënnerwee ass, setzt d'Direktiv ëm a gëtt esou wéi an der Äntwert 6 beschriwwen completéiert.

Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) | Question **0341** (15/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon divers témoignages, les délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) aux assurés se sont allongés et excèdent même six à huit semaines.

Par ailleurs, les conditions pour bénéficier du remboursement par chèque ou par virement instantané dans une des agences de la CNS ne sont pas toujours faciles à remplir et un certain nombre d'agences a même été fermé, dont celle au boulevard Royal.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant que les remboursements de la part de la CNS accusent des retards pouvant dépasser six à huit semaines ?

2) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que de tels retards sont démesurés et qu'ils risquent de mettre à mal la situation financière des assurés – surtout lorsqu'ils sont atteints de maladies chroniques et qu'ils sont contraints de se soumettre régulièrement à des consultations et traitements médicaux ?

3) Quelle est la raison des retards accumulés et comment compte-t-on remédier à cette situation ?

4) Madame la Ministre est-elle au courant des modalités souvent compliquées de remboursement par chèque ou par virement instantané dans les agences de la CNS ?

5) Quelles mesures sont envisagées pour faciliter le remboursement par chèque ou par virement instantané ?

6) Dans quels délais le système de paiement immédiat direct sera-t-il accessible chez tous les médecins et professionnels de santé et pour tous les assurés ?

7) Par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle motiver et soutenir les médecins et autres professionnels de santé pour qu'ils participent au déploiement du système de paiement immédiat direct ?

Réponse (11/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) Actuellement, le délai de traitement des mémoires d'honoraires et factures relatifs à des prestations délivrées au Luxembourg se situe entre six et huit semaines.

Cela s'explique principalement par le fait que le service « Prestations en nature maladie et maternité » de la CNS est confronté à une augmentation constante des demandes de remboursement à traiter et à des difficultés de recrutement persistantes.

Afin de remédier au problème actuel des longs délais de remboursement, la CNS vient de lancer un nouveau projet dont le but est l'augmentation de la quantité de mémoires d'honoraires pouvant être traités par lecture optique. En attendant l'extension du système du paiement immédiat direct à l'ensemble des médecins exerçant au Luxembourg et, dans une deuxième étape, aux autres professionnels de santé, la CNS espère renforcer les départements concernés par des ressources supplémentaires.

ad 4) et 5) En 2023, le nombre de visites dans les agences de la CNS a accusé une hausse de 40 % par rapport à l'année 2022. Malgré diverses adaptations au niveau de l'organisation, la pénurie de personnel ne permet actuellement pas à la CNS de répondre

dans une mesure suffisante à la demande d'accueil du public.

ad 6) La CNS permet déjà aux médecins généralistes exerçant au Luxembourg d'accéder au système de paiement immédiat direct. Ce système sera accessible aux médecins spécialistes et aux médecins-dentistes exerçant au Luxembourg à partir du 19 mars 2024. Il y a toutefois lieu de souligner que des acteurs externes relevant du secteur privé, dont notamment les éditeurs des logiciels des médecins, devront intégrer ce système dans leurs outils et le déployer à leur clientèle avant que le médecin ne puisse l'utiliser et permettre à ses patients d'en profiter.

ad 7) Le Gouvernement tente de faciliter le recours des médecins au paiement direct et immédiat en en leur faisant parvenir les informations détaillées expliquant le fonctionnement du PID.

Par ailleurs, pour inciter les éditeurs à installer les logiciels nécessaires à l'utilisation du paiement immédiat direct dans les cabinets médicaux, le Gouvernement accorde aux éditeurs une prime de 625 euros hors TVA pour chaque installation dans un cabinet médical.

Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis | Question 0342 (16/02/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'USA froen aktuell d'Ausliwwerung vum Här Julian Assange, déi bis elo vum Vereenegte Kinnekräich refuséiert gouf. De Fall vum Här Assange ass am Zesammenhank mat der Fräiheet vun der Press vu ganz héijer Wichtigkeet a féint weltwäit Opmierksamkeet. Och stellen sech ganz vill Froen, esouwuel wat seng Behandlung bis elo ewéi och säi Recht op e faire Prozess an Zukunft ugeet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froen stellen:

1. Gesäit d'Regierung an der Affär vum Här Assange Aspekter, déi iwwert seng Persoun erausginn, besonnesch am Bezuch op d'Fräiheet vun der Press?

2. Ass d'Regierung gewëllt, zu Gonschte vum Här Assange bei den héijen Autoritéite vum Vereenegte Kinnekräich respektiv vun de Vereenegte Staate vun Amerika ze intervenéieren?

Réponse (12/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung kommentéiert net Affairen, déi aktuell nach viru Geriicht an engem Rechtsstat sinn.

Plateforme eduGuichet | Question 0343 (16/02/2024) de Mme Francine Cloesener | Mme Paulette Lenert | Mme Claire Delcourt (LSAP)

En juin 2023, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a lancé le site Internet eduGuichet, qui est opérationnel depuis la rentrée 2023-2024. Cette nouvelle plateforme numérique regroupe plusieurs services et informations essentielles liées à l'éducation, dont l'accès aux bulletins, la demande de la carte chèque-service accueil, l'e-Bichelchen, le catalogue des manuels scolaires et la restauration scolaire. L'eduGuichet s'adresse aux parents et aux élèves à partir de 16 ans. Pourtant, selon nos informations, les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont pas accès à l'espace personnalisé de la plateforme moyennant l'authentification via LuxTrust, bien qu'ils soient détenteurs de l'autorité parentale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont pas accès à la plateforme eduGuichet ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre prévoit-il remédier à cette situation qui déprive ces parents de l'exercice de certains de leurs droits et obligations ? Quelles démarches ont été entreprises pour permettre l'accès de ces parents à l'espace personnalisé de l'eduGuichet ? Dans quel délai Monsieur le Ministre prévoit-il redresser cette situation ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents séparés ou divorcés avec autorité parentale conjointe peuvent tous accéder à la plateforme eduGuichet ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les détenteurs de l'autorité parentale d'enfants placés au sein d'institutions peuvent accéder à la plateforme eduGuichet ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents biologiques dépourvus de l'autorité parentale ne peuvent pas accéder à la plateforme eduGuichet ?

Réponse (18/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont en effet actuellement pas encore accès à l'espace personnalisé de la plateforme eduGuichet.

Mes services sont en train de mettre en place une procédure permettant aux parents d'accueil de téléverser des documents qui démontrent qu'ils disposent de l'autorité parentale sur ces enfants. Après vérification de ces documents, l'accès aux données de l'enfant concerné sur eduGuichet sera activé.

ad 2) Les parents séparés ou divorcés ayant l'autorité parentale conjointe ont accès à la plateforme eduGuichet après avoir déclaré leur droit de l'exercice de l'autorité parentale en signant électroniquement une attestation sur l'honneur.

ad 3) Comme pour les familles d'accueil, les institutions sont tenues de fournir des documents prouvant qu'elles détiennent l'autorité parentale. Après vérification de ces documents, l'accès aux données de l'enfant concerné sur eduGuichet sera activé.

ad 4) Lors de l'inscription sur eduGuichet, tous les parents doivent déclarer pour chaque enfant qu'ils exercent l'autorité parentale sur l'enfant, ceci en signant électroniquement une attestation sur l'honneur.

Toute personne ayant déjà accès au profil d'un enfant sera notifiée par courrier électronique si une nouvelle personne a désormais accès au profil de cet enfant.

Si un parent estime avoir détecté un accès non justifié résultant d'une attestation sur l'honneur jugée inexacte, il peut le signaler en fournissant en ligne les pièces justificatives appropriées. Après validation de ces pièces, l'accès pourra être retiré à la personne non autorisée.

Aide humanitaire pour Gaza | Question 0344 (16/02/2024) de M. Yves Cruchten | M. Franz Fayot (LSAP)

Les opérations militaires des forces de défense israéliennes menées à Gaza ont conduit à une destruction d'ampleur inédite surtout de vies humaines mais aussi en ce qui concerne les infrastructures civiles.

Les Territoires palestiniens occupés bénéficient d'un statut particulier dans la politique de coopération luxembourgeoise. Dans ce cadre, le Luxembourg contribue de longue date à des projets humanitaires, principalement à travers l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), mais aussi à travers d'autres organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). De plus, le Luxembourg soutient des ONG et des acteurs de la société civile des Territoires palestiniens occupés qui contribuent à la résilience de la population palestinienne sous occupation israélienne.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quel est le montant de l'aide humanitaire dédié à Gaza durant les dix dernières années ventilées par les aides moyennant les différents engagements multilatéraux et les organisations non gouvernementales ? Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des projets humanitaires à Gaza auxquels le Luxembourg a contribué ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'état actuel des structures construites grâce aux contributions humanitaires luxembourgeoises à Gaza ? Quelles structures financées dans le cadre de projets humanitaires soutenus par le Luxembourg ont été détruites durant les opérations militaires du Gouvernement israélien à Gaza depuis le 7 octobre 2023 ?

3) À quel montant se chiffrent les dommages aux projets financés ou cofinancés par le Luxembourg à Gaza et dans les Territoires occupés suite aux opérations militaires israéliennes ?

4) Quelles aides humanitaires le Gouvernement prévoit-il de fournir à la population de Gaza dans le futur proche ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Depuis 2014, le Luxembourg a alloué 4.812.739 EUR d'aide humanitaire exclusivement pour la bande de Gaza, dont 1.704.106 EUR a été acheminé à travers des organisations non gouvernementales luxembourgeoises et internationales et 3.108.633 EUR via les organisations multilatérales.

Il convient de noter par ailleurs que le Luxembourg a, durant les dix dernières années, également financé des projets couvrant à la fois la bande de Gaza et la Cisjordanie ; cet appui financier a visé les deux parties des Territoires palestiniens occupés sans distinction. Le montant total de l'aide humanitaire couvrant les deux parties, et qui été acheminée via les organisations multilatérales, s'élève à 9.950.000 EUR depuis 2014.

Le montant total des contributions, visées ci-dessus, pour appuyer les projets humanitaires couvrant exclusivement ou en partie la bande de Gaza, est dès lors de 14,8 mio EUR depuis 2014.

Ci-dessous, 3 listes ventilées par type d'acteur humanitaire et la localisation de l'aide :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Comme illustré dans les listes des projets humanitaires financés par le Luxembourg durant les dix dernières années dans la bande de Gaza (voir supra), l'appui n'a pas porté sur la construction de structures et d'infrastructures. De ce fait, il n'y a pas de perte

financière enregistrée pour le Luxembourg suite aux destructions causées par les opérations militaires du Gouvernement israélien depuis le 7 octobre 2023.

ad 3) Depuis 2015, le Luxembourg cofinance avec dix autres pays donateurs le projet humanitaire du West Bank Protection Consortium. Le projet couvre Jérusalem-Est et la Cisjordanie et contribue entre autres à la construction de structures et d'infrastructures (abris, écoles et installations d'approvisionnement d'eau potable) dont bénéficient les Palestiniens subissant un transfert forcé et/ou des destructions de leurs domiciles et biens par les autorités israéliennes.

La perte financière causée par les démolitions des infrastructures financées par le consortium dans son ensemble se chiffre à 295.415 EUR en 2023.

ad 4) Dans le cadre de la planification du budget de l'aide humanitaire du Luxembourg pour 2024, une enveloppe initiale de 3.000.000 EUR a été réservée pour les Territoires palestiniens occupés, dont 1.000.000 EUR sera alloué à la réponse humanitaire de l'UNRWA dans la bande de Gaza.

À noter par ailleurs que la première tranche de 2024 de la contribution à UNRWA, à hauteur de 2,1 mio EUR, et qui couvre ses opérations dans les cinq régions d'intervention, a été déboursée début mars.

Autorisation d'exercer des médecins | Question 0345 (16/02/2024) de Mme Carole Hartmann (DP)

En décembre 2023, le Conseil supérieur de discipline du Collège médical a prononcé à l'égard d'un médecin-dentiste une interdiction d'exercer à vie la profession médicale de médecin-dentiste au Luxembourg.

Il importe de noter que le médecin en question s'était déjà fait remarquer de manière négative à plusieurs reprises au fil des années précédentes. Ainsi l'autorisation d'exercer du médecin avait déjà été provisoirement suspendue en janvier 2016 pour une durée de trois mois pour avoir obtenu l'autorisation sous faux prétextes. Par ailleurs, il résulte d'un courrier adressé au médecin par le Ministère de la Santé le 15 janvier 2016 qu'il était à ce moment-là informé de son interdiction d'exercer en France du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2017.

En outre, le 17 février 2017 le Collège médical a informé Madame la Ministre de la Santé qu'il avait été porté à sa connaissance que des patients du même médecin se verraient abîmer leurs dents afin de justifier les actes de dévitalisations, respectivement de pose de couronnes.

Il résulte d'un rapport de la Direction de la santé daté du 4 mai 2017, que lors d'une visite surprise dans le cabinet du médecin, toute une série de non-conformités en relation avec la protection des données, la documentation médicale, les droits des patients, l'équipement du cabinet, la radioprotection et l'hygiène ont été constatées. Une fermeture provisoire du cabinet a été ordonnée, mais qui n'était seulement de courte durée.

Aussi, il résultait d'une analyse de l'activité du médecin effectuée par le médecin-conseil du contrôle médical de la sécurité sociale, suivant courrier du 13 avril 2016 adressé au Collège médical, que le nombre de certains actes facturés par celui-ci dépassait de manière importante, l'activité de tous les autres cabinets. Dans ce contexte, de fortes suspicions de malfaçon, d'indication abusive et de facturation malhonnête se sont matérialisées, renforcées notamment par les affirmations d'une de ses assistantes formulées dans un courrier adressé le 10 février 2017 à l'inspection sanitaire de la Direction de la santé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) À quel moment le Ministère de la Santé a-t-il été informé pour la première fois des procédures judiciaires et des condamnations à l'égard du médecin-dentiste en question ?

2) À quel moment est-ce que la Direction de la santé a été informée pour la première fois des plaintes de patients, des plaintes de son personnel et des suspicions de malfaçon et d'escroquerie à l'égard du médecin-dentiste en question ?

3) Pourquoi l'autorisation d'exercer du médecin a-t-elle été suspendue uniquement pour une période de trois mois en janvier 2016, bien que le Ministère de la Santé eût connaissance de l'obtention de l'autorisation sous faux prétextes en 2013 et de l'interdiction d'exercer en France entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2017 ?

4) Pourquoi le cabinet du médecin-dentiste n'a-t-il été fermé que pendant une période restreinte, malgré le fait que la Direction de la santé avait établi, à la suite d'une visite en mai 2017, toute une série de manquements graves ? Pourquoi n'y a-t-il apparemment pas eu de visites de contrôle rapprochées par la suite ?

5) Pourquoi le médecin a-t-il pu continuer à consulter et à intervenir sur un large nombre de patients jusqu'à l'arrêt du 20 décembre 2023, malgré la connaissance d'irrégularités établies au niveau de la facturation, faisant soupçonner l'escroquerie autant que la malfaçon, au moins depuis avril 2016, mais certainement après un courrier de la part d'une assistante du médecin à l'adresse de l'inspection sanitaire ?

6) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que l'État ait envoyé des patients réfugiés, dans le cadre de leur statut de demandeur d'asile protégé, pour être pris en charge dans le cabinet du médecin-dentiste en question ?

7) Est-ce que Madame la Ministre de la Santé a une idée du nombre de patients victimes du médecin-dentiste en question ?

8) Madame la Ministre peut-elle informer de l'état d'avancement de l'avant-projet de loi portant réforme du Collège médical, avec notamment des pouvoirs élargis au niveau de ses compétences en matière d'affaires disciplinaires ?

Réponse (12/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En 2015, le Ministère de la Santé a été informé pour la première fois des procédures judiciaires et des condamnations à l'égard du médecin-dentiste en question.

ad 2) Les premières informations concernant des problèmes au niveau de la prise en charge de patients ont été portées à la Direction de la santé en 2017.

ad 3) La décision de suspension de trois mois ne tenait pas compte des infractions commises en France, mais d'une négligence fautive commise par le médecin-dentiste en question pour avoir signé une déclaration sur l'honneur dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exercer la médecine dentaire au Luxembourg attestant de ne pas avoir connaissance d'une éventuelle poursuite judiciaire, pénale ou disciplinaire.

ad 4) Le temps de fermeture du cabinet du médecin-dentiste était lié au remplacement d'un équipement technique défectueux. Une inspection de conformité du nouvel appareil a été effectuée avant la réouverture du cabinet.

ad 5) Une plainte initiale a été déposée en 2017. L'instruction pénale est actuellement en cours.

ad 6) Il peut être confirmé que le médecin-dentiste en question a pris en charge des demandeurs de protection internationale.

ad 7) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne peut pas évaluer le nombre de patients victimes du médecin-dentiste en question.

ad 8) Cet avant-projet de loi constitue une priorité et il est prévu de le soumettre au Conseil de Gouvernement au courant du deuxième semestre de cette année.

Permis à points | Question 0346 (16/02/2024) de Mme Francine Closerer | M. Yves Cruchten (LSAP)

Les statistiques du bilan des accidents de la route en 2022 révèlent des chiffres préoccupants : environ 25 % des blessés graves et 31 % des décès étaient dus à une vitesse excessive. En outre, une augmentation dramatique des accidents mortels liés à l'alcool a été constatée, avec 15 décès et 36 blessés graves recensés en 2022 contre 7 accidents mortels en 2021. Ces données alarmantes soulignent l'urgence d'une action renforcée pour la sécurité routière.

Ainsi, le permis à points, introduit le 1^{er} novembre 2002, vise à responsabiliser tous les conducteurs circulant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Les statistiques du bilan des accidents de la route de 2022 montrent une proportion inquiétante d'incidents graves et mortels attribuables à la vitesse excessive et à l'alcool.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics afin d'obtenir des précisions sur les points suivants pour la période de 2019 à 2023 :

1) Quel est le nombre total de retraits de permis de conduire, avec une répartition détaillée selon les motifs de retrait, tels que l'alcool au volant, le refus de se soumettre à des tests d'alcoolémie, de drogues ou de substances médicamenteuses, et les excès de vitesse supérieurs à 50 % de la vitesse maximale autorisée ?

2) Combien d'infractions ont impliqué des conducteurs professionnels, et pourriez-vous fournir une ventilation par type d'infraction ?

3) Quel est le nombre de recours introduits contre les interdictions de conduire provisoires, et combien ont abouti à une décision favorable pour le requérant ?

4) Le Gouvernement a-t-il l'intention de finaliser le projet de loi relatif à l'introduction du délit de mise en danger délibérée d'autrui pour renforcer la prévention et la sanction des comportements à risque sur les routes ?

Réponse (19/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le système informatique actuel du service de l'exécution des interdictions de conduire du Parquet général ne permet pas un filtrage par infraction.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les retraits immédiats ont été effectués suite aux infractions suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les retraits administratifs après avis de la Commission du permis de conduire sont effectués individuellement, après une analyse détaillée du dossier de la

personne concernée, et ne se limitent généralement pas à un seul motif :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Finalement, le droit de conduire peut être suspendu en raison de la perte de la totalité des points du permis de conduire, toutes infractions confondues.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les pertes de points du permis de conduire peuvent être réparties entre les différentes infractions dont question, mais ne donnent pas d'indication sur la raison finale du retrait de permis. Des statistiques complètes sur les points retirés se trouvent dans le rapport d'activité.

ad 2) Le programme JU-CHA ne permet pas de ventiler les infractions routières commises par des conducteurs professionnels. Les décisions administratives sont prises en fonction de l'aptitude à conduire dans l'intérêt de la sécurité routière et ne font aucune distinction entre la nature privée ou professionnelle du conducteur.

ad 3) Les requêtes en mainlevée d'une interdiction de conduire sont accordées, partiellement accordées ou refusées par la chambre du conseil. Ci-dessous le total des requêtes et le nombre de mainlevées accordées et partiellement accordées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Le projet de loi 7204 portant introduction en droit luxembourgeois de l'infraction de la mise en danger délibérée d'autrui a été déposé en 2017. L'avis du Conseil d'État ainsi que celui des autorités judiciaires ont relevé un certain nombre de problèmes notamment juridiques quant au libellé envisagé de l'infraction de mise en danger délibérée d'autrui.

Les autorités judiciaires énoncent notamment ce qui suit : « Si le but du législateur est de renforcer la répression essentiellement en matière de circulation, et plus particulièrement en la matière des excès de vitesse, ce résultat semble plus facilement atteint par l'introduction d'une disposition spécifique en cette matière respectivement par l'instauration de mesures nouvelles visant spécialement cette matière. »

Les critiques du Conseil d'État se rapportent d'abord aux principes généraux du droit : « Il s'agit d'une infraction inédite en droit pénal luxembourgeois, qui n'est pas sans soulever des problèmes fondamentaux au regard des principes de légalité des infractions et de sécurité juridique et qui est susceptible de donner lieu, ainsi que le montre la jurisprudence française en la matière, à des difficultés sérieuses d'application. »

Le nouveau Gouvernement analysera les suites à réserver à ce projet de loi au vu des différents avis rendus dans le cadre de la procédure législative.

Blistérisation de médicaments | Question 0347 (16/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Depuis l'année 2020 la blistérisation de médicaments est prise en charge par la CNS pour les patients vivant en « structure fixe ». Il s'agit d'un système de préparation et d'emballage personnalisé de médicaments qui vise à simplifier la prise des médicaments et qui contribue à éviter les oublis de prise de médicaments ainsi que d'éventuels effets indésirables dus à l'interaction entre différents médicaments.

En dehors des « structures fixes » et notamment dans le cadre du maintien à domicile ou encore

dans le cadre de traitements de troubles psychiques, la blistérisation – en ce qu'elle peut prévenir des problèmes de santé dus à une mauvaise prise de médicaments, voire l'oubli de prises de médicaments – présente également des avantages certains. Or, si les réseaux de soins à domicile offrent ce service, l'acte de préparation et d'emballage personnalisé de médicaments n'est pas pris en charge et donc facturé directement aux patients à des tarifs très disparates.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre partage-t-elle l'approche positive concernant les avantages de la blistérisation en général et de la blistérisation en dehors des « structures fixes » en particulier ?

– Madame la Ministre estime-t-elle que certains patients en dehors des « structures fixes » devraient avoir droit à une tarification uniforme et abordable, voire à la prise en charge de la blistérisation de leurs médicaments ?

– Madame la Ministre compte-t-elle s'engager pour qu'un cadre approprié soit mis en place pour la prise en charge de la blistérisation en dehors des « structures fixes » ?

Réponse (19/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les objectifs de l'introduction de la prise en charge d'une préparation de médication individuelle (PMI) se résument d'une part à une réduction des sources d'erreurs lors de la délivrance ou de l'administration de médicaments aux patients et d'autre part à une utilisation plus efficiente des médicaments.

La prise en charge d'honoraires de blistérisation par la CNS est en place depuis le 1^{er} mai 2020 pour les patients hébergés dans un établissement relevant de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées et 2) Centres de gériatrie ainsi que pour des personnes hébergées dans des services pour personnes autorisées conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

La blistérisation en dehors de structures fixes présente certes des avantages. La possibilité d'élargir le cadre est actuellement analysée.

Cellule « Luxembourg Stratégie » | Question 0349 (19/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

En 2020, le Gouvernement précédent avait créé au sein du Ministère de l'Économie la direction de prospective stratégique dénommée « Luxembourg Stratégie ». Sa mission est d'explorer, anticiper et objectiver les futurs émergents et possibles afin de mieux prendre les décisions stratégiques aujourd'hui qui permettent d'enclencher, de façonner et de rendre résilientes les transformations souhaitées à long terme.

Fin septembre 2023, la cellule « Luxembourg Stratégie » a publié un rapport final et organisé une conférence autour du sujet « Vision ECO2050 – L'avenir de l'économie luxembourgeoise à l'horizon 2050 ».

Récemment, la cellule a publié des travaux venant compléter la Vision ECO2050, à savoir l'étude SOC2050 sur le changement sociétal pour des modes de consommation et de production durables, confiée

au LISER, et l'étude RISK2050 sur la vulnérabilité des entreprises face aux risques biophysiques (climat, approvisionnement matériel, biodiversité), confiée à l'Université du Luxembourg.

De même, la cellule a aussi publié un projet pilote « Doughnut du Luxembourg 2000-2020 » appliquant les principes de l'économie du doughnut au Luxembourg ainsi qu'une note prospective exploratoire INFRA2050/2100 sur les futures infrastructures et technologies essentielles à l'économie et à même de stimuler la croissance.

Finalement, notons que selon l'accord de coalition 2023-2028 : « Le Gouvernement révisera la vision stratégique à long terme. Dans ce contexte, il veillera à une participation plus active des acteurs économiques ainsi qu'à un renforcement de la coopération avec le Statec et l'Université du Luxembourg. »

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre reconnaît-il l'importance de la définition d'une vision stratégique à long terme en termes de développement économique ? Dans l'affirmative, quels sont selon lui les axes thématiques les plus importants à considérer ?

2) Dans le contexte de la révision de la vision stratégique comme prévu par l'accord de coalition, dans quelle mesure Monsieur le Ministre envisage-t-il de valoriser, voire de poursuivre les travaux déjà effectués par la cellule « Luxembourg Stratégie », dont notamment aussi les études SOC2050, RISK2050, le projet pilote basé sur l'économie du doughnut et la note INFRA2050/2100 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser de quelle manière, selon quels critères, avec quelles priorités thématiques et endéans quel délai il envisage de réviser la vision stratégique à long terme en termes de développement économique ?

4) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de veiller à une participation plus active des acteurs économiques ainsi qu'à un renforcement de la coopération avec le Statec et l'Université du Luxembourg ?

Réponse (19/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Une vision stratégique constitue un élément-clé pour le développement économique à long terme, qui doit conduire les acteurs politiques et économiques à prendre des décisions « informées » concernant les besoins et efforts nécessaires en matière de mesures réglementaires, d'améliorations structurelles et d'investissements ciblés façonnant l'avenir. Une telle vision stratégique permet d'anticiper les enjeux à venir, à la fois en termes d'opportunités et de défis, qui ne manqueront pas de se présenter. Il est donc essentiel de considérer le développement économique aussi dans une telle perspective à long terme en vue de pouvoir mettre en place dès aujourd'hui les conditions-cadres optimales. Une telle vision stratégique doit être bien définie et coordonnée étroitement entre les agents économiques. Elle doit aussi être assortie d'un système de suivi fondé sur des données probantes, permettant d'une part une élaboration ex ante de politiques publiques innovantes, et d'autre part une évaluation ex post des progrès accomplis.

L'objectif de la vision stratégique à long terme doit être que le Luxembourg reste parmi les pays avec la productivité la plus élevée au monde. Ceci permettra de pérenniser le modèle socio-économique luxembourgeois à long terme, de conforter la compétitivité des entreprises luxembourgeoises, de contribuer à

un développement économique durable et de soutenir l'évolution des salaires réels (pouvoir d'achat) de la force de travail. Il est donc essentiel de donner la priorité à une stratégie optimisant les gains de productivité. Début 2024, le Conseil national de la productivité (CNP) a présenté son rapport annuel 2022-2023. Le CNP va définir en 2024 une série de pistes de réflexion et de leviers permettant de doper la productivité de l'économie nationale, aussi bien sur le moyen que sur le long terme. Ces pistes de réflexion devront être analysées et discutées en détail, avec comme objectif de stimuler la croissance de la productivité, qui est une condition fondamentale pour accroître le niveau de vie au Luxembourg sur le long terme.

Le concept de « productivité » doit constituer l'élément-clé pour le développement économique à long terme du Luxembourg. La croissance de la productivité doit être considérée comme le vecteur principal du développement économique futur du pays. Certes, le niveau de productivité de l'économie luxembourgeoise se trouve parmi les plus élevés au monde, et il dépasse de loin celui des pays voisins. Cependant, la performance est moins bonne en termes d'évolution de la productivité. Depuis le début du millénaire, l'avantage du Luxembourg s'est en effet rétréci de plus en plus, car les gains de productivité de l'économie nationale se sont aplatis. L'évolution est donc défavorable en comparaison internationale. En effet, le modèle socio-économique luxembourgeois est, depuis plusieurs décennies, principalement soutenu par une croissance de la main-d'œuvre, et moins conditionné par les gains en productivité. Les effets de cette croissance économique par l'emploi se font ressentir de plus en plus. Parmi les effets indésirables, figurent notamment la pression sur le marché du logement, l'impact sur la mobilité ou encore une consommation importante de ressources.

La mise en œuvre de la double transition digitale et durable, y compris via une intelligence artificielle (IA) moins consommatrice en ressources, moins énergivore et moins émettrice de carbone, doit constituer le levier-phare de cette stratégie. En effet, depuis quelques années, le monde assiste à une accélération fulgurante de la digitalisation, et les risques et menaces liés au changement climatique et à la détérioration de l'environnement naturel deviennent de plus en plus pressants. La digitalisation va encore s'accélérer, se diffuser et avoir un impact significatif dans tous les secteurs économiques. Cette transformation numérique se déroule à une échelle et à une vitesse qui, outre une série de défis, offrent également au Luxembourg d'immenses opportunités en termes d'innovation et de croissance durable. Ces opportunités reviendront principalement aux pays les mieux préparés et équipés pour concourir sur le plan numérique. Les changements liés au climat et à l'environnement se produisent également beaucoup plus rapidement que c'était envisagé il y a encore peu de temps. La transition vers la neutralité climatique, notamment, nécessitera le déploiement de technologies et d'infrastructures innovantes, ainsi que de nouveaux modèles d'économie circulaire et de partage. Les efforts de développement économique dans le cadre de cette double transition devront être accélérés et renforcés, car celle-ci va révolutionner chaque secteur d'activité, perturber la façon de fonctionner de presque chaque industrie, apporter dans son sillon des opportunités économiques nouvelles et créer une société plus durable à faible émission de carbone.

Les investissements publics jouent un rôle essentiel dans ce cadre. Ceux-ci fournissent des services-clés, notamment dans le cadre de la digitalisation, de

l'énergie et du climat. Le Gouvernement devra réaliser des investissements importants pour la double transition, d'une part en vue de doter le pays des conditions-cadres et des infrastructures nécessaires et, d'autre part, en vue d'accompagner les agents économiques. Ces investissements publics sont essentiels pour stimuler des investissements privés et pour attirer les investissements et compétences nécessaires dont le Luxembourg a besoin. Parallèlement aux investissements dans des infrastructures numériques sûres, sécurisées et durables, il convient de renforcer le soutien en faveur des technologies-clés telles que l'IA ou encore l'informatique quantique. La politique énergétique constitue elle aussi une composante essentielle dans ce cadre. L'énergie est un intrant essentiel dans le processus de développement économique. Le Luxembourg a besoin d'un approvisionnement en énergie fiable et à un prix compétitif par rapport aux autres États membres de l'UE et à d'autres régions du monde, ainsi que d'un marché de l'énergie bien intégré à celui de l'UE et capable de résister aux perturbations. La décarbonation, le déploiement rapide des énergies renouvelables, la digitalisation des systèmes énergétiques et des installations de stockage de l'énergie seront essentiels. Une économie plus circulaire permettra aussi de stimuler le développement économique en réduisant la dépendance du pays en termes de ressources. Par la suite, il s'agit aussi de conjuguer les mesures en faveur des déterminants généraux de la productivité, comme les investissements publics, avec les besoins plus spécifiques des différentes branches d'activité. En complément, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour favoriser l'intégration du progrès technologique et l'adoption des meilleures pratiques dans les entreprises.

ad 2) En septembre 2023, Luxembourg Stratégie a publié sa « Vision stratégique ECO2050 » pour le Luxembourg. Cette initiative a été menée en 2022-2023 et a impliqué près de 1.000 personnes. Début 2024, Luxembourg Stratégie a aussi achevé une étude sur les vulnérabilités et les risques physiques de l'économie nationale (RISK2050 avec l'Université du Luxembourg) et une étude sur les manières d'accompagner les changements de modes de consommation vers des comportements plus vertueux (SOC2050 avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research – LISER). La première étude propose notamment un plan d'adaptation et de résilience pour les entreprises face à 3 risques significatifs (changement climatique, perte de biodiversité et épuisement des ressources). La seconde met en évidence certains mécanismes de comportement de consommation et propose des pistes d'intervention (comme p. ex. des communications ciblées par catégories sociodémographiques mais aussi des mesures fiscales, des aides publiques, des réglementations, etc.) pour accompagner les transitions en cours. Luxembourg Stratégie a aussi publié fin 2023 une note « Doughnut Luxembourg » pour analyser la résilience économique au Luxembourg entre 2000-2020.

Concernant toutes ces initiatives de prospective clôturées (ECO2050, SOC2050, RISK2050), elles feront l'objet d'analyses complémentaires pour examiner si, et comment, leurs résultats pourraient être mis en œuvre à court et moyen terme. Concernant le « Doughnut Luxembourg » – un tableau de suivi des conséquences de l'activité économique, le portrait du Luxembourg sera mis à jour régulièrement afin de mieux comprendre et faire avancer la résilience. Enfin, l'ébauche concernant l'importance des investissements publics dans les infrastructures correspond, à ce stade, à une compilation d'idées qui pourront, le cas échéant, être structurées et précisées davantage

en lien avec les orientations générales du Ministère de l'Économie.

L'accord de coalition 2023-2028 stipule que le Gouvernement révisera la vision stratégique à long terme. Le règlement interne du Gouvernement identifie la « Prospective à moyen et long terme » comme une des missions du Ministère de l'Économie. Cette mission de prospective du Ministère de l'Économie sera donc poursuivie, et se basera sur l'ensemble des importants travaux menés et enseignements tirés au cours de la dernière décennie. Ces travaux de prospective seront également davantage alignés avec les efforts menés au Ministère de l'Économie en vue d'accroître la compétitivité ainsi que la productivité de l'économie nationale et des entreprises luxembourgeoises, la croissance de la productivité devant être considérée comme le vecteur principal du développement économique futur du pays. À cet effet, une nouvelle direction générale dénommée « Affaires économiques, compétitivité et prospective », qui regroupe notamment l'Observatoire de la compétitivité et la cellule Luxembourg Stratégie, a été créée au sein du Ministère de l'Économie.

ad 3) Les importants travaux de prospective généraliste à long terme, menés depuis 2015 au Luxembourg dans le cadre de la TIR, peuvent maintenant être considérés comme clôturés. Il est temps de synthétiser tous ces travaux et enseignements tirés, et de se concentrer davantage sur des délivrables à court et moyen terme pragmatiques, faisables et calés sur les obligations internationales du Luxembourg, comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre (PNEC).

Ce deuxième temps du fonctionnement de la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective permettra d'épauler, à travers une analyse prospective rigoureuse, toute une série de mesures prévues dans l'accord de coalition. Citons à titre d'exemple la stimulation de la diversification économique et des secteurs prioritaires, la mise à jour de la stratégie de l'innovation basée sur les données et de la stratégie Intelligence artificielle, la mise en œuvre de la feuille de route pour le développement de l'écosystème start-up, la décarbonation des entreprises, l'élaboration d'une stratégie « Industrie du futur », la mise en œuvre du PNEC, le potentiel de l'hydrogène, etc. La direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective passe ainsi d'une mission de planification générale, qu'elle a exercée jusque fin 2023, à une orientation davantage sectorielle (à moyen terme), et ses finalités passeront de la correction des biais et angles morts (vulnérabilités) davantage à la stimulation des avantages compétitifs (opportunités). Ces travaux de prospective seront aussi davantage alignés avec les efforts menés en vue d'accroître la productivité de notre économie et de nos entreprises. En effet, il existe des synergies importantes entre la prospective et la productivité. Les travaux menés par l'Observatoire de la compétitivité, le Conseil national de la productivité et la prospective sont donc complémentaires et seront dans le futur coordonnés davantage en vue d'alimenter les diverses stratégies et politiques publiques mises en œuvre par le Ministère de l'Économie, et de mettre en œuvre et suivre les plans d'actions et les feuilles de route. En procédant de cette manière, le Ministère de l'Économie facilitera le développement économique dans le court terme, tout en stimulant la productivité dans le moyen terme.

Même si le focus de la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective sera maintenant mis davantage sur le moyen terme, le

Ministère de l'Économie continuera à suivre de près les mégatendances – ces forces globales dont les effets se font ressentir sur de nombreuses années et qui entraînent des répercussions sur la société entière, l'économie, les entreprises et les individus. Dans un environnement mondial en évolution de plus en plus rapide, l'analyse des mégatendances qui définissent le futur et son évolution, s'avère importante pour les autorités publiques et les entreprises qui cherchent à stimuler une croissance durable et à rester pertinentes alors que de nouvelles idées perturbent des industries entières.

ad 4) Comme mentionné antérieurement, dans le cadre de la révision de son mode de fonctionnement, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective passe d'une mission axée sur la promotion de la littératie du futur au sein du grand public à une mission de prospective stratégique ministérielle avec des échanges plus ciblés axés vers les acteurs économiques. Il s'avère donc important de rechercher et d'approfondir un engagement avec les acteurs économiques sur le terrain, ainsi qu'une collaboration avec une multitude d'entités nationales, de la Grande Région, européennes et internationales en charge de planification stratégique, de veille thématique, de scénarisation de futurs possibles, de quantification physique ou encore de modélisation économétrique.

À la fois pour l'élaboration de l'étude stratégique « Troisième révolution industrielle » (TIR) du Ministère de l'Économie, de la Chambre de Commerce et d'IMS Luxembourg, portée en collaboration avec le futuriste-économiste américain Jeremy Rifkin (2016), et pour la vision stratégique ECO2050 (2023) de Luxembourg Stratégie du Ministère de l'Économie, une multitude de parties prenantes nationales et internationales ont été impliquées.

Luxembourg Stratégie a ensuite réalisé encore deux études pluridisciplinaires et pluriannuelles : une étude sur les vulnérabilités et les risques physiques de l'économie nationale (RISK2050) avec l'Université du Luxembourg, et une autre étude sur les manières d'accompagner les changements de modes de consommation vers des comportements plus vertueux (SOC2050) avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Des études scientifiques de ce type, réalisées avec des entités externes, seront poursuivies dans le futur en vue de profiter d'une expertise scientifique et indépendante.

Le Statec réalise un certain nombre d'analyses à moyen et long terme pour le Luxembourg. Par exemple, il effectue régulièrement des projections macro-économiques et démographiques à long terme. En outre, il réalise des projections pour la mise à jour PNEC au Luxembourg : ces modèles ont permis de simuler les grandes tendances économiques et de quantifier les mesures, passées et futures, qui impactent la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de ses travaux, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective se basera sur les modélisations et informations du Statec, qui dispose d'une longue tradition de coopération avec l'Université du Luxembourg ainsi qu'avec des centres de recherche dans de multiples domaines, et les résultats de la prospective, en particulier les travaux sur le « Doughnut Luxembourg », seront partagés et discutés avec le Statec.

Pour conclure, il sera donc important pour la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective de lancer des études transversales sur des thématiques d'ordre stratégique en lien avec le développement économique du pays, qui s'appuieront à la fois sur des travaux macroéconomiques, sectoriels

et au niveau des entreprises. Dans ce cadre, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective se basera sur l'expertise de l'Université du Luxembourg, et d'autres organismes de recherche, sur les modélisations intégrées et les informations provenant du Statec. Les résultats de ces travaux seront analysés et discutés avec les divers acteurs économiques concernés et alimenteront par la suite les stratégies, plans d'actions et feuilles de route élaborés au sein du Ministère de l'Économie. Cette manière de procéder renforcera la mise en place de politiques économiques fondées sur des données probantes.

Transmission de courriers importants de l'ADEM et du FNS | Question 0350 (19/02/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

2022 hate mir eis bei der viregter Regierung iwwert d'Fall informéiert, wou d'Leit Bréiwer vun der ADEM net kritt hunn an doropshi sanktionéiert gi sinn, well se zum Beispill ee Rendez-vous verpasst hunn (Froen N° 5415 a 5551). Eng Rei vu Leit leeën dee Moment Recours bei der ADEM an. D'ADEM huet 36 % (am Joer 2020) respektiv 27 % (am Joer 2021) vun de Recours redresséiert, an d'CSR huet 11 % (am Joer 2020) respektiv 6 % (am Joer 2021) vun de Recours annuléiert. D'Leit hunn also Recht kritt a kruten hire Chômage respektiv REVIS erëm ausbezuelt. Dës Prozeduren hunn 2022 awer bis zu 6,5 Méint gedauert. Wat bedeit, dass d'Leit, déi näischt falsch gemaach haten, awer hu misse méintelaang ouni Geld auskommen. De viregten Aarbechtsminister huet erkläärt, dass weider Leit, énnert anerem am CSR, géifen agestallt ginn, fir d'Delaien ze verkierzen.

An deem Zesammenhang wéilt mir de Ministere fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integreatioun dës Froe stellen:

1. Wäert eng nei Regierung op de Wee goen, fir wichtige Bréiwer vun der ADEM oder dem FNS, wéi zum Beispill d'Festleeë vu Rendez-vousen, iwwert Moyene fortzuschécken, wou ee ka sécherstellen, dass et ukomm ass? Zum Beispill duerch Avis de réception oder iwwert d'MyGuichets-App?
2. Wéi hunn d'Delaien bei de Recours bis haut evoluéiert? Sinn d'Delaien an den Ae vun de Ministere ze laang? Wa jo, wat fir weider Schrétt wäerte geholl ginn, fir se ze kieren?

Réponse (14/03/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den FNS schéckt an der Reegel all seng Bréiwer per Recommandé. Dëst sinn ënner anerem all Typpe vun Entscheedungen, déi geholl ginn an och d'Informationsbréiwer.

Déi Bréiwer mat enger Invitatioun op e Rendez-vous um FNS oder op der ADEM ginn och all per Recommandé verschéckt.

D'ADEM huet de Projet eADEM lancéiert, fir, an Zesummenaarbecht mam CTIE, hir digital Struktur ze verännere. An deem Kader gëtt och op MyGuichet en Espace „sectoriel“ kreéiert fir d'Leit, déi op der ADEM ageschriwwen sinn (MyADEM), a wou dann och den Echange vun den Dokumenter mat de Clienten vun der ADEM ka stattfannen. An enger éischer Phas (Ufank 2025) wäert dat de Fall fir d'Chômeurs indemniséiert sinn a spéider da fir all d'Demandeurs d'emploi.

ad 2. D'ADEM huet d'Perioden vum 1. November 2021 bis den 31. Januar 2022 mat den entspreche Periode vum 2022/2023 an 2023/2024 verglach, fir esou aktuell wéi méiglech ze sinn.

An deene genannte Perioden ass den Delai vun der Introdktioun vum Recours bis hin zur Notifikatioun vun der Decisioun vun 152 Deeg iwwert 130 Deeg op aktuell 73 Deeg erfogaang.

Déi Moossnamen, déi d'ADEM 2022 annoncéiert hat, droen also hir Friichten; d'Zil ass, den Delai op 1,5 bis 2 Méint ze stabiliséieren.

Épuisement professionnel auprès de la fonction publique | Question 0351 (19/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

Selon le rapport intermédiaire « Quality of work – Index » de 2023 de l'Université du Luxembourg, l'épuisement professionnel, également connu sous le nom de burnout, est devenu un problème de plus en plus préoccupant ces dernières années.

D'après le rapport d'activité 2022 du Ministère de la Fonction publique, le service psychosocial observe une croissance continue des agents qui sont accueillis dans le cadre d'une consultation psychologique individuelle au cours des dernières années, dont presque 60 % des cas sont liés à des conflits liés directement à leur travail (p. ex. conflit d'équipe, conflit hiérarchie, conseils managériaux, harcèlement présumé).

Au vu de ces constats, on voudrait demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre peut communiquer l'évolution des chiffres sur l'absentéisme pour cause de maladie au sein de la fonction publique ? Dans l'affirmative, combien de cas sont liés à un burnout ? Toujours dans l'affirmative, dans combien de cas, le burnout est e. a. attribuable à une surcharge de travail ?
- 2) Dans la négative, est-ce que les ministres envisagent l'implémentation d'un système informatique centralisé de gestion du temps englobant l'ensemble des administrations étatiques afin de recevoir une vue précise sur le taux d'absentéisme pour cause de maladie au sein de la fonction publique ?
- 3) Combien de conflits, traités par le service psychosocial de la fonction publique, peuvent être mis en relation avec un burnout ?

Réponse (26/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

À l'heure actuelle, il n'existe pas de chiffres consolidés du taux d'absentéisme et de son évolution pour cause de maladie au sein de la fonction publique. Par ailleurs, l'épuisement professionnel n'est pas défini officiellement comme maladie et ne dispose pas de code diagnostic. En cas de burnout, un médecin est obligé d'avoir recours à un code diagnostic existant, figurant sur la liste fournie à l'annexe K du cahier des charges entre la Caisse nationale de santé et l'Association des médecins et médecins-dentistes. De plus, nous nous permettons de rappeler que le code diagnostic n'est pas renseigné sur le volet employeur du certificat d'incapacité de travail. De ce fait, un employeur ne pourra jamais livrer de statistiques sur les raisons de l'absentéisme de ses employé(e)s.

Un projet stratégique de grande envergure pour la gestion des ressources humaines dans la fonction publique est en cours de réalisation au sein du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO), afin d'implémenter un seul système informatique centralisé de gestion des temps (« MyRH-Time ») dans l'ensemble des ministères

et administrations étatiques. S'agissant d'un projet complexe nécessitant des ressources importantes, le projet prendra encore quelques années jusqu'à ce que l'ensemble des administrations puissent utiliser le nouveau système de gestion des temps centralisé. Un bénéfice majeur à la clé sera notamment une vue précise sur le taux d'absentéisme global au sein de la fonction publique.

Le service psychosocial de la fonction publique (SPS) ne fait pas de diagnostic de burnout et ne peut pas non plus livrer de statistiques sur le nombre d'agents faisant appel au SPS lorsqu'un burnout aura été constaté au préalable par un médecin. Cependant, depuis le début de cette année, le nombre de personnes qui constatent eux-mêmes un épuisement professionnel sont intégrées dans les statistiques du SPS.

Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés | Question 0353 (19/02/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le cadre légal luxembourgeois confère des droits et offre des garanties aux enfants qui déposent une demande de protection internationale et qui sont qualifiés de « mineurs non accompagnés » (MNA). Le statut de MNA leur est conféré si leur minorité est reconnue par les autorités publiques et s'ils ne sont pas pris en charge par un adulte au Luxembourg.

Fin 2023, Unicef Luxembourg et l'OKaju ont présenté leurs rapports sur les MNA au Luxembourg et ont revendiqué que les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés soient renforcés.

Les organisations ont constaté que : « [T]ant la législation que la pratique souffrent de lacunes et de défaillances. D'une part, seuls les enfants ayant déposé une demande de protection internationale bénéficient des garanties liées au statut de MNA. D'autre part, l'ensemble des MNA est appréhendé avant tout dans une logique de gestion des flux migratoires et non d'aide à l'enfance réellement soucieuse de leurs droits. »

Dans leurs rapports, les organisations précitées identifient plusieurs mesures comme étant prioritaires afin de remédier aux lacunes existantes :

- L'établissement d'un premier point de contact autre que la Direction de l'immigration : selon les organisations, l'Office national de l'enfance (ONE) devrait être responsable pour l'accueil, la détermination de l'âge, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'intérêt supérieur et la coordination des aides pour l'enfant.
- Une prise en charge inclusive afin de garantir un accès aux aides pour tout enfant mineur non accompagné (indépendamment de l'introduction ou non d'une demande de protection internationale).
- La nomination immédiate des tuteurs et administrateurs ad hoc pour les enfants non accompagnés ainsi que la clarification et structuration de leurs rôles.
- Le suivi du jeune adulte dans sa transition vers la majorité et sa vie d'adulte et la possibilité de régularisation de sa situation administrative.

Dans sa note au formateur, l'UNHCR formule aussi plusieurs recommandations ayant trait aux enfants en exil, y compris la revendication pour l'accueil inconditionnel déconnecté de la demande de protection internationale ainsi que l'accès sans délai au tuteur et à l'administrateur ad hoc.

Dans son analyse du programme gouvernemental, le Collectif réfugiés Luxembourg (LFR) quant à lui rappelle que la demande de protection internationale

demeure l'unique voie permettant une prise en charge des besoins d'un enfant non accompagné et soulève la question de l'alternative à cette demande qui puisse permettre la prise en charge de l'enfant dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Il revendique en outre que la législation soit réformée afin d'adapter le cadre légal à la pratique d'une prise en charge des mineurs par l'ONE et non l'Office national de l'accueil.

Dans son programme gouvernemental 2023-2028, le Gouvernement reste muet sur la question du renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Messieurs les Ministres entendent-ils renforcer les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés au Luxembourg tel que revendiqué par l'UNICEF, l'UNHCR, l'OKaju et le LFR par le biais d'une réforme de la législation, voire d'autres mesures ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles sont les adaptations législatives et mesures préconisées par Messieurs les Ministres à cet égard, et quel est le calendrier envisagé ?

Réponse (19/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Même si le programme gouvernemental n'aborde pas ce sujet de manière explicite, la protection des mineurs reste une préoccupation primordiale pour le Gouvernement. Dans cet état d'esprit, le Gouvernement va procéder à l'examen des différentes revendications de l'UNICEF, de l'UNHCR, de l'OKaju et du LFR et des pourparlers seront menés entre les ministères concernés afin d'identifier des adaptations éventuelles de la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Toutefois, comme l'analyse est encore en cours, toute annonce quant aux résultats de cet examen est prématurée.

Actuellement la prise en charge (encadrement et hébergement) de tous les mineurs non accompagnés est assurée par l'Office national de l'enfance dans le cadre de mesures d'aide accueil socio-éducatif de jour et de nuit. Des mesures d'aide ambulatoire peuvent se rajouter à la prise en charge en cas de besoin.

ad 2) Au vu de l'analyse encore en cours, un calendrier ne peut pas être avancé à ce stade.

Désinfection des eaux minérales | Question 0354 (19/02/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Grupp Nestlé Waters huet déi franséisch Autoritéiten doriwuer informéiert, dass si fir verschidde vun hire Waassermarken illegal Desinfektionsmethode benotzt hunn.

Op rtbf.be ass ze liesen:

„Le numéro un mondial de l'eau minérale, Nestlé Waters, a informé en 2021 les autorités françaises qu'il avait recouru à des traitements interdits d'ultraviolets et de filtres au charbon actif sur certaines de ses eaux minérales pour maintenir ‚leur sécurité alimentaire‘, a-t-il indiqué lundi à l'AFP, confirmant une information des ‚Échos‘. [...] La réglementation interdit toute désinfection des eaux

minérales qui doivent être naturellement de haute qualité microbiologique, contrairement à l'eau du robinet qui est, elle, désinfectée avant de devenir potable. Une réglementation dont l'interprétation exclut les traitements ultraviolets et les filtres au charbon actif auxquels a eu recours Nestlé Waters au moins jusqu'en 2021, sans qu'on sache la date exacte d'arrêt.“

An deem Zesammenhang wéilte mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Ass gewosst, ob och hei am Land d'Fläschewaasser mat illegale Methoden desinfizéiert gouf?
2. Wéi gëtt d'Fläschendrénkwaasser an deem Sënn hei kontrolléiert?

Réponse (18/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi zoustänneg Autoritéiten hu keng Kenntnis vun illegale Methode fir d'Desinfektioun vum natierleche Mineralwaasser oder Quellewaasser bei den nationale Produzenten.

Nëmmen déi am Artikel 5 vum modifizéierte Règlement grand-ducal du 24 mai 1998 concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles autoriséiert Methoden duerfen op natierlechem Mineral- a Quellewaasser zu Lëtzebuerg applizéiert ginn. Keng Method, déi per Gesetz net erlaabt ass, gouf vun den zoustännegen Autoritéiten autoriséiert.

Bei den Inspektioune duerch déi zoustänneg Instanze bei de Lëtzebuurger Waasserproduzente goufe keng Hiweiser op Bedruch, wat d'Desinfektiounsbehandlungen ugeet, fonnt.

ad 2. D'Qualitéit vum Fläschendrénkwaasser gëtt permanent vun de produzéierende Betriber bei de Quellen a beim Endprodukt iwwerwaacht. Déi kompetent Autoritéite kontrolléieren duerch Inspektiounen, ob d'Betriber dës Iwwerwaachung richteg machen. Donieft gëtt och d'Hygiène, d'Verpackungsmaterial an den Étiquetage kontrolléiert. D'Frequenz vun de Kontrolle gëtt op Basis vun enger Risikoanalyse déterminéiert.

Zousätzlech gëtt am Kader vun den offizielle Kontrollen d'Fläschendrénkwaasser bakteriologesch a physikocheemesch analyséiert. Dobäi gi folgend Substanzen bei den Analyse cibléiert: Analgetika, Antibiotiquen, kardiovaskulär Medikamenter, organesch Kontaminanten, Cyclinen, Séissstoffe, Hormoner, Pestizidresiduen an hir Metaboliten, PCB a PFAS.

An deem Sënn konnten déi zoustänneg Autoritéite keng Irregularitéite feststellen.

Coopération policière et douanière entre le Benelux et la France (Hazeldonk) | Question 0356 (19/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Depuis 2006, une coopération policière et douanière existe entre les pays du Benelux et la France. Elle opère sous le nom de « Hazeldonk » inspirée du nom d'un village néerlandais sur la frontière belge qui se situe sur une route très fréquentée par des trafiquants de drogues européens.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Dans le cadre des opérations Hazeldonk, combien de contrôles policiers et douaniers ont été effectués au Grand-Duché depuis 2006 ? Combien de saisies ont été effectuées dans ce contexte ?

2) Est-il prévu d'étendre le réseau de coopération à d'autres pays ?

Réponse (19/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Dans le cadre de la coopération Hazeldonk, le Luxembourg a participé à 69 opérations transfrontalières communes en matière de lutte contre les réseaux organisés de distribution de drogue appelées communément « actions Étoile » depuis 2006.

Pendant les premières années de la mise en œuvre de ces coopérations, la priorité a été donnée aux aspects opérationnels et à l'élaboration de mécanismes de coopération policière. Aucun relevé statistique n'a été mené pour les années 2006 à 2009.

De 2010 à 2023 inclus, la Police grand-ducale ainsi que l'Administration des douanes et accises ont saisi lors de ces opérations :

- 4.900 grammes de marihuana
- 605 grammes de haschisch
- 34 joints
- 8 space cakes
- 580 grammes d'héroïne
- 415 grammes de cocaïne
- 13 grammes d'ecstasy
- 15 grammes de champignons.

ad 2) À l'heure actuelle, il n'est pas prévu que le cadre de coopération Hazeldonk soit étendu à d'autres pays.

Contournement de Heinerscheid | Question **0357** (20/02/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vun der Debatt iwwert d'Securisioun vun der N7, déi den 1. Juli 2021 an der Chamber stattfonnt huet, huet den deemolege Minister fir effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, sech och iwwert dee geplangte Contournement zu Hengescht geäussert. Deemo wier et esou, datt e Gesetzesprojet iwwert dëse Contournement an der AUSAARBECHTUNG wär. Dem Minister no sollt nach an der leschter Legislaturperiod (2018-2023) en APD (avant-projet détaillé) zum Contournement vun Hengescht ausgeschafft ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Lait der Regierung, ewéi vum deemolege Minister ugekënnegt, schonn en APD iwwert de Contournement vun Hengescht vir? Wann nee, wéini ass mat dësem APD ze rechnen?

2. Gëtt aktuell un engem Gesetzesprojet iwwert de Contournement vun Hengescht geschafft? Wou ass dëse Gesetzesprojet aktuell drun a wéi laang wäert et viraussichtlech nach daueren, bis dësen der Chamber zum Vott ka virgeluecht ginn?

3. Huet d'Regierung schonn éischt Informatiounen dorüwer, wéini d'Aarbechten um Contournement vun Hengescht wäerten kënnen ufänken a wéi laang dës Aarbechte wäerten daueren?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Projet vun der Securisioun vun der Nationalstrooss N7, wéi e vun der Chamber den 1. Juli 2021 gestëmmt ginn ass, ass an dräi Sektioenen opgedeelt. Dat éischt Deelstéck verleeft vum Fridhaff bis op d'Houschter Déckt, dat zweet Deelstéck geet da vun House weider bis op Maarnech an dat drëtt vu Fëschbech bis op Wäiswampech.

D'Aarbechten un där éischter Sektioen fänke viraussichtlech am Joer 2025 un. Duerno gëtt déi zweet

Sektioen am Kader vun den Aarbechten un der Émgeungsstrooss vun House realiséiert. Eréischt wann dës Aarbechten ofgeschloss sinn, gëtt d'Émgeungsstrooss vun Hengescht mam drëtt Deelstéck bis op Wäiswampech realiséiert.

De Virentwurf vum Projet (avant-projet sommaire APS) vun der Hengeschter Émgeungsstrooss gouf den 3. Juli 2023 vu mengem Virgänger approvüiert. Den detailléierte Virprojet (avant-projet détaillé APD) gëtt op Basis vum approvüierte Virentwurf awer eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt fäerdeggestallt. De Projet vun der Hengeschter Émgeungsstrooss befënt sech, wéi ugangs beschriwwen, op der drëtter a leschter Sektioen vun der Securisioun vun der N7 a besëtzt dowéinst zu dësem Zäitpunkt nach net déi néideg Prioritéit.

Deementspriedend läit nach keen detailléierte Virprojet vir, deen d'Basis fir d'Ausschaffe vum Finanzéierungsgesetz duerstellt.

ad 2. Esoulaang keen detailléierte Virprojet virläit, ka kee Finanzéierungsgesetz ausgeschafft ginn.

Eréischt wann all dës Etüde bis ofgeschloss sinn, kann deemno eng Zäitschinn fir de Projet vum Contournement vun Hengescht matgedeelt ginn.

ad 3. Wéi schonns an der viregter Fro duergeluecht, kann nach keng Zäitschinn fir d'Aarbechten un der Hengeschter Émgeungsstrooss matgedeelt ginn. Et sief awer elo schonns drop higewisen, datt no der aktueller Planung d'Aarbechten net virun 2030 wäerten ufänke kënnen.

Épandage et stockage d'effluents d'élevage | Question **0360** (20/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, il est interdit de pratiquer l'épandage de lisier, de purin, de digestat, de boues d'épuration liquides, de fumier mou, de fumier de volailles et de fientes de volailles pendant la période du 15 octobre au 1^{er} mars sur les sols non couverts, pendant la période du 15 octobre au 15 février sur les sols couverts autres que les prairies et pâturages, et pendant la période du 15 novembre au 15 février sur les prairies et les pâturages.

En cas de situation climatique exceptionnelle, les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture peuvent accorder une dérogation aux exploitations dont les possibilités de stockage sont épuisées et pour lesquelles des alternatives possibles ont déjà été examinées et jugées irréalisables par les demandeur.euse.s. Si la demande est jugée justifiée suite à un examen approfondi, une dérogation à l'interdiction d'épandage peut être accordée.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0111, Madame la Ministre a confirmé qu'une trentaine d'exploitations agricoles ont introduit une demande officielle de dérogation à l'administration dédiée parce qu'elles n'auraient pas assez de capacité de stockage pour le surplus de fumier produit.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Comment se déroule l'examen approfondi des demandes de dérogation ? Dans ce contexte, est-ce que des contrôles sont effectués sur place afin de déterminer les capacités de stockage voire les alternatives disponibles ?

2) Au vu du nombre des demandes de dérogation, la capacité de stockage d'effluents d'élevage dont doivent disposer les exploitations agricoles (cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant 6 mois) ne devrait-elle pas être augmentée ?

3) Quelles sont les aides étatiques dont peuvent bénéficier les exploitant.e.s pour l'augmentation de leur capacité de stockage et combien d'exploitations ont profité des aides dans les cinq dernières années (ventilé par année) ? Madame la Ministre estime-t-elle que l'incitation financière devrait être revue à la hausse afin de favoriser un accroissement de la capacité de stockage ?

Dans son examen de la politique environnementale 2022, la Commission européenne a constaté que « des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire la pollution par les nitrates lorsque la pression agricole est importante » et que « 77 % des flux de nutriments proviennent de l'agriculture ».

4) Dans ce contexte, la qualité de l'eau en proximité des surfaces bénéficiant d'une dérogation fait-elle l'objet d'un suivi systématique afin de déterminer les impacts éventuels des dérogations ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions principales qui peuvent être tirées du suivi ?

5) Outre le soutien financier, quelles nouvelles mesures Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils prendre pour résoudre la problématique du stockage d'effluents d'élevage et pour assurer la conformité avec le règlement concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture ?

En 2021, le Parc naturel de la Haute-Sûre, le SEBES, le LAKU et les agriculteur.rice.s régionaux du lac de la Haute-Sûre ont fondé l'association agricole « Käre vum Séi ». L'objectif du projet soutenu par le Ministère de l'Environnement par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau est de donner aux agriculteur.rice.s la possibilité de produire et de commercialiser des céréales régionales d'une manière qui favorise la protection de l'eau tout en recevant un prix équitable pour leur produit.

6) Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre des initiatives similaires qui se basent sur une approche volontaire et qui favorisent la production et la vente de produits agricoles dans le respect des limites environnementales ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées par Madame la Ministre ?

Réponse (20/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les demandes de dérogation sont introduites auprès du service agri-environnement, recherche et innovation de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), qui vérifie si les capacités de stockage de l'exploitation respective sont suffisantes. Ce contrôle se fait notamment sur base du cheptel ainsi que des données de stockage disponibles. L'ASTA vérifie encore si les surfaces pour lesquelles une dérogation a été demandée ont été déclarées dans le cadre de la déclaration de surfaces agricoles de 2023 comme prairie permanente ou prairie temporaire.

Après ces premiers examens de la demande de dérogation de la part de l'ASTA, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) reçoit le dossier et statue sur la recevabilité de la demande. Si la demande est recevable, l'AGE évalue quelles parcelles se prêtent à épandage.

Finalement, le service autorisations de l'AGE rédige l'arrêté, lequel est par après transmis au Ministère de



l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et au Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture.

ad 2) Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires et conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture (ci-après le « règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 »), tous les exploitants agricoles doivent, depuis le 30 juin 2015, disposer de cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant 6 mois. Il s'agit bien d'une capacité de stockage minimale. Dans tous les cas, l'épandage d'effluents d'élevage doit se faire d'une manière inoffensive pour l'environnement (art. 7 du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000). Les fertilisants doivent être répartis de façon régulière et équilibrée de manière à assurer un épandage uniforme et efficace visant à maintenir à un niveau acceptable la fuite d'éléments nutritifs dans les eaux (art. 6, point 8) du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000). Chaque exploitation doit veiller à respecter ces principes et en cas de besoin, adapter ses capacités de stockage.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture encourage depuis 2016 les exploitations agricoles à accroître leurs capacités de stockage au-delà du minimum de six mois requis, en augmentant les prix unitaires prévus pour les installations de stockage dépassant 6 mois.

Dans le cadre du rapport Nitrates sur la période 2020-2023, une évaluation concernant les capacités de stockage sera réalisée. Cette évaluation nous permettra d'analyser si la législation en vigueur doit être adaptée.

ad 3) À noter que le chapitre 1^{er} de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides aux investissements dans les exploitations agricoles, y compris pour des constructions visant l'augmentation de leur capacité de stockage.

Il est difficile de déterminer le nombre exact d'agriculteurs qui ont bénéficié de cette aide, car de nombreuses exploitations ont augmenté leur capacité de stockage dans le cadre d'un projet global d'extension ou de transformation des bâtiments d'élevage. À cet égard, il n'y a pas de chiffres spécifiques.

L'aide est de 40 % du coût éligible pour les biens immeubles. Le taux est majoré de 15 points de pourcentage pour les investissements en biens immeubles réalisés par un jeune agriculteur dans un délai de cinq ans à compter de la décision portant allocation de la prime d'installation et avant qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans.

Dans deux ans, il sera prévu d'organiser un « mid-term review », en étroite collaboration avec le secteur agricole, afin d'évaluer et en conséquence d'ajuster la loi agraire.

ad 4) Aucune dérogation n'a été accordée pour des surfaces se trouvant à proximité des cours d'eau (moins de 500 mètres). Le choix des parcelles agricoles et la quantité d'azote à épandre par hectare a été fait de telle sorte qu'il n'y ait pas d'impact sur la qualité des eaux.

La qualité des eaux souterraines et des eaux de surface est néanmoins suivie de manière rapprochée par les réseaux de surveillance mis en place par l'AGE ceci dans le cadre de la directive Nitrates et de la directive-cadre sur l'eau. Un suivi des surfaces bénéficiant d'une dérogation est dès lors assuré. À ce stade et suite aux conditions naturelles (par exemple temps de transit en direction des eaux souterraines), aucune conclusion définitive ne peut être tirée.

ad 5) Propager les techniques de séparation de la phase solide et de la phase liquide constitue un élément supplémentaire susceptible de contribuer à résoudre la problématique du stockage d'effluents d'élevage, même s'il faut préciser que ce procédé n'est pas approprié pour toutes les exploitations agricoles. D'autres mesures feront l'objet de la refonte de la législation en cette matière prévue en fin d'année 2024.

ad 6) Une diversification des pratiques agricoles par la cultivation de cultures favorables à l'environnement notamment dans les zones de protection délimitées autour de captages d'eau potable peut contribuer à réduire les concentrations en nitrates et en produits phytopharmaceutiques dans les eaux. Des demandes existent au niveau des exploitations agricoles et des fournisseurs d'eau potable pour mettre en place des cultures à faibles intrants (chanvre, lin, etc.) ainsi que des cultures permanentes comme le miscanthus et la silphie. Des études de faisabilité sont en cours de réalisation pour la mise en place de filières de vente notamment pour l'utilisation du chanvre dans le domaine de la construction. Des discussions interministérielles sont en cours en vue d'évaluer la mise en place de systèmes de financement durables au niveau des exploitations agricoles pour l'implantation des cultures en question.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture soutient par ailleurs par le biais du fonds agraire des projets d'expérimentation agricole, ayant comme objectif le développement et l'implémentation de pratiques agricoles, favorisant la protection de l'eau de surface ou de l'eau souterraine dans les zones de captage. Au de-là des essais agricoles, le Ministère de l'Agriculture a mis en place divers types d'aides pour promouvoir les cultures peu exigeantes en azote ou produits phytopharmaceutiques. Le ministère finance notamment des projets pilotes, soutenant le développement de chaînes de valeur ajoutée, permettant aux agriculteurs de commercialiser leurs produits à prix équitable.

Les projets financés actuellement par le Ministère de l'Agriculture, favorisant la production et la vente de produits agricoles dans le respect des limites environnementales, sont :

Le projet pilote d'expérimentation agricole du parc naturel « Natur- & Geopark Mëllerdall », qui soutient la cultivation d'orge de brasserie par les agriculteurs des zones de protection d'eau, souhaitant commercialiser dans un futur proche une bière artisanale locale.

Le Ministère de l'Agriculture soutient également un projet d'expérimentation agricole, destiné aux agriculteurs de la coopérative « Käre vum Séi », mentionné ci-dessus par l'honorable Députée Joëlle Welfring.

.....

Vaccination contre la grippe | Question 0361 (20/02/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Zanter enger Rei Jore recommandéiert d'Santé d'Grippeimpfung fir eng Partie Beruffsguppen – net just aus reng gesondheetleche Grënn, mee och aus sozioekonomesche Grënn. Et handelt sech heibäi ëm Enseignant, Buschaufferen, Dokter an Leit, déi am Fleegeseक्टर schaffen. De Staat hofft, esou Krankheetsfäll ze vermeiden, déi zu personellen Engpäss a systeemkritesche Secteure féiere kéinten.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Demarchen ënnerhëlt d'Direction de la santé, fir dës Recommendatioun deene viséierte Beruffsguppe bekannt ze maachen?

2. Wéi eng Ënnerstëtzung kréien d'Employeuren aus deene Secteuren, fir hire Salariéen e méiglechst einfachen Accès zur Impfung ze erméiglechen?

3. Wéi geet de Staat selwer als Employeur vir, fir dës Recommendatioun bei de betraffene Beruffsguppen ze promovéieren?

4. Ass dës offiziell recommendéiert Impfung fir déi concernéiert Persoune gratis? Wéi een Undeel vun de Käschte gëtt vun der Gesondheetskeess iwwerhollt?

Réponse (18/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wéi all Joer, huet d'Direktioun vun der Santé och am Hierscht 2023 erëm eng grouss Kommunikatiounscampagne lancéiert, fir déi ganz Bevëlkerung iwwer Otemweeinfektiounen ze informéieren an ze sensibiliséieren. Dëst geet bewosst iwwert d'Grippeimpfung eraus a betrëfft och aner Infektiounen wéi Covid-19, d'Infektiounen duerch de Pneumocoque an elo och d'passiv Immunisatioun vun de Puppelcher géint den RSV. Nieft den Impfung gëtt och vill Wäert op d'Informatioun iwwert d'Hygiënemesuren (z. B. Hännwäschen, wann ee krank ass doheembleiwen, net krank bei vulnerabel Persoune goen ...) geluecht.

Dës Informatiounen ginn iwwert d'sozial Medien, op Affichen, gradesou wéi um Radio, op der Televisioun an am Kino verbreet, an dat gläich an e puer Sproochen, fir der spezieller Situatioun vun der Lëtzebuurger Bevëlkerung Rechnung ze droen.

Hei gëtt bewosst d'Informatioun vun der ganzer Populatioun viséiert, et goufe keng cibléiert Moossname geholl, fir dës Campagne u spezifesche Beruffsguppen unzepassen.

ad 2. Verschidden aarbechtsmedezinnesch Servicer proposéieren all Joer Grippeimpfung fir d'Betriber (z. B. d'aarbechtsmedezinnesch Servicer vun ASTF, STI, Arcelor an CFL). Iwwert dee Wee ginn all Joer ronn 8.500 Leit géint d'Gripp geimpft. Zousätzlech bidden eng Rei Entreprises aus verschiddene Secteuren de Salariéen direkt d'Impfung un. Dëst ass de Fall, z. B. an de Klinicken oder am Fleegeseक्टर, wou et jo besonnesch wichteg ass, dass d'Leit esou mann wéi méiglech krankheetshalber ausfalen, an een och vermeide muss, dass d'Salariéen e Vektor vun der Infektioun fir vulnerabel Leit ginn.

Eng speziell Ënnerstëtzung, déi doriwwer erausgeet, ass net virgesinn. Et muss een och hei drop hiweisen, dass de Code du travail net virgesäit, dass dëst eng Missioun vun den aarbechtsmedezinnesche Servicer ass.

ad 3. De Staat als Employeur geet net anescht vir wéi am private Secteur. D'Personal gëtt engersäits duerch d'Kommunikatiounscampagne säitens vun der Gesondheidsdirektioun respektiv duerch den aarbechtsmedezinnesche Service vun der Fonctioun publique iwwert d'Grippeimpfung informéiert.

ad 4. Am Kader vun enger Konventioun tëschent dem Staat an der CNS bedeelegt sech d'CNS mat 100 % un den Impfung géint déi saisonal Gripp fir Leit ab 65 Joer, fir schwanger Fraen a fir Leit, déi als Risikopatienten agestuift sinn. Dorënner fale Persounen, déi u folgende Krankheete leiden:

- chronesch Longekrankheeten
- chronesch Hærzkerkrankungen
- chronesch Nierekrankheeten
- chronesch Stoffwiesselerkrankungen
- ugebueren oder duerch medezinnesch Traitement ervirgeruffen Immunodepressiounen
- Autoimmunkrankheeten
- Hämoglobinopathien

– neurologesch oder neuromuskulär Krankheete mat engem héije Risiko vun Aspirationspneumonie
– Krankheeten, déi eng chronesch Behandlung mat „acide acétylsalicylique“ bei enger Persoun ënner 18 Joer erfuerderen.

Fir kënnen vun enger gratis Impfung ze profitéieren, mussen Patienten ënner 65 Joer eng Ordonnance kënnen virweisen, déi attestéiert, dass si un enger vun den uewe genannte Krankheete leiden.

Assouplissement des règles européennes dans le secteur agricole | Question 0362 (20/02/2024) de M. Luc Emering | M. André Bauler (DP)

Am Kontext vun de Schwierigkeeten an den Onsécherheeten am Secteur vun der Landwirtschaft huet d'EU-Kommissioun decidéiert, eng Ëmweltoplag ze lockeren, réckwierkend op den 1. Januar 2024. Dobäi handelt et sech ëm d'4 % „Flächenstilllegung“. D'Iddi vun dëser Oplag ass et, fir en Deel vun den Agrarfläche broochleien ze loossen, fir d'Biodiversitéit ze preservéieren an dem Buedem ze erméiglechen, sech ze regeneréieren. D'Kommissioun gesäit elo d'Méiglechkeet vir, dass all wirtschaftlech Betriber an der EU vun dëser Verpflichtung ausgeholl sinn an trotzdem weider Subsidien duerch d'gemeinsam Agrarpolitik kreéie kënnen.

Amplaz 4 % vun den Agrarfläche broochleien oder onproduktiv ze loossen, sollen d'EU-Landwirtschaftsbetriber stéckstoffbannend Planzen (Lënsen, Ierbesen oder Bounen) an/oder Tëschefrüchten („culture dérobée“) op 7 % vun hirem Agrarland ubauen. Domadder erfëllen si d'Konditioun vun der Derogatioun. Tëschefrüchte si Planzen, déi tëschent zwou Haaptkulturen ugebaut ginn.

Memberstaaten, déi d'Ausnamereegelung op nationalem Niveau applizéieren wëllen, müssen der Kommissioun dëst innerhalvu 15 Deeg matdeelen, fir dass d'Bauern esou schnell wéi méiglech kënnen informéiert ginn.

An deem Kader wollte mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau folgend Fro stellen:

1. Wéini huet d'Ministesch wëlles, fir der EU-Kommissioun matzedeelen, ob si d'Ausnamereegelung op nationalem Niveau applizéieren wëll?

2. Wéi géif d'Ministesch duerno virgoen, fir der Secteur iwwert déi Ausnamereegelung ze informéieren a wéi géif dëst an der Praxis applizéiert ginn?

Réponse (23/02/2024) de Mme Martine Hansen, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Entscheidung gouf haut (den 21.2.2024) der Kommissioun iwwert d'Plattform ISAMM iwwermëttelt. Déi Responsabel vun der Kommissioun goufen awer schonns am Virfeld via Email doriwwer informéiert.

ad 2. Eng entsprechend amtlech Matdeelung stoung de leschte Freideg (16.2.2024) an der landwirtschaftlecher Press a figuréiert och um Landwirtschaftsportal. Dëse Communiqué gouf méttlerweil och, zesumme mat aneren Ennerlagen, un déi eenzel Betriber geschéckt (Zoustellung vum 21.2.2024). De Wuertlaut vum Communiqué ass:

Erzeuger, die der GLÖZ-8-Auflage unterliegen, müssen im Jahr 2024 mindestens 4 % ihrer Ackerflächen zu folgenden Zwecken nutzen:

„Option 1: nicht produktive Flächen und Landschaftselemente, einschließlich brachliegender Flächen; und/oder

Option 2: Leguminosen ohne Pflanzenschutzmittel; und/oder

Option 3: Zwischenfrüchte (in Sinne einer Nachfrucht) ohne Pflanzenschutzmittel.

Hierzu sei Folgendes zu beachten:

– Die Option 1 ist die Option, die bis jetzt umgesetzt wurde (jedoch ohne die Ausnahmeregelung „Stilllegung mit Lebensmittelerzeugung“).

– Die Optionen 2 und 3 sind neu.

– Der Landwirt kann unter den verschiedenen Optionen auswählen und sie kombinieren.

– Landschaftselemente werden jederzeit mit ihren Gewichtungswerten mit angerechnet.

– Zwischenfrüchte haben in dieser Ausnahmeregelung wie Leguminosen einen Gewichtungswert von 1 (und nicht 0,3). D. h. ein Landwirt mit 100 ha Ackerland, bei dem Leguminosen nicht passen und der keine Flächen stilllegen will, erfüllt seine GLÖZ-8-Auflage, wenn er mindestens 4 ha an Zwischenfrüchte einsät.

– Leguminosen, welche auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden, bleiben bei der gekoppelten Leguminosenprämie beihilfefähig.

– Überschüssige Flächen mit Leguminosen und Zwischenfrüchte, welche NICHT auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden, können im Rahmen der Öko-Regelungen beihilfebegünstigt werden, unter der Bedingung, dass die entsprechenden Auflagen erfüllt werden:

- Leguminosen ohne Pflanzenschutzmittel bei der ÖR 514 (Verzicht auf Pflanzenschutzmittel)

- Zwischenfrüchte ohne Pflanzenschutzmittel bei der ÖR 515 (Zwischenfrüchte und Untersaat im Mais). Hierbei sei erwähnt, dass Untersaaten im Mais NICHT auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden können.“

Conditions d'accès à la vasectomie | Question 0363 (20/02/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon des informations qui me sont parvenues d'une personne ayant décidé de recourir à une vasectomie, le processus menant à la réalisation concrète de la vasectomie durerait environ 18 mois.

En effet, de la première prise de rendez-vous avec un médecin généraliste jusqu'à la prise de rendez-vous avec un urologue compétent en matière de vasectomie, le concerné aurait attendu 6 mois.

Selon son médecin urologue, la demande de vasectomies dépasserait actuellement les capacités de prise en charge par les médecins compétent.e.s au Luxembourg.

Cependant, la réglementation de la vasectomie en vigueur prévoit un temps de réflexion de 4 mois avant confirmation définitive de l'intervention chirurgicale en question. Une fois confirmée la volonté de procéder à la vasectomie, le processus s'enchaîne avec une prise de rendez-vous pour procéder à l'intervention chirurgicale qui semble imposer à nouveau un temps d'attente plus ou moins long en fonction de l'ampleur de la demande.

Il faut préciser que la vasectomie se fait sous anesthésie locale, que l'intervention dure 20 minutes environ et que la convalescence est immédiate. En revanche, la ligature des trompes implique une hospitalisation de 1 à 3 jours, une anesthésie générale et une convalescence pouvant aller jusqu'à une semaine.

Force est de constater que pour une intervention chirurgicale bénigne telle que la vasectomie, la réglementation impose un temps de réflexion de 4 mois avant le passage à l'acte tandis que pour une ligature

des trompes – intervention plus lourde – aucun temps de réflexion n'est nécessaire.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est actuellement le temps d'attente en moyenne pour pouvoir accéder à un rendez-vous pour la réalisation de vasectomies ?

2) Combien de demandes existent actuellement ?

3) Quel est actuellement le temps d'attente en moyenne pour pouvoir accéder à un rendez-vous pour la réalisation des ligatures de trompes ?

4) Combien de demandes existent actuellement ?

5) Madame la Ministre peut-elle me communiquer la durée en moyenne des procédures d'accès respectivement à une vasectomie et à une ligature des trompes, en tenant compte de la première prise de rendez-vous chez un.e médecin compétent.e à la réalisation concrète ?

6) Madame la Ministre est-elle en faveur d'une suppression du temps de réflexion actuellement prévu dans le cadre de la réalisation des vasectomies ?

Considérant l'avancée considérable en matière d'égalité entre les hommes et les femmes que constitue la promotion de la contraception masculine et l'accès gratuit à la vasectomie, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

7) Madame la Ministre estime-t-elle justifiée l'obligation d'un temps de réflexion de 4 mois avant de pouvoir donner un consentement final pour la réalisation concrète d'une vasectomie ?

8) Dans l'affirmative, comment expliquer alors l'absence d'une telle nécessité dans le cas de la ligature des trompes ?

9) Dans la négative à la question 7, Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur d'une suppression du délai de réflexion concernant la vasectomie ?

Réponse (21/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

L'égalité entre les genres est une priorité du Gouvernement luxembourgeois. Elle représente une compétence transversale où chaque département ministériel doit intégrer le concept de l'égalité entre les genres dans l'élaboration de ses politiques, ceci conformément au principe du respect de la prise en compte systématique de la dimension du genre. Parmi ces domaines, la santé publique et la médecine ont bien évidemment une dimension genre et des inégalités y sont observées, que ce soit au niveau de l'état de santé, des soins de santé, de la prévention ou des déterminants de la santé.

L'Observatoire de l'égalité des genres du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité a soulevé certaines de ces inégalités par la publication en 2023 d'indicateurs ségrégués par sexe du domaine de la santé. Des échanges entre la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité et la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à ce sujet sont prévus afin d'augmenter la prise de conscience de ces inégalités, de sensibiliser le public cible à la dimension du genre et de développer des projets conjoints concrets dans ces domaines.

ad 1) Le temps d'attente moyen de prise d'un rendez-vous pour une première consultation auprès d'un urologue collaborant avec un centre hospitalier et en vue de la réalisation d'une vasectomie se situe entre 4 à 6 semaines.

ad 2) Le nombre de demandes est variable entre les différents centres hospitaliers. Pour certains, il n'y a pas de demandes en attente, d'autres ont une liste d'attente. Il faut distinguer entre le premier rendez-vous de consultation et la programmation des interventions chirurgicales y relatives.

ad 3) Selon les données recueillies auprès des divers établissements, la durée d'attente moyenne varie de moins d'un à deux mois.

ad 4) Deux à trois demandes par mois sont recensées en moyenne.

ad 5) La durée moyenne entre la première consultation et la réalisation de l'acte chirurgical (ligature de trompes et vasectomie) est de 5-6 mois en tenant compte d'un délai de réflexion obligatoire de 4 mois.

ad 6) Initialement et encore actuellement, un délai minimal de 16 semaines avait été retenu entre l'acte d'information et la réalisation des actes techniques de vasectomie ou de ligature des trompes. Cependant, et suite au retour d'information du terrain et des médecins en charge de ces actes, ce délai s'avère être une entrave à l'accès aux soins et n'apporte pas la garantie d'une meilleure information.

Il a été proposé de ne plus imposer de délai minimal de réflexion, la condition pour réaliser l'acte restant l'obtention d'un consentement libre et éclairé (cf. loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, article 8 (4)). La Commission de nomenclature a été saisie sur ce point par le ministère.

Dans ce sens, une recommandation circonstanciée abrogeant ce délai de 16 semaines initialement prévu a reçu un vote favorable de la Commission de nomenclature en novembre 2023 et le projet de règlement grand-ducal afférent est en cours de procédure.

Protection des données dans la fonction publique | Question 0364 (20/02/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

No der Affär „Casier bis“, bei där bekannt ginn ass, dass et um Niveau vun der Justiz eng inoffiziell Datebank mat persounebezunnenen Date gouf, déi keng legal Basis hat, gouf bei der Police a bei der Justiz um Niveau vum Dateschutz nogebessert. D'Datebanke goufe geläscht oder vun engem entsprechende gesetzleche Kader encadréiert an d'Datenzouggréffer ginn tracéiert. Well d'Personal op eng Datebank zougräift, muss agedroe ginn, firwat dës Consultatioun néideg ass. Géif e:ng Mataarbechter:in op Daten zougräifen, déi bspw. kee Rapport mat der Missioun vum Aarbechtsposten hunn, oder kee valable Grond fir d'Consultatioun agetippt ginn, géif dat beim Kontrolléiere vun de Logs opfalen.

Mee net nëmme bei der Police an der Justiz gëtt mat digitalen Datebanken geschafft. Och en Deel vum Personal aus der Fonction publique gebraucht am Alldag digital Datebanken, déi persounebezunnen Daten enthalen, wéi z. B. de Registre national des personnes physiques.

An deem Zusammenhang wéilt mir de Ministère fir effentlechen Déngscht a fir Digitalisatioun dës Fro stellen:

1. De Règlement grand-ducal vum 28. November 2013 iwwert d'Modalités d'application de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques gesäit vir, dass eng Persoun, fir Zouggréff op den RNPP ze kréien, muss en Accès accordéiert kréien a fir d'Consultatioun eng „authentification forte“ muss gemaach ginn.

Gëtt et doriwwe eraus eng Obligatioun, fir e Grond fir d'Consultatioun unzeginn?

2. Falls nee, wisou net?

Falls jo, wéi oft a vu weem gëtt kontrolléiert, dass d'Grënn fir d'Consultatioun vum der Datebank legittimm sinn?

Réponse (13/03/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Weeder d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwer d'„identification des personnes physiques“, deen den RNPP agefouert huet, nach de Règlement grand-ducal vum 20. November 2013 iwwer d'Modalités d'application vum Gesetz vum 19. Juni 2013, gesinn eng Obligatioun vir, fir bei enger Consultatioun de Grond dofir am System unzeginn.

Den Artikel 38 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwer d'„identification des personnes physiques“ erméiglecht awer dem Bierger, doriwwe Kenntnis ze hunn, wéi eng Verwaltung während de leschte 6 Méint seng Donnéeën am RNPP consultéiert huet. Op Nofro vum Bierger hin, muss all Verwaltung kënnen e Grond fir déi Consultatioun uginn.

Cotisations de pension plafonnées à cinq fois le salaire minimum | Question 0365 (20/02/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

À l'heure actuelle, les cotisations individuelles pour la pension des salariés du secteur privé sont prélevées sur un salaire plafonné à 12.854,64 € (selon les données du 1^{er} septembre 2023), soit à cinq fois le salaire minimum. L'on ne paie pas de cotisations sur tout montant qui excède ce chiffre, et l'on reçoit également une retraite calculée à partir d'un salaire correspondant à cinq fois le salaire minimum.

Le Gouvernement actuel a annoncé une analyse du système public d'assurance pension, analyse qui sera éventuellement suivie d'une réforme au cas où le système d'assurance actuel ne s'avérerait pas durable d'un point de vue financier sur le long terme.

Dans ce contexte, il serait d'utilité publique que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale réponde aux questions suivantes.

1) Combien de salariés du secteur privé au Luxembourg avaient des assurances pension plafonnées en 2023 ?

2) Si ces personnes avaient dû payer des cotisations sur le montant entier de leur salaire en 2023, combien d'argent supplémentaire aurait été disponible en 2023 pour financer le volume annuel des pensions du pays ?

3) Au cas où le système d'assurance pension actuel s'avérerait réellement non viable sur le long terme, est-ce que la ministre envisagerait, parmi d'autres solutions possibles, une mesure consistant à supprimer le plafonnement des cotisations tout en continuant à plafonner le salaire pris en compte dans le calcul des retraites à cinq fois le salaire minimum ?

Réponse (06/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À l'heure actuelle, le maximum cotisable pour tous les régimes de sécurité sociale, sauf l'assurance dépendance, s'élève à cinq fois le salaire social minimum, soit 12.854,64 €. L'assuré ne paie donc pas de cotisations sur le montant qui excède ce plafond.

Les données pour l'année 2023 ne sont pas encore disponibles. Au cours de l'année 2022, 558.201 personnes (salariés, non-salariés, bénéficiaires d'une indemnité de chômage, bénéficiaires d'une indemnité de préretraite, etc.) ont cotisé pour le régime général d'assurance pension. Parmi ces personnes, 28.035

(soit 5,0 %) ont dépassé le plafond annuel correspondant à cinq fois le salaire social minimum.

ad 2) En 2022, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a perçu 6.696 millions d'euros provenant des cotisations et de la participation de l'État (24 % de la masse salariale).

Le montant des cotisations engendrées par la part de la masse salariale constituée des montants dépassant le plafond cotisable aurait été de 676 millions d'euros.

ad 3) L'accord de coalition énonce que « (l) le dernier bilan technique du régime d'assurance pension du 26 avril 2022 a fait ressortir que le taux de cotisation actuel de 24 % (3 x 8 %) sera insuffisant pour payer le volume des pensions annuelles à partir de l'année 2027. Une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet ». Cette large consultation permettra d'évoquer une multitude de pistes de la part de tous les acteurs impliqués.

Unité spéciale de la police (USP) | Question 0367 (20/02/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'Unité spéciale de la police (USP) remplit une fonction essentielle au sein des forces de sécurité du Luxembourg, en intervenant dans des situations de crise complexes et en fournissant un soutien quotidien à d'autres unités de police. Nous souhaiterions obtenir des informations détaillées concernant l'évolution et le fonctionnement de l'USP durant la période de 2019 à 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Pouvez-vous préciser l'évolution du nombre de personnels de l'USP ?

2) Quelle a été l'évolution du nombre de missions effectuées annuellement par l'USP ?

3) Quel a été le volume moyen des heures supplémentaires réalisées par le personnel de l'USP ?

4) Combien de fois le dépassement de la durée journalière de travail a-t-il été constaté pour les agents des groupes d'intervention ?

5) Quelle est la durée moyenne du temps de permanence et du temps d'astreinte exigée respectivement pour les groupes d'intervention de l'USP ? Comment a évolué la durée moyenne du temps de permanence et du temps d'astreinte pour les groupes d'intervention de l'USP durant la période en question ?

6) Quelles mesures sont envisagées pour atténuer les charges physiques et psychologiques auxquelles sont exposés les personnels de l'USP ? Des infrastructures et thérapies de récupération sont-elles mises à disposition du personnel de l'USP ?

7) Combien de personnels sont, en moyenne annuelle, absents en raison de blessures ?

8) Quelles sont les indemnités supplémentaires attribuées aux membres de l'USP et quels sont les points indiciaires relatifs ?

9) La « prime de risque » est-elle attribuée de manière différenciée aux officiers civils et aux groupes d'intervention de l'USP ? Est-il prévu d'introduire une prime opérationnelle pour les agents de groupes d'interventions exposés à des risques majeurs ?

Réponse (22/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Pour des raisons tactiques et de confidentialité, les chiffres précis de l'effectif de l'Unité spéciale de la

police, ci-après « USP », ne peuvent être divulgués, cependant les effectifs de l'unité ont augmenté de plus de 20 % entre 2019 et 2023.

ad 2) En moyenne, l'USP compte 250 missions par an. Le nombre de missions effectuées chaque année par l'USP demeure constant, n'affichant aucune évolution significative dans les chiffres absolus.

ad 3) Les dispositions relatives au temps de travail dans la fonction publique introduites en 2018 n'étant pas adaptées aux missions et au fonctionnement de la police, le Ministre de la Sécurité intérieure a signé en 2019 avec la CGFP, le SNPGL, le SPCPG et l'ACSP un accord relatif au temps de travail et de repos dans la police. L'exécution de cet accord fait l'objet d'un contrôle par une commission composée de représentants du Ministère des Affaires intérieures, du Ministère de la Fonction publique, de la Police grand-ducale, de la CGFP, du SNPGL, de l'ACSP et du SPCPG, qui se réunit de manière régulière.

En raison de la diversité des missions de l'USP et des méthodes de récupération des heures supplémentaires, la détermination d'un volume moyen d'heures supplémentaires effectuées par le personnel de l'USP est complexe. Les modes de récupération peuvent en effet consister en des réductions du compte épargne-temps (CET), en la récupération moyennant des heures compensatoires ou en la compensation financière. Le contrôle par la commission précitée permet de veiller à ce que les heures supplémentaires prescrites soient compensées ou récupérées de manière adéquate.

ad 4) Les membres de l'USP comptent en moyenne 20 dépassements individuels par an entre 2019 et 2023.

ad 5) Les permanences sont nécessaires et effectuées en cas de manque d'effectifs pour pouvoir organiser un roulement du service. Il n'y a pas de temps de permanence fixe prévu.

Les membres opérationnels de l'USP ont presté en moyenne 120 jours (24 heures) de permanence par an entre 2019 et 2023. La moyenne de jours de permanence a diminué de 5 jours sur les 5 dernières années.

ad 6) En ce qui concerne la charge psychologique, le service santé et bien-être au travail de la Police grand-ducale encadre l'USP par rapport aux risques psychosociaux que peuvent représenter les missions.

En ce qui concerne la charge physique, un projet portant sur la récupération physique est actuellement à l'étude avec deux institutions luxembourgeoises.

ad 7) Au vu de la diversité des interventions et des risques de blessures y liés, il n'est pas possible d'évaluer une moyenne des absences en raison de blessures.

Néanmoins, pour donner des exemples récents, en 2023, 11 membres de l'USP ont subi un accident de travail, dont un pendant une intervention. Suite à ces accidents, six membres étaient en arrêt de maladie. Depuis le début de l'année 2024, quatre personnes ont subi un accident de travail, dont une personne qui a dû se mettre en arrêt de maladie.

ad 8) Une indemnité mensuelle non pensionnable d'un montant non imposable de vingt points indiciaires est allouée aux membres de l'USP conformément à l'article 81 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

ad 9) Chaque membre de l'USP bénéficie de l'indemnité mensuelle précitée, quel que soit le service au sein duquel il exerce ses fonctions et quel que soit le statut, policier ou civil. Cette approche vise à instaurer une équité totale, garantissant que tous les

membres, quel que soit leur service d'affectation au sein de l'USP, reçoivent une reconnaissance égale sous la forme de cette prime, renforçant ainsi un sentiment d'égalité.

.....
Aides financières « Fit 4 » | Question 0368 (21/02/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Virun e puer Joer huet déi viregt Regierung eng Rei Hëllefsmoosname fir d'Betriber beschloss, déi ënnert dem Numm „Fit 4“ bekannt sinn. Dorënner befannen sech „Fit 4 Start“; „Fit 4 Digital“; „Fit 4 Innovation“, „Fit 4 Sustainability“ oder och „Fit 4 Resilience“. Verschidde Programmer erlaben et och groussen Entreprises a Multinationallen, fir hei drun deelzehuelen a vu staatleche Subsiden dierfen ze profitieren, wann si d'Bedingungen erfüllen.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Subventionsprogrammer fir Betriber (onofhängeg vun der Gréisst vum Betrib) goufen zënter 2018 geschaf? Wéi eng Subventionsprogrammer lafen aktuell nach?

– Wéi vill Demandé sinn an deenen eenzele Subventionsprogrammer erakomm a wéi vill goufen ugeholl bzw. ofgeleent? Wéi vill sinn nach en cours de traitement?

– Wéi vill Subside goufen, opgelëscht no Joer an no Programm, an deenen eenzelne Subventionsprogrammer ausbezuelst? Wat ass de Montant vun den Demanden, déi nach am Cours de traitement sinn?

– Wie waren déi fënnef gréisst Beneficiairé vun dëse Programmer an all dëse Joren a wéi vill Subsiden hunn dës Firmen insgesamt erhalen?

2. Wéi eng Subventionsprogrammer existéiere beim Staat, fir de Finanzement vun neie Maschinnen an Infrastrukturen ze subventionéieren?

– Wie waren déi fënnef gréisst Beneficiairé vun dëse staatleche Bähëllef an all deene Joren a wéi vill Subsiden hunn dës Firmen insgesamt erhalen?

– Wéi ass séchergestallt, dass d'Maschinnen, déi mat lëtzebuergesche Bähëllef bezuelst goufen, net no e puer Joer an d'Ausland verpaid, transferéiert oder exportéiert ginn?

Réponse (22/03/2024) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Zanter 2018 goufen dës „Fit 4“-Moosname geschaf:

- Fit 4 Innovation – Health Tech Market
- Fit 4 Sustainability
- Fit 4 Resilience.

De Programm Fit 4 Resilience gouf spezifesch geschaf, fir d'Betriber an der Kris, déi duerch d'Covid-pandemie ausgeléist gouf, ze begleeden. D'Demandé konnte just an de Joren 2020 an 2021 agereecht ginn.

Zanter 2022 gëtt et de Programm „SME Packages“, dësen ersetzt verschidde fréier Fit 4-Programmer integral oder deelweis, a bitt eng méi komplett Offer. D'SME Packages richten sech u PME, déi den aktuellen Erausforderunge wëlle gerecht ginn a mat dësem Programm begleet ginn zum Beispill a punkto:

- Energietransitioun (SME Package – Sustainability)
- Digital Transformatioun (SME Package – Digital)
- Relatioun mat de Clienten (SME Package – Service, fréier Fit 4 Service).

Well all eenzel Bähëllef am Kader vun de Fit 4-Programmer ënnert dem Montant leien, iwwert deem aus Transparenzgrënn d'Informatiounen zu de Bähëllef publizéiert ginn, sinn d'Informatiounen zu de Montanten, déi un déi eenzel Betriber gaange sinn, vertraulich an et gëtt kee Ranking publizéiert.

Iwwert kee vun de Fit 4-Programmer ginn Investissementer an Infrastrukturen oder Maschinnen cofinanzéiert.

Heidrënner Informatiounen pro Programm:

– Programm Fit 4 Start
 Vun 2018 bis 2023 goufen 143 Fit 4 Start Hëllef fir e Gesamtbetrag vun ongeféier 15.219.915 € accordéiert an e Gesamtbetrag vun 10.740.000 € gouf un 109 Betriber ausbezuelst. Et sinn aktuell nach 4 Demanden am Traitement.

D'Participanten, déi gewielt ginn, fir am Fit 4 Start Startup Acceleratiounsprogramm matzemaachen, ginn all Joer ëffentlech annoncéiert. D'Detailer vun de Startuppen, déi an de leschten Editiounen matgemaach hunn, sinn an de Communiqué vum Wirtschaftsministère an op der Internetsäit vu Luxinnovation disponibel.

– Programm Fit 4 Innovation
 Am Zäitraum 2018 bis 2023 sinn 31 cofinanzéiert Diagnostiken duerchgefouert ginn, fir e gesamten accordéierten Hëllefsmontant vun 194.875 €. 181.750 € Hëllef sinn ausbezuelst ginn. Et ass keng Demandé méi am Traitement.

– Programm Fit 4 Innovation – Health Tech Market
 Dëse Programm huet 2022 als Declinaison vun Fit 4 Innovation ugefaang. Et gouf eng Bähëllef accordéiert an ausbezuelst fir 13.125 €. Et steet keng Demandé op.

– Programm Fit 4 Sustainability
 Dëse Programm huet 2022 ugefaang, zanterhier sinn 23 Hëllef accordéiert gi fir e Gesamtbudget vun 394.825 €. Et si bis elo 90.519 € ausbezuelst ginn, 2 Demandé ginn aktuell nach analyséiert.

– Programm Fit 4 Resilience
 Fir dëse Programm krute 26 Betriber Bähëllef accordéiert fir e Gesamtmontant vun 358.800 €. All dës Dossier sinn ofgeschloss.

– Fit 4 Digital
 Dëse Programm ënnerstëtzt PME bei enger genauer Analys, fir déi pertinentst a passend IT-Outillen ze fannen, mat deenen se kënnen méi effikass an effizient schaffen. En Deel vun de Fit 4 Digital-Mesuré si méttlerweil vum SME-Package – Digital iwwerholl ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....
Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire | Question 0370 (21/02/2024) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0113 vun den honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo an Här Yves Cruchten zu där neier EU-Fürerschäinsdirektiv schreift d'Madamm Verkéiersminister zu der Toleranzgrenz, fir während der Stagezäit ënner Alkoholafloss ze fueren, datt dës Limitt fir de Fall, datt den Text a senger aktueller Form ugeholl gëtt, géif vun 0,2 op 0,0 gesenkt ginn. D'Madamm Verkéiersminister betount, datt déi Reegelung Fürerschäinsstagiare rechtlich an eng prekär Situatioun géif setzen, well och verschriwwer Medikamenter kënnen Alkohol enthalen, dee bei enger Kontroll kéint zum Droe kommen.

Am Hibleck op d'Altersgrenz, fir de Fürerschäin déi eischte Keier aus gesondheetleche Grënn missen ze ermeieren, schreift d'Madamm Minister, datt am Artikel 10 ursprénglech virgesi war, dës Limitt EU-wäit op 70 Joer unzehiewen. Weider heescht et awer vun der Madamm Minister, datt dës Propos net zulescht op

Drock vun der Lëtzebuerger Regierung gestrach gouf. Op nationalem Niveau bleift weiderhin d'Reegelung a Kraaft, datt eng Verlängerung vum Führerschäi vum Alter vu 60 Joer u muss vun Dokter bestätegt ginn. Déi Limitt läit domat weiderhi fënnf Joer ënnert dem legale Pensiounsalter a steet och am Géigesaz zu der Entwécklung vun der allgemenger Liewenserwaardung an der gesellschaftlecher Gesondheet. Des Weidere ginn d'Leit domat an eng Situatioun gesat, wou de Staat zwar automatesch dovun ausget, datt si nach fit genuch sinn, fir schaffen ze goen, awer net méi, fir mam Auto bis op d'Aarbecht ze fueren.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi si de Risiko aschätzt, datt déi nei Reegelung zu der Kulanz, fir ënner Alkoholafloss ze fueren, fir Stagiairen, iergendwann och (nees) op Berufschaffueren ausge- weit gëtt?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob si virge- säit, géint dës Direktiv ze stëmmen, falls deenen an der Fro virdrun thematiséierte Lëtzebuerger Bedenke bei de weidere Verhandlungen net Rechnung gedroe gëtt, respektiv ob si sech wäert fir eng national Aus- namereegelung asetzen? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi hir Deci- sion motivéiert war, fir sech géint déi am Artikel 10 virgesi Proposition zu der Erhéijung vun der Alters- limitt fir gesondheetlech Kontrollen anzusetzen? Wéi begrënnt d'Madamm Minister déi Decision, beson- nesch am Hibleck op d'Entwécklung vun där allgemeng- er Liewenserwaardung an dem Interessekonflikt am Bezuch op de Pensiounsalter?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob si sech op nationalem Plang eventuell eng entspreichend automatesch Verlängerung vum Führerschäi bis op den Niveau vum legale Pensiounsalter souwéi eng entspreichend Upassung vun der Alterstabelle no uewe kéint virstellen, fir deene genannte gesell- schaftlechen Entwécklung Rechnung ze droen an och de Gesondheetssystem duerch d'Reduktioun vun onnéidege Kontrollen ze entlaaschten?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi nei EU-Führerschäinsdirektiv enthält keng Bestëmmungen iwwer eng Alkoholgrenz fir Berufschaffueren. Ob eng Bestëmmung an dësem Sënn an Zukunft op europäeschem Niveau wäert proposéiert ginn, kann een zu dësem Zäitpunkt net wëssen.

ad 2. D'Lëtzebuerger Bedenken zur juristescher Machbarkeet vun enger 0-Promill-Grenz, well zum Beispill de Gebrauch vu bestëmmte Medikamenter, déi Spuere vun Alkohol enthalen, d'Chauffieren an d'Illegalitéit géif driwen, bleift bestoen, a souwäit Ex- ceptionne méiglech sinn, wäert Lëtzebuerg och dorop zeréckgräifen. De Fait, dass Lëtzebuerg dëse Punkt net ënnerstëtz, féiert awer net zwéngend zu enger Opposi- tion géint déi ganz Direktiv, déi insgesamt vill zur Verbesserung vun der Verkéierssicherheit bäidréit.

ad 3. Am Kontext vun der Stroossesicherheit ass de biologeschen Alter méi relevant fir ze präiwen, ob déi néideg physesch a mental Fäegkeete fir d'Fueren op der Strooss erfëllt sinn. Heibäi ass de legale Pen- siounsalter net relevant.

ad 4. D'medezinnesch Kontrollen erfëllen den Zweck, fir souwuel d'Persoun, déi d'Erlabnis krut, fir op der Strooss ze fueren, genausou wéi all d'Usagere vun der Strooss, mat deenen dës Persoun a Kontakt komme kann, ze schützen. Et kann een deemno net soen, dës Kontrolle wieren onnéideg.

Wéi scho gesot, bezitt de legale Pensiounsalter sech just op d'Aarbecht. Fir d'Stroossesicherheit ze garantéieren, ass et wichteg, fir d'medezinnesch Konditiounen ze erfëllen, och besonnesch, wann déi concernéiert Chauffere beruflech am Verkéier ënnerwee sinn an eventuell och Wueren oder Leit transportéieren.

.....
Demandeurs d'emploi ayant une formation en informatique | Question **0371** (21/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'ADEM huet a sengen internen Analyse fir d'Joer 2023 festgestallt, dass d'Offer un Aarbechtsplaze bei hinne generell gekuckt ëm méi wéi en Drëttel zeréck- gaangen ass. Theoreetesche kann dëst e ganz positive Constat sinn, nämlech dann, wann doduerch och d'Unzuel un Demandeurs d'emploi parallel zréckgeet. Zu Lëtzebuerg gesäit d'Realitéit leider anescht aus, d'Unzuel u Leit, déi eng Aarbecht sichen ass iwwert de selwechten Zäitraum gekuckt ëm 15,5 % geklommen. Konkreet gëtt et also eng bedenkelech Entwéck- lung, et gi manner Aarbechtsplazen a méi Leit, déi eng Plaz sichen.

Bei den Demandeurs huet laut Analyse vun der ADEM eng Majoritéit op d'mannst de Secondaire supérieur ofgeschloss an et ginn, op e Joer gekuckt, besonnesch bei den héich qualifizéierten an de Leit ënner 30 déi stärksten Entwécklungen no uewen. Bei den Expertise fällt op, dass besonnesch d'Unzuel un Demandeurs mat engem informatemeschen Hanner- grond ëm 70 % geklommen ass am Verglach zu 2022. Am Beräich vun der Informatik gëtt et awer eng héich Offer u fräie Plazen (1.264), dofir ass et ëmsou méi iwwerraschend, dass et eng héich Unzuel u Leit mat engem passenden Hannergrond gëtt (649), déi net kënnen vermëttelt ginn.

Et sinn Zuelen, déi eiser Meenung no bedenkelech sinn a weider Froen opwerfen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi verdeelen sech déi 649 Demandeurs mat infor- mateschem Hannergrond op déi follgend Alterskate- gorien: 15-24, 25-34, 35-54, 55-65? Falls dëst an där Granularitéit net méiglech ass, da wgl. a follgenden Alterskategorien: 15-24, 25-54, 55-65.

2. Wann d'ADEM vu Leit mat engem informatemeschen Hannergrond schwätzt, no wéi enge Krittere gëtt dës Klassifikatioun virgeholl? De leschte Beruff, en Diplom oder eng Zertifikatioun oder eng Auto-Klassi- fikatioun?

3. Wéi positionéiert an erklärt sech de Ministère dësen Decalage am Beräich vun der Informatik?

4. Sinn d'Formatiounen am Beräich vun der Informa- tik (Re- an Upskilling) den aktuelle Besoinen am Secteur vun der Informatik ugepasst? Wéi oft gëtt d'Adequatioun vun dësen Inhalter iwwerpréift? An aus wéi enge Grënn erkennt de Ministère d'Inhalter als konform oder net konform un?

5. Wat gëtt konkreet nieft enger Offer un Up- a Res- killing gemaach an ugebueden, fir dass dës Leit trotz- deem an noer Zukunft kënnen vermëttelt ginn?

Réponse (27/03/2024) de **M. Georges Mischo**,
Ministre du Travail

ad 1. Als éischt mol e puer Erklärungen zu den Zuelen an der Froestellung: 1.264 Offeren, déi de „Métier M1805 – Études et développement informatique“ betreffen, si bei der ADEM tëscht Januar an Okto- ber 2023 gemellt ginn. Op 649 vun dësen Offeren konnt kee passende Kandidat proposéiert ginn. 649

representéiert déi oppe Plazen, fir déi keen Deman- deur d'emploi konnt assignéiert ginn; et ass net eng Zuel vun Demandeurs d'emploi.

Am Januar 2024 goufen et 520 Offres d'emploi fir de „Métier M18 – Système d'information et de télécom- munication“ (wat 665 oppene Plazen entsprécht), wä- rend d'Zuel vun Demandeurs d'emploi disponibles fir déi Beruffer aus der Kategorie bei 409 läit.

Hei ënnendréiner fënn eent d'Opdeelung no Alter vun den Demandeurs d'emploi, déi ee vun de Beruf- fer aus der genannten Kategorie sichen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parle- mentaire ou sur www.chd.lu.)

Et ass ze notéieren, dass d'Demandeurs d'emploi, déi e „profil informatique“ hunn, net nëmme an der Kategorie M18 ze fanne sinn. Gëtt betruuecht als „ayant un profil informatique“, all Persoun, déi eng Aarbecht sicht an de Beruffer vun der Administration informatique, der Analyse fonctionnelle, der Architec- ture informatique, der Automatisation industrielle/ Robotisation, vum Commerce informatique, vum Conseil informatique, vum Développement informa- tique, vun der Direction informatique, der Gestion de projet informatique, der Gestion an Analys vun Don- néeën, vun IT-Support, vun der Recherche scientifi- que an der Informatik, der Rédaction informatique, der Sécurité informatique, vum Web/UX design.

ad 2. All d'Statistike baséieren um éischte Beruff, deen den Demandeur d'emploi sicht. Dee gëtt be- stëmmt duerch de leschten Emploi, en Diplom, en Zertifikat am Beräich vun der Informatik; eng „Auto- klassifikatioun“ baséiert op de Kompetenzen an der Erfahrung, déi d'Persoun ugëtt an déi de Conseiller référent vun der ADEM approuvéiert.

ad 3. Den Decalage, deen sech hei à première vue erausschleift, ass nuancéiert ze betruuechten an huet gläich e puer Ursachen.

Esou ginn a ganz villen Offeren an deem Beräich héich spezialiséiert Matarbechter gesicht, wou dann d'Profiler vu villen Demandeurs d'emploi, déi zwar e „profil informatique“ hunn, trotzdeem net zu 100 % passen. Ausserdeem ass d'Diversitéit vun de Beruffer am IT esou grouss, dass verschidden Demandeurs, déi zwar wuel en IT-Profill hunn, awer net déi spezi- fesch Kompetenzen oder Erfahrung matbréngen, déi gefrot sinn.

Zudeem kënn och nach d'Tatsaach, dass déi transversal Kompetenzen eng ëmmer méi grouss Roll spillen.

Esou gëtt z. B. a 75 % vun den Offeren am IT-Beräich ausdrécklech d'Fäegkeet, fir sech Ännerunge kënnen unzepassen, gefrot.

Finalement spillen och an der Informatik d'Sproo- chekenntnisser eng Roll wann et gëllt, dee passende Kandidat ze fannen.

ad 4. D'Formatiounen, déi d'ADEM am Beräich vun der Informatik proposéiert, sinn developéiert ginn an Zesummenaarbecht mat deene wichtegsten Or- ganismen de formation zu Lëtzebuerg. Dat sinn no- tamment den Digital Learning Hub, den CNFPC, de Centre de compétences vun der Uni.lu an d'Chambres professionnelles: Chambre de Commerce (House of Training), Chambre des Métiers a Chambre des Salariés (LLLC). Déi Partenariater si weesentlech fir den Ausgleich tëscht de proposéierte Formatiounen an de Besoinen vum Aarbechtsmaart. D'Formatiouns- programmer ginn dauernd verbessert an ugepasst, wann dat néideg ass. Dofir ginn a Betruuecht geholl: den Taux de retour à l'emploi, d'Evolution vum Aarbechtsmaart, de Feedback vun den Employeuren, de Participanten oder och nach de Formateuren.

Am Februar 2024 huet d'ADEM eng Etüd iwwert d'Beruffer an der Informatik publizéiert. Si gouf realiséiert op Basis vun den Donnéeën, déi aus de gemellten Offres d'emploi vun den Entrepreneuren virgaang sinn; dës Etüd beschreift déi observéiert Tendenz fir dës Beruffer an déi verlaangte Kompetenzen. Si erlaabt och, beschtméiglech d'Offer u Formatiounen vun der ADEM am Beräich vum Up- a Reskilling unzepassen, fir dass se den aktuellen an zukünftege Besoine vun den Entrepreneuren entsprechen. Dës Etüd ass ze gesinn am Kader vun der Future-Skills-Initiativ an dem Partenariat fir d'Beschäftegung tëscht der ADEM an der Union des entreprises luxembourgeoises.

ad 5. Iwwert d'spezifesch Formatiounen am Kader vum Up- a Reskilling eraus, huet d'ADEM nach e ganzen Eventail u Formatiounen developpéiert, déi unhand vun de Besoine vun den Demandeuren d'emploi proposéiert ginn. Dat kënnen zum Beispill eng personaliséiert Begleedung unhand vun engem individuelle Coaching sinn, oder nach Programmer fir transversal Kompetenzen (Softskills, digital Kompetenzen am Bürosberäich, Kompetenzen am Beräich vun der Gestiou vu Projeten). Esou Kompetenze ginn effektiv ëmmer méi um Aarbechtsmaart gefrot, onofhängeg vum gesichte Beruff oder dem Secteur d'activité. Generell kann ee soen, dass d'Formatiounen vun der ADEM déi nohaltege (Re)insertioun vun den Demandeuren d'emploi op den Aarbechtsmaart sollen erméiglechen.

Zanter Enn Februar 2024 huet d'ADEM en neien „tableau de bord interactif“, ënnert der Adress www.jobinsights.lu, fir de Public online gesat. Dëse soll den Demandeuren d'emploi erlaben, d'Tendenzen an d'Opportunitéiten ze consultéieren, en temps réel, vum Lëtzebuurger Aarbechtsmaart a Funktioun vun hirem professionnelle Projet.

Jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation | Question 0372 (21/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg a, en date du 17 octobre 2023, annulé une décision du président de la Commission de conciliation du 28 juin 2022 portant refus de déclencher la procédure de conciliation. Le litige en question a vu le jour dans le cadre d'un différend entre un syndicat et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse suite à la conclusion en novembre 2021 d'un accord entre ce dernier et trois autres syndicats actifs dans le domaine éducatif.

La Commission de conciliation est saisie des litiges collectifs concernant le personnel de l'État et constitue l'organe mis en place pour éviter une grève dans le secteur public. Elle ne comprend qu'un membre permanent, à savoir le président qui est un magistrat de l'ordre judiciaire nommé pour une période de trois ans. Le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant la procédure de conciliation et de médiation prévoit en son article 2, alinéa 2 que « Le président transmet sans délai le dossier à tous les membres de la commission qui procèdent à l'instruction ».

Pour que la commission puisse fonctionner, il faut donc que tant le Gouvernement que les organisations syndicales désignent leurs représentants respectifs. Or, le jugement du tribunal administratif fait état d'un mémoire en réponse du délégué du Gouvernement qui met en avant que « Le Gouvernement en conseil, ainsi que les organisations syndicales concernées ne pourraient pas être obligés de désigner des

représentants pour composer la Commission de conciliation »⁶.

En effet, dans un communiqué daté du 14 juillet 2023, le syndicat susvisé relève que la décision de la présidente de la Commission de conciliation serait intervenue « bien après l'écoulement du délai légal de six semaines et sans qu'aucune réunion n'ait eu lieu ». Il est à noter dans ce contexte qu'entre le courrier adressé au président de la Commission de conciliation en vue de déclencher la procédure de conciliation et la décision de ce dernier, plus que cinq mois se sont écoulés.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Recherche au sujet d'un jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation :

- 1) Suite à la demande de déclencher la procédure de conciliation, le Gouvernement avait-il désigné ses représentants pour composer la Commission de conciliation, de sorte à permettre au président de cette dernière de leur transmettre le dossier pour l'instruction, tel que prévu dans le règlement grand-ducal susvisé ?
- 2) Messieurs les Ministres sont-ils au courant du jugement du tribunal administratif ? Le Gouvernement a-t-il introduit un recours ?
- 3) Dans la négative ou dans l'hypothèse de l'échec d'un éventuel recours, le Gouvernement s'engage-t-il à désigner dans les meilleurs délais ses représentants en vue de composer la Commission de conciliation ?
- 4) Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que le fait que ni le Gouvernement, ni les organisations syndicales ne soient obligés par la loi de désigner leurs représentants endéans un délai précis, constitue une lacune dans la législation applicable aux litiges collectifs concernant le personnel de l'État ? Messieurs les Ministres sont-ils disposés à réviser le cadre législatif en vue d'éviter tout blocage possible du processus de conciliation ?

Réponse (22/03/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Suite à la demande de déclencher la procédure de conciliation, le Gouvernement a pris position par rapport à cette saisine et a informé la présidente de la Commission de conciliation du fait qu'un accord fut trouvé entre la CGFP et l'État et que dès lors, en l'absence d'un litige, les conditions de la saisine de ladite commission ne sont pas remplies. La CGFP, qui partage ce point de vue, en a informé la présidente également.

C'est sur cette base que la présidente a informé les parties de ce qui suit au sujet de la saisine du SEW/OGBL : « le courrier du 11 février 2022 n'est dès lors pas de nature à déclencher la procédure prévue aux articles 1^{er} et suivants du règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant la procédure de conciliation et de médiation. Aucune convocation des membres de la Commission de conciliation au sens de l'article 2, point 1, alinéa 2 du prédit règlement ne doit par tant intervenir. »

ad 2) Oui, le Gouvernement est au courant du jugement du tribunal administratif et a relevé appel dudit jugement.

ad 3) Le Gouvernement tiendra compte de l'arrêt à venir de la Cour administrative.

ad 4) Le Gouvernement analysera les décisions des juridictions administratives précitées afin de remédier le cas échéant à d'éventuelles lacunes légales ou réglementaires.

Demande d'estimation de pension | Question 0373 (21/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Aktuell kënnen d'Leit sech fréistens vum Alter vu 55 Joer u vun der CNAP ausrechnen loossen, wéi vill si viraussiichtlech u Pensioun wäerte kréien. Vill Leit am mëttleren Alter sinn awer mat Decisiounen konfrontéiert, déi schonn Auswierkungen iwwert d'Erreche vum Pensionsalter eraus kënnen hunn, notamment wann hir Wunsituationen sech ännert a si plangen, e Prêt ze maachen. A sou engem Fall gehéiert d'Héicht vun der Pensioun zu den essentiellen Informatiounen, fir eng fundéiert Entscheedung kënnen ze treffen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet gär dës Fro stellen:

– Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, den Alter, vun deem un d'Bierger dës Informatiounen bei der CNAP kënnen anhuelen, op 50 Joer erfrozesetzen an/ oder de Bierger en Instrument fir eng vereinfacht Héichrechnung zur Verfügung ze stellen, dat et hinnen erlaabt, op d'mannst mat approximativen Informatiounen ze schaffen?

Réponse (25/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Pensionskeess (CNAP) ass sech bewosst, dass ëmmer méi Leit sech Froen zu hire Pensionsrechter stellen. De Rapport annuel vun der CNAP gëtt Opgeschlossen, nieft der grousser Croissance vu Pensionsdemanden, zum grouse Volume vu generellen Informatiounen a speziell vu Pensionsestimatiounen. Dës Demanden hunn e groussen Impakt op déi aldeeglech Aarbecht vun der Pensionskeess.

Bei der Pensionsestimatioun handelt et sech ëm e Service, deem d'Pensionskeess dem Assuré ab dem Alter vu 55 Joer ubitt. Dësen Alter ass esou gewielt, dass déi professionell Karriär, op déi zrëckgekuckt muss ginn, fir d'Pensionsrechter richteg ze appreciéieren, gréisstendeels scho consolidéiert ass. Wann d'Agente vun der CNAP dës Karriär also fachmännesch rekonstituéieren – keen einfachen Exercice, wann ee bedenkt, dass ronn 60 % vun de Pensionnaren eng gemëscht Karriär hunn, also mat Zäiten, wou si ausserhalb vu Lëtzebuerg geschafft hunn –, ass et extrem wichteg, fir weeder e Feeler oder eng falsch Interpretatioun ze maachen nach eng falsch Indikatioun ze ginn iwwert den Ufank oder d'Héicht vun der Pensioun, déi den Assuré kéinten zu enger falscher Entscheedung par rapport zu senger finanzieller Ofsécherung am Alter verleeden.

D'Genauegkeet, déi d'Pensionskeess bei dësem Exercice ka revendiquéieren, ass an direkter Relatioun zu engem noen Ufank vun der Pensioun selwer. De schlussendleche Montant vun der Pensioun ass awer och ofhängeg vun all de Revenue vum Assuré, och déi Revenue vun de leschte Méint just virun der Pensioun. Dëse Montant kann dofir eréischt nom Ufank vun der Pensioun exakt determinéiert ginn a gëtt unhand vun enger „décision présidentielle“ festgehalen. Eventuell kann et och nach bei enger virzäiteger Alterspensioun zu enger Neiberechnung am Alter vu 65 Joer kommen.

Fir méi pertinent op d'Demande vun den Assuréeen anzegoen a besser ze informéieren, huet d'Pensionskeess Enn 2023 hiren Internetsite, www.cnap.lu, frësch

⁶ Jugement n° 48015 du tribunal administratif, p. 14. <https://ja.public.lu/45001-50000/48015.pdf>

gemaach. Hei fënnt den Assuré d'Informatiounen méi handlech a benotzerfrëndlech opbereet, fir senger Liewenslag gerecht ze ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Op hirem Internetsite stellt d'Pen-sionskeess och Brochuren an Depliantsinformatiounen zur Verfügung, déi déi spéider Berechnung vun der Pension erklären.

Discrimination des demandeurs de protection internationale masculins sous procédure Dublin | Question **0374** (21/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zanter Enn Oktober 2023 gi sougenannt Dubliner ënnert den Asylbewerber (DPIen), d. h. Leit, déi sech schonn an engem aneren EU-Land an der Asylprozedur befannen, awer zu Lëtzebuerg eng zousätzlech Demande stellen, bei der Zouweisung vun den Iwwernuechtungsméiglechkeeten an entspreichende Strukturen op eng Waardelëscht gesat. Déi Decisioun gouf nach vum deemolege Bausseminister Jean Asselborn geholl an de 24. Januar duerch den Här Familljeminister géigeniwwer RTL, och am Numm vun där neier Regierung bestätegt. Déi genannte Lëscht betreffen awer ausschliisslech Männer, déi eleng reesen, Frae si vu vireran ausgeholl.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung an där Moosnam net eng kloer Diskriminierung vun de Männer, well hei eng bestëmmte Bevëlkerungsgrupp nëmmen opgrond vun hirem Geschlecht benodelegt an eng aner privilegiéiert gëtt?
2. Gesäit d'Regierung vir, déi entspreichend Waardelëscht an Zukunft paritétesch tëschent den zwee Geschlechter opzedeelen, fir nees op de Wee vun där gesetzlech virgeschriwwener Gläichbehandlung vun de Geschlechter zeréckzekéieren?

Réponse (21/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Dës Regierung steet fir eng Gläichbehandlung vun de Geschlechter an alle Beräicher. De Regierungsprogramm gesäit awer och Passagé vir, no deene speziell vulnerabel Kategorië vu Leit wéi z. B. „femmes sans abri“ a „femmes réfugiées“ eng besonnesch Attentioun solle kënnen kréien.

Wat elo déi ugeschwate Waardelëscht ugeet, ass ze soen, dass dës opgrond vun der extreem ugespaanter Lag agefouert gouf.

Et handelt sech hei ëm eng Mesure d'urgence en faveur vu vulnerabele Persounen, wou soll séchergestallt sinn, datt dës Persounen prioritär hebergéiert ginn.

Dozou gehéiere virun allem Fraen a Kanner, déi mat hire Familljen ukommen oder Mineurs non accompagnés, mee och krank oder eeler Leit souwéi Leit, déi ënner schwéieren Traumata leiden.

Étude Plurimedia | Question **0375** (21/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Plurimedia-Studie war an de leschte Jore mat déi eenzeg Referenz, wann et ëm Mediefuerschung gaangen ass. Op Nofro vu Reporter.lu, gëtt de Staatsministère follgendermoossen zitéiert: „Die Studie würde Informationen liefern, die von Interesse für den gesamten nationalen Mediensektor sind.“ Wéi op ville Plazen an de Medie bericht ginn ass, sinn déi lescht Resultater opgrond vu methodologesche Problemer net publizéiert ginn. Dorops opbauend

gi bei de Commanditaires an den operationelle Betriber Iwwerleeunge gefouert, wéi een eng nei Etude konzeptualiséiere kann. Och de Finanzement an de Choix vun de Commanditaire gëtt diskutéiert. Aus dëse Grënn stellen sech och op öffentlecher Säit aktuell vill Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Iwwert den Zäitraum vun de leschte 5 Joer gekuckt, wéi héich wor (pro Joer) d'finanziell an d'proportional Bedeelegung vum Staat um Gesamtbudget vun der Etude?
2. Aus gesécherte Quelle wësse mir, dass aktuell iwwert eng nei Etude negociéiert gëtt säitens de Commanditaires. Ass de Ministère an dëse Verhandlung matagebonnen? Wéi ass de Stand vun dësen Diskussiounen?
3. Wéi positionéiert sech de Ministère allgemeng zu enger méiglecher Finanzéierung vun enger Plurimedia-Studie? Ass de Ministère nach disposéiert, sech un enger eventueller Etude, wéi d'Methodologie och ëmmer wäert ausfallen, ze bedeelegen?
4. En vue vun der vum Ministère confirméierter Wichtigkeet vun den Informatiounen, déi aus esou enger Etude erausginn, gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, eng eegen Etude ze konzeptualiséieren, déi onofhängeg vu private Medienhaiser wier? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn esou Iwwerleeungen net gefouert?
5. Opbauend op de Prinzippe vun der Transparenz an de Konditiounen vun engem öffentlechen Investissement, plangt de Staat, der Chamber Accès zu de Resultater aus der net publizéierter Etude ze ginn?

Réponse (19/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. De Staat huet ëmmer ronn 10 % vum Gesamtmontant iwwerholl. De Gesamtmontant ass eng kommerziell Donnée a kann dowéinst net öffentlech gemaach ginn.

ad 2. De Ministère hëlt aktuell net un deene Verhandlungen deel an huet keng Kenntnis vum Stand vun den Diskussiounen.

ad 3. Falls d'Commanditaires eng diesbezüglich Demande un de Ministère maachen, wäert de Ministère eng Decisioun huelen.

ad 4. De Ministère ënnerstëtz d'Uni Lëtzebuerg finanziell, fir ë. a. eng järelech Enquête mat qualitativen a quantitativen Donnéeën zu der Lëtzebuurger Mediellandschaft duerchzuführen.

ad 5. D'Resultater aus der net publizéierter Etude si scho verschidde Presseorganer zur Verfügung gestallt ginn op hir Demande a si selbstverständlech och disponibel fir d'Chamber.

Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | Question **0376** (21/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Il y a quelques mois, des problèmes de réseau aux bornes de recharge pour voitures électriques avaient été signalés.

Suite à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait confirmé ces problèmes causés par une mise à jour d'un module de communication et avait annoncé que les problèmes seraient résolus endéans quelques jours.

Or, certaines bornes de recharge continuent à rendre une recharge impossible et des messages erronés tels que « votre carte est bloquée » sont envoyés aux clients.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie s'il s'agit d'un nouveau problème ou si les problèmes antérieurs n'ont pas encore pu être résolus.

– S'agit-il d'un phénomène plutôt isolé ou plus répandu et quel a été le cas échéant le nombre de problèmes signalés ?

– Quand est-ce qu'on peut s'attendre à une meilleure stabilité du réseau de recharge ?

Réponse (21/03/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Sur demande, les gestionnaires de réseau d'électricité qui opèrent le réseau « Chargy » ont confirmé que le problème de communication, qui avait fait l'objet de la question parlementaire n° 8302 en septembre 2023, a pu être résolu fin de l'année passée, entre autres par un remplacement des cartes de communication des bornes les plus touchées. Un remplacement généralisé de ces cartes est effectué dans le cadre de la maintenance annuelle par mesure de précaution. Ce phénomène n'impacte actuellement plus la qualité de service de manière significative.

Les problèmes d'identification sur la borne, que des clients peuvent actuellement rencontrer, sont dus à des phénomènes isolés, ayant différentes causes, entre autres des problèmes dans la communication entre la borne et le système informatique de « Chargy », des problèmes au niveau du lecteur de carte, ou des problèmes au niveau du fournisseur de service de charge pour des clients indépendants du système « Chargy ». Une fois signalés aux équipes de « Chargy », ces problèmes sont, en général, résolus rapidement.

En cas de problèmes, les clients peuvent contacter « Chargy » via la hotline au numéro : 8006-2020 ou encore le numéro de téléphone : 253 636 368.

Contrôles de la vitesse dans les zones 30 km/h | Question **0377** (21/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Reegelméisseg kënn et zu Kloe vu betraffene Bierger, Gemengen a Lokalpolitiker, well a Wunnungsquartiere mat Tempo-30-Zone villméi séier gefuer gëtt wéi et erlaabt ass.

1. Ech géif dofir gär vun der Madamm Minister vun der Mobilitéit an öffentlech Aarbechte wëssen, ob an deenen Zone mobil Radaren agesat ginn?

2. Wa jo, wéi oft ass dat an deene leschte 5 Joer inklusiv 2023 geschitt, a wat waren d'Resultater dovun?

3. Wéi eng Kontrolle si soss an de Wunngebiddere duerchgefouert gi mat wat fir Resultater?

4. Wéi héich waren d'Strofe bei deene festgehalene Delikter?

5. Kënnen d'Datebanke feststellen, wéi oft et zu „délits de grande vitesse“ komm ass?

6. Wou an no wat fir Krittere ginn déi mobil Radaren am Allgemengen agesat a mat wat fir Resultater?

Réponse (21/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An de Wunnungsquartiere mat enger Tempolimitatioun op 30 km/h ginn och mobil Radaren agesat, fir d'Sécherheet op de Stroossen ze verbesseren. Dës Initiativ ass en erweiderten Deel

vun de Beméiungen, d'Verkéiserssicherheit an deem spezifesche Beräich ze erhéijen.

ad 2. An de leschte 5 Joer, zënter 2019, goufen 139 Kontrollen mat mobille Radaren an 30er-Zonen duerchgefouert, woubäi en Total vun 8.714 Infraktiounen festgestallt gouf.

An der Tabell sinn „avertissements taxés“ opgeléicht, déi sech aus den 139 Kontrollen erginn hunn, an déi sech exklusiv op mobill Radaren an Tempo-30-Zone bezéien.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Nieft de Vitesskontrollen an de Wunnegebieder ginn ënnert anerem och Kontrollen am Beräich vun der genereller Verkéiserssicherheit gemaach, wéi z. B. Kontrolle vum techneschen Zoustand vun de Gefierer, vun de Luuchten, vun de Pneuen etc. D'Kontrollen, déi an de Wunnegebieder duerchgefouert ginn, baséieren op der Analys vun de lokale Pläng vun der „surveillance et contrôle de la circulation“, déi souwuel repressiv wéi och präventiv sinn, an orientéieren sech ënnert anerem un de lokale Besoinen an de Gemengen. Heibäi gi Reklamatiounen vun de Buergermeeschteren a Bierger consideréiert.

Et ass der Police net méiglech, eng automatiséiert Gesamtstatistik vun den uewe genannte Kontrollen, spezifesch fir déi lescht 5 Joer a limitéiert op Tempo-30-Zonen, opzestellen.

ad 4. Op dës Fro kann net geäntwert ginn, well et net méiglech ass, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren (cf. Äntwert heidriwwer).

ad 5. Der Police hir Datebanken erlaben et net, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren, déi sech spezifesch op d'Infraktioun „délits de grande vitesse“ an enger Tempo-30-Zon bezitt.

ad 6. Déi an deem Kontext viséiert mobill Radare ginn am Allgemengen agesat, fir de Verkéier ze iwwerwaachen a Beräicher, wou d'Tempobegrenzung besonnesch wichteg ass. D'Zil ass et, Geforesituatiounen ze reduzéieren an d'Leit un d'Reegelen ze erënnere. Mobill Radare sinn en erwiderten Deel vun de Beméiungen, fir d'Verkéiserssicherheit a spezifesche Beräicher ze erhéijen.

D'Datebanke vun der Police erlaben et net, eng automatiséiert Recherche vun all de constatéierten Infraktiounen vu mobille Radaren, wéi z. B. „délits de grande vitesse“, „procès-verbaux“, „plaques volées“, an 30er-Zonen ze maachen.

Radars mobiles | Question 0380 (22/02/2024) de M. André Bauler (DP)

De 15. Februar stoung moies op der N7 zu Maarnech an der Gemeng Clierf e mobille Radar, deem zeg Automobiliste geblézt huet. Effektiv muss een op dës Plaz méttlerweil 50 Km/St. fueren amplaz 70 Km/St., wéi dat soss de Fall war.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Automobiliste goufen de 15. Februar zu Maarnech geblézt? Gouf et rezent och zousätzlech Kontrollen an der Houschter Déckt, wou neierdängs och Tempo 50 géllt?

2. Wéi laang stinn déi mobill Radaren duerchschnëttlech op enger bestëmmter Plaz, fir Kontrollen duerchzeféieren?

3. Wéi vill mobill Radarkontrolle sinn zanter dem 15. September 2023 am Bezierk Norden duerchgefouert ginn? Wéi vill sinn der an där Zäit landeswäit duerchgefouert ginn?

4. Wéi vill Recetten hunn déi mobill Kontrollen iwwer dësen Zäitraum landeswäit erabuecht?

5. Wat waren d'Recetten um 15. Februar 2024, déi bei der Kontroll zu Maarnech enregistriert goufen?

Réponse (21/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Bei der Kontroll vum 15. Februar 2024 goufen 134 Gefierer geblézt.

An der Houschter Déckt gouf et 2024 folgend Kontrollen:

- 2. Januar 2024: 95 Gefierer geblézt
- 8. Februar 2024: 84 Gefierer geblézt
- 15. Februar 2024: 93 Gefierer geblézt.

ad 2. Intern Virschrëfte vun der Police gesi vir, dass eng Kontroll mat mobillem Radar tëscht 1 a 4 Stonnen dauere soll.

ad 3. Zënter September 2023 goufen am Ganze 462 Kontrolle landeswäit mat mobille Radaren duerchgefouert, dovun 135 an der „Région Nord“.

ad 4. Et ass net méiglech, zu deemem Zäitpunkt eng Äntwert heiroop ze ginn, well d'Infraktiounen nach net all constatéiert (also traitéiert) gi sinn an deemno nach net all bezuelt gi sinn. Et ass ze bemierken, dass d'Prozedure konform zum legalen Delai lafen a kee Retard ze vermierken ass.

ad 5. Hei gétt op d'Äntwert heidriwwer verwisen.

Qualité des textes de loi | Question 0382 (22/02/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Bei der Erëffnungssëtzung vun der Chamber no de Walen am Oktober 2023 huet de provisoeresche President vun der Chamber a senger Ried dorop higewisen, dass d'Qualitéit vun de Gesetzestexter ofgeholl huet. Beim Neijoerschpatt vum Staatsrot huet de President vun dëser Institutioun eebenfalls op dës Problematik verwisen. De President vum Staatsrot huet sech dofir ausgeschwat, dass hei Ännerunge kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wat wéll dës Regierung konkret géint dës Problem maachen?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu der Iddi, fir ee Service de légistique ze schafen an deem an engem Ministère unzesidelen, fir dass dësen all Projets de loi misst pour avis et correction kréien, fir d'Qualitéit vun den Texter ze verbessere an de Staatsrot ze entlaaschten?

Réponse (28/02/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre

D'Regierung wéllt eng héchstméiglech juristesche Qualitéit vu Gesetzestexter. Dofir plangt d'Regierung, en interinstitutionellen Dialog ze féiere mat der Chamber a mam Staatsrot fir ze kucken, wéi een dëst Zil beschtméiglech ëmsetze kann.

Dorënnen ass d'Iddi vun engem Service de légistique eng vun de méigleche Pisten, déi wäerten analyséiert ginn.

Réduction des dépenses de l'État | Question 0383 (22/02/2024) de M. André Bauler | Mme Corinne Cahen (DP)

An engem Interview huet den Här Finanzminister rezent matgedeelt, dass beim Staat misst gespuert ginn, fir de wuessenden Defizit ze reduzéieren. Hien huet vun Aspuerpotenzial beim Personal, bei den

Infrastrukturen an de Fonctionnementskäschte geschwat.

An deem Kader wollt mir dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

- A wat fir enge Beräicher soll manner Personal agestallt ginn? Gëtt et net sensibel Beräicher, wéi Justiz, Police an Educatioun, wou een net einfach op Personal verzichte kann?

- Wat versteet den Här Minister genee ënner Reduzéierung vun de Fonctionnementskäschte beim Staat? Wou gesäit hien do konkret Aspuerpotenzial? Wéi héich schätzt hien dëst Potenzial approximativ an?

- Ausser, dass den Här Minister manner deier Bürosgebaier wéllt finanzéieren, wou wéilt den Här Minister konkret bei aneren Infrastrukture spueren? Wéi grouss gesäit hien de Spillraum an deem Beräich, wuel wëssend, dass bei all Projet eng Rei Normen ze respektéieren sinn?

Réponse (18/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Ech verweisen déi honorabel Deputéierten op de Staatsbudget fir d'Joer 2024, wou d'Eckdate vum Budget skizzéiert ginn an op d'Explicatiounen, déi ech am Kader vun der Präsentatioun vun deem Budget an der Chamber de 6. Mäerz 2024 ginn hunn.

D'Personal beim Staat soll an Zukunft manner séier klammen, wéi dat an der Vergaangenheet deelweis de Fall war. Dat ass zum engen doduerch bedéngt, dass de Staat net ëmmer d'Leit fënnt, déi e sicht. Et sief hei drun erënnert, dass am Hierscht 2023 nach ronn 1.800 Poste beim Staat onbesat waren. Zum anere wéll d'Regierung verstärkt op d'Digitaliséierung an eng Vereinfachung vun de Prozedure setzen. Déi meeschten Neiastellungen si bei der Police an an der Educatioun virgesinn.

Wat d'Fonctionnementskäschten ugeet, sou sinn dës an de Joren 2019-2023 an der Moyenne ëm 10 % d'Joer an d'Luucht gaangen. Fir 2024 gétt mat enger Progressioun vu 7,3 % gerechent.

Ech wéll ofschléissend drop hiweisen, dass d'Investitiounen weiderhin op engem héijen Niveau wäerte gehale ginn; dat betrëfft och d'Investitiounen an d'Infrastrukturen. D'Regierung leet hei besonnesch Wäert op d'Mobilitéit, déi energieetesche Transitioun an d'Digitaliséierung an orientéiert sech no de politesche Prioritéiten aus dem Koalitiounsprogramm, ouni d'Nohaltegkeet vun de Staatsfinanzen aus den Aen ze verléieren.

Actualisation du Code de la route | Question 0384 (22/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Artikel 4 vum Code de la route kann ee Folgendes liesen:

„À condition d'être couvert par une assurance répondant aux prescriptions de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, un véhicule routier soumis à l'immatriculation peut être mis en circulation sur la voie publique sans être immatriculé :

- 1. par le propriétaire ou détenteur du véhicule ainsi que par un garage ou un atelier de réparation, sous le couvert de plaques rouges ou sous le couvert de plaques d'immatriculation arborant le numéro qui a été attribué au véhicule en vue de son immatriculation :
- a) sur le trajet direct entre le point de vente ou l'entrepôt du véhicule et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle

technique ainsi que, en cas d'importation d'un véhicule de l'étranger, entre le point de passage de la frontière et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique."

Vu dass et keng Grenzbüroe méi gött, mussen d'Leit bei d'Douanesbüroen am Land fueren. Eisen Informatiounen no sinn hei scho Leit protokolléiert ginn, wéi se ënnerwee bei d'Douane waren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Am Punkt a) gött nach ëmmer vun de Grenzbüroe geschwat, déi et net méi gött. Wäert d'Ministesch hei bei enger nächster Upassung vum Code de la route dovou profitéieren, fir dës Punkt ze aktualiséieren?

2. Ass an den Ae vun der Regierung ee Protokoll legal, wann d'Personnen sech op dem Trajet direct fir bei den Douanesbüro befannen?

Réponse (27/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den honorabelen Deputéierte stellt d'Fro iwwert eng méiglech Upassung vum Code de la route, wat d'Grenzbüroe betrëfft, a méi genee iwwert den Trajet vun engem net immatriculéierte Gefier bis op den Douanesbüro.

Mat engem Gesetz vum 21. September 2023 gouf d'Gesetz vum 14. Februar 1955 (Loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques) geännert an de modifizéierten Artikel 4 Paragraph 1 Lettre a) beseet elo:

„À condition d'être couvert par une assurance répondant aux prescriptions de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, un véhicule routier soumis à l'immatriculation peut être mis en circulation sur la voie publique sans être immatriculé :

1. par le propriétaire, le futur détenteur du véhicule routier ou futur titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule routier ainsi que par une personne morale autorisée à faire le commerce ou à faire la réparation des véhicules routiers soumis à l'immatriculation, sous le couvert de plaques rouges ou sous le couvert de plaques d'immatriculation arborant le numéro qui a été réservé ou alloué au futur titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule routier en vue de son immatriculation :

a) sur le trajet direct entre le point de vente ou l'entrepôt du véhicule routier et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique ainsi que, en cas d'importation d'un véhicule routier de l'étranger, entre le point de passage de la frontière et le bureau de l'Administration des douanes et accises et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique.

[...]"

De legislativen Text, esou wéi e vum Här Deputéierten an der Fro zitéiert gött, ass net méi en vigueur. Tatsächlech gouf den Trajet op den Douanesbüro derbäigefüügt, esou datt de Bierger sech ouni Problem ka bis op den Douanesbüro mat sengem Gefier beweegen an net dofir protokolléiert gött. Dës Ännerung gouf agefouert well, ewéi vum Här Deputéierten erwänt, et keng Grenzbüroe méi gött an den Text un dës Situatioun huet missen ugepasst ginn.

ad 2. De Commentaire des articles vun dëser Ännerung beschreift Follgendes:

„Au point 2, lettre b), l'alinéa 5 du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée est remplacé de sorte à permettre au futur titulaire du certificat d'immatriculation, sous le couvert de plaques rouges ou de plaques d'immatriculation affichant le numéro attribué à cette personne, de mettre en circulation le véhicule couvert par une assurance de responsabilité civile automobile obligatoire dans le cadre des trajets énumérés par cet alinéa. Un trajet supplémentaire est accordé au conducteur du véhicule non immatriculé entre les locaux de l'Administration des douanes et des accises et les lieux d'entrepôt ou d'achat du véhicule. Par ailleurs, le régime du titulaire de plaques rouges est précisé par les modifications au point 2 de l'alinéa 5.“

De Punkt a) gouf mat de leschten Ännerungen aktualiséiert an et gött kee Protokoll ausgestallt, wann e Bierger sech op dem Wee op den Douanesbüro befënnt mat sengem importéierten, nach net immatriculéierte Gefier, ënner der Konditioun, dass rout Placken oder normal Placken, déi vum zukünftigen Titulaire vum Certificat d'immatriculation um Gefier montéiert sinn an d'Gefier duerch déi obligatoresch Assurance ofgedeckt ass. Mat deene vir ernimmten Ännerunge gouf och agefouert, dass d'Société nationale de circulation automobile (SNCA) kann elektronesch matgedeele kréien, ob eng Vignette beim Import vum Gefier bezuelt ginn ass beim Douanesbüro, fir d'Prozedur vun der Immatriculation vum Gefier ze vereinfachen. Dëst ass och agefouert ginn, well een op eng Digitalisatioun vun der Procédure d'immatriculation wëll hischaffen.

Leider kann aus der Ausso vum honorabelen Deputéierten net erausgellies ginn, wéi eng spezifesch Fäll viséiert sinn, weeder ënner wéi engen Ëmstänn déi vun him genannte Protokollen ausgestallt gi sinn, nach wou d'Informatiounen hierkommen.

Bâtiment K22 | Question 0385 (23/02/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

Am Joer 2023 ass de Gesetzesprojet 8154 gestëmmt ginn. Hei ass et ëm e Finanzéierungsgesetz gaangen, wou de Staat 273,5 Milliounen investéiert an e Gebai, dat den Numm „K22“ dréit a jeeeweils zur Hallschent vum Staat an ArcelorMittal kaf a geréiert gött.

Dës Projet ass vun der CSV, zu deem Zäitpunkt nach an der Opposition, staark kritiséiert ginn. Den honorabelen Deputéierte Laurent Mosar huet an der Debat dovou geschwat, dass d'Regierung mat dësem Kaf hir Glafwierdegkeet verléiert an hei ëffentlech Gelder mat der Strenz ausgedeele ginn. Och déi honorabel Deputéiert Diane Adehm huet am Februar an engem Interview dorops higewisen, dass de Staat esou Gebaier net méi kafen dierft. Dës Aussoe passen an de Kader, deen den Här Finanzminister Gilles Roth mëndlech setzt, wou en an engem rezenten Interview dovunner schwätzt, dass een d'Steigerung vun den ëffentlechen Ausgaben offlaache muss.

De Staat finanziert also aktuell e Gebai, wat, wéi déi honorabel Deputéiert vun der CSV et aschätzen, exzessiv Käschte generéiert huet, an et gläichzäiteg awer keen no bausse kommunizéierte Plang gött, wéi een dëst Gebai optimal notze kann.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Finanzen, ëffentlechen Dëngscht a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt et säitens den ëffentlechen Autoritéiten Iwwerleeungen, wéi ee mat dësem Gebai, beispillsweis duerch eng Locatioun oder e Verlaf, Recette generéiere kann? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn dës Iwwerleeungen, opbauend um uewen duergeluechte Constat, net gefouert?

2. Gëtt et konkreet Pläng, wéi eng Departementer hei sollten an de Büroen ënnerbruecht ginn? Wéi gött de Choix virgeholl respektiv wéi sinn déi betreffend Servicier ausgewielt ginn? Wéi eng Virdeeler erhofft een sech duerch dës Placement?

Réponse (26/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances | M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Chamber huet de 5. Juli 2023 de Gesetzesprojet N° 8154 fir den Deelkaf vum sougenannte Gebai K22 um Kierchbiere gestëmmt. Dat deementspreechend Gesetz ass de 24. Juli 2023 am Mémorial A publizéiert ginn an den 28. Juli 2023 a Kraaft getrueden. Am Sënn vun der Gewaltentrennung opläit et der Regierung, dëst Gesetz ze exekutéieren.

Op Proposition vum fréiere Minister fir Transport an ëffentlech Aarbechte goufe Machbarkeetsstudien, fir folgend Servicier am Gebai K22 ënnerzibréngen, an Optrag ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Des Weidere leeft eng Machbarkeetsstudie fir ze kucken, ob de Service des aides au logement och am Gebai K22 kéint ënnerbruecht ginn.

Bei der Selektioun vun de Servicier goufe folgend Krittären a Betruecht gezunn:

- Proximitéit zu hire Ministères de tutelle, déi am Héichhaus ënnerbruecht sinn;
- Méiglechkeet, verschidde Surfacë vum Gebai zesummen ze benotzen;
- Compatibilitéit mat aneren externen Occupante vum Gebai;
- Regruppement an domadder Vereinfachung vun der Zesummenaarbecht a kuerz Weeër.

Sollt sech an de Machbarkeetsstudien erausstellen, dass deen een oder anere Service net géif an d'Gebai passen, kënnen aner Servicier noselektionéiert ginn.

Dispense de travail pour enseignantes enceintes | Question 0386 (23/02/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

Eng Schwangerschaft bedeit net nëmme eng grouss kierperlech Verännerung fir d'zukünfteg Mamm, mee och ënner Ëmstänn fir de beruflechen Alldag. Esou zum Beispill och am Enseignement, wou et d'Méiglechkeet gött, dass eng Dispens ausgeschwat gött. Hei gött et awer wuel grouss Ënnerscheeder, wéi mir zougedroe gouf. Sou kann et sinn, dass eng Enseignante weider normal schaffe geet, während aner Enseignanten op eng administrativ Tâche gesat ginn oder esouguer ganz doheemleiwien.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, ëffentlechen Dëngscht a Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wien huet alles d'Méiglechkeet, fir esou eng Dispens auszeschwätzen?
2. Sinn d'Reegelen, fir esou eng Dispens auszeschwätzen, am Privatsecteur an an der Fonction publique déi selwecht?
3. Op wéi enge Krittäre baséierend gött eng Dispens ausgeschwat?

Réponse (26/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Eng Dispens gëtt, an der Reegel, vum Employeur op Avis conforme vum Aarbechtsdokter ausgeschwat.

ad 2. Jo, d'Artikelen L.334-1 bis L.334-4 aus dem Code du travail, déi hei spillen, applizéieren sech esouwuel am Privatsektor ewéi och an der Fonction publique.

ad 3. D'Ausschwätze vum enger Dispens baséiert op der Analys vum spezifeschen Aarbechtsëmfeld an awer och vum medezinneschen Hannergrond vum dem Agent, fir esou zum Beispill ze verhënnern, datt déi zukünfteg Mamm an hiert ongebuert Kand engem Risiko oder enger Gefor op der Aarbecht ausgesat gëtt.

Personnel des CFL | Question **0387** (23/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger Fro N° 0165 hunn ech op d'Personalsituatioun bei de CFL opmierksam gemaach an d'Ministesch huet eng Rei Informatiounen dozou gliwwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. An der Äntwert op meng viregt Fro huet d'Ministesch erkläert, dass nëmmen 2,6 % vum den Zich ausgefall sinn, well Personal (Lokfëierer oder Zuchbegleeder) gefeelt huet. Dat wiere ronn 260 vum 10.000 Zich.

Wéi vill Zich sinn ausgefall wéinst Personalgrënn insgesamt (inclus den Absencé vu Lokfëierer oder Zuchbegleeder)?

Wat sinn déi aner Grënn, firwat Zich ausgefall sinn?

2. Bei de Krankeschäiner ass eng Hausse festzestellen, souwuel bei den Zuchbegleeder wéi och bei den Zuchfëierer. Dëst ass ëmsou méi erstaunlech, well den Taux d'absentéisme mol net an de Jore vum der Pandemie 2020 an 2021 esou héich war. Méi Krankeschäiner kënnen en Indicateur si fir Onzefriddenheet, Onwuelsinn a méi schwierigen Aarbechtsbedingung vum Personal.

Kann d'Ministesch fir den Tablo aus der viregter Fro absolutt Zuelen zu de Krankeschäiner presentéieren (Unzuel un Deeg)?

Wéi erkläert d'Ministesch d'Hausse vum de Krankeschäiner?

3. Zum Personalbestand: Wéi vill Lokfëierer an Zuchbegleeder waren an de Joren 2020 bis 2023 (opgeschlüsselt no Joer) op d'mannst eemol am Statut „inapte“ a konnten deemno net hirer Aarbecht no-goën?

Goufen dës Lokfëierer an Zuchbegleeder an der Statistik vum der viregter QP N° 0165 mat agerechent?

4. Oft kritt een als Passagéier bei Verspéidungen oder annulléierte Verbindungen d'Informatioun, dass „raisons opérationnelles“ Schold sinn. Wat sinn déi dräi heefegst Grënn, wa vu „raisons opérationnelles“ geschwat gëtt?

5. D'Ministesch huet anonncéiert, dass een Astellungsprozess lancéiert gouf, fir de Personalbestand ze erhéijen, well an Zukunft méi Zich solle rullen.

Wéi vill méi Zich solle bis 2035 zu Lëtzebuerg rullen? Wéi vill zousätzlech Personal brauchen d'CFL, fir dat méiglech ze maachen (wann een dovunner ofgesäit, dass autonom fuerend Zich bis 2035 eng Realitéit sollte ginn)?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0165 uginn, waren 2,6 % vum den Zichausfall am Joer 2023 op Personalgrënn zeréckzefëieren. Déi aner Grënn, firwat d'Zich ausgefall sinn, sinn a follgender Grafik opgeschwat:

(*graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Nofollgend e puer Beispiller pro Suppressiounskategorie:

– Non-disponibilité des installations ferroviaires
Stéierung vum enger Barriär oder enger Weich, Stéierung vum enger Sécherheitsinstallatioun, Stéierung vum enger Telekommunikatiounsinstallatioun asw.

– Non-disponibilité du matériel roulant
Technesch Problemer un enger Maschinn, Pannen um Sécherheitsystem ETCS asw.

– Causes externes
Streik op den Nopeschreseauen, extern Aflëss (all Tëscheffall verursaacht duerch eng Drëttpersoun), klimatesch Aflëss oder natierlech Ursaachen asw.

– Incidents/Accidents
Persounenaccidenter, Entgleisungen, Alarm, Signaldepassementer asw.

– Effet domino
Repercussioune vum Tëscheffall op enger Streck, déi sech op den Zuchtrafick vum anere Strecken offieren.

– Réseaux voisins
Repercussioune vum Tëscheffall op engem Nopeschreseau, déi sech op den Zuchtrafick vum eisem Reseau offieren.

– Autres
Evenementer, déi kenger anerer Kategorie konnten zougeuerdent ginn. Heirënner sinn och déi 2,6 % u Suppressiounen ze fannen, déi op Personalgrënn zeréckzefëiere waren.

D'Gesamtbelegschaft vum Grupp CFL beleeft sech den 31. Dezember 2023 op 5.126 Employée(ë)n. De Joresduerchschnëtt vum Taux d'absentéisme louch Enn Dezember bei 5,37 %, deementspreechend also 0,17 % liicht méi héich wéi den nationalen Duerschnëtt vum 2022, dee sech op 5,20 % beleeft.

Zënter de leschten zwee Joer gëtt den Term „raisons opérationnelles“ just nach seelen am Fall vu Verspéidungen oder Zichausfall vum den CFL benotzt. An der Tëschenzäit ass d'Kommunikatioun mam Client esou verbessert, datt, souwäit méiglech, méi detailléiert iwwert d'Grënn vum enger Verspéidung oder engem Zichausfall informéiert gëtt.

Dësen Term gëtt u sech just nach benotzt z. B. bei enger net ugekënnegter Interventioun vum der Police an engem Zuch (z. B. bei enger Drogekontroll) oder bei verschiddene Retarden, déi um Trajet vum Zuch entstane sinn, wou awer d'Ursach net direkt konnt identifizéiert ginn.

D'Entwécklung vum den Transportrelatiounen an hirer Frequenz léisst sech dem Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) enthuelen. D'CFL ginn dervun aus, dass fir d'Ëmsetzung vum allen Elementer vum PNM 2035 circa 35–40 % méi rullend Personal am Verglach zu haut noutwendeg sinn.

Logements de la SNHBM | Question **0390** (26/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Wunnengsbauminister hat op der Pressekonferenz zum Logement am Januar erkläert, dass eng

grouss Unzuel u Wunnenge bei der SNHBM géifen eidel stoen an nëmmen drop waarde fir bezunn ze ginn. Dofir sollen d'Krittären iwwerschaaft ginn, fir dass och Leit mat méi héije Revenuen an de Genoss vum enger effentlech finanzéierter Wunneng kënnen kommen. D'Wunneng ass zwar domadder vläit fort, mee domadder ass leider deenen, déi manner verdéngen, awer nach ëmmer net gehollef, well d'Wunneng net fir si ass.

Wien um Site vum der SNHBM d'Präisleschte vum de Wunnengen duerchkuckt, dee versteet och ganz schnell, firwat och een Normalverdénger hei am Land Schwierigkeeten huet, fir sech eng staatlech subventionéiert Wunneng ze kafen. Beispill: Beim Projet Nonnewisen zu Esch kascht een Appartement vum 88 m², mat alle Bähëllef, déi ee kréie kéint, nach ëmmer 440.000 €, also ronn 5.000 €/m². Wichtig unzemierken ass, dass den Terrain dem Keefer natierlech net gehéiert, mee dese widerhin am Besët vum der effentlecher Hand bleift, ënnert dem Regime vum Erbpachtrecht (Emphytéos).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Wéi héich sinn déi duerschnëttlech Baukäschten (ouni Terrain) pro Meeterkaree fir een Appartement vum 80 m² bei der SNHBM a beim Fonds du logement?

2. Wéi vill Suen huet de Bau vum deenen eenzelne Wunnenge beim Projet Nonnewisen zu Esch kascht? Wéi vill Subsiden huet d'SNHBM am Kader vum deemem Projet u Subside fir all enzel Wunneng zegutt?

Wéi vill Subsiden huet d'SNHBM an deemem Projet fir d'Acquisitioun an d'Viabiliséierung vum Terrain a fir Architektonhonorairen zegutt?

Ass beim Projet Nonnewisen een Ecart do tëschent de Verkafspräisser vum den Appartementer (Prix de vente subventionné TTC) an de Käschte vum Projet, nodeems een d'Subsiden ofgezunn huet?

3. Fir effentlech Wunnenge gëllt ee Virkafrecht vum Staat. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7325 vum 2022 goug ervir, dass tëschent 2018 an 2022 eng 44 Wunnengen erëm vum der SNHBM zeréckkaf goufen.

– Goufen dës Wunnengen entre-temps erëm verkaf?

– Kann de Minister ausschléissen, dass dës Wunnengen zu engem méi héije Präis verkaf goufen, wéi d'SNHBM fir hire Kaf bezuelt huet? Falls nee, wéi héich ass den Ecart an Duerschnëtt tëschent den Akafspräisser a Verkafspräisser a wat ass de Maximum un Ecart, fir deen eng Wunneng verkaf gouf?

Réponse (29/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Baukäschte pro m² hänke vum engem zum anere Projet of, esouwéi vum de Charakteristike vum de Projeten. Den duerschnëttleche Baupräis pro m² Wunnfläch läit fir d'SNHBM an de Fonds du logement bei ronn 5.300 €.

ad 2. De Bau vum Projet Nonnewisen (Deel Appartementer) ass nach amgaangen. D'Schätzung vum de Baukäschte läit bei 11.112.708 € TTC 17 %.

Fir de Projet Nonnewisen zu Esch gëtt de viabiliséierten Terrain der SNHBM vum der Stad Esch-Uelzecht iwwert d'Erbpachtrecht zur Verfügung gestallt. Déi staatlech Hëllef am Kader vum den Honoraireskäschte gëtt iwwert d'SNHBM un déi eligibel Clienten zu 100 % weiderginn. D'SNHBM selwer kritt also keng staatlech Participatioun fir dese Projet.

Déi genannte staatlech Participatioun fir den eligibele Client läit bei 34.882 € pro Wunneng.

Den Ecart tëschent de subventionéierte Verkafspräisser vun den Appartementer (Prix de vente subventionné TTC) an de Käschte vum Projet ass ee Coefficient d'entreprise vu 6 %, deen d'SNHBM als SA an der Moyenne op d'Käschten applizéiert, fir de finanzielle Risiko, deen aus der Schätzung vun de Baukäschten entsteet, an an der Suite vun den öffentlichen Ausschreibungen, eventuell Präisrevisiounen ze droen. Des Weideren ass och de Service après-vente mat der Garantie décennale mat dësem Coefficient ofgedeckt. Bei der SNHBM ass de Verkafspräis e fixe Verkafspräis ouni Risiko fir de Client.

ad 3. All Wunnengen, déi d'SNHBM tëscht 2018 an 2022 zrëckkaf huet, si rëm verkaf ginn.

Den initiale Verkafspräis vun de Wunnenge gëtt festgeluecht, wéi dat vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert de „logement abordable“ virgesinn ass. Wann eng Wunneng vun der SNHBM zerëckkaf gëtt an dono nees un en eligibele Client verkaf gëtt, da kommen ë. a. eventuell Renovéierungsarbeiten, Notaireskäschten an Honorairé vun der SNHBM dobäi. Fir eng gerecht Behandlung vun hire Clienten, proposéiert d'SNHBM änlech Präisser wéi fir vergläichbar Wunnengen.

D'SNHBM féiert keng Statistik iwwert den duerchschnëttlechen Ecart tëschent den Akafspräisser an de Verkafspräisser an och net iwwert de Maximum un Ecart.

.....

Stratégie hydrogène du Luxembourg | Question 0391 (26/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

En 2021, la stratégie hydrogène du Luxembourg a été présentée. En considérant que l'exploitation de l'hydrogène peut contribuer à la transition énergétique et donc à la lutte contre la crise climatique, une des mesures proposées envisage la coopération avec les États membres de l'UE et des pays tiers. En ce qui concerne le projet Mosel Saar Hydrogen Conversion (MosaHYc), la stratégie énonce qu'« une extension du réseau 100 % H2 vers le territoire luxembourgeois est actuellement analysée ».

D'ailleurs, selon l'accord de coalition, le Gouvernement est « conscient de l'importance cruciale de l'hydrogène dans de nombreux secteurs » et « garantira la sécurité d'approvisionnement de cette ressource énergétique élémentaire ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir des informations actuelles sur des raccordements potentiels du réseau MosaHYc au Luxembourg ?

– Monsieur le Ministre, envisage-t-il d'adapter la stratégie hydrogène existante ? Le cas échéant, de quelle façon et dans quels délais ?

Réponse (28/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les honorables Députés rappellent qu'en 2021 il était prévu d'analyser une éventuelle connexion du territoire luxembourgeois au projet d'infrastructure de transport d'hydrogène appelé « mosaHYc » (Moselle-Saar-Hydrogen-Conversion).

Sur demande, Encevo, société luxembourgeoise, confirme les informations suivantes qui ont également été relayées par la presse nationale.

mosaHYc est un projet comportant 90 km de réseau hydrogène en France et en Allemagne. Il vise à

transformer environ 70 km de gazoducs entre la Sarre (Allemagne), la Lorraine (St-Avold) et la frontière luxembourgeoise pour développer un hub régional hydrogène. La reconversion concerne 50 km de gazoducs en France et environ 20 km en Allemagne. Le projet est mené en partenariat entre Encevo et sa filiale allemande Creos Deutschland avec GRTgaz, gestionnaire de réseau de transport de gaz français. La mise en service du réseau est planifiée pour 2027. Les réseaux seront ouverts à la fois aux futurs producteurs et consommateurs potentiels. L'intégration du Luxembourg dans l'infrastructure d'hydrogène de la Grande Région, dont fait partie le projet mosaHYc, reste prévue.

Dans l'accord de coalition, le Gouvernement envisage un rôle clé à moyen et long terme pour l'hydrogène dans la décarbonation de l'économie du pays.

Trois axes sont poursuivis :

(i) À court terme, des projets de production d'hydrogène renouvelable seront subventionnés au niveau national. Ces projets ne pourront répondre qu'à une partie limitée de la demande potentielle en hydrogène.

(ii) Afin de fournir des quantités suffisantes d'hydrogène à un coût compétitif, connecter le Luxembourg à une infrastructure européenne est une priorité. Le Luxembourg plaidera pour une connexion qui assure les importations en provenance d'un ou plusieurs pays voisins, mais qui permet également le transit de l'hydrogène d'un pays voisin à un autre.

(iii) Enfin, des mécanismes seront mis en place pour inciter les acteurs économiques à passer de l'utilisation des énergies fossiles à l'utilisation de sources d'énergie telles que l'électricité ou l'hydrogène renouvelable.

Une mise à jour de la stratégie hydrogène du Luxembourg est prévue pour l'année 2025, et il est envisagé d'y ancrer un mécanisme de réévaluation et d'actualisation régulières.

.....

Investissements de la BEI dans l'industrie de l'armement | Question 0392 (26/02/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Le vendredi 23 février, les ministres des Finances de l'Union européenne se sont rencontrés lors d'une réunion informelle à Gand. Selon des informations de presse, les discussions ont notamment porté sur la possibilité d'augmenter les investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans la production d'équipements militaires.

Étant donné que le mandat de la BEI interdit à celle-ci d'investir dans l'industrie des armements, seule la production d'équipements dits « dual-use » peut aujourd'hui être financée par la BEI, c'est-à-dire des équipements qui peuvent également être utilisés à des fins civiles. Or, les ministres réunis à Gent auraient justement discuté de la possibilité d'abolir cette restriction, afin de permettre à la BEI d'investir directement dans des sociétés privées du secteur de l'armement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous confirmer les informations décrites plus haut et me dire si un tel changement du mandat de la BEI est réellement envisagé et quelles seraient les échéances pour effectuer un tel changement ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à une éventuelle modification du mandat de la BEI qui permettrait des investissements directs dans l'industrie des armements ?

3) N'êtes-vous pas d'avis qu'une telle décision porterait préjudice à la capacité de la BEI à financer des projets de développement durable, notamment dans les secteurs de la transition énergétique, des infrastructures et de la réduction de la pauvreté et des inégalités ?

Réponse (27/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense, et face aux défis de sécurité auxquels l'Europe est confrontée, l'Union européenne estime nécessaire d'augmenter ses capacités de défense.

Lors du sommet européen des dirigeants de l'Union européenne des 21 et 22 mars 2024, le Conseil européen a demandé, entre autres, au Conseil et à la Commission d'étudier toutes les possibilités de mobilisation de fonds afin d'améliorer l'accès de l'industrie européenne de la défense aux financements publics et privés.

Dans le même contexte, le Conseil européen a invité la Banque européenne d'investissement à adapter sa politique de prêt envers l'industrie de la défense et à revoir sa définition actuelle des biens à double usage, tout en préservant sa capacité de financement.

Ces conclusions ont été approuvées à l'unanimité des États membres de l'Union européenne.

.....

Compte bancaire des sociétés | Question 0393 (27/02/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Je me permets de revenir sur une situation sur laquelle j'ai attiré l'attention à plusieurs reprises à travers diverses questions parlementaires (n° 7519, question élargie n° 188), à savoir l'impossibilité de nombreuses sociétés d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque établie sur le territoire luxembourgeois.

Suivant mes informations, quelques banques, telles que la banque POST, ont fait des efforts substantiels afin de faciliter l'ouverture de comptes pour des entreprises. Cependant, la situation reste tendue au niveau d'autres banques, qui restent très réticentes pour ouvrir de nouveaux comptes et qui continuent même de fermer des comptes existants. La situation générale n'est donc pas satisfaisante et risque de créer un frein à l'entrepreneuriat et la création d'entreprises dans notre pays, en particulier pour les start-ups.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

– Quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour y remédier ?

– Est-ce qu'une concertation entre la CSSF et les acteurs du secteur financier pourrait être envisagée ?

– Ne pourrait-il pas, le cas échéant, envisager une initiative législative afin de débloquer la situation ?

Réponse (27/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Le Ministère des Finances est en contact régulier avec les différentes parties prenantes, et notamment l'ABBL et la CSSF, au sujet de cette thématique.

En mars 2023, le ministère a rassemblé l'ABBL et les représentants des différents secteurs d'activité (banque de détail, banque commerciale et banque de dépôt) ainsi que la CSSF afin de mieux identifier les problèmes potentiels liés à l'ouverture de comptes bancaires pour certaines sociétés et les solutions à y apporter le cas échéant.

Suite à cette réunion, la CSSF et l'ABBL ont instauré un échange régulier sur le sujet de l'ouverture des comptes bancaires et plusieurs initiatives ont été mises en place par l'ABBL, dont un guide avec la House of Entrepreneurship sur l'ouverture de comptes bancaires pour les entrepreneurs, une liste publique des banques au Luxembourg qui ouvrent des comptes pour différents types d'entreprises (start-ups, PME, fonds alternatifs) ainsi que des formations, en coopération avec l'ALFI, la LPEA et LuxCMA, pour les employés de banque afin de les familiariser avec différents types de structures d'investissement dans le cadre d'une ouverture de comptes bancaires.

Dans ce contexte, le Ministère des Finances continuera à s'engager dans un dialogue ouvert et constructif avec le secteur en vue d'évaluer l'impact des mesures précitées et, le cas échéant, d'identifier des pistes additionnelles.

Il n'appartient cependant pas à l'État de s'immiscer dans la politique commerciale voire dans la politique de gestion des risques des établissements financiers.

Pour les raisons précitées, le Ministère des Finances n'envisage pas d'initiative législative visant à contraindre une ou plusieurs banques à ouvrir un compte à une société qui s'est vu refuser un compte bancaire. Une telle approche non différenciée serait difficile à concilier avec les spécificités d'une place financière internationale comme le Luxembourg, qui contraste avec les secteurs financiers d'autres pays qui servent principalement des entreprises locales.

.....
Fédération sectorielle « Life Sciences » | Question **0394** (27/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Sous l'égide de la Fedil (Fédération des entreprises Luxembourg) s'est constituée en janvier dernier une nouvelle fédération sectorielle regroupant 11 entreprises actives dans les domaines de la santé et des sciences de la vie (Life Sciences). Cette fédération entend contribuer au développement de ce secteur pour en faire un véritable hub de la santé.

1) Comme le développement de ces entreprises est largement tributaire d'un personnel bien formé bénéficiant de bonnes conditions de travail, nous aimerions savoir des membres du Gouvernement comment ils entendent accompagner le développement de ce secteur prometteur.

2) Combien d'entreprises regroupées dans la nouvelle structure disposent d'une convention collective respectivement du statut public ?

3) Le Gouvernement entend-il promouvoir l'idée d'une convention collective sectorielle dans ce domaine ?

Réponse (29/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement est à disposition de ce secteur pour l'accompagner dans toutes les démarches nécessaires au développement du secteur.

À noter que le Gouvernement cible plus précisément le secteur des technologies de la santé dans le cadre de sa politique de diversification économique et ambitionne de positionner le Luxembourg en tant que pôle européen de premier plan pour le développement, l'évaluation et l'adoption des technologies digitales de la santé sur le marché européen.

ad 2) 1 entreprise regroupée dans la nouvelle structure dispose d'une convention collective.

ad 3) Le Code du travail règle l'ouverture des négociations collectives ainsi que la composition de la Commission de négociation. La négociation d'une convention collective tombe sous l'autonomie tarifaire que le Gouvernement entend respecter.

.....
Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif | Question **0395** (28/02/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans une interview accordée à l'édition de janvier de « Mental ! le magazine qui te fait mal aux muscles », Monsieur le Ministre des Sports a qualifié les pages sportives des grands quotidiens luxembourgeois de « superficiels et lapidaires », une critique reformulée dans une prise de position parue dans la presse écrite en date du 27 février comme une incitation aux médias à développer et approfondir la couverture des événements sportifs.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Premier ministre et de Madame la Ministre déléguée aux Médias et à la Connectivité :

1) Les ministres partagent-ils l'avis de Monsieur le Ministre des Sports en ce que la presse sportive serait superficielle et lapidaire et mériterait d'être développée et approfondie par les rédactions luxembourgeoises ?

2) Dans l'affirmative, quels moyens les ministres comptent-ils mettre à disposition des médias afin d'atteindre ces objectifs ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Les ministres estiment que la presse luxembourgeoise, y compris la presse sportive, est de très bonne qualité.

.....
Quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture | Question **0396** (28/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un des objectifs définis dans le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques (PAN PPP) est la définition et l'identification des « big movers » (produits phytopharmaceutiques les plus dangereux ou les plus utilisés) et d'envisager une réduction de 30 % de ces produits jusqu'en 2025.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0028, Madame la Ministre a expliqué que selon les dernières données disponibles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture luxembourgeoise, une réduction de 37 % aurait été constatée pour la catégorie des « big movers » par rapport à la période de référence 2017-2018, l'objectif de réduction fixé à 30 % d'ici 2025 étant donc atteint.

Par ailleurs, Madame la Ministre a confirmé dans ladite réponse que la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques chimiques au Luxembourg a atteint, selon les données et la méthodologie de calcul de la Commission européenne, la valeur de 50 % en 2020-2021.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est la définition précise des « big movers » ayant été établie dans le cadre du PAN PPP ? Comment la liste des « big movers » a-t-elle évolué

annuellement et quelles ont été les raisons principales pour les éventuelles modifications de la liste ? Quels sont les indicateurs précis appliqués pour évaluer l'évolution des « big movers » ?

2) Madame la Ministre peut-elle me fournir les chiffres concernant l'évolution de l'utilisation des « big movers » depuis 2017-2018 (ventilée par année, en kg ainsi qu'en % réduit par rapport à l'année de référence) ? Quelles ont été les substances ayant contribué le plus à l'évolution des chiffres pour chaque année depuis 2017-2018 ? Madame la Ministre peut-elle chiffrer la contribution des principales substances dans ce contexte ? Quelles sont les principales raisons (réglementaires, incitatives, etc.) ayant contribué au changement dans l'utilisation de ces substances observé pour chaque année ?

3) Au niveau de la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, Madame la Ministre peut-elle me fournir l'évolution depuis l'année de référence (ventilée par année, en kg ainsi qu'en % réduit par rapport à l'année de référence) ? Quelles ont été les substances ayant contribué le plus à l'évolution des chiffres pour chaque année ? Madame la Ministre peut-elle chiffrer la contribution des principales substances dans ce contexte ? Quelles sont les principales raisons (réglementaires, incitatives, etc.) ayant contribué au changement dans l'utilisation de ces substances observé pour chaque année ?

Tel que prévu dans son PAN PPP, le Gouvernement a mis en place un indicateur permettant d'évaluer la fréquence de traitement afin d'accroître les connaissances des quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture.

4) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution de cet indicateur depuis sa mise en place et les principales conclusions qui peuvent en être tirées ?

Réponse (26/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tel que prévu par la mesure 6-5, la liste des big movers a été établie suite à une proposition d'un groupe de travail interministériel. La liste est publiée sur le portail de l'agriculture et mise à jour annuellement.

Sont inclus dans la liste des « big movers » la substance active glyphosate ainsi que les substances actives de produits phytopharmaceutiques (PPP) répondant à un des trois critères suivants :

1. substances actives classées candidates à la substitution, telles que définies par l'article 24 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

2. substances actives dont les métabolites sont mesurés avec des concentrations supérieures à 0,1 µg/l dans les captages d'eau potable

3. substances actives figurant en tant que substances prioritaires et substances dangereuses et prioritaires à l'annexe III du règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau de surface.

La mise à jour de la liste se fait en prenant en compte ces trois critères.

Le fichier statistique intitulé « Utilisation de produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture et la viticulture et différenciation des "big movers" » est publié et mis à jour annuellement par le Service d'économie

rurale. Il permet de suivre l'évolution de l'utilisation des big movers.

ad 2) L'utilisation des big movers a évolué depuis l'année agricole 2017-2018 comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En 2021-2022, l'usage des big movers a diminué de 47 % par rapport à l'année de référence 2017-2018. Les cinq substances ayant contribué majoritairement à cette diminution sont les suivantes :

1. Le glyphosate représentait en 2017-2018 une part de 40,5 % des big movers. La quantité de glyphosate appliquée a diminué de 91 % depuis 2017-2018 (9.395 kg en 2018-2017 pour 850 kg en 2021-2022).
2. L'époxiconazole représentait en 2017-2018 une part de 3,9 % des big movers. La quantité d'époxiconazole appliquée a diminué de 99 % depuis 2017-2018 (895 kg en 2018-2017 pour 5 kg en 2021-2022).
3. Le cyprodinil représentait en 2017-2018 une part de 2,8 % des big movers. La quantité de cyprodinil appliquée a diminué de 84 % depuis 2017-2018 (405 kg en 2018-2017 pour 65 kg en 2021-2022).
4. Le sulcotrione représentait en 2017-2018 une part de 2,2 % des big movers. La quantité de sulcotrione appliquée a diminué de 99 % depuis 2017-2018 (515 kg en 2018-2017 pour 5 kg en 2021-2022).
5. Le diquat représentait en 2017-2018 une part de 1,7 % des big movers. La quantité de diquat appliquée a diminué de 100 % depuis 2017-2018 (660 kg en 2018-2017 pour 0 kg en 2021-2022).

Les raisons influençant l'utilisation des substances actives sont multiples. Au fil du temps, plusieurs substances actives ont perdu leur approbation au niveau communautaire alors que de nouvelles substances actives ont été approuvées. La disponibilité de certaines substances actives peut être limitée pour certaines années pour des raisons techniques ou commerciales. Les conditions météorologiques influencent la nécessité de lutter contre certains organismes nuisibles aussi bien que le choix des cultures ou l'adaptation des itinéraires techniques.

Du point de vue réglementaire et incitatif, les aspects suivants sont à mettre en évidence :

- les retraits d'autorisation de PPP contenant du glyphosate ainsi que l'annulation de ces retraits suite à un jugement rendu par les juridictions luxembourgeoises ;
- la condition facultative de la renonciation à l'utilisation de la substance active « glyphosate » sein de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement à partir de l'année culturale 2019-2020 ;
- les mesures agro-environnementales et climatiques ainsi que les éco-régimes mis en place par l'État visant une réduction des PPP. Le nombre d'hectares de surfaces concernées sont renseignés dans les tableaux ci-dessous.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) L'utilisation des produits phytopharmaceutiques a évolué depuis l'année culturale 2017-2018 comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En 2021-2022, l'usage des produits phytopharmaceutiques a diminué de 27 % par rapport à l'année de référence 2017-2018. Les cinq substances ayant contribué majoritairement à cette diminution sont les suivantes :

1. Le sulfure représentait en 2017-2018 une part de 24,86 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de sulfure appliquée a diminué de 22 % depuis 2017-2018 (36.885 kg en 2018-2017 pour 28.630 kg en 2021-2022).
2. L'huile de paraffine représentait en 2017-2018 une part de 15,73 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité d'huile de paraffine appliquée a diminué de 45 % depuis 2017-2018 (22.330 kg en 2018-2017 pour 12.875 kg en 2021-2022).
3. Le glyphosate représentait en 2017-2018 une part de 6,33 % des produits phytopharmaceutiques (voir réponse à la question 2).
4. Le folpet représentait en 2017-2018 une part de 4,70 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de folpet appliquée a diminué de 14 % depuis 2017-2018 (6.975 kg en 2018-2017 pour 5.980 kg en 2021-2022).
5. La terbuthylazine représentait en 2017-2018 une part de 3,45 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de terbuthylazine appliquée a diminué de 61 % depuis 2017-2018 (5.125 kg en 2018-2017 pour 2.020 kg en 2021-2022).

En ce qui concerne les principales raisons ayant contribué au changement global de l'utilisation de PPP, une référence est faite à la réponse à la question 2.

ad 4) L'indicateur de fréquence de traitements phytopharmaceutiques (IFT) est un indicateur de suivi de l'utilisation des produits pharmaceutiques (PPP) à l'échelle d'un ha, d'une culture, d'une exploitation agricole.

La formule de calcul de l'IFT est :

$$IFT = \frac{\text{dose appliquée} \times \text{surface traitée}}{\text{dose de référence} \times \text{surface de la parcelle}}$$

L'IFT est calculé annuellement au Luxembourg depuis 2016 et mesure donc la quantité-dose de produit utilisée par hectare à la dose de référence par culture d'une exploitation.

L'indicateur sert à évaluer l'intensité de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans les exploitations agricoles, sachant que l'intensité de l'utilisation est influencée par plusieurs critères :

- du seuil de dommage de la culture à traiter
- du cible de traitement
- des conditions climatiques
- des critères économiques
- des pratiques habituelles de l'agriculteur
- des stratégies commerciales des fournisseurs de PPP
- etc.

Une réduction des substances actives n'implique pas nécessairement une réduction de l'indicateur de l'IFT, car l'IFT ne nous informe pas sur la quantité de produit appliquée ni sur la toxicité du produit appliqué. Il est un outil qui nous donne des explications sur les pratiques phytopharmaceutiques de l'agriculteur et le degré d'infection de maladie ou/et la pression parasitaire de la culture en question et des passages de traitement qui en résultent.

Parmi les évolutions décroissantes de l'IFT, on observe une baisse de fréquence d'application des herbicides dans différentes cultures, notamment le froment d'hiver et le colza.

Droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels | Question 0397 (28/02/2024) de Mme Francine Cloener (LSAP)

Début février 2024, la « Note au formateur au sujet du droit d'accès aux informations pour les

journalistes professionnels » a été mis à disposition de la Chambre des Députés. Il ressort de ce document que les organismes visés par une demande d'accès au document ne suivent que dans 49 % l'avis donné par la Commission d'accès aux documents (CAD). La note stipule encore que dans de nombreux cas où la CAD avait retenu que le document sollicité était communicable, les organismes concernés ont décidé de ne pas le transmettre au demandeur. Dans la note au formateur, une note de bas de page indique que ce constat est issu des résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte.

C'est dans ce cadre que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Quelles sont les conclusions de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ? Quand cette enquête sera-t-elle publiée ?

2) Lors du pot de nouvel an de la presse en janvier 2024 le Premier ministre a annoncé présenter un projet de loi introduisant un droit à l'information pour les journalistes d'ici cet été. Les organisations représentant les journalistes, qui réclament ce droit depuis de nombreuses années, seront-elles impliquées dans le processus de gestion du projet de loi ?

Réponse (13/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Les résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont publiés, depuis le 8 juin 2023, sous le lien suivant : Résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont publiés, depuis le 8 juin 2023, sous le lien suivant :

Résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte. – Portail Open Data (public.lu).

ad 2) C'est à la suite d'une série d'échanges et de pourparlers avec le Conseil de presse que l'avant-projet de loi annoncé par le Premier ministre est en cours d'élaboration par les services en charge du dossier. Le Conseil de presse continuera d'être impliqué dans ce processus.

Traite des êtres humains | Question 0400 (28/02/2024) de M. Dan Biancalana | M. Claude Haagen (LSAP)

La traite des êtres humains est une atteinte aux droits de l'homme. Elle se manifeste sous plusieurs formes et n'est pas inconnue au Luxembourg. Pays ratificateur de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains et en tant qu'État membre de l'Union européenne, le Luxembourg est engagé dans cette lutte. Dans notre pays, la prostitution, surtout celle forcée, ou l'esclavage moderne, connaît de nombreuses victimes. C'est pourquoi InfoTraite ASBL effectue un important travail, depuis 2020, des deux centres d'accueil, Savteh et Coteh, créés par la loi de 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, et s'engage depuis dans la prise en charge et support à différents niveaux des victimes de la traite.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part des ministres en charge de la Justice et du Travail :

1) Le suivi des victimes par InfoTraite, surtout de la prostitution forcée, prend fin dès que leur cas est clôturé par le parquet. Dès lors, combien de condamnations à l'encontre d'auteurs de traite ont été prononcées au cours des cinq dernières années ?

2) Dans la plupart des cas, la Police grand-ducale et l'ITM transfèrent les victimes à l'InfoTraite pour une prise en charge. Combien de cas l'ITM a-t-elle transférés au centre d'accueil pendant les cinq dernières années ? Pour la même période de temps, combien de cas de soupçon de traite ont été signalés à l'ITM ?

3) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que la sensibilisation du public quant à l'existence de la traite des êtres humains est assez établie au Luxembourg afin de garantir un certain contrôle sociétal ? En cas d'insuffisance, quels moyens de sensibilisation sont disponibles, respectivement nécessitent d'être mis en place ?

Réponse (29/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Le nombre de condamnations pour traite des êtres humains sur base des articles 382-1 et suivants du Code pénal par type d'exploitation au cours des cinq dernières années se présente comme suit :

- 1 personne pour exploitation sexuelle en 2019 ;
- 1 personne pour exploitation sexuelle et 2 personnes pour exploitation par le travail en 2020 ;
- aucune condamnation en 2021 ;
- 2 personnes pour exploitation sexuelle et 1 personne pour exploitation par le travail en 2022 ;
- 6 personnes pour exploitation sexuelle en 2023.

ad 2) Conformément à l'article L. 612-1 du Code du travail, l'ITM est chargée notamment :

a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés ;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État ;

e) de porter à l'attention du ministre les déficiences ou les abus de droit constatés en pratique, ainsi que les questions de fait qui ne sont pas spécifiquement couvertes par lesdites dispositions existantes et de lui proposer les moyens d'y remédier moyennant avis circonstancié ;

f) de constater les infractions relatives à l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier interdit par l'article L. 572-1 ou en situation irrégulière interdite par l'article L. 574-1. [...].

L'infraction de la traite économique des êtres humains est prévue à l'article 382-1, paragraphe 1^{er}, point 2, du Code pénal qui dispose que : « Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le

contrôle sur elle, en vue : [...] 2) l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions de travail contraires à la dignité humaine. »

Bien que l'ITM ait une mission de prévention, de sensibilisation et de coopération en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, elle n'a pas compétence pour enquêter en matière de traite des êtres humains dans le cadre de l'exploitation du travail ou des services.

Toutefois, l'ITM peut être confrontée à bon nombre d'irrégularités en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et, le cas échéant, à des situations qui peuvent être considérées comme étant contraires à la dignité humaine.

Différents éléments peuvent être pris en considération pour établir les conditions de travail contraires à la dignité humaine, comme par exemple :

- absence de contrat de travail écrit ;
- salaire inférieur au salaire social minimum applicable et/ou défaut de paiement total ou partiel des salaires ;
- heures de travail excessives ;
- emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ou qui ne disposent pas des autorisations de travail requises ;
- emploi de faux indépendants ou recours à des sociétés qui ne disposent pas d'une autorisation d'établissement ;
- travail dans des conditions insalubres, dangereuses et non conformes aux dispositions relatives à la sécurité et à la santé au travail ;
- logements mis à disposition des salariés à des fins d'habitation ne respectant pas les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité ;
- travail sous la contrainte violente physique ou économique.

La preuve de ce type d'exploitation doit être rapportée par un faisceau d'éléments qui traduisent un asservissement, une dégradation de la personne humaine par une atteinte à ses facultés de corps et d'esprit et ce de manière telle qu'il y a incompatibilité manifeste avec la dignité humaine.

À noter que l'ITM ne peut établir que des procès-verbaux concernant des violations de la législation relative au travail.

La Police grand-ducale, plus particulièrement, la section criminalité organisée de la police judiciaire a seule compétence pour enquêter en matière de traite des êtres humains. C'est d'ailleurs, également une autre équipe spécialisée de cette section qui s'occupe de l'identification de la victime de la traite et des mesures d'assistance et de protection prévues par la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

L'ITM qui dans le cadre de ses missions rencontre une situation laissant supposer une exploitation du travail dans les conditions prévues par l'article 382-1, paragraphe 1^{er}, point 2, du Code pénal en avise le parquet et la Police grand-ducale pour continuation de l'enquête.

Aussi, il importe de préciser qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier au cas par cas si le travail a été effectué dans des conditions contraires à la dignité humaine.

Au cours des 5 dernières années, l'ITM a transmis les nombres de procès-verbaux suivants en matière de traite des êtres humains au parquet en vue d'éventuelles poursuites pénales :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

À noter que pour l'ensemble des dossiers précités, les cas de soupçon de traite n'ont pas été signalés à l'ITM, mais ces cas de traite ont été détectés lors des contrôles de l'ITM sur différents lieux de travail.

Aussi, dans le cadre de ces dossiers, les victimes potentielles en matière de traite des êtres humains n'ont pas été transférées par l'ITM au service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains InfoTraite, mais il a été informé de leur existence.

À noter que conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, il incombe à la Police grand-ducale, qui dispose d'indices qu'une personne est victime de la traite des êtres humains, de prévenir dans les meilleurs délais un service d'assistance.

Par ailleurs, les victimes potentielles ont été informées par l'ITM de leurs droits en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Aussi, l'ITM a enjoint les employeurs concernés de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Pour le cas où les employeurs concernés n'ont pas réagi aux injonctions de l'ITM, respectivement si ceux-ci n'ont pas régularisé ou n'ont que partiellement régularisé leur situation, ceux-ci se sont en plus vu infliger une amende administrative.

À noter également que l'ITM n'est pas compétente pour les autres formes de la traite des êtres humains, telles que l'exploitation sexuelle, l'exploitation de la mendicité, le trafic d'êtres humains ou bien le prélèvement d'organes.

ad 3) À côté de la prise en charge ambulatoire et stationnaire des victimes de la traite des êtres humains par le service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains (toute personne victime majeure ou mineure) InfoTraite, cogéré par l'association sans but lucratif Femmes en détresse et la Fondation Maison de la porte ouverte, agréée par et conventionnée avec le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA), la sensibilisation du grand public par l'information et la formation est un pilier essentiel de l'approche gouvernementale.

À cet égard on peut notamment citer les deux sites d'information www.stoptraite.lu et www.violence.lu mis en place d'une part, par le Ministère de la Justice et d'autre part, par le MEGA, qui offrent tous les deux des informations sur le dispositif de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains, le cadre légal et le réseau d'aide et d'assistance à disposition des victimes et de leur entourage.

En plus de ces sites d'information, le travail de sensibilisation est accentué notamment par le biais du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains présidé par le Ministère de la Justice et dans lequel le MEGA est représenté.

Parmi les actions de sensibilisation figurent entre autres :

- le lancement de différentes campagnes de sensibilisation depuis 2016 ;
- la publication de messages sur les réseaux sociaux par les ministères et administrations en charge et des communiqués gouvernementaux, notamment à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains ;
- des articles dans la presse nationale ;
- la mise à disposition de dépliants, notamment le dépliant « YOU HAVE RIGHTS ! », disponible en 13

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

langues et développé dans le cadre de la campagne de sensibilisation lancée en 2019 en partenariat avec le European Crime Prevention Network et celui d'Info-Traite mis à jour début 2024.

Au niveau Benelux, un groupe de travail « Traite », instauré en 2016 avec la participation du MEGA et du Ministère de la Justice, se réunit régulièrement pour s'échanger sur le renforcement des efforts de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains au niveau des trois pays et des pays de la Grande Région. La détection, la prise en charge et la protection des victimes de la traite par la coopération multi-et pluridisciplinaire des acteurs de terrains sont au centre de cette coopération. En alternance entre les présidences respectives, des journées de formation sont organisées annuellement permettant l'échange entre les nombreux acteurs clés dans les trois pays.

Notons en outre, qu'en 2022 à la suite de l'arrivée importante de ressortissant.e.s ukrainien.ne.s au Luxembourg qui présentent un risque d'exploitation élevé, les deux ministères ont procédé à différentes adaptations à leur dispositif respectif pour informer cette communauté des risques d'exploitation et d'abus. Ces adaptations ont été surtout d'ordre linguistique du site www.stoptraite.lu et du dépliant « YOU HAVE RIGHTS ! » – preuve de la flexibilité et de l'adaptabilité du dispositif en place.

De plus, les collaborateurs des ministères investissent considérablement à la fois dans la formation des professionnels de terrain chargés de l'assistance et de la détection de victimes et potentielles victimes de la traite des êtres humains et du grand public. La formation de base « La traite des êtres humains » est proposée dans des formats de trois ou six heures, ceci en luxembourgeois, en français ou en anglais. Ce cours de sensibilisation est tenu depuis 2016 par des formateur.trice.s agréé.e.s du MEGA, du Ministère de la Justice, de la Direction de l'immigration, de la police judiciaire et du service InfoTraite à la fois au sein de l'Institut national d'administration publique qui les

agréé pour tous les agents de l'État et des communes et auprès de toute ONG et institution qui le demande.

En 2023, onze formations ont été proposées à environ 150 agents d'État, dont l'Office national de l'accueil, la police, des inspecteurs de l'ITM, du Centre de rétention, des agents de l'ADEM, de l'Administration judiciaire, du Département de l'intégration et des collaborateurs de différents partenaires de la société civile, dont la Fondation Caritas, le Planning Familial, la Croix-Rouge (Département migrants et réfugiés/LISKO/service DropIn pour prostitué.e-s) et Médecins du monde. Cette offre est complétée par une offre de formation approfondie sur l'approche et l'accompagnement des victimes, destinée aux acteurs en contact avec des victimes potentielles. Cette formation est donnée par Christian Meulders, directeur de l'ASBL Sûrya portant assistance ambulatoire et stationnaire aux victimes de la TEH à Liège.

Par cette approche globale, le Gouvernement entend renforcer à la fois la détection et la sensibilisation des victimes et de victimes potentielles, leur entourage et le grand public et la formation des acteurs.trices clés en charge de leur détection et/ou de leur identification.

Afin de renforcer davantage le dispositif à différents niveaux, l'effectif du service InfoTraite a été augmenté à partir de mars 2024 à 2,5 postes à temps plein dans le cadre d'un projet de fonds européen pour assurer une permanence 24/7 du service, pour renforcer l'accueil et la prise en charge notamment psychosociale des victimes et pour améliorer la coordination de l'assistance au niveau national et une communication ciblée.

.....
Sécurité des canaux de communication de l'armée | Question 0416 (04/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An Däitschland ass ee Gespréich vu Membere vum Militär iwwert Taurus-Rakéite vu Russland

ofgelauschtert ginn. Laut ZDF-Informationen huet d'Gespréich wierklech stattfonnt.

An deem Zesammenhang wéilte mir der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Gräift d'Lëtzebuenger Arméi fir intern Kommunikatioun op Webkonferenzen zréck?
2. Gräift d'Lëtzebuenger Arméi fir Kommunikatioun mat externe Partner op Webkonferenzen zréck?
3. Gi Messengerdéngschter wéi Whatsapp oder de Messenger vu Meta fir d'Kommunikatioun tëscht de Membere vun der Arméi genotzt? Wa jo, gesäit d'Regierung hei kee Sécherheetsrisiko?

Réponse (18/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

D'Handhabe vu klassifizierten Informationne gëtt haaptsächlech op Basis vu folgenden Texter gereegelt:

- Loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;
- Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne (2013/488/UE).

Déi erlaabte Kommunikationsmëttel ginn entsprechend dem Niveau vun der Klassifikatioun vun der Information festgeluecht.

Wann et sech ëm Informationen handelt, déi net klassifizéiert sinn, sinn normal E-Mailen, Messengerdéngschter oder normal Videokonferenzen (wéi z. B. Webex oder Skype) erlaabt. Wann et sech ëm klassifizéiert Informationen handelt, ginn exklusiv geséchertert Moyene benotzt.

D'Personal vun der Arméi gëtt zu dësem Sujet och regelméisseg informéiert, sensibiliséiert a forméiert.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799